

Rapport de gestion 2022



Rapport de la Municipalité de Lausanne au Conseil communal sur sa gestion pendant l'année 2022

Madame la Présidente,
Mesdames les Conseillères communales, Messieurs les Conseillers communaux,

Conformément aux articles 4 et 93c de la loi sur les communes, 20, 74 et 112 du règlement du Conseil communal et 30 du règlement pour la Municipalité, cette dernière vous soumet, ci-après, le rapport sur sa gestion pendant l'année 2022.

Le rapport contient les divisions suivantes:

- Conseil communal et Municipalité;
- Direction de la culture et du développement urbain;
- Direction de la sécurité et de l'économie;
- Direction des sports et de la cohésion sociale;
- Direction du logement, de l'environnement et de l'architecture;
- Direction de l'enfance, de la jeunesse et des quartiers;
- Direction des finances et de la mobilité;
- Direction des services industriels;
- Registre des représentations;
- Glossaire.

Table des matières

Conseil communal et Municipalité	7
Conseil communal	8
Municipalité	8
Cellule d'aide à la résolution des conflits (ARC)	26
Direction de la culture et du développement urbain	29
Secrétariat municipal (SMUN)	32
Secrétariat général culture et développement urbain (SGCD)	39
Service de la culture (CULT)	45
Service des bibliothèques et des archives de la Ville (BAVL)	55
Service de l'urbanisme (URB)	65
Contrôle des finances de la Ville de Lausanne (CFL)	72
Direction de la sécurité et de l'économie	77
Secrétariat général sécurité et économie (SGSE)	80
Corps de police (CP)	84
Service de protection et sauvetage (SPSL)	91
Service du contrôle des habitants (CH)	102
Service de l'économie (ECO)	106
Service de l'eau (EAU)	115
Direction des sports et de la cohésion sociale	127
Secrétariat général sports et cohésion sociale (SGSCS)	130
Service des sports (SPORTS)	136
Service social lausanne (SSL)	145
Service du travail (ST)	157
Service des assurances sociales (SAS)	163
Direction du logement, de l'environnement et de l'architecture	173
Secrétariat général logement, environnement et architecture (SGLEA)	176
Service du cadastre (CADA)	185
Service des gérances (GER)	191
Service d'architecture et du logement (ARLO)	198
Service des parcs et domaines (SPADOM)	207
Service d'organisation et d'informatique (SOI)	217
Direction de l'enfance, de la jeunesse et des quartiers	225
Secrétariat général enfance, jeunesse et quartiers (SGEJQ)	228
Service de la petite enfance (SPE)	239
Service des écoles et du parascolaire (SEP)	247
Service de santé et prévention (SSPR)	257
Service de psychologie scolaire (SPS)	264

Direction des finances et de la mobilité	271
Secrétariat général finances et mobilité (SGFIM)	274
Service des finances (SFIN)	277
Service du personnel (SPEL)	280
Service de la mobilité et de l'aménagement des espaces publics (MAP)	292
Service de la propreté urbaine (PUR)	301
Service achat et logistique Ville (SALV)	310
Direction des services industriels	319
Secrétariat général services industriels (SGSIL)	322
Services partagés (SPAR)	327
Service commercial (COM)	331
Service patrimoine (PAT)	336
Service production et solutions énergétiques (PSE)	341
Service réseaux (RES)	344
SI-REN S.A.	349
LFO S.A.	351
Registre des représentations 2022	355
Glossaire	397



Conseil communal et Municipalité

Conseil communal

Le Conseil communal a tenu, pour l'année 2022, 23 séances, dont 20 dites longues (23 séances ordinaires en 2021, dont 18 dites longues). Il a reçu 12 pétitions; 1 motion, 86 postulats et 0 projets de règlement ont été déposés; 74 interpellations et 43 questions écrites ont été adressées à la Municipalité par des membres du Conseil. Plus de détails sur la page internet du Conseil communal de Lausanne tenue à jour tout au long de l'année:

<https://www.lausanne.ch/officiel/conseil-communal/seances/depots-enregistres.html>

La Municipalité lui a présenté les préavis (respectivement rapports-préavis) suivants:

Culture et développement urbain	8 préavis
Sécurité et économie	8 préavis
Sports et cohésion sociale	1 préavis
Logement, environnement et architecture	5 préavis
Enfance, jeunesse et quartiers	3 préavis
Finances et mobilité	8 préavis
Services industriels	6 préavis
Total	39 préavis

Municipalité

Composition

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022

	Titulaires	Suppléant-e-s
Culture et développement urbain	M. Grégoire Junod	M ^{me} Florence Germond
Sécurité et économie	M. Pierre-Antoine Hildbrand	M. Xavier Company
Sports et cohésion sociale	M ^{me} Emilie Moeschler	M. David Payot
Logement, environnement et architecture	M ^{me} Natacha Litzistorf	M. Pierre-Antoine Hildbrand
Enfance, jeunesse et quartiers	M. David Payot	M ^{me} Emilie Moeschler
Finances et mobilité	M ^{me} Florence Germond	M. Grégoire Junod
Services industriels	M. Xavier Company	M ^{me} Natacha Litzistorf

Délégations municipales pour la législature 2021–2026

Délégation	Présidence	Membres
Délégation Métamorphose	M. Grégoire Junod	M ^{me} Natacha Litzistorf M ^{me} Florence Germond
Commission immobilière	M. Grégoire Junod	M. Pierre-Antoine Hildbrand M ^{me} Natacha Litzistorf
Délégation au personnel	M. Grégoire Junod	M. David Payot M ^{me} Florence Germond
Comité d'audit	M. Grégoire Junod	M. Pierre-Antoine Hildbrand M ^{me} Florence Germond
Délégation à l'économie et au commerce	M. Pierre-Antoine Hildbrand	M. Grégoire Junod M. Xavier Company
Délégation à l'observatoire de la sécurité et des discriminations	M. Pierre-Antoine Hildbrand	M ^{me} Emilie Moeschler M ^{me} Florence Germond
Délégation Pôle Gare	M ^{me} Natacha Litzistorf	M. Pierre-Antoine Hildbrand M ^{me} Florence Germond
Délégation informatique	M ^{me} Natacha Litzistorf	M. David Payot M. Grégoire Junod

Délégation au climat et à l'environnement	M ^{me} Natacha Litzistorf	M. Grégoire Junod M ^{me} Florence Germond M. Xavier Company
Délégation à la politique des quartiers	M. David Payot	M ^{me} Émilie Moeschler M ^{me} Natacha Litzistorf
Délégation à l'urbanisme et à la mobilité	M ^{me} Florence Germond	M. Grégoire Junod M. Pierre-Antoine Hildbrand M ^{me} Natacha Litzistorf
Délégation aux chantiers	M ^{me} Florence Germond	M. Pierre-Antoine Hildbrand M ^{me} Natacha Litzistorf M. Xavier Company
Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne (CPCL)	Délégués de La Municipalité: M. Grégoire Junod, M. Pierre-Antoine Hildbrand, M ^{me} Florence Germond	

Durant l'année, la Municipalité a tenu 43 séances. Elle a notamment adressé au Conseil communal les préavis et rapports-préavis dont la liste suit.

Préavis et rapports-préavis adressés au Conseil communal

Culture et développement urbain

Décision du Conseil communal	Numéro	Intitulé
13.09.2022	03	Réponse au postulat de Briod Alix Olivier et crts – Lutte contre le travail au noir dans l'intérêt des employés, des employeurs et de la ville de Lausanne
13.09.2022	10	Maison Gaudard: Réalisation d'une maison de la culture et de l'innovation numérique – Demande d'un crédit d'ouvrage
22.11.2022	14	Réponse au postulat de Pernet Jacques et crts – La Culture – quelles retombées économiques pour la Ville de Lausanne
13.09.2022	15	Musiques actuelles – Rénovation, mise aux normes et augmentation de la jauge de la salle de concerts Le Romandie. Création d'une 2 ^e salle sous les arches du Grand-Pont au bénéfice de l'Association du Salopard
En cours	19	Modification du règlement du Fonds des arts plastiques de la Ville de Lausanne
En cours	23	Réponse au postulat de Manzoni Laura – La désaffectation des Halles CFF de Sébeillon: et la lutte contre les changements climatiques?
En cours	27	Projet Métamorphose – Octroi d'un cautionnement en faveur de la société Beaulieu S.A. pour la réalisation d'une patinoire dans la halle 7 de Beaulieu
En cours	32	Réponse au postulat de Billard Aude et crts – Téléconférence pendant la période de lutte contre la propagation du Covid-19 et au-delà

Sécurité et économie

Décision du Conseil communal	Numéro	Intitulé
En cours	06	Réponse au postulat de Billard Aude – Les trottoirs ne sont pas des parkings
22.11.2022	09	Construction de la nouvelle usine de production d'eau potable «Saint-Sulpice II» – Demande de crédit complémentaire au préavis N° 2018/48
08.11.2022	16	Convention intercommunale de la galerie de Broye
En cours	18	Réponse au postulat de Rossi Vincent et crts – Lutter efficacement contre le bruit excessif des deux-roues motorisés et autres engins bruyants à Lausanne
08.11.2022	21	Installation de panneaux photovoltaïques et réduction de la consommation énergétique des réservoirs et des usines d'eau potable du Service de l'eau
En cours	22	Réponse au postulat de Alvarez Henry Caroline – Help! Site internet de la Ville de Lausanne: trouver facilement l'information sur l'aide en cas de violences conjugales
En cours	30	Réponse au postulat de Dana Louis et crts – Ne tirons pas sur l'ambulance (du SPSL...)!
En cours	36	Toiture de la caserne des sapeurs-pompiers – réfection des toitures plates, amélioration de l'isolation thermique, végétalisation et pose de panneaux solaires photovoltaïques

Sports et cohésion sociale

Décision du Conseil communal	Numéro	Intitulé
04.10.2022	17	Piscine de Mon-Repos – assainissement, transformation et modernisation des vestiaires et du système sanitaire – demande de crédit d'ouvrage

Logement, environnement et architecture

Décision du Conseil communal	Numéro	Intitulé
07.06.2022	05	Lausanne Jardin 2024
07.12.2022	26	Travaux de rénovation et de réhabilitation des parcs et domaines – Crédit-cadre annuel 2023
07.12.2022	29	Financement des projets informatiques non couverts par un préavis spécifique – Crédit-cadre annuel 2023
En cours	37	Réponse à la pétition du Collectif Sous-Gare sans antenne – Non à la construction d'une nouvelle antenne 5G dans une zone densément peuplée
En cours	38	Réponse au postulat de Chenaux Mesnier Muriel et crts: Pour une stratégie digitale ambitieuse, sûre et durable

Enfance, jeunesse et quartiers

Décision du Conseil communal	Numéro	Intitulé
24.05.2022	04	Rénovation énergétique des installations d'éclairage de l'église St-François et adaptation à l'usage actuel
07.12.2022	08	Crédit cadre d'investissement de CHF 10'805'000.- pour la modernisation et l'extension des réseaux informatiques pédagogiques dans les bâtiments scolaires ainsi que pour l'équipement des classes en affichage numérique frontal
En cours	24	Réponse au postulat de Gaillard Benoît et crts: Objectif 100% – Pour un plan d'investissement et de développement de l'accueil de jour des enfants à Lausanne en vue d'atteindre la couverture complète des besoins

Finances et mobilité

Décision du Conseil communal	Numéro	Intitulé
07.06.2022	07	Rues Vivantes II
07.06.2022	11	Comptes de l'exercice 2021
07.06.2022	12	Crédits supplémentaires pour 2022 (1 ^e série)
En cours	28	Avenue d'Echallens – Première étape de requalification de l'avenue d'Echallens
07.12.2022	31	Crédits supplémentaires pour 2022 (2 ^e série)
07.12.2022	33	Autorisations d'achats pour l'exercice 2023
07.12.2022	34	Budget de fonctionnement de l'exercice 2023
07.12.2022	35	Crédits-cadres bisannuels 2023–2024

Services industriels

Décision du Conseil communal	Numéro	Intitulé
24.05.2022	01	Renforcement du programme équi watt dans le cadre du plan climat. Complément de financement pour 2022 et financement du programme pour la période 2023 à 2026
22.03.2022	02	Crédit-cadre 2022–2030 pour les travaux de maintenance à réaliser sur les installations de production de l'aménagement hydroélectrique de Lavey avant l'échéance des concessions
13.09.2022	13	Demande de crédits complémentaires pour les préavis N° 2019/51, N° 2016/56 et N° 2020/45
22.11.2022	20	Renouvellement du système de commande et assainissement et optimisation de la station d'échangeurs de chaleur du réseau de chauffage à distance de la place Centrale
08.11.2022	25	Evolution informatique des SIL
En cours	39	Demande de crédit complémentaire pour le préavis N° 2021/52 «Crédits-cadre annuel 2022...»

Initiatives en attente de réponse, renvoyées à la Municipalité avant le 31 décembre 2022**Motions en attente de réponse**

Néant.

Postulats en attente de réponse

Culture et développement urbain

Autrice ou auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Evéquoz Séverine	Quel avenir pour le Pavillon Rousseau et l'herbier vivant de Rosalie de Constant au domaine de la Chablière	24.05.2016	07.06.2016	30.06.2021
Payot David	Pour une médiation administrative communale	16.02.2016	07.03.2017	30.06.2021
Beetschen Véronique	Une plateforme 'last minute' pour l'offre culturelle lausannoise	07.03.2017	04.04.2017	30.06.2021
Carrel Matthieu	Protection du patrimoine et densification: plus de sécurité et de prévisibilité	05.09.2017	09.10.2018	30.06.2021
Panchard Ilias	Pour une meilleure protection de la jeunesse face à la fumée passive	06.11.2018	20.11.2018	31.01.2022
Company Xavier	Amélioration énergétique pour tou-te-s, avec privilèges!	12.03.2019	09.04.2019	30.06.2021
Dana Louis	Carte Cultissime et PassSport: marrions-les!	19.05.2020	09.06.2020	31.12.2020
Chenau Mesnier Muriel	Pour un nouveau projet de Maison du Livre et du Patrimoine	19.05.2020	06.09.2020	31.12.2020
Billard Aude	Pour une prise de conscience de nos préjugés de genre, et en tout genre	25.08.2020	08.09.2020	31.03.2021
Beaud Valéry	Conservation du stade olympique de la Pontaise: de la contrainte à l'opportunité	08.09.2020	22.09.2020	31.03.2021
Raedler David	Un marché culinaire pour Lausanne	04.12.2018	03.11.2020	31.05.2021
Thiéry Arnaud	Pour la transparence de la vie politique	24.11.2020	09.12.2020	30.06.2021
Dakkus Sima	Urbanisme et qualité de vie	24.11.2020	09.12.2020	30.06.2021
Martinho José	Smartvote à chaque élection communale	09.03.2021	30.03.2021	30.09.2021
Piguet Antoine	Pour une Commission consultative de la culture	09.03.2021	30.03.2021	30.09.2021
Genre Jean-Pascal	Préemption et transparence	09.03.2021	30.03.2021	30.09.2021
Chenau Mesnier Muriel	Halte aux discriminations dans les milieux culturels: égalité salariale et rejet de toute forme de harcèlement sexuel	24.11.2020	25.01.2022	31.07.2022
Gaudard Guy	Pour la mise à disposition de zones artisanales à Lausanne	08.06.2021	08.03.2022	30.09.2022
Brayer Vincent	Pour une médiation culturelle coordonnée, ciblée et innovante	08.02.2022	08.03.2022	30.09.2022
Graff Séverine	Valoriser Lausanne en capitale du cinéma	07.12.2021	13.09.2022	31.03.2023
Morin Ariane	Encourager la parité hommes-femmes dans les institutions culturelles subventionnées par la ville	08.02.2022	13.09.2022	31.03.2023
Yemane Samson	Histoire coloniale – Lausanne: pour une ville inclusive et non discriminante	07.06.2022	13.09.2022	31.03.2023
Piron Françoise	Journaux locaux, préservons ce lien local précieux!	07.06.2022	13.09.2022	31.03.2023
Goumaz Christine	Vote par procuration	07.06.2022	13.09.2022	31.03.2023
Neumann Sarah	Précarité des artistes: envisager le portage salarial	08.11.2022	22.11.2022	31.05.2023
Mendy Angèle Flora	Rendre la place culturelle lausannoise accessible à toute la population lausannoise, c'est aussi la sortir des quatre murs	08.11.2022	22.11.2022	31.05.2023
Saugy Anouck	Bureaux de vote: intégrons nos jeunes	08.11.2022	22.11.2022	31.05.2023
Carrel Matthieu	Lausanne considère-t-elle vraiment les étudiants comme des touristes?	22.11.2022	07.12.2022	30.06.2023
Depallens Sarah	Les Halles sportives: un projet provisoire à Beaulieu jusqu'en 2026. Et après?	22.11.2022	07.12.2022	30.06.2023

Sécurité et économie

Autrice ou auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Pernet Jacques	Quel futur pour le commerce lausannois?	07.06.2016	06.09.2016	30.06.2021
Gaudard Guy	'Métamorphose' de la sécurité, renforçons la police de proximité!	31.01.2017	21.03.2017	30.06.2021
Bettschart-Narbel Florence	Pour une redynamisation du commerce lausannois	14.02.2017	21.03.2017	30.06.2021
Stauber Philipp	Pour un décompte des frais d'eau équitable, transparent et écologique selon le principe du pollueur-payeur	20.09.2016	04.04.2017	30.06.2021
Carrel Matthieu	Des bains d'hiver à Lausanne	04.04.2017	02.05.2017	30.06.2021
Picard Bertrand	P+R+S: Parc'n'ride'n'shop	06.12.2016	14.11.2017	30.06.2021
Miauton Philippe	Rendre Lausanne plus riche	06.12.2016	08.05.2018	30.06.2021
Corboz Denis	Développement de l'aide de livraison à domicile	04.04.2017	24.04.2018	30.06.2021
Company Xavier	Moins de sachets dans les marchés, et recyclables!	09.04.2019	07.05.2019	30.06.2021
Tripet Nicolas	Taxes et bureaucratie: simplifier la vie des commerçants	09.04.2019	21.05.2019	30.06.2021
Piguet Antoine	Un marché végétal à la Riponne	23.06.2020	08.09.2020	31.03.2021
Alvarez Henry Caroline	Décès de lausannoises et de lausannois: vers une simplification des démarches administratives pour les familles proches	24.11.2020	09.12.2020	30.06.2021
Perrin Sara	Lausanne, ville de fontaines?	26.01.2021	09.02.2021	31.08.2021
Gaillard Benoît	Améliorer l'information et l'accompagnement des personnes qui s'estiment victimes de mauvais traitements par la police	12.02.2019	09.03.2021	30.09.2021
Gaillard Benoît	Une aide communale d'urgence pour les indépendant-e-s, travailleuses-eurs domestiques et petit-e-s entrepreneurs-euses de Lausanne	09.06.2020	23.03.2021	30.09.2021

Autrice ou auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Piguet Antoine	Pour la création d'un fonds communal d'aide aux entreprises lausannoises touchées par les mesures de restrictions de lutte contre le Covid19 (FONDS COVID-19)	09.06.2020	23.03.2021	30.09.2021
Crole-Rees Anna	Après l'environnement, la sécurité et la mobilité: le bien-être social et économique de la population lausannoise!	09.03.2021	30.03.2021	30.09.2021
Bettens Eric	Le couperet tombe sur le plastique à usage unique	08.06.2021	31.08.2021	28.02.2022
Fahmy Olivia	Nuits lausannoises: «éduquons-nous! et prenons soin les une-x-s des autre-x-s!»	07.12.2021	11.01.2022	30.06.2022
Gnoni Sara	Pour que la Ville de Lausanne rejoigne l'appel du Rhône	12.01.2022	25.01.2022	31.07.2022
Klunge Henri	De l'espace pour nos commerçants	09.04.2019	15.02.2022	31.08.2022
Piron Françoise	Pour que les commerçant-e-s bénéficient d'une procédure administrative efficace	09.03.2019	15.02.2022	31.08.2022
De Vargas Samuel	Un plan de mesures pour davantage d'inclusion des personnes non-binaires et trans	08.02.2022	08.03.2022	30.09.2022
Chenau Mesnier Muriel	Police Municipale visons la parité...	24.11.2020	11.10.2022	30.04.2023

Sports et cohésion sociale

Autrice ou auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Rebeaud Laurent	Demande d'une étude sur la faisabilité et l'opportunité d'une expérience pilote dans la perspective du revenu de base inconditionnel (RBI)	06.10.2015	12.04.2016	30.06.2021
Genoud Alice	Pour que les 20-30 ans puissent aussi monter dans le bus	20.03.2018	28.05.2019	30.06.2021
Michaud Gigon Sophie	Le sport pour tous commence dans les quartiers	23.05.2017	15.10.2019	30.06.2021
Piron Françoise	Pour une politique inclusive de la mobilité en Ville en termes de genre et d'intergénération	05.11.2019	19.11.2019	30.06.2021
Cachin Jean-François	Les habitants des zones foraines de la commune de Lausanne demandent l'égalité de traitement en matière de tarifs de transports publics (Mobilis) tels qu'appliqués aux habitants de la ville de Lausanne et à ceux des communes de l'agglomération lausannoise	11.02.2020	03.03.2020	30.09.2020
Teuscher Joël	Livraisons écologiques et sociales pour les plus fragiles et dans tous les commerces	19.05.2020	09.06.2020	31.12.2020
Misiego Céline	Casiers solidaires	11.09.2018	03.11.2020	31.05.2021
Manzoni Laura	Pour une nouvelle affectation des montants de l'Allocation d'aide au logement afin d'assurer l'accès à des logements abordables pour les lausannois-e-s	03.11.2020	24.11.2020	31.05.2021
Klunge Henri	Une prime aux clubs sportifs méritants	24.11.2020	09.12.2020	30.06.2021
Carrel Matthieu	Un avenir pour les compétitions d'athlétisme internationales à Lausanne: quel plan de course?	12.01.2021	26.01.2021	31.07.2021
Dana Louis	Grimpons!	26.01.2021	09.02.2021	31.08.2021
Joosten Robert	Pour une étude sur la solitude à Lausanne	26.01.2021	09.02.2021	31.08.2021
Rastorfer Jacques-Etienne	Pour une allée des étoiles du sport à Lausanne	11.05.2021	25.05.2021	30.11.2021
De Vargas Samuel	Le drug checking, un outil supplémentaire en matière de réduction des risques liés à la consommation de stupéfiants	23.11.2021	14.12.2021	30.06.2022
Klunge Henri	On se lève tous pour le Stand Up Paddle!	08.02.2022	08.03.2022	30.09.2022
Conscience Pierre	Formatrices et formateurs pour adultes: un métier précaire à revaloriser rapidement	08.02.2022	08.03.2022	30.09.2022
Wild Diane	Lausanne, capitale du sport associatif	19.11.2019	22.03.2022	30.09.2022
Celik Derya	Un plan de lutte contre la précarité menstruelle	22.03.2022	05.04.2022	31.10.2022
Di Giulio Nicola	Un billet de bus pour tous les Lausannois à 3,70, c'est possible!	03.03.2020	10.05.2022	06.11.2022
De Vargas Samuel	Un état des lieux sur l'accès au logement	04.10.2022	22.11.2022	31.05.2023

Logement, environnement et architecture

Autrice ou auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Knecht Evelyne	Pour du logement social partagé	08.05.2012	15.05.2013	30.06.2020
Knecht Myrèle	Pour que figure un paragraphe concernant la mise en œuvre spécifique de l'accessibilité universelle dans tout rapport-préavis concernant le domaine bâti (nouvelles constructions, rénovations) concerné par la LHand	19.01.2016	07.12.2016	30.06.2021
Nsengimana Nkiko	Pour une étude et des mesures relatives à la sous-location abusive via les plateformes d'hébergement telle qu'Airbnb	12.04.2016	13.12.2016	30.06.2021
Evéquo Séverine	Pour des mesures d'accompagnement nature, paysage et espace public au sein du Projet d'agglomération Lausanne-Morges, en particulier pour les Axes forts de transports urbains (AFTPU)	24.05.2016	03.10.2017	30.06.2021
Gaudard Guy	Hôtellerie des Chevreuils	19.09.2017	03.10.2017	30.06.2021

Autrice ou auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Michaud Gigon Sophie	Pour favoriser une optimisation de l'utilisation des surfaces habitables	17.01.2017	30.01.2018	30.06.2021
Sangra Marie-Thérèse	Pour mettre fin à la pénurie de logement pour la faune ailée de nos villes!	12.06.2018	26.06.2018	30.06.2021
Pascuas Zabala Esperanza	Pour une mixité sociale à La Bourdonnette	15.01.2019	12.02.2019	30.06.2021
Piron Françoise	Des gestes simples au quotidien pour petits et grands pour la préservation des espèces dans nos jardins, terrasses et balcons en ville	21.05.2019	11.06.2019	30.06.2021
Philippoz Roland	Adapter les logements pour favoriser le maintien à domicile des séniors	11.06.2019	10.09.2019	30.06.2021
Moscheni Fabrice	Un restaurant de la Ville dédié à l'intégration des personnes handicapées	22.05.2018	08.10.2019	30.06.2021
Vouillamoz Vincent	La Ville de Lausanne se chauffe de façon 100% renouvelable	19.05.2020	25.01.2022	31.07.2022
Conscience Pierre	Aéroport de la Blécherette: en finir avec un vestige du passé	10.12.2019	28.01.2020	31.07.2020
Beaud Valéry	Pour une évaluation des impacts économiques et des coûts sociétaux de l'aéroport de la Blécherette	10.12.2019	28.01.2020	31.07.2020
Pernet Jacques	Quelles seraient les conséquences d'une suppression de l'aéroport de la Blécherette sur l'économie lausannoise et vaudoise	14.01.2020	28.01.2020	31.07.2020
Gaillard Benoît	Un mécanisme dynamique pour réduire les nuisances de l'aéroport de la Blécherette	14.01.2020	28.01.2020	31.07.2020
Carrel Matthieu	Planification des rénovations des établissements de la Ville	03.03.2020	19.05.2020	30.11.2020
Gnoni Sara	Limites planétaires: prenons nos décisions pour le bien-être de chacune et chacun	19.05.2020	09.06.2020	31.12.2020
Roch Karine	Pour des pratiques d'entretien des espaces verts et des espaces publics réellement respectueuses des insectes et de la biodiversité	09.06.2020	23.06.2020	31.12.2020
Moscheni Fabrice	Un arbre lausannois comme dernier repos	06.11.2018	09.12.2020	30.06.2021
Panchard Ilias	Des alternatives locales et écologiques au béton	26.01.2021	09.02.2021	31.08.2021
Crole-Rees Anna	Durabilité: pour des débats éclairés au Conseil communal	09.02.2021	09.03.2021	30.09.2021
Manzoni Laura	Pour des matériaux durables en alternative au béton en ville de Lausanne	09.02.2021	09.03.2021	30.09.2021
Hubler Alain	Des mini-forêts Miyawaki pour Lausanne?	09.03.2021	30.03.2021	30.09.2021
Piron Françoise	Nos parcs et jardins méritent des poubelles esthétiques et adaptées!	25.05.2021	08.06.2021	31.12.2021
Crole-Rees Anna	Plan Climat – soyons réalistes!	08.06.2021	31.08.2021	28.02.2022
Bettschart-Narbel Florence	Pour une véritable planification des rénovations des immeubles lausannois	08.06.2021	31.08.2021	28.02.2022
Chenaux Mesnier Muriel	Mise en œuvre du plan climat: et les immeubles de la CPCL?	12.10.2021	23.11.2021	31.05.2022
Brayer Vincent	Priorisation des rénovations énergétiques de bâtiments, emprunts et calculs d'opportunité	09.11.2021	23.11.2021	31.05.2022
Racine Joëlle	Pour une gérance de la ville plus humaine en matière de logements	09.11.2021	23.11.2021	31.05.2022
Pernet Jacques	Plus d'égards pour nos fidèles compagnons à quatre pattes	02.10.2018	23.11.2021	31.05.2022
Tripet Nicolas	Transformation digitale: la Ville de Lausanne concernée	06.11.2018	12.01.2021	31.07.2021
Devalonne Dinbali Caroline	Quel avenir pour la Tour de Sauvabelin?	03.11.2020	25.01.2022	31.07.2022
Schaller Graziella	Un site internet pour favoriser la colocation pour les séniors	10.09.2019	22.03.2022	30.09.2022
Gaillard Benoît	Bonnes pratiques en cas de rénovation thermique d'un immeuble en location: Lausanne pionnière!	22.03.2022	05.04.2022	31.10.2022
Beaud Valéry	Pour une valorisation écologique d'une partie des surfaces comprises dans le périmètre de l'aéroport de la Blécherette	19.05.2020	12.04.2022	31.10.2022
Gnoni Sara	Biodiversité: donnons-lui des droits pour la protéger!	08.06.2021	10.05.2022	30.11.2022
Dubas Daniel	Pour une stratégie et un plan d'action contre les îlots de chaleur urbains	22.09.2020	24.05.2022	30.11.2022
Dupuis Johann	Pour la constitution «d'assises lausannoises du climat»	06.10.2020	24.05.2022	30.11.2022
Gemesio Denise	Pour sécuriser le chemin des écoliers des Fiches Nord en direction de l'EP de Coteau-Fleuri	10.05.2022	24.05.2022	30.11.2022
Paquier Mathias	Généralisation du télétravail: donnons-nous les moyens	24.05.2022	07.06.2022	31.12.2022
Gerber Alexandra	Pour réduire l'impact énergétique et écologique de la construction	24.05.2022	07.06.2022	31.12.2022
Gemesio Denise	Faisons la nique au courrier électronique	07.09.2022	04.10.2022	30.04.2023
Gerber Alexandra	Pour une renaturation des rives du lac conciliant les besoins de la biodiversité et des loisirs	13.09.2022	04.10.2022	30.04.2023
Conscience Pierre	Pour donner un vrai tournant écologique et social à la politique lausannoise en matière de logement	06.10.2020	11.10.2022	30.04.2023
De Vargas Samuel	Un coup de neuf pour la balade de la Vuachère	08.11.2022	22.11.2022	31.05.2023
Wild Diane	Du lierre plutôt que des tags!	22.11.2022	07.12.2022	30.06.2023

Enfance, jeunesse et quartiers

Autrice ou auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Knecht Myrèle	Pour que Lausanne adopte une stratégie d'élimination des inégalités et d'intégration professionnelle des personnes en situation de handicap	19.11.2013	25.11.2014	30.06.2021
Bergmann Sylvianne	Pour des mesures visant à favoriser l'engagement de personnes handicapées	03.12.2013	25.11.2014	30.06.2021
Felli Romain	Pédibus 2.0: que roule le cyclobus!	13.06.2017	05.09.2017	30.06.2021
Rastorfer Jacque-Etienne	Pour une récréation des cours de récréation	22.08.2017	05.09.2017	30.06.2021
Messere Anita	Des crèches dehors par tous les temps, un succès fou!	06.03.2018	24.04.2018	30.06.2021
Bettschart-Narbel Florence	Pour une communication moderne entre les parents, l'école, l'accueil de jour et les services de l'administration	02.10.2018	06.11.2018	30.06.2021
Aubert Eliane	Animation socioculturelle lausannoise: Faut-il municipaliser la FASL? Définir une véritable politique publique avec des outils de pilotage	08.05.2018	25.06.2019	30.06.2021
Richard-De Paolis Paola	20 ans d'APEMS... 'Nous avons la quantité, quid de la qualité?' L'accueil pour Enfants en Milieu Scolaire mérite désormais évaluation	28.08.2018	08.10.2019	30.06.2021
Brayer Vincent	Pour chaque nouveau quartier, une ludothèque!	05.11.2019	19.11.2019	30.06.2021
Brayer Vincent	Vers une politique municipale spécifique pour les ludothèques lausannoises	05.11.2019	19.11.2019	30.06.2021
Moscheni Fabrice	Créons un terrain multisport football/basket pour les quartiers de Montchoisi, Chandieu, Jurigoz et alentours	23.06.2020	08.09.2020	31.03.2021
Misiego Céline	Tampons et serviettes hygiéniques mis à disposition gratuitement dans les établissements scolaires	25.08.2020	08.09.2020	31.03.2021
Kamenica Musa	Plages accessibles	09.03.2021	30.03.2021	30.09.2021
Fonte Giuseppe	Pour une accessibilité vraiment universelle à Lausanne	23.03.2021	27.04.2021	31.10.2021
Ho Ngoc Huy	Pour une location des locaux des collègues destinés aux associations	08.06.2021	31.08.2021	28.02.2022
Misiego Céline	Favorisons des camps scolaires écologiques	12.02.2019	14.09.2021	31.08.2021
Jaffar Mountazar	Pour un budget véritablement participatif et démocratique	09.11.2021	23.11.2021	31.05.2022
Misiego Céline	Un billet de bus pour tous les enfants!	12.03.2019	11.01.2022	30.06.2022
Kilani Feryel	Pour un droit d'accès à des informations minimales aux parents en attente d'une place de crèche	07.12.2021	11.01.2022	30.06.2022
Company Xavier	Et la cour d'école, c'est pour les garçons ou les filles?	03.03.2020	15.02.2022	31.08.2022
Conscience Pierre	Pour des espaces de vie commune et des activités pédagogiques égalitaires au sein des écoles lausannoises	19.05.2020	15.02.2022	31.08.2022
Wild Diane	Activités sportives dans les APEMS	08.02.2022	08.03.2022	30.09.2022
Vouga Maurane	Santé mentale des jeunes après ces longs mois de pandémie, où en est-on?	08.02.2022	08.03.2022	30.09.2022
Michaud Gigon Sophie	Une Maison des associations: pour une meilleure prise en compte des associations à Lausanne	05.11.2019	25.03.2022	30.09.2022
Stauber Philipp	Rénovation et assainissement des bâtiments scolaires sous l'angle de l'efficacité énergétique	19.11.2019	05.04.2022	31.10.2022
Dupuis Johann	Des APEMS de qualité en suffisance et conçus avec la participation des parents, associations de quartiers et commissions d'établissements	10.05.2022	24.05.2022	30.11.2022

Finances et mobilité

Autrice ou auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Aubert Eliane	Pour étudier l'introduction du coworking dans l'administration lausannoise	15.03.2016	21.03.2017	30.06.2021
Carvalho Arruda Carine	Une politique publique pour toutes et tous: analyse budgétaire en termes de genre et d'égalité entre femmes et hommes	07.03.2017	04.04.2017	30.06.2021
Brayer Vincent	Mobilité dans la Métropole, une offre découverte 3 mois pour les nouveaux arrivants	26.06.2018	28.08.2018	30.06.2021
Triplet Nicolas	Pour une vue d'ensemble réaliste et actuelle du trafic	28.08.2018	11.09.2018	30.06.2021
Dupuis Johann	Pour un fonds d'assainissement et d'indemnisation en matière de bruit routier	08.05.2018	19.03.2019	30.06.2021
Kamenica Musa	Pour des aménagements à la route de la Clochette à Sauvabelin	12.03.2019	09.04.2019	30.06.2021
Klunge Henri	Le sel pour la cuisine, pas pour nos routes!	11.06.2019	10.09.2019	30.06.2021
Messere Anita	Pour une application intuitive et populaire pour se déplacer à Lausanne	11.06.2019	10.09.2019	30.06.2021
Corboz Denis	Taxe sur les locaux commerciaux vacants	06.03.2018	08.10.2019	30.06.2021
Piron Françoise	Pour favoriser le développement des postes à deux	28.01.2020	03.03.2020	30.09.2020
Manzoni Laura	Un 13 ^e salaire pour tout le personnel auxiliaire et mensualisé de la Ville de Lausanne	12.02.2019	19.05.2020	30.11.2020
Kamenica Musa	CV anonymes dans les fonctions publiques et les institutions subventionnées par la Ville de Lausanne	03.11.2020	24.11.2020	31.05.2021
Klunge Henri	Une multimodalité accessible	24.11.2020	09.12.2020	30.06.2021

Autrice ou auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Dubas Daniel	Une stratégie pour les achats publics durables	08.12.2020	12.01.2021	31.07.2021
Perrin Sarra	Redynamiser la rue du Midi, favoriser la mobilité douce entre la Gare et fa place Saint-François	26.01.2021	09.02.2021	31.08.2021
Piron Françoise	Visons la parité dans tous les secteurs de l'administration communale	09.02.2021	09.03.2021	30.09.2021
Beaud Valéry	Pour une liaison piétonne efficace entre la Gare du Flon et la Gare CFF	19.05.2020	09.03.2021	30.09.2021
Rastorfer Jacques-Etienne	Pour une campagne ludique contre les souillures des chewing-gums	09.03.2021	30.03.2021	31.10.2021
Picard Bertrand	Des couverts à vélos aux principales stations de bus TL	23.03.2021	27.04.2021	31.10.2021
Gaillard Benoît	Un emprunt populaire de solidarité pour financer la relance à Lausanne	09.06.2020	27.04.2021	31.10.2021
Misiego Céline	Après les plans de confinement et les plans de reprise, un plan d'action pour une reprise sociale, écologique et solidaire à Lausanne	25.08.2020	27.04.2021	31.10.2021
Henchoz Jean-Daniel	Pour l'aménagement d'une place majeure et centrale à Chauderon	27.04.2021	25.05.2021	30.11.2021
Chenau Mesnier Muriel	Pour un environnement urbain égalitaire, donnons une meilleure visibilité aux femmes illustres lausannoises dans notre espace public	27.04.2021	25.05.2021	30.11.2021
Berguerand Anne	Ressourcerie à la déchetterie, et si on allait plus loin?	08.06.2021	31.08.2021	28.02.2022
Chenau Mesnier Muriel	Pour plus d'espaces de jeu à Lausanne «ville amie des Enfants»	09.06.2020	28.09.2021	31.03.2022
Raedler David	Des nuits sans trafic pour le bien de la santé des lausannoises et lausannois	09.04.2019	23.11.2021	31.05.2022
Piron Françoise	Pour l'adoption par la Municipalité de Lausanne d'un Plan d'actions urgence climat au travail!****	04.12.2018	23.11.2021	31.05.2022
Cachin Jean-François	N'oublions pas la prolongation du métro m2	09.11.2021	23.11.2021	31.05.2022
Messere Anita	Pour que les proches aidants ne soient pas prétextés par la Ville	27.08.2019	11.01.2022	30.06.2022
Mendy Angèle Flora	Renforcer les lignes normales pour intégrer tous les quartiers dans la dynamique de la modernisation des transports publics lausannois	07.12.2021	11.01.2022	30.06.2022
Piron Françoise	Pour le développement de plateformes MaaS coordonnées, inclusives et innovantes à Lausanne	11.05.2021	25.01.2022	31.07.2022
Crole-Rees Anna	Gouvernance moderne: aussi à Lausanne!	24.11.2020	25.01.2022	31.07.2022
Company Xavier	Un premier pas vers un espace public égalitaire	03.03.2020	15.02.2022	31.08.2022
Dupuis Johann	Au galop vers la Ville sans voitures	06.10.2020	08.03.2022	30.09.2022
Rossi Vincent	Circuler au pas, ou pas: une stratégie pour piétonner la Ville de Lausanne	22.09.2020	08.03.2022	30.09.2022
Gaudard Guy	Et Si Chailly montrait l'exemple	08.03.2022	22.03.2022	30.09.2022
Jaffar Mountazar	Pour des stationnements vélo à la Bourdonnette et dans (tous) les quartiers	08.03.2022	22.03.2022	30.09.2022
Maillard Mathilde	Centre-ville apaisé passe par la propreté!	08.03.2022	22.03.2022	30.09.2022
Rudaz Benjamin	Quartier Fourmi-Fiches, les habitant-e-s sont là, les infrastructures et espaces publics doivent rapidement suivre	08.03.2022	22.03.2022	30.09.2022
Saugy Anouck	Faisons PETER les poubelles!	23.11.2021	05.04.2022	31.10.2022
Neumann Sarah	Cheminer Lausanne: pour un système d'orientation piéton-nes global, lisible et cohérent	05.04.2022	10.05.2022	06.11.2022
Billard Aude	Modifier les habitudes de déneigement des routes, pour assurer en priorité la sécurité des piétons et cyclistes	10.05.2022	24.05.2022	30.11.2022
Gemesio Denise	Sauvabelin: un trottoir pour garantir la sécurité des piétons	13.09.2022	04.10.2022	30.04.2023
Rossi Vincent	Arrête ton char! Confinons les tanks urbains aux oubliettes de l'Histoire lausannoise	09.06.2020	11.10.2022	30.04.2023
Misiego Céline	Pas de financement sans égalité 2	19.05.2020	11.10.2022	30.04.2023
Chatton Angélique	Une obligation verte pour le financement de la transition énergétique et écologique à Lausanne	08.03.2022	08.11.2022	31.05.2023
Meinherz Franziska	Voies vertes et rues cyclables 2.0: pour que la municipalité n'avance pas plus doucement que les modes doux	08.11.2022	22.11.2022	31.05.2023
Klunge Henri	Sous le pavé-gazon, le sol!	08.11.2022	22.11.2022	31.05.2023
Di Giulio Nicola	Affichage électoral, un outil démocratique mais un fossé entre les zones foraines et le centre-ville de Lausanne!	04.10.2022	22.11.2022	31.05.2023
Maillard Mathilde	Future ligne m3: l'occasion de rendre hommage aux personnalités féminines lausannoises	04.10.2022	22.11.2022	31.05.2023
Beaud Valéry	Pour que la requalification de l'Avenue du Grey ne soit pas éternellement reportée	04.10.2022	22.11.2022	31.05.2023
Beaud Valéry	Pour une révision rapide de la hiérarchie du réseau routier lausannois	23.11.2021	22.11.2022	31.05.2023
Corboz Denis	30km/heure de jour comme de nuit maintenant!	09.06.2020	22.11.2022	31.05.2023
Koyuncu Sevgi	Manque d'infrastructures dans le quartier de Praz-séchaud, Boveresses, Eterpeys-Grangette	22.11.2022	07.12.2022	30.06.2023

Services industriels

Autrice ou auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Zangger Anna	Pour la promotion des véhicules électriques sur le domaine communal	02.05.2017	09.11.2018	30.06.2021
Teuscher Joël	Changer la ville pour préserver le climat: du stockage pour l'électricité communale	07.05.2019	21.05.2019	30.06.2021
Stauber Philipp	Accord-cadre avec l'Union européenne: quel impact sur la commune?	24.04.2018	10.09.2019	30.06.2021
Klunge Henri	De l'air pour les lausannois, de l'hydrogène pour leurs transports	27.08.2019	10.09.2019	30.06.2021
Sangra Marie-Thérèse	Pour un éclairage public nocturne sans pollution lumineuse	27.04.2021	25.05.2021	30.11.2021
Longchamp Françoise	De la lumière pour les aînés	08.06.2021	31.08.2021	28.02.2022
Sangra Marie-Thérèse	Utiliser les potentialités du solaire thermique pour concrétiser la transition énergétique lausannoise	23.06.2020	25.01.2022	31.07.2022
Cavalli Virginie	Du soleil participatif pour le financement de la transition énergétique	25.01.2022	08.02.2022	31.08.2022
Stauber Philipp	Evaluation des techniques de captage du carbone en vue d'une installation pilote à Lausanne, par exemple à l'usine de Tridel ou par Gaznat	10.09.2019	15.02.2022	31.08.2022
Vouillamoz Vincent	Lausanne démocratise la production locale d'électricité en encourageant les centrales solaires participatives	08.02.2022	08.03.2022	30.09.2022
Cavalli Virginie	Un plan d'action pour la sobriété énergétique de Lausanne	01.03.2022	22.03.2022	30.09.2022
Salzmann Yvan	Pour une augmentation sensible des bornes de recharge des véhicules électriques	08.03.2022	22.03.2022	30.09.2022
Cavalli Virginie	Stop à l'hypocrisie de la promotion des énergies fossiles par les SIL	05.04.2022	10.05.2022	30.11.2022
Dupuis Johann	Des techniques de dernières générations et à basse entropie pour le développement du chauffage à distance lausannois	10.05.2022	24.05.2022	30.11.2022
Gnoni Sara	Accélération du remplacement des chaudières fossiles: Pour un renforcement de la dynamique de remplacement des chaudières fossiles par des chaudières à énergies renouvelables	24.05.2022	07.06.2022	31.12.2022
Carrel Matthieu	Citycable et LFO. Quo vadis	13.09.2022	04.10.2022	30.04.2023
Corboz Denis	Augmentation de la subvention pour les vélos électriques	24.11.2020	11.10.2022	30.04.2023
Maillard Mathilde	Des panneaux solaires le long des autoroutes	04.10.2022	22.11.2022	31.05.2023
Vouillamoz Vincent	Pour une planification énergétique territoriale lausannoise	22.11.2022	07.12.2022	30.06.2023

Règlement en attente de réponse

Autrice ou auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Moscheni Fabrice	Mieux protéger les policières et les policiers	12.06.2018	09.02.2021	31.08.2021

Pétitions renvoyées par le Conseil communal en attente de réponse**Renvoi pour examen et rapport-préavis (art. 73, let. a RCCL)**

Autrice ou auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Capelli Jean-Pierre	Pour maintien du parc public situé sur toit de la Migros Bergières: contre construction de 3 immeubles de 4 étages de logements (84) sur ce parc	30.05.2017	24.04.2018	30.04.2021
Corthésy Bruno	Pour la réalisation d'un passage piéton direct entre la gare du Flon et la gare CFF parallèle au tunnel du m2	30.01.2018	28.05.2019	30.11.2019
Croset Sylvain	Pour une mobilité à taille humaine à Lausanne. Contre le trafic des véhicules individuels surdimensionnés	10.12.2019	24.04.2021	31.10.2021
Société de développement de Chailly	Pour la préservation des témoins d'une agriculture urbaine et d'un marché permanent de proximité	25.08.2020	12.10.2021	30.04.2022
Moscheni Arthur	Construction d'un terrain multisports dans le quartier de Croix-d'Ouchy	22.09.2020	12.10.2021	30.04.2022
Bron Alain	Un plan lumière, aussi pour les passages piétons	12.01.2021	12.10.2021	30.04.2022
Comité Les oreilles cassées de Mon-Repos	Pour un droit au sommeil de tou-te-s les habitant-e-s	09.03.2021	23.11.2021	31.05.2022
Comité de l'Association du quartier de la Clochette - Clochette	notre mobilité bloquée, ça suffit!	14.09.2021	08.02.2022	31.08.2022
M ^{me} Tamara Embaló	Pour une meilleure protection des habitant-e-s face aux nuisances de chantiers	04.06.2021	22.06.2022	31.12.2022
Association AQUBE	Pour la ré-ouverture des WC publics d'Entre-Bois à Bellevaux	25.05.2021	22.06.2022	31.12.2022
Association pour la protection des piétons lausannois	Assurer la sécurité des piétons	05.04.2022	13.09.2022	31.03.2023

Renvoi pour examen et communication (art. 73, let b RCCL)

Autrice ou auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Mpté	Délai réponse
Parti Démocrate-chrétien lausannois (PDC Lausanne)	Stop à la pénurie de places de crèches à Lausanne!	09.12.2014	27.10.2015	30.06.2021
Bögli Josiane	Pour la préservation du jardin agrémentant les immeubles du chemin de Levant 1, 3 et 5 à Lausanne	06.12.2016	19.09.2017	30.06.2021
Comité de soutien du Milan	Sauvons le restaurant Le Milan	29.01.2019	25.06.2019	30.06.2021
Joly Alain	NON aux expulsions des habitants de 160 logements!	09.04.2019	06.10.2020	30.04.2021
Pilet Christiane	Pour la sauvegarde intégrale de la campagne de Rovéréaz: renonçons à toute nouvelle construction sur ce site exceptionnel!	10.12.2019	10.11.2020	31.05.2021
Collectif des Jardins de Prélaz	Travaux réaménagement Jardins de Prélaz	03.11.2020	27.04.2021	31.10.2021
Fürst Robert	Pour l'obtention d'un Chien de Soutien émotionnel accompagnant la Police municipale de Lausanne	03.03.2020	27.04.2021	31.10.2021
Guex Georges	Il faut revenir au rythme lumière le jour, l'obscurité la nuit	03.11.2020	12.10.2021	30.04.2022
Frey Pierre	Projets d'aménagement du port d'Ouchy	31.08.2021	08.03.2022	30.09.2022
Comité Sauvons le Domaine des Fiches	Sauvons le Domaine des Fiches pour les générations futures	11.01.2022	10.05.2022	30.11.2022
Pirazzo Carmine	La piscine de Montchoisi doit rester ouverte pour l'été 2022	23.11.2021	10.05.2022	30.11.2022
Fürst Robert	Café avec un Policier	23.11.2021	10.05.2022	30.11.2022

Pétitions directement adressées à la Municipalité ayant reçu une réponse en 2022

Les pétitions directement adressées aux directions de l'administration communale ne sont pas prises en compte dans ce bilan annuel.

Liste des mandats de représentation et délégations des membres de la municipalité (situation au 31 décembre 2022)

La présente liste fait état de tous les mandats de représentation (avec lettre de mission) et de toutes les délégations (sans lettre de mission) des membres de la Municipalité au sein d'organes de personnes morales ou d'entités externes sans personnalité juridique au 31.12.2022.

M. Grégoire JUNOD, directeur de la culture et du développement urbain**Mandats de représentation dans des conseils d'administration, de fondation ou dans des comités**

Conseils d'administration (sociétés anonymes et établissement de droit public)

- S.I. Conservatoire de Lausanne S.A./président du conseil d'administration;
- Beaulieu S.A./vice-président du conseil d'administration;
- Transports publics de la région lausannoise S.A./administrateur et membre du comité de direction;
- Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne (CPCL)/administrateur

Conseils de fondation (fondations de droit privé)

- Fondation Béjart Ballet Lausanne/vice-président du conseil de fondation;
- Fondation pour l'art dramatique (Théâtre de Vidy)/vice-président du conseil de fondation;
- Fondation pour l'art musical, lyrique et chorégraphique (Opéra de Lausanne)/vice-président du conseil de fondation et vice – président du comité de direction;

- Orchestre de chambre de Lausanne (OCL)/vice-président du conseil de fondation et membre du comité de direction;
- Fondation Capitole/membre du conseil de fondation;
- Fondation de l'Hermitage Donation Famille Bugnion/membre du conseil de fondation;
- Fondation du Théâtre Kléber-Méleau/membre du conseil de fondation et vice-président du comité de direction;
- Fondation pour le commerce lausannois/membre du conseil de fondation.

Comités (associations de droit privé)

- Union mondiale des villes olympiques/président du comité;
- Lausanne Tourisme/vice-président du comité.

Délégations au sein d'associations, d'associations ou ententes intercommunales, commissions et organismes régionaux, cantonaux ou nationaux

- Commission intercommunale de la taxe de séjour, fonds d'équipement touristique/président;
- Projet d'agglomération Lausanne-Morges PALM/membre du comité de pilotage et comité élargi;
- Schéma directeur du Centre (SDCL)/membre du bureau exécutif;
- Schéma directeur du Nord lausannois (SDNL)/membre du groupe de pilotage et groupe décisionnel du Plan directeur localisé intercommunal Lausanne-Vernand – Romanel-sur-Lausanne;
- Association internationale des maires francophones/membre du bureau;
- Union des communes vaudoises (UCV)/vice-président du comité;
- Union des villes suisses (UVS)/membre du comité;
- Lausanne Région/membre du bureau de coordination;
- Comité d'organisation pour les jeux olympiques de la jeunesse – Lausanne 2020/membre du comité.

M. Pierre-Antoine HILDBRAND, directeur de la sécurité et de l'économie

Mandats de représentation dans des conseils d'administration ou de fondation

Conseils d'administration (sociétés anonymes et établissement de droit public)

- Epura S.A./président du conseil d'administration;
- SI-REN S.A./vice-président du conseil d'administration;
- Biopôle S.A./administrateur;
- Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne (CPCL)/administrateur;
- Gedrel S.A./administrateur;
- LFO S.A./administrateur;
- Parkings-Relais lausannois S.A./vice-président du conseil d'administration;
- Transports publics de la région lausannoise S.A./administrateur.

Conseils de fondation (fondations de droit privé)

- Fondation pour le commerce lausannois/président *ad interim* du conseil de fondation;
- Fonds de prévoyance du Corps de la police municipale de Lausanne/président du conseil de fondation;
- Fondation Béjart Ballet Lausanne/membre du conseil de fondation.

Délégations au sein d'associations, de fondations, d'associations ou ententes intercommunales, commissions et organismes régionaux, cantonaux ou nationaux

- Association de communes de la région lausannoise pour la réglementation du service des taxis/président du comité de direction;

- Comité directeur des organisations régionales de protection civile (CODIR ORPC)/ORPC Lausanne-District/président du comité;
- Conférence des directeurs des polices municipales vaudoises/vice-président du comité;
- Union des villes suisses (UVS)/conférence des directrices et directeurs de la sécurité des villes suisses (CDSVS)/membre du comité;
- Commission internationale pour la protection des eaux du Léman CIPEL;
- Association intercommunale pour l'épuration des eaux de la région du bassin supérieur du Talent (AET)/membre du conseil intercommunal;
- Commission intercommunale de la station d'épuration des eaux usées – STEP Vidy;
- Lausanne Région/président de la commission promotion économique;
- Lausanne Tourisme/membre du conseil des délégués;
- Partenariat Lutry-Lausanne/membre du COPIL;
- Partenariat Pully-Paudex-Belmont-Lausanne/membre du COPIL;
- Ecole professionnelle de la société industrielle et commerciale (EPSIC);
- Institut suisse de Police/membre du conseil de fondation.

M. Émilie Moeschler, directrice des sports et de la cohésion sociale

Mandats de représentation dans des conseils d'administration, de fondation ou dans des comités

Conseils d'administration (sociétés anonymes)

- Maison du sport international S.A./présidente du conseil d'administration;
- Centre sportif de Malley S.A./administratrice;
- Transports publics de la région lausannoise S.A./administratrice.

Conseils de fondation (fondations de droit privé)

- Fonds Edouard et Hortense Pache/présidente du conseil de fondation;
- Fondation lausannoise d'aide par le travail (FLAT)/présidente du conseil de fondation;
- Fondation Centre Sport-Etudes/vice-présidente du conseil de fondation;
- Fondation Soins Lausanne/vice-présidente du conseil de fondation;
- Académie internationale des sciences et techniques du sport (AISTS)/membre du conseil de fondation;
- Fondation olympique pour la culture et le patrimoine/membre du conseil de fondation;
- Fondation pour l'art dramatique (Théâtre de Vidy)/membre du conseil de fondation.

Comités (associations de droit privé)

- Union mondiale des villes olympiques/membre du comité;
- Association «Tour de Romandie – épreuve de Lausanne»/présidente du comité;
- Association «des volontaires sportifs lausannois»/présidente du comité;
- Association du Triathlon de Lausanne/présidente du comité;
- Association du Lausanne Marathon/présidente du comité;
- Association pour la promotion de la course à pied en ville de Lausanne/présidente du comité;
- Association 3 × 3 FIBA World Tour/membre du comité;
- Association Athletissima/membre du comité.

Délégations au sein d'associations, associations ou ententes intercommunales, commissions et organismes régionaux, cantonaux ou nationaux

- Union des villes suisses (UVS), section Initiative des villes pour la politique sociale/vice-présidente;

- Association intercommunale pour l'épuration des eaux de la région du bassin supérieur du Talent/membre suppléante du comité;
- Comité de coordination et de contrôle/membre (niveau cantonal);
- Conseil de politique sociale/membre;
- Conseil des régions d'action sociale du canton de Vaud (RAS)/membre;
- Lausanne Région/membre de la commission Activités sportives;
- Lausanne Région/membre de la commission Dépendances prévention;
- Lausanne Région/membre de la commission Seniors;
- Association vaudoise pour l'aide et les soins à domicile (AVASAD)/membre de l'assemblée des délégués;
- Comité d'organisation pour les jeux olympiques de la jeunesse – Lausanne 2020/membre du comité;
- Association Cann-L/membre du comité;
- Association FFG Lausanne/membre du comité;
- Cellule permanente du sport international/membre;
- Association suisse des Services des sports ASSA-ASSS/membre du comité.

M^{me} Natacha LITZISTORF, directrice du logement, de l'environnement et de l'architecture

Mandats de représentation dans des conseils d'administration, de fondation ou dans des comités

Conseils d'administration (sociétés anonyme et société coopérative)

- SILL S.A. Société immobilière lausannoise pour le logement /présidente du conseil d'administration;
- Transports publics de la région lausannoise S.A./administratrice et membre du comité de direction;
- Société coopérative des sites et espaces verts de la région lausannoise (SOCOSEV)/administratrice.

Conseil de fondation (fondation de droit privé)

- Fondation pour l'art musical, lyrique et chorégraphique (Opéra de Lausanne)/membre du conseil de fondation.

Comité (association de droit privé)

- Association Jorat parc naturel/présidente du comité.

Délégations au sein d'associations, associations ou ententes intercommunales, commissions et organismes régionaux, cantonaux ou nationaux

- Association intercommunale pour l'épuration des eaux de la région du bassin supérieur du Talent (AET)/ membre du conseil intercommunal, suppléante;
- Commission cantonale consultative du logement (CCCL)/membre;
- Lausanne Région/membre de la délégation secteur nord;
- Schéma directeur du Nord lausannois (SDNL)/membre du groupe décisionnel du Plan directeur localisé intercommunal Lausanne-Vernand – Romanel-sur-Lausanne;
- Association Jardin Urbain/vice-présidente du comité;
- Lausanne Tourisme/membre du conseil des délégués;
- Comité d'organisation pour les jeux olympiques de la jeunesse – Lausanne 2020/membre du comité;
- Fondation Plateforme 10/membre du COPIL Pôle Muséal.

M. David PAYOT, directeur de l'enfance, de la jeunesse et des quartiers

Mandats de représentation dans des conseils d'administration ou de fondation

Conseils d'administration (sociétés anonymes)

- S.I. Conservatoire de Lausanne S.A./administrateur;
- Transports publics de la région lausannoise S.A./administrateur.

Conseils de fondation (fondations de droit privé)

- Fondation de l'Espace des inventions/membre du conseil de fondation;
- Fondation pour un Centre œcuménique et de quartier du Bois-Gentil/membre du conseil de fondation.

Délégations au sein d'associations, de fondations, d'associations ou ententes intercommunales, commissions et organismes régionaux, cantonaux ou nationaux

- Ecole technique – Ecole des métiers (ETML);
- Lausanne Région/membre de la commission Enfance;
- Lausanne Région/membre de la commission Formation et emploi des jeunes;
- Lausanne Région/membre de la délégation secteur ouest;
- Association du 750^e anniversaire de l'église St-François/président du comité;
- Faîtière des Réseaux d'Accueil de Jour des Enfants (FRAJE)/membre du comité;
- Fondation pour l'accueil de jour des enfants (FAJE)/vice-président du conseil de fondation.

M^{me} Florence GERMOND, directrice des finances et de la mobilité

Mandats de représentation dans des conseils d'administration

Conseils d'administration (sociétés anonymes et établissement de droit public)

- Gedrel S.A./présidente du conseil d'administration;
- Parkings-Relais lausannois S.A./présidente du conseil d'administration;
- Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne (CPCL)/vice-présidente du conseil d'administration;
- Transports publics de la région lausannoise S.A./administratrice et membre du comité de direction.

Délégations au sein d'associations, associations ou ententes intercommunales, commissions et organismes régionaux, cantonaux ou nationaux

- Union des villes suisses (UVS)/membre de la conférence des directrices et directeurs des finances des villes (CDFV) jusqu'au 30.06.2022;
- Union des villes suisses (UVS)/membre de la conférence des villes pour la mobilité;
- Axes forts de transports publics de la région lausannoise S.A./membre de la DEPOL;
- Métro m3/membre de la DEPOL;
- Projet d'agglomération Lausanne-Morges PALM/membre du comité élargi.

M. Xavier Company, directeur des services industriels

Mandats de représentation dans des conseils d'administration ou de fondation

Conseils d'administration (sociétés anonymes)

- Boisy TV S.A., en liquidation/président du conseil d'administration;

- SI-REN S.A./président du conseil d'administration;
- LFO S.A./président du conseil d'administration;
- Epura S.A./vice-président du conseil d'administration;
- Forces motrices de l'Aboyeu S.A./administrateur;
- Gaznat S.A./administrateur;
- Cadouest S.A./administrateur;
- EOS Holding S.A./administrateur;
- Transports publics de la région lausannoise S.A./administrateur.

Conseils de fondation (fondations de droit privé)

- Fondation pour le commerce lausannois/membre du conseil de fondation;
- Orchestre de chambre de Lausanne (OCL)/membre du conseil de fondation;

Délégations au sein d'associations, de sociétés anonymes, d'associations ou ententes intercommunales, commissions et organismes régionaux, cantonaux ou nationaux

- Association intercommunale pour l'épuration des eaux de la région du bassin supérieur du Talent (AET)/membre du conseil intercommunal;
- Lausanne Région /membre de la délégation secteur est;
- Union des villes suisses (UVS)/membre de la commission de politique énergétique;
- Commission cantonale de l'énergie (COMEN)/membre;
- Conseil intercommunal des taxis/membre;
- AGEPP S.A./administrateur (jusqu'en juin 2022);
- Petrosvibri S.A./administrateur;
- EOS NER S.A./administrateur;
- Romande Energie Holding S.A./administrateur;
- Romande Energie S.A./administrateur.

Autorisations générales

Autorisation générale de statuer sur les acquisitions d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières et sur les aliénations d'immeubles et de droits réels immobiliers.

Par décision du 17 janvier 2017 (préavis N° 2016/55 «Autorisation générale de statuer sur les acquisitions d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières et sur les aliénations d'immeubles et de droits réels immobiliers») le Conseil communal a accordé à la Municipalité un crédit du patrimoine financier de CHF 40 millions jusqu'au 31 décembre 2021, dans les limites prévues par l'art. 20, lettre f du règlement du Conseil communal et par le préavis, l'autorisation générale de procéder à des acquisition d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières et de statuer sur les aliénations d'immeubles et de droits réels immobiliers.

Dans sa séance du 3 novembre 2020, le Conseil communal a accordé (préavis N° 2020/37 «Autorisation générale de statuer sur les acquisitions d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières et sur les aliénations d'immeubles et de droits réels immobiliers – Augmentation du crédit d'acquisition») un crédit complémentaire du patrimoine financier de CHF 30 millions, s'ajoutant au crédit d'acquisition initial de CHF 40 millions.

Dans sa séance du 17 mars 2022, la Municipalité de Lausanne a décidé de maintenir le statut ouvert du compte du crédit d'acquisition 2016-2021 et en a informé la Commission des finances du Conseil communal de Lausanne.

Cette décision a été prise afin de permettre l'achat de deux immeubles pour lesquels les décisions d'acquisition par voie de préemption ont fait l'objet de recours auprès des tribunaux. Ces procédures judiciaires ont impliqué un effet suspensif qui a retardé les transferts de propriété et les flux de fonds. Ces derniers ont eu lieu en 2022 pour des affaires de 2020 et 2021. Le montant total de CHF 13'600'000.- pour ces deux acquisitions a ainsi pu être financé par le crédit de législature 2016-2021, dont le solde s'élevait au 31 décembre 2021 à CHF 14'138'571.85.

Par décision du 8 décembre 2021 (préavis N° 2021/53 «Autorisation générale de statuer sur les acquisitions d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières et sur les aliénations d'immeubles et de droits réels immobiliers») le Conseil communal a accordé à la Municipalité un crédit du patrimoine financier de CHF 80 millions jusqu'au 31 décembre 2026, dans les limites prévues par l'art. 20, lettre f du règlement du Conseil communal et par le préavis, l'autorisation générale de procéder à des acquisition d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières et de statuer sur les aliénations d'immeubles et de droits réels immobiliers.

En 2022, la Municipalité a fait l'usage suivant de ces autorisations:

Acquisitions d'immeubles ou de droits réels immobiliers

- Parcelle 3095: avenue Montagibert 26, acquisition par l'exercice du droit de préemption LPPPL après le rejet du recours déposé auprès du Tribunal Fédéral d'un immeuble de 10 logements;
- Parcelle 5724: chemin du Cap 16, acquisition par l'exercice du droit de préemption LPPPL après le rejet du recours déposé auprès de la Cour de droit administratif et public (CDAP) d'un immeuble de 12 logements;
- Parcelle 10882: rue Dr. César-Roux 6, acquisition de gré à gré d'un immeuble mixte comprenant 5 surfaces commerciales et 30 logements;
- Parcelles 42 et 932: avenue de France 71-73, acquisition par l'exercice du droit de préemption LPPPL d'un immeuble mixte comprenant 3 surfaces commerciales et 32 logements;
- Parcelle 20827/DDP 21029: route des Plaines-du-Loup 45, achat de parts sociales de la coopérative des Arts et des Ouches «C-Arts-Ouches» pour 3 appartements;
- Parcelle 20828/DDP 20966: Parc du Loup 3, achat de parts sociales de la coopérative d'habitation La Meute pour un logement;
- Parcelle 2462: chemin de la Cassinette 2-4, acquisition par l'exercice du droit de préemption LPPPL d'un immeuble de 24 logements;
- Parcelle 5316: avenue Edouard-Rod 2-4, acquisition par l'exercice du droit de préemption LPPPL d'un immeuble de 31 logements.

Etat du crédit pour la législature 2016-2021

Crédit accordé pour la législature	70'000'000.-
Etat du crédit au 01.01.2022	14'138'571.85
Dépensé du 01.01.2022 au 31.12.2022	14'036'653.53
Etat au 31.12.2022	101'918.32

Etat du crédit pour la législature 2021-2026

Crédit accordé pour la législature	80'000'000.-
Etat du crédit au 01.01.2022	80'000'000.-
Dépensé du 01.01.2022 au 31.12.2022	62'548'504.25
Etat au 31.12.2022	17'451'495.75

Autorisation générale de constituer des associations et des fondations ou d'y adhérer, de constituer des sociétés commerciales ou d'acquérir des participations dans ces sociétés, en application de l'article 20 lettre g du règlement communal

Par décision du 14 décembre 2021, (préavis 2021/47) «Autorisation générale de constituer des associations et des fondations ou d'y adhérer, de constituer des sociétés commerciales ou d'acquérir des participations dans ces sociétés, en application de l'article 20 lettre g du règlement communal», le Conseil communal a accordé à la Municipalité jusqu'au 30 juin 2026, l'autorisation générale de constituer des associations et des fondations ou d'y adhérer, de constituer des sociétés commerciales ou d'acquérir des participations dans des sociétés.

En 2022, la Municipalité a fait usage de cette autorisation à une reprise.

Autorisation générale de plaider, application de l'article 20 alinéa premier lettre i du règlement du Conseil communal

Par décision du 14 décembre 2021, (préavis 2021/46), «Autorisation générale de plaider 2021–2026», le Conseil communal a accordé à la Municipalité jusqu'au 30 juin 2026, l'autorisation de plaider devant toutes les autorités judiciaires, administratives ou arbitrales.

En 2022, la Municipalité a eu l'occasion de plaider dans plusieurs procédures administratives par-devant le Tribunal cantonal, particulièrement, en lien avec l'octroi de permis de construire ou de mesures prises en rapport avec les importants travaux entrepris sur la voie publique. En matières civiles, ainsi qu'en matière de bail, la plupart des quelques rares litiges se concluent par des transactions au bénéfice des deux parties. Il convient également de rappeler que la Municipalité plaide régulièrement devant la CCRI, organe chargé des recours contre les décisions relatives aux taxes et impôts communaux.

L'unité Conseil juridique du Secrétariat municipal est intervenu dans des procédures principalement administratives, par-devant la CCRI et le Tribunal cantonal, dans des causes qu'il est possible de résumer ainsi:

- Près de 140 recours ont été formés à l'encontre de décisions communales de taxation. Ces recours ne donnent pas toujours lieu à des procédures complètes, dans la mesure où un certain nombre de recours sont retirés après que les parties ont pu prendre connaissance des déterminations de la Commune, ou encore lorsque les explications du recourant ont entraîné une modification de la décision entreprise. On peut constater une prévalence des problématiques liées aux frais d'intervention de police au sens large ainsi qu'à la gestion des déchets. A noter qu'un dossier a fait l'objet d'une procédure devant le Tribunal cantonal sur recours de la Commune;
- En matière de police des constructions, une vingtaine de recours a été déposée auprès du Tribunal cantonal (CDAP) en 2022. Dans leur grande majorité, ces dossiers relèvent de litiges entre propriétaires et tiers opposés à de nouveaux projets de construction. La position de la Commune – comme souvent dans le cadre de procédures administratives - est celle de l'autorité intimée, et consiste à défendre le bien-fondé de sa décision sans que ses intérêts propres soient en jeu;
- Une dizaine de procédures concerne des décisions relatives à des naturalisations. Ce nombre relativement élevé s'explique par le passage de l'ancien au nouveau droit de la nationalité, qui engendre nombre de problèmes juridiques, ainsi que par le fait que proportion importante de dossiers complexes a été traitée à cette occasion;
- En outre, les décisions municipales relatives à l'aménagement de l'espace public et aux mesures de trafic sont de plus en plus portées devant l'autorité judiciaire, à l'instar de la fermeture provisoire du Grand-Pont, pour citer un cas de notoriété publique;
- Enfin, les décisions en matière de marchés publics peuvent également monter au Tribunal cantonal, ce qui s'est produit à deux reprises à la connaissance du Conseil juridique.

Le Service du personnel a traité 14 recours et contestations contre les décisions de licenciement auprès de la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal et du Tribunal des Prud'hommes, dont 7 clôturés et 7 en cours.

La Section contentieux des SIL a fait usage de cette autorisation dans le cadre de 6 procédures suite à des oppositions totales à des mises aux poursuites (8 procédures en 2021).

En matière civile, l'activité judiciaire de la Commune est beaucoup moins soutenue. Elle se manifeste principalement en droit du bail, où la Commune est impliquée en général en sa qualité de bailleresse par devant la Commission de conciliation, bien plus rarement devant le Tribunal des baux. En matière purement civile, soit dans le cas de contestations pécuniaires, c'est en sa qualité de maître d'ouvrage et dans des litiges relevant du droit de la construction (contrat d'entreprise et de mandat) que la Commune est appelée à plaider. A cet égard, il faut préciser que la collectivité privilégie des solutions négociées, voire médiées dans un cas pour l'année 2022. Aucun jugement n'a été rendu à cet égard en 2022.

Enfin, en matière pénale, la Commune est régulièrement plaignante, notamment en cas de déprédations sur le domaine public. Son activité consiste alors principalement à déposer plainte et se constituer partie civile. Cette démarche est assumée par chaque service concerné et ne fait pas l'objet d'une centralisation auprès de l'unité Conseil juridique du secrétariat municipal.

Rapport sur la gestion municipale 2021

En sa séance du 17 janvier 2023, le Conseil communal a décidé d'accepter les réponses de la Municipalité aux 22 observations formulées dans le contexte de l'examen de la gestion 2021 de la Municipalité.

Activité des commissions consultatives permanentes et assimilées

Conformément à l'engagement pris en réponse à la 3^e observation de la Commission permanente de gestion pour l'exercice 2011, la Municipalité présente désormais dans le rapport de gestion une brève information sur l'activité des commissions consultatives permanentes et assimilées, au sens des articles 49 du règlement du Conseil communal et 15 du règlement pour la Municipalité.

Commission consultative de l'urbanisme et des transports (CCUT)

La CCUT est un espace de dialogue entre la Municipalité et son administration, d'une part, et les partis et les associations représentant la société civile, d'autre part. Ses membres sont renseignés sur les différentes planifications en cours sur le territoire lausannois. Une séance a été organisée en 2022.

Commission consultative d'urbanisme et d'architecture (CCUA)

La CCUA a pour mission de préavisier les demandes de permis de construire ayant un fort impact sur la ville et les quartiers. La commission entrée en fonction en 2021 est composée de cinq expertes et experts indépendants (délégués par les associations professionnelles) et d'une personne pour le secrétariat. En 2022, elle a siégé à quatre reprises et rendu 17 préavis (contre respectivement 7 et 20 en 2021).

Commission lausannoise pour l'intégration (CLI)

Les membres de la CLI sont désignés par la Municipalité. Avec la nouvelle législature, la CLI a été partiellement renouvelée notamment au niveau des représentantes et représentants politiques et élargie à un membre issu du domaine académique et deux membres du monde associatif migrant (projet Traits d'union). En revanche, elle compte désormais un seul membre des services d'aide aux étrangers. La CLI évalue les dossiers présentés au fonds lausannois d'intégration et décide de l'octroi des subsides pour les projets dont les coûts totaux sont supérieurs à CHF 5'000.-. En 2022, sur les 70 projets soumis, 56 ont été soutenus.

Commission consultative municipale «seniors»

La commission consultative municipale seniors s'est réunie dans sa nouvelle composition à la suite des élections communales - au mois de mai et d'octobre. Les difficultés des seniors dans un contexte «post covid» ont été évoquées, et une présentation de «l'étude sur le sentiment de solitude chez les personnes âgées de 75 ans et plus résidant en ville de Lausanne a été faite par Madame Ciobanu, professeure à la Haute école de travail social de Lausanne.

Commission consultative des sports (CCS)

La CCS, anciennement commission municipale des sports (CMS), est constituée par la Municipalité dans le but d'émettre un avis en matière de sport lorsque la Municipalité en exprime le besoin. Outre la conseillère municipale en charge des sports et le chef du Service des sports, 13 membres du Conseil communal en activité en font partie. En 2022, la CCS s'est réunie à deux occasions.

Commission intercommunale des services industriels

Cette commission n'a pas tenu de séance en 2022.

Conseil d'établissements et commissions d'établissement

Les 15 commissions d'établissements lausannoises ont poursuivi leurs travaux visant à l'ancrage des écoles dans les quartiers, contribuant ainsi à renforcer les liens entre les familles et l'école. Après deux ans de calme en raison des restrictions sanitaires, de nombreux projets ont été réalisés cette année. Deux séances de coordination des Présidentes et Présidents et trois séances plénières du Conseil des établissements lausannois ont été organisées, dont l'une était combinée avec un «Marché aux projets» destiné à faire connaître les activités des CET aux membres.

Commission consultative des naturalisations

Dans le contexte de l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018 de la nouvelle loi fédérale sur la nationalité ainsi que celle de la révision de la loi cantonale sur le droit de cité, la Municipalité a délégué à la commission consultative des naturalisations les auditions des candidates et candidats à la naturalisation. Le nouveau régime prévoit que tous les dossiers font l'objet d'un préavis de la commission sur la base du dossier, sans audition systématique sauf sur demande du Service cantonal de la population ou de la Commission consultative des naturalisations. Il a été fait usage de cette possibilité 18 fois en 2022.

Commission consultative d'informatique (CCI)

La Commission consultative d'informatique (CCI) s'est réunie à deux reprises, les 17 mars et 28 septembre 2022. La séance de mars a permis de présenter les principaux enjeux ainsi que la stratégie informatique prévue pour les années à venir. En septembre, après un point de situation sur la stratégie informatique, un état des lieux détaillé sur les préavis votés, les objets en cours d'élaboration, les préavis à voter, l'évolution de la modernisation du système d'information depuis 2021 et l'optimisation numérique a été fourni aux membres de la CCI.

Commission consultative de la petite enfance

La commission a été conviée à une séance le 5 mai 2022. Le sujet principal a été l'échange sur le programme de législature et les projections quant aux nouvelles structures.

Commission consultative des ports

Cette commission n'a pas tenu de séance.

Commission consultative du logement

Cette commission n'a pas tenu de séance.

Cellule d'aide à la résolution des conflits (ARC)

Principales tâches de la cellule ARC

La cellule ARC est une structure indépendante des services, rattachée directement à la Municipalité, dont les missions et moyens d'action sont définis dans les Dispositions réglementaires municipales relatives à la prévention et à la gestion des conflits et au harcèlement.

La cellule ARC est chargée de prévenir et aider à la résolution des situations conflictuelles qui surviennent dans les différents services, que cela soit sur le plan des relations interpersonnelles, au sein des collectifs de travail ou à un niveau organisationnel.

Elle est l'instance interne habilitée à recevoir et prendre en charge les doléances des employé.e.s relatives aux comportements abusifs, au harcèlement psychologique et au harcèlement sexuel.

La consultation de la cellule ARC est ouverte à l'ensemble du personnel de l'administration communale, quels que soient le type de contrat et le niveau hiérarchique des personnes concernées.

Les principes suivants régissent les activités de la cellule ARC:

- confidentialité;
- indépendance;
- impartialité;
- neutralité.

Effectif du personnel

Figure sous Secrétariat municipal

Evènements marquants

En 2022, la cellule ARC a reçu 95 nouvelles demandes. Les démarches usuelles de résolution à l'amiable (conseil individuel ou élargi, médiation, concertation) ont été mises en œuvre dans ces situations, en impliquant si nécessaire les collectifs de travail ou les hiérarchies concernés. Seule une enquête a été ouverte en 2022.

La campagne de prévention du harcèlement sexuel développée conjointement par la cellule ARC et le SPEL, et lancée à l'automne 2020 sous forme de projet pilote au sein de deux services, a été évaluée positivement. La Municipalité a décidé de la déployer dans l'ensemble des services de l'administration communale.

Une nouvelle coresponsable de la cellule ARC a été recrutée et a pris ses fonctions en octobre 2022.

Demandes traitées et démarches réalisées par la cellule ARC	2021	2022
Nombre de situations	84	95
Nombre de personnes ayant formulé une demande	85	104
Nombre de personnes ayant participé aux démarches	190	263
Démarches terminées au 31 décembre 2022	84	69
Démarches d'aide à la résolution de conflits (parfois plusieurs par situation)	89	115
Démarches de conseil individuelles	52	56
Démarches de conseil élargies (à la hiérarchie, aux RH, etc.)	26	38
Démarches formelles (médiation/concertation)	11	21
Ouvertures d'enquêtes	1	1

© Sabrina Maniscalco – Beaulieu

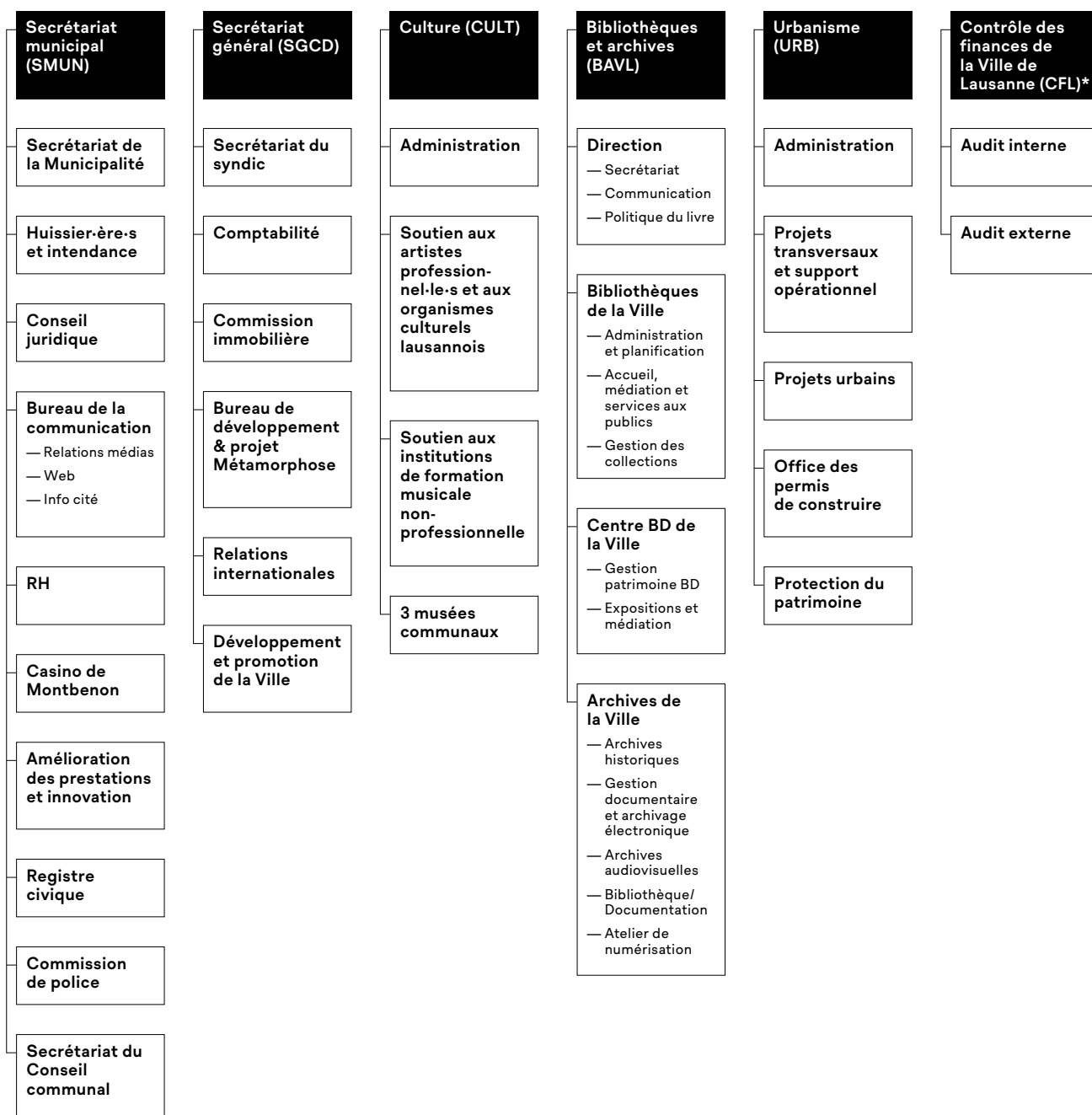


Direction de la culture et du développement urbain



Direction de la culture et du développement urbain (CD)

Syndic



* rattachement administratif à la Direction, mais dépend de la Municipalité

L'année 2022 a été marquée par plusieurs événements pour la Direction CD dont la renaissance du site de Beaulieu. La réouverture du théâtre rénové et la richesse de sa programmation, l'inauguration d'un restaurant flambant neuf, l'arrivée du Tribunal arbitral du sport, le succès de l'offre de plus de 10 disciplines sportives urbaines ainsi que l'installation d'activités sociales, économiques et durables ont permis au site de redéployer ses ailes en attendant l'installation de nouvelles activités.

Le secteur culturel a été marqué par les réouvertures publiques du mudac et de Photo Elysée au sein du quartier des arts de Plateforme 10 ainsi que par lesancements du projet de Maison de la culture et de l'innovation numérique dans les murs de la Maison Gaudard et du projet de réaménagement du Romandie sous les arches du Grand-Pont complété d'une nouvelle salle de concerts de musique actuelle. Par ailleurs, la nouvelle politique d'accès à la culture et de participation culturelle se concrétise notamment par le lancement du projet pilote triennal «Penser la diversité autrement», de l'appel à projets annuel «Participation culturelle» et de la démarche «Empruntez un musée!». Son dynamisme culturel a permis à la Ville de Lausanne de remporter le prix de meilleure destination culturelle émergente lors des Leading Culture Destinations (LCD) Berlin Awards 2021/2022.

Pour les bibliothèques de la Ville, la fin des mesures sanitaires liées au COVID leur a permis de retrouver son public. Les animations ont affiché complet pour la plupart et la vie a repris pour la plus grande joie des bibliothécaires. Les accueils de classes et de groupes ont «explosé», dépassant ainsi les chiffres d'avant la pandémie. La journée portes ouvertes aux Archives a aussi rencontré un vif succès. L'opération d'été hors-les-murs intensifiée par la création de terrasses pour offrir à la population des coins supplémentaires de lecture a été saluée par les lectrices et lecteurs. Le Centre BD a accueilli sa nouvelle responsable et a déménagé ses bureaux aux Archives, ce qui présente l'avantage de rassembler les deux unités patrimoniales. Le Centre BD jouit ainsi désormais d'une agréable salle de lecture pour y accueillir les chercheurs. Dans le cadre de l'année de transition du festival BDFIL, avec une nouvelle direction, une exposition sur les Monstres a été présentée dans les bibliothèques de la Ville et le bibliobus, accompagnée d'une médiation culturelle soutenue. Le service a mené de nombreuses actions pour répondre aux exigences d'inclusivité universelle, dont un projet en collaboration avec Pro Infirmis pour obtenir le label inclusif en termes d'accessibilité. Finalement, la création de la Newsletter *Lire à Lausanne* permet au service de valoriser ses animations et activités et représente une information appréciée des usagères et les usagers.

En ce qui concerne l'urbanisme, le service a mis en place le nouvel Office des permis de construire, qui réunit désormais dans une même unité les compétences dédiées à l'analyse et la délivrance des permis de construire et des permis d'habiter et d'utiliser; répondant ainsi aux recommandations de la Cour des comptes. Par ailleurs, l'adoption du Plan directeur communal par le Conseil communal a conclu un travail de longue haleine qui définit les lignes directrices du développement futur de la Commune. Le service a également poursuivi les études pour l'établissement du nouveau plan d'affectation communal et d'une quarantaine de plans d'affectations spécifiques, ainsi que les études pour le réaménagement des places de la Riponne et du Tunnel. Finalement, il poursuit son engagement pour améliorer la reconnaissance et la protection du patrimoine lausannois.

Les premiers habitantes et habitants de l'écoquartier des Plaines-du-Loup ont emménagé durant l'été alors que les chantiers de cette première partie du quartier continuent à battre leur plein. En parallèle, les diverses phases de conception se poursuivent aussi bien pour la suite du développement des Plaines-du-Loup que pour le nouvel écoquartier des Prés-de-Vidy.

En ce qui concerne les relations internationales de la Ville, l'Union Mondiale des Villes Olympiques a célébré ses 20 ans et posé les jalons pour les années futures. 2022 a marqué le retour à Lausanne de la Rencontre annuelle des Villes Olympiques et du smartcities & sport summit, au cours duquel les participants ont pu découvrir les Halles sportives de Beaulieu. L'Observatoire mondial pour les femmes, le sport, l'éducation et l'activité physique, soutenu par la Ville, le Canton et l'UNIL, s'est installé à la Maison du sport international et l'équipe a été constituée. Enfin, la solidarité internationale bénéficie pour la deuxième année d'un budget de CHF 475'000.-, permettant le financement de projets pertinents dans le monde entier.

Finalement, le Contrôle des finances de Lausanne (CFL) poursuit son travail d'audits et de contrôle en favorisant la communication et en soutenant les services dans l'amélioration de leurs processus respectifs.

Secrétariat municipal (SMUN)

Principales missions du service

Le SMUN est l'état-major de la Municipalité. A ce titre, sa mission centrale est d'organiser la planification et la préparation, le déroulement et le suivi de l'activité de la Municipalité. Le SMUN est un service composé de 10 unités:

- secrétariat de la Municipalité;
- huissiers et intendance;
- conseil juridique;
- bureau de la communication;
- unité RH;
- casino de Montbenon;
- amélioration des prestations et innovation;
- registre civique;
- commission de police;
- secrétariat du Conseil communal (uniquement système de gestion RH et budgétaire).

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Amélioration prest. & innov.	2.00	2.00	2.00	2.00
Bureau de la communication	8.70	8.70	8.70	8.70
Casino	8.60	7.70	10.20	9.60
Cellule ARC	1.50	0.75	1.50	1.50
Commission de police	9.20	9.10	9.10	8.30
Conseil juridique	3.60	3.60	3.60	3.60
Direction SMUN	10.30	9.60	9.70	8.50
Municipalité	7.00	7.00	7.00	7.00

Organisation & prestations	18.00	14.10	17.00	15.00
Registre civique	1.60	1.60	1.60	1.60
Secrétariat Conseil communal	4.55	4.55	5.05	5.05
Unité web et multimédia	4.50	4.50	4.60	4.60
Total service	79.55	73.20	80.05	75.45

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	0.50

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Amélioration prest. & innov.	2	2.00	2	2.00
Bureau de la communication	12	8.70	12	8.70
Casino	9	7.70	11	9.60
Cellule ARC	1	0.75	2	1.50
Commission de police	10	9.10	9	8.30
Conseil juridique	4	3.60	4	3.60
Direction SMUN	11	9.60	10	8.50
Municipalité	7	7.00	7	7.00
Organisation & prestations	15	14.10	16	15.00
Registre civique	2	1.60	2	1.60
Secrétariat Conseil communal	6	4.55	7	5.05
Unité web et multimédia	6	4.50	6	4.60
Total service	85	73.20	88	75.45

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
Direction SMUN	1	1
Registre civique	-	1
Secrétariat Conseil communal	1	1
Total service	2	3

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	9	11
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
Total service	9	11

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	1
Convention de départ	2
Décès	-
Démision	2
Départ à la retraite	4
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	9

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	30	3.56	26	2.54
Auxiliaires mensualisé·e·s	9	2.83	8	2.90
Auxiliaires payé·e·s au forfait	5	*	2	*
Total service	44	6.39	36	5.44

* information indéterminée car à la tâche

Le personnel auxiliaire engagé pour les différents scrutins n'est pas compris dans les totaux.

Evènements marquants

L'année 2022 a été marquée, en premier lieu, par l'organisation des élections cantonales qui ont eu lieu le dimanche 20 mars (1^{er} tour) et le dimanche 10 avril (2^e tour). 167 candidatures ont été déposées pour le Grand Conseil et 25 pour le Conseil d'Etat. Le dépouillement a mobilisé près de 365 personnes. Avec l'entrée en vigueur en 2022 de la nouvelle loi sur l'exercice des droits politiques (LEDP), la Ville de Lausanne a pu organiser pour la première fois et en accord avec le Canton, le dépouillement du 1^{er} tour sur deux jours. Cette nouvelle organisation a permis d'alléger les horaires de nuit et de transmettre les résultats le dimanche en début d'après-midi.

Après deux années caractérisées par la pandémie, de nombreuses manifestations et réceptions ont pu être organisées. A noter, en particulier, la Fête nationale du 1^{er} août, en présence du Président de la Confédération, ainsi que les réceptions en l'honneur de deux citoyennes lausannoises, soit M^{me} Séverine Evéquo, élue à la présidence du Grand Conseil, et M^{me} Valérie Dittli, nouvellement élue au Conseil d'Etat.

Principales activités 2022

Secrétariat de la municipalité

Missions du secrétaire municipal

Les missions principales du secrétaire municipal sont fixées aux articles 52a et 52b de la loi sur les communes (LC). Selon ces dispositions, le secrétaire municipal est le premier collaborateur du syndic et de la Municipalité. Il participe aux séances de la Municipalité avec voix consultative et tient le procès-verbal des séances. Il est notamment en charge:

- de la coordination entre la Municipalité et l'administration communale;
- de la co-signature des actes de la Municipalité;
- de la transmission des informations entre la Municipalité et le Conseil communal et entre celle-ci et les services de l'Etat;
- de la liaison avec le Bureau du Conseil communal;
- de l'exécution des décisions de la Municipalité;
- des tâches que lui attribue la Municipalité;
- de l'organisation de l'installation des autorités.

Organisation des séances et suivi des décisions de la Municipalité

Le secrétaire municipal s'appuie sur son adjointe et un secrétariat dans l'organisation des séances de la Municipalité, la rédaction du procès-verbal ainsi que la diffusion des décisions de la Municipalité. En 2022, le service a organisé 43 séances ordinaires de Municipalité.

Liaison avec le Secrétariat du Conseil communal

Le SMUN assure la coordination entre la Municipalité et le Conseil communal. Outre la coordination des relations entre la Municipalité et le Bureau du Conseil communal, il gère le suivi des dossiers du Conseil communal au sein de l'administration (suivi des dépôts, préparation des

demandes de traitement prioritaire, etc.).

Tâches attribuées par la Municipalité

La Municipalité peut confier des mandats spécifiques au SMUN. En 2022, le dossier du suivi des subventions et des participations a été transféré du secrétariat général de la Direction des Finances et de la mobilité au SMUN, avec pour objectif de renforcer les synergies avec les missions du secrétariat municipal de suivi des différentes délégations municipales et commissions.

Le SMUN a participé aux différents groupes de travail mis sur pied par le Canton en vue d'une révision totale de la loi sur les communes. Ce travail se poursuivra en 2023.

Dans le domaine des relations extérieures, le SMUN est chargé de la coordination en matière de consultations cantonales et fédérales. Au cours de l'année, la Ville a répondu à 22 consultations, principalement venues de l'Union des villes suisses qui coordonne la position des villes sur la scène fédérale. Mais elles peuvent aussi provenir du Canton. Cela a par exemple été le cas pour l'avant-projet de loi concernant la répression de la mendicité. La Ville est aussi régulièrement consultée via des questionnaires thématiques. La rencontre annuelle entre la Municipalité et la Députation lausannoise au Grand Conseil a eu lieu le 20 septembre 2022.

Le SMUN est ensuite en charge du suivi transversal des dossiers de l'Union des villes suisses, de l'Union des communes vaudoises et de Lausanne Région, organisations au sein desquelles le syndic siège au comité.

La Ville poursuit par ailleurs son engagement au sein du projet d'exposition nationale Nexpo. Avec les neuf autres plus grandes villes de Suisse, une direction artistique et une direction commerciale, la candidature prend forme. Elle sera officiellement déposée auprès de la Confédération à la fin 2023.

Protocole et réceptions

Après deux années fortement impactées par les mesures sanitaires de lutte contre le Covid-19, les réceptions et événements ont pu reprendre normalement en 2022. Par exemple, la célébration officielle de la Fête nationale le 1^{er} août a pu se dérouler à nouveau à Ouchy, en présence du Président de la Confédération, M. Ignazio Cassis.

Le 6 septembre, le Secrétariat municipal a contribué à l'organisation de la cérémonie d'investiture de la Présidente du Grand conseil. Le 30 septembre, la Municipalité a offert une réception, comme le veut la tradition, en l'honneur de la citoyenne lausannoise, M^{me} Valérie Dittli, nouvellement élue Conseillère d'Etat. Le 3 octobre, la Médaille d'or de Lausanne a été remise à M^{me} Chantal Prod'Hom. La réception en l'honneur des jubilaires de l'administration organisée avec les apprenties et apprentis de la Direction, l'accueil des nouvelles habitantes et nouveaux habitants avec la valorisation de productrices et producteurs locaux se sont déroulés dans un format plus dynamique.

Forum de l'Hôtel de Ville

Sur 19 expositions planifiées, trois émanaient de services communaux. Toutes ont été ouvertes normalement.

Nonagénaires et 18 ans

Malgré la pandémie, des cadeaux (trois bouteilles de vin de la Ville et une boîte du chocolat officiel de la Ville) ont pu être livrés au domicile de 344 nonagénaires.

Les jeunes Lausannoises et Lausannois ayant atteint leur 18^e année reçoivent un message de félicitations de la Municipalité, accompagné du livre officiel de la Ville de Lausanne. Le SMUN a adressé cet envoi à 1'350 jeunes ayant atteint leur majorité en 2022 (1'274 jeunes en 2021).

Conseil juridique

Les principales tâches de l'unité sont les suivantes:

- conseil juridique à la Municipalité et aux services;
- relecture des différents actes juridiques passés par les services (contrats de droit privé et de droit administratif);

- centre de compétences en matière de marchés publics;
- participation à l'élaboration de la réglementation communale, centralisation et publication de celle-ci;
- instruction des recours internes à la Municipalité et rédaction des décisions municipales;
- représentation de la Commune dans les litiges de droit administratif et fiscaux, notamment devant la Commission communale de recours ad hoc, la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal, le Tribunal fédéral, voire le Tribunal administratif fédéral;
- aide ponctuelle dans des procédures auprès d'instances civiles: Justice de paix, Tribunal des baux, Tribunal des prud'hommes.

Evènements marquants

La Commune, comme maître d'ouvrage principal ou partenaire privilégié, gère de nombreux chantiers qui posent des questions juridiques complexes, en matière de droit des contrats ou en lien avec le déroulement des chantiers. L'unité est ainsi régulièrement appelée à conseiller les services à cet égard.

Dans un registre parallèle, en sa qualité de bailleuse, la Commune doit prendre en compte les droits des locataires tout en développant sa politique notamment en matière d'efficacité énergétique des bâtiments. Là aussi, un fort appui juridique s'avère nécessaire.

Cela étant, les risques juridiques et judiciaires font l'objet d'un suivi régulier, et n'ont pas donné lieu à des problèmes particuliers en 2022. Les solutions transactionnelles, notamment en matière contractuelle, sont toujours privilégiées, en accord avec les services concernés.

En 2022, le nombre de nouveaux recours déposés devant la Commission permanente de recours en matière d'impôts (CCRI) a de nouveau augmenté, pour atteindre près de 140. Toutes les causes ne donnent pas lieu à un dépôt d'un mémoire de réponse et à une audience (cause devenant parfois sans objet, retrait de recours avant le dépôt du mémoire), mais il est indéniable que ce nombre reste élevé, pour des valeurs litigieuses souvent faibles. Il s'agit d'une activité relativement chronophage, tant pour le Conseil juridique que pour les services concernés.

Les aménagements urbains et de mobilité donnent toujours lieu à des contestations, parfois devant les tribunaux, la Commune devant souvent arbitrer des intérêts divergents, voire contradictoires. Les problématiques liées à l'usage du domaine public (signalisation routière, places de parc, macaron) ont été relativement nombreuses.

Thèmes principaux de l'unité

Le droit des marchés publics a connu des modifications entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2023. Ces changements ont nécessité un travail de préparation.

Le nombre de recours administratifs auprès de la Municipalité, pour lesquels l'unité fonctionne comme greffe et autorité d'instruction, connaît une légère augmentation.

Le Conseil juridique assure également le suivi des procédures ouvertes en matière de naturalisation par devant la Cour de droit administratif et public. Le suivi consiste essentiellement à rédiger les écritures, à interagir avec les parties, qu'il s'agisse des conseils des recourantes et recourants ou du Service de la population.

Bureau de la communication

Le Bureau de la communication assure le développement et la mise en œuvre de la politique de communication de la Municipalité et de l'harmonisation de la communication extérieure entre les différentes directions. Il s'occupe du suivi de la communication générale et des grands projets. Le Bureau de la communication est aussi en charge de bon nombre de prestations disponibles pour toute la Ville qu'elles soient photographiques, numériques en passant par des prestations d'accueil pour la population ou de communication interne.

L'année 2022 aura vu:

- la mise à jour du système de gestion du site internet de la Ville;

- l'évolution du site et de l'agenda en termes d'accessibilité pour les personnes en situation de handicap;
- la mise en place et la formation du personnel des services pour les newsletters;
- la mise à disposition dans l'application mobile des places de jeux lausannoises;
- une augmentation de 5.1% du nombre de pages web vues par rapport à 2021;
- la mise en place et la formation des services pour l'utilisation de logiciels en lien avec les réseaux sociaux;
- une analyse profonde du Journal communal et le début de la mise en place de certains changements;
- la production d'images pour appuyer la communication de divers projets;
- la réalisation, en soutien aux services, de diverses publications;
- le début de la mise en place de la communication simple et accessible au sein de l'administration;
- le développement de la communication interne.

Tout comme les années précédentes, Info cité et la centrale téléphonique ont accompagné la population lausannoise et les personnes de passage dans leurs démarches administratives et recherches d'informations sur la vie associative, culturelle et sportive lausannoise. Les équipes, avec notamment 4'000 appels par mois en moyenne, ont été à l'écoute de chacune et chacun, personnifiant la volonté municipale de maintenir un contact direct entre la population et l'administration.

Unité ressources humaines

Les principales activités de l'unité sont:

- le soutien aux services de la direction pour la gestion des ressources humaines;
- le soutien aux cadres en matière de recrutement, organisation et accompagnement du personnel.

La nouvelle législature a occasionné plusieurs changements de nature organisationnelle qui ont nécessité un accompagnement RH, avec la création et l'intégration de nouvelles unités. Il y a un renouvellement important du personnel du fait de la démographie. L'intégration des nouvelles personnes reste une priorité.

Un fort accent a été mis également pour mieux structurer (coordination interne sous l'égide d'une référente) et développer (diversification des métiers) l'apprentissage au sein de la Direction. Le nombre de places est en augmentation, conformément aux objectifs.

Casino de Montbenon

Les principales tâches du Casino sont:

- l'exploitation et location de la salle Paderewski, de la salle des Fêtes et du Salon;
- la coordination des locations au plan administratif et logistique;
- l'accueil d'événements et spectacles organisés par les sociétés locales, services communaux et entreprises;
- la collaboration avec le Service des gérances pour la maintenance du bâtiment;
- la collaboration avec les locataires pour une bonne cohabitation des événements et des clientèles respectives.

Après deux années de crise sanitaire ayant fortement ébranlé les mondes culturels et événementiels, l'activité du Casino a repris de façon intensive. Hors Cinémathèque, ce sont 611 réservations qui ont été réalisées en 2022 (2021: 521; 2020: 460; 2019: 1'056). En progrès par rapport à l'année précédente, le chiffre d'affaires se monte à CHF 230'906.- (2021: CHF 173'704.-; 2020: 126'955; 2019: 358'809.-). Les gratuités restent stables à CHF 227'520.- (2021: CHF 247'920.-; 2020: 208'451.-; 2019: CHF 158'170.-).

Un dégât d'eau à la salle des Fêtes a été occasionné par la vétusté des conduites, qui ont été remplacées, a empêché les locations durant six semaines.

Unité amélioration des prestations et innovation

L'unité poursuit le développement et l'application des concepts d'excellence opérationnelle. Les principales thématiques traitées en 2022 ont concerné l'Office des permis de construire, l'achat des équipements électriques et les écrits de la Police. Les missions d'amélioration des processus d'attribution et de versement de la subvention 80 et d'amélioration du fonctionnement du pilotage du Service de la petite enfance sont en cours.

Registre civique

Au 1^{er} décembre 2022, le corps électoral lausannois comptait 89'639 électeurs et électrices (31 décembre 2021: 88'947), dont 67'181 Suissesses et Suisses et 22'458 ressortissantes et ressortissants étrangers; en outre, 23'231 personnes (31 décembre 2021: 22'120) étaient inscrites au Registre Central des Suisses de l'étranger.

Nature du scrutin	Inscrits	Votants	Participation (%)
Votation fédérale du 13 février 2022	66'744	26'188	39.24%
1. Initiative populaire «Oui à l'interdiction de l'expérimentation animale et humaine - Oui aux approches de recherche qui favorisent la sécurité et le progrès»			
2. Initiative populaire «Oui à la protection des enfants et des jeunes contre la publicité pour le tabac (enfants et jeunes sans publicité pour le tabac)»			
3. Modification du 18 juin 2021 de la loi fédérale sur les droits de timbre (LT)			
4. Loi fédérale du 18 juin 2021 sur un train de mesures en faveur des médias			
Elections cantonales du 20 mars 2022 (1 ^{er} tour)	66'823	21'502	32.17%
1. Election du Conseil d'Etat (1 ^{er} tour)			
2. Election du Grand Conseil			
Elections cantonales du 10 avril 2022 (2 ^e tour)	66'871	23'369	34.95%
1. Election du Conseil d'Etat (2 ^e tour)			
Votation fédérale du 15 mai 2022	67'107	24'566	36.60%
1. Modification du 1 ^{er} octobre 2021 de la loi fédérale sur la culture et la production cinématographique (loi sur le cinéma, Lcin)			
2. Modification du 1 ^{er} octobre 2021 de la loi fédérale sur la transplantation d'organes, de tissus et de cellules (loi sur la transplantation)			
3. Arrêté fédéral du 1 ^{er} octobre 2021 portant approbation et mise en œuvre de l'échange de notes entre la Suisse et l'Union européenne concernant la reprise du règlement (UE) 2019/1896 relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes et abrogeant les règlements (UE) n° 1052/2013 et (UE) 2016/1624 (développement de l'acquis de Schengen)			
Votation fédérale du 25 septembre 2022	67'206	32'330	48.10%
Objets votation fédérale			
1. Initiative populaire «Non à l'élevage intensif en Suisse (Initiative sur l'élevage intensif)»			
2. Arrêté fédéral du 17 décembre 2021 sur le financement additionnel de l'AVS par le biais d'un relèvement de la TVA			
3. Modification du 17 décembre 2021 de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS) (AVS 21)			
4. Modification du 17 décembre 2021 de la loi fédérale sur l'impôt anticipé (LIA) (Renforcement du marché des capitaux de tiers)			
Objet votation cantonale			
1. Révision partielle de la Constitution du Canton de Vaud du 14 avril 2003 liée à la création d'un Conseil de la magistrature			

Contrôle de signatures

Des contrôles de signatures ont été opérés à l'occasion de cinq référendums fédéraux, de 15 initiatives fédérales et 5 initiatives cantonales. Au total 69'255 signatures ont été contrôlées contre 18'999 en 2021.

Commission de police

En 2022, 63'696 rapports ont été saisis sur le domaine public (62'095 en 2021). Le nombre d'ordonnances pénales s'est élevé à 51'153 (55'995 en 2021), avec des recettes se chiffrant à CHF 7'042'052.- (CHF 7'942'723.- en 2021). Le nombre de cas en attente a augmenté à 5'334 à fin 2022, contre 2'002 cas en 2021.

Pour le domaine privé, une grosse augmentation de cas a été enregistrée avec 11'741 dénonciations (9'120 en 2021), qui ont entraîné 9'922 ordonnances pénales (8'113 en 2021). De nouveaux ou anciens plaignants et plaignantes ont agi face aux stationnements abusifs d'un nombre accru d'usagers et usagères. Les revenus ont naturellement augmenté à CHF 1'322'901.- (CHF 1'184'173.- en 2021).

Le cumul des infractions sur les domaines public et privé est en hausse à 75'437 cas en 2022 (71'215 en 2021). Sur 1'320 oppositions traitées (1'194 en 2021), 240 ont donné lieu à des audiences (196 en 2021). Le Tribunal de district a été saisi de 9 affaires (8 en 2021) dont 6 (2 en 2021) relevaient d'une opposition à une décision rendue après audience. Trois ont fait l'objet d'un retrait d'opposition, 3 ont été jugées irrecevables et 3 ont été déclarées prescrites. Le Tribunal cantonal a été saisi d'un cas (5 en 2021), alors que le Tribunal fédéral n'a pas été sollicité (zéro en 2021).

Concernant les conversions des amendes, 6'541 décisions ont été rendues en 2022, en hausse par rapport à 2021 (5'979). L'encaissement n'a pas suivi en s'élevant à CHF 695'128.- contre CHF 788'664.- en 2021. Le Juge d'application des peines n'a statué sur aucun recours en 2022 (zéro en 2021).

Secrétariat général culture et développement urbain (SGCD)

Principales missions du service

Secrétariat et conseiller stratégique de la Municipalité

- gère le secrétariat du syndic, les séances de Municipalité pour la direction et les affaires du Conseil communal;
- coordonne l'administration transversale au sein de la direction et du service et participe à des groupes de travail transversaux;
- propose et met en œuvre des actions permettant de renforcer la cohérence des politiques communales ainsi que des projets stratégiques ou transversaux;
- défend les intérêts de la Ville et met en œuvre les relais de valorisation de Lausanne;
- assure et coordonne la communication du service et de la direction.

Comptabilité de direction

- établit, pour la direction et en collaboration avec ses services, le budget de fonctionnement, le plan des investissements et les comptes;
- effectue le contrôle budgétaire, la passation des écritures, l'enregistrement des factures et la gestion comptable du personnel de la direction.

Commission immobilière

- assure la gestion de toutes les transactions immobilières de la Ville (achats, ventes, droit distinct et permanent de superficie (DDP), servitudes, etc.);
- gère la valorisation des immeubles du patrimoine financier et celle du patrimoine immobilier de la Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne (CPCL);
- analyse les objets soumis à la loi cantonale sur la préservation et la promotion du parc locatif (LPPPL) et fait des propositions en la matière à la Municipalité;
- représente la Commune à la Commission d'estimation fiscale du district de Lausanne.

Bureau de développement et projet Métamorphose (BDM)

- développe les projets immobiliers favorables à la mise à disposition de logements de qualité en veillant à la durabilité et l'économicité des projets de construction et de rénovation;
- planifie les étapes de développement des grands projets urbains et coordonne les partenaires;
- veille à la coordination générale des avant-projets et des projets ainsi qu'à l'émergence d'interfaces de qualité entre les domaines privés et publics sur les différents sites Métamorphose.

Relations internationales de la Ville

- assure les relations internationales de Lausanne en particulier dans le cadre de l'Association internationale des maires francophones (AIMF);
- gère les actions de solidarité internationale;
- favorise le partage d'expériences entre villes autour de l'héritage olympique.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Bur. dvlpt et projet Métamorphose	10.00	9.80	10.00	9.80
Commission immobilière*	3.00	3.00	3.80	3.80
Comptabilité CD	4.30	4.10	4.30	4.10
Dév. et promotion ville (udpv)	–	–	3.60	2.60
Direction CD*	5.40	5.00	2.70	2.50
Relations internationales*	3.10	3.40	3.90	3.30
Total service	25.80	25.30	28.30	26.10

* Pour la Commission immobilière, 1 ept de secrétariat est partagé à moitié avec le secrétariat du syndic (Direction CD)

* Pour les Relations internationales 0.8 ept ont été créés au 1^{er} octobre 2022 pour s'occuper du Smart & Sport summit. Ce poste est financé par les fonds externes provenant de Villes Olympiques

* Pour Direction CD, plusieurs postes ont été déplacés à Dév. et promotion ville (udpv)

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	2.50

Personnel fixe (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Bur. dvlpt et projet Métamorphose	11	9.80	11	9.80
Commission immobilière	3	3.00	4	3.80
Comptabilité CD	5	4.10	5	4.10

Dév. et promotion ville (udpv)	–	–	3	2.60
Direction CD	6	5.00	3	2.50
Relations internationales	4	3.40	4	3.30
Total service	29	25.30	30	26.10

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
Relations internationales	1	1
Total service	1	1

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	–	1
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	–	–
Total service	0	1

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	–
Convention de départ	–
Décès	–
Démission	–
Départ à la retraite	–
Fin de contrat	–
Licenciement juste motif ordinaire	–
Licenciement suppression poste	–
Licenciement fin droit trait. 2 mois	–
Licenciement fin droit trait. 24 mois	–
Licenciement juste motif immédiat	–
Licenciement invalidité totale	–
Total service	0

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	5	0.11	2	0.04
Auxiliaires mensualisé·e·s	3	1.27	3	1.87
Auxiliaires payé·e·s au forfait	1	*	–	*
Auxiliaires payé·e·s à la journée	–	–	3	*
Total service	9	1.38	8	1.91

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

En 2022, une nouvelle Unité de Développement et de Promotion de la Ville (UDPV) a été créée afin de positionner Lausanne comme une destination économique, touristique et gastronomique incontournable. Un projet pilote de Médiation administrative a été lancé. De son côté, le Bureau de développement et projet Métamorphose a poursuivi son travail de planification et de conception de divers sites, tout en suivant les chantiers de la première partie de l'écoquartier des Plaines-du-Loup. Par ailleurs, suite aux analyses réalisées par la Commission immobilière

dans le cadre du droit de préemption, la Commune a exercé son droit à 4 reprises. Finalement les 20 ans de l'Union Mondiale des Villes Olympiques ont été célébrés.

Principales activités 2022

Secrétariat et conseiller stratégique de la municipalité

Création de l'Unité Développement et promotion de la Ville (UDPV)

Réputée pour ses Hautes écoles, sa position de leader dans les domaines de la santé, de la formation et de la recherche, de l'innovation et du sport, la Ville de Lausanne s'est dotée d'une organisation visant à renforcer sa notoriété, développer les secteurs clés du tourisme et de la gastronomie ainsi que favoriser la création et le développement comme l'implantation d'entreprises sur son sol. La Ville dispose de solides atouts confirmés par une étude comparative de l'Office d'appui économique et statistique (OEAS) sur le potentiel contributif à Lausanne et l'emploi à Lausanne qui démontre la nécessité de mieux valoriser le territoire, ses acteurs et d'assurer un développement optimal des différents sites d'activités stratégiques. L'UDPV deviendra pleinement opérationnelle en 2023.

En 2022, l'UDPV, sous la responsabilité du conseiller stratégique de la Municipalité, a notamment travaillé en collaboration avec les acteurs suivants:

- Beaulieu S.A.: stratégie de développement de diverses activités sur le site, utilisation temporaire des Halles Nord et déplacement de la patinoire du Vélodrome;
- Lausanne Tourisme: réflexion stratégique de fonds concernant le tourisme à Lausanne en vue de la rédaction d'un plan stratégique en 2023;
- Fonds pour l'équipement touristique de la région lausannoise (FERL): entrée en vigueur partielle du nouveau règlement sur la taxe intercommunale de séjour par les communes de l'Entente. Préparation à l'adhésion potentielle de 4 nouvelles communes (Epalinges, Belmont, Prilly, Renens) et coordination avec l'UCV et Airbnb en vue de la signature d'un accord début 2023. La commission intercommunale de la taxe de séjour a soutenu 26 projets pour un montant total de CHF 1'366'500.-.

Médiation administrative: projet-pilote

En mai 2022, le Secrétariat général Culture et développement urbain a lancé un essai pilote de médiation administrative en faveur des personnes et des associations rencontrant des difficultés de communication, de compréhension ou des conflits avec l'administration communale. L'objectif est d'écouter celles et ceux qui expriment des doléances ou formulent des plaintes et de les soutenir dans leur démarche en vue de trouver des solutions. La Ville de Lausanne s'engage ainsi pour une administration accueillante et accessible à toutes et tous.

Commission immobilière

L'année 2022 a été marquée par une forte activité notamment en lien avec le traitement des dossiers ouvrant un droit de préemption institué par la loi sur la préservation et la promotion du parc locatif (LPPPL).

La CI a siégé en séance plénière à trois reprises en 2022 et a traité onze dossiers.

Par ailleurs, la CI a traité 52 affaires par voie de note à la Municipalité, en dehors des cas de préemption LPPPL qui sont mentionnées plus bas.

Opérations foncières réalisées hors préavis

La liste des principales opérations foncières réalisées en 2022 figure sous «Préambule – Autorisation générale de procéder à des acquisitions d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières, et de statuer sur les aliénations d'immeubles et de droits réels immobiliers, en application de l'article 20, lettre f du règlement du Conseil communal».

Estimation fiscale

Le délégué et son adjoint ont siégé à la Commission d'estimation fiscale des immeubles du district de Lausanne. Les taxations, nouvelles ou révisées, ont apporté les augmentations suivantes des valeurs fiscales:

2017	1'040'736'650.-	
2018	772'460'400.-	
2019	897'038'500.-	(résultat intermédiaire)
2020	735'330'700.-	(résultat intermédiaire)
2021	646'006'800.-	(résultat intermédiaire)
2022	200'753'400.-	(résultat intermédiaire)

Ces montants génèrent des revenus fiscaux communaux supplémentaires d'impôt foncier (1.5 ‰) et d'impôt sur la fortune. Les chiffres de 2019 à 2022 sont indiqués comme résultats intermédiaires car des procédures de réclamation sont encore en cours à l'heure actuelle. Le montant de l'année 2022 ne comprend que peu de taxations nouvelles ou révisées pour le moment, de sorte que le total sera amené à évoluer considérablement.

Droit de préemption LPPPL

Suite à l'entrée en vigueur du droit de préemption LPPPL, la Commission immobilière a analysé systématiquement les transactions immobilières qui ont été portées à sa connaissance par les notaires. 118 transactions ont ainsi été analysées, ce qui a permis à la Commune d'exercer son droit de préemption à quatre reprises. La Commune de Lausanne est également devenue propriétaire de deux immeubles pour lesquels ce même droit avait été exercé en 2020 et en 2021. Les deux décisions ayant fait l'objet de recours, des procédures judiciaires à la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal et au Tribunal fédéral ont retardé les transferts de propriété qui ont finalement pu être effectués en 2022.

Bureau du développement et projet Métamorphose

Evènements marquants

En 2022, le BDM a poursuivi son travail de planification et de conception des divers sites du projet, tout en suivant les chantiers des premiers bâtiments du PPA1 de l'écoquartier des Plaines-du-Loup.

Principales activités 2022

En 2022, le Bureau du développement et projet Métamorphose (BDM) a poursuivi et intensifié ses interventions dans la mise en œuvre de la stratégie de développement urbain de la Ville. Le BDM a pour mission principale de développer les parcelles en mains de la Ville. Il pilote et met en œuvre le programme Métamorphose.

Les Plaines-du-Loup

- 2022 a vu se poursuivre ou démarrer le chantier de l'ensemble des 22 lots composant la 1^{re} étape du site ainsi que les premiers aménagements d'espace public. Le BDM joue un rôle crucial dans la coordination de l'ensemble des acteurs, privés et publics. Une vingtaine d'investisseurs, autant de bâtiments, de grues, et des centaines d'entreprises érigent la 1^{re} étape de l'écoquartier des Plaines-du-Loup;
- les habitants des deux premiers lots de logements ont emménagé au cours de l'été, nécessitant une fine organisation dans un environnement encore majoritairement en chantier;
- le projet de la Maison de quartier a été développé pour aboutir à une demande de permis de construire en décembre 2022. La construction de cet ouvrage devrait démarrer fin 2023. Le projet est marqué par son caractère innovant et l'important travail de recherche notamment en ce qui concerne la durabilité des matériaux de construction;

- la planification de la 2^e étape des Plaines-du-Loup s'est poursuivie. L'établissement d'un plan d'affectation a été lancé et devrait être remis au Canton pour examen préalable début 2024. Les espaces publics ont fait l'objet d'un concours qui a été jugé en décembre 2022. Le jury a recommandé le développement du projet proposé par le bureau Monnier Architecture Paysage à Lausanne. Parallèlement aux études de planification, des tests d'allotissement ainsi que l'établissement des conditions-cadres ont été précisés en vue du lancement des prochains appels d'offres investisseurs qui sera possible dès que le processus de légalisation des droits à bâtir sera suffisamment avancé;
- les démarches participatives menées notamment sous la forme de forums se sont également poursuivies. Elles ont permis d'accompagner la création d'une assemblée de quartier et d'initier les démarches d'accompagnement de la planification des espaces publics de la 2^e étape de l'écoquartier;
- la transformation de la 2^e étape des Plaines-du-Loup nécessite de relocaliser la patinoire actuellement implantée sur le site du Vélodrome. Une solution alternative est envisagée sur le site de Beaulieu dans la halle 7. Le préavis N° 2022/27 «Projet Métamorphose – Octroi d'un cautionnement en faveur de la société Beaulieu S.A. pour la réalisation d'une patinoire dans la halle 7 de Beaulieu» sera prochainement soumis au conseil communal;
- sur l'ensemble du site, la coordination avec le métro m3 en cours de planification est assurée.

Les Prés-de-Vidy

- les études de planification urbaine se sont poursuivies avec le lancement de l'établissement en parallèle de deux plans d'affectation qui devraient être remis au Canton début 2024;
- la préparation des fouilles archéologiques s'est poursuivie. Les modifications du cadre légal intervenues à la fin de l'année 2021 nécessitent de reconsidérer le cadre partenarial avec le Canton. Le lancement des fouilles devrait intervenir en 2023;
- la programmation des équipements scolaires va bon train et deux écoles devraient être implantées à terme permettant ainsi d'apporter une réponse aux enjeux de planification scolaire;
- parallèlement aux études de planification, des démarches d'allotissement ont été réalisées en vue du lancement des appels d'offres investisseurs.

Autres sites

En plus de la planification de ces deux sites, le BDM assure le pilotage du développement du site de Malley où une connaissance fine des enjeux de pollution du sous-sol est nécessaire pour poursuivre les démarches.

Relations internationales de la Ville

Les Relations internationales de la Ville (RIV) sont en charge de coordonner les activités internationales de la Ville et plus particulièrement les relations extérieures et la promotion de Lausanne dans le cadre de réseaux internationaux ou en bilatérale, les événements d'ampleur internationale ainsi que la solidarité internationale.

Au sein de l'Association internationale des maires francophones (AIMF), la Ville de Lausanne préside la Commission *Villes et développement durable* qui favorise l'échange d'expériences et l'implémentation de projets dans le domaine de la lutte contre les changements climatiques. La Ville a accueilli les membres de la Commission en mars 2022 pour discuter de la politique climatique des villes. En juin 2022, la Commission s'est également réunie en atelier au Bénin, dans la Communauté de Communes de Zou.

La Ville de Lausanne préside également l'Union Mondiale des Villes Olympiques qui valorise l'héritage olympique au service des politiques publiques de santé, d'inclusion sociale, d'intégration, d'éducation, de sport, ainsi que de développement économique et touristique. 2022 a marqué les 20 ans de l'association, célébrés en mai à Athènes et Olympie, en Grèce, resserrant encore les relations entre la Ville d'Athènes et la Ville de Lausanne. La rencontre annuelle des Villes Olympiques, l'Assemblée générale de l'association, s'est tenue à la Maison Olympique en octobre 2022, suivie par le smartcities & sport summit en présence de Thomas Bach, président du CIO, et plus de 250 participants issus de plus de 40 villes et 25 fédérations sportives internationales.

En septembre 2022, Lausanne a accueilli les festivités d'inauguration du Buste de sa Majesté le Roi Bhumibol Adulyadej le Grand, roi de Thaïlande, qui a été placé dans le Pavillon Thaï, parc du Denantou. La princesse Maha Shakri Sirindhorn, Altesse royale, était présente pour cette manifestation organisée en collaboration avec l'Ambassade de Thaïlande en Suisse et l'Association des anciens étudiants thaïlandais en Suisse.

L'année 2022 a vu l'installation de l'Observatoire mondial pour les femmes, le sport, l'éducation et l'activité physique, à la MSI à Lausanne. La directrice a été nommée et l'équipe autour d'elle constituée. L'objectif global de cet observatoire est de faire évoluer les pratiques et les connaissances en termes d'égalité dans le sport en documentant les pratiques pour guider les décideuses et décideurs, tout en mettant les actrices et acteurs en réseau afin d'atteindre l'égalité des genres dans le sport et le monde sportif. L'installation de l'Observatoire à Lausanne contribue au rayonnement international de la Ville.

La Ville de Lausanne a soutenu des projets de solidarité internationale s'inscrivant dans les quatre axes prioritaires définis: lutte contre le changement climatique, eau, sport pour l'inclusion sociale, et biens culturels, ainsi que de l'aide d'urgence. Des subventions ont été accordées à 18 projets au travers de la Fédération vaudoise de coopération (Fedevaco) ou en aide directe pour des projets menés par des associations locales. Le Conseil communal a validé un budget annuel de CHF 475'000.-.

Lausanne à Table

La Ville de Lausanne soutient la mise en valeur des produits locaux, ainsi que celle des artisanes, artisans et des métiers de bouche de la région. Lausanne à Table est l'une des pierres angulaires de la stratégie gastronomique défendue par la Ville.

Malgré la pandémie et l'annulation des grands événements, Lausanne à Table a pu maintenir 38 événements sur plus de 150 dates et accueillir plus de 57'000 personnes. Le site Internet a été consulté plus de 236'397 fois, en particulier l'annuaire, alors que la communauté de Lausanne à Table sur les réseaux sociaux regroupe 40'000 abonnées et abonnés.

Service de la culture (CULT)

Principales missions du service

- définition et application de la politique culturelle;
- représentation de la Ville par le chef de service et ses adjoints et adjointes dans les conseils de fondation des principales institutions culturelles subventionnées;
- décisions sur la répartition et le suivi des subventions;
- suivi des institutions culturelles, de la scène artistique indépendante et des écoles de musique;
- gestion et promotion des trois musées communaux;
- gestion de la Collection d'art de la Ville de Lausanne.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Collection de l'Art Brut	11.20	10.40	12.10	10.80
Musée historique de Lausanne	17.25	16.45	17.50	16.70
Musée Romain de Lausanne-Vidy	6.00	6.00	6.60	6.60
Unité administrative	7.80	6.90	8.00	8.00
Total service	42.25	39.75	44.20	42.10

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	1.95

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Collection de l'Art Brut	14	10.40	14	10.80
Musée historique de Lausanne	22	16.45	22	16.70
Musée Romain de Lausanne-Vidy	10	6.00	13	6.60
Unité administrative	9	6.90	10	8.00
Total service	55	39.75	59	42.10

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
Musée historique de Lausanne	1	1
Total service	1	1

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	–	–
Total service	8	12

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	–
Convention de départ	1
Décès	–
Démission	3
Départ à la retraite	3
Fin de contrat	–
Licenciement juste motif ordinaire	–
Licenciement suppression poste	–
Licenciement fin droit trait. 2 mois	–
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	–
Licenciement invalidité totale	–
Total service	8

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	51	5.73	56	5.85
Auxiliaires mensualisé·e·s	6	1.44	10	1.74
Auxiliaires payé·e·s au forfait	29	*	27	*
Total service	86	7.17	93	7.59

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

- fin en cours d'année des mesures contraignantes en lien avec la crise du COVID-19, fragilité du secteur culturel induite par les conséquences de la crise, poursuite sur 2022 des mesures ciblées de soutien par le biais du «Fonds COVID-19 en soutien à la culture», dissolu au 31 décembre 2022;
- réouverture publique du mudac et de Photo Elysée dans leurs nouveaux espaces, rejoignant le Musée cantonal des Beaux-Arts au sein du nouveau quartier des arts de Plateforme 10.
- réouverture publique du Théâtre de Beaulieu, rénové et réaménagé.
- lancement du projet de la future Maison de la culture et de l'innovation numérique dans les murs de la Maison Gaudard (ancien mudac), ouverture prévue en 2023 à l'issue des travaux de mise en conformité;
- lancement du projet de réaménagement du Romandie sous les arches du Grand-Pont, complété au rez-de-chaussée par une nouvelle salle de concerts qui sera exploitée par l'Association du Salopard, ouverture de ce nouveau pôle pour les musiques actuelles prévue en fin 2023;
- définition de la nouvelle politique d'accès à la culture et de participation culturelle, lancement du projet pilote triennal «Penser la diversité autrement», de l'appel à projets annuel «Participation culturelle» et de la démarche «Empruntez un musée!»;
- lancement d'une démarche citoyenne en vue de la commande d'une œuvre d'art pour thématiser l'égalité entre femmes et hommes dans l'espace public;
- création d'une nouvelle résidence artistique internationale en partenariat avec le Collège des humanités (CDH) de l'EPFL dans le cadre du programme de résidence EPFL-CDH AiR, qui vise notamment à promouvoir la recherche et l'expérimentation artistiques;
- lancement des rencontres professionnelles, rendez-vous avec la scène culturelle tous les trois mois;
- création de l'Observatoire romand de la culture à Lausanne;
- entrée en fonction de Karine Meylan à la direction du Musée romain de Lausanne-Vidy suite au départ à la retraite de Laurent Flutsch;
- départ à la retraite de Chantal Prod'hom, remplacée à la direction du mudac par Beatrice Leanza;
- entrée en fonction de Martine Chalverat à la direction du Festival de la Cité;
- remise du prix de meilleure destination culturelle émergente à la Ville de Lausanne lors des Leading Culture Destinations (LCD) Berlin Awards 2021/2022.

Financement régional

La participation financière de l'Etat de Vaud aux institutions culturelles lausannoises s'est élevée à CHF 10'531'500.-, sans compter les aides ponctuelles distribuées par la Commission cantonale des activités culturelles (CCAC).

Le Fonds intercommunal de soutien aux institutions culturelles de la région lausannoise a versé aux quatre grandes institutions culturelles lausannoises (Béjart Ballet Lausanne, Théâtre Vidy-Lausanne, Opéra de Lausanne et Orchestre de Chambre de Lausanne) un montant de CHF 850'000.-.

Le TKM, la Cie STT et la Cie Linga bénéficient de conventions de subventionnement pluripartites et régionales.

Musées communaux et collection d'art de la Ville de Lausanne

Collection de l'Art Brut (CAB)

34'836 personnes ont visité la Collection de l'Art Brut (quatre expositions temporaires, exposition permanente, huit événements particuliers et animations). 1'150 visiteuses et visiteurs se sont rendus à la CAB pendant La Nuit des Musées et 150 visiteuses et visiteurs ont pris part à l'événement Les Jardins de l'Art Brut. Les premières démarches ont été entreprises en vue des futurs travaux d'extension de la CAB.

Musée historique Lausanne (MHL)

20'860 personnes ont visité le Musée historique Lausanne (deux expositions temporaires, exposition permanente, 58 événements particuliers et animations). 1'280 visiteuses et visiteurs se sont rendus au MHL pendant La Nuit des Musées. Le MHL a notamment présenté l'exposition Envol à l'occasion des 50 ans du Prix de Lausanne.

Musée romain de Lausanne-Vidy

9'752 personnes ont visité le Musée romain de Lausanne-Vidy (2 expositions temporaires, exposition permanente, événements particuliers et animations). 441 visiteuses et visiteurs se sont rendus au Musée romain pendant La Nuit des Musées. Karine Meylan est entrée en fonction comme nouvelle directrice du Musée romain, suite au départ à la retraite de Laurent Flutsch.

Collection d'art de la Ville de Lausanne (CAL)

En 2022, la Commission des arts visuels a proposé l'acquisition de deux acryliques sur toile de David Monnet, de quatre sculptures de Stefania Carlotti et d'une vidéo de Sophie Ballmer.

175 œuvres ont été déplacées dans le courant de 2022, dont 23 pour numérisation, 25 pour encadrement (en cours), 70 pour nouvel accrochage dans les locaux de l'administration lausannoise et 63 œuvres décrochées et ramenées dans les dépôts. Quatre œuvres ont été prêtées pour des expositions externes (deux au MCBA, une à Coire et une au Forum de l'Hôtel de Ville). Au total, 245 œuvres mobiles de la CAL sont actuellement en prêt.

40 médiations ont été menées autour des œuvres dans l'espace public, touchant un total de 700 élèves environ.

Les locaux mis à disposition pour la conservation des œuvres de la CAL ne sont pas climatisés et les conditions de conservation des œuvres restent loin d'être idéales.

Arts de la scène

Théâtre de Vidy

41'920 personnes ont assisté aux 328 représentations (de 74 spectacles) et manifestations présentées en partie hors les murs en raison des travaux, pour un taux de fréquentation de 66%. 86'613 personnes ont assisté aux 410 représentations (de 18 spectacles) données par le Théâtre de Vidy en tournée en Suisse et à l'étranger.

Le chantier du Théâtre de Vidy concernant notamment la rénovation de la salle Charles Apothéloz, l'assainissement et la mise en conformité du bâtiment et des espaces de travail, la construction d'une salle de répétition en extension, ainsi que la modernisation des équipements et des aménagements extérieurs s'est poursuivi en 2022.

Béjart Ballet Lausanne (BBL)

41'999 personnes ont assisté aux 39 représentations données par le BBL, dont 11'458 à Lausanne, données à l'Opéra de Lausanne en février et à Beaulieu en décembre. Le retour au Théâtre de Beaulieu a été couronné de succès avec une fréquentation de près de 97% pour six représentations de «Wien Wien nur du allein» de Maurice Béjart. La compagnie a tourné en Belgique, en France, en Andorre, en Slovénie, en Italie, en Espagne et en Suisse.

Arsenic – Centre d'art scénique contemporain

12'174 personnes ont assisté aux 169 représentations (de 43 spectacles) et événements présentés à Lausanne. Avec 27 coproductions romandes, l'Arsenic est le lieu qui coproduit le plus grand nombre de créations romandes. Grâce au fonds de transformation, l'Arsenic a coproduit également 13 vidéo-performances et/ou vidéo-danse.

Dans le cadre du projet pilote de la Ville «Penser la diversité autrement», l'Arsenic a mis sur pied une cellule de programmatrices et programmeurs invités issus de la diversité, recrutés pour leur expertise en arts performatifs, afin de mieux adresser la programmation à leurs communautés respectives.

TKM (Théâtre Kléber-Méleau)

39'190 personnes ont assisté aux 155 représentations (de 13 spectacles) et six manifestations proposées par le TKM. *Le Conte des Contes*, célébrant les 30 ans du Teatro Malandro de Omar Porras, annulé à deux reprises à cause de la pandémie, a finalement pu être joué en mars 2022 pour 18 représentations. Des premières réflexions ont été lancées en vue de travaux de réaménagement et mise en conformité.

Le Petit Théâtre

31'587 personnes ont assisté aux 278 représentations (de 20 spectacles) et 43 manifestations proposées par Le Petit Théâtre. La directrice Sophie Gardaz a obtenu le Prix suisse 2022 des arts de la scène.

Autres subventions ordinaires

7'120 personnes ont assisté aux 164 représentations (de 31 spectacles) et autres manifestations présentées au Théâtre 2.21 et 8'077 personnes ont assisté aux 146 représentations proposées au Pulloff Théâtres. 42'581 personnes ont assisté aux 202 représentations (de 50 spectacles) et 29 autres manifestations présentées au Centre culturel des Terreaux.

7'450 personnes ont assisté aux 61 représentations (de huit spectacles) et 19 autres manifestations présentées au Théâtre Boulimie.

5'220 personnes ont assisté aux 37 représentations (de sept spectacles) présentées par le Théâtre de Marionnettes de Lausanne.

10'601 personnes ont participé aux 123 spectacles et 169 autres manifestations organisés au Théâtre Sévelin 36. 5'205 personnes ont assisté aux 47 représentations données par la Compagnie Philippe Saire, à Lausanne et en tournée. Le Prix de Lausanne s'est déroulé exceptionnellement au 2m2c Montreux en raison des travaux de rénovation du Théâtre de Beaulieu devant 1'902 spectatrices et spectateurs.

Subventions casuelles

Pour la saison 2022-23, sur recommandation de la Commission des arts de la scène, la Ville a soutenu 19 projets de création scénique de compagnies indépendantes (sur 54 dossiers déposés).

Trois nouvelles conventions de subventionnement triennales ont été octroyées à K7 Productions (Igor Cardellini et Tomas Gonzalez), à La Bocca della Luna (Muriel Imbach) et à la Compagnie Générale de Théâtre (Matthias Urban). Les conventions de subventionnement aux compagnies Snaut (Joël Maillard), Jours tranquilles (Fabrice Gorgerat) et Marielle Pinsard ont été reconduites.

Parallèlement, les conventions attribuées aux compagnies Ilka (Maud Blandel), Lausanne-Impro, Arts Mouvementés (Yasmine Hugonnet), Emilie Charriot, Numéro 23 Prod. (Massimo Furlan), STT (Dorian Rossel), Linga (Katarzyna Gdaniec et Marco Cantalupo) et au metteur en scène Aurélien Patouillard se poursuivent.

La Ville de Lausanne et le Canton de Vaud ont attribué conjointement la 13^e bourse de compagnonnage théâtral (pour les saisons 2022–24) à Natasza Gerlach.

13 projets de tournée de compagnies indépendantes (théâtre et danse) ont été soutenus en 2022. La Sélection Suisse en Avignon a notamment présenté les travaux de deux compagnies lausannoises. Plus de 2'600 personnes ont participé à la 17^e édition de la Fête de la danse à Lausanne.

Plus de 13'000 personnes ont assisté aux 55 représentations de la Revue de Lausanne 2022.

Subventions casuelles (COVID-19)

Dans le cadre de son Plan de relance lié à la crise du COVID-19, la Ville a apporté une aide directe à trois artistes et à cinq structures privées, notamment dans le cadre d'un soutien à la reprise de spectacles de théâtre et de danse, ainsi que d'un soutien à la prise de risques pour des productions événementielles.

Musique

Opéra de Lausanne

28'081 personnes ont assisté aux 33 représentations, concerts et ballets présentés dans le cadre de la programmation de l'Opéra de Lausanne. L'institution a également donné 10 représentations en tournée. L'Opéra de Lausanne a pu compter sur un public fidèle pour renouer avec des taux de fréquentation proches de ceux qui prévalaient avant la suspension de ses activités en raison de la crise sanitaire.

Parmi les sept productions lyriques de 2022, ont eu lieu pour la 1^{re} fois un double cast de solistes sur l'Elisir d'am-ore, un cast international et un cast de jeunes diplômées et diplômés des hautes écoles de musique de Suisse romande.

Orchestre de Chambre de Lausanne (OCL)

49'676 personnes ont assisté aux 81 concerts donnés par l'OCL (59 à Lausanne, 22 en tournée). L'année 2022 a marqué l'inauguration, sous la direction de Renaud Capuçon, du Théâtre de Beaulieu rénové. L'orchestre a également signé une nouvelle convention collective de travail avec les musiciennes et musiciens et créé un nouvel abonnement de faveur spécifiquement destiné aux jeunes de moins de 30 ans.

Les Docks

50'762 personnes ont assisté aux 78 concerts et événements présentés aux Docks. 22 concerts ont dû être annulés et 18 reportés. La salle a également accueilli 15 artistes suisses en résidence, totalisant 43 jours d'utilisation. La Fondation a pu ainsi pleinement jouer son rôle de soutien à la scène suisse.

Autres subventions ordinaires

Plus de 5'000 personnes ont assisté aux 49 concerts et soirées organisés hors les murs par le Romandie avec une programmation composée en majorité d'artistes vaudois. Des collaborations ont eu lieu avec le Bourg, le Cazard, les Docks, les Garden-Parties ou encore le Théâtre 2.21, Plateforme 10 et le Casino de Montbenon. La salle du Romandie est actuellement fermée suite aux travaux du Grand-Pont. Un projet de nouveau pôle des musiques actuelles a été lancé proposant une salle réaménagée du Romandie et une seconde salle de concerts au rez-de-chaussée qui sera programmée par l'Association du Salopard, l'ouverture étant prévue en fin 2023.

2'243 personnes ont assisté aux 39 événements organisés par l'Association du Salopard, qui a mis en place une programmation nomade en collaboration avec d'autres lieux culturels.

Environ 8'000 personnes ont assisté aux 100 concerts proposés au Chorus.

17'690 personnes ont assisté aux 33 concerts (19 projets) proposés par ou avec le Sinfonietta de Lausanne.

708 personnes ont assisté aux sept concerts proposés à Lausanne par l'Ensemble Vocal de Lausanne (EVL) qui a également donné 32 concerts en tournée en Suisse et à l'étranger. Vincent Canu est entré en fonction comme nouveau directeur exécutif.

Le Quatuor Sine Nomine a donné cinq concerts en Suisse et organisé le 11^e Festival Sine Nomine qui a rassemblé 259 personnes. L'Orchestre Amabilis, qui a fêté ses 60 ans en

2022, a proposé cinq concerts qui ont séduit 1'070 personnes. L'Orchestre Symphonique et Universitaire de Lausanne (OSUL) a pu donner deux concerts devant 1'755 personnes.

1'234 personnes ont assisté aux 20 concerts proposés par la Société de Musique Contemporaine (SMC).

L'association des Amis de l'Abbaye de Montheron a proposé 41 concerts pour 1'860 personnes. L'Association des Concerts de Montbenon (ACM) a présenté 11 concerts suivis par 2'460 personnes. L'Association de concerts de musique ancienne Les Goûts Réunis a donné huit concerts pour 329 personnes. La Société des Concerts de la Cathédrale de Lausanne a également organisé des concerts. Le Service de la culture a par ailleurs soutenu la Conférence des Sociétés Chorales Vaudoises de Concert (CSCVC) qui regroupe une quarantaine de chœurs d'oratorio du canton.

Plus de 30'000 mélomanes ont assisté aux 137 concerts (dont 58 groupes lausannois) proposés par la Fête de la musique. Le festival Jazz Onze+ a accueilli 4'338 personnes à l'occasion de 25 concerts alors que les huit concerts du Festival Bach ont accueilli 2'361 personnes.

Plus de 80'000 personnes ont assisté aux 86 événements musicaux organisés sur trois jours dans le cadre de la 10^e édition du festival Label Suisse en plein-air et dans divers clubs de la Ville de Lausanne.

Subventions casuelles

Dans le domaine musical, 29 projets de création (dont 18 projets d'enregistrement) et neuf projets de tournée ont été soutenus.

Les saisons de concerts de l'association Ensemble en scène (deux concerts suivis par 161 personnes), de l'association Percu.ch (cinq concerts vus par 155 personnes) et de l'association Art-en-ciel (45 représentations de sept spectacles musicaux vus par 18'800 personnes et des manifestations auxquelles ont participé 8'000 personnes), ainsi que les ensembles musicaux Eustache (cinq concerts suivis par 692 personnes) et ensemble baBel (19 concerts) ont aussi été soutenus.

Dans le domaine des manifestations, le festival Electrosanne a affiché complet réunissant 5'000 personnes sur deux soirs et la 5^e édition du festival Prémices a accueilli 2'000 spectateurs pour 31 concerts. Cinq concerts ont eu lieu dans le cadre du 26^e Festival de Musique Improvisée de Lausanne.

Arts visuels

Subventions ordinaires

Le mudac a réouvert ses portes au public en juin 2022, rejoignant Photo Elysée et le Musée cantonal des Beaux-Arts au sein du nouveau quartier des arts de Plateforme 10. 78'000 personnes (depuis le 18 juin 2022) ont visité les deux premières expositions proposées au mudac. Chantal Prod'hom a quitté la direction à fin 2022; elle est remplacée par Beatrice Leanza.

46'024 personnes ont visité les deux expositions présentées à la Fondation de l'Hermitage. Des premières réflexions ont été initiées en vue de futurs travaux de rénovation.

1'299 personnes ont visité les cinq expositions organisées par le centre d'art Circuit.

L'Association des Musées de Lausanne et Pully (AMLP) a organisé la 21^e Nuit des musées de Lausanne et Pully. 15'000 personnes ont pu découvrir les expositions ainsi que les 120 animations des 26 musées partenaires (50'000 visites au total).

Subventions casuelles

Sur recommandation de la Commission des arts visuels, la Ville a soutenu des artistes lausannoises et lausannoises pour 31 expositions et 13 publications (sur 60 dossiers déposés).

Une démarche citoyenne a été lancée en collaboration avec les Nouveaux Commanditaires, en vue de la commande d'une œuvre d'art pour thématiser l'égalité entre femmes et hommes dans l'espace public.

Ateliers et résidences artistiques

20 ateliers sont mis à disposition de 32 artistes du domaine des arts visuels, sur trois sites (Ecuries du Parc Mon-Repos, anciens abattoirs de Malley et Chemin du Cap). Depuis mars 2022,

les ateliers situés dans les Ecuries du Parc Mon-Repos sont subventionnés par le Service de la culture.

Une résidence artistique a été octroyée à une artiste à Belgrade dans le cadre des lieux gérés par la Conférence des villes en matière culturelle.

Une nouvelle résidence artistique internationale a été créée à Lausanne en partenariat avec le Collège des humanités (CDH) de l'EPFL dans le cadre du programme de résidence «EPFL-CDH AiR», qui vise notamment à promouvoir la recherche et l'expérimentation artistiques.

Cinéma

Cinémathèque suisse (CS)

27'990 personnes ont assisté aux 915 séances (pour 567 œuvres projetées, dont 40 films lausannois et 14 avant-premières) organisées par la Cinémathèque suisse.

Une projection spéciale du film «La Roue» organisée en août au Théâtre du Jorat à Mézières a également réuni 400 cinéphiles.

Subventions ordinaires

11'255 personnes ont assisté aux 57 projections et aux 31 concerts organisés dans le cadre de la 21^e édition du Lausanne Underground Film Festival (LUFF).

2'825 personnes ont suivi la 16^e édition du festival Cinémas d'Afrique qui a présenté 62 films.

Subventions casuelles

7'863 personnes ont assisté aux 782 projections (105 films et 26 avant-premières) et 10 manifestations organisées au Zinéma. 8'618 personnes ont assisté aux projections des 57 films, 8 avant-premières et divers événements au Cinéma Bellevaux. 371 personnes ont assisté aux 31 événements présentés au cinéma Oblò.

L'Association Lux-dB (Pierre-Yves Borgeaud) a présenté les premières suisse et internationale du documentaire *Nos utopies communautaires* et organisé 22 avant-premières et onze projections suivies par 14'790 personnes.

La 5^e édition des Rencontres 7^e Art Lausanne a réuni 3'727 cinéphiles lors de 52 projections et neuf masterclasses. Le Ciné-Festival a présenté 23 avant-premières lors de sa 25^e édition réunissant plus de 10'000 personnes et a organisé deux manifestations pour plus de 1'200 personnes. Les Bobines de Valency ont proposé quatre projections en plein air pour 780 personnes ainsi que quatre ateliers pédagogiques suivis par une centaine de personnes. La 25^e Nuit du Court lausannoise organisée par l'Association Base-Court a présenté 84 court-métrages à 1'824 personnes lors de 19 séances de projections.

Par ailleurs, plus de 5'800 personnes ont participé aux 69 projections et aux 73 ateliers présentés dans le cadre de la 8^e édition du Festival Cinéma Jeune Public.

Festivals et manifestations

Festival de la Cité

La 50^e édition du festival a réuni plus de 100'000 personnes venues assister aux 130 représentations des 42 spectacles (dont treize lausannois) et des 76 concerts (dont 40 lausannois) proposés. Cette édition a rassemblé de larges publics autour d'une programmation audacieuse de créations et de nombreuses premières suisses, tant sur des scènes immersives à l'instar du Bal de Mercerie, que sur de nouvelles scènes pluridisciplinaires ou sur les scènes emblématiques de la route Pierre Viret. Myriam Kridi a quitté la direction du festival à l'issue de cette édition; elle est remplacée par Martine Chalverat.

Autres subventions ordinaires

Plus de 10'000 personnes ont profité des 45 spectacles, 34 concerts et 47 projections, balades et ateliers proposés dans les parcs de la ville à l'occasion des Garden-Parties de Lausanne.

Cette année, la manifestation a également collaboré avec la SDIO pour le week-end du 1^{er} août à Ouchy et à l'ouverture de l'écoquartier dans le Parc du Loup.

6'365 personnes ont assisté aux 42 propositions de la 26^e édition des Urbaines, présentées dans huit lieux de Lausanne, Renens et Chavannes.

Subventions casuelles

3'515 personnes ont participé aux 37 événements, dont huit représentations de six spectacles et treize concerts, proposés par La Fête du slip lors de sa dixième édition.

Associations et structures professionnelles

Subventions ordinaires

Le Bureau culturel Vaud a livré ses prestations dans les domaines de la location de matériel, mise à disposition de ressources et consulting. Il a pu élargir ses horaires et mettre en place des ateliers théoriques et pratiques.

L'Association romande technique organisation spectacle (artos) a été soutenue pour ses activités liées à la formation, dans les domaines de la technique, de l'administration ou encore de la santé et sécurité au travail. Elle a collaboré au Brevet Fédéral de régisseuse ou régisseur technique de spectacle et au MAS en gestion culturelle.

La Commission Romande de Diffusion des Spectacles (Corodis) a été subventionnée pour son soutien à la diffusion des compagnies lausannoises. Elle a aussi organisé la 14^e édition des Salons d'artistes.

L'Association vaudoise de danse contemporaine (AVDC) a mené des entretiens individuels avec des chorégraphes, organisé la Fête de la danse à Lausanne à laquelle 2'600 personnes ont participé, et mis en place un projet d'échange transdisciplinaire et de formation continue.

La Fondation SAPA a co-organisé l'exposition consacrée au Prix de Lausanne au MHL et mené 15 actions et événements pour 1'680 participantes et participants.

La Fondation romande pour la chanson et les musiques actuelles (FCMA) a été subventionnée pour son travail de formation, de sensibilisation, de diffusion, d'échange, de réseautage et de structuration de la scène musicale romande. Elle a publié une étude sur l'analyse des dispositifs de soutien aux musiques actuelles en Suisse romande. Ses dispositifs de soutien et d'accompagnement Iceberg 6 et FMCAMusique+ ont également perduré. Son programme de résidence a pu encourager près de 20 projets. La Fondation a représenté Swiss Music Export, l'organisation suisse de référence pour l'export des musiques actuelles, sur le marché francophone.

La Ville de Lausanne a contribué à Cinéforum, structure romande de soutien aux projets de création dans le domaine du film. La fondation a subventionné 40 projets en aide à la réalisation. Dans le cadre de son Soutien aux expériences numériques, le jury ad hoc a soutenu un projet en réalisation et six projets en développement. Elle a émis des lettres d'intention en soutien complémentaire à la réalisation à 68 projets et en soutien complémentaire à l'écriture à 41 projets. 29 longs-métrages de cinéma, 16 productions télévisuelles et 26 courts-métrages ont été mis en production au cours de l'année 2022 et 56 films ont été soutenus pour leur sortie en salle.

Visarte.Vaud a été soutenu pour ses expositions à l'Esplanade de Montbenon (*Espace d'une sculpture*) et à la placette des Terreaux.

Nouveaux projets

Le projet de *Maison de la culture et de l'innovation numérique* a été structuré et lancé en 2022. Il proposera une programmation publique, des actions dédiées à l'innovation numérique dans le secteur de la culture, des bureaux de festivals, le Bureau culturel Vaud, des espaces de travail et un café culturel. L'ouverture est prévue courant 2023, dans la Maison Gaudard (ex-mudac), après des travaux de mise en conformité.

L'Observatoire romand de la culture a été lancé à Lausanne en septembre 2022. Il aura pour objectifs de mutualiser les ressources en termes de recherche, de documentation, d'études et de statistiques pour mieux appréhender les réalités du secteur et orienter l'évolution des politiques

culturelles. Le développement de ce nouveau projet a été lancé dans le cadre du projet Interact qui associe la Ville de Lausanne et l'UNIL.

Participation culturelle

La politique d'accès à la culture et de participation culturelle a été rendue publique en février 2022. Elle s'articule autour de cinq axes stratégiques: élargir l'accès à l'offre, aller à la rencontre du public et ouvrir les institutions culturelles, favoriser la diversité, favoriser la mise en réseau et stimuler la recherche.

Deux nouveaux dispositifs ont été développés. Six projets ont été soutenus, sélectionnés par une commission interne à la Ville (culture, participation, intégration, social, quartiers), dans le cadre d'un appel à projets annuel visant à soutenir l'inventivité en termes de diversité et de participation culturelle. La démarche *Empruntez un musée!* a été lancée, permettant aux personnes abonnées auprès des bibliothèques de la Ville d'accéder gratuitement aux musées communaux.

Un accent particulier a été porté sur la mise en réseau, tant à l'interne qu'à l'externe. Depuis décembre 2022, le Service de la culture va à la rencontre de la scène culturelle tous les trois mois. Dédié à la participation culturelle, le premier rendez-vous a réuni plus de 70 professionnelles et professionnels de la médiation et de l'action culturelles.

Afin d'encourager une politique tarifaire incitative, la diffusion et la promotion de la carte Cultissime ont été intensifiées. Ce passeport culturel destiné aux jeunes de 18 à 25 ans est désormais envoyé à tous les jeunes atteignant leur majorité en ville de Lausanne.

Ecoles de musique

Conservatoire de Lausanne

La Fondation de la Haute Ecole de Musique Vaud Valais Fribourg et du Conservatoire de Lausanne abrite sous un même toit institutionnel l'HEMU, qui offre une formation professionnelle dans le cadre de la HES-SO, et le Conservatoire de Lausanne, qui offre une formation classique non professionnelle. En 2022, le Conservatoire de Lausanne a dispensé des cours à 1'197 élèves et a délivré neuf certificats supérieurs, six certificats de cheffe ou chef de chœur, 35 certificats FEM et deux attestations de fin d'études. Les élèves du Conservatoire de Lausanne ont obtenu 51 prix lors du Concours suisse de musique pour la jeunesse 2022.

Nombre total d'élèves		Nombre total d'élèves de Lausanne		Nombre total de cours	Nombre total de cours individuels	Nombre total de cours collectifs
LEM	Adultes	LEM	Adultes			
1'146	51	654	21	2'371	910	1'461

Ecole de Jazz et de Musique Actuelle (EJMA)

L'EJMA a dispensé une formation musicale non professionnelle à 1'018 élèves. Les élèves de la section Pré-HEM se sont illustrés à l'occasion d'une résidence au Cully Jazz Festival et un concert organisé aux Docks.

Nombre total d'élèves		Nombre total d'élèves de Lausanne		Nombre total de cours	Nombre total de cours individuels	Nombre total de cours collectifs
LEM	Adultes	LEM	Adultes			
561	457	362	236	1'397	910	487

Ecole de Musique Lausanne (EML)

L'EML a dispensé une formation musicale non professionnelle à 1'891 élèves. Les élèves et professeurs ont proposé plus d'une vingtaine de manifestations publiques.

Nombre total d'élèves		Nombre total d'élèves de Lausanne		Nombre total de cours	Nombre total de cours individuels	Nombre total de cours collectifs
LEM	Adultes	LEM	Adultes			
1'718	173	1'452	111	2'818	1'203	1'615

Service des bibliothèques et des archives de la Ville (BAVL)

Principales missions du service

- réseau des bibliothèques de la Ville de Lausanne: mise en œuvre de la politique municipale en matière de lecture publique par le réseau des bibliothèques (six sites et le bibliobus). Cette politique consiste à garantir une offre documentaire (y compris numérique) pour tous les publics. Elle veille à offrir un accueil de qualité (horaire, soutien du personnel, services d'information et de communication) et à proposer un programme culturel et de médiation, y compris par des accueils de groupe, notamment scolaires;
- archives de la Ville de Lausanne: mise en œuvre de la politique municipale en matière de gestion du patrimoine documentaire, y compris audiovisuel, issu de l'administration communale comme de personnes physiques ou morales privées de Lausanne ou de la région. Cette politique est complétée par la gestion d'une bibliothèque et d'une documentation de référence sur Lausanne et sa région. De plus, les archives veillent à garantir un accès aisé à leurs fonds tant par la rédaction d'inventaires que par l'accès en ligne à des archives numériques ou numérisées;
- centre BD de la Ville de Lausanne: mise en œuvre de la politique municipale en matière de gestion du patrimoine documentaire touchant la bande dessinée. Celle-ci passe par la constitution d'archives historiques et de collections de référence, notamment suisses. Elle doit également se déployer par la mise en valeur des fonds à travers des recherches, des expositions et des manifestations publiques, notamment à l'occasion du festival lausannois BDFIL;
- politique du livre: mise en œuvre de la politique municipale en matière de politique du livre et de la lecture, par le soutien à l'édition, aux auteurs, aux libraires et l'organisation de manifestations publiques.

Acteur social et culturel à part entière, le Service bibliothèques et archives de la Ville de Lausanne répond à plusieurs missions conformes à la législation:

- une mission d'information et de conservation;
- une mission sociale;
- une mission culturelle;
- une mission de formation;
- une mission pour un imaginaire vivant, soit la «Lecture-plaisir», «loisirs» ou «divertissement» illustrant l'importance de l'imaginaire comme élément d'épanouissement personnel.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Bibliothèque Chauderon	-	-	16.68	15.98
Bibliothèque Jeunesse	-	-	5.10	5.10
Centre BD de la Ville	1.30	0.80	0.50	0.50
Direction et stratégie	-	-	7.10	7.10
Expertise métier et support	-	-	8.10	8.10

Les Archives de la Ville	7.25	7.25	4.35	4.35
Les Bibliothèques de la Ville	43.47	42.58	-	-
Sites de quartier	-	-	11.10	10.90
Total service	52.02	50.63	52.93	52.03

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	0.91

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Bibliothèque Chauderon	-	-	24	15.98
Bibliothèque Jeunesse	-	-	7	5.10
Centre BD de la Ville	1	0.80	1	0.50
Direction et stratégie	-	-	8	7.10
Expertise métier et support	-	-	12	8.10
Les Archives de la Ville	10	7.25	6	4.35
Les Bibliothèques de la Ville	62	42.58	-	-
Sites de quartier	-	-	18	10.90
Total service	73	50.63	76	52.03

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
Les Archives de la ville	1	-
Les Bibliothèques de la Ville	2	-
Bibliothèque Chauderon	-	1
Bibliothèque Jeunesse	-	1
Sites de quartier	-	2
Total service	3	4

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
Total service	8	12

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	5
Départ à la retraite	1
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	1
Total service	8

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	21	1.96	23	1.96
Auxiliaires mensualisé·e·s	3	0.90	4	1.13
Auxiliaires payé·e·s au forfait	11	*	5	*
Total service	35	2.86	32	3.09

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

De manière générale, dans tous les sites, les lectrices et lecteurs se sont approprié la bibliothèque, par petites communautés liées par des activités récurrentes, témoignant ainsi de la grande importance du rôle social des bibliothèques (3^e lieu de vie). Forte de ce constat, l'équipe des bibliothécaires a procédé à un réaménagement de l'espace d'accueil, a développé les outils de communication en FALC («facile à lire et à comprendre», dans le projet de l'inclusivité universelle), a créé des capsules vidéos pour faciliter la compréhension des abonnées et abonnés sur l'utilisation du site BAVL, a finalisé le processus d'inscription pour les habitantes et habitants de Lausanne sans papier. Les interactions sont devenues d'autant plus précieuses pour le public, très reconnaissant, dans une période d'incertitudes.

Fréquentation et prêts

Dès mars 2022, la fin des mesures sanitaires et spécialement la fin de l'obligation de présenter le certificat COVID ont permis aux bibliothèques de retrouver massivement leur public.

Qui emprunte où?

Lieu d'inscription:	Lieu de prêt						
	BJ	BUS	CH	CY	EB	MT	SZ
Bibliothèque jeunesse (BJ)	149528	3075	16921	7499	10144	17594	18334
Bibliobus (BUS)	780	4185	662	1039	831	498	2062
Chauderon (CH)	57885	4022	230714	13465	15569	33929	40827
Chailly (CY)	2119	291	1387	24700	235	373	5360
Entre-Bois (EB)	4793	333	6317	539	31483	695	4435
Montriond (MT)	12344	605	13638	1734	1400	75961	5178
Numérique (NUM)	-	-	45	-	-	124	-
Sallaz (SZ)	7800	506	9266	4986	1984	2249	68924
Total	235249	13017	278955	53962	61646	131423	145120

Les valeurs grisées sont celles supérieures à la moyenne de la localisation concernée.

Nouvelles abonnées et abonnés:

- 4'266 nouveaux inscrits (3'342 en 2021) en hausse de 924 unités; à noter que le réseau des bibliothèques et bibliobus compte désormais 20'930 comptes actifs;
- Chauderon reste un lieu privilégié pour les inscriptions (46.72%) suivi de la BJ (22.6%) et de SZ (11.65%). A noter que les inscriptions ont progressé massivement dans tous les sites suite à la fin du certificat Covid en février 2022; la vie a repris lentement son cours;
- 31.67% des nouveaux inscrits sont des jeunes de moins de 14 ans;
- les inscriptions des enfants se font davantage entre 5 et 9 ans (14.7%) qu'entre 0 et 4 ans (9%);
- les nouvelles inscriptions des jeunes adultes représentent toujours une part importante (25.7% pour les 15-29 ans). La part des 30-50 ans représente 32.4% des inscriptions;
- 60% des nouveaux inscrits sont des femmes;

- 67.54% des nouveaux inscrits habitent à Lausanne;
- 58.37% des nouveaux inscrits sont suisses, suivis par les français (13.10%).

Collections:

- les BVL possèdent 223'762 documents hors e-books et périodiques sur Press-Reader, soit 1.52 documents par habitant (Lausanne-Ville). Cela satisfait les recommandations bibliothéconomiques (1.5–2 documents par habitant);
- les BVL mettent également à disposition:
 - 8'678 livres électroniques et livres audio (e-bibliomedia)
 - 7'415 titres de revues électroniques via Press-Reader
- les livres imprimés représentent 81.14% des collections (libre accès et réserve hors presse électronique et e-books). La réserve représente 9.7% des collections;
- le public des sites a un nombre moyen de document par personne plus élevé dans les sites qu'à Chauderon ou BJ.

	Actifs	Nombre de documents	Documents/actif
Bibliothèque jeunesse (BJ)	3927	40424	10.29
Bibliobus (BUS)	192	4702	24.49
Chauderon (CH)	10837	72864	6.72
Chailly (CY)	447	8611	19.26
Entre-Bois (EB)	1131	22618	20.00
Montriond (MT)	2282	27444	12.03
Sallaz (SZ)	2114	26335	12.46
Total	20930	202998	9.70

- chaque actif (20'930 personnes) a donc en moyenne de 9.7 documents à sa disposition;
- en excluant la réserve, le taux de renouvellement est de 13.12% pour l'ensemble des collections hors périodiques. La recommandation CLP suggère 10–20%, la DLL en France 7%;
- le nombre de prêts + prolongations moyen des actifs pour 2022 est de 47.35 prêts;
- la part des documents potentiellement usés ou sous-utilisés est relativement faible (7.5%) et témoigne de la bonne santé des collections.

Périodiques

Le renforcement de Press-Reader à chaque inscription et si possible lors des renouvellements d'abonnement a marqué 2022. Quelques chiffres:

- 2'626 utilisateurs uniques sur l'année, soit une augmentation de 71% par rapport à l'année précédente;
- une augmentation du nombre de numéros (119'738, + 33%) et d'articles (2'872'133, + 40%) consultés.

Atelier de reliure

De nombreuses prestations sont fournies par l'atelier de reliure, qui, entre autres, renforce, répare, cote et étiquette tous les ouvrages des bibliothèques. De nombreux travaux de menuiserie, manutention et autres «bricolages» permettent d'améliorer l'accueil au public des différents sites du service, ainsi que les locaux. En plus, l'atelier de reliure fournit des prestations externes au service, telles que:

- renforcement d'une vingtaine de documents (principalement des livres) pour l'Exposition Burki «L'art et la force du dessin de presse»;
- prestations de reliures spécifiques pour un mandataire lausannois, qui grâce à ce travail, a pu répondre à un appel d'offres pour l'obtention d'un mandat.

Politique du livre

Prix des lecteurs de la Ville de Lausanne 2022

Pour sa 8^e édition, le Prix des lecteurs de la Ville de Lausanne 2022 inaugure une nouvelle formule: le vote pour désigner le livre lauréat sera le fait non plus d'un jury populaire mais de l'ensemble du public. Cette évolution vise à inciter un public plus important à s'emparer des livres sélectionnés par le Service BAVL et à valoriser les romans en lice de manière géographiquement et sociologiquement plus large.

Les 5 auteurs de la Sélection reçoivent une Bourse de CHF 5'000.-. La lauréate ou le lauréat reçoit une résidence d'écriture à la Fondation de Lavigny.

Le Prix des lecteurs de la Ville de Lausanne 2022 a été attribué en 2022 à Raluca Antonescu pour *Inflorescence*, paru à La Baconnière, lors d'une cérémonie au Casino de Montbenon retransmise par La Télé Vaud Fribourg.

Bourse à la création littéraire de la Ville de Lausanne 2022

L'écrivaine lausannoise Marie-Jeanne Urech remporte la Bourse à la création littéraire de la Ville de Lausanne 2022. Son projet, une fiction intitulée «Dans l'éblouissement des chiens», a remporté l'adhésion du jury par la qualité de son écriture ainsi que par la portée du sujet. La commission d'attribution de la Bourse à la création littéraire de la Ville de Lausanne 2022 était constituée de Béatrice Peyrani, présidente des éditions Plaisir de Lire, Cornélia de Preux, présidente de l'association Tulalu, Nadia Roch, cheffe du Service BAVL et Isabelle Falconnier, déléguée à la politique du livre. La Bourse à la création littéraire de la Ville de Lausanne 2022 est dotée d'un montant de CHF 15'0000.-. Lausanne Région y est associée depuis 2019, permettant aux candidates et candidats d'être domiciliés dans l'une des 27 communes de Lausanne Région.

Soutien aux éditeurs, à la médiation littéraire et aux auteurs

Le soutien aux éditeurs, en particulier et à la scène du livre à Lausanne en général, se poursuit selon les objectifs de la politique du livre. Une centaine de projets de publication ou de médiation littéraire émanant d'éditeurs, de collectifs, associations, librairies, prix ou revues littéraires ont bénéficié d'un soutien financier (allant de CHF 300.- à 5000.-). Quatre maisons d'édition lausannoise sont au bénéfice d'une convention annuelle de soutien (pour des montants allant de CHF 5'000.- à 10'000.-) tripartite avec le canton de Vaud pour la période 2019–2021: Plaisir de Lire, Antipodes, uTopie, Art & Fiction. A noter que les demandes de soutien augmentent de manière régulière. Le budget à disposition ne permet ni de soutenir le fonctionnement structurel des maisons d'édition, et n'offre que des aides très subsidiaires, sans effet sur le long terme.

«Lire à Lausanne» au Forum de l'Hôtel de Ville

La manifestation Lire à Lausanne - opération de valorisation des maisons d'édition et des auteurs lausannois.es - s'est tenue du 23 au 27 août au Forum de l'Hôtel de Ville et au Théâtre Boulimie. Sa librairie éphémère, vitrine annuelle de l'édition lausannoise, a réuni (en collaboration avec la librairie Basta) plus de 25 labels d'édition de Lausanne dans tous les domaines. 30 auteurs lausannois ont dédicacé leur nouveauté. Une journée spéciale jeunesse a été mise en place pour valoriser les éditeurs, auteurs et illustrateurs dans le domaine. L'opération «1 livre acheté 1 livre offert» – l'ouvrage cadeau étant financé par la Ville – a été réitérée durant les quatre jours de Lire à Lausanne et a à nouveau connu un succès flamboyant. Initiée dans le cadre des mesures de soutien en 2020, cette action permet d'aider la branche tout en faisant découvrir la richesse des éditions lausannoises.

Un volet programmation s'est tenu tous les soirs au théâtre Boulimie et a permis de proposer au public des rencontres avec divers auteurs et éditeurs lausannois.

Les Dimanches du livre au Centre culturel des Terreaux

En collaboration avec le Centre culturel des Terreaux et Payot Librairie, des rencontres avec des auteurs d'essais ou de fiction, ainsi que des personnalités culturelles ayant publié un livre, sont proposées au public. Au programme de la saison 2022–2023: Pascal Bruckner, Ernst Zürcher, David Foenkinos, Hélène Becquelin.

Cycle Récit à La Maison du Récit

Des rencontres autour du récit et de l'écriture sont organisées et animées par la déléguée à la politique du livre en collaboration avec La Maison du Récit à Lausanne, dirigée par Katia Delay. Parmi les personnalités reçues en lien avec les thématique annuelle de la Maison du Récit: Stéphanie Pahud, Patrick Delarive, Stephen Vasey, Chantal Tauxe, Florian Schmid, Emmanuelle Ryser, Sonia Zoran, Katia Delay.

Coordination éditoriale interne

La déléguée à la politique du livre coordonne la création de contenus éditoriaux en lien avec les activités et ressources du Service BAVL, que ce soit en termes de communication d'actualités ou de valorisation de compétences, services ou documents. En collaboration avec la chargée de communication du service, les articles (portraits, interviews, reportages) écrits sont publiés sur la page dédiée lausanne.ch/lire puis relayés par la newsletter mensuelle Lire à Lausanne. Le taux de retour est positif.

Prix du Polar romand 2022

Le Prix du polar romand 2022 - organisé par la politique du livre de la Ville – a récompensé l'écrivain Alain Bagnoud pour «De la part du vengeur occulte», paru chez BSN Press à Lausanne. Les deux autres finalistes étaient Marie-Christine Horn pour «Dans l'étang de feu et de soufre» et Catherine Rolland avec «Les Inexistants». Le Prix du polar romand 2022 a été remis en pré-ouverture du Livre sur les Quais à Morges.

Communication, médiation culturelle

Communication 2022

La grande nouveauté en termes de communication est la création de la newsletter du service, présentant 5 à 7 sujets par numéro. Aussi, sont parues:

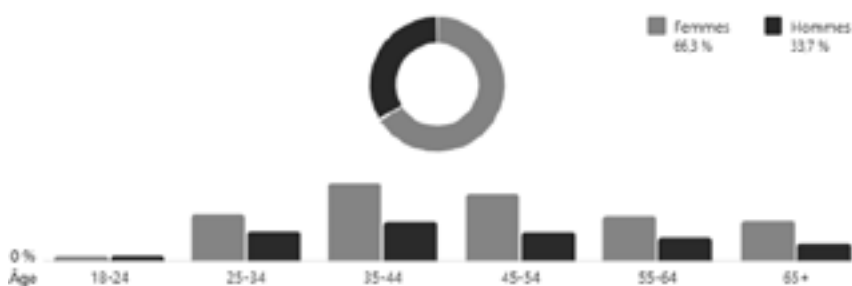
- 12 newsletters «Lire à Lausanne»;
- 5 newsletters «Prix des lecteurs de la Ville de Lausanne»;
- 2 newsletters «Prix du Polar romand».

Le premier envoi a touché quelques 32'775 usagères et usagers. En moyenne, on a pu constater environ 50% d'ouvertures, ce qui représente un très bon taux. Le fait d'avoir un public fidèle à nos animations explique également ce joli score. La difficulté est de tenir sur la durée: l'attrait de sujets spécifiques porteurs en lien avec nos activités dans toutes les unités du service et la politique du livre est un moteur, soit un élément à développer.

Statistiques Facebook «Lire à Lausanne 2022»

	2021	2022	Évolution
Nombre d'abonnés au 31 décembre	3385	3658	8%
Nombre de publications	391	349	-10%
Couverture de la page Facebook (Le nombre de personnes qui ont vu l'un des contenus de la page)	178958	104516	-41%
Visites sur la page Facebook	6550	4925	-24%

Démographie



Une augmentation du nombre d'abonnées et abonnés est à observer, même si les visites sur la page et le nombre de publications ont diminué. Le Service se trouve dans une phase de fidélisation; il est difficile de croître continuellement, surtout que l'accent en 2022 a été mis sur la création et les contenus des newsletters, ces derniers étant ensuite partagés sur le compte Facebook «Lire à Lausanne». Le nombre de personnes abonnées en augmentation permet de conclure que le contenu qualitatif est pertinent. Le ratio lectrices et lecteurs est un reflet du public BAVL de ce réseau social, tout comme les tranches d'âges touchées (les 35-44 et 45-54 en priorité). A signaler que la tranche d'âge des 25-34 ans est autant impactée que les 55-64 ans.

Autre nouveauté: 4 programmes culturels ont été édités; en effet, les publications trimestrielles (et non plus semestrielles) permettent une plus grande agilité durant l'année. Ces dernières (plus de 300 événements par an) ont été insérées dans l'agenda en ligne de la Ville de Lausanne. De nombreux visuels ont été réalisés aussi bien à l'interne du service qu'à l'externe. La promotion et la diffusion des activités BAVL ont été intensifiées via les sites internet, les posts Facebook, les mailings, une nouvelle newsletter, les différents médias et GeneralMedia. D'autre part, le bureau de la communication a assuré le relais de nos animations pour bénéficier d'une meilleure couverture à travers les canaux de la Ville (Journal communal, réseaux sociaux, etc.).

En termes de communication, de nombreux projets ont été soutenus tels que:

- la politique du livre (prix des lecteurs, prix du Polar romand, fin des résidences littéraires numérique);
- la création des informations pratiques des bibliothèques en langage simplifié et celle du programme culturel en facile à lire sur notre site internet (inclusivité universelle);
- la réalisation de l'exposition sur les documents d'archives de 1922, accompagnée de son livret, lors de la journée «portes ouvertes» aux Archives de la Ville de Lausanne.

Médiation culturelle

Le nombre d'animations a beaucoup augmenté par rapport à 2021 passant de 194 à 318 rendez-vous: la sortie du Covid est un facteur, ainsi que la programmation exceptionnelle en lien avec l'année de transition BDFIL.

2'600 personnes ont assisté aux différentes animations.

En dehors du programme culturel, de nouvelles actions «hors-les-murs» et collaborations ont rencontré un vif succès, telles que:

- empruntez un musée: une collaboration des bibliothèques, des musées communaux et du Service de la culture, permettant d'offrir aux personnes munies d'une carte de bibliothèque 42 contremarques par mois, convertibles en billets gratuits pour les musées;
- empruntez un concert: en partenariat avec l'Orchestre de Chambre de Lausanne, les bibliothèques proposent des billets pour un concert gratuit à leurs abonnées et abonnés munis d'une carte de bibliothèque;
- le budget participatif (pour la troisième année consécutive): action permettant de communiquer et valoriser le budget participatif auprès des publics;
- des lectures mensuelles dans les maisons de quartiers et Centres socio-culturels (Pontaise, Bourdonnette, Prélaz-Valency), touchant des familles, accueillant entre 6 et 40 enfants par séance;
- des lectures dans les piscines, ainsi que des lectures par la bibliothèque de Montriond au Jardin botanique en juin et juillet, sans oublier les boîtes à livres dans les piscines enrichies par les collections des BVL;
- des terrasses aménagées tout l'été (juin-septembre) devant les bibliothèques de Chauderon, Entrebois et Montriond avec des transats, des poufs, tables, etc. tout en offrant une boisson rafraîchissante;

— les bibliothèques, dans le cadre du programme de la Ville relatif à la cellule Ukraine et de l'accueil des réfugiées et des réfugiés, ont mis en œuvres deux actions: des lectures mensuelles «1001 histoires en ukrainien» pour les familles avec des enfants de 0–6 ans, animées par l'Institut Suisse Jeunesse et Média (ISJM), ainsi que des rencontres proposées par l'association Together intitulées «Voyage culturel en Ukraine» destinées à présenter la culture ukrainienne. A noter que 68 Ukrainiennes et Ukrainiens se sont inscrits dans nos bibliothèques.

Le réseau des six bibliothèques, plus le bibliobus, ont accueilli:

- 256 classes de l'école publique principalement, des élèves de primaire et des enfantines, ainsi que des APEMS. Ce chiffre comprend également quelques écoles privées et spécialisées;
- 133 accueils de groupes (clubs de lectures, associations, fondations, etc.).

Fait marquant: le nombre d'accueils de classes et de groupes a augmenté dans tous les sites, accueillant pour chaque visite entre 10 et 25 participant.es. A noter que le site d'Entrebois a connu un essor de 83%, en passant de 64 personnes en 2021 à 360 en 2022.

Archives de la Ville de Lausanne

Evènements marquants

Dans le prolongement de la réorganisation du travail au sein des Archives, la conduite de toute l'équipe a été confiée à l'archiviste adjointe. Celle-ci s'est impliquée avec la cheffe de service et deux autres collaborateurs dans un projet pilote initié par le service d'organisation et d'informatique (SOI) au sujet de l'architecture du système d'information de la Ville. Ce travail qui leur a permis de décrire leurs processus, capacités et prestations, doit notamment permettre de simplifier le système d'information des Archives.

Au cœur de cet objectif, la migration des données de l'actuel logiciel de publication des inventaires (Cindoc) a démarré avec, en sus, la survenue d'une nouvelle contrainte, celle de l'abandon de la solution Mipade par son fournisseur. D'entente avec le SOI et compte tenu des ressources à disposition, les Archives ont fait le choix d'utiliser leur nouvel outil de description des archives (Atom) comme plateforme de mise en ligne de copie de leurs documents, que ce soit sous forme de séries documentaires ou de pièces isolées. Elles ont réussi à basculer et à accroître leur offre en la matière sur leur nouvelle plateforme qu'elles ont baptisée «Vidy» et qui verra progressivement le nombre d'inventaires existants et nouveaux s'accroître au fur et à mesure de l'avancement du vaste travail de migration de leurs données.

Programme de gouvernance documentaire

Les Archives et le SOI ont collaboré à la réalisation d'un projet test pour la mise en œuvre d'un trio applicatif entre l'outil de gestion des référentiels de gestion des dossiers d'activité, ArchiClass (acquis par la Ville en 2021), un outil de gestion de revues des dossiers conçu par les Archives d'Etat de Neuchâtel et en cours de développement par une entreprise, ArchiRef, et deux applications utilisées par le SOI pour la gestion de tous leurs projets, Orchestra et Sharepoint. Ce projet a permis de démontrer que le trio fonctionne techniquement mais qu'il est coûteux à mettre en œuvre et ne pourrait l'être que de manière très sélective sur des solutions métier essentielles à la Ville et pour lesquelles la gestion du cycle de vie des dossiers ne pourrait pas se faire autrement.

L'archiviste adjointe a poursuivi ces échanges avec plusieurs services pour répondre à leurs besoins de soutien. Elle a notamment collaboré avec le Corps de police et le Service de l'économie pour le recrutement de spécialistes en gestion documentaire à travers l'élaboration d'une description de poste. Elle a appuyé le spécialiste recruté en tant qu'auxiliaire par le Corps de police pour réaliser sa feuille de route sous la forme d'un état des lieux, de recommandations et d'un référentiel de gestion des dossiers d'activité du service. Elle a également collaboré avec la direction du Service BAVL et le Le Service du personnel pour l'élaboration d'une description de

poste pour le futur Records Manager ou «Responsable pour la gouvernance documentaire de la Ville», dont l'engagement est prévu en avril 2023.

Elle a enfin poursuivi sa participation à un GT des Archives cantonales vaudoises (ACV) à destination des communes vaudoises pour élaborer un référentiel de conservation type.

Animations, valorisation, expositions et recherches

Programme culturel du service 2022:

- participation des Archives à la célébration du centenaire de l'Association des archivistes suisses sous le slogan «Archives pour tous», dont une journée portes-ouvertes le 11 juin qui a vu une centaine de personnes fréquenter ses lieux pour découvrir une exposition sur le thème de «Lausanne 1922», des présentations des prestations, un concert-projection et une lecture d'albums à l'attention du jeune public;
- conférence «Edward Gibbon: les lumières à Lausanne» en collaboration avec l'Université de Lausanne;
- conférence «L'éclairage public à Lausanne»;
- animations scolaires dans le cadre du programme des activités culturelles proposé aux écoles par la Direction de l'enfance, de la jeunesse et des quartiers: animation pour produire un inventaire d'archives portant sur des papiers d'identité du 19^e siècle avec 10 classes de 11S (161 élèves)
 - l'animation a fait l'objet d'un rendu sous forme d'un timelapse réalisé à l'interne pour valoriser cette médiation;
- passeport vacances: atelier de généalogie avec quatre écoliers;
- contenus pour la Newsletter du service: tour de France, 1^{er} août, lieux de loisirs, sujets de Noël;
- recherches documentaires, reproductions et mise à disposition de documents notamment pour le projet de féminisation des noms de rue à Lausanne et les publications «Lausanne – Ville sportive» et «Pionnières. Comment les femmes sont devenues pasteures».

Restauration et numérisation

- 3 registres ont été restaurés, ainsi que 35 parchemins qui ont fait l'objet d'une numérisation;
- la numérisation de documents originaux tout support confondu a nécessité 5'096 prises de vue (2021: 6'568), dont 3'621 pour les plans de la police des constructions (2021: 3'660). De plus, la rétro-numérisation de microfilms a engendré la production de 92'423 images (2021: 36'143);
- la collection numérique s'est vue enrichie de 97'519 éléments, soit un total de 2'713'561 images;
- la collaboration avec l'Institution de Lavigny pour la numérisation du Bulletin du Conseil communal s'est poursuivie.

Archives historiques (versements et inventaires)

- 45 versements (2021: 48) ont été effectués dont 13 de l'administration communale (2021: 11). Le versement des archives historiques du Centre pour adolescents de Valmont (CPA) suite à son transfert au Canton au 1^{er} octobre 2021, a été organisé en collaboration avec la Maison des Jeunes (MDJ);
- les archives privées comptent désormais 816 fonds de provenances différentes (2021: 803). Huit inventaires ont été réalisés, dont les archives des éditions 1997 et 2000 de l'Association Lausanne Jardins Urbains (P312) et les archives personnelles de la députée et conseillère nationale Françoise Pitteloud (P679);
- la base de données des actes notariés passés par la Ville compte 2'107 références (2021: 2'073), soit 34 conventions traitées;
- grâce à des soutiens financiers externes (Archives cantonales vaudoise, Association vaudoise des archivistes, fondation UBS), la révision de l'inventaire du fonds Poncer menée par un spécialiste en paléographie s'est

intensifiée: 324 documents ont été analysés; 800 documents ont été traités depuis 2016, soit près de 27% de l'ensemble du fonds.

Consultation

- 740 personnes (2021: 748), dont 718 nouvelles et nouveaux inscrits ont eu recours aux Archives;
- 1'164 prestations fournies (2021: 1'216), dont 144 demandées par l'administration communale (2021: 168).

Archives audiovisuelles

En ligne (Web TV)

- fréquentation en hausse avec 17'125 utilisatrices et utilisateurs, 20'831 sessions et 37'534 pages vues (2021: 11'439 utilisatrices et utilisateurs, 16'092 sessions et 40'094 pages vues);
- 11'295 documents ont été téléchargés sur la web tv (2021: 10'041) dont 10'749 sont disponibles au public (2021: 9'521), soit un accroissement de 1'228 vidéos (2021: 1'153).

Vidéos, films, sons, audio

- les nouvelles vidéos représentent 1'546 documents, 12.1 téraoctets (To), 583 heures (2021: 1'729 documents, 15.5 To, 773 heures);
- concernant les films, les nouveaux documents argentiques représentent 79 documents, 2.97 To, environ 15 heures 32 minutes (2021: 25 documents, 1.2 To, env. 10 h. 15 min.).

Rétroactif

Les documents ci-dessous ont été numérisés et téléchargés sur la web tv.

- principalement des émissions de la TVRL et de TV Bourdo-net, soit 799 vidéos, 336 heures env. (2021: 824 vidéos, 501 h.);
- 232 documents en Normal8, S8 et 16 mm, totalisant 43 heures 3 minutes environ (2021: 167 films, 29 h. 20 min.), traitement motivé en grande partie par la diffusion d'extraits pour les émissions «Retour vers le passé» et «Les archives de Retour vers le passé», attestant de la poursuite de l'excellente collaboration avec La Télé;
- 437 documents sonores, soit environ 488 heures (2021: 92 documents, env. 122 h.)

Sauvegarde des données sur bandes LTO

- passage des sauvegardes sur bandes LTO6 à LTO8;
- deux jeux de bandes LTO8 ont été générés durant l'année 2022, soit env. 20 To (2021: 13 bandes LTO6, 28.12 To).

Bibliothèque et documentation

- Catalogage et indexation
 - nombre d'ouvrages catalogués dans Renouvaud: 125 (2021: 202);
 - 2'823 articles de presse concernant Lausanne et la société lausannoise et publiés en 2021, ont été importés dans la base de données Argus (2021: env. 3'000); la base «Argus» compte à ce jour 38'324 notices et la base «Documentation» 48'675 notices;
 - pas de travail significatif sur la base de données du Bulletin du Conseil communal en 2022; les différents objets traités lors des séances du Conseil communal sont indexés individuellement et disponibles en texte intégral jusqu'à la séance du 6 septembre 2016.
- Prêt externe: prêts entre bibliothèques: 10 (2021: 5)
- Acquisitions: 31 Achats (2021: 84), 43 dons (2021: 36), 2 tris d'archives (2021: 8), soit 76 entrées au total.

De manière générale, la baisse relative dans l'accroissement et le traitement des collections s'explique par la forte implication du bibliothécaire-documentaliste dans le projet de mise en œuvre de la nouvelle plateforme Vidy.

Centre bd de la Ville de Lausanne

Evènements marquants

L'année 2022 fut une année de transition pour les directions du Centre BD et du festival BDFIL, qui toutes deux ont vu la nomination de nouvelles responsables.

Au Centre BD, cette année a permis d'amorcer une profonde réflexion sur les besoins essentiels à la gestion de cette collection patrimoniale unique. Ainsi, un nouveau cahier des charges pour la conservation du patrimoine a été mis en place et le recrutement réalisé.

Les missions de collecte, conservation, accessibilité et de valorisation ont été assurées sous la gestion ad-interim de Boris Brückler, documentaliste et Nadia Roch, cheffe du service.

Valorisation

- cinq donations ont été réceptionnées et intégrées à la collection.
Principalement des éditions absentes de notre catalogue ainsi qu'une collection de dessins et de planches originales ayant appartenu au journaliste Robert Netz malheureusement décédé en 2020;
- achats conformes à la politique de collection ont permis d'enrichir le catalogue de 2719 nouvelles notices;
- deux mises à disposition numériques, ainsi qu'une dizaine de consultations des collections;
- comme chaque année, une exposition dans le cadre du festival BDFIL a été organisée dans toutes les bibliothèques de la Ville, bibliobus inclus et le CBD a participé à l'organisation du concours de dessins;
- un article a été rédigé dans la newsletter de fin d'année présentant un numéro de périodique «Bernadette» de 1946, issu de la collection Gheballi et faisant écho aux célébrations de Noël;
- trois visites du CBD ont permis de mettre en valeur les objets patrimoniaux, dont une dédiée à la Journée oser tous les métiers (JOM) accueillant une dizaine d'enfants;
- participation à la réflexion concernant l'avenir de la Maison Gaudard;
- rencontre avec les maisons d'édition suisses pour imaginer des collaborations futures, mettant en lien la production contemporaine avec les archives patrimoniales.

Soutien au domaine de la BD

Le Centre BD a mis en place cette année un soutien à la création du 9^e art à Lausanne. Un appel à projets a permis à sept maisons d'édition lausannoises de voir 17 projets soutenus financièrement.

Service de l'urbanisme (URB)

Principales missions du service

Mise en œuvre des compétences communales découlant de la loi cantonale sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC), de la loi sur la protection du patrimoine culturel immobilier (LPrPCI), et de la loi fédérale sur la protection de l'environnement, dans le but de:

- planifier le territoire communal en établissant des outils d'urbanisme et d'aménagement du territoire (études urbaines, plan directeur, schémas directeurs, plans d'affectation);
- coordonner le développement communal avec celui des communes voisines, en représentant la Ville dans les structures de gouvernance et études du projet d'agglomération Lausanne-Morges;
- assurer la protection du patrimoine;
- contrôler la conformité des projets de construction aux bases légales et outils précités jusqu'aux permis d'habiter ou d'utiliser et aux dispositions réglementaires de salubrité et d'hygiène de l'habitat.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration (Urbanisme)	4.20	4.20	4.20	4.20
Office Permis Construire	22.70	19.40	21.80	21.00
Patrimoine (Urbanisme)	2.50	2.30	2.70	2.60
Projets-urbains	6.80	6.60	6.80	4.80
PTSO	7.40	6.10	8.10	7.00
Total service	43.60	38.60	43.60	39.60

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	0.00

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Administration (Urbanisme)	5	4.20	5	4.20
Office Permis Construire	22	19.40	24	21.00
Patrimoine (Urbanisme)	3	2.30	4	2.60
Projets-urbains	8	6.60	6	4.80
PTSO	7	6.10	8	7.00
Total service	45	38.60	47	39.60

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
Administration (Urbanisme)	1	1
PTSO	1	1
Total service	2	2

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	8	7
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	–	3
Total service	8	10

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	5
Départ à la retraite	2
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	8

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	3	0.02	6	0.04
Auxiliaires mensualisé·e·s	3	1.12	3	0.68
Auxiliaires payé·e·s au forfait	2	*	-	*
Total service	8	1.14	9	0.72

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Dans la continuité de la restructuration de son organisation amorcée en 2020, le Service de l'urbanisme a mis en place au 1^{er} janvier 2022 le nouvel Office des permis de construire, qui réunit désormais dans une même unité les compétences dédiées à l'analyse et la délivrance des permis de construire, des permis d'habiter et d'utiliser. La création de ce nouvel office vise à optimiser le processus de traitement des permis de construire; elle découle des recommandations de la Cour des comptes, ainsi que des démarches menées avec l'Unité d'amélioration des prestations et d'innovation (UAPI). Début 2022, la Cour des comptes a estimé que l'ensemble des recommandations formulées dans son rapport d'audit ont été mises en œuvre et qu'un suivi n'est plus nécessaire.

L'adoption du Plan directeur communal fin 2022 par le Conseil communal a conclu un travail de longue haleine pour le service, qui définit les lignes directrices du développement futur de la Commune. Il se concrétise par la révision du Plan général d'affectation pour les territoires forains et urbains, qui se poursuit, ainsi que par la planification d'une quarantaine de projets urbains d'envergure diverse.

Le service a également poursuivi les études pour le réaménagement des places de la Riponne et du Tunnel, et œuvré pour améliorer la reconnaissance et la protection du patrimoine lausannois (révision du recensement architectural avec le Canton, diverses actions en faveur de la culture du bâti, etc.).

Principales activités 2022**Planification du territoire communal et coordinations intercommunales****Plan directeur communal (PDCom)**

Le PDCom fixe les lignes directrices d'aménagement du territoire communal pour les 15 prochaines années. Les intentions exprimées dans le PDCom forment le socle de la révision en

cours du Plan général d'affectation (PGA) – futur Plan d'affectation communal (PACom). Le PDCom «Lausanne 2030» a été adopté en fin 2022 par le Conseil communal.

Plan d'affectation communal (PACom) – révision du Plan général d'affectation (PGA)

Le PACom est un document opposable aux tiers, qui fixe l'affectation, la constructibilité et l'utilisation du sol sur le territoire communal. Sa révision a été initiée en 2017 et ce projet de grande ampleur, qui va redéfinir le cadre urbanistique de la ville, mobilise fortement le service.

Afin de tenir compte des spécificités du territoire communal, la révision est séparée en plusieurs démarches distinctes:

- une procédure portant sur les territoires forains, dont la zone à bâtir doit être redimensionnée. Le nouveau projet de plan a été transmis au Canton pour examen préalable à l'automne 2022;
- une procédure de modification partielle des dispositions communes du PGA (MPGA), afin de bénéficier d'un outil transitoire ajusté au contexte actuel d'urgence climatique et permettant de traiter plus efficacement les demandes de permis pour les aspects de préservation du patrimoine bâti et naturel, en attendant la mise en vigueur des futures règles détaillées par quartier. Le projet de MPGA a également été transmis au Canton pour examen préalable à l'automne 2022;
- une révision des règles urbanistiques pour le territoire urbain via plusieurs PACom de quartier, élaborés par étapes selon des périmètres déterminés par une analyse fine des enjeux et de l'urgence de traitement de ces derniers. Le diagnostic et les scénarii d'urbanisation ont été réalisés pour les trois premiers secteurs prioritaires.

Plans d'affectation sur territoire communal

Le nombre de procédures LATC en cours s'élevait à 38 à fin 2022, dont 35 plans d'affectation. A relever:

- l'ouverture par la Municipalité de deux nouvelles procédures de plan (les PA «BCV Chauderon» et «Piscine de Montchoisi»);
- l'envoi pour examen préalable de la MPGA et du PACom pour les territoires forains;
- l'abandon du PA «Route de Berne – La Villa ronde».

Projets liés au projet Métamorphose

En collaboration étroite avec le BDM, le service fournit les prestations-métiers pour la planification des projets suivants:

- l'écoquartier des Plaines-du-Loup, avec les PA des étapes 2 et 3: suite à l'image directrice finalisée par le service, l'avant-projet de l'étape 2 a été élaboré en 2022;
- l'écoquartier des Prés-de-Vidy, avec les PA «Les jardins de Vidy» et «Vidy la Romaine»: la faisabilité de l'image directrice étant réalisée, l'avant-projet de ces deux plans a été élaboré en 2022.

Projets liés à Pôle Gare (PG) et Léman 2030

Le service a secondé la cellule PG dans ses missions relatives au développement de la gare et ses alentours, notamment dans le suivi du projet de la Place de la Gare. Parallèlement, le service est en charge du suivi de l'élaboration du PA «La Rasude». Après diverses vérifications et études techniques en 2022, le projet sera déposé auprès des services cantonaux début 2023 pour l'examen préalable.

Plans d'affectation sur des communes voisines

Un plan d'affectation portant sur des propriétés communales sises sur des communes voisines est en cours sur le site de Malley-Gazomètre (Prilly et Renens).

Projet d'agglomération Lausanne-Morges (PALM)

En déléguant une ou un représentant permanent, responsable du Schéma directeur du Centre Lausanne (SDCL), le Service participe directement à la direction technique du PALM, sous

pilotage du Canton. Il assure le suivi et la coordination des études de planifications menées à l'échelle du PALM:

- le suivi et le monitoring des mesures des PALM 2007, PALM 2012 (PALM de 2^e génération) et PALM 2016 (PALM de 3^e génération), dont la réalisation est en cours ou planifiée;
- l'élaboration du PALM 2025 (PALM de 5^e génération).

Schéma directeur Centre Lausanne (SDCL)

Le Service assure le pilotage du SDCL pour les communes de Lausanne et d'Epalinges. Cette structure veille aux collaborations intercommunales et permet de défendre les intérêts des deux communes concernées dans les structures du PALM.

Schéma directeur du Nord lausannois (SDNL)

Le service assure le suivi et la coordination des études élaborées dans le cadre de ce schéma, qui portent en particulier sur:

- la planification du secteur de Vernand: l'élaboration d'un Plan d'affectation cantonal piloté par les services cantonaux et le SDNL est en cours;
- la mise en œuvre du concept du Parc d'agglomération de la Blécherette: l'étude a permis de proposer une vision directrice intercommunale, validée par la Municipalité en 2022.

Projet de réaménagement des places de la Riponne et du Tunnel

Le Service poursuit son rôle pilote dans le projet de réaménagement des places de la Riponne et du Tunnel. Sur la base de l'image directrice issue du concours d'idées, des analyses de faisabilité se poursuivent pour stabiliser les éléments cadres du projet (notamment la redéfinition d'un front bâti à l'Ouest de la Place de la Riponne). Parallèlement, la stratégie pour les étapes ultérieures du réaménagement de ces deux places a été précisée.

Dans les autres secteurs de la ville, le Service participe ponctuellement aux projets d'espaces publics liés à des planifications en cours et pilotés par les autres services communaux – en particulier dans le cadre des «PUM» (Pôles d'urbanité majeurs).

Protection du patrimoine

En application de l'article 73 du règlement du plan général d'affectation (PGA), l'unité protection du patrimoine a traité près de 800 dossiers d'ampleur variable, concernant des travaux sur des bâtiments figurant au recensement, sur des ensembles ou encore des jardins historiques. Elle a ainsi assuré l'accompagnement des architectes, gérantes et gérants ou propriétaires dans leurs projets de transformation. Pour ce faire, elle a pu s'appuyer sur la nouvelle loi sur la protection du patrimoine culturel immobilier (LPrPCI) et sur son règlement d'application, entrés en vigueur le 18 mai 2022.

La conservation de la substance des bâtiments de valeur patrimoniale nécessite souvent l'élaboration de solutions sur mesure avec les partenaires concernés.

L'année 2022 a été marquée principalement par:

- la poursuite du processus de révision du recensement architectural, piloté par le Canton: 11 secteurs ont été révisés. Il s'agit dans cette 1^{re} étape de révision de secteurs sensibles, fortement touchés par la mutation du bâti. A noter que la révision accroît le nombre de bâtiments figurant au recensement, en particulier avec des notes *3* et *4*, de compétence de l'unité patrimoine;
- la poursuite du travail spécifique à la conservation du patrimoine dans le PACom;
- l'attribution du label «Café historique de Lausanne» à 44 établissements et la parution de l'ouvrage sur les cafés historiques. Les visites guidées proposées lors du vernissage ont attiré plus de 120 personnes;

- l'organisation d'une Fête des cafés historiques en collaboration avec Lausanne à Table, prévoyant des dégustations dans trois établissements labellisés. Environ 90 personnes y ont pris part, dont une quarantaine ont également suivi des visites guidées;
- l'organisation pour Lausanne des Journées européennes du patrimoine, sur le thème national «temps libre»: visite des cafés historiques, avec la participation de plus de 160 personnes;
- enfin, l'unité dédiée à la protection du patrimoine a été réorganisée à la suite du départ à la retraite de la déléguée à la protection du patrimoine; une organisation plus transversale a été mise en place, placée sous la responsabilité de deux co-déléguées.

Autorisations de construire

Le nouvel Office des permis de construire (OPC) a été mis en place au début 2022, après le regroupement du Bureau des permis de construire et de la section Analyse et inspections des constructions (AIC), issue du Service d'architecture. Ce regroupement a fait évoluer les missions et compétences du Service de l'urbanisme; depuis lors, le Service de l'urbanisme gère l'ensemble des étapes qui concernent les permis de construire (de la demande de renseignement à la délivrance des permis d'utiliser ou d'habiter), amenant davantage de cohérence pour les usagères et usagers.

Les missions de l'OPC consistent principalement à faire observer les prescriptions légales et réglementaires, ainsi que les plans, en matière d'aménagement du territoire et de construction. L'OPC assure la gestion des demandes de permis de construire et les renseignements au public et aux professionnelles et professionnels de la branche concernant les droits à bâtir (articles 103 et suivants de la LATC). Par ailleurs, l'OPC analyse désormais aussi les projets sous l'angle de l'esthétique et de l'intégration (art. 69 PGA et 86 LATC), la sécurité des bâtiments et ses abords (art. 24 RLATC), ainsi que la suppression des barrières architecturales (article 36 RLATC). Enfin, il gère le suivi d'exécution des travaux et la délivrance des permis d'habiter et d'utiliser (articles 124 et suivants de la LATC).

Le nombre de projets déposés par les constructeurs potentiels demeure important, qu'il s'agisse de demandes d'autorisation ou d'annonces de travaux non soumis à autorisation mais nécessitant tout de même un traitement administratif (1'007 en 2022, contre 983 en 2021). Le nombre d'annonces de travaux est croissant, la Municipalité ayant décidé mi-2021 d'appliquer plus largement l'art. 68a RLATC (travaux non soumis à autorisation), afin de simplifier les procédures.

Le délai de traitement des dossiers complexes soumis a permis de construire (démolition/reconstruction avec oppositions) reste important. Ce délai s'explique en partie par les textes législatifs, toujours plus complexes, qui ne facilitent pas la préparation des dossiers de demande de permis de construire par les requérant-e-s professionnel-le-s ou non. La qualité lacunaire des dossiers reçus demeure un problème majeur, probablement dû à la méconnaissance des exigences réglementaires locales.

A ce propos, le Conseil d'Etat a modifié la teneur de l'article 73 RLATC. Depuis le 1^{er} juillet 2022, la procédure de transmission des demandes de permis de construire entre les communes et le Canton est entièrement dématérialisée. L'OPC constate que cette modification a facilité la transmission des dossiers mais engendré de la difficulté pour les mandataires à remettre des dossiers répondant à ces nouvelles exigences.

Les tableaux ci-après présentent une synthèse des dossiers traités en 2022:

Enquêtes publiques (ouvertes dans l'année) et oppositions/interventions

Années	2019	2020	2021	2022
Enquêtes publiques	256	248	328	316
Oppositions/Interventions	637	1067	1593	665

Permis de construire, permis de construire complémentaires et déterminations pour travaux dispensés d'autorisation

Années	2019	2020	2021	2022
Constructions nouvelles (villas, immeubles d'habitation, administratifs et commerciaux, garages enterrés)	31	42	44	25
Petites constructions (garages-boxes, couverts, pavillons, installations techniques, etc.)	72	43	32	66
Transformations	233	239	189	190
Aménagements extérieurs	54	54	80	69
Démolitions sans reconstruction	3	1	2	3
Permis de construire complémentaires	32	33	40	30
Déterminations pour travaux dispensés d'autorisation (rénovation, réfection, autres)	337	341	471	518
Total	762	753	858	901

Traitement des permis de construire: décisions d'octroi

On dénombre 366 décisions municipales sur des demandes d'octroi d'un permis de construire en 2022 (contre 445 en 2021), dont trois décisions négatives (9 en 2021). Pour les décisions positives, il s'est écoulé en moyenne 7.5 mois entre le dépôt de la demande et la décision d'octroi du permis.

Suivi de l'exécution des travaux

Après l'obtention d'une autorisation, les architectes inspectrices et inspecteurs coordonnent divers contrôles en cours de chantier. Le respect de l'ensemble des conditions et charges fixées dans le permis de construire aboutit à l'octroi d'un permis d'habiter ou d'utiliser en vertu de l'article 128 LATC.

Le nombre de phases de contrôle de chantiers réalisées a diminué. Par contre, le nombre de permis d'habiter/permis d'utiliser délivrés a augmenté, rattrapant ainsi les retards pris en 2020.

Années	2019	2020	2021	2022
Contrôle de chantiers réalisés	1956	1399	1738	1183
Permis d'habiter et d'utiliser délivrés	340	242	525	399

L'OPC participe également à la statistique trimestrielle de la construction (STC) par la mise à jour trimestrielle du Registre fédéral des bâtiments et des logements et à l'archivage des plans des projets de construction et de transformation. Ces plans sont à disposition pour consultation durant cinq ans auprès du service, avant d'être transmis aux Archives communales.

Suivi de l'hygiène et de la salubrité

Les activités et responsabilités de cette unité s'articulent autour du suivi des conditions d'hygiène et de salubrité (habitabilité des logements), aussi bien dans le domaine des constructions, des habitations que des commerces, en particulier, des établissements soumis à licence, des locaux publics et des lieux de réunion (manifestations).

En 2022, 538 requêtes ou plaintes (412 en 2021, 386 en 2020 et 536 en 2019) ont été traitées, la baisse notable du nombre d'examen de locaux commerciaux ainsi que de la création ou transformation d'établissements publics constatée pendant la crise sanitaire est désormais révolue.

Enquêtes publiques ne découlant pas de la LATC

17 enquêtes publiques pour des projets relevant d'entités fédérales ou cantonales (OFT, OFROU, DGMR, DGE, DGIP) ainsi que pour d'autres services communaux (CADA, MAP, EAU) ont été traitées.

Procédures juridiques liées à des permis de construire

Les collaboratrices et collaborateurs ont pris part, avec le premier conseiller juridique de la Municipalité ou les avocats mandatés, à l'instruction de 21 procédures de recours en matière de construction auprès de la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal (9 en 2020) voire, dans certains cas, du Tribunal fédéral.

Maquettes et expositions

En 2022, l'atelier des maquettes a réalisé peu d'expositions à la demande d'autres services à l'exception du Service des parcs et domaines. La mise à jour de maquettes au 1/500^e a occupé la majorité du temps de ses collaborateurs pour des sites de projets (plans d'affectation: Sévelin, Manufacture, av. de Cour, Sébeillon, Belle-Fontaine, etc.). Une maquette d'étude au 1/200^e de la place Chauderon a également été réalisée.

Gestion de commissions spécifiques et collaborations diverses

Commission permanente de politique régionale (CPPR)

Dans son rôle de responsable des planifications liées au PALM et aux schémas directeurs, le service gère le secrétariat de la CPPR. Seule la participation d'une délégation de membres de la CPPR à l'assemblée plénière des commissions de politique régionale des communes du SDNL a eu lieu.

Collaborations Ville – Hautes Ecoles

En 2022, le service – associé au Département d'Ecologie & évolution de l'UNIL, l'Institut de Géographie et durabilité de l'UNIL et le SPADOM – a mis en œuvre le projet de recherche-action «MOBIUS» qui porte sur les liens entre projet urbain et biodiversité.

Le service a également soumis deux projets de recherche dans le cadre de l'appel à projet «Interact»: un projet sur l'histoire de l'urbanisme lausannois en collaboration avec la Section d'Histoire de l'art et le Service Bibliothèques et Archives (BAVL) et un projet sur les liens entre microclimat et développement urbain en collaboration avec l'Institut de Géographie et durabilité de l'UNIL, l'Unité Climat et l'Unité Environnement.

Par ailleurs, le service collabore régulièrement avec des Hautes Ecoles romandes, en mettant à disposition des étudiantes et étudiants des cas d'études sur le territoire lausannois et en les accompagnant comme expertes et experts dans leurs travaux académiques. Ces échanges sont des sources d'innovations et d'inspirations pour les projets en cours.

Contrôle des finances de la Ville de Lausanne (CFL)

Principales missions du service

Audit externe

Le CFL bénéficie de l'agrément en qualité d'expert-réviseur octroyé par l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision, ce qui lui confère le droit de procéder à des missions en tant qu'organe de révision

- révision des comptes annuels de la Ville de Lausanne, en application du règlement sur la comptabilité des communes, des directives de révision édictées par le Département des institutions et de la sécurité du Canton de Vaud, et de la recommandation d'audit suisse 60 (RA 60);
- contrôle restreint ou audit selon des procédures convenues de diverses sociétés anonymes, coopératives, fondations et associations subventionnées.

Audit interne et missions spéciales

Le CFL est membre de l'association suisse d'audit interne. Son champ d'investigation comprend l'ensemble des directions et services de l'Administration communale ainsi que les organismes qui leur sont rattachés, et les entités désignées dans la directive relative à l'octroi et au suivi des

subventions accordées par la Ville de Lausanne et dans la directive relative au suivi des participations de la Ville de Lausanne. Les divers types de mission sont:

- audit financier et de gestion;
- audit de gouvernance;
- audit de performance;
- audit de fraude;
- audit de conformité;
- missions spéciales.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Audit – CFL	6.50	6.00	5.50	5.50
Direction & Secrétariat – CFL	2.00	2.00	2.00	2.00
Total service	8.50	8.00	7.50	7.50

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	-1.00

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Audit – CFL	7	6.00	6	5.50
Direction & Secrétariat – CFL	2	2.00	2	2.00
Total service	9	8.00	8	7.50

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
	–	–
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	1	–
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	–	–
Total service	1	0

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	–
Convention de départ	–
Décès	–
Démission	–
Départ à la retraite	–

Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	1
Total service	1

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	-	-	-	-
Auxiliaires mensualisé·e·s	-	-	-	-
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*	-	*
Total service	0	0.00	0	0.00

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Hormis quelques semaines de travail à distance dictées par la situation sanitaire en janvier 2022, les mandats ont pu se dérouler normalement et le CFL a été en mesure d'émettre les deux rapports relatifs à l'audit annuel des comptes communaux dans les délais légaux. Le plan annuel d'audit interne a entièrement été mis en œuvre, à l'exception de trois missions qui ont été reportées en 2023 pour des raisons indépendantes de la volonté du CFL.

Un collaborateur (0.5 EPT) a quitté l'effectif au 28 février 2022 des suites d'une longue maladie.

Principales activités 2022

Le CFL a délivré en 2022:

- deux rapports relatifs à l'audit annuel des comptes communaux (opinion d'audit et rapport détaillé);
- huit rapports en tant qu'organe de révision (contrôle restreint ou procédures convenues);
- 15 rapports d'audit interne.

La totalité des temps affectés sur ces diverses missions par les membres du CFL s'élève à 11'317 heures (contre 10'720 heures en 2021), le restant des heures travaillées étant réparti entre la formation et les projets internes d'amélioration de la qualité du service.

© Mathilde Imesch | Ville de Lausanne

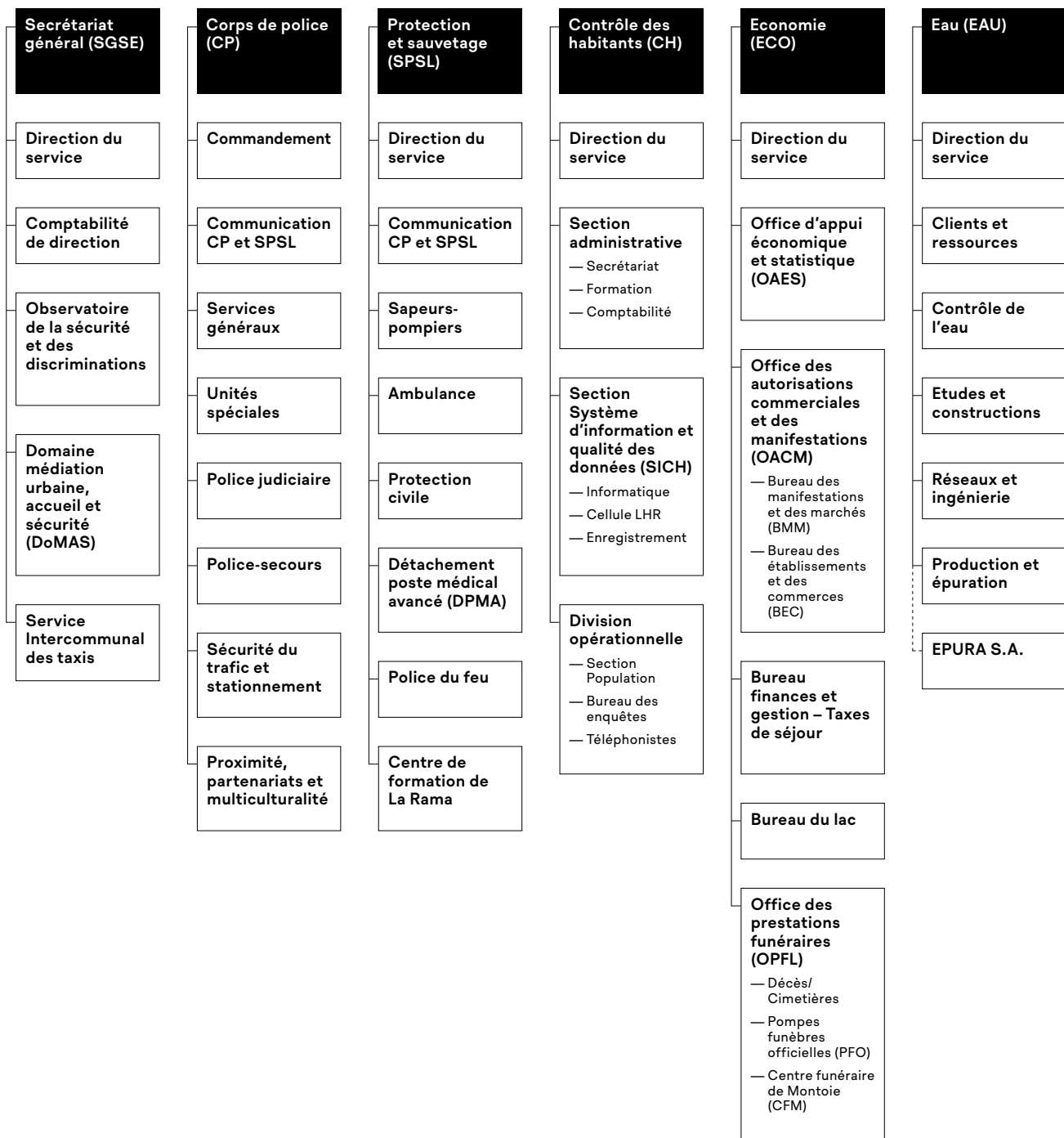


Direction de la sécurité et de l'économie



Direction de la sécurité et de l'économie (SE)

Directeur



L'année 2022 a permis à la Direction de la sécurité et de l'économie (SE) d'initier quatre mesures et de réaliser six mesures du programme de législatures 2021-2026 placées sous sa responsabilité, tout en s'attendant à la mise en œuvre des objectifs à accomplir au cours des quatre prochaines années. Les dossiers suivants ont particulièrement marqué l'année écoulée.

Secrétariat général

Pour répondre à la demande de la population, une zone de baignade hivernale à Bellerive a été délimitée. Dès lors, une procédure d'appel à projets de baignade, dans un premier temps éphémère, a été lancée. A son terme, le projet «Bains des Rives» a été choisi.

La politique pour lutter contre les discriminations touchant les personnes LGBTIQ+ a été adoptée au mois de mai par le Conseil communal. La personne en charge de mettre en œuvre cette politique a été recrutée et nommée.

Suite à la faillite d'une compagnie de taxis, un appel d'offres pour 25 concessions a été publié, ce afin de réattribuer le plus rapidement possible ces concessions.

Corps de police

En 2022, le Corps de police de Lausanne a renforcé de 16 personnes l'effectif de son Unité spéciale pour la prise en charge des victimes. En outre, un nouvel espace spécialement conçu pour la prise en charge de ces victimes a été ouvert. Ces mesures permettent à la Police de Lausanne d'offrir un meilleur soutien aux personnes ayant subi des actes de violence. Dans un même temps, une activité soutenue continuera d'être menée afin de prévenir de tels faits.

Suite à un sondage réalisé à l'interne de la Police de Lausanne, des mesures afin de lutter contre la problématique du harcèlement sexuel au travail ont été mises en place, tout particulièrement dans les domaines de l'annonce, de la prise en charge, de la sensibilisation et de la formation.

S'inscrivant dans le plan climat, la police municipale s'est dotée de trois motos électriques. Ces véhicules propres et performants permettent d'intervenir silencieusement et rapidement sur tout le territoire lausannois.

Service de protection et sauvetage

L'année sous revue a permis de finaliser le projet de végétalisation de la toiture de la caserne des sapeurs-pompiers et de la pose de 400 panneaux solaires. L'installation solaire permettra au bâtiment de consommer directement l'énergie produite sur site. Le préavis sera traité par le Conseil communal en 2023.

Afin de soutenir l'Etablissement vaudois d'accueil des migrants (EVAM) la protection civile a mis en place et exploité une structure d'accueil d'urgence dans les halles sud du Palais de Beaulieu pouvant accueillir jusqu'à 300 réfugiées et réfugiés ukrainiens simultanément.

Service du contrôle des habitants

La population lausannoise a poursuivi sa croissance en atteignant le chiffre de 149'000 personnes résidant sur le territoire lausannois au 15 novembre.

Service de l'économie

Les mesures en faveur des établissements lausannois se sont poursuivies. Le service s'est attelé à la pérennisation de la centaine d'extensions de terrasses afin de maintenir tout au long de cette année les agrandissements bienvenus pour la profession et assurer un dynamisme apprécié du public.

L'offre des rives lausannoises s'est étoffée lors de la saison estivale permettant ainsi à la population de bénéficier d'une nouvelle zone de baignade et de buvettes éphémères. Tirant un bilan positif de ces expériences, la procédure de pérennisation des buvettes a débuté et un projet de création d'une zone de baignade pérenne sera soumis au Conseil communal en 2023.

Service de l'eau

Le service a continué à œuvrer activement dans le renforcement de la protection des ressources en eau face aux pollutions et à intensifier la lutte contre les rejets pollués.

L'année écoulée a également été marquée par la demande d'un crédit urgent afin de déployer plusieurs mesures combinées qui permettront à la fois de diminuer la consommation d'énergie mais aussi de produire de l'électricité photovoltaïque. Ces mesures permettront une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 193 tonnes CO₂eq./an.

Secrétariat général sécurité et économie (SGSE)

Principales missions du service

Secrétariat général

- gestion du secrétariat du directeur de la sécurité et de l'économie;
- préparation et contrôle des dossiers pour les séances de Municipalité ainsi que des dossiers et des affaires du Conseil communal;
- traitement du courrier et des demandes issues des services transversaux;
- participation aux groupes de travail interdirections;
- apport rédactionnel et rédaction de nombreux documents (préavis, communications, notes à la Municipalité, etc.).

Comptabilité de direction

- élaboration, avec les services concernés, du budget de fonctionnement;
- établissement, sur la base des données fournies par les services, du plan des investissements;
- contrôle budgétaire, gestion de la TVA et gestion des crédits d'investissements;
- gestion administrative et comptable du personnel de la direction (entrées, sorties, changements de statut, etc.);
- gestion comptable de l'Association de communes de la région lausannoise pour la réglementation du service des taxis;
- conduite d'études et d'analyses diverses.

Observatoire de la sécurité et des discriminations (OSD)

- élaboration des bases de décision dans le domaine de la sécurité;
- gestion de divers dossiers sensibles dans le domaine de la sécurité ou liés au sentiment d'insécurité (vie de nuit, préservation de l'espace public, prostitution, harcèlement de rue, LGBTIQ+, etc.);
- développement de la politique municipale LGBTIQ+;
- participation aux projets locaux, cantonaux ou nationaux en lien avec l'amélioration de la sécurité et la politique LGBTIQ+.

Domaine médiation urbaine, accueil et sécurité (DoMAS)

- coordination de l'unité des correspondantes et correspondants de nuit (CN);
- coordination de l'équipe des agentes et agents d'accueil et de sécurité (AAS).

Service intercommunal des taxis (SIT)

- assurer le suivi juridique des divers dossiers en lien avec la thématique ainsi que les révisions réglementaires;
- organiser les séances du Comité de direction et de la Commission administrative et contribuer au bon déroulement de celles du Conseil intercommunal;
- renseigner toute personne intéressée à exercer la profession de chauffeur et/ou d'exploitant de taxis;
- délivrer les concessions pour l'exploitation d'un service de taxis;
- gérer et tenir à jour les dossiers des exploitants de taxis;
- veiller au respect des règlements régissant le service des taxis;
- rédiger les rapports de dénonciation ou de renseignements, les circulaires, les décisions en matière de mesures administratives, etc.

Effectif du personnel**Plan des postes**

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Comptabilité SE	6.50	6.60	6.50	6.70
Direction SE	9.25	8.25	9.25	6.85
Do. médiation accueil sécurité	11.85	10.60	11.55	11.10
Observatoire de la sécurité	2.20	2.50	2.70	1.70
Total service	29.80	27.95	30.00	26.35

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	0.20

Personnel fixe (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Comptabilité SE	8	6.60	8	6.70
Direction SE	9	8.25	8	6.85
Do. médiation accueil sécurité	18	10.60	18	11.10
Observatoire de la sécurité	3	2.50	2	1.70
Total service	38	27.95	36	26.35

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
	-	-
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	9	7
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
Total service	9	7

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	4
Décès	-
Démission	3
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	2
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	9

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	12	2.83	6	0.67
Auxiliaires mensualisé·e·s	-	-	3	0.48
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*	-	*
Total service	12	2.83	9.00	1.15

* information indéterminée car à la tâche

Observatoire de la sécurité et des discriminations (OSD)

En 2022, plusieurs dossiers ont occupé l'Observatoire de la sécurité et des discriminations:

- la préparation de la mise en place de la politique LGBTIQ+ avec l'engagement d'une personne qui débutera son activité en 2023 et suivi des contacts avec le réseau associatif local;
- la gestion de la prestation de signalement des situations de harcèlement de rue et l'organisation de sa transmission au Corps de police à partir de janvier 2023. Sur le même thème, l'Observatoire a poursuivi le travail d'organisation des modules de formation à l'intention du Corps de police. Il a également répondu à plusieurs villes suisses souhaitant s'inspirer des bonnes pratiques lausannoises sur ce thème, et notamment de la mise en place de la prestation de signalement.

Domaine médiation urbaine, accueil et sécurité (DoMas)**Correspondantes et correspondants de nuit (CN)**

L'unité des CN a poursuivi son travail de médiation dans les quartiers et le centre-ville. Lors de la période estivale, les CN ont axé leur travail de prévention et de sensibilisation au bord du lac et dans les parcs publics.

Agentes et agents d'accueil et de sécurité (AAS)

L'aspect sécuritaire de l'Espace de consommation sécurisé (ECS) a été pérennisé. L'équipe des AAS a, ainsi, vécu sa troisième année complète d'activité à l'ECS, ouvert en octobre 2018. Son travail permet à cette structure de fonctionner dans de bonnes conditions et d'accueillir un nombre croissant de bénéficiaires.

Service intercommunal des taxis (SIT)

Six collaboratrices et collaborateurs représentant 3.8 ept, participent à l'exécution de ces tâches, pour le compte et aux frais de l'Association de communes de la région lausannoise pour la réglementation du service des taxis (ci-après: l'Association), composée d'Epalinges, Lausanne, Prilly, Pully, Renens, Chavannes-près-Renens, Crissier, Ecublens, Belmont-sur-Lausanne, Paudex, le Mont-sur-Lausanne et Bussigny.

Les organes intercommunaux de l'Association sont le Conseil intercommunal et le Comité de direction, ainsi que la Commission administrative. L'administration de l'Association est assurée par le SIT.

Conseil intercommunal

Le Conseil intercommunal des taxis a siégé à deux reprises en 2022.

Lors de sa séance du 5 octobre, il a adopté une révision partielle et formelle du règlement intercommunal sur le service des taxis. Il s'ensuit notamment que l'obligation d'être propriétaire du véhicule affecté à un service de taxis a été abrogée. Cette modification permet, d'une part, d'assurer la transition du changement des véhicules thermiques d'ici au 1^{er} juillet 2025 et, d'autre part, un renouvellement de la flotte plus régulier offrant ainsi un service de meilleure qualité.

Comité de direction

Le Comité de direction a tenu trois séances en présentiel et a pris plusieurs décisions par voie de circulation.

Il a ainsi décidé d'ouvrir une procédure d'appel d'offres afin de délivrer 15 concessions individuelles et 10 concessions pour les compagnies, suite à la faillite d'une compagnie de taxis prononcée au mois de novembre.

Le parc automobile affecté à l'activité des taxis est composé de 177 véhicules hybrides (128 en 2021) et de 7 véhicules électriques (4 en 2021).

Commission administrative

La Commission administrative, organe chargé notamment d'accepter l'octroi d'une concession et de réprimer les infractions au règlement sur le central d'appel des taxis concessionnaires (RIT), a tenu trois séances en présentiel et a rendu cinq décisions allant de la mise en garde au retrait de concession.

Contrôles de police

Le nombre de contrôles de police est de 40 diurnes et 13 nocturnes (4 en 2021). Le nombre de rapports de dénonciation établis par la Brigade des taxis s'élève à 83 (45 en 2021). Au total, on dénombre 115 dénonciations dressées (61 en 2021), tous Corps de police confondus. Le nombre de véhicules contrôlés s'élève à 37 et celui des réclamations traitées à 18.

Concessions/Autorisations

Concessions – Taxis de place (regroupés au sein de Taxi Services Sàrl)

	Nombre de concessions		Nombre de permis de stationnement et de véhicules	
	2021	2022	2021	2022
Compagnies	4	3	82	60
Exploitants indépendants	121	118	121	121
Total	125	121	203	181

Autorisations – Type B – Taxis sans permis de stationnement

Exploitants regroupés au sein de	Nombre d'autorisations d'exploiter		Nombre de véhicules	
	2021	2022	2021	2022
Taxiphone	37	36	38	36
Allô Taxis!	1	1	2	2
Autres	48	47	50	48
Total	86	84	90	86

Centraux d'appels et stations

Les taxis rattachés au central d'appel de Taxi Services Sàrl ont effectué cette année 782'132 courses, soit 510'996 distribuées, dont 14'937 par l'application, et 271'136 au vol, contre 726'143 en 2021 (+7.7%).

Les stations sont au nombre de 46 et offrent un total de 173 places (statu quo).

Corps de police (CP)

Principales missions du service

- assurer la sécurité des personnes et des biens;
- maintenir la tranquillité et l'ordre public;
- veiller au respect des lois et des procédures;
- répondre aux attentes de la population.

Commandement

- direction du service;
- gestion des réquisitions;
- assurer la communication du CP et du SPSL;
- gestion de la centrale d'appel administrative.

Services généraux (SG)

- gestion administrative et de projets;
- soutien aux divisions opérationnelles et développement des politiques internes.

Unités spéciales

- gestion de la brigade vie nocturne et de prévention du bruit et de l'entité de renseignements, statistiques et analyses;
- gestion du groupe d'intervention, de la brigade canine et de la cellule de négociation.

Police judiciaire (PJ)

- gestion des affaires pénales, crimes et délits commis sur le territoire lausannois;
- conduite des enquêtes préliminaires et des investigations à la demande du Ministère public.

Police-secours (PS)

- gestion des interventions d'urgence;
- présence préventive permanente sur l'ensemble du territoire lausannois.

Sécurité du trafic et stationnement (STS)

- gestion et prévention des accidents de circulation, formation et sensibilisation des usagers;
- contrôle du stationnement et dénonciation des infractions de circulation.

Proximité, partenariats et multiculturalité (PPM)

- développement de l'offre en sécurité publique au service de la population et en services de proximité;
- résolution de problèmes avec les partenaires concernés et mise sur pied d'actions préventives.

Effectif du personnel**Plan des postes**

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Centrale Vaudoise Police (CVP)	–	–	24.00	22.00
Direction CP	24.95	21.95	36.00	34.95
Opérations	90.00	85.15	–	–
Unités spéciales	–	–	53.35	49.75
Police Judiciaire	118.85	114.65	124.65	114.80
Police-Secours	163.50	150.75	157.35	143.80
Postes gelés – CP	4.70	–	1.20	–
Proximité, parten.et multicult.	51.40	41.25	51.40	43.80
Sécurité Trafic, Stationnement	147.65	134.00	154.55	138.39
Services généraux CP	69.60	65.00	75.85	67.15
Unité Communication CP-SPSL	5.05	5.05	5.05	5.05
Unité RH du CP	6.40	7.30	6.50	5.50
Volée Aspirants POL et PEF	–	24.00	–	23.00
Total service	682.10	649.10	689.90	648.19

Suite à une réorganisation, la nouvelle division «unités spéciales» inclut une partie des entités auparavant rattachées à la division «opérations»

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	7.80

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Centrale Vaudoise Police (CVP)	–	–	23	22
Direction CP	29	24.95	40	34.95
Opérations	89	85.15	–	–
Police Judiciaire	121	114.65	120	114.80
Police-Secours	153	150.75	146	143.80
Proximité, parten.et multicult.	47	41.25	50	43.80
Sécurité Trafic, Stationnement	136	131.00	154	138.39
Services généraux CP	73	65.00	75	67.15
Unité Communication CP-SPSL	6	5.05	6	5.05
Unité RH du CP	9	7.30	7	5.50
Unités spéciales	–	–	52	49.75
Volée Aspirants POL et PEF	24	24.00	23	23.00
Total service	687	649.10	696	648.19

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
Services généraux	1	1
Volée Aspirants – Police	25	28
Total service	26	29

+ sept aspirant·e·s ASP en cours d'année

Le service accueille également cinq apprenti·e·s employé·e·s de commerce (rattaché·e·s au SPEL)

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	65	50
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
Total service	65	50

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	*2
Décès	-
Démission	41
Départ à la retraite	14
Fin de contrat	3
Licenciement juste motif ordinaire	1
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	2
Licenciement juste motif immédiat	1
Licenciement invalidité totale	1
Total service	63

* une situation est liée à un départ pour une mission à l'étranger. Le collaborateur concerné a été réintégré dans nos effectifs

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	21	2.96	20	1.06
Auxiliaires mensualisé·e·s	8	2.25	14	5.50
Auxiliaires payé·e·s au forfait	17	*	22	*
Total service	46	5.21	56	6.56

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

L'année 2022 a été marquée par une augmentation du nombre des infractions au Code pénal à Lausanne de 10.3% (de 12'116 en 2021 à 13'358 en 2022). Relevons que l'année 2022 a été impactée dans une bien moindre mesure que les deux précédentes par diverses restrictions imposées par la situation sanitaire. Le nombre d'interventions est stable pour Police-secours qui comptabilise 24'380 interventions (-0.8% par rapport à 2021).

Le CP a repris, au 1^{er} janvier, la gestion du Centre de tir sportif de Vernand, auparavant rattaché au Service des sports.

Suites aux travaux préparatoires conduits en 2021, les centrales d'urgence de la Police municipale de Lausanne (PML) et du Canton ont été mutualisées au 1^{er} mars. Les opérateurs du

Canton et de la Ville travaillent désormais ensemble, répondent à tous les appels 117 vaudois et engagent tous les moyens, indépendamment du corps d'appartenance.

Les nouveaux locaux «hors murs police» de l'Unité spéciale pour la prise en charge des victimes, mise en place en 2021, ont été inaugurés le 13 juin 2022 et ses effectifs ont été augmentés de 16 policières et policiers pour atteindre un total de 26 collaboratrices et collaborateurs.

Le CP a mis en œuvre une importante réflexion sur le harcèlement sexuel au travail mobilisant bon nombre d'entités du service. Cette démarche a permis le déploiement au 1^{er} juillet d'un ensemble de mesures (procédure d'annonce, prise en charge, sensibilisation et formation interne) visant à favoriser un environnement de travail sain et respectueux.

Principales activités 2022

Commandement

La Centrale d'appel administrative a été rattachée au Bureau d'Etat-major et Archives. Elle gère les appels de la population au CP, à l'exception, pour l'instant, des appels à l'Office de recherche, notification et objets trouvés et au Centre d'appel pour les dépôts de plainte. Dans l'attente de la mise en œuvre du projet ODYSSEE, qui permettra une plus grande autonomie des policières et policiers sur le terrain, elle s'occupe également de l'appui aux contrôles de personnes pour les unités sur le terrain. Elle est également en charge des structures de conduite ad hoc mises en place lors d'événement particuliers.

Chiffres clés

	2021	2022
Rapports de police	21'902	22'467
Courriels «police@lausanne.ch»	6'637	7'982
Courrier postal sortant	51'458	45'382
Dossiers du groupe «saisie»	24'734	26'684
Commandements de payer	17'761	17'716
Objets trouvés	2'035	2'105
Enregistrement des avis de perte de documents d'identité	*-	1'618
Mandats d'amener pour l'Office des poursuites	408	808
Séquestres de plaques d'immatriculation de véhicules	*-	787
Autres réquisitions	*-	1'088
Appels au centre d'appel pour les dépôts de plainte	10'041	12'182
Appels à la Centrale administrative n° 315 15 15	56'698	43'198
Appels à l'Office de recherche, notification et objets trouvés	14'730	17'231
Structures de conduite <i>ad hoc</i>	23	29

* Données recensées qu'en cours d'année

Communication Police et SPSL

L'étape lausannoise du Tour de France ou la mise en œuvre de l'action de promotion et de visibilité des services de secours «Journées feux bleus», au centre-ville, ont généré une forte activité.

L'activité a été soutenue sur les réseaux sociaux, avec un effort particulier sur Instagram avec un fort relais des informations utiles à la population (présences du «Poste de police mobile» en ville et campagnes de recrutement notamment).

Chiffres clés

	2021	2022
Abonnés Facebook police	20'879	22'600
Abonnés Instagram police	2'281	2'758
Abonnés Twitter Lausanne SE	1'484	1'637
Publications Facebook police	135	138
Publications Instagram police	73	157
Publications Twitter Lausanne SE	137	45
Demandes médias	296	200
Communiqués de presse	33	38
117 Express	11	11

Services généraux (SG)

L'année 2022 a vu le démarrage du projet ODYSSEE visant au remplacement des outils informatiques métier principaux de tous les policières et policiers du Canton à l'horizon 2025.

Le nombre de doléances mettant en cause le comportement des policières et policiers est en légère diminution, avec 21 cas, alors qu'il était relativement stable depuis 2016 (entre 24 et 26 cas annuellement).

En 2022, l'entité juridique a porté le projet, accepté par le Conseil communal, de délégation de la manipulation des caméras du stade de la Tuilière pendant les matchs du Lausanne Sport à l'entreprise de sécurité privée mandatée par le club. Pour la saison actuelle, il s'agit de Securitas SA.

La 1^{re} volée d'aspirantes et aspirants du nouveau concept de formation (CGF2020) a obtenu le brevet fédéral après deux années de formation.

Unités spéciales

Chiffres clés

	2021	2022
Demande de préavis pour vols de drones	345	367
Enquêtes pour acquisition/restitution d'armes à feu	22	33
Contrôles BVNPB	1'179	1'756
— dont dénonciations	36	134
Préavis manifestations	1'018	1'552
Engagements Cellule de négociation	21	7
Engagements de la Brigade canine	667	641
Engagements du GIPL	177	172

Police judiciaire (PJ)

En 2022, le bilan des investigations par dossier s'est révélé quasi similaire au volume enregistré avant la pandémie qui avait fortement diminué l'activité policière et notamment celle de la PJ.

Au mois de mai, la Police judiciaire a vécu une réorganisation visant à atteindre une efficacité optimale par le regroupement de certains domaines. Ainsi, quatre sur six brigades opérationnelles ont été maintenues et complétées par deux nouvelles entités de soutien.

Depuis lors, la Police judiciaire s'articule ainsi:

Brigade criminelle (intégrité physique, mœurs et réseaux de prostitution); Brigade du patrimoine (vol, vol à l'astuce, cyber criminalité, gestion déloyale et cambriolage); Brigade des

stupéfiants; Brigade de la jeunesse; Brigade de recherches; Brigade de soutien et d'appui opérationnel.

Toujours dans la dynamique des précédentes années, la Brigade des stupéfiants a mis la pression sur le trafic à tous les niveaux (vendeurs, importateurs, grossistes). Elle a notamment axé son travail sur la problématique d'une présence plus marquée de l'héroïne, dans les activités de deal, ce qui se ressent dans l'évolution des saisies.

Une nouvelle fois, une stabilité de la délinquance juvénile a pu être observée cette année. Les raisons sont très probablement liées à la qualité du maillage composé par les différents acteurs sociaux, éducatifs et sécuritaires propres à Lausanne. Un effort significatif a été réalisé pour garantir une présence plus importante des inspectrices et inspecteurs de la Brigade de la jeunesse dans les quartiers.

Le 1^{er} mars, la Cellule de gestion et de prévention de la violence (CGPV), regroupant la gestion de la menace, la Cellule de négociation et les chargés de prévention de la délinquance juvénile, a officiellement débuté ses activités de manière opérationnelle. 40 cadres de l'administration lausannoise ont été formés et formées afin de fonctionner comme «répondantes et répondants» au sein de leur entité. Une vingtaine de policières et policiers, intégrés dans différentes structures du CP, ont également reçu une formation et sont désormais chargés de détecter les situations à risque.

En 2022, la cellule des investigations nominatives a traité 671 dossiers, générant plus de 700 auditions, soit une augmentation de 30% par rapport à 2021.

Le taux d'occupation dans la zone de rétention de l'Hôtel de police est passé de 54.1% en 2021 à 52.5% en 2022. Sur les 2'485 personnes ayant été détenues dans les cellules cette dernière année, 13% y ont passé plus de 48 heures.

Chiffres clés

	2021	2022
Numéraires (Kf)	730.0	244.3
Cocaïne (kg)	24.2	13.1
Héroïne (kg)	5.6	11.4
Produits cannabiques (kg)	145.1	86.8

Police-secours (PS)

Le nombre d'interventions est stable pour atteindre 24'380 (24'584 en 2021). La présence visible du personnel en uniforme a de toute évidence contribué au maintien de ce nombre malgré une pleine reprise des activités post pandémie.

En termes de produits stupéfiants, le personnel uniformé a procédé à 1'642 saisies, dont 391 sans auteur.

Sécurité du trafic et stationnement (STS)

Suite à une modification de la loi cantonale sur la sécurité routière au 1^{er} septembre 2022, en réponse au postulat de M. Jean-François Cachin, les assistantes et assistants de sécurité publique sont habilités à effectuer des contrôles radars. Diverses formations ont été mises en œuvre pour permettre à cette catégorie de professionnelles et professionnels de diversifier leurs activités.

Sur le réseau urbain, 34 conductrices et conducteurs (34 en 2021) ont été sanctionnés à plus de 90 km/h.

Chiffres clés

	2018	2019	2020	2021	2022
Accidents					
Accidents de circulation (constats)	936	1'151	944	1'117	1'015
Personnes blessées (légers + graves)	348	421	373	436	473
Personnes tuées	1	1	2	2	4
Fuites après accident	302	401	351	458	367
Piétons victimes	63	61	47	61	70
— dont piétons enfants jusqu'à 15 ans	15	16	11	12	11
Accidents impliquant le LEB	7	10	4	2	–
Feux et vitesse					
Dénonciations excès de vitesse contrôles mobiles	46'023	58'692	51'930	49'851	57'469
Dénonciations excès de vitesse en zone suburbaine (80km/h)	22'795	20'809	9'113	10'974	8'060
Dénonciations par les appareils de contrôles automatique*	117'18	96'296	69'194	54'236	66'436
Appareils de contrôles automatiques	35	36	36	37	35
Passages devant les appareils de contrôles automatiques (mio)	89.66	79.01	76.42	63.60	69.60
Circulation et stationnement					
Infractions de circulation et de stationnement	366'107	360'809	296'006	298'670	318'146
Infractions de stationnement en soirée	22'100	24'176	18'783	21'566	26'662
Evacuations de véhicules en infraction de stationnement	509	402	311	311	390
Infractions de stationnement sur les trottoirs	3'385	3'102	2'680	3'029	3'070
Amendes d'ordres à l'endroit de vélos	298	558	564	625	646
Ivresse					
Personnes testées à l'éthylomètre (accidents)	1'596	1'678	1'228	1'535	1'438
— dont positifs à l'éthylomètre, accidents	122	114	101	119	101
Personnes testées à l'éthylomètre (contrôles systématiques)	4'828	6'531	4'197	4'949	5'029
— dont positifs à l'éthylomètre, contrôles systématiques	334	448	300	307	355

* dont trois uniquement dédiés au contrôle de la vitesse

Proximité, partenariats et multiculturalité (PPM)

Dans le domaine de la multiculturalité, l'accent a été mis sur la formation à différentes thématiques (discriminations, profilage racial, place de la religion dans l'espace public et radicalisation) tant pour les policières et policiers lausannois que vaudois et suisses dans le cadre de la Société des officiers des polices vaudoises et de l'Institut suisse de police.

Directives d'intervention en cas d'accident majeur (DIAM)

L'EM DIAM, appuyé par les services de la Ville, a été mis à contribution dans divers domaines:

- coordination avec les autorités sanitaires sur la situation de la pandémie;
- plusieurs déclenchements du plan canicule;
- collaborations avec les services cantonaux et communaux pour anticiper et gérer les flux de réfugiées et réfugiés ukrainiens;
- anticipation, avec les SIL, des conséquences possibles d'un déficit énergétique majeur en début 2023.

Evolution de la criminalité

Par rapport à 2021, le nombre total d'infractions relatives à différentes loi (Code pénal, loi sur les stupéfiants, loi sur les étrangers, etc.) et traitées par le CP a augmenté de 7.8% (de 15'831 à 17'069).

Concernant plus spécifiquement les infractions au Code pénal, l'augmentation est de 10.3% (de 12'116 à 13'358).

Elucidations et évolution des infractions selon la loi

	2021		2022		Différence
	Infractions	Élucidations	Infractions	Élucidations	
Code pénal (CP)	12'116	38,7%	13'358	41,2%	+10,3%
— Total vie et intégrité corporelle	903	82,2%	1'038	78,3%	+15%
— Total patrimoine	7'810	20,9%	8'623	23,8%	+10,4%
Loi sur les stupéfiants (LStup)	2'541	93,1%	2'699	92,3%	+6,2%
Loi sur les Étrangers et l'intégration (LEI)	942	100%	903	100%	-4,1%
Autres lois fédérales annexes	232	96,1%	109	91,7%	-53%

© OFS, Neuchâtel 2023

Service de protection et sauvetage (SPSL)

Principales missions du service

- secourir, protéger et sauver les personnes, les animaux, l'environnement et les biens;
- conduire, gérer et coordonner l'activité des différentes entités du service en développant une interactivité opérationnelle en cas d'événements particuliers et/ou d'accidents majeurs.

Sapeurs-pompiers

- sauver les personnes, les animaux, l'environnement et les biens;
- lutter contre les incendies;
- juguler les effets du déchaînement des éléments naturels;
- lutter contre les effets des pollutions, des fuites d'hydrocarbures ou de produits chimiques, biologiques ou radioactifs.

Police du feu

- faire appliquer les directives de l'Association des établissements cantonaux d'assurance incendie (AEAI), de l'Établissement d'assurance contre l'incendie et les éléments naturels du Canton de Vaud (ECA) ainsi que les dispositions légales communales et cantonales.

Ambulance/Service mobile d'urgence et de réanimation (SMUR)

- assurer la prise en charge sanitaire professionnelle des patientes en situation de détresse pré-hospitalière, afin de préserver la vie et de créer les conditions favorables à leur transport;
- répondre 24h/24 aux demandes d'interventions de la centrale 144 (ambulance et SMUR);
- mettre sur pied le plus rapidement possible, en cas d'événement particulier, les ressources disponibles et spécifiques telles que le groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (GRIMP).

Détachement poste médical avancé (DPMA) & Événement sanitaire particulier

- assurer la prise en charge sanitaire des patientes et patients en situation de détresse pré-hospitalière, afin de préserver la vie et de créer les conditions favorables à leur transport, dans le cadre des manifestations (événements planifiés) et lors d'interventions sortant de l'ordinaire;
- mettre sur pied, en cas d'événement particulier, les ressources spécifiques telles que le soutien sanitaire opérationnel (SSO) ou le groupe spécialisé

- dans la décontamination de personnes dans les domaines atomique, biologique et chimique (ABC);
- assurer la conduite du dispositif par le chef d'engagement du DPMA;
- assurer la planification et la formation du binôme de conduite Ambulancier chef des secours/Médecin chef des secours (ACS/MCS).

Protection civile

- garantir le niveau technique et opérationnel de l'Organisation régionale de protection civile (ORPC);
- organiser et diriger les cours de compétence communale;
- coordonner et conduire les engagements lors de situations d'urgence et d'événements.

Centre de formation de La Rama (CFR)

- exploiter et offrir, à l'interne de la Ville comme à l'externe, un service de mise à disposition d'infrastructures de formation, comprenant des salles de cours, des pistes d'exercices, des simulateurs d'incendie et un restaurant.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Ambulance	47.77	48.25	46.42	45.75
Centre de formation de la RAMA	5.28	4.80	5.18	4.28
Direction SPSL	4.30	3.30	4.30	4.30
DPMA	3.00	2.00	3.00	3.00
Police du feu	5.00	5.00	5.00	5.00
Protection civile	17.20	16.20	17.20	17.20
Sapeurs-pompiers	121.10	120.50	121.10	123.50
Services généraux SPSL	16.93	13.93	15.93	13.93
Unité Communication SPSL-CP	3.50	3.50	3.50	3.50
Unité RH du SPSL	3.10	3.30	3.30	3.30
Total service	227.17	220.78	224.93	223.76

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	-2.24

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Ambulance	56	48.25	54	45.75
Centre de formation de la RAMA	5	4.80	5	4.28
Direction SPSL	7	5.90	5	4.30
DPMA	3	2.00	4	3.00
Police du feu	5	5.00	5	5.00
Protection civile	17	16.20	18	17.20
Sapeurs-pompiers	121	120.50	124	123.50
Services généraux SPSL	17	13.93	17	13.93
Unité Communication SPSL-CP	3	2.50	4	3.50
Unité RH du SPSL	3	1.70	5	3.30
Total service	237	220.78	241	223.76

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
	-	-
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	9	7
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	1
Total service	10	8

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	5
Départ à la retraite	3
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	9

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	4	0.29	17	1.82
Auxiliaires mensualisé·e·s	9	3.65	5	1.95
Auxiliaires payé·e·s au forfait	16	*	10	*
Total service	29	3.94	32	3.77

* information indéterminée car à la tâche

Principales activités 2022**Projets organisationnels****VIDIS 20-25**

Le projet relatif à la vision intégrée de la défense incendie de l'agglomération lausannoise (VIDIS 20-25) a continué d'évoluer en 2022. Dès 2023, les sapeurs-pompiers professionnels assureront les missions en journée et en semaine pour l'ensemble de l'agglomération lausannoise, et la complémentarité avec les volontaires demeurera la nuit et les week-ends. Le projet est actuellement entre les mains de la Commission de coordination du projet (CCVIDIS). Le déploiement est prévu le 1^{er} janvier 2023.

Organisation de la formation des sapeurs-pompiers volontaires du SDIS

Un groupe de travail a défini un nouveau cursus de formation de base pour les sapeurs-pompiers volontaires du SDIS Lausanne-Epalinges. Ce dernier, d'une durée de deux ans pour la

formation DPS/UAPP (détachement de premier secours/unité d'appui du poste permanent), permettra de mettre à disposition des DPS des ressources formées une année plus vite. Cette démarche s'inscrit en poursuivant la collaboration avec le SDIS de la Mère. A noter qu'une année supplémentaire de formation sera nécessaire pour rejoindre les rangs des UAPP et ainsi assurer des renforts en caserne avec le DPS Lausanne.

Domaines transversaux

Ressources humaines

Le recrutement a occupé une place importante suite à différents départs à la retraite.

En 2022, l'unité RH a régularisé les contrats de tous les volontaires DPMA et des auxiliaires ambulancières et ambulanciers, ce qui représentait la mise à jour d'une centaine de contrats de collaboration.

En parallèle, les formations des futures et futurs cadres chez les sapeurs-pompiers et de la protection civile ont continué. Les cadres de l'entité ambulance ont rejoint ces formations prévues sur une durée totale de trois ans, comprenant en moyenne trois formations par année.

Enfin, l'unité RH a maintenu une place d'apprentissage pour la 4^e année consécutive et a accueilli deux stagiaires.

Division communication Police et SPSL

L'étape lausannoise du Tour de France ou la mise en œuvre de l'action de promotion et de visibilité des services de secours «Journées feux bleus», au centre-ville, ont généré une forte activité.

L'activité a été soutenue sur les réseaux sociaux, avec un effort particulier sur Instagram avec un fort relais des informations utiles à la population (présences du «Poste de police mobile» en ville et campagnes de recrutement notamment).

Chiffres clés

	2021	2022
Abonnés Facebook SPSL	5'665	6'399
Abonnés Instagram SPSL	1'511	1'906
Abonnés Twitter LausanneSE	1'484	1'637
Publications Facebook SPSL	65	56
Publications Instagram SPSL	46	94
Publications Twitter LausanneSE	137	45
Demandes médias	296	200
Communiqués de presse	33	38
117 Express	11	11

Sapeurs-pompiers

Evolution de l'effectif des sapeurs-pompiers professionnels

(sans les aspirants sapeurs-pompiers professionnels, les sapeurs-pompiers professionnels en formation et le personnel administratif).

2018	2019	2020	2021	2022
118	119	119	117	113

Evolution de l'effectif du Corps de sapeurs-pompiers volontaire, site de Lausanne

(sans les jeunes sapeurs-pompiers)

2018	2019	2020	2021	2022
120	114	110	107	103

Evolution de l'effectif du Corps de sapeurs-pompiers volontaire, site d'Epalinges

2018	2019	2020	2021	2022
52	59	63	54	50

Interventions

Au nombre de 1'950, les interventions sont en hausse de 160 unités par rapport à l'année précédente. Effectuées à raison de 77% sur le territoire du SDIS Lausanne-Epalinges, elles se répartissent comme suit: le DPS, site de Lausanne, composé de sapeurs-pompiers professionnels, est intervenu à raison de 1'854 interventions (+ 140) et le DPS, site d'Epalinges, à raison de 96 interventions (+ 20).

Le Poste de commandement avancé (PCA) a été ouvert à une reprise pour la gestion de six interventions lors d'orages qui se sont abattus sur l'agglomération lausannoise le 29 juin.

Le drone mis à disposition par l'ECA a été engagé à trois reprises dans le cadre des inondations qui ont touché le canton de Vaud et d'un feu de toiture d'une garderie à Lausanne.

Il est à noter que malgré la procédure mise en place par l'ECA, permettant de lever le doute sur la nécessité de mobiliser les sapeurs-pompiers, le nombre de déclenchements d'alarmes automatiques est en légère augmentation (+ 27).

Types d'interventions

	2021	2022
Déclenchements d'alarmes automatiques	312	362
Incendies	433	504
Sauvetage de personnes et d'animaux	342	398
Désincarcérations	28	30
Protection de l'environnement	407	430
Interventions techniques	377	424
Eléments naturels	51	47
Total	1'950	2'195

Il est à noter que les interventions du groupe de reconnaissance et d'intervention en milieux périlleux sont comptabilisées dans la catégorie «sauvetage de personnes et d'animaux» et atteignent 35 missions.

Répartition géographique des interventions

	2021	2022
Sur le territoire du SDIS Lausanne-Epalinges	1'502	1'577
Sur le territoire d'autres communes	447	618
Hors canton de Vaud	1	-

Alarme du personnel

La mise sur pied des détachements du personnel volontaire lausannois (groupe de l'unité d'appui du poste permanent et éclairage lourd) a été requise à 19 reprises (+4). Afin de renforcer les équipes déjà engagées sur des sinistres conséquents, la mise sur pied du personnel du corps professionnel en congé a été nécessaire à 18 reprises (-3).

Il est à noter qu'à 29 reprises (+7), il a été nécessaire de mobiliser un second officier de service pour garantir les missions opérationnelles, car le premier était déjà engagé sur une intervention.

Opération Tour de France

Le 9 juillet, la Ville de Lausanne accueillait la 8^e étape du Tour de France cycliste. Cette manifestation a nécessité la délocalisation de 68 collaboratrices et collaborateurs et sept véhicules de la caserne de la Vigie sur trois sites supplémentaires, en collaboration avec le SDIS Ouest-Lavaux. Durant ce dispositif particulier, il a été nécessaire d'intervenir à six reprises sur le secteur concerné par la course.

Concept d'engagement sur les installations ferroviaires du LEB

Un concept d'engagement pour le nouveau tunnel des installations ferroviaires du Lausanne-Echallens-Bercher (LEB) a été créé par les sapeurs-pompiers professionnels. Il définit, selon l'Ordonnance du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC), la participation des gestionnaires d'infrastructure aux frais de mise à disposition des services d'intervention sur les installations ferroviaires, les effectifs, les moyens et la tactique d'intervention. Cette nouvelle construction a obligé l'ensemble des sapeurs-pompiers à suivre la formation théorique qui englobait la présentation structurelle du tunnel, ses accès, ses dispositifs de secours, ainsi que la stratégie d'intervention, avant de se rendre sur le terrain pour une reconnaissance détaillée des sites à l'aide des dossiers d'intervention. Le concept a été testé à l'échelle 1/1 lors de l'exercice qui s'est déroulé le 4 mai avec comme scénario, le feu d'une motrice avec développement sur la rame passagers.

Formation du corps professionnel

La formation s'est concentrée sur le fonctionnement et l'utilisation des nouveaux véhicules et de l'ensemble du matériel acquis par la Ville de Lausanne ou mis à disposition par l'ECA et la Département général de l'environnement (DGE), notamment, la nouvelle tonne-pompe 9'000 litres. Ce véhicule est unique dans le canton. Il sert de prototype pour la fabrication de trois autres unités qui seront réparties sur le territoire vaudois. La formation créée et dispensée au sein des sapeurs-pompiers du SPSL sera le cadre de travail pour les autres SDIS du canton.

Organisé en collaboration avec l'ECA, un stage de perfectionnement pour les instructeurs feu, dont plusieurs lausannois, s'est déroulé à Liège en Belgique. Le but de ce dernier est de pouvoir bénéficier d'infrastructures inexistantes chez nous permettant aux intervenants de s'entraîner sur un feu intérieur en conditions réelles en toute sécurité.

Des stages de formation ont été organisés entre les sapeurs-pompiers du SPSL et de CIMO (Compagnie Industrielle de Monthey). Ces stages ont comme objectifs de permettre aux intervenants lausannois de renforcer leurs connaissances dans le domaine chimique, sur un site industriel et pour les sapeurs de CIMO de parfaire leurs connaissances des interventions en milieu urbain.

Les spécialistes du GRIMP ont accueilli leurs homologues du SDIS 74 de Haute-Savoie en terre vaudoise pour présenter leur matériel, mais également les spécificités des interventions urbaines et de la région. Une délégation s'est rendue en France pour y découvrir les thématiques en lien avec les spécificités du SDIS 74.

Dans le cadre de la convention qui lie le SPSL et l'ECA dans le domaine de la formation des sapeurs-pompiers vaudois, la certification EDUQUA pour la formation professionnelle, volontaire et l'Académie latine (ALSP), a été obtenue le 10 janvier.

Académie latine des sapeurs-pompiers (ALSP)

La session 2022 de l'Académie latine a débuté le 4 avril sur le site du Centre de formation de La Rama et s'est terminée le 11 novembre. La volée était composée de 13 aspirantes et aspirants romands, dont six lausannois. Cette formation leur a permis d'acquérir les bases théoriques et pratiques de la profession. Il est à noter que 35 instructeurs sapeurs-pompiers du SPSL sont engagés pour dispenser la formation de base durant cette école.

Les 19 aspirantes et aspirants de la volée 2021, dont cinq lausannois, ont réussi leurs examens.

Les cinq aspirants lausannois de la volée 2021 ont suivi la formation théorique et pratique de conduite pour l'obtention du permis de conduire poids-lourd professionnel. Cette instruction a été dispensée par les collaboratrices et collaborateurs qualifiés des sapeurs-pompiers du SPSL.

Sapeurs-pompiers volontaires

Au 1^{er} janvier 2022, pour le SDIS, 11 (+1) nouvelles et nouveaux sapeurs-pompiers volontaires ont été incorporés pour le site de Lausanne et 3 (-1) pour le site d'Epalinges.

Les groupes de conduite des détachements d'appui (DAP) des sites de Lausanne et Epalinges ont tenu 23 séances, dont 11 pour Lausanne. Ces séances ont permis de consolider les structures administratives et de conduite. Ils ont également géré et suivi toutes les missions d'intervention et de prévention qui leur ont été confiées.

Sur le plan opérationnel, les sapeurs du site d'Epalinges sont passés de la mobilisation par groupe en une gestion individuelle par le système ProSDIS de l'ECA. Ceci permet d'avoir la vision des effectifs disponibles à l'instant «T».

Au niveau de la formation, chaque sapeur-pompier volontaire a bénéficié de formations internes et cantonales adaptées. Cela représente 81 journées de cours cantonaux. A cela s'ajoutent 3'044 heures de formation interne. L'UAPP de Lausanne et le DPS d'Epalinges ont organisé leur formation continue dans les domaines de l'intervention et de la protection respiratoire.

Le traditionnel recrutement cantonal s'est déroulé le premier jeudi de novembre. S'inscrivant dans la refonte de la formation des sapeurs-pompiers volontaires, le recrutement 2022 a eu lieu sous une forme plus sélective, soit en deux phases. La première, lors de la soirée de recrutement, la seconde, fin novembre, avec des tests d'aptitude: vertige, claustrophobie, aptitudes manuelles, ainsi que de condition physique. A l'issue de cette phase de sélection, dix personnes ont été retenues pour le SDIS.

Jeunes sapeurs-pompiers (JSP)

Encadrés par huit moniteurs professionnels et volontaires, quatre filles et 26 garçons composant le groupe des jeunes sapeurs-pompiers (JSP), ont suivi leur formation annuelle en interne.

Le groupement JSP du SDIS Lausanne-Epalinges a participé à une journée d'instruction à Gimel, à l'inspection quinquennale des sapeurs-pompiers et ont effectué des démonstrations sur la place de l'Europe, dans le cadre des Journées feux bleus.

Les JSP ont également reçu une formation dans le domaine sanitaire, dispensée par le personnel du détachement poste médical avancé (DPMA) du SPSL.

Afin de permettre aux jeunes de passer les tests pour obtenir les distinctions appelées «flamme 3», le groupement vaudois des JSP a organisé, sur le site de La Rama, une session d'examens. Après avoir obtenu cette distinction, les JSP peuvent intégrer directement un SDIS sans devoir suivre le cours de base.

Le 4 décembre, le personnel du DPS de Lausanne, du site d'Epalinges et du DAP (détachement d'appui) site de Lausanne ainsi que les JSP, ont participé au Téléthon et ont récolté la somme de CHF 24'500.-.

Police du feu

Généralités

La Police du feu, en sa qualité d'autorité communale dans le domaine de la prévention et de la protection incendie, est constituée de cinq collaborateurs, appuyée ponctuellement par une sixième personne issue du rang des sapeurs-pompiers professionnels du SPSL.

Dotée de deux véhicules à propulsion entièrement électriques (une voiture et un scooter), elle est amenée à se déplacer journalièrement sur des lieux de visite de fin de travaux, des manifestations ou encore de sites d'ouverture ou de reprise d'exploitation d'établissements publics. Dans ce domaine, son rôle consiste à vérifier que toutes les mesures de prévention et protection incendie des bâtiments et autres ouvrages aient bien été mises en œuvre et soient fonctionnelles.

En amont, la Police du feu conseille les responsables du projet ou les projeteurs, afin d'anticiper et de faciliter la planification de la mise en œuvre des mesures nécessaires. A ce titre, elle contribue activement à la réalisation du programme de législature 2021-2026 de la Municipalité, et plus particulièrement du thème central lié au développement urbain et aux logements de qualité.

Elle est également l'autorité de surveillance de l'activité des maîtres ramoneurs officiels lesquels, au nombre de deux pour la circonscription lausannoise, procèdent au contrôle et au ramonage des installations thermiques.

Du côté des dossiers d'intervention des sapeurs-pompiers, l'ECA a procédé au remaniement de l'application ECAPLAN. En effet, ce support est désormais géo référencé. Les quelque 650 dossiers existants seront lors de leur mise à jour adaptés à cette nouvelle plate-forme.

Enfin, les collaborateurs de la police du feu ont suivi la formation continue annuelle relative à leur domaine de compétence, nécessaire au renouvellement de leur titre professionnel de spécialiste en protection incendie.

Statistiques

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Mises à l'enquête	740	686	853	764	739	441
Séances	395	381	385	248	396	412
Visites fin de travaux	288	254	339	145	322	237
Examens de situation pour des manifestations	450	679	965	557	556	762
Dossiers intervention	377	396	562	607	372	430

Ambulance/Service mobile d'urgence et de réanimation (SMUR)

Evolution de l'effectif des ambulancières et ambulanciers en ept

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
41.75	41.75	41.7	40.8	44.25	47	46

L'effectif de l'entité Ambulance est composé de 51 ambulancières et ambulanciers professionnels (diplômées et diplômés ES, techniciennes et techniciens ambulanciers), correspondant à 44 ept.

Afin de pallier plusieurs absences pour raison de santé, le pool d'auxiliaires a été régulièrement sollicité. Ce dernier est composé de 12 ambulancières et ambulanciers professionnels (diplômées et diplômés ES), techniciennes et techniciens ambulanciers, qui ont effectué plus de 3'640 heures de service.

Interventions

Une augmentation significative du nombre de missions a été constatée, avec 9'046 interventions (+8.14% par rapport à 2021). La moyenne journalière a atteint 24.78 interventions. Les cas de maladie représentent 77%. Les ambulancières et ambulanciers ont effectué 32.7% de P1, 62.9% de P2 et 0.8% de P3. Le solde se dilue dans les interventions secondaires.

Il convient encore d'ajouter 1'677 missions SMUR et 28 engagements du groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (GRIMP). Dès lors, ce ne sont pas moins de 10'705 interventions d'urgence et de sauvetage qui ont été effectuées par le personnel Ambulance. Cette entité demeure un acteur majeur sur la scène du dispositif cantonal de prise en charge des urgences pré-hospitalières (DisCUP), non seulement par le nombre d'interventions, mais aussi par ses différentes spécialisations et sa capacité à renforcer le dispositif en cas d'événement particulier.

Statistiques

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Nombre d'interventions	7'194	7'119	7'455	7'598	8'365	9'046
Nombre de personnes transportées	6'064	5'816	5'823	5'984	6'488	6'742
Nombre d'interventions sans transport	1'130	1'303	1'632	1'658	1'877	2'304
Nombre de missions SMUR	1'987	1'924	1'638	1'431	1'538	1'677

Incivilités

Les ambulancières et ambulanciers ont dû déposer deux plaintes.

Détachement poste médical avancé (DPMA) & Événement sanitaire particulier

Effectif

Le DPMA et le secteur Événement sanitaire particulier sont constitués de trois professionnels et de 75 volontaires. Le financement des professionnels est assuré conjointement par la Ville de Lausanne, la Direction générale de la santé (DGS) et l'Etablissement cantonal d'assurance (ECA).

Evolution de l'effectif du personnel volontaire

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
71	71	68	75	70	71	73

L'effectif autorisé du personnel volontaire est de 75 personnes au maximum (hors des postes professionnels). Il se répartit en trois catégories distinctes: 15 médecins, 40 professionnelles et professionnels de la santé et 20 secouristes.

Outre le déploiement et l'activation du poste médical avancé, les spécialisations et prestations suivantes sont assurées:

- soutien sanitaire opérationnel (SSO) au profit des intervenantes et intervenants sapeurs-pompiers, lors d'interventions sur l'ensemble du canton;
- équipières et équipiers sanitaires maintien de l'ordre (ESMO+) au profit des policières et policiers lausannois et gendarmes vaudois;
- décontamination de personnes dans les domaines atomique, biologique et chimique (DECON ABC);
- mise en place de dispositifs médico-sanitaires (DMS) lors de manifestations importantes;
- représentation du SPSL et de la DGS dans la Commission technique opérationnelle romande (CTOR) et du Groupe romand d'intervention médicale en cas de catastrophe (GRIMCA);
- coordination des véhicules de soutien sanitaire (VSS) au profit des cantons romands (VD, GE, FR, NE, VS).

Types d'interventions – engagements

	2021	2022
Soutien sanitaire opérationnel (SSO)	20	15
Poste médical avancé (PMA)	1	0
Dispositif médico-sanitaire (DMS)	2	4
Premier répondant et missions particulières (CE DPMA)	6	12
Ambulancières et ambulanciers chefs des secours (ACS) (sollicitations/déplacements)	27/7	15/4

Les manifestations culturelles et sportives ayant pu reprendre leur rythme de croisière, le Détachement a pris en charge la gestion médico-sanitaire des 20KM de Lausanne, du Triathlon et du Marathon de Lausanne, prenant ainsi en charge plus d'une centaine de patients.

Le passage du Tour de France a constitué un engagement d'envergure pour le Détachement. En plus des dispositifs médico-sanitaires (DMS) dédiés, sur les sites de fête de Lausanne (arrivée) et Aigle (départ), les cadres du Détachement ont assuré la mise en place et la conduite de l'ensemble des moyens sanitaires, au travers du poste de commandement, centralisé à la Police cantonale vaudoise.

Matériel et équipement

Dans le cadre du maintien de l'uniformisation des moyens d'intervention sanitaires romands, la finalisation du projet VSS 2023 a été conduite. Un nouveau véhicule sera réalisé conjointement avec celui du canton de Genève, sous la conduite du Détachement, dans le cadre des accords entre les cantons romands. Ceci portera à six le nombre d'engins similaires, engageables en cas d'événements sanitaires d'envergure, à l'horizon 2023/2024.

Formation

La formation interne a pu reprendre cette année et la présence du personnel volontaire a significativement augmenté lors des divers exercices, en témoignent les 1'830 heures consacrées à ce domaine.

Protection civile (PCi)

Evolution de l'effectif des professionnel-le-s

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
18	19	18	18	17	17	17

Evolution de l'effectif des milicien-ne-s et volontaires

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
1'250	1'393	1'254	1'196	1'176	800	819

Les conséquences de l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2021 de la nouvelle loi sur la Protection civile (LPPCi) a encore une fois des répercussions sur les effectifs. Au 31 décembre 2022, ce ne sont pas moins de 170 astreints qui ont été libérés et 42 nouveaux astreints incorporés.

Interventions

La poursuite de l'engagement COVID-19 s'est déroulée durant la période des fêtes 2021-2022 et ceci jusqu'au 12 février, avec non moins de 2'000 jours de service. Cela représente, pour cette pandémie, près de 50'000 jours de service effectués par le Bataillon Centre regroupant les Organisations régionales de protection civile (ORPC) de Lausanne-District, l'Ouest-Lausannois et Lavaux-Oron.

Afin de répondre à la mission reçue de la délégation du Conseil d'Etat pour soutenir l'Etablissement vaudois d'accueil des migrants (EVAM), du 14 mars au 29 juillet, les ORPC de Lausanne-District et de l'Ouest-Lausannois ont uni leurs forces pour mettre en place et exploiter un centre d'accueil dans les halles sud du Palais de Beaulieu, pouvant accueillir jusqu'à 300 réfugiées et réfugiés ukrainiens. Plus de 4'900 jours de service ont été réalisés, ce qui représente au total 29'000 heures pour la milice et les professionnelles et professionnels et correspond à 7'500 nuitées pour plus de 1'300 réfugiées et réfugiés.

L'ORPC est intervenue à deux reprises en juillet dans le cadre du déclenchement du «Plan Canicule».

Lors de la coupure du réseau Swisscom le 14 juillet, la cellule de crise du CHUV a fait appel à la PCi pour disposer de personnel formé à l'aide à la conduite. Au final, trois personnes ont été engagées. La mission a rapidement pris fin avec le retour du réseau de télécommunication.

Une intervention au «Répit» a eu lieu du 25 novembre au 1^{er} décembre afin d'apporter un soutien à la structure dite de «bas-seuil», pour l'institution «Mère Sofia». Durant sept nuits, 100 personnes ont été accueillies, pour un total de 413 heures réalisées par 17 astreintes et astreints et 105 heures par le personnel professionnel.

Le Plan Ostral a été déployé de fin septembre au 23 décembre, dans le but de mettre à niveau l'état de préparation en cas de pénurie en électricité. L'ORPC a été sollicitée pour soutenir les communes du District et la cellule de crise préfectorale. Cela représente plus de 290 heures de travail pour le personnel professionnel, ainsi que trois semaines d'engagement pour deux personnes astreintes rattachées à ladite cellule.

Heures réalisées par les professionnelles et professionnels

	2021	2022
Engagements au profit des collectivités	481	2'359
Engagements en situation d'urgence	7'054	2'620
Total	7'535	4'979

Collaborations (internes et externes)

Les interventions en situation d'urgence, accueil des réfugiées et réfugiés ukrainiens ainsi que la situation de pénurie (INOPIA), ont permis de collaborer avec les partenaires cantonaux et régionaux comme l'EVAM, le service vétérinaire et la préfecture.

Matériel, équipement et infrastructures

En collaboration avec le Service de la sécurité civile et militaire (SSCM) et les ORPC, il a été décidé de réduire le nombre de remorques datant des années 60 immatriculées par le Canton. Pour la Ville, cela a consisté à réduire la dotation de 50 unités et passer de 150 à 100 remorques, ce qui permet en tout temps de répondre aux besoins opérationnels.

A contrario, trois nouvelles génératrices 20 kva ont été reçues afin de garantir l'alimentation électrique des antennes POLYCOM cantonales.

Le SSCM et sa Division PCi ont décidé d'équiper tout le personnel astreint de la nouvelle tenue PCi VD 15.

Essai annuel des sirènes

Seules les sirènes mobiles ont été contrôlées par la division en 2022. Les sirènes fixes ont été déclenchées par les centrales d'engagement dédiées (mode automatique), ceci sans la présence de la milice en raison de l'engagement COVID-19.

Places protégées

467 nouvelles places protégées ont été validées dans le cadre de différentes réalisations. Plus de 400 contrôles périodiques ont été effectués sur la commune de Lausanne.

Formation

En plus des nombreuses interventions, plusieurs cours de type «IAE» (Instruction Axée à l'Engagement) ont été réalisés par près de 800 astreintes et astreints, avec pour contenu les matières suivantes:

- moyens d'extinction de dépôts de feux;
- régulation du trafic routier;
- réanimation cardio-pulmonaire (BLS-AED);
- sécurité antichute;
- communication radios POLYCOM.

Jours de service

	2021	2022
Cours effectués dans le cadre communal	302	1'370
Engagement au profit de la collectivité	220	1'306
Engagement en situations d'urgence	5'911	4'372
Total	6'433	7'048

Centre de formation de La Rama (CFR)

Locations

La fréquentation du CFR est principalement répartie entre:

- divers services de la Ville et de l'Etat de Vaud;
- les sapeurs-pompiers (notamment au travers des formations ECA) avec plateau technique de formation (PTF);
- les utilisatrices et utilisateurs externes (principalement des organisations œuvrant dans le domaine des secours, de la sécurité et de la prévention).

En 2022, le CFR a fonctionné toute l'année sans fermeture due au COVID-19. Avec un nombre de jours de location d'infrastructures de 296, il retrouve ainsi son rythme de croisière et son activité «pré-pandémie».

Repas

La cuisine du CFR a produit 17'190 menus, dont 4'628 livrés dans les diverses entités du SPSL. Une baisse (-6.33%) est constatée par rapport à 2019, dernière année avant la pandémie.

Restauration collective durable (RCD)

Le CFR continue à participer au plan de RCD, au travers de son 2^e volet, le plan RCD II (2021-2024).

Service du contrôle des habitants (CH)

Principales missions du service

- tenir à jour l'ensemble des données relatives à la population, en veillant à respecter les dispositions légales en matière de contrôle des habitants et d'harmonisation des registres;
- accueillir le public et renseigner les usagers;
- constituer les dossiers de demandes d'autorisations de séjour et d'établissement et les transmettre à l'autorité compétente, à savoir le Service cantonal de la population;
- fournir aux administrations publiques les données qui leur sont nécessaires (registres des contribuables, registre civique, registre cantonal des personnes, écoles, etc.);
- traiter les mutations courantes sous forme électronique et en transmettre le résultat au Registre cantonal des personnes (RCPers), dans le cadre de l'automatisation du transfert d'informations (ATI).

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Bureau "Suisse – permis C"	8.90	8.90	8.80	8.80
Bureau des étrangers	12.00	12.00	13.30	12.10
Direction CH	3.00	3.00	3.00	3.00
Div. opérationnelle CH	7.30	7.30	7.30	8.30
Sect. SICH et qualités données	4.50	4.50	4.30	4.30
Section administrative CH	4.00	4.00	4.00	4.00
Total service	39.70	39.70	40.70	40.50

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	1.00

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Bureau "Suisse – permis C"	11	8.90	11	8.80
Bureau des étrangers	13	12.00	14	12.10
Direction CH	3	3.00	3	3.00
Div. opérationnelle CH	9	7.30	10	8.30
Sect. SICH et qualités données	5	4.50	5	4.30
Section administrative CH	4	4.00	4	4.00
Total service	45	39.70	47	40.50

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
Section administrative CH	1	1
Total service	1	1

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	4	7
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	-
Total service	5	7

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	2
Départ à la retraite	2
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	4

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	-	-	-	-
Auxiliaires mensualisé·e·s	7	6.17	12	4.83
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*	-	*
Total service	7	6.17	12	4.83

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

A compter du 1^{er} janvier 2022, la gestion des personnes au bénéfice d'une autorisation de travail frontalière (permis G) a été reprise par le Service cantonal de la population, ce qui représente plus de 6'500 dossiers. Désormais, seules les personnes au bénéfice d'un permis G ayant une résidence secondaire à Lausanne continuent d'être gérées par le CH, dès lors qu'elles sont considérées comme habitantes au sens de la loi sur le contrôle des habitants. Elles sont au nombre de 79, au 31 décembre 2022.

Dès le mois de février 2022, le conflit russo-ukrainien a provoqué l'exode d'une partie de la population ukrainienne. A ce titre, au 31 décembre 2022, 759 personnes de nationalité ukrainienne sont recensées, alors qu'elles étaient 175 à fin 2021.

L'évolution des normes «ech» (qui définissent un standard fédéral pour la communication des données) a nécessité de consacrer beaucoup de temps aux adaptations requises, tant du côté du CH que du SOI. Dans les principales évolutions informatiques citons notamment la mise en

œuvre du «mariage pour tous», l'adaptation du logiciel paracomptable nécessaire pour assurer la compatibilité avec le nouveau système d'information financier (SIF).

Enfin, le cap des 149'000 habitants a été franchi le 15 novembre 2022, confortant ainsi le dynamisme de Lausanne et son attrait pour de nombreuses personnes. Toutefois, en raison de facteurs saisonniers, la population lausannoise s'établit, au 31 décembre 2022, à 148'810 personnes.

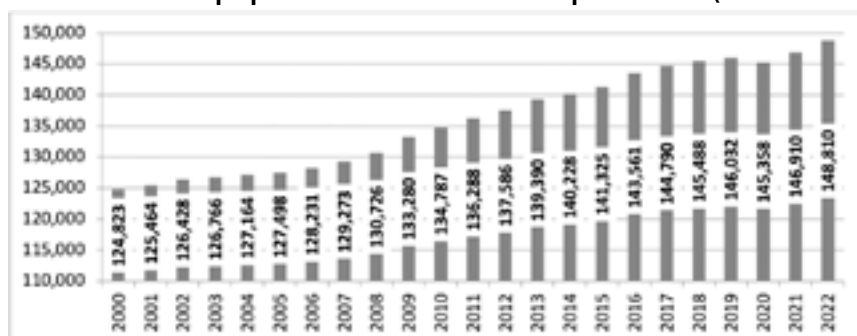
Principales activités 2022

Evolution démographique et statistiques

Evolution démographique

Au 31 décembre 2022, 148'810 personnes figuraient dans le registre des habitantes et habitants de la Ville de Lausanne, toutes catégories confondues, soit une augmentation de 1'900 habitantes et habitants par rapport à 2021.

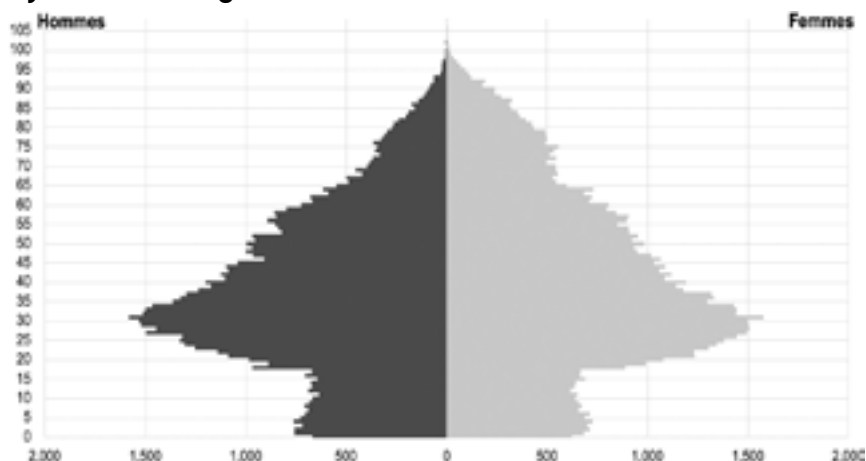
Évolution de la population lausannoise depuis 2000 (au 31 décembre)



Depuis l'an 2000, l'augmentation de la population, à fin 2022, est de 19,21%.

Statistiques de la structure de la population lausannoise

Pyramide des âges



Population lausannoise, selon le type de résidence

au 31 décembre	2020	2021	2022	Différence 2021/2022
En résidence principale	141'464	142'708	144'684	+1'976
En résidence secondaire	3'894	4'202	4'126	-76
Total	145'358	146'910	148'810	+1'900

Répartition de la population, selon les origines et la nationalité

selon origines/nationalité	2020	2021	2022	Différence 2021/2022
Vaudois-e-s	47'979	48'871	49'686	+815
— dont Lausannois-e-s	21'442	22'538	23'745	+1'207
autres cantons	36'346	36'401	36'082	-319
Total population suisse	84'325	85'272	85'768	+496
Total population étrangère	61'033	61'638	63'042	+1'404
Total	145'358	146'910	148'810	+1'900

Population étrangère résidant à Lausanne, par pays/continents

au 31 décembre	2021	%*	2022	%*	Différence 2021/2022
France	13'213	8.99	13'658	9.18	+445
Portugal	7'894	5.37	7'631	5.13	-263
Italie	6'566	4.47	6'481	4.35	-85
Espagne	5'353	3.64	5'591	3.76	+238
Reste de l'Europe	12'821	8.74	13'445	9.03	+624
Population étrangère européenne	45'847	31.21	46'806	31.45	+959
Afrique	6'014	4.09	6'138	4.13	+124
Asie	5'239	3.57	5'508	3.70	+269
Amériques	4'367	2.97	4'422	2.97	+55
Océanie	98	0.07	94	0.06	-4
Apatrides	6	—	6	—	—
Non déterminée	67	0.05	68	0.05	+1
Population étrangère non européenne	15'791	10.75	16'236	10.91	+445
Population étrangère totale	61'638	41.96	63'042	42.36	+1'404

* pourcentage de la population étrangère par rapport à la population globale vivant à Lausanne (respectivement 146'910 et 148'810)

Population étrangère résidant à Lausanne, par permis

au 31 décembre	2020	2021	2022	Différence 2021/2022
Population en résidence principale:				
— Permis B	23'795	23'877	24'658	+781
— Permis C	32'879	32'284	31'629	-655
— Permis F	1'473	1'435	1'416	-19
— Permis L	1'117	969	1'113	+144
— Cas en suspens auprès des autorités cantonales ou fédérales	991	2'203	2'598	+395
— Procédures de refus/recours	171	143	133	-10
Total population résidante	60'426	60'911	61'547	+636
Dispensés par le DFAE ¹	122	158	177	+19
Permis C ²	5	7	8	+1
Total population diplomatique	127	165	185	+20
Requérant-e-s d'asile	76	80	233	+153
Permis S (statut de protection)	—	—	609	+609
Total en résidence principale	60'629	61'156	62'574	+1'418
Population en résidence secondaire:				
— Permis B	93	114	117	+3
— Permis C	237	279	253	-26
— Permis F	1	1	1	—
— Permis G (frontalier)	65	73	79	+6
— Permis L	3	3	5	+2
— Demandes en cours	5	11	11	—
— Dispensés par le DFAE	—	1	2	+1
— Requérant-e-s d'asile	—	—	—	—
Total en résidence secondaire	404	482	482	-14
Total de la population étrangère	61'033	61'638	63'042	+1'404

¹ Membres ou personnel des missions diplomatiques et consulaires dispensés de formalités

² Conjoint-e-s ou enfants des personnes dispensées par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), exerçant une activité lucrative

Naissances et décès au sein de la population lausannoise

	2020	2021	2022	Différence 2021/2022
Naissances	1'602	1'703	1'474	-229
Décès	1'204	1'024	1'057	+33
Solde naturel	398	679	417	-262

Relations avec les administrées et administrés

Les relations avec la population lausannoise sont réparties selon trois axes principaux, à savoir par courriers électroniques, par courriers postaux et sur présentation aux guichets. Les appels téléphoniques permettent également de renseigner les administrées et administrés sur les modalités d'annonces et de traitement des demandes d'autorisation de séjour.

	2021	2022	Différence 2021/2022	En pourcentage
Nombre d'opérations de mise à jour	288'737	294'711	+5'974	+2.06%
Nombre d'e-mails	77'586	68'000	-9'586	-12.35%
Nombre de courriers postaux	44'471	44'991	+520	+1.16%

Avec l'afflux toujours important de personnes se présentant sans rendez-vous, il a été nécessaire de prendre un maximum de personnes «entre deux rendez-vous», ce qui explique l'augmentation de la fréquentation des guichets en 2022 et, en corollaire, l'allongement du temps d'attente moyen.

	2021	2022	Différence 2021/2022
Nombre d'entretiens effectués aux guichets	16'030	22'842	+6'812
Temps d'attente moyen	0'50"	1'30"	+0'40"

Depuis 2019, le CH délivre des déclarations de résidence dont les demandes sont effectuées en ligne.

	2020	2021	2022	Différence 2021/2022
Déclarations de résidence délivrées par internet	8'127	8'138	8'524	+386

Service de l'économie (ECO)

Principales missions du service

- mise en œuvre et appui en matière d'économie, de promotion économique et d'initiatives entrepreneuriales;
- production de la statistique publique communale et analyse;
- gestion administrative et coordination des manifestations;
- gestion des établissements et des terrasses;
- gestion des commerces permanents et itinérants (y compris les marchés);
- gestion des cinémas;
- gestion des procédés de réclame;
- organisation de la Fête foraine de printemps (Luna Park);
- gestion des ports de petite batellerie, des infrastructures nautiques et des rives du lac;
- perception des taxes de séjour;
- perception de l'impôt sur les divertissements;
- gestion des décès;
- gestion du centre funéraire de Montoie.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Direction ECO	5.45	4.90	5.50	5.20
Etablissements & Commerces	6.00	6.00	6.00	6.00
Finances & Gestion/Taxes séjour	6.20	5.70	6.70	5.70
Lac	2.00	2.00	2.00	2.00
Manifestations & Marchés	8.00	7.90	7.80	7.80
Off. Commerces & manif.	2.90	2.80	2.80	2.80
Off. prest. funéraires Isnois	21.00	21.00	21.00	21.00
Office appui économ. et stat.	4.10	3.50	4.10	3.50
Total service	55.65	53.80	55.90	54.00

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	0.25

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Direction ECO	6	4.90	6	5.20
Etablissements & Commerces	6	6.00	6	6.00
Finances & Gestion/Taxes séjour	6	5.70	6	5.70
Lac	2	2.00	2	2.00
Manifestations & Marchés	9	7.90	9	7.80
Off. Commerces & manif.	3	2.80	3	2.80
Off. prest. funéraires Isnois	25	21.00	25	21.00
Office appui économ. et stat.	4	3.50	4	3.50
Total service	61	53.80	61	54.00

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
Unité administrative	–	–
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de transfert(s)	3	3
	sortant(s)	entrant(s)
	–	–
Total service	3	3

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	–
Convention de départ	–
Décès	–
Démission	3
Départ à la retraite	–
Fin de contrat	–
Licenciement juste motif ordinaire	–

Licenciement suppression poste	–
Licenciement fin droit trait. 2 mois	–
Licenciement fin droit trait. 24 mois	–
Licenciement juste motif immédiat	–
Licenciement invalidité totale	–
Total service	3

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	–	–	–	–
Auxiliaires mensualisé·e·s	8	4.58	6	3.81
Auxiliaires payé·e·s au forfait	4	*	4	*
Total service	12	4.58	10.00	3.81

* information indéterminée car à la tâche

Principales activités 2022

Office d'appui économique et statistique (OAES)

En matière de statistique publique, l'office a conduit une analyse approfondie de la situation économique lausannoise dans son cadre régional et en comparaison avec les principales villes suisses (Le potentiel contributif du territoire lausannois, juin 2022, Le marché du travail à Lausanne, juin 2022). Ces éléments ont permis à la Municipalité de disposer de références pour se déterminer sur la promotion du potentiel de Lausanne comme destination économique et touristique. L'office a poursuivi sa mission en matière de statistique analytique en répondant aux demandes des autres services, en particulier en ce qui concerne le domaine du logement notamment dans le cadre de la planification de l'étape du PA2 et 3 des Plaines-du-Loup.

En appui aux démarches du service pour le suivi des affaires économiques, l'office a participé aux prestations d'appui au tissu des entreprises lausannoises. L'édition 2022 du Prix entreprises formatrices, organisée par l'office en partenariat avec Economie Région Lausanne (ERL), a pu à nouveau se tenir en présentiel et a distingué six entreprises pour leurs efforts en faveur de l'apprentissage.

L'office a par ailleurs assuré la représentation de la Ville auprès des instances de coordination de la statistique publique suisse (Cort, Corstat, Regiostat) ainsi que de la Commission statistique de l'Union des villes suisses (UVS) dont Lausanne est membre.

Office des autorisations commerciales et des manifestations (OACM)

A — Etablissements, commerces, cinémas, procédés de réclame

Etablissements

	2021	2022
Demandes de préavis pour licence	169	248
Licences délivrées ou renouvelées	370	397
Changements d'enseigne	43	51
Manifestations	538	899
— dont ouverture de billetterie	42	66
Autorisations de diffusion de musique	97	106
Refus des heures de prolongation (rappels, avertissements, retraits) ¹	2	5
Dossiers de mise en conformité des locaux	112	107
Demande de préavis pour fumeurs	–	–

¹ Selon les directives municipales en matière de refus des heures de prolongation après l'heure de police fixée à 3h00 (art 5. RME)

Durant l'année, six établissements ont été déclarés en faillite, soit cinq cafés-restaurants et un café-bar. De plus, par décisions du Département de l'économie, de l'innovation et du sport (Police cantonale du commerce), 13 établissements ont été fermés temporairement et neuf magasins ont été privés de vente de boissons alcooliques, pour diverses infractions.

Nombre d'établissements par catégorie de licences (au 31 décembre)

Catégorie	Genre de licences	Etablissements exploités au 31 décembre 2021	Créations	Réouvertures	Changements de catégorie (en +)	Fermures	Changements de catégorie (en -)	Etablissements exploités au 31 décembre 2022	Ecart
A	Hôtel avec restauration	27	-	1	1	2	-	27	-
	Hôtel sans restauration	6	-	-	-	1	1	4	-2
B	Café-restaurant	466	10	16	3	30	-	465	-1
D	Café-bar	24	1	-	-	1	2	22	-2
E	Buvette	32	3	1	-	2	1	33	1
F	Discothèque avec restauration	5	-	-	-	-	-	5	-
	Discothèque sans restauration	7	-	1	1	-	-	9	2
G	Night-club avec restauration	1	-	-	-	-	-	1	-
	Night-club sans restauration	4	-	-	-	-	-	4	-
H	Salon de jeux avec boissons alcooliques	2	-	1	-	1	-	2	-
	Salon de jeux sans boissons	-	-	-	-	-	-	-	-
	Salon de jeux avec restauration	2	-	-	-	-	-	2	-
	Salon de jeux avec boissons sans alcool	-	-	-	-	-	-	-	-
J	Tea-room	50	1	-	-	1	2	48	-2
K	Bar à café	4	-	-	-	-	-	4	-
L	Café-restaurant (bateaux)	15	-	-	-	1	-	14	-1
	Autorisation spéciale de jour sans boissons	2	-	-	-	-	-	2	-
	Autorisation spéciale de jour avec boissons	14	-	-	-	3	-	11	-3
	Autorisation spéciale de jour – Sauna	2	-	-	-	-	-	2	-
	Autorisation spéciale de nuit – Sauna	-	-	-	-	-	-	-	-
	Autorisation spéciale de jour – article 66 LADB	2	-	-	-	-	-	2	-
M	Autorisation spéciale de nuit – article 66 LADB	1	-	-	-	-	-	1	-
	Traiteur	6	5	-	-	-	1	10	4
N	Débit de boissons alcooliques à l'emporter	292	15	4	1	22	-	290	-2
	Totaux	964	35	24	6	64	7	958	-6

Capacités des établissements ouverts (au 31 décembre)

	2021		2022	
	Nombre	Capacité	Nombre	Capacité
Etablissements de jour ¹	633	77'217	624	76'171
Etablissements de nuit ²	18	6'194	20	7'414
Totaux	651	83'411	644	83'585

¹ Etablissements de jour au bénéfice des licences d'hôtel, de café-restaurant, de café-bar, de buvette, de salon de jeux, de tea-room et de bar à café, ainsi que ceux au bénéfice d'autorisations spéciales (bateaux non compris). Ouverture les samedis, les dimanches et les jours fériés de 6h30 à 24h, les autres jours de 5h à 24h, avec possibilité de prolongation jusqu'à 1h du dimanche soir au jeudi soir et jusqu'à 2h le vendredi et le samedi soir, moyennant le paiement d'une taxe

² Etablissements de nuit au bénéfice des licences de discothèque, de night-club et autorisation spéciale. Ouverture de 17h à 3h, avec possibilité d'ouverture anticipée entre 14h et 17h ou prolongée entre 3h et 6h, moyennant le paiement d'une taxe et pour autant qu'ils respectent les prescriptions fédérales, cantonales et communales relatives à l'exploitation des établissements. L'heure de 5h à 6h est gratuite

Les capacités sont exprimées en nombre de personnes autorisées à l'intérieur d'un établissement, personnel compris.

Commerces

Les autorisations de dérogation à l'horaire des magasins délivrées au 31 décembre, conformément à l'article 12 du règlement sur les heures d'ouverture et de fermeture des magasins (RHOM), se présentent comme suit:

	2021	Avec alcool (2021)	2022	Avec alcool (2022)
Magasins d'alimentation, magasins-traiteurs, laboratoires	261	105	277	109
Boulangeries-pâtisseries-confiseries	15	1	17	1
«Shops» de station-service	15	-	15	-
Magasins de tabac et journaux	35	19	33	18
Magasins de glaces	6	-	6	-
Kiosques	21	-	22	-
Total	353	125	370	128

Autorisations

	2021	2022
Tabacs	528	492
Jeux et appareils automatiques	931	879
Commerces d'occasions	133	123
Ventes aux enchères	5	6

Autorisations de procédés de réclame délivrées en 2022

	2021	2022
Permanent	293	224
De durée limitée	62	38
Décoration	5	4
Total	360	266

Au 31 décembre, 266 autorisations ont été délivrées pour la pose de 676 procédés de réclame (visuels).

Le montant total de la taxe perçue pour les procédés de réclame eux-mêmes s'est élevé à CHF 66'759.-. Le total des taxes perçues en sus pour l'occupation du domaine public et assimilé de ces procédés s'est élevé à CHF 222'915.-.

Terrasses et étalages – Anticipations professionnelles (au 31 décembre)

	2021	2022
Nombre de terrasses d'établissements publics (avec taxe d'anticipation), dont	528	607
— sur domaine public	219	275
— sur domaine privé	309	332
Étalages de magasins	249	245

144 autorisations pour l'exploitation de terrasses, ainsi que 14 autorisations pour des anticipations commerciales, ont été délivrées ou renouvelées durant l'année.

Lausanne compte 607 terrasses d'établissements, soit 275 installées sur le domaine public et 332 sur le domaine privé. Cela représente une occupation du domaine public de 8'665 m².

Les terrasses des établissements et les anticipations commerciales ont bénéficié de la gratuité, respectivement jusqu'au 31 octobre 2022 et pour un montant de CHF 434'000.- pour les terrasses et sur l'ensemble de l'année et pour un montant de CHF 90'000.- en ce qui concerne les anticipations commerciales. Des gratuités similaires avaient été accordées en 2021.

Cinémas

	2021	2022
Nombre de spectateur-trice-s	377'508	585'770
Nombre de salles de cinéma	22	22

Les cinémas lausannois comptent au total 4'034 places au 31 décembre 2022. Les films projetés en première vision sont au nombre de 382 (304 en 2021). La hausse du nombre de spectatrices et spectateurs est de 55.2%.

B — Manifestations et marchés

Manifestations

Catégories	2021				2022			
	Nombre de manif.	Nombre de jours	% du nombre de manif.	% du nombre de jours de manif.	Nombre de manif.	Nombre de jours	% du nombre de manif.	% du nombre de jours de manif.
Sports	354	700	10	12.20	311	596	6.80	8.30
Soirées/fêtes/repas de soutien	154	176	4.30	3.10	306	329	6.70	4.60
Manifestations sur le domaine public et assimilé	801	1540	22.50	26.70	986	2098	21.60	29.40
Bienfaisance/utilité publique	495	569	13.90	9.90	709	774	15.50	10.80
Spectacles/concerts	324	616	9.10	10.70	648	915	14.10	12.80
Conférences	218	296	6.15	5.10	297	366	6.50	5.10
Expositions	69	454	1.95	7.90	69	382	1.50	5.40
Stands d'information/récoltes de signatures	742	757	20.90	13.20	759	787	16.60	11.00
Centres socioculturels	86	256	2.40	4.40	82	270	1.80	3.80
Manifestations diverses	311	392	8.80	6.80	407	629	8.90	8.80
Total	3'554	5'756	100%	100%	4'574	7'146	100%	100%

En 2022, 403 permis temporaires pour la vente de boissons alcooliques à consommer sur place lors de manifestations ont été délivrés aux différents organisateurs (221 en 2021).

Au vu de la levée des restrictions sanitaires liées au Covid-19, dès le 17 février les activités du secteur des manifestations ont repris massivement (nombre d'autorisations \geq de 25%).

Marchés

	Nombre d'autorisations annuelles au 31 décembre	
	2021	2022
Maraîchers (y compris fleurs)	68	64
Charcutiers	12	13
Epiciers	43	35
Fromagers	14	13
Boulangers	15	13
Poissonniers	1	1
Etalagistes (brocante, vêtements, etc.)	102	100
Artisans	29	37

Parallèlement aux 276 titulaires d'une autorisation annuelle au 31 décembre, 1'134 autorisations ont été délivrées en 2022 pour des participations journalières aux différents marchés. Ces autorisations permettent de participer à un nombre défini de marchés, pour la majorité à six reprises.

Activité et contrôles (bureau des manifestations et des marchés)

La rue Centrale a accueilli une majorité de participants journaliers et devient un lieu d'importance pour le marché.

Un projet de vente de mets à l'emporter (food trucks) a été mis en place à la place Bel-Air pour animer la zone fermée à la circulation en raison des travaux de rénovation du Grand-Pont. Ce projet a ensuite été déplacé sur la terrasse Jean-Monnet et sera poursuivi à cet endroit en 2023.

Impôt sur les divertissements

Encaissement net (en CHF)	2021	2022
Cinémas	873'702.35	1'354'899.55
Dancings	460'199.40	856'759.20
Cafés-restaurants	15'930.25	18'147.00
Spectacles	842'445.25	2'085'059.00
Sports	75'304.10	96'551.55
Divers	1'040'648.25	1'379'211.15
Total	3'308'229.60	5'790'587.45

Après la crise sanitaire, les principales catégories soumises à l'impôt sur les divertissements ont enregistré une hausse d'activité encourageante et atteint durant l'exercice 2022 un niveau légèrement inférieur à la situation avant pandémie (2019 = CHF 5'948'186.- d'impôt sur les divertissements).

Taxes de séjour

En 2021, les communes de l'Entente intercommunale de la taxe de séjour ont toutes approuvé le projet de modification du règlement intercommunal sur la taxe de séjour. Pour la commune de Lausanne, ces modifications ont fait l'objet du préavis N° 2021/14 du 11 février 2021 dont les conclusions ont été adoptées par le Conseil communal le 8 juin 2021. Ces nouvelles dispositions sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2022, avec cependant un report au 1^{er} janvier 2024 concernant l'augmentation de la taxe de séjour sur les nuitées hôtelières.

Au 31 décembre 2022, les municipalités des communes membres de l'Entente sont au nombre de neuf, soit Bussigny, Chavannes-près-Renens, Crissier, Ecublens, Lausanne, Lutry, Pully, Romanel-sur-Lausanne et Saint-Sulpice.

Taxes communales (en CHF)	2021	2022
Catégories 1 à 5*	1'999'183.75	2'950'035.20
Catégorie 6 (pensionnats – instituts)	271'080.50	226'662.00
Catégorie 7 (appartements, villas, studios, chambres)	876'172.20	815'085.72
Total	3'146'436.45	3'991'782.92

* Catégories 1 à 5 = hôtels (répartis entre les catégories 1 à 5, selon le nombre d'étoiles ou sans étoile), auberges de jeunesse et assimilés, beds & breakfast, chambres d'hôtes, gîtes ruraux, hébergements et campings

Le produit net de cette taxe est réparti à raison de 50% à l'Association Lausanne Tourisme et à raison de 50% au Fonds d'encouragement pour l'équipement touristique de la région lausannoise (FERL).

Ports

Au 31 décembre 2022, les ports de petite batellerie d'Ouchy et de Vidy comptent le nombre de places suivant:

Places/Amarrages	Vidy	Ouchy	Vieux-Port d'Ouchy	Total
2.50	368	374	-	742
2.75	250	122	-	372
3.00	52	18	-	70
3.50	43	73	-	116
4.25	9	26	-	35
Places visiteur-euse-s	22	8	16	46
Bouées	*9	-	26	35
Places à terre	183	124	-	307
Total	936	745	42	1'723

* dont cinq bouées de marquage pour les clubs nautiques et d'aviron

Parmi les places d'amarrage et à terre, 1'205 sont attribuées à des Lausannoises et Lausannois (dont 45 personnes morales, associations, clubs nautiques, etc.) et 470 à des personnes dites hors Lausanne, soit celles qui, ayant obtenu leur amarrage lorsqu'elles étaient domiciliées à Lausanne, ont ensuite quitté la commune. Dix places sont utilisées par les bateaux techniques ou de sécurité.

1'645 nuitées (1'799 en 2021) ont été enregistrées sur les 46 places prévues pour les visiteuses et visiteurs.

Autorisations délivrées	2021	2022
Cabines/Vidy	22	18
Places à l'eau	53	70
Places à terre	12	11
Total	87	99

Demandes non satisfaites (liste d'attente au 31 décembre) Personnes domiciliées à Lausanne	2021	2022
Places à l'eau	581	636
Places à terre	20	23
Recettes globales	2020 (en CHF)	2021 (en CHF)
Places d'amarrage et places à terre, pontons, plans d'eau, matériel	1'594'013.05	1'616'440.40
Locations (cabines, locaux divers)	75'822.60	78'865.15
Engins de levage	9'735.30	8'391.40
Total	1'679'570.95	1'703'696.95

Office des prestations funéraires lausannois (OPFL)

L'activité de l'Office a été conditionnée par un recul du nombre de crémations, alors que le nombre de décès dans le canton de Vaud a augmenté (6'016 en 2022 contre 5'668 en 2021). Cette réduction concerne essentiellement les personnes qui n'étaient pas de Lausanne. Elle s'explique par l'ouverture en août 2022 d'un crématoire privé à Aigle et par un report des incinérations sur le crématoire de Neuchâtel pour les défunts du Nord vaudois.

Décès enregistrés

	Personnes domiciliées à Lausanne	Personnes domiciliées hors Lausanne	Total
Inhumations	141	81	222
Crémations	781	2'965	3'746
Transferts hors Lausanne	84	460	544
Corps légués aux instituts d'anatomie*	6	32	38
Corps en attente	–	4	4
Total des décès enregistrés	1'012	3'542	4'554
Personnes domiciliées à Lausanne, décédées à Lausanne			851
Personnes domiciliées à Lausanne, décédées hors Lausanne			161
Personnes domiciliées hors Lausanne, décédées à Lausanne			885
Personnes domiciliées hors Lausanne, décédées hors Lausanne			2'657
Total des décès enregistrés			4'554

* Département des neurosciences fondamentales (DNF)

Les crémations représentent le 82% de la totalité des dossiers enregistrés.

Cimetières lausannois

Emplacements occupés au 31.12.2022	Bois-de-Vaux	Montoie	Vers-chez-les-Blanc	Montheron	Total général des cimetières lausannois
Tombes à la ligne corps adultes	8'143	–	168	27	8'338
Tombes à la ligne petits enfants	625	–	3	–	628
Tombes à la ligne grands enfants	75	–	–	–	75
Tombes à la ligne cinéraires	1'259	2'647	104	14	4'024
Tombes à la ligne cinéraires (dalles)	863	1'614	–	–	2'477
Tombes à la ligne cinéraires enfants	6	–	–	–	6
Petites concessions corps	2'953	–	20	–	2'973
Grandes concessions corps	582	–	–	–	582
Grandes concessions corps sylvestres	27	–	–	–	27
Petites concessions cinéraires	377	410	10	–	797
Petites concessions cinéraires (dalles)	10	–	–	–	10
Grandes concessions cinéraires	136	124	–	–	260
Niches en columbariums (petites)	793	281	–	–	1'074
Niches en columbariums (grandes)	40	15	–	–	55
Caveau collectif pour cendres	1	2	1	–	4
Total	15'890	5'093	306	41	21'330

Etat des emplacements concessionnés et niches (au 31 décembre)

Cimetière du Bois-de-Vaux	libres	loués	non attribuables (selon état du terrain)	réservés	total
Petites concessions corps	814	2'953	618	8	4'393
Grandes concessions corps	126	395	108	2	631
Grandes concessions corps (sp)	22	187	15	4	228
Grandes concessions corps sylvestres	–	27	48	–	75
Petites concessions cinéraires	402	377	48	–	827
Petites concessions cinéraires dalles	78	10	31	–	119
Grandes concessions cinéraires	106	136	33	–	275
Niches en columbariums (petites)	618	793	1	6	1'418
Niches en columbariums (grandes)	–	40	–	–	40
Total	2'166	4'918	902	20	8'006

Cimetière de Montoie	libres	loués	non attribuables (selon état du terrain)	réservés	total
Petites concessions cinéraires	91	410	3	–	504
Grandes concessions cinéraires	108	124	–	–	232
Niches en columbariums (petites)	606	281	–	1	888
Niches en columbariums (grandes)	33	15	–	–	48
Total	838	830	3	1	1'672

Cimetière de Vers-chez-les-Blanc	libres	loués	non attribuables (selon état du terrain)	réservés	total
Petites concessions pour corps	19	20	2	1	42
Petites concessions cinéraires	10	10	–	–	20
Total	29	30	2	1	62

Durant l'année sous revue, il a été vendu 3'033 abonnements d'arrosage et 10'161 ordres de plantation.

Pompes funèbres officielles – activités réalisées du 1^{er} janvier au 31 mars 2022*

Nature de l'intervention	Pendant les heures	Hors des heures + week-end	Total
Police	8	11	19
Ambulance	–	1	1
Conventions (avant 31.7.2018)	23	11	34
Indigents	9	–	9
Total	40	23	63

* A la suite de la mise en œuvre de la nouvelle Centrale vaudoise de police (CVP), le service de piquet a été supprimé à compter du 1^{er} avril

Au 31 décembre, le nombre de conventions d'obsèques futures s'élève à 811 (929 en 2021). Cette diminution s'explique par l'exécution de 95 conventions et 23 demandes de remboursement.

Centre funéraire de Montoie

Les cendres de 543 personnes incinérées ont été versées dans les caveaux collectifs du Jardin du Souvenir (518 en 2021), dont 498 l'ont été en présence de la famille, soit 91.7% des cas (485 en 2021, soit 94%).

Le nombre des cérémonies funèbres célébrées au Centre funéraire montre une légère hausse (1'072 en 2022 contre 1'012 en 2021). Le nombre de dépôts de corps dans les chambres mortuaires connaît également une légère hausse (1'456 en 2022 contre 1'433 en 2021).

L'espace confessionnel musulman, qui a ouvert le 1^{er} avril 2016 et peut accueillir environ 350 tombes, compte, au 31 décembre, 130 sépultures.

Convois funèbres

Le nombre de convois funèbres s'élève à 655 dont 40 ont été réalisés par les Pompes funèbres officielles, en tant que concessionnaire communal. Ces 40 convois ont été à la charge de la Commune, conformément à la législation cantonale.

Service de l'eau (EAU)

Principales missions du service

- approvisionner en eau potable Lausanne et 19 communes alimentées au détail, ainsi que 35 communes ou associations intercommunales alimentées en gros, ce qui représente au total un bassin de population d'environ 380'000 habitantes et habitants. L'infrastructure exploitée pour l'alimentation en eau potable comprend quatre usines de traitement, plus de 100 captages, 20 stations de pompage, 947 kilomètres de réseau et plus de 22'000 compteurs. Le système est piloté informatiquement par un système de supervision et de gestion automatique;
- entretenir et exploiter le réseau d'évacuation des eaux claires et usées sur le territoire lausannois. Le système d'évacuation comprend 365 km de collecteurs, 68 km de rivières, 30 km de ruisseaux sans nom et 20 stations de pompage, de relevage et déversoirs d'orage;
- exploiter la STEP de Vidy et épurer l'eau de Lausanne et de 15 communes environnantes. Cette exploitation se fait sur mandat d'EPURA S.A., propriétaire des installations et qui gère le projet de modernisation et de renouvellement de la chaîne de traitement;
- contrôler la qualité de l'eau par un laboratoire accrédité qui effectue la majeure partie des analyses physico-chimiques, microbiologiques et de micropolluants sur l'eau potable et les eaux usées;
- contrôler les installations privées d'alimentation en eau potable et d'évacuation (postes de mesure, séparateurs à graisses, séparateurs à hydrocarbures, dépotoirs, bassins de rétention, infiltration des eaux, etc.);
- coordonner les projets de renaturation, d'aménagement ou d'amélioration de la qualité des cours d'eau, identifier les pollutions et les prévenir, sensibiliser la population et les différentes actrices et acteurs à la préservation de l'eau en tant que milieu naturel et ressource.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Clients et ressources	22.20	21.50	23.20	23.60
Contrôle de l'eau	12.90	11.70	13.40	11.30
Direction (EAU)	10.40	11.00	10.30	10.00
Etudes et constructions	19.30	15.20	19.30	17.10
Production & Epuration	69.00	66.40	69.50	67.40
Réseaux & Ingénierie	75.90	72.90	78.10	73.10
STEPACT	8.00	7.90	9.00	9.00
Total service	217.70	206.60	222.80	211.50

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	5.10

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Clients et ressources	23	21.50	25	23.60
Contrôle de l'eau	13	11.70	13	11.30
Direction (EAU)	14	11.00	13	10.00
Etudes et constructions	16	15.20	18	17.10
Production & Epuration	68	66.40	69	67.40
Réseaux & Ingénierie	74	72.90	74	73.10
STEPACT	8	7.90	9	9.00
Total service	216	206.60	221	211.50

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
Contrôle de l'eau	3	3
Total service	3	3

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	14	19
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
Total service	14	19

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	5
Départ à la retraite	4
Fin de contrat	1
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	3
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	14

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé-e-s à l'heure	6	0.66	6	1.08
Auxiliaires mensualisé-e-s	42	19.96	39	21.23
Auxiliaires payé-e-s au forfait	2	*	1	*
Total service	50	20.62	46	22.31

* information indéterminée car à la tâche

Direction

Ressources humaines (RH)

Le service a concouru au prix RH numérique, prix récompensant une initiative innovante dans le domaine des RH. Il a eu l'honneur de décrocher la première place dans la catégorie >400 employées et employés.

ISO 9001 – Systèmes de management de la qualité

L'audit de surveillance de deuxième année de la norme 9001 a eu lieu les 8 et 9 novembre. Il a été passé avec succès avec une déviation mineure concernant la traçabilité des contrôles d'appareils de mesure qui sera corrigée dans le courant de 2023.

ISO 14001 – Management environnemental

L'audit de surveillance lié aux aspects environnementaux a été passé en même temps que l'audit ISO 9001, avec succès, sans déviation.

ISO 22000 – Management de la sécurité des denrées alimentaires

Cette certification couvre l'ensemble de la filière eau potable du service. Elle garantit un excellent niveau de maîtrise des risques compromettant la qualité du produit en tant que denrée alimentaire. L'audit de surveillance de deuxième année s'est déroulé avec succès les 5 et 6 décembre. L'auditeur a relevé trois déviations mineures portant sur le suivi de la date de péremption des produits potentiellement en contact avec l'eau potable, le respect des échéances pour le contrôle des mallettes de mesure du chlore résiduel et la sensibilisation du personnel pour l'utilisation de la dernière version d'un document ISO.

Santé et sécurité

Statistique des accidents professionnels

On déplore 21 accidents professionnels (AP) au sein du service (20 en 2021 ; 15 en 2020). Il y a eu 11 accidents professionnels bagatelles (0 jour d'absence) et 10 accidents professionnels (plus de 3 jours d'absence) qui ont engendré 71 jours d'absence (101 jours en 2021).

Parmi ceux-ci, 1 AP a engendré 34 jours d'arrêt de travail. Les 9 autres ont engendré 37 jours d'arrêt de travail soit en moyenne 4.1 jours d'arrêt de travail par accident.

Statistique des accidents non professionnels

Il y a eu 39 accidents non professionnels (ANP) (33 en 2021). 11 ANP ont entraîné 235 jours d'absence (252 en 2021), notamment 2 ANP ayant entraîné 76 jours (respectivement 48 et 28 jours) d'arrêt de travail et 2 ANP ayant entraîné 64 jours (respectivement 48 et 16 jours) d'arrêt de travail. Les 7 autres ANP totalisent 95 jours d'arrêt de travail soit en moyenne 13 jours d'arrêt de travail par accident.

Formations Santé et sécurité au travail (SST)

70 formations SST ont été organisées par le responsable sécurité du service. Au total 329 personnes les ont suivies.

Etat d'avancement des projets sécurité

- Nouvelle STEP: en collaboration avec l'ingénieur sécurité de la Ville, les analyses de risques sur les nouveaux ouvrages et bâtiments commencées en 2019 se sont poursuivies tout au long de l'année 2022. Une documentation ISO sous forme de procédures a été créée pour former et guider les collaborateurs dans leurs interventions. Ce travail se poursuivra en 2023. A cela s'ajoute une démarche d'analyse de risques au niveau de la conception du projet LI3 (nouveau four d'incinération), le but étant de prendre connaissance des dangers induits par les futures installations;
- Analyse de risques: la direction du Service de l'eau a adopté une méthodologie d'analyse des risques commune aux trois référentiels

(sécurité, sécurité alimentaire et environnement). Les analyses à faire ont été identifiées par division puis planifiées pour 2022 et 2023.

Environnement

Le bilan CO₂ du cycle de l'eau (de la production d'eau potable à l'épuration) a fait l'objet d'une révision méthodologique en collaboration avec l'Unité climat. Cela permettra un suivi plus précis des émissions de CO₂ avec des hypothèses bien décrites et validées afin de mettre en œuvre une stratégie de réduction ou de compensation.

Communication

Après deux ans de quasi-interruption, le service a pu organiser ou participer à des manifestations (Journée mondiale de l'eau, Miam Festival, Passeport vacances, etc.). Cette année le Service de l'eau s'est joint au Service des parcs et domaines pour célébrer la journée mondiale de l'eau en même temps que la Fête de la forêt à Sauvabelin le 26 mars. La Journée oser tous les métiers (JOM) a eu lieu le 10 novembre avec la participation de 14 enfants qui ont visité l'usine de Bret.

L'information sur la qualité de l'eau en 2021 a été distribuée sous forme de tout-ménage à la population lausannoise et des 19 communes alimentées au détail. Le rapport annuel a été adressé aux partenaires. Durant l'été, une campagne d'affichage intitulée «Le lac n'est pas une poubelle» a sensibilisé la population à faire attention aux déchets qui peuvent terminer leur vie dans le lac.

L'organisation des visites des sites du service a été reprise à l'interne par l'engagement d'un responsable des visites. Ces dernières ont connu un énorme succès avec la réouverture de la STEP (nouveau parcours) aux classes lausannoises et également aux classes des communes de la CISTEP (Entente intercommunale des 16 communes envoyant leurs eaux à la STEP de Vidy). Le Grand Conseil vaudois a fait sa sortie quinquennale à la STEP le 12 avril. Une centaine de personnes ont ainsi pu visiter les nouveaux bâtiments.

Les visites des trois usines ouvertes aux écoles et au public (ainsi qu'aux spécialistes pour la STEP) se répartissent comme suit:

- Bret: 45 groupes, soit 893 personnes;
- STEP: 63 groupes, soit 1'233 personnes;
- Lutry: 20 groupes, soit 390 personnes.

Animations en classes:

- les bons tuyaux de M^{me} Opropre: 77 classes;
- du nuage à la STEP: 10 classes.

A cela il faut encore ajouter les visites du chantier de la STEP assurées par l'équipe STEPAct qui ont concerné 22 groupes (299 personnes) et celles relatives au réseau d'évacuation et à ses ouvrages particuliers, soit deux visites pour les étudiantes et étudiants des hautes écoles (UNIL 40, EPFL 25).

Solidarité internationale eau

En début d'année un avenant a été signé pour augmenter la durée du *Projet Communautaire pour l'Accès à l'Eau et l'Assainissement phase 2 (PCA EA2)* à Nouakchott qui avait débuté le 1^{er} septembre 2019. Cet avenant avait également pour but de terminer et restituer l'auto-évaluation, de finaliser le document du nouveau projet *Projet Communautaire pour l'Accès à l'Eau et l'Assainissement phase 3 (PCA EA3)* et de préparer une convention multipartite en incluant tous les nouveaux partenaires. Le projet PCA EA2 a pu être clôturé en juin avec plus de 110'000 bénéficiaires et de nombreuses réalisations, notamment 145 km de réseau posés, 3'150 raccords au réseau d'eau et 2 bornes fontaines.

Le Forum mondial de l'eau à Dakar s'est tenu du 21 au 26 mars 2022. La Ville de Lausanne, via son Service de l'eau, y était représentée pour parler du partenariat qu'elle mène avec la Région de Nouakchott depuis 2009. Toute l'équipe mauritanienne en charge du projet sur le terrain y a également pris part. Le chef du Service de l'eau et le directeur des Etudes et Projets à la Région de Nouakchott ont partagé la solide expérience de ce partenariat public-public lors de plusieurs sessions.

La Région de Nouakchott, la Ville de Lausanne et l'Association Internationale des Maires Francophones ont signé le 30 juin à Abidjan la convention de partenariat du PCAEA3. Les communes suisses citées ci-après accompagnent le Service de l'eau dans cette nouvelle phase, de même que de nouveaux partenaires français, tels la Ville de Bordeaux et l'Eurométropole de Metz. D'un montant de plus de trois millions d'euros, ce projet permettra de déployer de nouvelles actions dans le quartier de Toujounine durant trois ans.

43 communes et associations de communes sont associées au fonds *Solidarité Internationale Eau*: Attalens, Bournens (dès 2022), Boussens, Bussigny (dès 2022), Chavannes-près-Renens, Cheseaux-sur-Lausanne, Cossonay, Crissier, Cuarnens, Denges, Echandens, Ecublens, Epalinges, Estavayer-le-Lac, Etagnières, Hautemorges (dès 2022), Jussy, Jouxens-Mézery, La Chaux, Lausanne, Le Mont-sur-Lausanne, Lonay, Lutry, Martigny – Sinergy, Moiry, Montricher, Morges, Nyon, Paudex, Pomy, Prêverenges, Prilly, Pully, Renens, Romanel-sur-Lausanne, Romanel-sur-Morges, Saint-Sulpice, Villaz, ainsi que les associations suivantes: l'association intercommunale des eaux du Boiron (AIEB), l'association intercommunale La Menthue, la SAGEP (dès 2021), la SAGENOR (dès 2022) et la Compagnie des eaux Worben.

Clients et ressources

Les volumes d'eau livrés à la clientèle alimentée au détail, c'est-à-dire mesurés aux compteurs d'eau des bâtiments, ont été de 22'393'783 m³ (-5% par rapport à 2021), soit 12'441'237 m³ sur le territoire lausannois (56%) et 9'952'546 m³ (44%) sur les autres communes. La diminution des volumes vendus est liée au retour à une année standard dans le rythme des relevés des compteurs compensée en partie par les nouvelles ventes au détail réalisées sur la commune de Bussigny.

Pour les communes alimentées en gros, le volume facturé a augmenté par rapport à 2021 pour s'élever à 6'265'869 m³ (+17%). Cette augmentation ne tient pas compte des ventes d'eau à Bussigny, qui est passée du statut de commune alimentée en gros à celui de commune alimentée au détail le 1^{er} janvier 2022. Si l'on avait compté les ventes d'eau à Bussigny (env. 640'000 m³), l'augmentation aurait été de 28%. La sécheresse estivale explique cette forte augmentation des consommations, certaines communes ayant vu leurs ressources propres diminuer fortement.

Les volumes d'eau taxés pour l'évacuation et l'épuration sur le territoire lausannois ont été de 12'133'190 m³ (-0.3% par rapport à 2021).

L'activité de taxation unique des volumes et des points de puisages des bâtiments transformés ou nouvellement raccordés a généré des recettes de CHF 4'591'212.- pour l'eau potable. Les 42% ont été prélevés sur les territoires des communes alimentées au détail, hors Lausanne.

Les taxes uniques en lien avec l'évacuation de l'eau sont en baisse de 15% à CHF 1'808'603.-. Cette baisse s'explique principalement par des rabais octroyés en lien avec la gestion des eaux de pluie.

Suivi des communes

La reprise de la responsabilité de la distribution de l'eau sur le territoire de Bussigny a été effectuée comme prévu au 1^{er} janvier. Plusieurs propriétaires sont impactés par l'eau colorée dans leurs installations et le processus de purge a également été mis en place pour cette commune.

En début d'été, une séance d'information a été organisée pour les régies immobilières et les communes de Cheseaux, Etagnières, Boussens et Bussigny afin de leur expliquer les mesures prises envers les propriétaires touchés par l'eau colorée et le projet du service de modifier l'équilibre calco-carbonique de l'eau du lac. Une enquête auprès des propriétaires a également été lancée afin d'avoir une meilleure appréciation de la situation.

Les communes traversées par les conduites d'aménée du Pont-de-Pierre et du Pays-d'Enhaut ont été informées du projet de remplacement de ces deux adductions. Chaque commune a été rencontrée pour établir l'inventaire de ses besoins sur le long terme.

Postes de mesure

Avec la reprise du réseau de Bussigny, le parc des compteurs passe à un total de 24'128, dont plus de la moitié a un diamètre de 20 mm. Au total, 1'671 compteurs neufs ont été posés, dont 582 redimensionnés (diminution du diamètre). Une partie des échanges a été effectuée par

l'équipe Compteurs (901). Durant quatre mois, l'équipe a été renforcée par un collaborateur des Services industriels de Lutry dans le cadre du partenariat existant.

Raccordements en eau potable et évacuation des eaux des biens-fonds

327 affaires Goéland *Raccordements* ont été ouvertes en 2022, à la suite de parutions de mises à l'enquête publique ou de réception d'annonces de travaux, soit une diminution de 11% par rapport à l'année 2021, mais similaire à 2020. Le nombre d'affaires Goéland *Branchements* est resté stable par rapport à l'année 2021 avec quelque 500 affaires ouvertes.

Les inspectrices et inspecteurs chargés des dossiers d'évacuation des eaux ont traité 568 demandes de permis de construire et réalisé 198 vérifications finales de travaux. 43 séparateurs à graisse ont été contrôlés en sus.

185 biens-fonds privés et 68 parcelles publiques ont été mis en séparatif ou ont vu leur séparatif être confirmé, représentant une surface totale de 33 hectares.

La gestion des eaux pluviales, les mises en séparatif et les contrôles des parcelles ont permis de réduire de plus de 70 hectares la surface imputable selon la clé de répartition CISTEP, soit une diminution d'environ 5% par rapport à 2021.

En 2022, l'inspectrice chargée du contrôle de l'évacuation des eaux des chantiers a réalisé 53 contrôles sur 30 chantiers.

Contrôle de l'eau

Le laboratoire a poursuivi ses contrôles systématiques de l'eau:

- dans les réseaux d'eau potable pour s'assurer qu'elle ne contient ni substances toxiques, ni germes pathogènes, ni substances gênantes (sans risque pour la santé mais qui peuvent provoquer des goûts, une odeur ou une coloration désagréables);
- à la station d'épuration des eaux usées (STEP de Vidy) pour garantir le bon fonctionnement de la chaîne de traitement;
- sur les plages et dans les piscines lausannoises;
- 3'411 échantillons ont été prélevés et ont donné lieu à 34'401 paramètres analysés de type physico-chimique (y compris les micropolluants) et microbiologique pour le domaine de l'eau potable;
- 373 échantillons ont été prélevés pour les cours d'eau et ont donné lieu à 21'816 paramètres analysés;
- 351 échantillons ont été prélevés et ont donné lieu à 2'567 paramètres analysés pour l'exploitation et pour le projet de reconstruction de la STEP;
- 394 échantillons ont été prélevés et ont donné lieu à 2'129 paramètres analysés pour les plages et les piscines de Lausanne.

Les résultats des analyses de l'eau potable remplissent les conditions de qualité exigées par la loi sur les denrées alimentaires. Quatre non-conformités physico-chimiques et huit non-conformités microbiologiques mineures, c'est-à-dire sans risque pour la santé, ont été constatées. Les actions adéquates ont été mises en place immédiatement.

En plus des contrôles de l'eau sur le réseau du Service de l'eau, de nombreux mandats d'analyses ont été réalisés pour 61 autres distributeurs d'eau du canton de Vaud (représentant environ 160 communes) afin de réaliser des prestations d'analyse et de conseil (autocontrôle analytique):

- 4'338 échantillons ont été prélevés et ont donné lieu à 43'320 paramètres analysés dans le cadre des mandats pour les communes (clientèle externe);
- 183 échantillons ont été prélevés et ont donné lieu à 759 paramètres analysés pour la clientèle abonnée des communes au détail et en gros;
- 1'590 échantillons ont été prélevés et ont donné lieu à 21'999 paramètres analysés pour divers projets au sein du service (clientèle interne);
- 69 échantillons ont été prélevés et ont donné lieu à 844 paramètres analysés pour les achats d'eau.

Dans le domaine de l'eau, les micropolluants sont malheureusement en perpétuelle évolution. Chaque année de nouveaux paramètres doivent être analysés. Cette année, le laboratoire du service a développé plusieurs autres méthodes d'analyse (des composés perfluorés (PFC), l'acide trifluoroacétique (TFA) et l'Indice hydrocarbure C10-C40 (spécifique aux pollutions par les hydrocarbures)) qui viennent s'ajouter aux autres paramètres micropolluants déjà analysés (245 paramètres micropolluants analysables au sein du laboratoire).

Durant l'année, le laboratoire a développé une méthode alternative plus rapide pour dénombrier une bactérie pathogène dans l'eau (détection des entérocoques en 24h au lieu de 48h). Par ailleurs, il a continué ses différents essais sur la biologie moléculaire (PCR): ainsi l'analyse des légionnelles est devenue une analyse de routine avec cette nouvelle technique. Cette dernière a été aussi utilisée pour rechercher une bactérie propre à la flore intestinale humaine (gène HF183), qui permet de détecter les mauvais raccordements d'eaux usées dans le réseau lausannois.

Qualité des cours d'eau

Le suivi de la qualité des cours d'eau lausannois, commencé en 2019, s'est poursuivi en 2022 sur 18 stations chimiques et 10 stations biologiques.

La méthode novatrice de priorisation des pollutions dans les exutoires d'eaux claires, établie en 2020, a été appliquée sur l'ensemble d'un tronçon cible en amont de la Vuachère. Entre la source et l'arrivée de la galerie de déviation du Flon, tous les rejets susceptibles de déverser des eaux usées ont été inspectés. 14 exutoires d'eaux claires sur les 80 rejets ont été identifiés comme point de déversement d'eaux usées par temps sec dans le cours d'eau.

Etudes et constructions

Préavis N° 2020/23 «Remplacement des modules d'ultrafiltration de l'usine de Lutry»

168 modules d'ultrafiltration ont été remplacés et mis en service. Un appel d'offres pour le remplacement des préfiltres a été lancé.

Préavis N° 2018/48 «Réfection de l'usine de Saint-Sulpice»

L'étude d'ouvrage (phase SIA 32) de la future usine d'eau potable a été finalisée en utilisant la méthode Building Information Modeling (BIM) avec rendu d'une maquette numérique 3D.

Préavis N° 2022/09 «Construction de la nouvelle usine de production d'eau potable «Saint-Sulpice II» – Demande de crédit complémentaire au préavis N° 2018/48»

Suite à l'augmentation prévisible des coûts de construction de la nouvelle usine, un préavis complémentaire a été présenté au Conseil communal afin de poursuivre les études et d'obtenir des coûts de construction plus précis. Des appels d'offres pour les principaux lots de gros œuvre ont ainsi été lancés.

Préavis N° 2019/54 «Diagnostic des ouvrages d'eaux usées du réseau Lausannois»

Le diagnostic du dessableur de la Vuachère a été effectué.

Préavis N° 2019/55 «Réservoir et station de pompage de Montalègre»

Le projet d'ouvrage (phase SIA 32) a été finalisé selon la méthode BIM avec rendu d'une maquette numérique 3D. La dalle de couverture de la cuve n° 2 a été renforcée et les travaux préparatoires dans le chemin de Bellevue effectués. Des appels d'offres pour les travaux de démolition et de reconstruction de la cuve n° 1 et de la station de pompage ont été lancés.

Préavis N° 2020/22 «Essais d'élimination du chlorothalonil et de ses métabolites»

Les essais sur six pilotes de traitement situés dans les réservoirs de l'Orme et de Châtaignier ont validé la possibilité de traiter les métabolites du chlorothalonil par adsorption sur charbon actif en grain ou rétention sur membranes de nanofiltration ou d'osmose inverse basse pression.

Rivière et Ouvrages Visibles (ROV)

Le bassin versant de la Vuachère a fait l'objet de recherches de pollutions du réseau d'évacuation des eaux claires suite à la détection de nombreux points de rejets pollués dans le cours d'eau.

Une inspection et un diagnostic des principales galeries d'amenée des eaux du Pays-d'Enhaut ont été effectués.

Entretien des immeubles d'exploitation du service

Parmi les nombreux travaux réalisés (curage, réfection de maçonnerie, élagage, etc.) durant l'année, les objets suivants sont mis en évidence:

- travaux de renforcement et d'amélioration de l'étanchéité de plusieurs bassins de traitement à l'usine de Bret; travaux d'étanchéité et de réfection de la façade de la station de pompage de Grangette;
- travaux de création d'une porte étanche en fond de cuve au réservoir de Chailly 1900 pour mise en conformité selon les directives de la Société Suisse de l'Industrie du Gaz et des Eaux (SSIGE);
- travaux d'assainissement de la chambre de Gleyrette donnant accès à l'une des galeries du Pays-d'Enhaut.

Etude moules Quagga

Les études visant à développer des moyens de lutte contre la prolifération des moules Quagga se sont poursuivies, de même que la campagne de prélèvements pour assurer le suivi de la présence de moules dans les systèmes de prélèvement d'eau du Léman.

Hydraulique urbaine

En complément des tâches habituelles d'entretien et d'exploitation, il est à noter, cette année encore, de nombreuses interventions curatives en raison du vieillissement des ouvrages.

L'inspection et le curage du collecteur en charge entre le dessableur de la Vuachère et le giratoire de la Maladière situé sous le quai d'Ouchy et l'avenue de Rhodanie (3.3 km de longueur) ont impliqué sa mise hors service provisoire ainsi qu'une occupation partielle de la chaussée. Cela a nécessité une préparation importante avec les TL, la Police et le Canton, ainsi que le déversement d'eaux usées prétraitées dans le lac pendant 21 jours.

Réseaux et ingénierie

Parmi les nombreux chantiers réalisés, les plus marquants sont:

- les travaux liés aux axes forts (tram + BHNS) qui ont fortement impacté, toute l'année, les équipes de pose de conduites en raison de l'ouverture de six fronts d'attaque entre Lausanne et Renens, certains simultanément;
- le renouvellement des conduites du Pont-de-Pierre et du Pays-d'Enhaut dans le vallon de la Veveyse au lieu-dit Pont de Fenil avec la pose des conduites sur les deux versants. Le franchissement se terminera en 2023;
- la participation et le soutien aux études engagées sur les grands projets de l'agglomération lausannoise (Léman 2030, Pôle Gare, m3, Métamorphose);
- la reconstruction d'un réseau d'évacuation en falaise pour la mise en séparatif d'un quartier dans le secteur Boissonnet, et remplacement d'une conduite d'eau potable;
- l'équipement dans le cadre de nouveaux plans de quartier sur les communes périphériques.

Réseau de distribution d'eau potable

71 chantiers ont été réalisés en 2022, correspondant à un total de 20'539 m de conduites principales traités, soit:

- 15'605 m remplacés;
- 4'934 m d'extension.

ainsi que:

- 958 m de branchements communs remplacés;
- 555 m d'extension de branchements communs;
- 231 m de renouvellement par tubage de branchements privés sur le domaine public et de branchements communs.

Le suivi systématique des enquêtes publiques a impliqué le traitement de 477 dossiers sur le territoire lausannois et de 1'157 dossiers hors Lausanne. Ce travail a permis d'identifier deux conflits importants et de formuler des oppositions, suivies de négociations avec les maîtres d'œuvre ou leurs représentants afin de préserver le réseau d'eau potable.

Le service est intervenu sur 44 manifestations pour la pose de compteurs, robinets, fontaines ou raccordements.

Interventions d'urgence

Le service de piquet est en charge des interventions en dehors des heures de bureau sur le réseau de distribution, le réseau d'évacuation et en cas de pollutions du milieu naturel. Il a été appelé à 279 reprises. Dans 148 cas, il s'agissait d'une intervention à réaliser dans l'urgence, à la suite d'une fuite ou d'une rupture, 47 appels concernaient des problèmes signalés au niveau de bornes hydrantes, 3 des mises hors service/remises en service pour travaux dans des immeubles en dehors des heures de travail, 4 des problèmes de qualité de l'eau, 67 des problèmes divers (robinets bouchés, baisse de pression dans l'immeuble, bruit d'eau, etc.), 1 by-pass provisoire et 9 des dysfonctionnements en lien avec l'évacuation des eaux.

Le nombre de défaillances sur le réseau de transport et de distribution a atteint 141 cas. Cette valeur est en dessus du point d'attention fixé à 100 en 2010, et représente une augmentation de 44% des cas sur une année. La tendance à la hausse constatée depuis plusieurs années est sans doute la conséquence de la sécheresse estivale et d'un vieillissement du réseau d'eau potable.

Ecoute de réseau

L'auscultation de 14 zones de pression, totalisant 450 km de conduites hors branchements, a permis d'identifier un total de 39 fuites, dont 13 sur des conduites principales, et de les réparer avant qu'elles ne provoquent des dégâts. Par ailleurs, 17 fuites sur des branchements sur le domaine privé ont été identifiées et signalées aux propriétaires de ces installations afin qu'ils puissent les traiter.

Les opérateurs écoute de réseaux sont intervenus à 116 reprises pour positionner précisément des fuites apparentes (corrélacion acoustique), ce qui a permis de limiter au strict minimum la taille des fouilles nécessaires à leur réparation. Ils ont également participé à l'identification de trois bornes hydrantes défectueuses.

Equipe Bornes hydrantes (BH)

Le service gère 4'630 BH dont 2'123 se situent sur le territoire lausannois et 2'507 sur les zones alimentées au détail. 1'432 BH ont été contrôlées, ce qui a entraîné 219 révisions importantes. De plus, il a fallu intervenir à 20 reprises pour des BH accidentées.

Les mesures de débit selon les prescriptions de l'ECA ont été réalisées sur 219 BH.

Sources

Des travaux ont été entrepris pour remplacer l'ouvrage de captage des Tailles n° 21 dans les bois du Jorat par une chambre préfabriquée.

Les travaux prévus dans le préavis N° 2018/07 «Réfection du réseau d'adduction d'eau potable du Pays-d'Enhaut», débutés en septembre 2021 se sont poursuivis en 2022 et ont permis de poser 1'852 mètres de conduites de diamètre 600 mm dans la vallée de l'Eau Froide, 3'369 m de conduites 400 mm dans la vallée de la Torneresse ainsi que 1'455 m de conduites 700 mm entre la jonction des deux vallées et la chambre des Bornels et de remplacer la chambre du Confluent Inférieur, les chambres de Maulatreys et du Petit Revers. Ces travaux se poursuivront jusqu'en 2023.

Technique réseaux

En lien avec les activités du bureau de gestion des réseaux (BGR) ou des réflexions d'extension et d'optimisation de la distribution d'eau dans le Gros de Vaud, de multiples modélisations du réseau d'eau potable ont été effectuées.

La première phase de développement de l'outil de gestion patrimoniale du système d'évacuation (MEDIREV) a été entreprise, portant sur l'organisation et le modèle d'importation des données, ainsi que la consolidation du modèle d'évaluation de l'état.

Réseau d'évacuation

La réalisation de 12 chantiers a pu être menée, portant sur:

- le remplacement de 1'672 m de collecteurs;
- la réhabilitation de 2'627 m de canalisations par gainage.

Bases de données réseaux

Les demandes de plans pour le réseau d'eau potable sont en constante augmentation (+12%) pour un total de 3'806 requêtes traitées. Les demandes pour le réseau d'évacuation concernent Lausanne uniquement et sont plus stables, à 1'081 requêtes (+2%).

Production et épuration

Centre d'exploitation et de gestion (Cegel)

La production annuelle 2022 est supérieure de 6.5% à celle de 2021 et supérieure de 3.9% à la moyenne de celle des cinq dernières années, soit environ 33'072'362 m³. Le jour d'adduction maximum a été atteint le 21 juin avec un volume de 143'658 m³.

La répartition de la production entre les différentes usines et les sources est donnée dans le tableau ci-dessous. La proportion d'eau en provenance du Léman a été particulièrement élevée en raison des travaux sur les conduites d'amenée du Pays-d'Enhaut et du Pont-de-Pierre ainsi que d'un printemps sec et d'un été très chaud. La production de l'usine de Bret a été ralentie plus tôt que d'habitude afin de préserver le niveau du lac.

Usine de Lutry	Usine de Saint-Sulpice	Usine de Bret	Usine de Sonzier	Autres sources
10'178'585 m ³	15'640'098 m ³	4'352'064 m ³	1'800'119 m ³	1'112'933 m ³
31%	47%	13%	5%	3%

Station d'épuration des eaux usées

Les précipitations cumulées s'élèvent à 939 mm en 2022, inférieures aux 1'305 mm de l'année précédente et se situent en-dessous de la moyenne attendue de 1'000 à 1'200 mm par an.

Les installations de la STEP de Vidy ont traité 31.8 millions de m³ d'eaux usées (-15.8% par rapport à 2021). Le nombre d'habitantes et habitants effectivement raccordés ne cesse d'augmenter, passant de 255'009 en 2021 à 258'395 en 2022.

La quantité de débris captés en entrée de STEP (dégrillage moyen et fin) atteint 455 tonnes, soit une diminution de 10.6% par rapport aux 509 tonnes retenues en 2021.

Pour ce qui est du sable, 72 tonnes ont été captées en 2022, en diminution de 65.4% par rapport aux 208 tonnes de l'année précédente.

La STEP de Vidy a réceptionné et traité 239 tonnes de graisses de restaurant, en augmentation de 159.8% par rapport à 2021 (92 tonnes).

Quant aux boues extérieures, 13'145 tonnes de boues déshydratées digérées et non digérées ont été livrées à la STEP, soit une augmentation de 33.1% par rapport à 2021 (9'875 tonnes).

L'incinération des boues a permis d'injecter 12'973 MWh thermiques dans le réseau du chauffage à distance (CAD) de la ville (-17.6% par rapport aux 15'741 MWh fournis en 2021), représentant 2.5% de l'énergie totale fournie par le CAD.

En ce qui concerne la digestion des graisses et des boues, 2'412'197 Normo mètres cubes (Nm³) de biométhane ont été injectés dans le réseau de gaz naturel de la ville, en augmentation de 114.5% par rapport aux 1'124'699 livrés en 2021. Ce volume correspond à 26'267 MWh thermiques (+116.7% par rapport aux 12'124 MWh fournis en 2021).

Les résultats analytiques du traitement des fumées montrent que le nombre des moyennes horaires respectant les normes en monoxyde de carbone (CO) s'élève à 90.7% du total des heures d'incinération, soit 6.3 points en-dessous de la limite minimale de 97% fixée par la loi. Pour ce qui est des oxydes d'azote (NOx), il s'élève à 91.4%, soit 5.6 points en-dessus de la limite inférieure de 97% exigée par l'ordonnance sur la protection de l'air.

Ces dépassements sur les moyennes horaires sont essentiellement imputables à des prises d'air parasite dans le flux montant de la chaudière au 1^{er} quadrimestre de l'année. Afin de procéder aux travaux de réparation, l'arrêt du four a été avancé de 15 jours. Après huit semaines de travaux, le four a pu être remis en service à la fin du mois de juin, et a retrouvé des valeurs conformes en sortie de cheminée.

La Direction générale de l'environnement a en tout temps été informée et des envois des valeurs mesurées en sortie de cheminée ont été régulièrement effectués.

Epura S.A. et chantier de la nouvelle STEP

Le premier semestre 2022 a principalement été consacré aux travaux parfois bruyants de fonçage des palplanches, de terrassement et de travaux spéciaux au sein de l'enceinte de fouille du futur bâtiment de traitement biologique. Le fond de fouille ayant été atteint durant l'été, les entreprises posant les canalisations sous radiers et les mises-à-terre sont intervenues aussitôt.

Durant le second semestre, l'entreprise adjudicataire des travaux de gros œuvre de ce même bâtiment est arrivée sur le chantier accompagnée d'une centrale à béton et de deux grues-tour.

Le début de l'année a encore été marqué par l'emballage avec leurs façades définitives des deux digesteurs des boues d'épuration construits en 2017-2018. Déterminé en 2021, le «style graphique» de la signalétique s'est vu appliqué tout au long de l'année sur les murs et sols des bâtiments déjà construits. Discrète et fonctionnelle, l'orientation graphique des usagers et des visiteurs ne souffre à présent plus d'aucune lacune.

Pour de plus amples informations relatives à l'activité d'Epura S.A. et au chantier, il convient de se reporter au site www.epura.ch.

© Nicholas Richoz

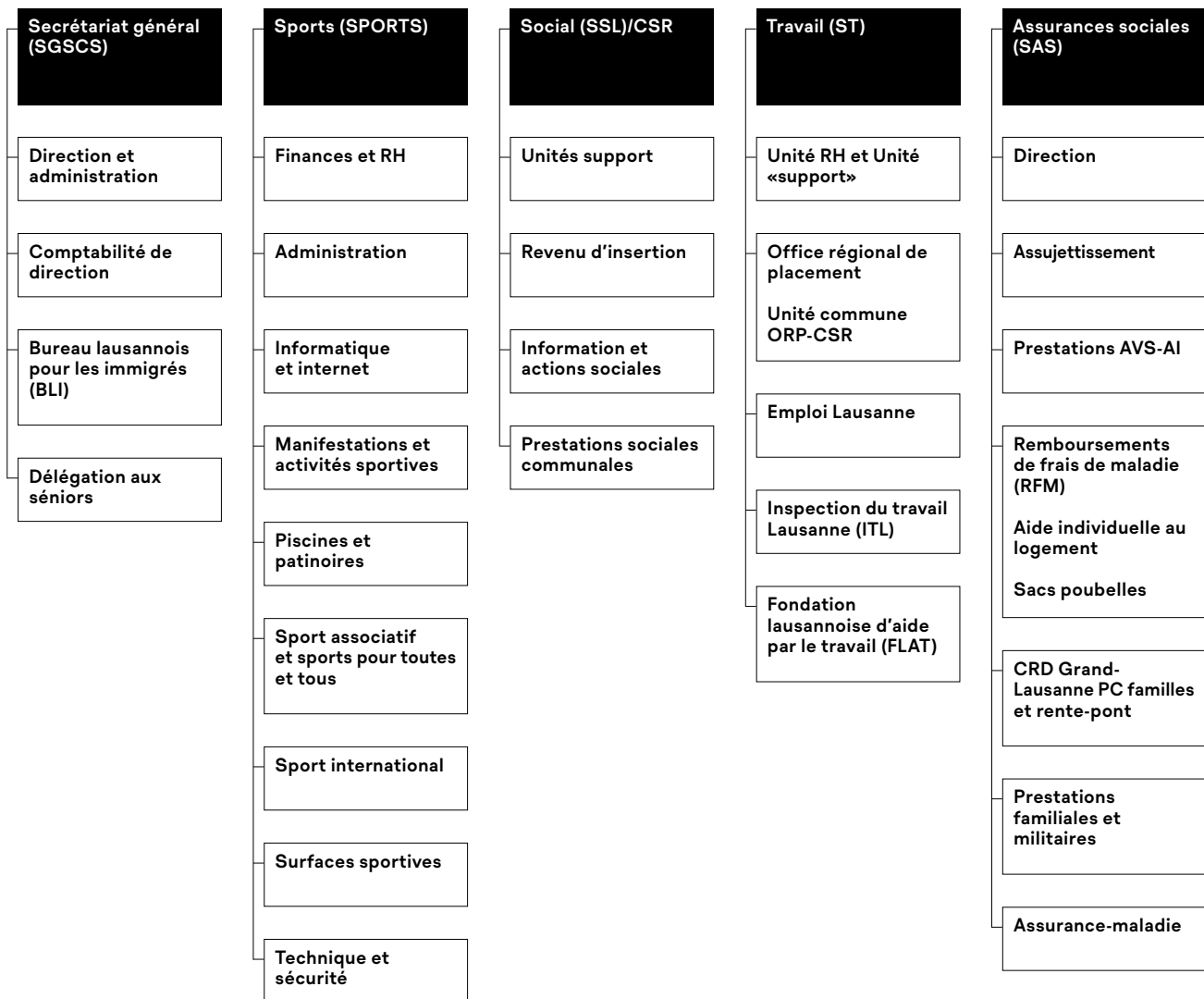


Direction des sports et de la cohésion sociale



Direction des sports et de la cohésion sociale (SCS)

Directrice



Le nombre de bénéficiaires du revenu d'insertion et de demandeuses et demandeurs d'emploi est en baisse. Malgré cette situation réjouissante, on observe une précarisation croissante d'une partie de la population qui se traduit par une augmentation des besoins dans le domaine de l'aide alimentaire et une pression importante sur le dispositif d'aide d'urgence. Afin de faire face à cette situation, la Direction a mis en place différentes mesures pour renforcer le soutien aux populations les plus précaires.

Ainsi, le dispositif d'hébergement d'urgence a été renforcé avec 10 places supplémentaires dans un immeuble situé à César Roux. Le dispositif compte désormais 108 places à l'année auxquelles s'ajoutent les 142 places du dispositif hivernal pour un total de 250 places au 1^{er} décembre.

De plus, de mai à novembre, un projet pilote d'hébergement pour publics spécifiques a proposé une solution de transition avec un accompagnement social à des personnes très vulnérables ainsi qu'à des personnes qui bénéficient de contrats de travail qui ne génèrent pas un revenu suffisant pour trouver un logement. Cette solution de transition a été proposée pour permettre aux bénéficiaires d'améliorer leur situation et de sortir de l'urgence. Cette expérience sera renouvelée en l'élargissant à d'autres publics spécifiques en 2023 et viendra renforcer le dispositif d'hébergement d'urgence.

En complément au dispositif existant et en étroite collaboration avec la Fondation pour l'Animation Socioculturelle Lausannoise (FASL), les distributions alimentaires ont été pérennisées dans six maisons de quartier et complétées par un kiosque social. Ce dernier contribue de plus à lutter contre le non recours aux prestations sociales. Ce soutien à 120 foyers dans les maisons de quartiers est complété par un suivi social et une aide alimentaire pour une centaine d'autres ménages.

Le dispositif addiction a lui aussi évolué avec l'élaboration du projet pilote de vente régulée de cannabis «Cann-L» qui a été déposé auprès de l'Office fédéral de la santé publique. Mené conjointement avec Addiction Suisse, ce projet a pour but de mesurer les effets d'un modèle de vente à but non lucratif sur la consommation, tant en termes de santé, que de sécurité.

La protection des travailleuses et travailleurs et le renforcement des compétences des demandeuses et demandeurs d'emploi ont également été au cœur des préoccupations de la direction. Emploi Lausanne a été réorganisé pour répondre au mieux aux besoins des personnes en recherche d'emploi. Une campagne de prévention dans les ongleries menée en collaboration avec Unisanté a permis de mettre l'accent sur les mesures de protection des travailleuses et travailleurs dans un domaine d'activité encore peu structuré.

Dès le 1^{er} juillet, la direction a assuré la mise en œuvre de la mesure 49 du Plan Climat lausannois «diminuer le prix des transports publics» sous la forme d'une distribution de bon de rabais sur les abonnements annuels de transports publics aux personnes à la retraite, aux jeunes en formation et aux bénéficiaires des prestations complémentaires AVS/AI. Cette mesure contribue à la lutte contre le changement climatique en favorisant le transfert modal et à renforcer le pouvoir d'achat des publics concernés. En outre, en facilitant les déplacements, elle renforce l'autonomie et le maintien du lien social des seniors.

Dans le cadre de ses «Rendez-vous citoyens», le bureau lausannois pour les immigrés a renforcé son accompagnement des candidates et candidats à la naturalisation en organisant des séances d'information pour répondre aux questions sur cette procédure. Durant l'année écoulée, 1'583 personnes (dont 247 enfants) ont reçu la promesse de bourgeoisie qui clôt la phase communale de la procédure de naturalisation.

Afin de renforcer sa capacité d'action et les synergies entre les différents domaines de la cohésion sociale, la Direction a défini les principes et orientations qui aboutiront en 2023 à une réorganisation touchant trois de ses services (Service social (SSL), Service des assurances sociales (SAS) et Secrétariat général (SGSCS)). Les prestations communales issues du SAS, du SSL et du SGSCS seront regroupées dans un nouveau service, le Service de l'intégration et des actions sociales de proximité (SISP). L'agence d'assurances sociales issue du SAS sera intégrée au SSL et le SGSCS se centrera sur ses missions transversales.

Du côté du sport, l'année 2022 a été marquée par de nombreuses actions et initiatives. «2022, l'année du vélo» a été l'une des plus emblématiques. Cette opération a mobilisé la direction avec un ensemble d'actions et d'événements pour la promotion de la pratique du vélo. De grandes manifestations cyclistes ont été accueillies avec une étape du Tour de France, le prologue du Tour de Romandie masculin et le départ du premier Tour de Romandie féminin. Elle a donné des ailes au vélo avec des actions de promotion du vélo auprès des femmes sous le titre «Lausanne roule au féminin». Cette politique engagée en faveur du vélo a contribué à l'obtention du label «Ville à vélo».

L'offre pour la pratique sportive pour tous les publics a été enrichie avec l'inauguration des «Halles sportives de Beaulieu». Ce lieu propose 12'000m² de surface dédiée au sport pour toutes et tous, avec une halle de basketball, un tennis park, un centre de padel, un boulodrome, un espace dédié à l'escalade de bloc et aux sports de force ainsi qu'une halle réservée aux sports à roulettes.

Enfin, du côté des infrastructures sportives, le Centre aquatique de la Vaudoise aréna, doté de quatre bassins et d'une pataugeoire, a accueilli dès le 1^{er} septembre tous les publics, des seniors aux athlètes, en passant par les enfants et les familles. Après le Centre sportif et le Stade de la Tuilière, il clôture une phase importante du volet sportif du programme Métamorphose de la Ville de Lausanne.

La direction remercie chaleureusement toutes ses équipes pour leur précieux engagement tout au long de cette année.

Secrétariat général sports et cohésion sociale (SGSCS)

Principales missions du service

Direction et administration

- apporter un appui sur les enjeux stratégiques;
- préparer et suivre les affaires du Conseil communal et de la Municipalité au sein de la direction;
- mener des projets stratégiques ou transversaux;
- coordonner l'administration transversale de la direction et du service;
- assurer le secrétariat de la Directrice;
- assurer le secrétariat du Fonds du 700^e anniversaire de la Confédération;
- assurer et coordonner la gestion RH du service et de la direction;
- assurer et coordonner les projets informatiques du service et de la direction;

- assurer et coordonner la communication interne et externe du service et de la direction.

Comptabilité

- produire une comptabilité de direction conforme au ROCF et assurer le suivi des pièces comptables transmises par les services;
- coordonner l'élaboration du budget et des comptes des services de la direction;
- assurer la gestion comptable du personnel de la direction.

Bureau lausannois pour les immigrées et immigrés (BLI)

- être le centre de compétence communal en matière d'intégration et de prévention du racisme tant pour le public que pour les partenaires institutionnels, sur les plans communal, cantonal et fédéral;
- contribuer à la définition de la politique communale en matière d'intégration des étrangères et étrangers;
- conseiller le public sur les questions liées à la migration;
- soutenir les associations en matière de gestion de projets, par la mise sur pied de formations spécifiques et par le biais de soutiens financiers;
- assurer une permanence de conseil et d'information en matière de racisme pour les incidents ayant eu lieu sur le territoire communal;
- assurer la primo-information pour les personnes migrantes arrivant sur le territoire communal;
- assurer l'information sur la procédure de naturalisation, analyser et traiter les demandes.

Délégation aux séniors

- assurer la mise en œuvre et le développement du plan d'action municipal de la politique sociale communale de la vieillesse, conformément à la démarche «Villes Amies des Aînées et Aînés»;
- garantir le lien entre les différents partenaires internes et externes (associations, institutions, etc.) actifs auprès la population sénior.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Comptabilité SCS	4.40	4.40	4.90	4.40
Direction SCS	7.70	5.40	8.20	7.40
Intégration	7.50	7.50	8.20	7.50
Total service	19.60	17.30	21.30	19.30

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	1.70

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Comptabilité SCS	5	4.40	5	4.40
Direction SCS	7	5.40	9	7.40
Intégration	10	7.50	11	7.50
Total service	22	17.30	25	19.30

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
Direction SCS	-	-
Total service	0	0

Le service a accueilli trois apprenti-e-s employé-e-s de commerce (rattachés au SPEL) en 2022

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	2	5
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
Total service	2	5

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	2
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	2

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé-e-s à l'heure	38	0.48	24	0.51
Auxiliaires mensualisé-e-s	7	2.63	7	2.87
Auxiliaires payé-e-s au forfait	4	*	4	*
Total service	49	3.11	35	3.38

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

A partir de mars, soit dès le début de l'arrivée sur sol suisse de personnes fuyant la guerre en Ukraine, de nombreux services de la Ville, ainsi que des associations partenaires, se sont mobilisés pour contribuer à l'accueil de ces personnes à Lausanne. Des contacts ont également été développés entre certains services de la Ville et l'EVAM, organisme en charge de l'accueil des migrantes et migrants dans le canton de Vaud. Le Secrétariat général SCS pilote la Cellule Ukraine créée dans le but de garder une vue d'ensemble des prestations mises en place par les services de la Ville, d'en assurer la coordination, l'échange d'informations ainsi qu'une information régulière à l'attention de la Municipalité.

La nouvelle organisation du Secrétariat général a été finalisée.

Principales activités 2022

Direction et administration

Direction du service

La direction du service a piloté l'étude d'opportunité et les travaux préparatoires à la réorganisation de trois services de la direction avec, pour objectif, la création, en 2023, d'un Service de l'inclusion et des actions sociales de proximité (SISP) qui rassemblera les prestations sociales communales issues de l'actuel Service social (aide sociale d'urgence, dispositif addictions, aide sociale au logement, compétences de base, assainissement financier), de l'actuel Service des assurances sociales (notamment l'aide individuelle au logement et les bons de transports) et du secrétariat général (BLI et délégation aux seniors). Les prestations sociales cantonales seront regroupées au sein du SSL et le secrétariat général SCS se centrera sur ses missions transversales.

En collaboration avec le Service des bibliothèques et archives (BAVL), la direction du service a élaboré une solution qui permet désormais aux sans-papiers et aux personnes fréquentant les hébergements d'urgence d'accéder aux services de la bibliothèque municipale.

Elle a également piloté, avec le SAS, la mise en œuvre de la mesure 41 du Plan climat - diminuer le prix des transports publics - qui propose depuis le 1^{er} juillet 2022 des bons de rabais à l'achat d'un abonnement annuel Mobilis pour les jeunes en formation, les personnes à la retraite et les bénéficiaires des prestations complémentaires AVS/AI.

Ressources humaines

L'entité RH de direction a contribué à la mise en place d'une nouvelle organisation du secrétariat général SCS.

Un accompagnement RH a été apporté dans le cadre de deux démarches conséquentes sur le plan de l'organisation de la direction: les évolutions internes au sein de l'actuel Service des assurances sociales et la réorganisation de plusieurs services qui va aboutir, en 2023, notamment à la création du nouveau service SISP.

Sur le plan du recrutement de cadres supérieures et supérieurs, quatre processus ont été lancés en 2022, deux ont abouti à l'engagement de la secrétaire générale et de la cheffe du service des sports; les recrutements du ou de la cheffe du SSL et du ou de la cheffe du SISP sont en cours et aboutiront en 2023.

Informatique

Dans le domaine informatique, un nouveau système d'information pour le suivi des mesures (SIMEL) pour Emploi Lausanne (ST) ainsi que plusieurs nouvelles solutions informatiques en remplacement d'applications obsolètes du SAS ont été mis en place.

Communication

Cette année a été riche en matière de communication d'événements, notamment sportifs avec l'inauguration du Centre aquatique de la Vaudoise aréna, les événements cyclistes de l'année du vélo (Tours de Romandie, Tour de France). Le domaine social a également nécessité une communication soutenue: développement du dispositif des hébergements d'urgence, projet Cann-L. Parmi les autres sujets mis en lumière, on compte une campagne de l'Inspection du travail sur les ongleries ainsi que la promotion des nouvelles subventions de transports publics.

Comptabilité de direction

La comptabilité de direction a accompagné les services dans la préparation de la transition vers le nouveau logiciel comptable et de son système d'information financière. En outre, la première année de fonctionnement du logiciel Abalmmo a fortement sollicité l'unité en lien avec la gestion comptable du parc de logement du dispositif d'aide sociale au logement (DASL).

Bureau lausannois pour les immigrés (BLI)

Le BLI est le centre de compétence de la Ville de Lausanne dans les domaines de l'intégration et de la prévention du racisme. Il est là pour conseiller le public sur les questions liées à la migration, pour soutenir les associations, assurer l'information sur les formalités administratives, la participation à la vie sociale et à la citoyenneté. Il propose également des permanences de conseil et d'information en matière de racisme et d'intégration.

Ukraine

Face à la crise ukrainienne, le BLI a été fortement mobilisé. Il a rassemblé et diffusé les informations utiles, assuré la traduction des supports clés et le lien avec les associations impliquées. Les prestations existantes du BLI ont également été sollicitées et ont été adaptées pour répondre aux besoins de ce nouveau public. Ainsi, 107 personnes d'origine ukrainienne ont participé aux cours de français à Vidy-Plage. Cette nationalité était de loin la plus représentée. Les permanences «vivre, se former, travailler» ont également été fréquentées par le public ukrainien. Afin de répondre au mieux à cette nouvelle donne, deux permanences «volantes» avec une interprète ukrainophone/russophone ont été organisées, la première en marge des cours de français de Vidy-Plage et la seconde dans un foyer de l'EVAM.

Collaboration avec l'UNIL

Sur la base de l'étude «Intégration professionnelle des femmes peu qualifiées ou déqualifiées issues de la migration à Lausanne, quels freins à l'insertion professionnelle?» (Cahier du BLI N° 10), le BLI et l'Université de Lausanne ont organisé le 4 mars un colloque intitulé «Femmes migrantes et trajectoires professionnelles: Comment réussir l'inclusion?». Ce sont 222 personnes, membres du monde politique, chercheurs, chercheuses, actrices et acteurs individuels et collectifs qui ont échangé afin de mieux comprendre les difficultés intrinsèques à ces trajectoires professionnelles. Les actes du colloque ont été publiés dans le cahier du BLI N° 10 bis. Dans le but d'approfondir les principaux résultats du colloque, un atelier a été organisé le 1^{er} novembre 2022 où des pistes concrètes ont pu être identifiées pour remédier aux difficultés que peuvent rencontrer les femmes migrantes peu qualifiées ou déqualifiées en termes d'accès à l'information.

Semaine d'action contre le racisme (SACR)

Après 15 éditions de la Semaine d'actions lausannoise contre le racisme (SACR) et soucieux de rester au plus proche du terrain et des enjeux actuels, le BLI a réuni ses partenaires ainsi que des actrices et acteurs issus de différents milieux, pour une journée de réflexion, afin que la Semaine d'actions puisse continuer à délivrer, auprès de la population lausannoise, un message fort contre le racisme et les discriminations. Cette journée s'est achevée par une conférence de M. Leoluca Orlando, maire de Palerme et figure marquante de la politique italienne par son engagement en faveur des personnes issues de la migration. Durant l'été, la population lausannoise a elle aussi pu s'exprimer grâce à une démarche participative. Les résultats de cette consultation ont déjà porté leurs fruits, par une participation active de différents associations ou organisations engagées dans la défense des droits humains, via des projets nouveaux pour la SACR 2023.

Prévention de la radicalisation

Dans le cadre de la coordination lausannoise contre la radicalisation, un nouveau projet, lancé et soutenu par le Plan d'action national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent (PAN), vise à donner des outils aux jeunes pour prendre de la distance face aux théories complotistes qu'ils et elles peuvent rencontrer dans leur vie quotidienne, en particulier sur les réseaux sociaux, et qui peuvent mener à une radicalisation. Ce projet sera implémenté, à titre pilote, en 2023, dans le quartier de la Borde.

Traits d'union et fête Diver'cité

«Traits d'union» est un projet participatif lancé en 2020 par le BLI qui s'articule autour de la collaboration, la cogestion, la codécision et la consultation. Ce projet bénéficie d'un nouveau soutien de la Commission fédérale des migrations (CFM), pour une période de 18 mois.

Pour sa deuxième édition, la fête Diver'cité, destinée aux membres d'associations lausannoises migrantes ou actives dans le domaine de l'intégration et de la prévention du racisme, a rencontré un vif succès, avec la participation de plus de 170 personnes, représentant plus de 80 actrices et acteurs associatifs lausannois.

Fonds lausannois d'intégration (FLI)

Redynamisé par le pôle vie associative du BLI, le nombre de projets soumis au FLI a augmenté de 38% en 2022 par rapport à 2021 avec 70 projets, dont 57 de plus de CHF 5'000.-. Une caractéristique importante de cette progression est aussi la diversité croissante des actrices et acteurs associatifs lausannois qui sollicitent ce fonds, ainsi que la complémentarité de leurs projets avec les actions du BLI.

Rendez-vous citoyens du BLI

Dans le cadre des «Rendez-vous citoyens du BLI», deux séances d'information pour répondre aux questions des personnes intéressées par la procédure de naturalisation ont été organisées, en collaboration avec le Service de la population du Canton de Vaud et différents partenaires. Ces séances ont rencontré un vif succès car elles répondent à un vrai besoin d'obtenir des informations en amont de la procédure. Elles seront dorénavant pérennisées en tant que prestation du BLI.

Un aliment, une histoire

Après une première expérience dans le cadre ses 50 ans fêtés en 2021, le BLI et Lausanne à Table ont renouvelé leur collaboration du 21 au 25 septembre 2022, en investissant plusieurs établissements situés autour de la place du Tunnel pour des rencontres «Vivre-ensemble autour du goût».

Participation à des instances internationales

La Ville de Lausanne est de plus en plus reconnue comme pionnière et innovante dans les instances internationales engagées dans la lutte contre les discriminations raciales. Pendant l'année 2022, le BLI a été invité à animer la Master class mondiale de l'Unesco contre le racisme, en présence de plus de 500 élèves et des milliers d'autres connectés dans le monde. Il a aussi été mobilisé pour animer, en ligne, la Master class contre le racisme qui s'est déroulé en Corée du Sud.

Naturalisations et bourgeoisie de Lausanne

Au 31 décembre 2022, le bureau des naturalisations a terminé de traiter tous les dossiers déposés selon l'article 8 aLDCV de l'ancienne loi sur le droit de cité vaudois, avec 1'975 demandes au total.

Durant l'année, le bureau a réceptionné 782 demandes de naturalisation selon l'article 12 et suivants de la loi du 19 décembre 2017 sur le droit de cité vaudois (LDCV), entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018. 507 personnes ont passé un test de connaissances élémentaires sous la forme d'un questionnaire à choix multiples.

En 2022, la Municipalité a accordé la promesse de bourgeoisie qui clôt l'étape communale de la procédure de naturalisation à 1'059 requérantes et requérants (1'190 en 2021), dont les dossiers comprenaient 68 époux ou épouses et 247 enfants.

Délégation aux séniors

Cette année des projets ont été mis sur pieds suivant trois axes: la lutte contre la fracture numérique avec des permanences numériques proposées au sein des bibliothèques des quartiers et animées par Pro Senectute; la promotion de l'activité physique, avec des balades destinées aux personnes peu mobiles proposées lors de la semaine de la mobilité; et la cohésion sociale, avec la réception à Beaulieu, pour marquer le passage à la retraite des Lausannoises et Lausannois. Enfin, la délégation aux séniors a participé, avec d'autres services, au lancement des nouvelles subventions de transports publics et contribué à trouver des solutions sur le partage de l'espace public entre piétons, vélos et trottinettes, en particulier sur la place de la Sallaz.

La délégation aux séniors participe au bureau du réseau suisse des Villes amies des aînés, plateforme de réflexion, d'échanges de bonnes pratiques et de partage de projets communaux concrets. Dans le cadre du projet cantonal «Vieillir 2030», elle a fait partie du jury chargé de sélectionner des projets innovants au bénéfice des séniors.

La commission consultative aux séniors s'est réunie à deux reprises. Sa composition a été passablement renouvelée suite aux élections communales.

Évolution des fonds de la direction SCS

Fonds lausannois du 700^e anniversaire de la Confédération (F700)

Le F700 a pour but de soutenir financièrement sous forme de don ou de prêt des personnes dont la situation ne peut pas être suffisamment améliorée par le recours aux régimes sociaux existants.

En 2022, le fonds a reçu 159 demandes (110 en 2021). Il en a accepté 152 (99 en 2021) dont 147 dons pour un montant total de CHF 70'253.- (97 dons pour CHF 54'578.- en 2021) et cinq prêts pour un montant total de CHF 5'391.- (2 prêts pour CHF 3'600.- en 2021). Les demandes les plus fréquentes ont pour motif des «besoins urgents» (54 demandes pour un montant total de CHF 15'273.-, montant moyen de CHF 283.-). Le deuxième motif des demandes est les «loisirs enfants» qui consistent en un soutien pour payer par exemple les cotisations à un club de sports (34 demandes pour un total de CHF 10'594.-, montant moyen de CHF 311.-). Le troisième motif recouvre les frais en lien avec la santé (primes et participations LaMal, frais médicaux ou soins dentaires) (19 demandes pour un total de CHF 17'601.-, montant moyen: CHF 926.-). La moitié des bénéficiaires sont des ménages de trois personnes ou plus.

Fonds d'action sociale (FAS)

Le FAS a pour but d'éviter une aggravation indésirable et inéluctable de la situation des personnes requérantes. Le FAS peut également intervenir afin de soutenir des projets d'activité indépendante, notamment sous la forme de micro-crédit.

Au 31 décembre, le Service social Lausanne a accepté 27 demandes (19 en 2021) sur les 31 reçues (21 en 2021), dont 23 dons pour un montant total de CHF 36'887.70 et deux prêts pour un total de CHF 6'500.-.

Fonds Grumbach

Le Fonds Grumbach a pour but de venir en aide aux personnes âgées habitant Lausanne en difficulté financière. Il intervient à bref délai sur demande du Service social Lausanne, le cas échéant, en complément d'autres institutions pour venir en aide financièrement aux personnes âgées lausannoises dont la situation ne peut pas être suffisamment améliorée par le recours aux aides sociales existantes, ou pour éviter une péjoration de la situation de la personne.

En 2022, le fonds a versé quatre dons pour un montant total de CHF 4'870.- (11 dons pour un total de CHF 7'943.30 en 2021).

Service des sports (SPORTS)

Principales tâches du service

Administration

- conception et mise en œuvre de la politique municipale en matière de sport;
- direction et administration du service, dont administration du personnel et comptabilité;
- soutien financier aux associations et clubs sportifs lausannois.

Informatique et Internet

- support informatique en faveur du service;
- élaboration, gestion, développement et mise à jour des pages Intranet et des sites internet du service;
- élaboration, direction et suivi de projets informatiques et graphiques du service;
- promotion de projets spéciaux.

Manifestations et activités sportives

- encouragement, soutien, réalisation et développement de l'organisation de manifestations sportives d'importance régionale, nationale et internationale;
- promotion du sport et des activités physiques auprès des élèves lausannois (sport scolaire facultatif et du personnel de l'administration communale).

Piscines et patinoires

- mise à disposition de la population, gestion, entretien et amélioration des piscines de Bellerive-Plage, Mon-Repos (couverte), Montchoisi et de quartier ainsi que des patinoires de Montchoisi et de la Pontaise.

Sport associatif et sport pour toutes et tous

- promotion et développement du sport associatif, du sport pour toutes et tous et du sport-santé;
- promotion de l'égalité des genres dans le sport et mise en œuvre des actions propres à développer la pratique sportive des femmes;
- planification et direction de l'ensemble des actions de communication au sein du service.

Sport international

- valorisation de Lausanne comme capitale olympique et capitale administrative du sport mondial;
- accueil et suivi des fédérations internationales sportives ou liées au sport établies à Lausanne;
- coordination avec les partenaires institutionnels (Confédération et Canton de Vaud).

Surfaces sportives

- mise à disposition de la population, gestion, entretien et amélioration de l'ensemble des surfaces sportives extérieures de la Ville de Lausanne (plus de 42 terrains) et des surfaces sportives intérieures (hors salles de gymnastique gérées par la Direction de l'enfance, de la jeunesse et des quartiers), en particulier les centres omnisports des Bergières, de Grand-Vennes, de la Vallée de la Jeunesse et du Vieux-Moulin.

Unité technique

- étude, réalisation (direction de chantier), entretien et amélioration des installations sportives de la Ville de Lausanne;
 - participation à l'élaboration et à la mise en œuvre du volet «sports» du projet Métamorphose;
 - montage/démontage et gestion d'équipements en faveur de manifestations sportives ou culturelles;
 - ouvriers spécialisés.
-

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration (SPORTS)	10.60	10.60	11.40	10.45
Manif. et activités sportives	7.00	7.00	7.00	6.20
Piscines et patinoires	28.41	26.46	28.31	25.48
Sport international	1.70	1.70	1.70	1.70
Surfaces sportives	24.15	23.30	23.80	23.80
Unité technique	16.00	16.00	16.00	14.00
Total service	87.86	85.06	88.21	81.63

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	0.35

Note: Le Service des sports a transféré un poste de 1.0 ept au Corps de police en date du 01.01.2022

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Administration (SPORTS)	12	10.60	12	10.45
Manif. et activités sportives	8	7.00	7	6.20
Piscines et patinoires	31	26.46	31	25.48
Sport international	2	1.70	2	1.70
Surfaces sportives	24	23.30	26	23.80
Unité technique	16	16.00	14	14.00
Total service	93	85.06	92	81.63

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
Administration (SPORTS)	-	-
Total service	0	0

Note: Le Service des sports collabore avec l'unité Développement et apprentissage du SPEL. Ainsi, il accueille chaque année scolaire deux apprenti·e·s au sein de ses unités (commerce et informatique).

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de transfert(s)	11	11
	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
Total service	11	11

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	1
Convention de départ	1
Décès	1
Démission	2
Départ à la retraite	2
Fin de contrat	3

Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	11

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé-e-s à l'heure	76	23.69	81	22.81
Auxiliaires mensualisé-e-s	5	2.25	8	4.28
Auxiliaires payé-e-s au forfait	71	*	124	*
Total service	152	25.94	213	27.09

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

La levée en avril des dernières restrictions en lien avec la lutte contre la pandémie de Covid-19 a permis au monde du sport, qu'il soit associatif, d'élite ou événementiel et au Service des sports, de retrouver un mode de fonctionnement similaire à celui d'avant la pandémie. La population a ainsi pu reprendre une activité sportive régulière, disposer des infrastructures sportives sans contraintes et participer (ou assister) à des manifestations locales, régionales, nationales et internationales. Même si de nombreux comités d'organisation de manifestations populaires ont constaté une diminution des inscriptions et de la participation, tous les événements prévus ont pu avoir lieu.

2022 a aussi été une année exceptionnelle pour le Service des sports en raison de:

- «2022, l'année du vélo», série d'actions et d'événements favorisant la promotion du vélo et du cyclisme pour toutes et tous, tout en accueillant des manifestations sportives d'élite;
 - label «Ville à vélo», Lausanne a obtenu le label «Ville à vélo» niveau 3 (sur 4) de la part des organisateurs du Tour de France. Ce label récompense les collectivités publiques ayant une politique engagée de promotion du vélo, Lausanne est la première ville de Suisse à recevoir cette reconnaissance (seules des villes comme Amsterdam ou Copenhague font mieux);
 - «Lausanne roule au féminin», promotion de la pratique du vélo auprès des femmes et lutte contre les stéréotypes de genre;
 - prologue du Tour de Romandie masculin;
 - étape du «Tour de France»;
 - départ du 1^{er} Tour de Romandie féminin.
- «Les Halles sportives de Beaulieu» ouvertes progressivement dès avril 2022 et officiellement inaugurées le 1^{er} octobre, proposent une offre sportive riche et variée de 14 disciplines. Ce nouveau pôle sportif occupe six halles situées au nord du complexe de Beaulieu sur près de 12'000 m². Ces activités animeront les Halles Nord jusqu'à leur transformation en 2026;
- le «Forum des clubs sportif lausannois»: le 28 septembre, à la Vaudoise aréna, s'est tenue la première édition de ce forum, qui se positionne comme une plateforme de rencontres et d'échanges au service de la politique de promotion et de développement du sport associatif;
- «Fondation Lausanne, capitale olympique». La Ville de Lausanne et le Canton de Vaud ont la volonté de réunir leurs forces au sein d'une nouvelle structure, sous la forme d'une fondation baptisée «Lausanne Capitale Olympique» en offrant un véritable guichet unique. La fondation, sa présidente exécutive et les équipes des unités «Sport international» du Canton de Vaud et de la Ville de Lausanne sont désormais basées à la Maison du Sport International (MSI).

Administration

Le 4 octobre, le Conseil communal a adopté les conclusions du préavis N° 2022/17, «Piscine de Mon-Repos – assainissement, transformation et modernisation des vestiaires et du système sanitaire. Demande de crédit d'ouvrages» proposant des travaux d'assainissement, de transformation et de modernisation des vestiaires (qui seront désormais non genrés) et du système sanitaire de la piscine de Mon-Repos. L'accessibilité des personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite sera également revue à cette occasion avec l'installation d'un ascenseur et de vestiaires ad hoc.

Conformément aux promesses faites au Conseil communal de le tenir informé de l'utilisation du montant alloué au travers du préavis N° 2010/22 («Lausanne, Capitale olympique. Demande de crédit-cadre»), il convient de signaler que les sommes dépensées en 2022 s'élèvent à CHF 85'860.- (contre CHF 110'700.- en 2021). Elles ont couvert l'acquisition de matériel promotionnel, l'attribution de mandats de communication, la préparation d'un dossier de candidature à l'organisation des World Relays en 2024 et pour la création de la fondation «Lausanne Capitale Olympique», ainsi que l'envoi d'une délégation aux Multi-sports European Championships qui ont eu lieu à Munich. Les dépenses liées au projet «Volontaires sportifs lausannois» et à divers séminaires destinés aux collaboratrices et collaborateurs et aux membres des fédérations et organisations sportives internationales établies dans notre ville sont également prises en charges par ce crédit-cadre.

Informatique et internet

En 2022 l'unité «Informatique et Internet» a assuré la maintenance du parc informatique et des 14 sites Internet, pour la plupart liés aux manifestations sportives, gérés par le Service des sports. Le parc informatique du service comprend, outre les équipements standards pour 120 utilisatrices et utilisateurs, 11 écrans «digital signage» (Centre sportif de la Tuilière, la piscine de Mon-Repos, Parc de Montchoisi, Centre sportif de la Vallée de la Jeunesse) ainsi que 26 caméras de surveillance au Centre sportif de Chavannes, à celui de la Tuilière et à la piscine de Mon-Repos.

L'unité a été également très active cette année dans la production et la réalisation de vidéos promotionnelles ou de présentation (campagne «Femmes et sport», «2022, année du vélo», «Tour de France», Urban Training, promotion des sportives et sportifs lausannois méritants, «Forum des clubs», etc.). Par rapport aux années précédentes, le service a mis l'accent sur la production de contenus multimédias. L'unité a également coordonné la mise en place et la maintenance d'applications et de webservices tels que des billetteries en ligne pour les piscines lausannoises ou des solutions informatiques en lien avec l'accessibilité des installations.

Manifestations et activités sportives

L'année 2022 aura été marquée par un retour à la normale après deux années qui ont connu annulations et limitations, en raison de la pandémie. Dans le détail, voici les événements qui ont pu être menés à bien:

- «Tour de Romandie Masculin», 75^e édition, le 26 avril, accueil du prologue;
- «20 KM de Lausanne», 40^e édition, les 7 et 8 mai 2022. Il est à noter que la participation a fortement baissé par rapport aux standards d'avant pandémie puisque seules 15'614 participantes et participants ont pris le départ pour 17'797 inscriptions. Cela représente une diminution de près de 35% comparativement à 2019. Cette tendance a été constatée pour la plupart des autres courses à pied populaire;
- «Journée Lausannoise du Vélo» (JLV), 39^e édition, le 15 mai, avec une participation de 1'800 cyclistes principalement pour les parcours routes. Pour sa 40^e édition, la JLV deviendra «Vélosanne» et se déroulera à la place de Milan, au cœur de la ville;

- «Panathlon Family Games», 11^e édition, le 23 mai. Organisée en partenariat avec Lausanne Région et le Panathlon Club Lausanne et en collaboration avec les associations et clubs sportifs locaux, cette édition a pu être ouverte à toutes et tous sans restriction et s'est déroulée au nord de la ville. Plus de 4'000 personnes, dont 2'800 enfants, ont pu pratiquer 36 activités et sports différents;
- «Tournoi de volleyball Interservices», 11^e édition, le 10 juin 2022. 40 équipes formées de membres de l'administration communale (24 services issus des sept directions étaient représentés), du Conseil communal et de la Vaudoise aréna y ont participé;
- «Course Lausanne Capitale Olympique», le 23 juin avec un départ sous l'arche du CIO, après quelques mots adressés par le président du CIO, M. Thomas Bach, et une arrivée devant le Musée Olympique. Environ 1'200 personnes ont participé à cette course;
- arrivée de la 9^e étape du Tour de France, le 9 juillet. Après un départ de Dole en France, une entrée en Suisse par la Vallée de Joux et une magnifique traversée du plateau par Cossonay, la «Grande Boucle» a traversé Lausanne devant 76'000 spectatrices et spectateurs enthousiastes pour finir à la Pontaise;
- «Triathlon de Lausanne», 28^e édition, les 10 et 11 septembre. Environ 2'200 triathlètes (édition record) ont pu profiter de conditions exceptionnelles;
- départ de la 1^{re} édition du «Tour de Romandie féminin», événement «UCI Women's World Tour», le 7 octobre. Événement voulu et soutenu par la Ville de Lausanne, cette première a convaincu et a été un succès;
- «Christmas Run», le 18 décembre, édition organisée le dimanche en journée afin de réduire son impact énergétique. Les départs et arrivées ont eu pour cadre la place de la Riponne. Pratiquement 3'000 personnes (dont 324 familles regroupant 1'239 personnes) y ont pris part.

Durant l'année sous revue, l'unité «Manifestations et activités sportives» a également œuvré à l'organisation et à la tenue de différents programmes:

- en 2022, 26 manifestations sportives ont bénéficié du programme des «volontaires sportifs Lausannois. Au 1^{er} décembre 2022, 1'284 bénévoles étaient inscrit.e.s et actifs.ves (1'168 le 1^{er} décembre.2020) au sein de ce programme. C'est grâce à leur engagement que Lausanne est «Lausanne la sportive», que toutes et tous en soient ici remerciés;
- dans le cadre de «Sports-Passion», durant l'année scolaire 2021/2022, 45 activités sportives ont été proposées le mercredi après-midi aux élèves des écoles lausannoises, réparties en cinq périodes et représentant 1'656 heures d'enseignement, dispensées par 137 monitrices et moniteurs; 3'319 élèves (3'341 en 2020/2021) ont pu en bénéficier;
- «Sport Bien-Être» a pour but la promotion de l'activité sportive au sein du personnel de l'administration communale. Durant la saison 2021/2022, 109 personnes (138 pour 2020/2021) ont pu s'inscrire à une des huit activités proposées. Les cours ont pu reprendre en septembre 2021 après la période de pandémie.

Piscines et patinoires

Piscines de plein air

Après deux années marquées par des conditions d'exploitation dégradées en raison de la pandémie, les piscines de plein air ont pu être ouvertes de manière «normale» tout au long de la saison 2022. Elles ont connu une très forte fréquentation en raison des conditions météorologiques extrêmement favorables.

Bellerive-Plage, en raison de la fermeture cette année de la piscine de Montchoisi, Bellerive-Plage a vu son exploitation prolongée d'une semaine (128 jours contre 121 en 2021), du 7 mai

au 11 septembre. En raison de la canicule, les horaires d'ouvertures ont été prolongés à 12 reprises jusqu'à 21 heures (au lieu de 20h30) afin d'apporter un peu de fraîcheur supplémentaire aux Lausannoises et Lausannois. 268'000 entrées (contre 135'064 en 2021 et 152'776 en 2020) ont été enregistrées, battant le record de 2003 (230'000). Au mois de juillet, l'augmentation des entrées a été de +59% par rapport à 2021 et de +26% en août. Ces augmentations se retrouvent également dans les ventes d'abonnements des piscines régionales qui ont connu une forte hausse de +42.5% (1'447 unités vendues contre 831 en 2021 et 1'277 en 2020) ainsi que les cartes multi-entrées dont 2'156 ont été vendues en 2022 soit une augmentation de 48.1% par rapport à l'année précédente (1'118 unités en 2021 et 1'225 en 2020).

L'espace ludique pour les enfants, l'offre bien-être avec des équipements «spa» dans le bassin non-nageurs et le parc aquatique connaissent toujours le même succès. Le parc aquatique a accueilli 21'973 personnes pendant la saison, soit 65% de plus qu'en 2021 (13'398 personnes). Le club de plongée a fait découvrir ce sport et a formé 168 plongeurs et plongées contre 254 en 2021. Bellerive-Plage a été au cœur de diverses manifestations dont la première édition du Water Rugby organisée pour les 50 ans du LUC Rugby, une journée d'activités sportives pour les enfants organisée par la fondation du Lausanne Hockey Club (LHC) et l'édition 2022 du Triathlon de Lausanne. Bellerive-plage a également accueilli 1'200 élèves lors de la journée des 6P avec notamment une Flash mob géante sur la thématique du vélo.

La piscine de Montchoisi n'a pu ouvrir ses portes en 2022 en raison d'importants travaux d'assainissement, de transformation et de modernisation du système de traitement de l'eau. Elle sera totalement opérationnelle en 2023.

Les quatre piscines de quartier (Bellevaux, Boisy, Montétan et Vieux-Moulin), ouvertes du 21 mai au 21 août, ont également connu une forte fréquentation en raison des excellentes conditions météorologiques. Des animations pour la population ont été mises en place à la piscine de Boisy (jeux aquatiques) et des cours de natation ont pu être organisés dans cette piscine ainsi que dans celle de Montétan. Le 21 août, la piscine de quartier de Bellevaux a accueilli un concert de musique en collaboration avec la Direction de l'enfance, de la jeunesse et des quartiers.

Mon-Repos

Mon-Repos a été exploitée durant 307 jours en 2022, contre 160 jours en 2021 et 300 jours usuellement avant la pandémie. Durant cette période d'exploitation, 180'135 entrées ont été comptabilisées, soit 589 entrées/jour (contre 381 en 2021, 442 en 2020 et 740 en 2019). 24 événements ont été organisés dans l'établissement, avec notamment les championnats Suisse juniors et les championnats romands de plongeon, quatre tournois de waterpolo, un meeting régional Masters en natation et deux galas de natation artistique. 1'257 personnes (482 en 2021 et 1'280 en 2019) ont suivi 2'377 heures de cours privés, semi-privés ou en groupe (1'107 heures en 2021 et 2'577 heures en 2019) dispensés par l'Ecole de natation de Mon-Repos.

Patinoires

La patinoire de Montchoisi a été exploitée durant 116 jours (contre 134 jours en 2021) du 2 janvier au 6 mars et du 7 novembre au 31 décembre. Cette différence est due au report de la date d'ouverture au mois de novembre (7 jours) dans le cadre de mesures d'économies d'énergie. 45'145 entrées, public, clubs ou écoles, dont 6'795 élèves des écoles lausannoises, ont été enregistrées soit une augmentation de la fréquentation de 59.2% par rapport à 2021 (28'365 contre 38'948 entrées en 2020 et 55'026 entrées en 2019). De plus, 145 matches et entraînements de hockey, 86 rencontres de championnat suisse de broomball et 215 heures de patinage artistique et de short track ont été organisés.

La patinoire de la Pontaise a été exploitée durant 91 jours (contre 89 jours en 2021, 133 en 2020 et 138 en 2019) du 3 janvier au 6 mars et du 1^{er} au 31 décembre. Le report d'un mois de la date d'ouverture de la patinoire s'inscrit dans une volonté d'économies d'énergie. Durant cette période d'exploitation, 9'295 entrées ont été enregistrées (dont 5'220 élèves des écoles lausannoises), contre 9'075 entrées en 2021 et 13'574 en 2020 (4'554 élèves), soit une augmentation de la fréquentation de 2.4% par rapport à 2021.

Sport associatif et sport pour toutes et tous

En 2022, les activités de l'unité ont été marquées par le développement et la mise en œuvre de nouvelles initiatives visant au développement et à la promotion du sport associatif et du sport pour toutes et tous, telles que:

- «2022, l'année du vélo», a été l'occasion de développer et mettre en œuvre des événements et actions de promotion du vélo et du cyclisme pour toutes et tous en utilisant l'accueil d'événements cyclistes élités (Tour de France, Tour de Romandie masculin, Tour de Romandie féminin) comme catalyseur pour inciter la population à faire du vélo, que ce soit pour le sport, les loisirs ou les déplacements du quotidien avec notamment:
 - «Lausanne roule au féminin»: plusieurs actions ont été organisées afin de promouvoir l'égalité des genres dans le cyclisme, déconstruire les stéréotypes, encourager la pratique sportive du vélo auprès des femmes et donner de la visibilité au cyclisme féminin;
 - dans le cadre de l'accueil de l'étape lausannoise du Tour de France 2022, le festival «Lausanne en fête» a mêlé sport, musique, gastronomie et culture et a animé sept zones de fêtes ainsi que les rues de Lausanne les 8, 9 et 10 juillet 2022;
 - un «pumptrack» a été installé à l'Espace Fair-Play de Vidy. Cette nouvelle infrastructure en libre accès a été inaugurée lors de la Fête du Tour, le 29 mai 2022 et s'inscrit comme un héritage de «2022 l'année du vélo» et du passage du Tour de France à Lausanne.
- «Les Halles sportives de Beaulieu» ont été inaugurées le 1^{er} octobre. Le développement, la mise en œuvre et la promotion de cette nouvelle offre sont assurés par l'unité en collaboration avec toutes les parties prenantes internes et externes concernées;
- le «Fonds communal pour le développement de l'activité physique et du sport pour toutes et tous» a pour but de soutenir des initiatives permettant le développement de l'activité physique et sportive au sein de la population, la promotion de l'égalité des genres dans le sport et le développement de la pratique sportive chez les femmes. En 2022, dix projets ont obtenu un soutien financier. Trois projets ont été réalisés durant l'année et sept autres sont en cours de réalisation ou seront initiés courant 2023;
- le «Forum des clubs sportif lausannois», le 28 septembre à la Vaudoise aréna, s'est tenu la première édition de ce forum, qui se positionne comme une plateforme de rencontres et d'échanges au service de la politique de promotion et de développement du sport associatif;
- la mise en œuvre du plan d'action 2021–2026 «Femmes & Sport», visant à promouvoir la pratique sportive des femmes et l'égalité entre les genres dans le sport, s'est poursuivi en 2022. À ce jour, sur les 61 mesures du plan d'action, 15 ont été finalisées et 23 sont en cours;
- «À vos marques, prêts... bougez!», programme estival de cours collectifs de sport organisé en collaboration avec l'association Urban-Training, a proposé 99 cours de sport gratuits encadrés par des coaches professionnelles et professionnels. Il s'est déroulé du 20 juin au 18 septembre dans les parcs et espaces publics de la ville (Parc de Milan, Parc du Denantou, Esplanade de Montbenon, Parc de Valency, Parc Louis Bourget, Piscine de Bellerive). Au total, 975 personnes (858 femmes, 107 hommes, 10 autres) âgées de 11 à 81 ans ont profité de cette offre sportive qui a comptabilisé plus de 2'460 inscriptions (2'281 en 2021), en augmentation de plus de 12%. En 2022, l'offre a couvert l'ensemble des jours de la semaine avec l'ajout de cours les mardis et samedis;
- «Mérites sportifs lausannois». La soirée des récompenses aux sportives et sportifs lausannois méritants 2022 a réuni l'élite du sport lausannois le lundi 28 novembre au Casino de Montbenon. Pas moins de 191 athlètes (89 femmes, 101 hommes) issus de 29 clubs ont été récompensés et récompensés pour avoir obtenu un titre national ou réalisé une performance

de niveau international. Cette soirée aura aussi été marquée par l'attribution du «Prix du Mérite Sportif Lausannois», la plus haute distinction sportive lausannoise, à M^{me} Marjorie De Goumoëns pour son engagement remarquable dans la promotion du cyclisme féminin et à M. Patrice Iseli qui durant les 23 ans qu'il a passés à la tête du service des sports s'est fortement investi dans le développement de la politique municipale en matière de sport.

L'unité assure également la communication interne et externe du service. A ce titre, elle planifie et coordonne toutes les actions d'information et de communication au sein du service en étroite collaboration avec les autres unités, la Direction SCS et le Bureau de la communication de la Ville.

Sport international

Une étude sur l'impact économique du sport international pour la période 2014–2019 menée par l'International Academy of Sport Science and Technology (AISTS) et coordonnée par la Ville et le Canton a dévoilé une très forte augmentation des retombées économiques générées en Suisse par le CIO et les différentes organisations sportives internationales. Avec plus de 3'343 emplois, ce secteur génère en Suisse CHF 1,68 milliard de francs par an (CHF 0.55 milliard pour le district de Lausanne en nette augmentation par rapport à la période 2008–2013 (CHF 0.25 milliard)).

C'est dans ce contexte que la Ville de Lausanne et le Canton de Vaud ont annoncé la volonté de réunir leurs forces au sein d'une nouvelle structure, sous la forme d'une fondation baptisée «Lausanne Capitale Olympique». Cette nouvelle structure a pour objectif de simplifier les relations avec les actrices et acteurs du sport international ainsi que les organisatrices et organisateurs d'événements en offrant un véritable guichet unique. Elle continuera de délivrer les services existants et en développera de nouveaux afin de répondre à un contexte sportif international qui évolue.

Le programme annuel de formation continue, proposé aux 60 fédérations et organisations sportives internationales (FOSI) installées dans le Canton de Vaud, a rencontré un franc succès avec une participation de plus de 400 personnes.

Le 16^e Forum annuel des Fédérations Internationales (IF Forum) a eu lieu les 28 et 29 novembre au Musée Olympique. Le fait de pouvoir réunir à nouveau, en présentiel, plus de 300 personnes a fait de cette édition, un événement spécial. L'IF forum est aussi une opportunité pour Lausanne Capitale olympique et sa région de réitérer son attachement au monde du sport international.

Surfaces sportives

En dehors des horaires scolaires (dès 18h00 en semaine et les week-ends), les quatre centres omnisports de la Ville permettent de pratiquer les principaux sports de salle, soit le basketball, le volleyball, le handball et la gymnastique. Ils sont également des lieux d'accueil d'événements exceptionnels.

Les vestiaires de Mauvernay au Chalet-à-Gobet ont pu être ouverts tout au long l'année et mis à disposition des adeptes de course à pied, de VTT, de walking et de nordic walking.

Le Stade Pierre-de-Coubertin, situé idéalement en bordure de lac, permet la pratique de l'athlétisme et, grâce à ses vestiaires et douches mis à disposition des clubs et du public, sert de point de départ/arrivée à celles et ceux qui pratiquent du sport libre sur le site de Vidy. Le stade a été le cadre de diverses manifestations, dont plusieurs meetings d'athlétisme.

A Vidy toujours, à proximité immédiate du Stade Pierre-de-Coubertin, l'Espace Fair-Play permet la pratique des sports urbains, mais également du beach-volley, du basketball et du handball. Cette offre a été enrichie en 2022 avec l'installation d'un «pumptrack».

Plus de 200 équipes de football, toutes catégories confondues, utilisent de façon quasi quotidienne le Centre sportif de la Tuilière et les installations dédiées à la pratique du football de la Pontaise, de Chavannes et de Vidy.

Le 26 août, le Stade olympique de la Pontaise a vibré des exploits des athlètes d'Athletissima. À guichet fermé, le meeting a pu se dérouler «comme avant». La veille, la place de la Navigation était le cadre de l'épreuve de saut à la perche. A relever que le Stade olympique de la Pontaise avait déjà vibré, en juin, avec la prestation du chanteur français Soprano devant pratiquement 30'000 personnes.

Unité technique

Dans le cadre de ses missions quotidiennes, l'unité a participé à des études et a œuvré à la réalisation d'équipements et des travaux d'entretien sur l'ensemble du parc d'installations du Service des sports. Elle a notamment mené les études liées à l'assainissement et la modernisation de la piscine de Mon-Repos, à la réfection des terrains de sports de Chavannes et au projet d'installation d'une patinoire couverte dans l'une des halles de Beaulieu. Parmi les chantiers, on peut mentionner la réalisation de vestiaires dédiés aux équipes féminines de football de Chavannes et l'assainissement de la piscine de Montchoisi.

Au travers de son groupe «support opérationnel», l'unité a également appuyé l'organisation (montage/démontage des infrastructures, manutention, transports, etc.) d'événements sportifs et culturels. Ses collaborateurs ont également assuré l'exploitation de la patinoire de la Pontaise durant ses 93 jours d'ouverture. Les ouvriers professionnels sont, quant à eux, intervenus plus de 300 fois sur les différentes installations sportives, que ce soit pour des travaux d'entretien réguliers ou des interventions urgentes.

Enfin, conformément aux promesses faites dans le cadre du préavis N° 2013/31, «Assainissement et entretien d'installations sportives. Demande de crédit-cadre.», d'informer le Conseil communal de l'exécution de travaux non prévus dans la demande de crédit-cadre, un certain nombre d'opérations ont dû être réalisées dans le cadre du préavis N° 2021/18, «Assainissement et entretien d'installations sportives. Demande de crédit-cadre 6^e étape (2022–2026)»:

- Centre de congrès et d'exposition de Beaulieu – «Halles Nord»
 - création des «Halles sportives de Beaulieu» CHF 220'000.-. Le coût des travaux d'aménagement des «Halles sportives de Beaulieu» est estimé à CHF 220'000.-. Ce montant ne figure pas au plan des investissements et ne peut être pris sur le budget de fonctionnement 2022 du Service des sports. C'est pourquoi, au vu des circonstances et de l'aspect prioritaire de ce projet, la Municipalité a décidé de le financer par l'intermédiaire des crédits alloués dans le cadre du préavis N° 2021/18, du 25 mars 2021, «Assainissement et entretien d'installations sportives. Demande de crédit-cadre. 6^e étape (2022–2023)».

Service social lausanne (SSL)

Principales missions du service

Garantir le minimum vital

- prestation financière du revenu d'insertion (RI);
- enquêtes et perceptions d'indus;
- plaintes et dénonciations pénales pour fraude.

Accueillir les Lausannoises et Lausannois en difficulté sociale et les aider à regagner leur autonomie

- information et orientation sociale;
- appui social pour une aide, un soutien et des conseils;

- mesures d'insertion socioprofessionnelle;
- accès à la formation des jeunes de 18-25 ans;
- aide sociale au logement;
- assainissement financier et gestion des dettes;
- formations en compétences de base.

Couvrir les besoins vitaux des personnes en situation de grande précarité

- aide sociale d'urgence (accueil de jour, hébergement, accueil de nuit, aide alimentaire).

Réduire les risques liés à la consommation de drogues, favoriser l'insertion et la thérapie

- dispositif addictions.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Action sociale	34.85	30.25	35.75	33.15
Aide sociale d'urgence	1.30	1.50	1.30	1.30
Direction domaine RI	2.00	2.00	2.80	2.00
Direction domaine social	3.85	3.70	3.45	3.40
Direction domaine support	1.50	1.50	1.60	1.50
Direction SSL	3.90	2.00	4.00	3.00
Dispositif addiction	0.70	0.70	1.10	1.00
Enquêtes et contentieux	13.00	11.60	13.80	12.30
Finances	2.30	1.50	2.30	1.50
Hébergement d'urgence	6.00	6.30	6.00	6.00
Info sociale – SSL	10.05	9.90	10.55	10.00
Informatique	0.60	0.60	0.60	0.60
Insertion	7.80	6.30	6.70	5.50
Institutions subventionnées	0.60	0.60	0.60	0.60
L'Espace	6.10	6.10	7.10	7.10
Organisation & documentation	1.80	1.50	1.80	1.50
Réception RI	16.80	14.00	15.40	14.60
Revenu insertion	80.60	70.90	80.10	68.20
RH – SSL	4.60	3.60	4.60	4.20
Stats & mobilité	1.00	1.00	1.70	0.80
Unité assainissement finances	6.50	5.30	7.10	6.20
Unité commune	15.15	10.70	14.55	8.30
Unité de soutien	11.00	9.40	10.00	8.40
Unité Jad	9.80	8.70	9.50	8.20
Unité juridique	2.40	2.20	2.40	0.80
Unité logement	27.75	24.90	26.95	25.05
Total service	271.95	236.75	271.75	235.20

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	-0.20

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Action sociale	42	30.25	44	33.15
Aide sociale d'urgence	2	1.50	2	1.30
Direction domaine RI	2	2.00	2	2.00
Direction domaine social	4	3.70	4	3.40
Direction domaine support	2	1.50	2	1.50
Direction SSL	2	2.00	3	3.00
Dispositif addiction	1	0.70	2	1.00
Enquêtes et contentieux	13	11.60	14	12.30
Finances	2	1.50	2	1.50
Hébergement d'urgence	8	6.30	8	6.00
Info sociale – SSL	12	9.90	13	10.00
Informatique	1	0.60	1	0.60
Insertion	9	6.30	8	5.50
Institutions subventionnées	1	0.60	1	0.60
L'Espace	7	6.10	8	7.10
Organisation & documentation	2	1.50	2	1.50
Réception RI	18	14.00	19	14.60
Revenu insertion	83	71.80	79	68.20
RH – SSL	5	3.60	6	4.20
Stats & mobilité	1	1.00	1	0.80
Unité assainissement finances	8	5.30	9	6.20
Unité commune	13	10.70	10	8.30
Unité de soutien	13	9.40	12	8.40
Unité Jad	10	8.70	10	8.20
Unité juridique	3	2.20	1	0.80
Unité logement	29	24.00	30	25.05
Total service	293	236.75	293	235.20

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
Direction domaine social	1	–
Unité de soutien	1	–
Direction domaine RI	–	1
Réception RI	–	1
Total service	2	2

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	24	26
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	2	–
Total service	26	26

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	–
Convention de départ	1
Décès	–
Démission	15
Départ à la retraite	6
Fin de contrat	–
Licenciement juste motif ordinaire	2
Licenciement suppression poste	–
Licenciement fin droit trait. 2 mois	–

Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	24

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	22	0.98	17	3.78
Auxiliaires mensualisé·e·s	26	11.29	26	7.26
Auxiliaires payé·e·s au forfait	20	*	-	*
Total service	68	12.27	43	11.04

* information indéterminée car à la tâche

Organisation

Le Service social Lausanne (SSL) est le Centre social régional (CSR) pour la région d'action sociale de la commune de Lausanne, selon la loi sur l'action sociale vaudoise (LASV) – il est à ce titre l'autorité d'application.

Les tâches qui lui sont attribuées dans ce cadre sont financées par une subvention cantonale, calculée en fonction du nombre de dossiers RI financés. Ces tâches concernent, notamment, l'information, l'appui social et l'insertion pour les Lausannoises et Lausannois en difficulté sociale, la garantie du minimum vital par la décision et le versement de la prestation financière du revenu d'insertion (RI) et l'insertion professionnelle en collaboration avec l'Office régional de placement (ORP).

Le SSL offre également des prestations sociales communales qui complètent l'action sociale vaudoise et qui sont développées dans le cadre de la politique sociale de la Ville. Il s'agit de:

- l'aide au logement;
- l'assainissement financier;
- l'acquisition de compétences de base pour les adultes;
- l'aide sociale d'urgence pour les personnes en grande précarité;
- la réduction des risques liés à la consommation de drogues.

Evènements marquants

Evolution de l'aide sociale à Lausanne

La bonne conjoncture économique et situation du marché de l'emploi dans la région lausannoise a eu pour effet la poursuite de la diminution du recours à l'aide sociale. La diminution du nombre de dossiers du revenu d'insertion s'observe dans tous les dispositifs: le revenu d'insertion standard, les indépendants, l'Unité commune ORP-CSR et le dispositif pour jeunes adultes sans formation achevée. Le nombre de sollicitations à l'Info sociale n'a pas retrouvé la fréquentation de 2019, soit d'avant la pandémie. Cependant, les prestations sont toujours aussi sollicitées par des personnes à faibles revenus se situant au-dessus des normes RI. Elle se traduit en suivi social bref, en appel aux fonds privés pour une aide ponctuelle et aux recours à l'aide alimentaire qui continuent à augmenter.

Evolution de l'hébergement d'urgence

Du 1^{er} mai au 30 novembre, le SSL a ouvert un hébergement d'urgence pour populations spécifiques à la Borde 47 offrant 21 studios partiellement meublés destinés aux personnes sans abri particulièrement vulnérables (personnes âgées ou avec des problèmes de santé) et aux personnes insérées dans le marché du travail recourant aux hébergements d'urgence. Le but de ce projet, prévu sur sept mois, est de contribuer à permettre une transition vers l'accès au marché du logement et à un emploi stable. Les bénéficiaires ont pu y loger pour une durée de trois

mois, renouvelable, et ont participé aux charges par le paiement d'une contribution. La moitié des bénéficiaires de cette expérience pilote ont pu stabiliser leur situation et sortir du dispositif d'hébergement d'urgence.

Le 14 septembre, Le SSL a organisé une table ronde sur les hébergements d'urgence en collaboration avec la Haute école de travail social Lausanne (HETSL), accueillant des responsables politiques, chef-fe-s de services sociaux communaux, membres de la DGCS, spécialistes du terrain et bénévoles œuvrant au sein d'associations et de collectifs, des scientifiques et des bénéficiaires des structures. Les objectifs de cette rencontre étaient d'entendre l'ensemble des parties prenantes, de partager des connaissances sur le sans-abrisme et sa réalité à Lausanne et alentours, et de réfléchir à des pistes de renforcement du dispositif tout en sortant de la logique saisonnière.

Aide alimentaire dans les quartiers

Le SSL a repris le soutien octroyé à la Fondation pour l'animation socioculturelle lausannoise (FASL) par la Direction enfance, jeunesse et quartiers pour l'aide alimentaire mis en œuvre dans onze maisons de quartier durant les premiers mois de la pandémie du Covid-19. Entre fin 2021 et mai 2022, le SSL a élaboré, en étroite collaboration avec la FASL, un nouveau projet d'aide alimentaire et d'appui social dans les quartiers. Cette prestation, confiée à la Fondation Mère Sofia, permet d'ouvrir trois kiosques sociaux par semaine, une semaine sur deux, dans six maisons de quartiers et d'offrir un soutien aux maisons de quartier permettant une distribution alimentaire à 120 foyers. Il comporte également un suivi social intense et une aide alimentaire offerts à 100 foyers dans les locaux de la Fondation Mère Sofia. La prestation est effective depuis le 16 mai 2022 dans les quartiers des Faverges, du Désert, de la Pontaise, de Prélaz-Valency, du Terrain d'aventures Malley et de la Cité-Vallon. Il nécessite une coordination entre la FASL, la Fondation Mère Sofia et Table Suisse, ainsi qu'en partie avec la CAR-L, portée par le SSL.

Expérience pilote de vente régulée de cannabis à Lausanne

La Ville de Lausanne a lancé son projet-pilote de vente régulée de cannabis à Lausanne le 10 mai 2022. Il fait suite à l'étude de faisabilité qu'elle avait confiée à Addiction Suisse, dès 2019, et à l'entrée en vigueur de la modification de la loi fédérale sur les stupéfiants, le 15 mai 2021, permettant des essais pilotes scientifiques autorisés par l'Office fédérale de la santé publique (OFSP). Le projet a pour but de mesurer les effets d'un modèle de vente à but non lucratif sur la consommation, en termes de santé, comme de sécurité. L'association à but non lucratif «Cann-L» a été créée à cette occasion.

Appel d'offre «Vaud pour vous»

La Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) a retenu deux projets proposés par le SSL dans le cadre de son appel d'offre «Vaud pour vous ! Améliorer l'orientation et l'accompagnement social: vers un appui social à la population».

- le projet «appui social dans les quartiers» qui prévoit de poursuivre la permanence sociale créée dans le Centre socioculturel de la Bourdonnette et de créer deux autres permanences sociales en étroite collaboration avec les usagers et usagères et les équipes des Maisons de quartier en coordination avec la Fondation pour l'Animation socioculturelle Lausannoise (FASL);
- le projet «campagne d'information sur les prestations sociales» qui prévoit la mise en place d'une campagne d'information sur l'existence de l'Info sociale et les prestations sociales communiquée de manière simple et sans stigmatisation pour permettre l'accès à un appui social à toute la population et de lutter contre le non-recours aux prestations sociales.

Principales activités 2022

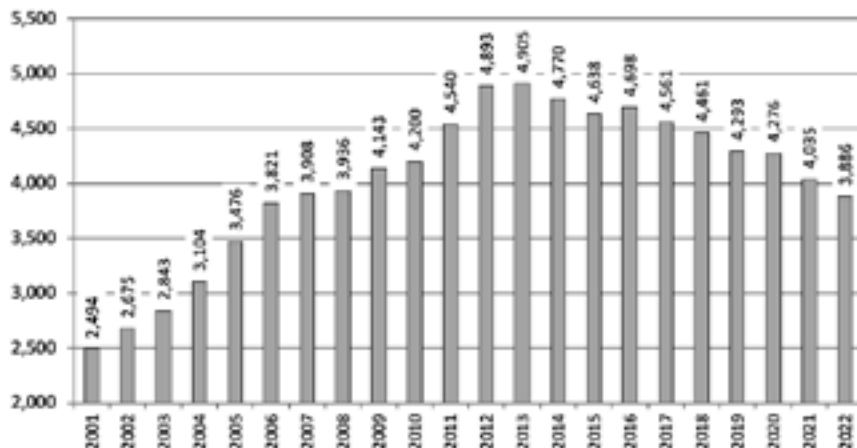
Domaine revenu d'insertion

Le revenu d'insertion (RI) est un régime cantonal d'aide sociale. Il comprend une prestation financière ainsi que des mesures d'insertion socioprofessionnelle. La prestation financière a pour

but de venir en aide aux personnes dépourvues des moyens nécessaires à la satisfaction de leurs besoins indispensables pour mener une existence conforme à la dignité humaine. Elle est subsidiaire à l'aide des parents si ceux-ci sont dans l'aisance, aux prestations des assurances sociales fédérales, cantonales ou communales et aux gains que la requérante ou le requérant pourrait réaliser soi-même en recherchant un emploi.

Evolution de la demande du RI – Dépenses et nombre de dossiers

SSL - Moyenne mensuelle du nombre de dossiers payés
(Bouton d'Or, RMR, ASV et RI)



La diminution du nombre de dossiers observée ces dernières années s'est poursuivie en 2022. Le nombre mensuel moyen de dossiers ayant fait l'objet d'au moins un paiement a baissé de 3.7% par rapport à 2021. Il passe ainsi sous la barre des 4'000, ce qui n'était plus arrivé depuis 2008.

Au mois de décembre 2022, 5'977 personnes ont reçu au moins un paiement RI, ce qui correspond à 3'975 dossiers, contre 6'049 personnes pour 4'025 dossiers en décembre 2021. Ces dossiers sont composés principalement de personnes seules (73%), puis de familles monoparentales (18%). 28% des bénéficiaires ont moins de 18 ans et 22% 50 ans ou plus. Par rapport à 2021, les effectifs de toutes les classes d'âge ont légèrement diminué, à l'exception de celui des 18 à 25 ans qui est passé de 468 à 486 personnes. Comme ces dernières années, l'effectif se partage de manière quasiment égale entre les femmes et les hommes. La baisse du nombre de bénéficiaires du RI concerne principalement les personnes d'origine suisse avec une diminution de 7% par rapport à 2021. Elles représentent ainsi 48% de l'effectif total. 16% des bénéficiaires possèdent une nationalité d'un pays de l'Union européenne ou de l'Association européenne de libre-échange (AELE) et 35% du reste du monde.

Ceci est explicable par le moindre degré de formation, et donc d'employabilité, chez les bénéficiaires étrangères et étrangers ainsi qu'au fait que ces dernières et derniers vivent plus fréquemment dans des ménages avec enfants nécessitant dès lors un revenu plus important pour accéder à l'autonomie financière et sortir du RI.

Année	Dépense brute (CHF)	Evolution en %	Encaissement (CHF)	Evolution en %	Dépense nette (CHF)	Evolution en %
2017	122'257'332.53	-1.9	18'976'359.72	+25.3	103'280'972.81	-5.6
2018	121'929'689.83	-0.3	23'144'507.43	+22.0	98'785'182.40	-4.4
2019	117'625'604.01	-3.5	24'750'044.74	+6.9	92'875'559.27	-6.0
2020	117'908'159.95	+0.2	24'222'589.32	-2.1	93'685'570.63	+0.9
2021	111'830'554.16	-5.2	24'476'924.82	+1.0	87'353'629.34	-6.8
2022	104'153'641.65	-6.9	18'458'597.93	-24.6	85'695'043.72	-1.9

La dépense brute a continué de diminuer entre 2021 et 2022 (-6.9%). La baisse est cependant moins forte au niveau de la dépense nette (-1.9%). Ceci s'explique par des encaissements près d'un quart moins importants que l'année précédente.

Centre cantonal de compétence Indépendant RI (CCI-RI)

Ouvert depuis janvier 2021, le CCI-RI effectue l'instruction des dossiers dont l'analyse de la viabilité de l'entreprise et rend un préavis quant au droit RI de l'ensemble des dossiers des

personnes exerçant une activité indépendante dans le canton de Vaud. Il effectue également la révision des dossiers après six mois et offre une permanence téléphonique de soutien aux professionnels des CSR.

La deuxième année d'activité du CCI-RI s'est déroulée dans la continuité de la première année en ce qui concerne le volume des demandes (189 demandes en 2022 et 192 en 2021), avec une légère augmentation des interpellations de la hotline (178 en 2022 en progression de 8% par rapport à 2021) et du nombre de dossiers analysés (193 dossiers en 2022 soit 12% de plus qu'en 2021). Un peu plus de 40% de l'activité concerne des entreprises lausannoises. Ces chiffres doivent être analysés dans un contexte de fin de pandémie avec la disparition progressive des aides étatiques pour les indépendants tout au long de l'année.

Dès octobre 2022, la hotline du CCI-RI a été ouverte à tous les Centres régionaux de décisions (PC Fam et rente pont) pour soutenir les professionnels-les dans leurs analyses comptables.

Enquêtes et perceptions indues

Durant l'année 2022, 86 nouvelles enquêtes ont été ouvertes (79 en 2021). 109 enquêtes dont 32 administratives ont été menées à bien, contre 124 dont 32 administratives en 2021 (une enquête peut nécessiter des investigations sur plus d'une année). Des décisions d'indus ont été établies pour un montant de CHF 720'047.- et les montants restitués se sont élevés à CHF 936'667.-. Seuls sont comptabilisés les montants récupérés par retenues sur les forfaits RI et les remboursements mensuels d'ex-bénéficiaires convenus, suite à un arrangement.

Unité juridique

L'unité répond aux questions juridiques des différentes unités et, depuis octobre 2005, par délégation cantonale, rédige et dépose les plaintes pénales concernant les fraudes à l'aide sociale pour le CSR de Lausanne. Le Canton a dénoncé la convention de délégation au 31 décembre 2022. Durant l'année écoulée, 57 plaintes pénales ont été déposées. Depuis le 1^{er} septembre 2022, l'unité ne dépose plus de plaintes pénales auprès des autorités judiciaires, mais prépare les dossiers et les transmet à la DGCS en vue du dépôt des plaintes (46 dossiers ont déjà été transmis et 16 sont à préparer en vue de transmission). Actuellement, il y a 34 procédures pénales encore ouvertes, dont huit en suspension de cause et deux en appels au Tribunal cantonal. Le suivi de ces procédures lancées par le CSR de Lausanne sera également repris et suivi par le Canton.

Frais dentaires

Après une analyse précise de la situation, le RI prend en charge les soins dentaires médicaux des bénéficiaires du RI ou des personnes en difficulté financière. Les soins dépassant un montant de CHF 500.- doivent être soumis au médecin-dentiste cantonal (dispositif Médident) pour validation. En 2022, les frais dentaires des personnes au RI se sont élevés à CHF 3'000'017.-, dont CHF 2'168'786.- de frais supérieurs à CHF 500.- après accord Médident.

Domaine information et action sociales (DAS)

Unité information sociale

L'Info sociale informe les Lausannoises et les Lausannois sur les prestations sociales auxquelles ils et elles ont droit et les oriente vers les bonnes aides. L'unité offre également des appuis sociaux ponctuels. En 2022, la permanence Info sociale a assuré 4'795 consultations (4'620 en 2021) et suivi 564 dossiers (739 en 2021).

Unités d'action sociale

Toutes les personnes domiciliées à Lausanne et confrontées à des difficultés sociales peuvent trouver une aide, un soutien et des conseils en sollicitant un appui social auprès d'une assistante ou d'un assistant social, après une évaluation des besoins. Dans un premier temps, un bilan social est réalisé. Sur la base de ce bilan, un plan d'action est proposé. Cet appui social peut avoir un caractère obligatoire pour les bénéficiaires du Revenu d'insertion (RI).

Les chiffres précis concernant les bilans sociaux et les plans d'action personnalisés ne sont pas encore disponibles dans le système de gestion centralisé MAORI pour 2021 et 2022. En janvier 2023, 2'764 dossiers étaient suivis par les assistantes sociales et assistants sociaux des unités d'action sociale et de l'Unité commune ORP-CSR.

Unité JAD

Le dispositif jeunes adultes en difficulté (JAD) a pour but de faciliter l'accès à la formation certifiée des jeunes adultes et d'éviter le recours au revenu d'insertion. En 2022, 496 personnes ont été reçues (532 en 2021), dont 169 jeunes ayant démarré une mesure d'insertion sociale de transition (185 en 2021) et 76 (86 en 2021) ayant entamé une formation certifiée (CFC ou école).

Programmes de formation FORJAD – FORMAD

Le programme FORMAD est un programme pilote cantonal permettant à des personnes de 25 ans et plus de bénéficier, dans le cadre de leur apprentissage, d'un accompagnement par AccEnt du Centre vaudois d'aide à la jeunesse (CVAJ). En 2022, sur les 96 participantes et participants (127 en 2021), 32 ont été inscrits dans le programme FORMAD et 64 dans le programme FORJAD, s'adressant aux jeunes de 18 à 24 ans.

Unité insertion

L'Unité insertion travaille en collaboration étroite avec les assistantes et assistants sociaux du SSL et les conseillères et conseillers en placement de l'Unité commune ORP-CSR qui lui adressent des bénéficiaires pour élaborer, valider et mettre en œuvre un projet de formation ou un projet professionnel au sens plus large. Une des prestations destinées aux bénéficiaires de l'Unité commune ORP-CSR permet d'évaluer la faisabilité d'un projet de formation proposé par les bénéficiaires eux-mêmes avant leur réalisation.

En 2022, l'Unité insertion a suivi 285 personnes, dont 134 dans le cadre de la mise sur pied d'un projet professionnel ou de formation; elle a clôturé 149 suivis. Il est à relever que les situations des bénéficiaires sont chaque année plus complexes et les sorties vers la formation ou l'emploi prennent davantage de temps. Divers freins doivent être traités en amont. Pour illustrer cette situation, relevons que 11 personnes ont été orientées vers l'AI et que le suivi a dû être arrêté pour 25 autres personnes en raison de problèmes de santé. Une tentative d'activation d'un projet professionnel permet souvent de mettre en lumière les difficultés rencontrées par le ou la bénéficiaire.

Unité commune ORP – CSR

L'Unité commune réunit en un même lieu des conseillères et conseillers en personnel de l'Office régional de placement et des assistantes et assistants sociaux du Centre social régional. Ce regroupement des compétences et des ressources permet d'accompagner les bénéficiaires RI en vue de leur réinsertion socioprofessionnelle en les aidant à retrouver un emploi ou de mettre en place un projet d'insertion visant à retrouver une autonomie financière.

Depuis 2021, le nombre de personnes suivies à l'Unité commune ORP-CSR tend à se stabiliser. Ce nombre se situe entre 1'000 et 1'100 personnes. Une restructuration est en cours pour 2023, afin d'adapter l'organisation de l'unité au nombre de personnes suivies et de favoriser le travail pluridisciplinaire entre assistantes sociales et assistants sociaux et conseillers et conseillères en insertion.

Domaine prestations sociales communales

Dispositif aide sociale au logement (DASL)

Le DASL a pour mission de venir en aide aux Lausannoises et Lausannois financièrement ou socialement défavorisés qui connaissent des difficultés à trouver et/ou à conserver un logement. Le DASL aide prioritairement au maintien du logement et à la recherche d'un logement durable sur le marché libre ou subventionné. Il peut offrir un relogement en urgence, un logement provisoire dans des chambres ou appartements meublés ou sous-louer un logement social pour une durée indéterminée à des personnes qui, sans cette sous-location, n'accéderaient pas à un logement.

En 2022, le DASL a reçu 695 nouvelles demandes (641 en 2021), dont 219 demandes pour un accès à un logement (97 en 2021), 76 pour un accès à un appartement communautaire (105 en 2021). Il y a eu également 156 situations d'urgence (166 en 2021), 114 interventions pour un maintien dans le logement (164 en 2021) et 85 pour des exécutions forcées (expulsions du logement), contre 109 en 2021.

Parmi les 85 ménages concernés par les exécutions forcées, 13 ont été relogés par le DASL, 9 ont reçu une aide pour un maintien ou un relogement dans leur logement, 20 ont retrouvé un logement par leur propre moyen. Le DASL est sans nouvelles pour 34 situations, malgré plusieurs tentatives de prise de contact.

713 (657 en 2021) appuis sociaux de durée variable ont été délivrés aux sous-locataires du parc de logement. Les appuis sociaux sont comptés pour chaque type d'objet du parc. Plusieurs appuis sociaux peuvent ainsi être comptés pour un ou une bénéficiaire, si ces personnes occupent différents types de logements dans la même année.

Le DASL propose également des ateliers hebdomadaires de recherche de logement (Infolog) ouverts à toutes et tous, sans condition. Depuis avril 2022, 158 personnes y ont participé.

Au 31 décembre, le parc de logement du DASL comptait 583 objets (598 en 2021), dont 445 logements sociaux loués à des gérances, (383 en 2021), 138 chambres meublées (communautaires, Pension Simplon, César-Roux 16, Le Patio, Saint-Martin 10-14) contre 142 en 2021 et comme en 2021, 73 chambres d'hôtel conventionnées. En 2022, le dispositif a travaillé avec 57 gérances (49 en 2021). En cours d'année, 345 ménages sont entrés dans le dispositif, dont 121 dans des hôtels conventionnés (contre 322 ménages dont 114 en hôtel en 2021). 287 ménages en sont sortis dont 99 d'hôtels (328 dont 115 hôtels en 2021) et 40 ont pu sortir du dispositif avec un bail en nom propre (67 en 2021).

Unité d'assainissement financier (Unafin)

L'Unafin répond à toute Lausannoise, Lausannois ou membre du personnel de l'administration communale, confronté à des problèmes de dettes et souhaitant des conseils afin de chercher des solutions pour assainir leur situation financière. Un appui social spécialisé en désendettement est apporté en ouvrant un dossier d'aide individualisée. L'Unafin effectue également des actions de prévention du surendettement et offre des formations dans ce domaine.

239 nouveaux dossiers ont été ouverts en 2022, en hausse de 17% par rapport à 2021 (204).

La prestation HoRlzon répond aux besoins des bénéficiaires du RI ayant un appui social. 128 demandes ont été enregistrées en 2022 contre 113 en 2021. 223 dossiers étaient en cours au 31 décembre 2022, (209 en 2021). Par rapport à l'année précédente, un plus grand nombre de dossiers a été fermé après une stabilisation de l'endettement (21 contre 10 en 2021). En revanche, tout comme en 2021, une bonne partie des dossiers a été fermée suite à un bilan d'endettement et la transmission des informations y relatives (116 en 2022, 107 en 2021). Le nombre de dossiers fermés pour interruption ou abandon du projet connaît un recul sur l'année 2022 (36 contre 56 en 2021).

Les actions de prévention ont pu se poursuivre durant l'année avec succès, représentant une augmentation de 60% du nombre de participantes et de participants (383 en 2022 contre 238 en 2021).

Les actions de formation auprès des curatrices et curateurs privés et professionnels se sont poursuivies. Seuls les nouvelles et nouveaux collaborateurs sont concernés par cette formation ce que explique la légère diminution du nombre d'actions (71 en 2022, 98 en 2021).

La hotline «Parlons Cash!» a été active tout au long de l'année. L'augmentation du nombre d'appels se poursuit et se confirme encore cette année (688 en 2022, 642 en 2021).

Dispositif compétences de base (CIFEA)

La Ville de Lausanne, via le SSL, achète des cours à la Communauté d'intérêt pour la formation élémentaire des adultes (CIFEA), afin de les offrir aux Lausannoises et Lausannois en situation de précarité socio-économique et ne bénéficiant pas d'autres mesures de formation. La CIFEA est composée de cinq associations: le Centre d'études, de formation et d'insertion par la langue (CEFIL)-Le Relais, l'Espace femmes-Appartenances, l'association d'orientation, réinsertion et formation (Corref, Français en jeu et Lire et écrire.

En 2022, la CIFEA proposait 4'319 places de cours conventionnées (4'316 en 2021), pour 144'036 heures de cours (144'359) pour un montants de CHF 3'788'560.- (CHF 3'784'324.- en 2021) dont 3'074'328.- provenant du SSL (CHF 3'068'990.- en 2021).

La légère baisse du nombre d'heures de cours s'explique principalement par la suppression d'un cours annuel animé par une formatrice bénévole, au profit d'un prix d'achat légèrement augmenté des 26 prestations bénévoles maintenues à Français en Jeu. Le nombre de places est par contre en légère augmentation, car un atelier supplémentaire a pu être ouvert au deuxième semestre chez ce même prestataire.

Le montant engagé par la Ville de Lausanne a augmenté pour compenser en partie l'arrêt du co-financement du Service de la petite enfance (CHF 10'000.-) pour la prestation d'accueil des enfants des personnes suivant un cours dans le cadre de la Communauté d'intérêt pour la formation de base des adultes. Le montant total (SSL + autres financements) a varié en conséquence, ainsi qu'en raison de l'augmentation de CHF 9'000.- du financement reçu de la Direction générale de l'enseignement postobligatoire.

Aide sociale d'urgence

Durant l'année 2022 le dispositif d'aide sociale d'urgence a continué d'être fortement sollicité, que ce soit les prestations en lien avec l'aide alimentaire, les hébergements d'urgence ou l'accueil de jour.

Hébergement d'urgence

Après l'ouverture de 41 places à Saint-Martin 10–18 en 2021, le développement du dispositif d'hébergement d'urgence s'est poursuivi, avec l'ouverture de deux hébergements pour populations spécifiques, Borde 47 permettant l'accueil d'une vingtaine de personnes vulnérables, de travailleuses et travailleurs sans abri de mai à novembre, et César Roux, accueillant une dizaine de femmes et de familles à partir du mois d'avril.

Nombre de place du dispositif 2021–2022 par lieu

	2021		2022	
	Eté	Hiver	Eté	Hiver
Dispositif annuel				
Saint-Martin (Ville de Lausanne)	41	41	41	41
La Marmotte (Armée du Salut)	30	30	31	31
Sleep-in (Association Sleep-In)	26	31	26	26
Populations spécifiques				
César-Roux 5 (Ville de Lausanne)	-	-	10	10
Borde 47 (Ville de Lausanne)	-	-	21	
Dispositif hivernal				
Hébergement hivernal (Borde 47) (Ville de Lausanne)	-	42	-	42
Le Répit (Mère Sofia)	-	100	-	100
Total	97	244	129	250

En 2022, 1'709 personnes différentes ont fréquenté les structures d'hébergement d'urgence de la Ville (1'612 en 2021), pour un total de 47'549 nuitées (43'737 en 2021), dont 10'698 à la Marmotte, 11'742 au Sleep In, 13'706 à l'Etape Saint-Martin, 2'536 à César-Roux 5. Enfin Borde 47 a compté 3'829 nuitées dans le cadre du dispositif hivernal et 5'038 pour l'hébergement pour populations spécifiques.

Les hommes représentent 77% des bénéficiaires, les femmes 18% et les enfants 5%. Les nationalités les plus représentées sont la nationalité roumaine, avec 21%, puis les nationalités française et espagnole avec 10% chacune. La nationalité suisse représente 7% des personnes présentes en 2022. Une évaluation, réalisée sur ces dix dernières années, montre que 72% des usagères et des usagers fréquentent les hébergements d'urgence sur une durée totale de moins de trois mois.

Le nombre de refus représente le cumul des refus annoncés chaque jour dans les trois hébergements, ainsi qu'au Bureau des réservations. 6'694 refus ont été signifiés en 2022 (5'772 en 2021). A noter qu'une personne peut se voir annoncer, dans la même journée, plusieurs refus, si elle s'est présentée à plusieurs endroits. Pour l'ensemble du dispositif, on compte, en 2022, dix-huit refus en moyenne par jour, contre seize en 2021. En parallèle, pendant les mois d'hiver où le dispositif est renforcé, il reste des lits disponibles plusieurs nuits par mois.

Le dispositif d'hébergements d'urgence bénéficie depuis novembre 2020 de la présence quotidienne d'une infirmière ou d'un infirmier de Médecins du Monde. Ainsi chaque soir, dans l'un

des lieux d'accueil de la ville, cette personne reçoit dans le cadre de permanences les bénéficiaires des structures ayant besoin d'un conseil médical ou de soins. Durant l'année 2022, 2'185 consultations ont ainsi été réalisées.

Par ailleurs, une nouvelle prestation d'hébergement d'urgence pour des populations spécifiques a été développée depuis le printemps 2022 dans les bâtiments de César-Roux (avril 2022 à mars 2023) et de Borde 47 (mai à novembre 2022), permettant l'accueil de travailleuses et travailleurs précaires, de personnes vulnérables (personnes âgées ou malades), de femmes et de familles. Sur les 24 personnes suivies dans le cadre du projet de Borde 47, la moitié a vu sa situation changer, que ce soit par l'obtention d'un permis leur ouvrant de nouveaux droits ou en intégrant un logement.

Enfin, en début d'année, le dispositif, en collaboration étroite avec le DASL, a trouvé des solutions de relogement pour toutes les familles et les personnes vulnérables (à savoir pour 44 habitantes et habitants sur 56) qui ont dû quitter le bâtiment Isabelle-de-Montolieu, temporairement mis à disposition de personnes sans abri.

Le Répit (Fondation Mère Sofia)

En cinq mois d'ouverture durant l'hiver 2021–2022, le lieu d'accueil de nuit le Répit a comptabilisé plus de 12'000 entrées, composées d'environ 90% d'hommes et 10% de femmes, avec une moyenne de 80 personnes accueillies chaque nuit. Le Répit a rouvert ses portes le 1^{er} novembre 2022 pour la saison d'hiver 2022–23.

Accueil de jour – L'Espace (Saint-Martin, Ville de Lausanne)

L'Espace offre un accueil libre avec collation les matins et un accueil plus individualisé les après-midi au moyen d'une permanence administrative et sociale et des activités permettant la création de lien social. A l'Espace, les usagères et usagers peuvent aussi bénéficier d'une consigne à bagage, d'une adresse postale et d'une permanence infirmière.

La forte augmentation du nombre d'entrées à l'Espace (41'479 en 2022 et 26'324 en 2021) est liée au fait que durant l'année 2022 la prestation d'accueil libre, qui était auparavant cantonnée aux matinées, s'est étendue aux après-midis, permettant d'accueillir plus de personnes quotidiennement. La moyenne journalière est ainsi passée de 101 en 2021 à 159 en 2022. Au 31 décembre, 2'358 personnes y disposaient d'une adresse postale (2'053 en 2021) et 122 d'une consigne à bagages contre 67 en 2021.

La diminution d'environ 15% des contacts établis durant les permanences infirmières (373 en 2022, 442 en 2021) est quant à elle liée au fait que seules 41 permanences ont pu avoir lieu sur les 52 prévues, en raison d'une réorganisation d'équipe de Point d'eau Lausanne qui les assure. En 2022, 2'843 contacts ont été établis dans le cadre des permanences sociales (un nouveau système de comptabilisation ne permet pas la comparaison avec l'année précédente).

Aide alimentaire

La Centrale alimentaire de la région lausannoise (CARL) récolte des denrées alimentaires et d'hygiène et les redistribue à ses 34 associations membres, toutes actives dans le soutien aux personnes en situation de précarité et dans le besoin.

En 2022, 756'000 kilos de nourriture ont été distribués par la CARL à ses associations membres, en augmentation par rapport à 2021 (747'000), notamment en lien avec la demande élevée de personnes en provenance d'Ukraine et l'augmentation marquée du coût de la vie en 2022.

Les distributions d'aide alimentaire dans les maisons de quartiers mises en place lors de la crise covid ont été reprises par le SSL et confiées à la fondation Mère Sofia. Cette prestation, permet d'ouvrir trois kiosques sociaux par semaine, une semaine sur deux, dans six maisons de quartiers et d'offrir un soutien aux maisons de quartier permettant une distribution alimentaire à 120 foyers. Il comporte également un suivi social intense et une aide alimentaire offerts à 100 foyers dans les locaux de la Fondation Mère Sofia.

En 2022, la Soupe populaire a servi 76'556 repas les soirs et 16'784 les midis (mercredi, vendredi et dimanche), pour un total de 93'340 repas servis.

Dispositif addictions

En 2022, l'implication de tous les partenaires du Dispositif addictions ainsi que la bonne collaboration avec les autres services de la Ville et avec le Canton ont permis d'assurer la délivrance de

toutes les prestations dans de bonnes conditions. Le dispositif a également œuvré à l'élaboration d'un plan de mesures visant à réduire les problèmes occasionnés par les consommations de substances illicites dans l'espace public.

Sous le nom «Cann-L», le dispositif addiction a monté un projet pilote de vente de cannabis. Prévu sur une durée de quatre ans et demi, ce projet sera mené conjointement avec Addiction Suisse. Il a pour but de mesurer les effets d'un modèle de vente à but non lucratif sur la consommation, en termes de santé, comme de sécurité. En décembre 2022, la Commission cantonale d'éthique a donné son accord. En parallèle, l'analyse du dossier était toujours en cours auprès de l'Office fédéral de la santé publique.

Distribution de seringues

En 2022, une augmentation du nombre de seringues distribuées est constatée de manière générale (138'796 par rapport 116'357 de 2021, que ce soit au Distribus (60'594 en 2022 et 53'643 en 2021), au Passage (65'145 en 2022 et 50'723 en 2021) et à l'automate (13'047 en 2022 et 11'991 en 2021).

Espace de consommation sécurisé (ECS)

A la suite de l'adoption du préavis N° 2016/41 «*Politique communale en matière de drogues*», le SSL a coordonné la mise en œuvre de l'Espace de consommation sécurisé, incluant le mandat de la conduite du projet pilote pour une durée de trois ans, confiée à la Fondation ABS. L'ECS vise à réduire les risques liés à la consommation de drogues du point de vue sanitaire et social, mais également à diminuer les nuisances liés à la consommation dans l'espace public. L'ECS offre aux personnes toxicomanes un espace propre et sécurisant pour leur consommation, du matériel stérile et un encadrement professionnel. L'ECS a ouvert ses portes le 1^{er} octobre 2018; la phase pilote du projet s'est terminée le 30 septembre 2021. S'est ouverte alors une phase transitoire avec le maintien de la prestation pour permettre au SSL d'étudier sur la base d'évaluations, la suite à donner au projet pilote.

Depuis l'été 2022, on observe une fréquentation de l'ECS en nette augmentation avec 60 contacts par jour en moyenne (44 en 2021) et des pics, jusqu'à 100 passages certains jours, pour un total de 23'139 passages (15'881 en 2021) dont 18'987 d'hommes (12'218) et 4'152 de femmes (3'663) (une même personne peut faire plusieurs passages).

Appui socio-éducatif

- au Passage et à la Terrasse, la Fondation ABS offre un accueil aux personnes dépendantes et précarisées et vise à maintenir le lien social tout en réduisant les risques liés à la consommation de produits stupéfiants. Toute nouvelle personne accueillie à la fondation ABS peut bénéficier de l'ensemble des prestations. Les structures de la Fondation ont été très fréquentées en 2022 avec une augmentation notoire du nombre de contacts. Les prestations d'aide à la survie, en particulier les prestations d'hygiène (douches, lessives) ont été particulièrement demandées. En 2022, 427 nouvelles personnes ont été accueillies (366 en 2021) et 358 inscrites (287 en 2021). 30'603 contacts ont été dénombrés au Passage (26'533 en 2021) et 11'086 à la Terrasse (10'143 en 2021). Dans les deux structures, les hommes représentent 85% du public concerné;
- l'association Fleur de Pavé offre un lieu d'écoute, de soutien et d'accompagnement aux personnes exerçant la prostitution, afin de diminuer les risques liés à cette activité. Le total des contacts (8'259) est en légère augmentation par rapport à 2021 (8'101). Les contacts au bus (6146, 5'453 en 2021) et dans les établissements (933, 783 en 2021) ont augmenté, alors que ceux au bureau ont diminué (1'180, 1'865 en 2021). La répartition entre les différents lieux retrouve celle d'avant le covid;
- les associations l'Eveil et Sport'Ouverte proposent des ateliers et des activités favorisant l'insertion sociale des personnes en difficultés psychologiques, sociales, et souffrant de dépendances. Le développement du programme d'activité de l'Eveil se traduit par une augmentation du nombre moyen de personnes par jour d'ouverture (68, 50 en 2021) avec 329

personnes accueillies au total contre 261 en 2021 et 26'031 inscriptions aux ateliers (12'170 en 2021). La fréquentation des activités de Sport'Ouverte est également en augmentation avec 2'543 personnes accueillies dans le cadre des activités régulières contre 1'962 en 2021;

- la prestation Macadam de la Fondation Mère Sofia propose des petits jobs à des femmes et des hommes fragilisés par des difficultés diverses (chômage, maladie, dépendance, rupture familiale, etc.). Le SSL mandate depuis 2017 Macadam pour effectuer des tournées de ramassage des déchets dans le quartier du Vallon;
- depuis 2019, le SSL mandate également l'association SYSTMD pour une activité de ramassage des déchets de consommation de produits stupéfiants dans les toilettes publiques du centre-ville avec des pairs-consommatrices et consommateurs. Le travail de sensibilisation auprès des pairs est une dimension essentielle de ce projet qui a aussi un fort impact sur la propreté de l'espace public. En 2022, SYSTMD a effectué 269 jours de ramassages des déchets dans les WC et l'espace public, ce qui a représenté 290 petits jobs.

Service du travail (ST)

Principales missions du service

Office régional de placement (ORPL)

- s'efforcer de proposer un poste adéquat à chaque demandeur d'emploi;
- conseiller les demandeuses et demandeurs sur les possibilités de mesures actives telles que des cours ou des programmes d'emplois temporaires;
- prospector les entreprises afin de les inciter à annoncer leurs postes disponibles au Service public de l'emploi.

Fondation lausannoise d'aide par le travail (F.L.A.T)

- faciliter l'insertion professionnelle par le financement d'une formation ou des frais liés à l'exercice d'une profession.

Emploi Lausanne

- organiser dans de nombreux métiers des programmes d'emplois temporaires dans le but d'augmenter les qualifications des demandeurs d'emploi;
- proposer des mesures adaptées aux bénéficiaires de l'assurance-chômage, du revenu d'insertion et de l'assurance-invalidité;
- entretenir un réseau de places d'accueil en étroite collaboration avec les services de la Ville et des institutions à but non lucratif.

Inspection du travail Lausanne (ITL)

- veiller, par une politique d'information préventive et par des contrôles, au respect par les entreprises lausannoises de la bonne application de la loi sur le travail, de la loi sur l'assurance-accident et de la loi sur la sécurité d'installations et d'appareils techniques;
- renseigner les personnes qui habitent ou travaillent à Lausanne dans le domaine du droit du travail (public et privé).

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration ST	11.90	12.00	12.00	12.00
Emploi Lausanne	48.85	43.30	51.35	45.50
FLAT	1.50	1.50	1.50	1.50
Inspection du travail	7.30	6.40	7.30	6.70
Office régional de placement	104.80	72.40	104.80	63.80
Unité commune ORP-CSR	27.60	20.40	27.60	17.40
Total service	201.95	156.00	204.55	146.90

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	2.60

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Administration ST	14	12.00	14	12.00
Emploi Lausanne	51	43.30	54	45.50
FLAT	2	1.50	2	1.50
Inspection du travail	8	6.40	8	6.70
Office régional de placement	77	72.40	68	63.80
Unité commune ORP-CSR	22	20.40	19	17.40
Total service	174	156.00	165	146.90

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
Administration ST	1	1
Emploi Lausanne	1	-
Total service	2	1

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	2
Total service	19	10

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	2
Décès	-
Démission	12
Départ à la retraite	3
Fin de contrat	2
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-

Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	19

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	15	0.46	16	0.41
Auxiliaires mensualisé·e·s	10	3.62	17	7.91
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*	-	*
Total service	25	4.08	33	8.32

*information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Le marché du travail actuel se caractérise par une forte concurrence dans le recrutement de personnel qualifié comme non qualifié. Les entreprises de certains secteurs économiques ont beaucoup de difficultés à repourvoir les postes vacants, alors même que leurs carnets de commandes sont souvent bien remplis. La croissance économique qui se poursuit, malgré les aléas conjoncturels dus à la situation internationale, et surtout les nombreux départs à la retraite, offrent aux jeunes qui sortent de formation professionnelle beaucoup de possibilités. Le marché du travail économique est également très dynamique, en raison d'un turn-over important des travailleuses et travailleurs qui saisissent les opportunités de changer de poste de travail.

Cette situation réjouissante représente un défi pour le Service du travail qui doit adapter ses structures à un chômage historiquement bas. L'Unité commune ORP-CSR a été réorganisée durant l'année 2022 afin de tenir compte d'un nombre de bénéficiaires à la baisse.

Le marché du travail, dynamique et tendu, fait peser de fortes contraintes sur les entreprises en termes de productivité qui se traduisent parfois par des pressions accrues sur les travailleuses et les travailleurs. Les plaintes enregistrées à l'Inspection du travail de Lausanne, de même que la gravité des infractions constatées, sont à la hausse. L'économie de plateforme, en plein développement, représente également un défi pour les autorités du marché du travail, car les sociétés qui l'animent cherchent délibérément à échapper à toute obligation et au cadre légal existant.

Le Service du travail s'efforce enfin de moderniser ses processus en s'appuyant sur les nouvelles possibilités offertes par les outils numériques. Après l'ORP, c'est Emploi Lausanne qui a pu bénéficier d'une application très performante en 2022. En parallèle, le service agit contre la fracture numérique. Des programmes d'aide aux usagères et aux usagers qui en ont le besoin ont débuté en 2022 tant à Emploi Lausanne qu'à l'ORP.

Unité ressources humaines

Durant l'année 2022, l'Unité ressources humaines a soutenu la direction du service dans la réflexion, puis le déploiement, d'une réorganisation de l'Unité commune ORP-CSR (UC), de concert avec le Service social.

L'unité a également poursuivi son engagement dans la réorganisation de l'unité Emploi Lausanne (EL).

Unité support

Durant l'année sous revue, les procédures de facturations, basées sur le logiciel de gestion des mesures sociales MAORI, se sont poursuivies. L'unité a poursuivi et intensifié les travaux de préparation à l'introduction du nouveau progiciel de gestion intégrée Abacus. Un des défis

spécifiques induit par ce nouveau système d'information financière est de pouvoir assurer l'établissement des différents décomptes et budgets exigés par les mandants d'Emploi Lausanne, dans le triple respect des procédures municipales, cantonales et fédérales. Les processus et procédures dans le logiciel OPTIMISO ont été reformulés. Et enfin, la transition du service vers une portabilité informatique complète a pu être réalisée.

Office régional de placement (ORP)

Les solutions « digitales » pour effectuer un travail de conseil et d'accompagnement à distance des demandeuses et demandeurs d'emploi ont fait leurs preuves durant la crise covid et ont pu être pérennisées. Le site internet des ORP et de l'Unité commune, Job Room, s'est étoffé de nouveaux e-services. L'ORP a reçu individuellement les demandeuses et demandeurs d'emploi en difficulté face aux innovations technologiques pour les aider à la création d'un compte et à se familiariser avec les différentes fonctionnalités de ce site.

La baisse du nombre de demandeuses et demandeurs d'emploi a continué sur le premier semestre 2022, restant plutôt stable sur le deuxième alors qu'une courbe ascendante était attendue. Suivant cette tendance, l'ORP et l'UC ont également vu une réduction de leurs effectifs avec le non-remplacement de 11 départs. Les flux de travail restent toutefois très importants avec des pics de plus de 700 entrées pour autant de sorties mensuelles. Le marché de travail est volatile et il semble que le contexte soit favorable pour changer d'employeur ou d'employé-e, avec ou sans passage par l'ORP.

Moyenne mensuelle du nombre de demandeuses et demandeurs d'emploi par genre

	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 2021-2022
Hommes	3'285	3'179	3'899	3'741	3'015	-19.4%
Femmes	2'827	2'848	3'224	3'033	2'638	-13.0%
Total	6'112	6'027	7'123	6'774	5'653	-16.5%

Moyenne mensuelle du nombre de demandeuses et demandeurs d'emploi par tranches d'âges

	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 2021-2022
moins de 21 ans	132	131	128	104	94	-10.1%
21 à 25 ans	453	416	539	469	359	-23.5%
26 à 30 ans	1'003	971	1'206	1'072	854	-20.3%
31 à 35 ans	1'049	1'067	1'275	1'195	1'013	-15.2%
36 à 40 ans	891	907	1'043	1'010	838	-17.0%
41 à 45 ans	772	761	865	833	730	-12.4%
46 à 50 ans	669	657	765	752	606	-19.4%
51 à 55 ans	580	538	602	609	491	-19.4%
56 à 60 ans	412	416	490	489	435	-11.1%
61 à 65 ans	151	164	209	242	234	-3.3%
Total	6'112	6'027	7'123	6'774	5'653	-16.5%

Moyenne mensuelle du nombre de demandeuses et demandeurs d'emploi par origine

	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 2021-2022
Suisse	2'740	2'724	3'164	2'971	2'530	-14.8%
UE/AELE	1'960	1'866	2'361	2'267	1'822	-19.6%
Afrique	518	555	605	583	491	-15.8%
Reste Europe	393	379	410	386	323	-16.3%
Asie	205	223	257	255	217	-14.9%
Amériques	295	276	321	310	268	-13.5%
Autres/n.c.	2	4	5	3	3	0.0%
Total	6'481	6'123	6'027	7'124	6'775	-4.9%

Moyenne mensuelle du nombre de demandeuses et demandeurs d'emploi par professions recherchées

	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 2021-2022
Personnel des services directs aux particuliers	649	601	777	825	583	-29.3%
Commerçants et vendeurs	453	432	507	483	421	-12.8%
Spécialistes de la justice, des sciences sociales et de la culture	432	436	451	420	385	-8.4%
Aides de ménage	302	325	373	386	365	-5.5%
Spécialistes des sciences techniques	353	328	362	380	330	-13.2%
Employés de bureau	372	366	429	379	316	-16.6%
Métiers qualifiés du bâtiment et assimilés, sauf électriciens	280	262	395	352	275	-21.9%
Spécialistes en administration d'entreprises	257	284	324	302	262	-13.2%
Professions intermédiaires, finances et administration	238	248	298	263	206	-21.8%
Manœuvre des mines, du bâtiment et des travaux publics, des industries manufacturières et des transports	233	237	281	251	200	-20.2%
Personnel soignant	181	180	247	226	197	-12.8%
Spécialistes de l'enseignement	210	230	234	202	186	-8.0%
Autres	2'154	2'098	2'445	2'304	1'928	-16.3%
Total	6'112	6'027	7'123	6'774	5'653	-16.5%

Moyenne mensuelle du nombre de demandeuses et demandeurs d'emploi selon le nombre de jours d'inscription

Nombre de jours d'inscription	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 2021-2022
100 jours et moins	1'964	1'995	2'128	1'699	1'779	4.7%
101 à 200 jours	1'182	1'234	1'445	1'193	1'060	-11.1%
201 à 300 jours	792	796	1'037	867	650	-25.0%
301 à 400 jours	566	563	737	707	458	-35.2%
401 à 500 jours	393	377	505	573	333	-41.9%
501 à 600 jours	309	264	356	462	275	-40.5%
601 à 700 jours	216	174	253	369	235	-36.3%
701 à 800 jours	139	117	171	261	196	-24.9%
801 à 900 jours	86	75	98	178	164	-7.9%
901 à 1000 jours	63	59	59	113	120	6.2%
1001 jours et plus	402	371	333	352	383	8.9%
Total	6'112	6'027	7'123	6'774	5'653	-16.5%

Emploi lausanne

L'année 2022 a été marquée par la mise en place de la nouvelle organisation des activités d'Emploi Lausanne avec une équipe de direction au complet. Un travail de fond sur la valorisation des activités de production s'est amorcé et se poursuivra encore en 2023. En parallèle, le développement de partenariats d'entreprises s'est renforcé permettant d'élargir les possibilités de stages et d'offrir des opportunités d'emploi aux participantes et participants.

SIMEL, le nouveau système d'information pour les mesures d'Emploi Lausanne, développé à l'interne avec le programme 5D et l'appui du responsable des systèmes d'information de la direction, facilite dorénavant la gestion administrative quotidienne. De plus, cela donnera l'occasion d'élargir les activités de 5D par la création d'un atelier de développement web qui va pouvoir travailler sur les évolutions futures de cet outil.

Un atelier de soutien à l'utilisation des outils numériques pour la recherche d'emploi et la création d'une grille d'évaluation commune favorisant une uniformisation des pratiques ont également été mis en oeuvre. La nouvelle prestation EcoLausanne a été lancée en août sur mandat de la Direction cantonale de l'insertion et des solidarités (DIRIS). Grâce à cette prestation, la durabilité des activités productives d'Emploi Lausanne est valorisée. Elle devient une plus-value pour l'insertion socioprofessionnelle des participantes et participants. La réorganisation de DiversCités qui s'est achevée en décembre, permettra de développer de nouvelles activités et d'offrir des tâches plus variées aux bénéficiaires. Suite à la période covid, le fonctionnement du restaurant d'application Quai 14 a été adapté et stabilisé, ce qui a permis de pérenniser trois postes de travail.

Enfin, Lausanne Job a réalisé un travail important auprès des différents services de la Ville qui s'est concrétisé par l'ouverture de 22 nouveaux postes de stage et la mise à jour de 32 postes existants.

Inspection du travail lausanne (ITL)

En 2022, l'Inspection du travail a mené un total de 465 contrôles dont 120 visaient spécifiquement le contrôle des mesures de protection contre le Covid-19 (661 dont 358 spécifiques aux mesures covid-19 en 2021). 338 contrôles concernaient l'application de la loi sur le travail (LTr) et la loi sur l'assurance accident (LAA). L'ITL a reçu une cinquantaine de dénonciations formelles.

Dans 33% des cas, des infractions graves à la LTr ont été constatées. L'ITL a rendu une vingtaine de décisions consécutives à des infractions signalées après un avertissement. En outre, quatre situations ont fait l'objet de dénonciations pénales. Une augmentation de la gravité des infractions est relevée.

Au total 2'307 personnes (2'480 en 2021) ont sollicité la permanence de l'ITL. Les trois domaines d'activité principaux des usagères et usagers sont le secteur de la santé (16%), l'hôtellerie restauration (14%) et le secteur du commerce (12%). Plus de la moitié des questions concernaient la fin des rapports de travail (20%), le paiement des salaires (15%), les contrats (13%) ou l'incapacité de travail (10%).

De plus en plus de demandes de dérogations à l'interdiction du travail de nuit découlent d'exigences clients et ne se justifient pas nécessairement dès lors que des mesures organisationnelles permettraient tout à fait d'effectuer les travaux de jour. Toutes les demandes font l'objet d'une analyse préalable, elles peuvent être retirées ou adaptées après discussion avec l'entreprise lorsqu'elles ne remplissent pas les critères. Grâce à ce travail en amont, la plupart des demandes faisant l'objet d'une décision administrative, remplissent les critères d'octroi d'une dérogation. A ce stade de la procédure, l'ITL a délivré 227 autorisations de déroger à l'interdiction du travail de nuit ou du dimanche (276 en 2021) et en a refusé cinq (deux en 2021). Elle a rendu une trentaine de préavis dans le cadre de demandes d'examen de plans. A noter que suite aux modifications de l'Ordonnance 1 relative à la loi fédérale sur le travail, entrées en vigueur au 1^{er} avril 2022, plusieurs catégories d'entreprises n'ont plus besoin de faire de demandes.

Campagnes de prévention

En lien avec l'action prioritaire du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) sur l'utilisation des produits chimiques, l'ITL a conduit en 2022 une campagne de prévention sur les produits chimiques dans les entreprises de nettoyage (facility management). Environ un quart des entreprises font appel à des spécialistes de la santé et sécurité au travail et moins de la moitié des entreprises visitées disposaient de consignes suffisantes relatives à l'usage ou au stockage des produits chimiques. Dans moins de 10% des cas l'analyse de risque relative à la protection de la maternité a été réalisée malgré le fait que l'activité de ce type d'entreprise comporte des tâches pénibles ou dangereuses (port de charge, postures contraignantes, etc.).

L'ITL a également mené entre 2021 et 2022 une campagne de prévention dans les ongleries. Cette campagne, conduite avec Unisanté, avait pour objectif de collecter des informations, notamment sur les types de produits utilisés, les pratiques d'hygiène ou de stockage, et de sensibiliser les employeuses et employeurs ainsi que les équipes sur les risques liés aux produits chimiques et à la poussière, l'importance de la ventilation, l'utilisation des équipements de protection individuelle, etc. Cette campagne a mis en lumière des manquements aux mesures de protection en place, notamment en matière de ventilation et d'équipements de protection. En outre, les dangers liés à l'utilisation des produits chimiques et les bonnes pratiques en la matière sont souvent méconnus.

Fondation lausannoise d'aide par le travail (F.L.A.T.)

La F.L.A.T. a pour but de venir en aide, directement ou indirectement, à des personnes ayant des difficultés à trouver du travail, à des personnes en formation ou qui sont en emploi. Elle

intervient notamment en aidant au financement d'une formation, d'un perfectionnement ou pour l'acquisition de matériel.

Cette année a été marquée par une légère augmentation du nombre des personnes qui se sont adressées à la F.L.A.T., ainsi que du nombre de demandes déposées et des aides allouées.

Ainsi, 40 demandes (37 en 2021) ont été présentées aux instances de la Fondation, qui en ont accepté 17 (19 en 2021). Le pourcentage des refus des divers projets est resté stable par rapport à l'année précédente, en s'élevant à plus de 50% (23 refus en 2022 et 18 en 2021).

17 personnes ont obtenu des prêts sans intérêts ou des dons, dont le montant global s'est élevé à CHF 72'843.-, soit un montant légèrement supérieur à celui de l'année précédente (CHF 71'346.10). L'aide allouée sous forme de dons a, par contre, été nettement privilégiée, en comparaison à 2021 (CHF 20'345.- contre CHF 10'969.75 en 2021).

Les 40 demandes déposées par 23 hommes et 17 femmes ont concerné essentiellement des projets de formation (12 pour les hommes et 13 pour les femmes). Dix demandes relatives au financement de permis de conduire ordinaires ou professionnels ont été déposées (2 femmes, 8 hommes) en net recul par rapport à l'année précédente qui en a compté 18 (1 femme, 17 hommes). Ce phénomène pourrait être mis en relation avec le contexte post-pandémique, où les projets de reconversion professionnelle ont été et sont encore florissants.

Pour mémoire, la Fondation, même si elle est administrée par la Commune de Lausanne, est tenue, étant juridiquement indépendante, d'éditer son propre Rapport d'activité qui contient davantage d'informations.

Le capital de la F.L.A.T. s'élève à environ CHF 1'900'000.-, somme qui comprend les prêts à rembourser par les bénéficiaires. Les montants exacts relatifs à ces postes seront connus après le bouclage des comptes.

Service des assurances sociales (SAS)

Principales missions du service

Le Service des assurances sociales (SAS) accomplit les tâches d'une agence d'assurances sociales (AAS) pour le compte de la Caisse cantonale vaudoise de compensation AVS (CCVD) à Vevey, à savoir notamment:

- le contrôle de l'affiliation des personnes de condition indépendante et des personnes sans activité lucrative;
- le contrôle de l'affiliation des sociétés sur la base des publications dans la Feuille officielle suisse de commerce (FOSC) pour tout le canton de Vaud;
- l'encaissement des cotisations AVS/AI/APG des étudiantes et étudiants pour tout le canton de Vaud;
- le paiement des allocations en cas de service militaire, service civil ou de protection civile (APG), des allocations familiales (AF) et des prestations complémentaires cantonales pour familles, de la rente-pont et des prestations transitoires pour chômeuses et chômeurs âgés (Ptr);
- la fourniture des renseignements sur les différents domaines d'assurance sociale qui ne sont pas placés sous la responsabilité du service;
- l'accompagnement et le soutien de la population dans toute démarche administrative en lien avec les assurances sociales.

Dans le domaine de l'assurance-maladie, le SAS contrôle que l'ensemble des Lausannoises et Lausannois soient couverts par l'assurance de base et enregistre les demandes de subsides aux primes. Depuis 2018, le service dispose d'une antenne de l'Office vaudois de l'assurance maladie dévolue aux Lausannoises et Lausannois.

Au plan communal, ses missions comprennent la gestion de l'allocation communale de naissance, de l'aide individuelle au logement, de l'octroi de subvention de transports publics (mesure 49 du Plan climat), des remboursements de frais de transports de loisirs en faveur de personnes à mobilité réduite et de la distribution gratuite de sacs à ordures.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration	4.90	4.90	5.40	5.00
AMAL	12.30	11.70	11.80	11.50
Assujettissement AVS	6.30	6.10	6.00	5.30
PFM	8.80	8.80	8.80	8.80
Prest. compl. famil. & Rentes	22.70	19.10	22.10	19.30
Prestations AVS/AI	8.40	7.40	10.40	8.40
RFM et AIL	8.50	8.30	8.80	7.90
Total service	71.90	66.30	73.30	66.20

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	1.40

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Administration	7	4.90	7	5.00
AMAL	13	11.70	13	11.50
Assujettissement AVS	7	6.10	6	5.30
PFM	9	8.80	9	8.80
Prest. compl. famil. & Rentes	24	19.10	25	19.30
Prestations AVS/AI	9	7.40	10	8.40
RFM et AIL	12	8.30	10	7.90
Total service	81	66.30	80	66.20

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
Administration ST	-	-
Emploi Lausanne	-	-
Total service	0	0

Le service a accueilli deux apprenti·e·s employé·e·s de commerce (rattaché·e·s au SPEL) en 2022

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de transfert(s)	11	10
	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
Total service	11	10

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	1
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	6
Départ à la retraite	3
Fin de contrat	1
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	11

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	-	-	1	-
Auxiliaires mensualisé·e·s	2	0.83	10	3.83
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*	-	*
Total service	2	0.83	11	3.83

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Pour la 2^e année consécutive, la nette augmentation du nombre de personnes reçues (+58%) confirme un retour à une situation d'avant pandémie (46'880 contre 29'687 en 2021). L'augmentation des contacts en présentiel a pour conséquence une diminution des contacts à distance, avec tout de même 56'730 appels, 51'609 courriels et 72'968 courriers.

Le SAS a piloté avec le SGSCS la mise en œuvre de la mesure 49 du Plan climat «pour des transports publics moins chers». L'entrée en vigueur de la mesure au 1^{er} juillet, s'est traduite par une affluence record des bénéficiaires potentiels dans les locaux du SAS sur quelques semaines d'été. Depuis cette nouvelle prestation, très appréciée du public, a trouvé son rythme de croisière.

Egalement dans le domaine des transports, le remboursement des frais de transports de loisirs en faveur de personnes à mobilité réduite a été repris par le SAS (auparavant au SSL) à compter du 1^{er} juin.

Secteur juridique

Les juristes de l'agence d'assurances sociales collaborent avec les six centres régionaux de décision du canton. Le domaine s'occupe principalement du régime cantonal des prestations complémentaires pour familles et rente-pont. Il traite également des questions juridiques en lien avec l'allocation pour perte de gain militaire, l'aide individuelle au logement ainsi que de l'allocation communale de naissance.

Le nombre d'oppositions dans le domaine des PC familles a diminué passant de 144 en 2021 à 112 en 2022. En revanche, les recours sont en augmentations avec 14 cas déposés auprès de la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal contre 5 en 2021.

Bureau de l'assujettissement

Secteur «Accueil et assujettissement»

Obligation de payer des cotisations AVS

Les personnes domiciliées en Suisse ou exerçant une activité lucrative en Suisse doivent payer des cotisations à l'AVS, à l'AI et aux APG. Des lettres concernant l'obligation de cotiser à l'AVS sont envoyées aux assurées et assurés lausannois ayant fait l'objet d'un changement dans leur situation personnelle, tel un divorce, un veuvage ou encore une arrivée de l'étranger. Durant l'année, 4'631 courriers (6'015 en 2021) ont été envoyés, accompagnés d'une notice explicative éditée par la caisse cantonale vaudoise de compensation AVS (CCVD) permettant à la personne assurée de vérifier sa situation actuelle. Afin d'éviter un envoi à double, le courrier remis lors de l'attribution d'un permis de séjour a été supprimé. Cette situation explique la baisse observée du nombre de courriers.

Sociétés inscrites au registre du commerce

Par délégation de la CCVD, l'agence d'assurances sociales (AAS) est chargée d'effectuer le contrôle d'assujettissement à l'AVS des nouvelles sociétés inscrites au Registre du commerce vaudois. Cette obligation concerne les employeuses et employeurs et indépendants. Le choix de la caisse de compensation AVS demeure libre. Au total, 4'774 nouvelles sociétés ont fait l'objet d'un contrôle à l'assujettissement à l'AVS en 2022 (5'637 en 2021).

Communications fiscales spontanées (CFS)

Pour fixer définitivement les cotisations à l'AVS, à l'AI et aux APG des personnes exerçant une activité indépendante, les caisses de compensation AVS sont liées par les données des autorités fiscales cantonales.

L'AAS mandatée par la CCVD a traité 2'398 communications fiscales spontanées (CFS) transmises par l'Administration cantonale des impôts (ACI), lesquelles n'ont pas été revendiquées par une caisse de compensation AVS (1'285 en 2021). Les tâches consistent pour l'AAS à consulter les différentes bases de données, notamment le registre central des affiliés-es du canton de Vaud et à effectuer, au besoin, un contrôle d'assujettissement à l'AVS auprès de la personne assurée.

Affiliation des étudiants-es

Par mandat de la CCVD, l'AAS se charge de facturer la cotisation AVS due par les étudiantes et étudiants, considérés comme des personnes sans activité lucrative au sens de la loi sur l'AVS. Pour ce faire, les 85 établissements d'enseignement vaudois doivent annoncer à l'AAS tous les étudiantes et étudiants qui ont eu 21 ans révolus au cours de l'année civile précédente. Sur la base de ces données, 21'066 (20'842) étudiantes et étudiants ont reçu une facture au verso de laquelle figurent des informations quant à leur statut en matière AVS et la procédure à suivre pour obtenir une dispense partielle ou totale de la cotisation AVS, pour celles et ceux qui ont exercé une activité lucrative.

En 2022, près de 58% des étudiantes et étudiants qui ont reçu une facture ont exercé une activité lucrative soumise à cotisation AVS.

Bureau des prestations AVS/AI

Prestations complémentaires à l'AVS/AI

Le public se présente à nouveau spontanément au guichet de l'AAS. L'augmentation du coût de la vie amène un public en recherche de renseignement. Dès le mois de mai, le nombre d'entretiens d'information sur les prestations complémentaires (PC) a augmenté. Par conséquent, le nombre de dépôts de demandes de prestations complémentaires à l'AVS/AI a augmenté de 10%, passant de 916 en 2021 à 1'007 en 2022. De leur côté, les interactions au guichet (3'356), pour des demandes ou suivis de dossiers de prestations complémentaires (PC), sont en baisse de 9.1% par rapport à l'année précédente.

Rentes de vieillesse

Ce sont 1'287 courriers (1'216 en 2021) qui ont été adressés aux futures rentières et rentiers lausannois pour les informer de la nécessité de déposer une demande de rente AVS et qu'elle peut s'effectuer auprès de l'Agence d'assurances sociales. Désormais, en lien avec la mesure 49 du Plan climat, ce courrier contient également une feuille d'information sur les subventions de transports publics pour les personnes à la retraite.

Recrutement des curatrices et curateurs

Le rôle des collaboratrices et collaborateurs consiste à présenter les différents mandats possibles et répondre aux interrogations des volontaires à la fonction de curatrice ou curateur pour leur permettre de se projeter dans cette fonction. Cette démarche permet de dresser leur profil afin que le Service des curatelles et tutelles professionnelles puisse proposer à la Justice de paix la candidature la plus appropriée en fonction des besoins de la personne concernée. Aucune campagne publique n'ayant été menée par le canton durant l'année, seuls 48 entretiens ont été menés.

Soutien à la population fragilisée

Le bureau maintient les partenariats du projet Vision 2020 avec Pro Senectute, certains CMS lausannois et le Bureau régional d'information et d'orientation (BRIO), essentiellement dans des accompagnements ponctuels permettant de lutter contre le non recours, de même que pour plusieurs suivis administratifs réguliers, dont certains à domicile.

Bureau des remboursements de frais de maladie et aide individuelle au logement et mobilité

Remboursements de frais de maladie (RFM)

Ce secteur a pour mission de transmettre à la CCVD, après diverses vérifications, les justificatifs qui donnent droit à un remboursement de frais de maladie et des demandes spécifiques telles que demandes d'évaluation d'aide au ménage, de remboursement de frais de régime, contestations, etc. Ainsi, 985 bénéficiaires ont bénéficié durant l'année du soutien des spécialistes de ce secteur.

Aide individuelle au logement (AIL)

L'AIL est une prestation qui vient en aide aux familles autonomes financièrement. Elle complète le filet de prestations sociales et a pour but d'apporter un complément aux familles qui ont une charge trop lourde liée aux loyers. Pour la première fois depuis la forte diminution observée en 2012 suite à la prise en compte de cette aide dans le calcul du revenu déterminant, le nombre d'ayants droits a augmenté de 10.8%.

Remboursement des frais de transports de loisirs

Les courses de loisirs subventionnées sont destinées aux Lausannoises et Lausannois à mobilité réduite et dans l'incapacité d'emprunter les transports publics, sans distinction d'âge, de revenu ou de fortune. Elles sont octroyées sur la base d'une attestation délivrée par un CMS, Pro Infirmis ou un ou une médecin. Les courses peuvent être assurées par un taxi ou par Transport handicap Vaud (THV). La gestion de cette prestation a été transférée du Service social Lausanne au Service des assurances sociales, le 1^{er} juin 2022.

En 2022, 45'764 courses ont été financées pour un total de CHF 908'466.- au bénéfice de 1'956 usagers et usagers. Ces chiffres sont en nette augmentation par rapport à 2021 (37'293 courses, CHF 710'181.90, 1'743 bénéficiaires). Les déplacements en taxis ont dépassés les chiffres d'avant covid (37'664 courses en 2022 et 33'361 en 2019), par contre les courses assurées par THV n'ont pas encore retrouvé le rythme d'avant (8'100 courses en 2022 et 10'360 en 2019).

Subventions de transports publics – Mesure 49 du plan climat

Depuis le 1^{er} juillet 2022, le service des assurances sociales assure la mise en œuvre de la mesure 49 du Plan climat «pour des transports publics moins chers». Des subventions à l'achat

d'abonnements annuels Mobilis zones 11-12 (+ 1 zone pour les habitantes et habitants des zones foraines) sont octroyées aux jeunes en formation de 20 à 24 ans (50% de rabais, CH 40.- d'émolument), aux bénéficiaires des prestations complémentaires (PC) AVS/AI (100% de rabais, émoluments de CHF 80.-), et aux personnes à la retraite (50% de rabais, émoluments de 40.-). La subvention est octroyée sous la forme d'un bon de rabais à commander, soit via une application développée spécifiquement (lausanne.ch/rabais-tl) soit par téléphone ou au guichet du SAS. Durant les six premiers mois de mise en œuvre, 9'321 personnes ont fait une demande de bon, 8'635 d'entre elles remplissaient les critères d'octroi. 35% des demandes ont été faites par téléphone ou au guichet. Sur les 8'635 bons distribués, 2'969 (34%) l'ont été à des retraitées et retraités, 1'398 (16%) à des jeunes en formation et 4'182 (48%) à des bénéficiaires des PC AVS/AI. Enfin, 86 bons ont été distribués à des habitantes et habitants des zones foraines ne faisant pas partie des catégories précitées (adultes et jeunes hors formation), dans le cadre de la subvention «zones foraines» pré-existante intégrée à ce nouveau dispositif.

Le total des subventions versées au 31 décembre s'élève à CHF 3'155'600.- dont CHF 252'700.- pour les jeunes en formation, CHF 646'900.- pour les retraitées et retraités, CHF 2'241'000.- pour les bénéficiaires PC AVS/AI et 15'000.- pour les adultes et jeunes hors formation des zones foraines.

Distribution de sacs poubelles

Le règlement communal sur la gestion des déchets, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2013, stipule que chaque naissance d'un enfant donne droit à une distribution unique et gratuite de sacs poubelles (8 rouleaux de 35 litres ou 16 rouleaux de 17 litres).

Cette année, sur les 1'473 parents d'enfants nés en 2022 (1'639 en 2021, soit -10%), 1'431 sont venus chercher les sacs après avoir été informés par courrier. Le pourcentage de personnes n'ayant pas donné suite au courrier est en nette diminution pour atteindre 2.8% (15.2% en 2021).

Le règlement indique également que chaque personne souffrant d'incontinence (au sens LAMal) est à même de recevoir, chaque année 5 rouleaux de 35 litres ou 10 rouleaux de 17 litres. En 2022, 653 personnes ont bénéficié d'une remise de sacs, contre 605 en 2021, soit une augmentation de 8%.

Centre regional de decision (CRD) – prestations complementaires pour familles du grand-lausanne et rente-pont

Prestations complémentaires Familles (PC familles)

Les PC Familles ont pour but de garantir la sécurité matérielle des familles de condition modeste qui travaillent. La compétence du CRD du Grand-Lausanne s'étend, en sus de Lausanne, aux régions d'action sociale de l'Ouest lausannois, de l'Est lausannois et de Prilly-Echallens.

Au 31 décembre, le CRD du Grand-Lausanne comptait 2'692 dossiers PC familles ouverts (2'809 en 2021), pour lesquels le montant moyen des prestations versées mensuellement s'élève à CHF 1'061.80.

Rente-pont

La rente-pont, pour laquelle le CRD du Grand-Lausanne est le centre de compétence exclusif, a pour but de couvrir, dans une mesure appropriée, les besoins vitaux des personnes ayant atteint l'âge de 62 ans révolus pour une femme et 63 ans révolus pour un homme, n'ayant pas droit ou ayant épuisé leur droit aux indemnités de chômage et évitant ainsi l'anticipation de la rente AVS et LPP. Au 31 décembre, 1'324 dossiers étaient ouverts (1'288 en 2021).

Remboursement de frais

Pour les bénéficiaires de PC Familles, 74'849 factures ont été validées pour des remboursements de frais de maladie ou de garde. Ce sont 14'047 factures qui l'ont été pour les bénéficiaires de la Rente-Pont.

Le secteur dentaire a quant à lui répondu à 4'920 (4'882 en 2021) requêtes et a soumis 199 (197 en 2021) dossiers d'orthodontie au médecin-dentiste conseil.

Prestations transitoires pour chômeuses et chômeurs âgés (LPtra)

Cette prestation est entrée en vigueur courant 2021 et a été déléguée par la Caisse cantonale vaudoise de compensation (CCVD) au CRD du Grand-Lausanne. Durant l'année, il y a eu 181 nouvelles demandes déposées (78 en 2021), 77 décisions d'octroi notifiées (19 en 2021), 66 refus (36 en 2021) et 132 révisions.

Bureau des prestations familiales et militaires

Allocation communale de naissance (ACN)

Cette allocation est destinée aux parents d'enfants de condition modeste, dont la mère est sans activité lucrative et domiciliée à Lausanne depuis trois mois au moment de la naissance. Le montant de l'allocation s'élève de CHF 1'000.- à CHF 1'440.- par paliers de CHF 110.- en fonction de la situation économique des parents du nouveau-né.

Dès que l'enfant est inscrit au Contrôle des habitants de la Ville de Lausanne, le SAS prend contact avec les parents pour les informer de l'existence de cette prestation et leur adresser une notice expliquant les conditions d'octroi et un formulaire de demande d'allocation.

Le nombre de naissance et d'accueil en vue d'adoption, communiqué par le contrôle des habitants en 2022, est de 1'473 (1'639 en 2021). Ce sont 268 (269 en 2021) allocations qui ont été octroyées pour un montant de CHF 367'990.- (CHF 368'440.-). Comme l'an dernier, 134 décisions de refus ont été rendues.

Allocations pour perte de gain en cas de service (APG)

Sur délégation de la CCVD, l'AAS gère les allocations pour perte de gain (APG) en cas de service pour l'intégralité des étudiantes et étudiants du canton dès l'année de leur 21e anniversaire, ainsi que pour les non-actives et non-actifs lausannois. Pour l'année 2022, 5'537 questionnaires APG (5'450 en 2021) ont été adressés à l'AAS.

Caisse cantonale d'allocations familiales (CCAF)

Sur délégation de la CCVD, l'AAS gère les allocations familiales en faveur des personnes sans activité lucrative pour l'ensemble du Canton de Vaud. En 2022, selon les statistiques de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS), dans le canton de Vaud il y avait 5'384 allocations pour enfants (7'064 en 2021), 1'983 allocations de formation (1'944 en 2021) et 386 allocations de naissance (399 en 2021) en faveur des personnes sans activité lucrative.

Bureau de l'assurance-maladie (AMAL)

Subside à l'assurance-maladie

L'AAS a pour mission de compléter les demandes de subsides, d'enregistrer les modifications concernant des demandes de subsides existantes et d'envoyer ces informations à l'Office vaudois de l'assurance-maladie (OVAM), via le Système d'Information du Revenu Déterminant Unifié (SI-RDU). L'OVAM (ou son antenne lausannoise rattachée au bureau AMAL) rend ensuite les décisions sur la base des informations transmises par l'AAS.

En mai 2022, l'OVAM a adressé une info ciblée à 7'258 Lausannoises et Lausannois non subsidiés (personnes ou ménages), dont le montant de la dernière décision de taxation fiscale laissait présager d'un potentiel droit au subside. Cette action a engendré une nette augmentation des demandes durant la période estivale.

Durant l'année, 5'216 demandes de subsides ont été transmises à l'OVAM (4'007 en 2021).

Contrôle de l'obligation d'assurance

L'Agence d'assurances sociales (AAS) a pour mission de vérifier que les personnes domiciliées à Lausanne disposent d'une couverture d'assurance-maladie conforme à la législation en vigueur. La situation des nouveau-nés et des personnes qui arrivent de l'étranger est ainsi systématiquement contrôlée. Les dossiers des personnes qui ne remplissent pas les exigences ou les délais sont transmis à l'OVAM, qui reprend la main et procède, en dernier recours, à une affiliation d'office pour l'assurance obligatoire des soins auprès d'un assureur LAMal agréé. La procédure de contrôle des frontalières et frontaliers a été reprise par l'OVAM à compter du 1^{er} janvier 2022.

En 2022, 10'819 lettres ont été adressées à la population lausannoise (12'026 en 2021) et 2'323 dossiers ont été transmis à l'OVAM (2'167 en 2021).

Antenne OVAM lausannoise (AOL)

L'antenne OVAM (office vaudois de l'assurance maladie) de Lausanne est en charge des demandes de subsides LAMAL déposées par les Lausannoises et Lausannois auprès de l'AAS ou via le portail Internet dédié. Son rôle consiste à calculer le montant du subside, notifier la décision et assurer le versement de la prestation. Elle veille à assurer une collaboration efficace avec le bureau AMAL et vise à optimiser le traitement des demandes de subsides avec l'OVAM. Très appréciée par les deux organismes, cette structure démontre à quel point son rôle est important dans l'allègement de la charge des primes d'assurance-maladie pour la population lausannoise.

© Mathilde Imesch | Ville de Lausanne

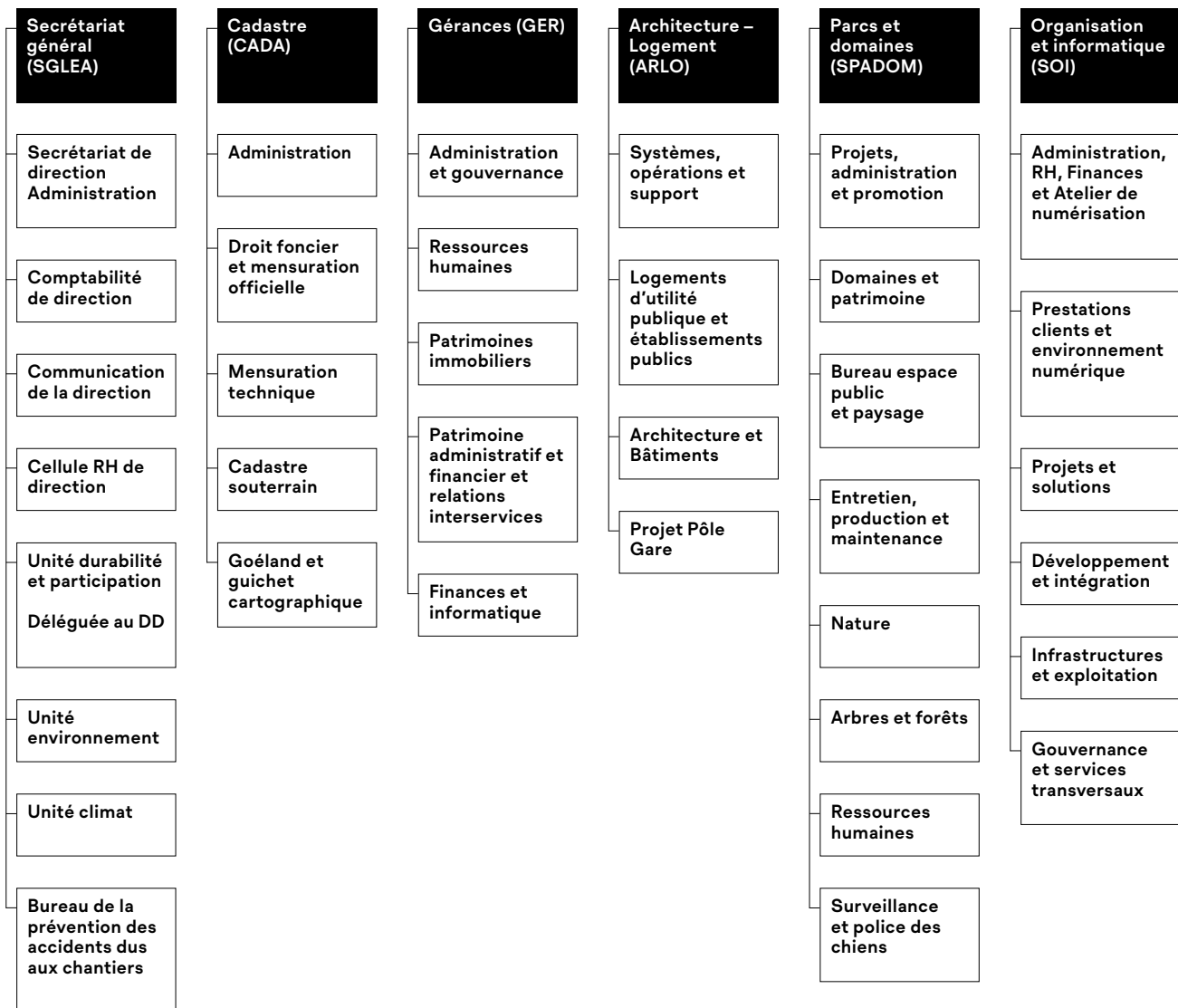


Direction du logement, de l'environnement et de l'architecture



Direction du logement, de l'environnement et de l'architecture (LEA)

Directrice



La direction LEA a provoqué de nombreuses occasions de rencontrer la population en 2022. La première édition des «Assises lausannoises du climat» sur le thème de la participation s'est tenue dans le cadre du Festival Objectif Terre. Une septantaine de personnes sont venues échanger sur la participation autour des enjeux et objectifs du Plan climat lausannois: comment la population et les administrations peuvent-elles réagir plus efficacement face aux changements climatiques? Comment mobiliser la population sur ces enjeux? Questions, échanges, débats et transmissions de savoir étaient au rendez-vous. Une prochaine édition aura lieu en 2023. En octobre, la Ville a accueilli la première assemblée citoyenne suisse pour la politique alimentaire. Du côté du forum de l'Hôtel de Ville, les Lausannoises et Lausannois ont pu découvrir pour la première fois depuis sa création le Service du cadastre dans l'exposition publique «Lausanne sur mesure», avec comme objectif de présenter les différents aspects, souvent méconnus, du travail réalisé tant d'un point de vue historique, technique et d'innovation.

De janvier à avril 2022, ce ne sont pas moins de 1'376 arbres qui ont été plantés dépassant l'Objectif canopée annuel. A l'automne, une nouvelle saison d'intense plantation a sillonné l'ensemble de la ville. L'arrivée de jeunes arbres aux essences sélectionnées a concrétisé à nouveau l'engagement de la Ville à conserver des conditions de vie supportables en milieu urbain. L'automne étant également la saison des coupes, leur nombre réduit confirme une gestion raisonnée et soigneuse du patrimoine arboré.

Dans un contexte de risque de pénurie d'électricité et ceci dès l'annonce du plan Ostral de la Confédération, les services concernés de la Direction LEA ont travaillé de concert avec les SIL. En ce sens, les travaux ont été par exemple organisés afin de garantir l'approvisionnement en électricité des Centres de données de la Ville et les locataires des immeubles propriétés de la Ville sensibilisés au contexte ainsi qu'aux écogestes par courrier personnel.

En octobre, l'OFT et les CFF annonçaient le report du démarrage des travaux principaux de l'agrandissement et de la modernisation de la gare de Lausanne, tout en confirmant que de nombreux autres travaux se poursuivaient. Compte tenu de ce retard et de ses impacts sur la qualité de vie des riverains et riveraines, des commerçantes et commerçants, et des usagers et usagères, la Ville a obtenu de l'OFT et des CFF le démantèlement immédiat des palissades sur la place de la Gare, suivies ensuite par celles Sous-Gare. Ces espaces ainsi libérés ont pu faire place à des installations provisoires préfigurant les aménagements futurs et des aménagements éphémères évolutifs tels qu'une patinoire synthétique et deux pergolas. En parallèle, La Ville de Lausanne a profité de ces aménagements provisoires pour mettre en œuvre des mesures correctives de mobilité sur la place de la Gare et dans le quartier sous-gare, plus spécifiquement pour les personnes à mobilité réduite, pour la dépose-minute et avec des taxis plus proches de la gare.

En ce qui concerne la pollution des sols aux dioxines, la Ville a poursuivi son travail d'investigation environnemental et juridique en étroite collaboration avec le Canton. Elle a renforcé encore sa communication de proximité dans les quartiers et auprès de la population. Elle a également publié des mises à jour régulières de sa page dédiée sur le site Internet de la Ville et mis à disposition les différents rapports au fur et à mesure de leur publication. Son

action s'inscrit dans une volonté claire de défendre les intérêts de la Ville et de préserver la santé de sa population, de l'environnement et des finances publiques.

Sur les rives du lac, au parc Bourget, la Municipalité a misé sur l'anticipation en termes d'organisation de la saison, la coordination interservices, la sensibilisation et, au besoin, la répression pour endiguer les vagues de déchets sauvages. Les actions de prévention menées notamment par les collaborateurs et collaboratrices du Service des parcs et domaines ont porté leur fruit et les publications sur les réseaux sociaux ont atteint leurs cibles.

La direction LEA a également pu se réjouir de plusieurs distinctions décernées dans l'année. Les vins des Domaines de la Ville de Lausanne se sont par exemple classés pour la 2^e année consécutive dans le top 150 des vigneronnes et vigneron du Guide Gault & Millau. De son côté, le Parc naturel du Jorat est le fier lauréat 2022 du Prix Elisabeth et Oscar Beugger, l'un des plus importants en matière de protection de la nature en Suisse. Remis par Pro Natura, ce prix est décerné tous les deux ans pour un projet exemplaire de protection de la nature et du paysage en Suisse. Grâce à son Plan climat, la Ville a remporté le One Planet City Challenge au niveau national, saluée par un jury d'experts internationaux. La distinction a été remise à Zurich lors d'une soirée organisée par le WWF.

Décisions soumises par la Direction en 2022 et adoptées par la Municipalité

Année	2022
Affaires courantes	161
Adjudications et mandats	229
Permis d'abattage/élagage	261
Total	651

Secrétariat général logement, environnement et architecture (SGLEA)

Principales missions du service

Le SGLEA est constitué de six unités:

- administration;
- comptabilité de direction;
- unité durabilité et participation, avec la déléguée au développement durable;
- unité environnement;
- unité climat;
- bureau de la prévention des accidents dus aux chantiers.

Les prestations du service couvrent un large spectre de tâches dans les domaines de la conduite de la direction, du soutien administratif, de la comptabilité et de la cellule RH de direction.

De plus, les trois unités et le bureau, qui y sont rattachées, complètent les prestations du service fortement axées sur la coordination des activités de la direction LEA. La diversité des missions et activités permet de mettre en place des synergies entre les unités en travaillant transversalement, et d'optimiser de manière constante l'engagement des collaboratrices et collaborateurs ainsi que les processus de travail, tant au sein de la direction que dans le service.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration SGLEA	7.50	6.80	8.10	7.30
Comptabilité Dir. LEA	7.50	7.50	7.50	6.50
Environnement	2.70	1.70	2.70	2.60
Unité Climat	2.50	2.40	2.50	2.40
Unité durabilité et participation	4.20	3.20	3.40	3.20
Unité prévention des accidents	-	-	2.00	2.00
Total service	24.40	21.60	26.20	24.00

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	1.80

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Administration SGLEA	8	6.80	9	7.30
Comptabilité Dir. LEA	9	7.50	8	6.50
Environnement	2	1.70	3	2.60
Unité Climat	3	2.40	3	2.40
Unité durabilité et participation	4	3.20	4	3.20
Unité prévention des accidents	-	-	2	2.00
Total service	26	21.60	29	24.00

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
Droit foncier et géomatique	-	-
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de transfert(s)	2	3
	sortant(s)	entrant(s)
	1	1
Total service	3	4

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	1
Départ à la retraite	1
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	2

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	1	0.09	1	0.10
Auxiliaires mensualisé·e·s	3	0.80	6	1.68
Auxiliaires payé·e·s au forfait	–	*	1	*
Total service	4	0.89	8	1.78

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

La pandémie du COVID-19 a eu des répercussions sur les opérations internes des services de la direction, cependant, l'année 2022 marque finalement le retour à la normalité.

S'agissant de la pollution des sols aux dioxines/furanes, les efforts conjoints de l'Unité environnement et du Service des parcs et domaines notamment, ont permis de procéder à la création d'une page dédiée sur le site Internet de la Ville de Lausanne, qui est mise à jour trimestriellement. Parallèlement, une communication de proximité a été instaurée avec les associations de quartier, avec les jardinières et jardiniers de plantages etc. L'Unité environnement a déployé 44 capteurs sur le territoire communal, permettant de mesurer le bruit, la température et les particules fines. Elle a également rédigé le rapport-préavis N° 2022/38 «Gestion des installations de téléphonie mobile à Lausanne» en réponse à la pétition du Collectif Sous-Gare sans antenne «Non à la construction d'une nouvelle antenne 5G dans une zone densément peuplée».

L'Unité climat a organisé les premières «Assises lausannoises du climat» en juin dans le cadre du Festival Objectif Terre. Une nouvelle édition est déjà prévue pour 2023. Elle a également établi le rapport 2022 de mise en œuvre du plan climat au sein de la Ville.

Depuis le 1^{er} janvier 2022, le Bureau de la prévention des accidents dus aux chantiers a intégré le Secrétariat général. En réponse aux obligations du Règlement Cantonal de la Prévention des Accidents dus aux chantiers (RPAC), le bureau, avec ses deux responsables de sécurité, a pour but de prévenir toutes menaces et atteintes à l'intégrité physique et aux biens des voisines et voisins, des tiers ou de l'ensemble de la collectivité.

Principales activités 2022

Administration

Les missions de cette unité comprennent le soutien à la conduite de la direction, l'accueil, la réception, la réponse téléphonique, le soutien administratif, d'importants travaux de secrétariat, la prise de notes de séances, certaines prestations logistiques transversales à la directrice ainsi qu'aux collaboratrices et collaborateurs de la Direction (gestion du courrier entrant et sortant, numérisation, organisation et préparation de séances), ainsi que la coordination générale des procédures, des ordres du jour, des activités et des communications (internes et externes) au niveau de la direction. De plus, cette unité traite tous les événements particuliers; ainsi elle est en charge de la coordination administrative interne et externe à la direction. L'objectif constant de cette unité est l'amélioration, l'optimisation et la simplification des procédures administratives.

Ressources humaines

Les réorganisations structurelles et fonctionnelles du Service des gérances (GER) et du Service d'architecture et du logement (ARLO) ont été finalisées durant le premier semestre. Face aux nouveaux défis, notamment la politique d'assainissement des bâtiments de la Ville, un accent

important a été mis sur l'accompagnement RH de nouvelles unités/domaines pour un accompagnement au changement d'une part et pour augmenter/consolider les ressources d'autre part.

Au sein de la cellule RH LEA, une nouvelle assistante RH (ARH) pour le Secrétariat général et le Service du Cadastre a été engagée à un taux d'activité de 50%.

En dehors de la gestion courante du personnel, la RRH de services (SGLEA, CADA et ARLO) a contribué notamment aux résultats suivants:

- plus d'une vingtaine de recrutements;
- pilotage opérationnel et accompagnement au changement du nouveau service ARLO;
- coaching organisationnel pour la création du nouveau Domaine architecture et bâtiments, au sein d'ARLO;
- suivi de dossiers RH sensibles pour SGLEA, CADA et ARLO;
- formation de la nouvelle ARH SGLEA-CADA.

Dans ses tâches de coordination et de soutien RH de la direction LEA, en lien direct avec sa conseillère municipale, la RHD a contribué aux résultats suivants:

- participation au comité de pilotage du projet Ville de lutte contre le harcèlement, avec la mise en œuvre de la politique au sein d'un service pilote de la direction (SPADOM);
- participation au groupe de travail Ville de la nouvelle politique du travail à distance;
- suivi des dossiers RH Ville et coordination avec la direction LEA pour les dossiers «rémunération des auxiliaires» et «catégorisation des auxiliaires»;
- suivi des dossiers sensibles RH LEA, notamment ceux du SPADOM, d'ARLO et de GER;
- soutien et appui RH, à la demande de la directrice, auprès de la SILL S.A., suite à l'absence longue durée de son directeur.

Comptabilité de direction

Les principales tâches en 2022 ont été les suivantes:

- établissement, pour l'ensemble de la direction et en collaboration avec ses services, du budget de fonctionnement, du plan des investissements et du bouclage des comptes;
- passation des écritures et enregistrement des factures dans différents logiciels comptables, ceci dans le respect des règles administratives et de leur évolution;
- établissement des décomptes TVA;
- gestion administrative et comptable du personnel de la direction;
- gestion financière et comptable du Fonds du développement durable (FDD) et du suivi financier dans l'application Goéland.

En 2022, la comptabilité de direction a également:

- fourni périodiquement l'outil de pilotage financier des investissements de la direction via divers indicateurs;
- apporté activement son soutien à la rédaction de la partie financière des préavis et notes à la Municipalité élaborées par les services de la direction;
- participé, pour la partie financière, à différents groupes de travail, notamment sur le projet Pôle-Gare;
- participé à de nombreux ateliers relatifs à la mise en œuvre des logiciels Abalmmo et Abacus;
- apporté un soutien personnalisé aux services suite à la mise en production du nouveau logiciel comptable;
- participé au maintien et au respect des règles sanitaires garantant la santé du personnel.

Unité durabilité et participation

L'Unité durabilité et participation (UDP) porte le positionnement institutionnel en matière de durabilité et de participation au sein de la Ville de Lausanne.

Conférence Rob Hopkins

Dans le cadre de la venue de Rob Hopkins, fondateur du mouvement international des villes en transition, en Suisse romande, l'UDP a organisé avec le Réseau Transition Suisse Romande une étape à Lausanne.

Le 31 août 2022, une conférence intitulée «Lausanne demain: et si nous imaginions un futur positif ensemble» a été donnée par Rob Hopkins au Casino de Montbenon. Sur la base de témoignages du monde entier, M. Hopkins a expliqué pourquoi reconquérir et libérer notre imaginaire collectif est si important dans la construction d'un avenir désirable, durable, solidaire et résilient. L'événement a fait salle comble. Le lendemain, jeudi 1^{er} septembre, un atelier a réuni une centaine de personnes dans la Salle des Fêtes du Casino. Discussions, exercices participatifs, théorie et partage d'outils invitant la population à s'investir pour la transition étaient au rendez-vous.

Présentations externes

L'unité est fréquemment sollicitée pour effectuer des présentations, soit en interne, soit à l'externe. Cette année, les présentations suivantes ont notamment été données:

- février 2022: présentation de Lausanne participe durant le cycle de conférence sur les Civic tech en transition à l'Espace de concertation 3DD du Canton de Genève;
- mai 2022: présentation de la politique de la Ville en matière de durabilité aux guides de Lausanne tourisme;
- septembre 2022: présentation du Kit Cubes et des aménagements éphémères dans le cadre la rencontre autour de la participation citoyenne organisée par la Coopérative Idée 21;
- décembre 2022: présentation et atelier animé avec le Service de l'urbanisme dans le cadre de la Journée d'information à l'intention des communes du Canton de Neuchâtel sur l'information et la participation de la population dans la révision des plans d'aménagement locaux (PAL).

Perturbateurs endocriniens

La Ville de Lausanne a poursuivi ses démarches dans le cadre de son programme de sensibilisation et d'actions visant à limiter la présence des perturbateurs endocriniens dans les centres de vie infantine. Ces actions se sont principalement concentrées sur l'analyse des produits proposés aux centres de vie infantine.

Le programme a été adapté pour l'Etat de Vaud et a fait l'objet d'une conférence de presse le 4 avril 2022, en présence de M^{me} la Conseillère d'Etat Nuria Gorrite, et a bénéficié d'une large diffusion dans les structures communales et cantonales.

Achats durables dans l'administration

Le travail d'analyse et de définition de critères de durabilité dans les achats de la Ville s'est poursuivi en 2022. La Ville de Lausanne a poursuivi sa participation au groupe national d'accompagnement pour la mise en place d'une plateforme nationale sur les achats responsables, afin de mutualiser les bonnes pratiques dans ce domaine.

Manifestations

Dans le cadre de la politique de la Ville en matière de manifestations responsables, la promotion des bonnes pratiques et l'accompagnement des manifestations se sont poursuivis par le biais de la plateforme KITmanif. Le rapport-préavis N° 2020/34 «Manifestations responsables: plan d'actions communales» en réponse au postulat de M^{me} Thanh-My Tran-Nhu doit encore être adopté par le Conseil communal.

La 7^e édition du «Marché aux jouets» s'est déroulée le 26 novembre 2022 au Casino de Montbenon. Cette manifestation, qui vise une consommation durable et solidaire, a connu un grand succès avec la participation de près de mille personnes.

Convivialité et espace public: politique publique des édicules

En 2022, l'édicule de la Maladière a accueilli le projet «Magic stop», proposé par les artistes Iacopo Spini et Eliot Möwes, en collaboration avec Claudio Santoro. Le projet a accueilli des expositions personnelles de jeunes artistes et transformé l'espace en un lieu de rencontres culturelles. Le processus d'attribution pour 2023 est en cours.

L'édicule de Rumine accueille également une nouvelle artiste depuis août 2022, avec l'œuvre «She is a She» de la lausannoise Christelle Kahla.

Un appel à projets est en cours pour l'édicule «La Cabane», situé à l'Avenue de Coubertin. L'attribution se fera courant premier semestre 2023.

Participation

En 2022, la Ville de Lausanne a mené près d'une trentaine de démarches participatives à diverses échelles territoriales concernant des thématiques variées. Certaines démarches se sont déroulées en présentiel uniquement comme, par exemple, les ateliers pour la végétalisation de la toiture du parking de Bellefontaine, tandis que d'autres ont été menées en complémentarité avec un dispositif en ligne comme le sondage concernant la semaine d'actions contre le racisme, les Assises du Climat, le Concours Nature en Ville, l'appel à projets pour les familles ou encore le budget participatif de la Direction de l'enfance, de la jeunesse et des quartiers.

L'Unité durabilité et participation a notamment:

- organisé et animé les séances du Pôle d'expertise participation pour renforcer la coordination des démarches participatives, mettre en commun les expériences, professionnaliser la participation et renforcer la transversalité;
- accompagné les services dans leurs démarches participatives lors de permanences participation (soutien, conseils, outils, documents cadre, méthodologie, etc.);
- consolidé les connaissances et bonnes pratiques en matière de participation avec la rédaction d'un guide, d'une checklist pour accompagner la mise en place de démarches participatives et de divers modèles de documents;
- géré, développé et coordonné la plateforme «Lausanne participe» en important de nouvelles démarches pour, à terme, rassembler toutes les démarches participatives de la Ville et renforcer la participation de tous les publics;
- mutualisé du matériel à l'interne grâce à un vélo-cargo afin de mobiliser les quartiers, le Kit Cubes pour préfigurer des aménagements éphémères de manière participative in situ, ainsi qu'un inventaire du matériel existant pour les démarches participatives;
- élaboré une stratégie participation 2023–2026 (objet d'un futur préavis);
- assuré une veille scientifique de la participation et l'implication de la Ville à différents réseaux régionaux, nationaux et internationaux.

Déléguée au développement Durable

Les axes prioritaires définis pour la législature sont la politique alimentaire, la production et la consommation responsable, l'économie circulaire, la gestion du Fonds communal pour le développement durable en collaboration avec la comptabilité de direction et l'administration durable.

Politique alimentaire Ville: Restauration collective durable (RCD)

Préavis RCD II

- Rapport-préavis N° 2019/42 «Bilan et perspectives du plan d'action pour une restauration collective municipale avec une haute qualité nutritionnelle, environnementale et sociale (plan RCD)» – poursuite de la politique

alimentaire durable de la Ville de Lausanne, avec l'amélioration continue et audits des objectifs de durabilité à atteindre d'ici à décembre 2023.

Distributeurs LOCAMAT

Poursuite de l'implémentation de l'initiative LOCAMAT dans l'administration comprenant au minimum 80% de produits et fournisseurs de proximité, en lieu et place des distributeurs industriels, en partenariat avec VAUD +, REGIO Suisse, l'EPFL et l'entreprise Dallmayr.

RestoBox Lausanne - Emporter futé

En partenariat avec GastroLausanne, l'objectif est de développer de nouvelles pratiques pour la restauration rapide et l'offre alimentaire à l'emporter en introduisant de manière systématique le recours à la vaisselle réutilisable au lieu des contenants jetables à usage unique. Une réflexion à l'échelle lémanique a été initiée fin 2022 avec les Villes de Genève, Nyon et Vevey en vue d'une synergie et campagne d'action pour la restauration à l'emporter et les consommatrices et consommateurs.

Economie circulaire et durable

Afin de répondre aux objectifs du plan de législature 2021–2026, une première analyse des potentiels et champs d'action d'économie circulaire a été effectuée. Une proposition stratégique a été finalisée et présentée pour analyse interne au sein de la direction.

Sur le plan des initiatives, un projet relatif à la création d'une ressourcerie de matériaux de construction a été initié en collaboration avec Beaulieu S.A. ainsi que l'association Matériuum, déjà active dans ce domaine. De même, un projet de collectes et de recyclage des téléphones et tablettes portables a été initié avec le Service d'organisation et d'informatique (SOI), équiwatt – programme d'efficacité énergétique des Services industriels de Lausanne et l'association NoOPS dans le cadre de la démarche de labélisation Ville «Numérique responsable».

Réseaux et représentation

La déléguée au développement durable participe en tant que membre:

- au Comité stratégique consultatif du système d'indicateurs du Cercle Indicateurs (CI) de l'Office fédéral de la Statistique (OFS);
- au groupe de travail national «Alimentation durable» en partenariat avec l'Union des Villes Suisses (UVS) et les Villes de Zürich et Bâle;
- aux séances du Comité COORD 21 (Coordination des collectivités publiques pour le développement durable). Elaboration et conduite de deux ateliers thématiques sur l'économie circulaire et le gaspillage alimentaire pour les collectivités publiques.

Fonds communal pour le développement durable (FDD)

- activités relatives au FDD: conseils, réception et analyse des demandes, préparation des quatre séances annuelles du comité de pilotage, réponses aux porteurs de projets, suivi des projets et des budgets;
- en 2022, 14 projets ont obtenu un soutien financier, contre 13 en 2021;
- le FDD a financé en 2022 un montant de CHF 2'397'530.- pour l'ensemble des projets et préavis validés par la Municipalité et le Conseil communal.

Unité communication de la direction LEA

En 2022, l'Unité communication a défini les stratégies de communication des projets de la direction qui lui ont été confiés et assuré l'accompagnement des actions de communication des services.

Partie prenante de l'entité communication Canton-Ville pour la thématique de la pollution des sols aux dioxines/furanes, elle a également représenté la Ville ou la direction pour les questions de communication dans des projets transverses. Elle a entretenu les relations avec les médias en organisant des conférences de presse et répondu aux diverses sollicitations. Elle a également rédigé différents supports (argumentaires, communiqués de presse, éléments de

discours, articles pour le journal communal, les actualités municipales, etc.). Enfin, l'Unité communication LEA a assuré le lien avec le Bureau de la communication de la Ville et participé au réseau des responsables et chargés et chargées de communication des directions.

Unité environnement

L'Unité environnement (ENV) a pour objectif de devenir un centre de compétences et un observatoire de l'environnement, en coordination et en complémentarité avec les services métiers communaux.

Deux thèmes principaux ont occupé l'année 2022 pour cette unité:

- la mise en place de l'observation de l'environnement. La première année, de la phase test de deux ans, a permis de placer sur l'ensemble du territoire et de faire fonctionner 44 capteurs de mesures de température, de nuisances sonores et de la pollution de l'air extérieur. Les premiers résultats sont prometteurs et permettent de confirmer le bien-fondé de la démarche afin de quantifier plus finement certains indicateurs pour un suivi de la qualité environnementale à Lausanne. Afin d'améliorer et consolider l'observatoire, de nombreuses collaborations ont été mises en place, notamment avec des services de la Ville mais principalement avec des hautes écoles (EPFL, UNIL, EMPA, ZHAW), des Cantons (Vaud, Genève, Bâle) et des expertes et experts (Ligue pulmonaire Vaud, FabLab de Renens, Unisanté, Decentlab, etc.). De plus, un projet de collaboration entre la Ville de Lausanne et l'UNIL a été retenu lors de l'appel à projet Interact 2023. Pour mener à bien ce projet innovant, une cheffe de projet EPF a été engagée le 1^{er} mai 2022 au sein de cette unité;
- la pollution des sols aux dioxines/furanes. La contamination des sols de la région lausannoise aux dioxines/furanes continue d'être un thème important. En effet, depuis la découverte de cette pollution au début de l'année 2021, plus de 200 investigations sur site ont été réalisées afin de pouvoir quantifier la pollution dans les secteurs sensibles à charge de la Ville comme les écoles, les garderies, les places de jeux, les jardins potagers et autres espaces verts. Les résultats des analyses ont permis d'orienter les recommandations en se basant sur une étude sanitaire menée par le Canton de Vaud. Une communication large a été menée, allant du communiqué de presse et de la mise à jour régulière de la page Internet dédiée, aux visites sur place dans les quartiers et des plantages directement concernés.

En parallèle, l'Unité environnement a traité différents projets spécifiques tels que:

- le développement d'un système d'information géographique (SIG) interne en lien avec l'observatoire de l'environnement et la pollution des sols;
- l'élaboration de réponses, avec l'appui des services cantonaux et communaux concernés, à une douzaine de plaintes ou questionnements de la population lausannoise relatives aux nuisances dues essentiellement au bruit, à la pollution de l'air et aux rayonnements non ionisants;
- le suivi des études de l'impact sur l'environnement des projets liés aux travaux de la gare de Lausanne;
- la participation au suivi des procédures de planification territoriale en tant qu'expert «environnement» pour le Plan d'affectation communal (PACom) et les plans d'affectations des Prés-de-Vidy, de la Rasude, des Plaines-du-Loup, de Beaulieu, de Cour-Reposoir, des Boveresses, etc.;
- la balade acoustique 2022, lors de la journée nationale contre le bruit du 27 avril 2022;
- la participation en tant qu'expert à la rencontre des «Sauvageons en ville» sur la pollution de l'air le 7 juin 2022 et à la journée d'EspaceSuisse «Bruit et le développement vers l'intérieur» le 1^{er} décembre 2022;

- la finalisation du rapport-préavis N° 2022/38 «Gestion des installations de téléphonie mobile à Lausanne» en réponse à la pétition du Collectif Sous-Gare sans antenne «Non à la construction d'une nouvelle antenne 5G dans une zone densément peuplée».

Unité climat

L'Unité climat a pu s'établir au sein de l'administration communale et à l'extérieur pour le portage de la politique climatique de la Ville en 2022. Elle est chargée des missions décrites dans le rapport-préavis N° 2020/54 «Plan climat: base de la politique climatique de la Ville de Lausanne», à savoir: la garantie de la cohérence de la politique sur le plan opérationnel, la coordination de sa mise en œuvre et de ses futurs développements, le conseil en matière climatique, le développement et l'application d'un système de monitoring du Plan climat, la communication autour de ce plan, le pilotage de démarches participatives et d'études d'expertise ainsi que la conduite de stratégies de coordination et de collaboration avec les autres acteurs institutionnels et l'élaboration de stratégies de lobbying.

L'année 2022 a été marquée par:

- un important travail d'attribution des responsabilités des actions du Plan climat aux différentes entités de l'administration;
- l'obtention du visa de l'Unité climat pour l'ensemble des rapports-préavis et notes à la Municipalité en lien avec le climat. Ce visa représente un outil stratégique essentiel qui permet à la Municipalité de prendre connaissance de la compatibilité du contenu des divers documents avec la politique climatique de la Ville;
- une participation à deux délégations municipales, à savoir la délégation au climat et à l'environnement et la délégation aux chantiers;
- l'élaboration d'un système de monitoring pour le Plan climat. Ce système extensif comporte des indicateurs dans tous les grands domaines du Plan climat et permettra de suivre les impacts de la mise en œuvre des différentes actions. La première publication est prévue à l'été 2023 et l'actualisation des données sera réalisée annuellement;
- le développement d'un indice d'accessibilité aux espaces frais;
- l'organisation des premières Assises du climat le 11 juin 2022;
- la réalisation d'un sondage sur le Plan climat;
- une participation et un accompagnement à la diffusion de capsules vidéo sur le climat réalisées par Coord21 et l'UNIL;
- une implication dans les projets de l'administration lausannoise afin de garantir leur cohérence avec le Plan climat. Nous pouvons notamment citer la révision du PACom, l'élaboration de différents plans d'affectation (PA), comme les PA des Prés-de-Vidy, de la Rasude, de Sévelin Sud, etc., divers mandats de mobilité, la planification des infrastructures énergétiques, la stratégie de rénovation du parc immobilier de la Ville et de nombreux autres projets;
- divers soutiens en lien avec le climat offerts aux entités de l'administration lausannoise;
- la présentation du Plan climat à une dizaine d'événements, dont certains événements d'ampleur comme le Congrès suisse des Services industriels le 1^{er} avril 2022 à Aarau, en présence de Madame Simonetta Somaruga;
- la participation à différents réseaux;
- de nombreuses sollicitations externes en lien avec le climat.

Bureau de la prévention des accidents dus aux chantiers

Le bureau de la prévention des accidents dus aux chantiers (PREVACC), en réponse aux obligations du Règlement Cantonal de la Prévention des Accidents dus aux chantiers (RPAC) a pour but de prévenir toutes menaces et atteintes à l'intégrité physique et aux biens des voisines et voisins, des tiers ou de l'ensemble de la collectivité.

Le bureau de la prévention des accidents dus aux chantiers intervient principalement à deux niveaux:

- au niveau de la délivrance du permis de construire, par l'analyse, en regard du RPAC, des demandes soumises à l'Office des permis de construire et l'inscription de charges obligatoires au permis;
- sur le terrain par des séances d'ouvertures de chantier afin de définir notamment le plan de chantier, les clôtures, le plan des grues, les cheminements piétons et des véhicules. Bien définie au début du chantier, cette zone d'installation va déterminer l'avenir sécuritaire lors de la réalisation des travaux. Durant l'exécution du chantier, des vérifications sur la conformité des consignes, telles que l'installation des grues ou des échafaudages sont également réalisées régulièrement.

Si la sécurité du public est le premier l'objectif, la sécurité des ouvrières et ouvriers n'est pas laissée de côté et en cas de doute, il est souvent fait appel à un ingénieur de sécurité de la SUVA.

L'année 2022 est marquée par le transfert de bureau de la prévention des accidents dus aux chantiers (PREVACC) du Service d'architecture au Secrétariat général.

Les principales interventions et difficultés rencontrée par PREVACC sont dues soit à la taille importante des chantiers (LEB, Gare, CHUV, réfection du Grand-Pont, tram t1, STEP) soit à l'exiguïté des lieux (rue de Bourg, rue du Maupas, rue Caroline, rue du Petit-chêne), car en finalité le bureau doit approuver les plans d'installation de chantier en respectant les normes de sécurité et parallèlement faire en sorte que les activités de la zone de chantier puissent se poursuivre.

Le chantier de l'écoquartier des Plaines-du-Loup, entre dans sa dernière phase, après avoir convenu une organisation des directions de chantier, de la gestion des interactions des nombreuses grues en action simultanée, avec un système unique en Suisse, PREVACC doit gérer les dernières constructions en cours en tenant compte qu'une partie du quartier est habitée depuis l'été 2022.

Années	2020	2021	2022
Contrôle de grues	46	64	29
Accidents sur les chantiers nécessitant l'intervention de Police Secours	9	22	14

L'année 2022 aura vu un nombre d'accident sur les chantiers moins important qu'en 2021.

Service du cadastre (CADA)

Principales missions du service

Le Service du cadastre est constitué de cinq unités:

- administration;
- droit foncier et mensuration officielle;
- mensuration technique;
- cadastre souterrain;
- Goéland et guichets cartographiques.

Les prestations du service couvrent un large spectre de tâches dans les domaines:

- de la coordination des procédures à incidences spatiales;
- du droit foncier;
- des mensurations officielles et techniques;
- du cadastre des conduites souterraines;
- du traitement et de publications de géodonnées informatiques.

Par la mise à disposition de l'outil Goéland, le service s'occupe aussi des références territoriales. Cet outil, développé, maintenu et mis à disposition par le Service du cadastre, joue un rôle fédérateur au sein de l'administration. Il s'agit d'une solution de gestion du savoir de l'administration permettant notamment de conduire et de documenter les processus administratifs.

Le service forme aussi trois apprentis géomaticiens.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration CADA	2.95	2.75	2.75	2.75
Droit foncier et géomatique	22.05	21.55	22.05	21.55
Goéland et guichets cartogr.	8.20	9.20	8.20	7.90
Total service	33.20	33.50	33.00	32.20

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	-0.20

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Administration CADA	3	2.75	3	2.75
Droit foncier et géomatique	23	21.55	23	21.55
Goéland et guichets cartogr.	10	9.20	9	7.90
Total service	36	33.50	35	32.20

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
Droit foncier et géomatique	4	3
Total service	4	3

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	5	5
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	-
Total service	6	5

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	3
Départ à la retraite	2
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	5

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	-	-	-	-
Auxiliaires mensualisé·e·s	-	-	2	1.02
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*	-	*
Total service	0	0.00	2	1.02

* information indéterminée car à la tâche

Évènements marquants

Exposition au forum de l'Hôtel de Ville

L'exposition «CADASTRE» a pris possession du Forum de l'Hôtel de Ville du 29 mars au 7 avril 2022. Elle a permis de présenter à la population lausannoise le Service du cadastre au travers de ses unités ainsi que d'expliquer en quoi consiste le métier de géomètre au sens large. De l'histoire du service avec les anciens instruments de travail à l'acquisition numérique 3D par drone et mesures GPS, cet événement a été très bien accueilli avec près de 500 visiteuses et visiteurs sur une dizaine de jours d'exposition.

Commission d'information foncière du métro m3 (CIFm3)

Jusqu'à l'été 2022, la Commune de Lausanne était représentée auprès de la CIFm3 par M. Yves Deillon, ancien secrétaire général de la Direction LEA. M. Sébastien Monnier, chef du Service du cadastre, a été désigné par la Municipalité puis par le COPROJ m3 en qualité de nouveau représentant de la Commune de Lausanne. Cette commission, mise en place par l'Etat de Vaud, a pour but de traiter les aspects fonciers liés à la réalisation du projet du métro m3.

Principales activités 2022

Administration

L'Unité administrative est la porte d'entrée du Service du cadastre, ainsi que celle de la Direction LEA. Ses missions principales sont un accueil et un service de qualité aux citoyennes et citoyens lausannois et aux partenaires de la Ville, ainsi qu'un soutien administratif pour le service et les différentes unités du Secrétariat général LEA. Les autres missions de cette unité sont le suivi d'affaires à l'aide de l'outil Goéland, l'établissement et le suivi du budget de fonctionnement, la constitution de toutes servitudes en lien avec la Commune, la mise en forme et l'archivage des conventions foncières pour l'ensemble de la Ville, la mise à jour de la base de données des parcelles, ainsi que la gestion des commandes de matériel pour le service et pour le SGLEA.

Droit foncier et mensuration officielle

L'Unité droit foncier et mensuration officielle assure principalement trois rôles: celui de spécialiste du droit foncier, celui de géomètre exclusif pour la Commune de Lausanne et celui d'autorité publique.

En tant que spécialiste du droit foncier:

- participation active au projet de développement du quartier Malley-Gazomètre sur les communes de Prilly et Renens. Dans ce contexte:
 - représentation et défense des intérêts de la Commune de Lausanne dans le cadre des instances intercommunales de coordination et développement du projet;
 - négociation et réalisation de plusieurs conventions pour l'usage du site (Malleytte, future avenue de Malley).
- début des démarches en lien avec les conventions foncières traitant de la mise à disposition des parcelles privées et des domaines publics pour les installations nécessaires au chantier du métro m3 (2^e tronçon: Flon-Blécherette);
- soutien au Service de l'urbanisme dans le cadre de l'étude et de l'élaboration des différents plans d'affectation pour les aspects fonciers, notamment dans le cadre du remplacement du PGA et l'élaboration PACom des territoires forains;
- négociations foncières (cessions de terrains, servitudes, etc.) dans le cadre des divers projets communaux;
- défense des intérêts des gestionnaires de réseaux souterrains (EAU et SIL) face au LEB;
- réflexion conjointe avec l'UAPI sur la question de la valorisation des parcelles communales «hors-ligne» laissée en jouissance à des tiers;
- participation au sein de la Commission immobilière de la Commune de Lausanne.

Pour le rôle de géomètre de la Ville, il s'agit notamment de:

- établir les extraits cadastraux légaux pour les besoins de la Commune, tels que plans pour les enquêtes publiques, plans de servitude pour le registre foncier, plans pour mention ou autres plans spéciaux;
- établir les dossiers pour la mise à jour du plan du registre foncier pour tous les biens-fonds communaux lors de nouvelles constructions ou de modifications de limites de parcelles;
- diffuser une base de plan cadastral à jour aux services communaux pour leurs besoins;
- déterminer les lisières de forêts avec l'inspecteur cantonal dans le cadre de projets de la Ville ou dans le cadre de l'élaboration de plan d'affectation;
- établir diverses cartes ou plans sur demande des services communaux.

Pour le rôle d'autorité publique, il s'agit notamment de:

- gérer et diffuser les limites des constructions et les périmètres d'implantation nécessaires à l'implantation des nouvelles constructions;
- analyser et autoriser, conformément à la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC), toutes les demandes de fractionnement de parcelles sur le territoire communal;
- participer à l'analyse des demandes de permis de construire en collaboration avec l'Office des permis de construire, notamment pour les aspects géométriques et fonciers (environ 700 affaires traitées);
- autoriser les réalisations d'ancrages sous le domaine public ou privé communal;
- contrôler l'implantation des nouvelles constructions sur tout le territoire communal (44 contrôles d'implantation et 64 contrôles de niveau de dalle de rez-de-chaussée effectués);

- attribuer et gérer les adresses de bâtiments;
- répertorier et taxer les empiètements immobiliers sur le domaine public;
- suivre la mise à jour permanente des nouvelles constructions sur le plan du registre foncier pour tout le territoire communal par délégation du Canton (77 rappels aux propriétaires et 33 mises en demeure, 150 contrôles de cadastrations effectués).

Mensuration technique

L'Unité mensuration technique réalise des missions pour les projets communaux ou pour des ouvrages existants tels que: implantations de constructions, levés de détails, acquisitions photogrammétriques, mutations et abornements, contrôles de stabilité d'ouvrages, relevés altimétriques, déterminations de volumes, etc.

Pour l'année 2022, quelques opérations particulières peuvent être signalées à titre d'exemples:

- suivi du chantier de la STEP de Vidy (phase 3: contrôle de stabilité continu par géomonitoring, implantations d'ouvrages, contrôles d'exécution);
- suivi photogrammétrique (orthophotos) par drone du chantier des Plaines-du-Loup et du nouveau Tramway t1;
- acquisition d'images et vidéos aériennes avec le drone, acquis en 2021, sur différents mandats: suivi du chantier de rénovation du Grand-Pont, de la fête du Bois, du réaménagement de l'avenue d'Echallens et de l'avenue de Rhodanie;
- mesures de déformation de la conduite de dérivation des eaux de la Louve dans le tunnel Tridel, ainsi qu'une conduite de transport d'eau pour le compte du Service de l'eau;
- suivis de chantiers: Grand-Pont, Cinéma Capitole, Plaines-du-Loup, réservoir de Montalègre, collège du Belvédère ainsi que du Théâtre de Vidy;
- travaux préparatoires pour la nouvelle usine de traitement des eaux à St-Sulpice;
- finalisation des relevés 3D du voûtage du Flon et début des relevés dans le voûtage de la Louve;
- modélisation 3D du pont de Montheron;
- contrôle et réglage de rails pour postes de transformation des SIL;
- gestion du réseau de points fixes (PFP3) du territoire communal;
- différents contrôles de stabilité (chantiers communaux, ouvrages d'art et bâtiments communaux notamment).

Cadastre souterrain

Mise à jour des réseaux et diffusion

L'Unité cadastre souterrain relève, en fouille ouverte, toutes les conduites (nouvelles et en service) situées sur le domaine public communal ou sur les propriétés communales, ainsi que les conduites appartenant aux services gestionnaires de la Ville, sur le domaine public et privé.

- périmètre d'intervention: communes de Lausanne, Epalinges, Renens, Prilly, Jouxens-Mézery, Romanel-sur-Lausanne et Le Mont-sur-Lausanne;
- 3'800 interventions des équipes de terrain (3'300 en 2021), 37'000 points déterminés en planimétrie et en altimétrie (31'400 en 2021);
- mise à jour des bases de données dans un délai généralement inférieur à une semaine;
- 1'400 commandes de géodonnées délivrées généralement dans un délai d'un demi-jour (1'200 en 2021).

Dématérialisation des plans graphiques

- 1'030 plans du réseau de gaz numérisés par l'unité en 2022 pour le compte des SIL, portant à 3'100 le nombre de plans numérisés, soit le 94% des 3'294 plans à numériser;
- amélioration continue des bases de données (réseaux de distribution et d'évacuation des eaux, gaz).

Décommissionnement de SISOL

L'année 2022 a été marquée par le décommissionnement de SISOL et la mise en production d'une nouvelle solution (LIDS) pour gérer les données électricité et multimédia. Les services du patrimoine (SIL) et du cadastre travaillent désormais dans la même base de données, améliorant ainsi les synergies dans l'acquisition et la mise à jour de ces données. Les processus liés à la diffusion du cadastre des conduites ont été adaptés, mais de nombreuses données et informations du Service du cadastre qui étaient présentes dans SISOL doivent encore être traitées et reprises dans LIDS.

Goéland, guichets cartographiques

Goéland est une solution web largement utilisée au sein de l'administration communale, qui peut être employée par le personnel de la Ville sans coût de licence. Elle a été intégralement développée au sein du Service, qui s'occupe aussi de la maintenance de l'application et des serveurs des guichets cartographiques externes et internes. L'interaction entre ces derniers et Goéland assure une disponibilité et une mise à jour continue de l'information administrative et géographique acquise au sein de l'administration.

Goéland fonctionne grâce à une infrastructure d'une dizaine de serveurs physiques sur une plateforme libre de virtualisation. Tous les composants serveurs s'appuient sur des briques logicielles standards éprouvées sous licence libre telles que Linux, Apache, PHP et Postgres/PostGIS.

Durant l'année 2022, plus de 2'200 employées et employés de l'administration communale ont utilisé cette application. A fin 2022, 382'581 affaires (357'138 en 2021) sont traitées par plus de 30 services, qui ont collaboré pour plus de 1'797'730 prises de positions documentées (1'687'130 en 2021). Fin 2022, 1'897'894 documents électroniques sont indexés dans Goéland (1'755'788 en 2021). Ces documents ont été consultés plus de 13 millions de fois en interne.

L'atelier de numérisation a digitalisé et indexé 2'585 courriers en 2022 contenant 4'670 documents. De plus, 1'629 nouvelles actrices et nouveaux acteurs ont été créés en base de données.

Les réalisations marquantes de cette unité pour 2022 sont les suivantes:

En lien avec les systèmes d'information géographiques (SIG):

- rédaction de la Charte de l'«Atlas du territoire» et création des premiers indicateurs test;
- projet pour la saisie d'arbres potentiels sur le terrain avec des périphériques mobiles (QFIELD);
- modèle numérique de hauteur de végétation à partir des données Lidar de la Confédération;
- mise en place d'un environnement pour la mise à jour et l'export des limites de construction;
- implémentation d'un contrôle générique (indépendant du fluide) des relevés de géomètres privés;
- automatisation du processus de réplication des données électricité depuis LIDS.

En lien avec le guichet cartographique de la Commune de Lausanne (map.lausanne.ch):

- refonte du processus de préparation des données de mensuration officielle pour le guichet cartographique;
- ajout des pans de toitures et mises à jour des arbres sur les fonds de plan WMTS en MN95;

- ajouts de plusieurs nouvelles couches et d'un thème «Dark mode» dans le guichet.

En lien avec le développement de l'outil Goéland:

- développement d'un nouveau type d'objet «servitudes» avec sa spécialisation;
- adaptations dans Sentinelle et intégration avec Goéland des nouveaux types (p.ex. dégradations pigeons);
- réalisation de huit nouveaux types d'affaires Goéland, dont trois complexes;
- mise en production du support des QR-factures dans les traitements PostFinance/Recette en suspens;
- adaptations de plusieurs types d'affaires pour le Service de l'eau liés à la taxe de raccordement;
- adaptations et modifications nécessaires à l'intégration des factures internes avec Abacus;
- migration de plusieurs serveurs virtuels sur Linux Ubuntu 22 LTR, Nginx et PHP 8;
- mise en œuvre d'un premier POC (Proof of Concept) cluster Kubernetes 6 nœuds en interne avec K3S, dans le but de faire évoluer le socle technologique de Goéland et pérenniser cet outil indispensable au bon fonctionnement de l'administration communale.

Service des gérances (GER)

Principales missions du service

Administration et gouvernance

- conduite et coordination des différents domaines du service;
- consolidation de la gouvernance du service et rationalisation de l'organisation;
- suivi des recommandations du Contrôle des finances de la Ville de Lausanne;
- représentation de la Ville dans des conseils de fondation ou d'administration de sociétés immobilières.

Ressources humaines

- assurer les prestations liées à la gestion du personnel administratif et d'exploitation.

Patrimoines immobiliers

- gérer le parc immobilier de la Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne (CPCL), comprenant des immeubles du marché libre et des immeubles subventionnés, y compris les immeubles ex-COLOSA, et en assurer la comptabilité;
- gérer les immeubles de la Société immobilière lausannoise pour le logement S.A. (SILL S.A.);
- gérer les immeubles du patrimoine financier de la Ville;
- gérer les immeubles du Fonds Edouard et Hortense Pache;
- gérer les places de parc du domaine privé communal et appliquer le plan de mobilité de l'administration communale lausannoise (PML);
- administrer et réindexer les droits de superficie distincts et permanents (DDP), ainsi que suivre l'évolution des contrats;
- gérer les immeubles et locaux faisant partie du patrimoine administratif occupés par les différents services communaux ou entités soutenues par la Ville;

- assurer l'exploitation technique et le nettoyage des locaux de l'administration communale;
- assister les services dans la recherche de solutions de location.

Finances et informatique

- assurer un support technique et logistique des applications informatiques métiers;
- superviser l'informatique du service dans sa globalité;
- assurer le suivi et la maintenance du logiciel de gestion immobilière et son remplacement;
- enregistrer toutes les écritures comptables du service ainsi que celles liées aux activités de gérance immobilière dans le cadre de la gestion de ses bâtiments et de ceux de services tiers;
- enregistrer toutes les écritures liées aux activités de gérance immobilière ainsi que gérer la trésorerie des parcs immobiliers de la CPCL, de la SILL S.A. et du Fonds Edouard et Hortense Pache dans le cadre de ses mandats de gestion immobilière;
- établir les budgets et réaliser le bouclage annuel des comptes de fonctionnement;
- contrôler les incidences financières des notes à la Municipalité, des préavis et des rapports-préavis.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Concierges	-	-	4.19	4.04
Direction GER	4.80	5.80	4.00	4.00
Finances & Informatique	-	-	9.90	9.20
Fin. informat. achats, logist.	10.10	9.10	-	-
Intendance	-	-	30.00	29.75
Logement	16.50	16.50	-	-
Nettoyage et Exploitation	29.20	29.20	-	-
Pat admin & rel. interservices	1.00	0.00	10.60	10.60
Patrimoines immobiliers	34.54	30.30	21.50	21.50
Valorisation patrimoines GER	6.70	6.70	-	-
Total service	102.84	97.60	80.19	79.09

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	-22.65

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Concierges	-	-	25	4.04
Direction GER	6	5.80	4	4.00
Finances & Informatique	-	-	12	9.20
Fin. informat. achats, logist.	11	9.10	-	-
Intendance	-	-	66	29.75
inactif – OCL et préserv. parcs locatifs	1	0.80	-	-
Logement	17	14.70	-	-

Nettoyage et Exploitation	66	29.20	-	-
Pat admin & rel. interservices	-	-	11	10.60
Patrimoines immobiliers	54	30.30	22	21.50
Valorisation patrimoines GER	7	6.70	-	-
Total service	162	96.60	140	79.09

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
Direction GER	4	4
Intendance	-	3
Nettoyage et Exploitation	2	-
Total service	6	7

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	12	14
	mouvements 2022	
	sortant(s)	entrant(s)
Nombre de transfert(s)	-	-
Total service	12	14

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	8
Départ à la retraite	3
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	12

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	27	1.63	29	0.96
Auxiliaires mensualisé·e·s	32	14.78	23	11.50
Auxiliaires payé·e·s au forfait	4	*	4	*
Total service	63	16.41	56	12.46

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

L'année 2022 aura été marquée par la mise en place de la nouvelle organisation du service suite à la décision du transfert des domaines logement et valorisation au Service d'architecture et à la création du Service des gérances, ainsi que par l'impact important lié à la crise énergétique.

Principales activités en 2022

Administration et gouvernance

Plusieurs faits marquants sont à relever:

- engagements de plusieurs collaboratrices et collaborateurs à des postes clés;
- réorganisation du nouveau Service des gérances.

Ressources humaines

En 2022, les éléments suivants sont à signaler:

- arrivée du nouveau chef de Domaine des patrimoines immobiliers;
- arrivée de la nouvelle cheffe d'Unité du patrimoine de tiers suite au départ de l'ancien titulaire;
- arrivée du nouveau chef d'Unité du patrimoine Ville suite au départ à la retraite de l'ancien titulaire.

Domaine patrimoines immobiliers

Ci-après, les éléments importants des deux unités du domaine.

Patrimoines immobiliers de tiers (PIT)

CPCL historique/CPCL – ex-COLOSA/SILL S.A./Fonds Edouard et Hortense Pache (FDPA)

L'Unité PIT est en charge de la gestion complète des mandats de tiers, qu'il s'agisse de location et de technique, y compris de l'établissement et du suivi des budgets annuels.

Nombre de logements et mutations en 2022

	logements	mutations
CPCL	3'664	814
SILL S.A.	533	185
FDPA	13	3
Total	4'210	1'002

A noter que, sur le plan des surfaces commerciales, les mandats tiers totalisent 283 surfaces dont une dizaine de transferts est intervenue en 2022.

Par ailleurs, la SILL S.A. met à disposition de Pro Senectute 28 logements au chemin de la Prairie 5A pour les seniors.

Les nouveaux mandats de gérance, tant avec la CPCL qu'avec la SILL S.A., ont été signés en 2022.

Le Comité de la CPCL a validé le projet d'identification des priorités d'assainissement du parc immobilier pour les travaux allant de 1 à 20 ans.

La CPCL collabore avec la société SignaTerre S.A. afin de réduire l'impact énergétique et climatique dans l'optique du Plan climat lausannois, il en va de même avec la SILL S.A., qui elle collabore avec Energo.

Pour l'année écoulée, s'agissant des rénovations conséquentes, trois immeubles ont été concernés:

- rue de Genève 52 – suite et fin des travaux pour le réaménagement des locaux au rez-inférieur et au 1^{er} étage pour la Service de la petite enfance;
- rue Centrale 30 à Chavannes – fin des travaux de rénovation complète du bâtiment fin décembre 2022. Relocation de 14 logements en cours;
- rue St-Martin 29 – fin des travaux de la ventilation de l'Office du stationnement;

- rue St-Martin 33 – Hôtel de police – fin des travaux de remplacement de ventilations, les travaux de l'installation des tableaux électriques se termineront dans le courant de l'année 2023.

Ces interventions sont suivies conjointement avec le Service d'architecture et du logement.

Patrimoine immobilier financier Ville (PIF)

Le patrimoine immobilier financier est composé de 759 logements y compris ceux des immeubles gérés pour d'autres directions. Il a été enregistré 106 mutations de locataires. Ce patrimoine comprend aussi 106 commerces, 26 bureaux et 404 locaux divers.

En termes de faits marquants, il y a lieu de relever les faits ci-après:

- remise en état et location du château de Béthusy par le Tribunal Fédéral;
- le restaurant La Vaudaire rue du Camping 5-7 a bénéficié d'un nouvel exploitant pour une durée déterminée allant de mai 2022 à décembre 2023;
- la maison sise rue de Chavannes 61 sous contrat de prêt à usage avec un collectif a été incendiée, précipitant sa démolition en décembre 2022;
- la rénovation complète à la route du Signal 27b de logements de cinq pièces et quatre pièces au prix de CHF 161.- et 145.- m²/an respectivement, soit en dessous des loyers fixés par la LPPPL, ce qui a permis d'y accueillir des familles;
- l'immeuble à l'avenue des Bergières 1 a bénéficié d'une réfection de façade;
- le renforcement permanent des mesures de sécurité mis en place pour la prévention des risques de squats des locaux vacants;
- la mise en location des immeubles au chemin de la Vuachère 6 et 6a après rénovation complète.

Plan de mobilité (PML) – 1'119 places de parc sont gérées pour le compte du PML, lui-même rattaché au SALV. 111 mutations ont été enregistrées. Parmi elles, 45% concernent des transferts de places des différents services au SALV dans le cadre de la reprise des véhicules de service par le SALV au 1^{er} janvier 2022.

Parcelles en DDP

La gestion administrative de 257 parcelles en droit distinct et permanent de superficie (DDP) a été poursuivie.

Domaine technique des patrimoines administratif et financier et relations interservices

Administration et secrétariat du domaine

Outre les prestations courantes, le secrétariat a mené à terme les actions suivantes:

- gestion immobilière – analyse de baux, conventions, recherches de locaux, analyse et conclusion ou reconduction de baux pour plusieurs services, examen des notifications de hausse de loyer, soutien des services communaux dans les démarches administratives avec les régies, participation à la rédaction de contrat de prêt à usage et convention;
- soutien au secrétariat de direction du service;
- participation au groupe de travail dans le cadre du projet GIMMO;
- saisie du portefeuille immobilier du patrimoine administratif dans le nouveau logiciel «Abalmmo».

Unité technique des patrimoines administratif et financier (TPAF)

La mission d'entretien courant et les travaux spéciaux se sont poursuivis, tout en absorbant les divers et imprévus.

Plusieurs faits marquants sont toutefois à relever:

- Vallée de la Jeunesse 1 – Espace des Inventions – modernisation de l'éclairage des salles d'exposition et de l'atelier par un nouvel éclairage de

- type LED et une gestion par variateur d'intensité de type DALI. Ce projet a été sélectionné pour un subventionnement équiwatt des SIL;
- avenue de Cour 16 – Centre de vie enfantine La Chenille – renouvellement partiel des équipements de cuisine;
 - route du Jorat 21 – Halte-garderie les Gnômes – remplacement de la production de chaleur actuelle (chaudière à mazout) par un nouveau système de chauffage, de type pompe à chaleur air/eau;
 - Villa Mon-Repos – études pour le renforcement des planchers et travaux de rénovation intérieure: phase de rapports et analyses des coûts, mise à l'enquête et présentation des cahiers des charges en cours;
 - rue de la Louve 1 – mise en place d'un concept de ventilation naturelle, y compris programmation et tests, terminés pour fin février 2023;
 - la Barboleuse – travaux de remplacement des planchers et des poutres des balcons du 1^{er} étage et remplacement des escaliers et barrières des accès extérieurs (première phase);
 - Théâtre de Vidy – travaux de rénovation, mise en conformité et extension du bâtiment: participation aux travaux de l'aile sud, hors projet, en collaboration avec le Théâtre de Vidy;
 - centre de Vie Enfantine de Valency – collaboration avec les mandataires pour les travaux de remise en état d'une partie de la toiture suite à un sinistre feu;
 - le Planemard – suite aux ruptures des conduites de sanitaire et de chauffage dudit appartement, rénovation complète de la salle de bain et de la cuisine. Travaux de remplacement des hottes de ventilation de la cuisine professionnelle (première phase);
 - centre de Vie Enfantine des Bergières – suite aux ruptures des conduites de chauffage, rénovation des sols et de la peinture ainsi que d'une partie des cloisons de la nurserie. Travaux de remplacement complet des conduites d'alimentation des radiateurs de toute la structure;
 - Usine à Gaz – atelier des décors – étude pour les mises aux normes OIBT et de protection incendie;
 - centre Socio-culturel de la Bourdonnette – création d'une nouvelle cuisine pour l'APEMS;
 - allée Ernest-Ansermet 3 – Casino de Montbenon – étude remplacement, mise à niveau de l'éclairage. Salle Paderewski (étude – planification) - étude de remplacement, mise à niveau de la ventilation à la Brasserie de Montbenon et de la Salle des Fêtes - révision des sièges de la Salle Paderewski (mise en conformité);
 - rue de l'Ale 43 – rénovation complète de la cuisine et WC, suite à la remise de bail (Chez Jaime – Brasserie de Chauderon) et remplacement du système de gestion de la ventilation et chauffage;
 - avenue de Beaumont 2 – Château de Béthusy – rafraîchissement des locaux et peinture des volets historiques;
 - avenue Agassiz 5 – accompagnement pour les études d'un Centre de vie enfantine au rez-de-chaussée;
 - avenue de Savoie 2-4 – transformation dans les locaux des cabinets dentaires scolaires;
 - place Chauderon 4 – modification des locaux du Service social de Lausanne (SSL) – projet de remplacement des sources (LED) et mise à niveau des locaux, installation d'un sas pour la réception centralisée et mise en conformité normes AEAI;
 - rue du Port-Franc 18 – aménagement de la réception MAP et divers réaménagements intérieurs suite à des changements d'organisations internes (services ECO, MAP, SGLEA, ARLO). Etude pour le remplacement du revêtement de sol du passage extérieur;
 - rue des Terreaux 33 – étude pour remplacement de la production de chauffage (actuellement au mazout);

- rue du Simplon 33 – rénovations intérieures comprenant des travaux de mise aux normes à la protection incendie de l'immeuble, mise en place d'offices aux étages, remise en état des installations électriques;
- rue de Genève 52 – transformations intérieures pour la création d'une unité d'accueil de la petite enfance au rez-de-chaussée inférieur et d'un centre de vie enfantine au 2^e étage;
- avenue de Morges 60E – transformations intérieures pour le changement d'affectation de bureaux en lieu d'accueil parascolaire de 24 places;
- chemin Isabelle-de-Montolieu 127 – transformation de deux classes d'école en lieu d'accueil parascolaire de 48 places.

Dans le cadre de la crise énergétique, respectivement du plan OSTRAL, des études ont été réalisées par des mandataires spécialisés pour le contingentement de 13 bâtiments administratifs «grands consommateurs». Des mesures d'économie pérennes ont également été identifiées ou en cours.

Secteur intendance

L'année a été marquée par:

- le développement du logiciel Care office pour la gestion du personnel de nettoyage et mise en opération;
- les interventions et dépannages sur les sites de la place Chauderon 4-7-9-11, rue du Port-Franc 18, rue du Maupas 34, rue de Genève 52, avenue de Sévelin 46 et rue des Terreaux 33;
- place Chauderon 7-9-11 et rue du Port-Franc 18 – mise en place des nouveaux réglages des installations de ventilation et chauffage en adéquation avec les directives liées aux économies d'énergie;
- parking de Chauderon – étude, projet, appel d'offres, adjudication et remplacement des barrières et des caisses et mise en place des systèmes de paiements, suivi du bon fonctionnement et programmation des cartes d'abonnés, modification de l'installation au niveau de l'introduction d'eau pour la mise en conformité du dispositif d'extinction automatique (sprinkler), études et appel d'offres en collaboration avec les SIL pour le remplacement complet de l'éclairage par du LED, modernisation du système de vidéosurveillance;
- place Chauderon 7-9 – participation au projet de remplacement des installations de distributions sanitaires;
- place Chauderon 9 – remplacement des fenêtres pour améliorer l'isolation thermique à l'étage E1 (anciens appartements), étude et projet de remplacement des 4 ascenseurs y compris l'étude liée à la ventilation pour la future installation d'un ascenseur destiné aux interventions des pompiers;
- avenue Agassiz 5 – pose des appareils, fournitures des consommables et mise en place de la logistique de prestations de nettoyage, projet, étude et installation du système de contrôle d'accès du bâtiment, programmation des badges du site et mise en opération;
- rue de la Louve 1 – projet, étude et installation du système de contrôle d'accès du bâtiment;
- place Chauderon 4-7-9-11, rue du Port-Franc 18 et avenue de Sévelin 46 – étude en collaboration avec le SOI relative au projet de remplacement du matériel de contrôle d'ouverture de portes en vue de la mise à jour du logiciel de gestion;
- collaboration avec les gérants d'immeubles lors des travaux de transformations pour le soutien technique ainsi que la réalisation des travaux de nettoyages et de fin de chantier;
- sollicitation des services lors de réorganisations internes – selon les besoins, déménagement et soutien aux collaborateurs des services concernés, réaménagements et assistance technique.
- route du Signal 2 - cantine de Sauvabelin – 18 locations effectives, cinq locations annulées.

Secteur Accueil et information (SAI)

En 2022, l'accueil du service a reçu environ 16'000 personnes à la réception, répondu à 33'000 appels et réceptionné 9'000 courriels.

Depuis le 1^{er} septembre 2022, l'accueil du Service des gérances est séparé de celui du Service d'architecture et du logement (Office communal du logement).

Finances et informatique

L'année 2022 a été caractérisée par la mise en production du logiciel Abalmmo dans le cadre de la conduite administrative, locative, technique et comptable des immeubles, biens-fonds et droits de superficies en gérance.

Comptabilité

Outre les traitements courants pour le service, l'année 2022 a été marquée par:

- l'utilisation des nouveaux logiciels Abalmmo (gestion immobilière) et BDOC (éditique) dès le 1^{er} janvier 2022, mises en production échelonnées selon les spécificités, formations des collaborateurs et divers travaux d'adaptations des outils;
- la mise en fonction de nouvelles procédures et processus de travail simplifiés et uniformisés pour le service en lien le nouvel outil de gestion immobilier;
- la restructuration du budget 2023 afin de répondre aux besoins du nouveau plan comptable de la Ville et du nouvel ERP de gestion des finances de la Ville Abacus.

Informatique

Hormis les tâches courantes liées aux applications métiers du service, les activités suivantes ont été développées en 2022:

- en collaboration avec le SOI, la mise en production dès le 1^{er} janvier 2022 du logiciel Abalmmo, les composants du nouvel outil ont été mis en place de manière échelonnée pendant l'année 2022, chaque instance installée a nécessité préparations, tests, et déploiement, puis assistance et aide aux utilisateurs, définitions de listes et rapports, spécifications et implémentation de besoins spécifiques. Ces mises en exploitation se poursuivent jusqu'en juin 2023;
- en collaboration avec le SOI, la poursuite de l'amélioration des outils de communication du service, en particulier ceux liés à l'éditique.

Service d'architecture et du logement (ARLO)

Principales missions du service

Le Service d'architecture et du logement est constitué de quatre domaines:

- systèmes, opération et support;
- logements d'utilité publique et établissements publics;
- architecture et bâtiments;
- Pôle Gare.

Les missions principales du service sont:

- gérer les opérations de planification et de construction des bâtiments communaux;

- développer et mettre en œuvre la stratégie d'assainissement énergétique du patrimoine immobilier de la Ville et de tiers;
- mettre en place la politique communale du logement et de l'habitat et garantir sa mise en œuvre;
- mettre en cohérence les différentes politiques publiques autour du bâti (développement durable, assainissement énergétique, accessibilité universelle, accompagnement des locataires, politique de prix, préservation du patrimoine, etc.);
- accompagner la rénovation de logements et la création de logements d'utilité publique sur tout le territoire lausannois;
- piloter et mettre en œuvre la politique des établissements publics;
- gérer l'attribution des logements subventionnés et contrôlés;
- gérer administrativement l'Unité Pôle-Gare.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration architecture	6.00	5.90	–	–
Architecture & Bâtiments	15.00	14.40	24.50	19.50
Direction ARLO	–	–	2.40	1.00
Log. Util. Publ. Et Etabl. Publ	–	–	14.00	12.20
Pôle Gare	3.00	2.20	3.60	3.60
Section analyses et inspection	3.00	3.00	–	–
Syst., Op. et Supp.	–	–	6.90	6.80
Total service	27.00	25.50	51.40	43.10

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	24.40

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Administration architecture	7	5.90	–	–
Architecture & Bâtiments	16	14.40	21	19.50
Direction ARLO	–	–	1	1.00
Logement	1	1.00	–	–
Log. Util. Publ. Et Etabl. Publ	–	–	14	12.20
Pôle Gare	3	2.20	5	3.60
Section études et construction	3	3.00	–	–
Syst., Op. et Supp.	–	–	8	6.80
Total service	30	26.50	49	43.10

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
Architecture & Bâtiment	2	1
Total service	2	1

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	8	6
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	-
Total service	9	6

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	2
Décès	-
Démission	4
Départ à la retraite	1
Fin de contrat	1
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	8

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	-	-	-	-
Auxiliaires mensualisé·e·s	5	1.62	6	3.68
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*	-	*
Total service	5	1.62	6	3.68

* information indéterminée car à la tâche

En 2022, avec l'intégration du Domaine logements d'utilité publique et établissements publics et de l'Unité valorisation des patrimoines, le personnel du service a fortement augmenté. A noter également que pour répondre aux nouveaux défis, notamment en matière de politique d'assainissement de la Ville, des engagements de personnel ont eu lieu.

Formation

En 2022, en partenariat avec le Service du cadastre, le service a pu recevoir quatre stagiaires pour une journée dans le cadre d'un stage découverte.

Evènements marquants

Pour rappel, le Service d'architecture, suite à l'intégration des unités Office communal du logement, politique du logement et de l'habitat ainsi que les architectes et les spécialistes de l'Unité valorisation, a été rebaptisé Service d'architecture et du logement (ARLO).

Principales activités 2022

Organisation

La réorganisation du nouveau Service d'architecture et du logement s'est poursuivie et a été mise en œuvre en 2022, notamment le réaménagement des bureaux à la rue du Port-Franc 18,

le réaménagement du guichet de prestations de l'Office communal du logement à la place Chauderon 9 et le déménagement de collaboratrices et collaborateurs.

Fin mai, le service a passé avec succès l'audit de surveillance de la certification, de ses activités de planification et constructions, d'organisation de concours et de gestion des procédures des marchés publics, selon les exigences de la norme ISO 9001. Aucune déviation n'a été identifiée lors de cet audit, qui a confirmé la bonne mise en œuvre du système de gestion et d'amélioration continue.

Concours et groupes de travail

La cheffe du service a participé en tant que membre professionnel du jury au concours de sélection d'une ou un artiste pour la réalisation d'une intervention artistique au cinéma Capitole et au théâtre de Vidy, ainsi qu'au concours de projets d'architecture pour l'auberge de Sauvabelin.

Elle a également participé aux groupes de travail suivants: Commission paritaire pour le personnel communal (COPAR) et Cellule de coordination Pôle-Gare. Elle est également membre de la Commission consultative d'urbanisme et d'architecture (CCUA).

Amiante

La conduite du groupe amiante continue à être assurée par la cheffe du Service d'architecture et du logement, en étroite collaboration avec l'Unité environnement.

Les déléguées et délégués amiante des services maîtres de l'ouvrage n'ont pas signalé de besoins particuliers concernant leurs bâtiments.

Développement durable

Le service est sensible au thème de la construction durable. L'adjoint de la cheffe de service, est membre en tant que représentant d'un service constructeur d'un maître d'ouvrage public du comité de l'association Eco-Bau, du groupe de travail Développement durable (GTDC) de la Direction générale des immeubles et du patrimoine (DGIP) du Canton de Vaud et du Comité de révision de la norme SIA 430 Gestion des déchets de chantier.

Le service participe également au «groupe bois» de la Direction LEA et au «groupe bois local».

Le service est également le répondant pour la Direction LEA pour l'accessibilité universelle.

Systemes, opérations et support (SOS)

Juridique et marchés publics (JMP)

Dans le cadre de ses activités de répondant des marchés publics dans le domaine de la construction, l'unité renseigne, conseille et accompagne les services maîtres de l'ouvrage pour les questions juridiques et administratives.

Plus d'une centaine d'adjudications ont été élaborées en 2022. Quatre recours ont été enregistrés contre des décisions d'adjudication de travaux. Deux recours ont été retirés en cours de procédure. Les deux autres procédures sont encore pendantes (concernant les projets du collège de la Barre et de l'école des Plaines-du-Loup).

Le «Guide du mandataire», regroupant toutes les données et la documentation mises à disposition des services maîtres de l'ouvrage, mandataires et prestataires externes dans le cadre de la gestion d'un projet de construction, a été étoffé et mis à jour en 2022. En raison de l'entrée en vigueur de la révision du droit des marchés publics au 1^{er} janvier 2023, l'ensemble de la documentation a dû être revu et adapté.

Statistiques (STAT)

Logements vacants

L'enquête annuelle, effectuée auprès des gérances conformément aux instructions du Canton, a permis de dénombrier 394 logements vacants (à louer et à vendre) au 1^{er} juin 2022. Ce résultat

se traduit par un taux de vacance de 0.48%, soit une baisse de 0.22 points de pourcentage par rapport au taux consolidé de 0.70% de 2021.

Au niveau cantonal, le taux de pénurie est de 1.11%, soit une baisse de 0.24 points de pourcentage par rapport au taux de 1.35% enregistré en 2021.

Registre cantonal des bâtiments (RCB) et statistique de la construction (BauStat)

Sur la base du registre cantonal vaudois des bâtiments (RCB), le parc de logements lausannois totalise, en décembre 2022, 80'751 logements compris dans 8'634 bâtiments, recensés et mis à jour par l'Unité statistiques. Ce résultat se traduit par une progression de 0.80%, soit 642 logements supplémentaires par rapport à 2021.

Le parc de logements subventionnés totalise 7'845 logements, représentant 9.72% du parc lausannois.

Logements d'utilité publique et établissements publics (LUP et EP)

Office communal du logement (OCL)

Unité logements à loyers modérés (LLM)

Les collaboratrices et collaborateurs s'occupent de toutes les tâches liées à la location et révision des logements subventionnés ainsi que l'accueil du domaine.

Inscriptions aux logements subventionnés

Durant l'année 2022, 2'685 dossiers ont été réceptionnés (état au 30 novembre 2022), un chiffre stable par rapport à l'année 2021 (2'853 dossiers). Dans les 2'685 dossiers traités, 1'664 attestations de pré-inscription ont été envoyées, 1'084 cartes vertes (dossiers finalisés) et 129 refus d'inscription.

Concernant l'accueil, une augmentation de la fréquentation de ce dernier est constatée, représentant une moyenne de 990 passages par mois (800 en 2021), soit environ 50 par jour.

Les gérances partenaires ont envoyé 1'087 dossiers de candidates et candidats qu'elles ont retenus pour les logements mis en location en vue d'obtenir une autorisation pour l'établissement du bail. Durant l'année, 469 personnes ont obtenu un bail, un chiffre proche du nombre de baux signés en 2021 (476), montrant une certaine stabilité au niveau de la rotation des locataires.

La Commission de dérogation a reçu, analysé et traité 30 demandes de dérogation.

Révision des conditions d'occupation

Suite à la réorganisation de l'unité, ainsi qu'un effectif au complet, 1'041 logements ont été contrôlés, soit une augmentation de 40% par rapport à l'année précédente (741). Dans la grande majorité, les conditions d'occupation étaient encore respectées malgré l'annonce d'un changement de situation. Dans les cas où les conditions n'étaient plus remplies, 176 baux ont été résiliés (100 résiliations pour revenus trop élevés, 63 résiliations pour sous-occupation notoire et 13 pour devoir d'information et de révision non respectés).

Suite aux résiliations de bail, 122 conventions ont été établies accordant une prolongation de bail, 40 audiences ont eu lieu en Commission de conciliation et quatre recours contre la décision de l'Office communal du logement ont été déposés auprès de la Municipalité.

Unité communale de préservation du parc locatif

Les collaboratrices et collaborateurs assurent le suivi des dossiers et le respect des procédures selon la LPPPL (loi sur la préservation et la promotion du parc locatif), notamment dans le cadre des procédures de demandes de permis de construire.

En 2022, environ 750 dossiers (englobant la partie travaux et aliénations) ont été transmis à l'Unité. Un total de 692 dossiers se sont avérés être soumis à la LPPPL.

Les demandes de travaux et de changements d'affectation, soit 612 dossiers (rénovation, transformation, démolition/reconstruction), dont 105 ont fait l'objet d'un préavis communal. Le prix de location moyen se situait à CHF 219.-/m²/an avant travaux et à CHF 243.-/m²/an après travaux.

En outre, 80 dossiers concernant des demandes d'aliénations, dont 69 ont fait l'objet d'un préavis communal. Le prix de vente moyen étant de CHF 8'779.-/m².

Chaque préavis communal transmis à la Direction générale du territoire et du logement – Division logement a été assorti d'une demande de condition (mesure de contrôle du revenu locatif d'une durée de trois, cinq ou dix ans).

Une forte augmentation du nombre de dossiers soumis à la LPPPL est à prévoir, notamment en raison de la politique énergétique contre le réchauffement climatique soutenue par la Ville (plan législature 2021–2026) qui vise à assainir son patrimoine mais également à inciter les privés à en faire de même. Il convient également de noter que de nombreuses demandes de travaux n'ont pas été déposées cette année en raison de la pénurie mondiale de matières premières.

Politique du logement et de l'habitat (PLH)

Assistance et coordination aux locataires

Le nombre de sollicitations a été en légère baisse avec 50 nouvelles demandes de soutien enregistrées. Les problèmes auxquels sont confrontés de nombreuses et nombreux usagers concernent toujours des difficultés à effectuer les démarches de manière efficace. Près de 30 ménages ont bénéficié d'un relogement prioritaire, essentiellement dans le parc de logements à loyers modérés (LLM). L'engagement s'est poursuivi également au sein de la Commission d'attribution des logements gérés par le Service des gérances, par le traitement de demandes particulières émanant de la direction et par des partenariats avec des organisations externes, tels que la Fondation de l'Orme pour le relogement de personnes atteintes dans leur santé.

Action éco-logements

Préparation, planification et collaboration avec les SIL pour la mise en œuvre de l'action éco-logement. Les visites des logements se sont déroulées du 16 au 25 mai 2022 dans deux bâtiments, ainsi que du 24 août au 23 septembre dans un bâtiment. Le bilan de l'opération se présente comme suit: électricité économisée 1 MWh, chaleur économisée 11 MWh, eau économisée 390 m³ et CO₂ évité 3 tCO₂e (tonne de CO₂ équivalent).

Développement du projet «Vieillir chez soi» faisant partie du Programme fédéral «Projets-modèles pour un développement territorial durable 2020–2024»

En mai 2022, une journée d'échange d'expériences en lien avec le projet «Vieillir chez soi» a été organisée en collaboration avec Pro Senectute Vaud, permettant de présenter les résultats du diagnostic réalisé en 2021 (par le biais d'un sondage fait en 2020). De nouvelles adaptations de logements dans le quartier suivent leur cours.

Soutien aux coopératives d'habitantes et habitants et développement d'habitats innovants

En 2022, dans le cadre du projet «Métamorphose» aux Plaines-du-Loup (PA 1), l'Unité PLH a soutenu les cinq coopératives d'habitantes et habitants dans leur processus d'attribution des logements pour lesquels la Ville de Lausanne a acquis des parts sociales pour 29 appartements. Elle a également procédé au contrôle des attributions d'une caisse de pensions (l'un des autres investisseurs du PA 1). L'unité PLH a contrôlé ces attributions de logements à loyers abordables (LLA) ou régulés sur la base de critères fixés dans des actes constitutifs de droit distinct et permanent de superficie (DDP) réglant la relation de la Commune avec ces investisseurs. Les premières attributions et emménagements ont déjà eu lieu dès l'été 2022 et sont encore prévus jusqu'en 2024.

En 2022, l'unité PLH a également démarré un projet-pilote de création d'une forme d'association coopérative d'habitantes et habitants au sein d'un immeuble préempté sis à l'avenue Henry-Warnery 6.

Promotion et mise en œuvre des projets sur l'habitat et le cadre de vie

La 18^e édition de la «Fête des voisins» a eu lieu le 20 mai et a rencontré un vif succès puisque 241 inscriptions ont été enregistrées cette année. Les participants ont reçu à domicile un kit apéritif offert par la Ville.

L'accompagnement des associations des habitantes et habitants des Fiches Nord et des Falaises s'est poursuivi.

Suivi des immeubles préemptés

Selon la LPPPL, le droit de préemption peut être activé afin de promouvoir les logements d'utilité publique et maintenir les locataires en place avec des loyers stables et abordables sur le long terme.

En collaboration avec la Commission immobilière, neuf immeubles ont été préemptés de 2020–2022 et un immeuble acheté de gré à gré, ceux-ci sont surveillés par le Service d'architecture et du logement et gérés par la gérance en place jusqu'à leur revente en DDP.

Implication dans les Conseils d'administration et de fondation œuvrant pour des logements d'utilité publique

Trois collaboratrices et collaborateurs représentent la Ville dans 20 sociétés afin de promouvoir, planifier, accompagner et contrôler les logements d'utilité publique.

Etablissements publics

Cette année a permis de clarifier et de publier les attentes pour la future Auberge de Sauvabelin. Celle-ci a fait l'objet d'un appel d'offres pour redonner vie au bâtiment, dans un esprit guinguette et populaire, salué par la démarche participative qui a été conduite par la Ville. Après un processus de sélection, les futurs exploitants ont été choisis fin 2022 et seront révélés début 2023.

L'année 2022 a également été particulière pour l'Hostellerie des Chevreuils à Vers-chez-les-Blanc qui a vu l'arrivée, à la dernière rentrée scolaire, d'une trentaine d'enfants pour un accueil en APEMS. Cette structure provisoire permet ainsi de redonner vie au rez inférieur qui n'était pas exploité par la Coopérative Démarche.

Architecture et bâtiments (ARBA)

Le Domaine architecture et bâtiment met ses compétences de planification et construction à disposition des services communaux maîtres de l'ouvrage (MO). Les prestations fournies comprennent pour l'essentiel:

- la gestion des opérations de planification et de construction des bâtiments communaux;
- le conseil et l'accompagnement des services communaux, maîtres de l'ouvrage et des tiers (CPCL) dans leurs projets de construction, rénovation, transformation et entretien du patrimoine bâti;
- le pilotage et la gestion des constructions d'échelle et de programmes très variés;
- le développement et la mise en œuvre de la stratégie d'assainissement énergétique du patrimoine de la Ville et de tiers;
- la mise en cohérence les différentes politiques publiques autour du bâti (développement durable, assainissement énergétique, accessibilité universelle, accompagnement des locataires, politique de prix, préservation du patrimoine, etc.);
- le pilotage des affaires de la Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne (CPCL) en tant que délégué maître d'ouvrage(DMO).

Ce domaine possède une grande expérience dans la gestion de projets et dans la direction de projets de construction. L'ensemble de ses processus et documents de travail sont tenus à jour régulièrement par les collaboratrices et collaborateurs et font partie du système qualité du service, certifié ISO 9001.

Les affaires traitées sont de nature extrêmement variée dans le type de programme et l'échelle des projets. Il peut s'agir de la construction d'un nouveau stade, de la transformation d'un bâtiment à haute valeur patrimoniale, de la mise en conformité d'une école et de la rénovation d'un immeuble locatif. Les collaboratrices et collaborateurs sont appelés à déployer toutes leurs compétences pour diriger et accompagner les projets dans le respect des coûts, de la qualité et des délais.

De manière générale, les affaires de grande importance financière sont confiées à des mandataires externes, qui nécessitent toutefois un pilotage et une coordination par les architectes cheffes et chefs de projet de la section. La charge de travail varie en fonction de la complexité du mandat et des compétences des mandataires.

Le domaine est consulté par les maîtres d'ouvrages des services communaux ainsi que par la CPCL en amont du lancement d'un projet, pour les conseiller dans la détermination de leurs objectifs et étudier la faisabilité de leurs intentions. Ces prestations représentent environ 60% des affaires traitées en interne. Il est clairement démontré que sollicité à temps, le domaine peut ainsi apporter une réelle valeur ajoutée aux réflexions autour du projet pour garantir sa réussite.

Economie de la construction – Hausse des prix

La pénurie de matériaux découlant de la pandémie de COVID-19 a impacté durablement les grands chantiers de construction en cours dont le Service d'architecture et du logement assure le pilotage. Cette situation s'est encore aggravée par l'émergence de la crise énergétique liée au conflit en cours en Ukraine.

Assainissement énergétique

Dans le cadre des activités du domaine, l'Unité analyse et développement a :

- développé la stratégie pour l'assainissement énergétique des bâtiments propriétés de la Ville en collaboration avec les autres services concernés, Gérances, Commission immobilière, Finances et Services industriels, qui a été approuvée par la Municipalité. Le préavis relatif aux travaux, 1^{re} étape, estimés à CHF 74,6 millions, sera déposé en janvier 2023;
- effectué les analyses économiques et techniques sur une vingtaine de projets d'assainissements énergétiques et calculé les émissions/économies de CO₂ en rapport avec les travaux planifiés dans le préavis susmentionné.

Patrimoine de la CPCL

Le domaine a élaboré et fait valider le nouveau contrat de «Délégué à la maîtrise d'ouvrage» par la Direction de la CPCL.

Suite à une analyse énergétique du parc et une priorisation des travaux établie avec la direction de la CPCL, le domaine a établi le chiffrage de tous les bâtiments à rénover dans les dix ans et a fait valider le nouveau plan des investissements 2023–2032 de la CPCL.

Les principaux projets ci-dessous ont été menés:

A l'étude:

- place Chauderon 7–9 (7^e étape) – travail de priorisation des travaux futurs et mise à jour des appels d'offres pour la réfection des installations sanitaires;
- rue Dr-César-Roux 8 – préparation du dossier d'enquête pour la rénovation de l'enveloppe et des techniques et la création d'un étage supplémentaire;
- avenue de Morges 33bis – avant-projet pour la rénovation complète de l'immeuble;
- rue Haldimand 51 – analyse du bâtiment et lancement d'une étude phase 1 pour la rénovation de l'enveloppe;
- rue des Plaines-du-Loup 74 – lancement d'une étude de faisabilité pour une rénovation.

En cours de réalisation:

- rue Centrale 30 – rénovation complète de l'immeuble terminée fin décembre;
- rue St-Martin 29 – fin des travaux pour le remplacement de la ventilation de l'Office du stationnement;
- rue St-Martin 33 – deux chantiers en cours pour le remplacement de la ventilation et des tableaux électriques;
- rue Floréal 19–21 – travaux de réfection des canalisations et mise en séparatif terminés en 2022.

Patrimoine de la CPCL – ex-COLOSA

Des dossiers sont en attente d'une décision de la part de la CPCL.

Patrimoine financier de la Ville de Lausanne

Les principaux projets ci-dessous ont été menés:

A l'étude:

- rue Jean-Jacques Mercier 3 – mise aux normes AEAI et SIA 358 du bâtiment;
- place de la Palud 10-11/rue de la Louve 3 – étude pour la création d'un théâtre et l'assainissement du bâtiment;
- rue Dr-César-Roux 5 – mise à l'enquête pour la rénovation de l'immeuble et création d'un ascenseur; oppositions au projet en cours de traitement.

En cours de réalisation:

- rue Dr-César-Roux 16 – fin des travaux annexes y compris couvert à vélos végétalisé;
- chemin de la Vuachère 6-6a – rénovation de l'immeuble avec création de cinq appartements achevée;
- rue de l'Industrie 13 – rénovation de l'immeuble en cours; fin prévue courant 2023;
- rue Aloys-Fauquez 1 – poursuite des études du projet pour démarrage des travaux en 2024.

Patrimoine administratif de la Ville de Lausanne

Les principaux projets ci-dessous ont été menés:

A l'étude:

- maison de quartier Plaines-du-Loup – nouvelle construction en matériaux bio-sourcés;
- centre de vie enfantine de Valency – rénovation;
- collège de la Sallaz – étude de faisabilité;
- collège de Béthusy – étude de faisabilité;
- temple de la Croix d'Ouchy – réaffectation;
- auberge de Sauvabelin – projet de rénovation;
- maison de la culture et de l'innovation numérique (maison Gaudard) – transformation;
- maison des pêcheurs – construction nouvelle.

En cours de réalisation:

- collège de la Barre – rénovation y compris construction des classes transitoires;
- collège de Montoie – assainissement énergétique;
- collège de St-Roch (aile Est) – assainissement du bâtiment;
- collège des Plaines-du-Loup – construction nouvelle;
- collège du Belvédère – agrandissement;
- cinéma Le Capitole – rénovation.

Etat du financement des affaires traitées du patrimoine administratif

A la fin de l'année, le portefeuille géré s'élevait à CHF 407'624'000.-. Le nombre d'affaires suivi est de 61. Les mandats actifs sont les projets en cours avant boucllement des comptes.

Affaires en portefeuille	2021 en CHF	2022 en CHF
Crédits à voter	42'384'000.-	127'012'000.-
Crédits votés	346'264'000.-	280'612'000.-
Total	388'648'000.-	407'624'000.-

Répartition de l'ensemble des mandats

Mandats	Nb	2021 en CHF	Nb	2022 en CHF
Externes – bureaux privés	24	335'481'000.-	30	270'038'000.-
Internes – ARLO	43	10'783'000.-	31	10'574'000.-
Total	67	346'264'000.-	61	280'612'000.-

Le nombre d'affaires traitées est resté stable en 2022. Treize nouvelles affaires ont été ouvertes. Le volume financier des crédits votés gérés par les responsables de projets a diminué en raison du bouclage de 16 affaires pour un montant de CHF 98,4 millions.

La forte augmentation du montant des crédits à voter s'explique par la prise en compte de la 1^{re} étape d'assainissement énergétique du patrimoine financier de la Ville de Lausanne pour la législature 2021-2026.

En 2022, les dépenses engagées pour les travaux de construction s'élèvent à CHF 51'375'000.-

Pôle-Gare (PG)

Pour l'Unité Pôle-Gare, l'année 2022 a été consacrée au développement du projet d'aménagement de la place de la Gare et de ses accroches dont le dossier de l'examen préalable a été envoyé à la Direction générale de la mobilité et des routes du Canton en décembre. Par ailleurs, le projet d'espace public sous-gare a été initié avec les mandataires lauréats; les premiers développements sont principalement en lien avec la mobilité.

En janvier, les CFF et l'Office fédéral des transports (OFT) ont annoncé un retard dans le traitement des charges au permis de construire de l'agrandissement et de la modernisation de la gare ayant pour impact un report des travaux majeurs prévus en 2022 (galette ferroviaire, bâtiment des voyageurs et interface multimodale de la place de la Gare). Un Comité directeur restreint pour fluidifier la gestion du dossier dans lequel la Ville s'est fortement impliquée a été mis sur pied.

Suite à l'annonce en septembre par l'OFT d'un report de ces travaux d'environ 12 mois, une rencontre avec la Conseillère fédérale M^{me} Simonetta Sommaruga, demandée par le Canton et la Ville, a eu lieu le 8 novembre en présence des directeurs de l'OFT et des CFF. L'objectif était d'échanger sur le dossier de la gare de Lausanne. Depuis, une «Plateforme de suivi au plus haut niveau» regroupant l'OFT, les CFF, le Canton et la Ville se réunit tous les mois pour un suivi rapproché du dossier. Un nouveau planning du chantier CFF sera fait au printemps 2023.

Afin de limiter les impacts du report de ces travaux sur la population lausannoise, la Ville de Lausanne a demandé aux CFF de démanteler les palissades sur la place de la Gare et sur la place des Saugettes sous-gare mises en place respectivement en début et fin d'année. L'objectif est de rendre ces espaces à la population et de réaliser des aménagements transitoires en lien avec les saisons. Le 23 décembre, les aménagements «Entracte» ont été inaugurés; le programme 2023 est en cours d'élaboration.

En 2022, la Commission de projet ad-hoc du Conseil communal s'est réunie quatre fois et la Délégation Municipale Pôle Gare cinq fois. Le COPIL Léman 2030 s'est réuni quatre fois, le CODIR trois fois et le CODIR restreint quinze fois. Ceci a été l'occasion de se pencher de manière assidue sur le traitement des charges au permis de construire de la gare, de développer une vision globale des différents projets conduits au sein du périmètre Pôle Gare, d'échanger sur l'avancement général et sur le reporting global et financier du projet.

Service des parcs et domaines (SPADOM)

Principales missions du service

— mise en œuvre d'une politique d'agriculture urbaine, de nature, du paysage et d'aménagement de l'espace public;

- entretien du patrimoine vert (360 ha de parcs, 1'900 ha de forêts, 770 ha de terres exploitées par l'agriculture, 35 ha de vignes et cinq cimetières) dans une recherche de cohérence et de consensus entre les besoins du public et les aspects écologiques, esthétiques et économiques;
- application des règlements de protection des arbres sur l'ensemble du territoire communal;
- préservation de l'attractivité sociale, culturelle et esthétique des espaces verts;
- mise à disposition de compétences professionnelles dans le cadre d'études d'aménagements verts et de groupes de travail internes à la Ville.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Agriculture & Gest. Territoire	1.80	1.60	1.60	1.60
Arbres	–	–	1.80	1.80
Ateliers	28.60	27.60	20.80	19.80
Bureau Esp. Public & Paysage	9.15	9.15	10.15	10.10
Cimetières	35.35	33.55	34.75	31.75
Conduite des Parcs	2.00	2.00	2.00	2.00
Direction – RH – Admin	23.60	21.00	22.95	22.70
Entretien bâtiments & Infrastructure	2.00	2.00	2.00	2.00
Etablissement horticole	18.40	18.40	18.20	18.20
Forêts	16.50	16.30	16.70	14.65
Nature	4.90	3.50	3.70	3.10
Parcs – sect. Ouest	40.30	38.90	38.90	36.10
Parcs – sect. Est	44.90	42.90	45.10	44.10
Parcs – sect. Sud	51.70	50.70	49.40	47.40
Police des chiens & Projets	3.00	3.00	3.00	3.00
Vignobles	10.00	10.00	12.00	9.00
Total service	292.20	280.60	283.05	267.30

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	-9.15

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Agriculture & Gest. Territoire	2	1.60	2	1.60
Arbres	–	–	2	1.80
Ateliers	28	27.60	20	19.80
Bureau Esp. Public & Paysage	10	9.15	11	10.10
Cimetières	35	33.55	33	31.75
Conduite des Parcs	2	2.00	2	2.00
Direction – RH – Admin	24	21.00	26	22.70
Entretien bâtiments & Infrastructure	2	2.00	2	2.00
Etablissement horticole	19	18.40	19	18.20
Forêts	18	16.30	16	14.65
Nature	5	3.50	5	3.10
Parcs – sect. Ouest	40	38.90	37	36.10
Parcs – sect. Est	44	42.90	45	44.10
Parcs – sect. Sud	52	50.70	49	47.40

Police des chiens & Projets	3	3.00	3	3.00
Vignobles	10	10.00	9	9.00
Total service	294	280.60	281	267.30

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
Ateliers	-	2
Bureau Esp. Public & Paysage	1	1
Cimetières	2	2
Direction – RH – Admin	4	3
Etablissement horticole	4	3
Forêts	3	3
Parcs – sect. OUEST	2	3
Parcs – secteur EST	2	3
Parcs – secteur SUD	3	2
Total service	21	22

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	34	28
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	1
Total service	35	29

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	1
Démission	13
Départ à la retraite	19
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	1
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	34

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	10	0.28	10	0.52
Auxiliaires mensualisé·e·s	17	5.84	12	3.85
Auxiliaires payé·e·s au forfait	4	*	7	*
Total service	31	6.12	29	4.37

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Lancé en 2021, le plan canopée «Objectif canopée» a vécu sa 2^e année de mise en œuvre avec pas moins de 1'600 arbres plantés. Ce projet d'envergure visant l'augmentation de la surface foliaire de 50% d'ici à 2040 implique l'ensemble du personnel du Service des parcs et domaines.

Principales activités 2022

- Mars — déploiement d'un nouveau système de récolte de déchets dans les parcs;
— des drones dans les vignobles pour éviter les tassements des sols et faciliter le travail des vigneronnes et vignerons;
- Avril — la 10^e édition de la fête de la forêt Arbracadabra, le 26 mars;
— fin de la première saison de plantation de l'Objectif canopée avec 1'453 arbres (en 2021) et 750 arbres (2022) plantés, dont une première micro-forêt à la Maladière;
- Mai — 5'000 plantons vendus lors de la 2^e édition du marché aux plantons ProSpecieRara;
- Juin — 3^e édition du Lausanne Plogging, la course aux déchets à travers Lausanne;
— lancement de l'appel à projet Espace Blécherette;
— inauguration du quartier de Sévelin – des arbres, des graminées et des vivaces plantés au service du réseau écologique lausannois;
- Juillet — la rue de la Tour est envahie par les roses trémières;
— le Parc naturel périurbain du Jorat récompensé par le prix Elisabeth et Oscar Beugger décerné par Pro Natura;
— les vigneronnes et vignerons de Lavaux récompensés lors de la Triennale de la Confrérie des Vignerons;
- Août — inauguration des nouveaux jardins de Beaulieu;
— 5^e édition du concours Nature en ville;
— 3^e édition du pressoir public – plus de 1'550 litres de jus de pommes, poires, coings;
- Septembre — inauguration des préaux scolaires des collèges du Vieux-Moulin et de Beaulieu;
— «48 heures de l'agro-écologie» et ses nombreuses visites et ateliers dans le cadre des journées de l'agro-écologie organisées par Agroecology Works!;
— «1.2.3 Nature... cherche et trouve dans ta ville»: les communes de Chavannes, Renens et St-Sulpice viennent rejoindre le projet;
— 10^e Marché d'automne ProSpecieRara, «de la terre à la table», et son hôte d'honneur Bio Vaud;
- Octobre — Lausanne Jardins 2024 – lancement du concours international;
— inauguration du plantage du Grey;
— mise en ligne du kit de transformation alimentaire;
— 22^e édition d'«Un arbre, un enfant» à Praz-Séchaud, plantation d'une future forêt avec 1'500 petits chênes;
— lancement de la seconde saison de plantation pour l'Objectif canopée avec 1'373 arbres prévus, marquage au sol pour annoncer les nouveaux arbres du plan canopée;
- Novembre — inauguration du parc de la Solitude et son nouveau plantage;
— présentation d'une bande dessinée sur le Chasselas avec mention du Clos des Moines;
— des plantations participatives sur le toit du parking Bellefontaine;
— la Ville de Lausanne rejoint la Baronnie du Dézaley;
— Exposition «Bois et Santé» au Forum Hôtel de Ville, en collaboration avec Lignum Vaud – accueil de 20 classes pour un total de 366 enfants et enseignants et 730 visiteurs hors écoles;
- Décembre — 220^e Mise des vins, à l'Hôtel de Ville.

Autres actions:

- les jardins de poche continuent à éclore en ville;
- quatre lapins tricolores ProSpecieRara rejoignent le parc animalier à Sauvabelin;
- Anne-Lise Saillen, les arbres demain, et France Schmid, œuvres sur Lavaux, exposent dans le nouvel espace de la Tour de Sauvabelin;
- un nouveau parc de la Brouette qui sera inauguré officiellement en 2023;
- l'année 2022, un millésime extraordinaire pour les vigneron·nes et les vins;
- Lausanne accueillera l'Assemblée Générale de Great Wine Capitals en 2023;
- Cimetières – rénovation du Jardin du Souvenir et du local des jardiniers du Boix-de-Vaux 1;
- un nouveau visage pour le lac de Sauvabelin avec l'enrochement de ses berges.

Administration, communication, projets et RH

Administration

L'Unité administrative soutient la direction et les divisions du service en matière de correspondance, de suivi décisionnel, d'organisation et d'optimisation des processus. Elle gère aussi les réponses à donner au public, le suivi administratif des requêtes en abattage ainsi que l'administration des 18 plantages lausannois. La comptabilité assure le suivi des dépenses, accompagne les divisions pour l'élaboration du budget et pour le bouclage des comptes.

Projets

L'Unité projets est la mise en pratique du principe de transversalité du service puisque toutes les divisions peuvent faire appel à elle pour mener certains de leurs projets – stratégiques ou opérationnels – nécessaires à la concrétisation du programme de législature.

Promotion et événements

La mission de l'Unité promotion et événements est de mettre en valeur les projets, les produits et les événements du service. Qu'il s'agisse d'organiser des conférences de presse, de rédiger des communiqués, des publications sur les réseaux sociaux, de créer des flyers, de gérer la logistique des événements, cette unité œuvre étroitement avec toutes les divisions du service. Elle est aussi en charge de la communication interne du service.

RH

L'Unité RH a géré les affaires du personnel du service, incluant le suivi de situations problématiques de santé et la gestion de la relève et des talents, tout en assurant l'encadrement de 22 apprenties et apprentis, 24 stagiaires (stage découverte, BNF, Olbis, ETSL, Orif, OSEO, Le Repuis, AI, LIFT, Afiro, Fondation Verdeil, validation d'entrée en HES) et 24 auxiliaires. L'Unité RH a également géré 53 engagements, dont sept apprenties et apprentis, en 2022.

Santé et sécurité au travail

En 2022, le responsable santé et sécurité au travail a mis en œuvre la formation continue du personnel en matière de sécurité et de santé au travail.

La suite de la mise en place d'une stratégie Qualité, santé, sécurité, environnement (QSSE) et les formations acquises du responsable ainsi que l'excellente collaboration interservices dans ce domaine permettront le déploiement de l'ensemble de la stratégie en 2023.

Plusieurs analyses de l'espace public et des bâtiments ont été effectuées en collaboration avec les unités du SPADOM et d'autres services afin d'établir le catalogue des risques et d'effectuer les travaux nécessaires à leur mise en conformité.

Plusieurs analyses de risques ont été effectuées en collaboration avec le DSST pour diverses problématiques liées à la santé et à la sécurité.

Bureau d'intégration canine et de la police des chiens

L'activité générale 2022 du Bureau d'intégration canine et de la police des chiens (BICan) a principalement été marquée par les sphères d'influence suivantes:

- une augmentation des affaires traitées en regard de l'exercice précédent (+ 7.5%);
- une augmentation des cas de morsures au détriment des chiens (+ 38%);
- une augmentation des annonces de chiens listés (+ 34%).

Domaines et patrimoine

Agriculture

L'Unité agriculture a poursuivi la mise en œuvre des axes de la Politique agricole urbaine définie dans le rapport-préavis N° 2018/09 «Politique agricole urbaine: des balcons aux champs». Les actions les plus importantes réalisées ont été les suivantes:

- un appel à projet a été lancé pour l'exploitation des fermes du Châtelard et de la Blécherette;
- deux nouveaux plantages associatifs ont été créés, à l'avenue du Grey et dans le parc de la Solitude;
- trois nouveaux potagers scolaires et 11 nouveaux jardins de poches ont été créés;
- 16 arbres fruitiers haute tige ont été plantés au Chalet des Enfants;
- cinq hectares supplémentaires sont cultivés en bio;
- «Les 48h de l'agro-écologie» à Lausanne ont permis à la population de découvrir les différentes actions en cours.

Différents travaux d'entretien ont été effectués dans les domaines agricoles.

Entretien des bâtiments et infrastructures

L'unité a participé à l'élaboration et à la conduite de nombreux projets et réalisations en matière d'entretien, de rénovation et de construction, tant dans le domaine du bâtiment que dans celui du génie civil.

Le chalet d'alpage des Amburnex a subi des transformations pour la création d'un local de vente, dont l'unité a assuré le suivi de la bienfacture des travaux. En vue de travaux de rénovation du grand rural pour l'exploitation de la ferme agroécologique de Rovéréaz, l'un des bâtiments a été partiellement assaini. Plusieurs domaines agricoles ont fait l'objet d'étude et de travaux d'entretien pour la réaffectation des domaines de la Blécherette et du Châtelard.

Les collaboratrices et collaborateurs de l'unité ont participé à la poursuite de l'élaboration d'une stratégie globale d'entretien des ouvrages placés actuellement sous la responsabilité du SPADOM. Trois passerelles piétonnes sur la Vuachère ont fait l'objet de travaux lourds d'entretien.

L'unité a effectué la conception et la réalisation de rénovation des bureaux pour ses sites administratifs, ainsi que le suivi pour les travaux de réaménagement et d'entretien pour les vestiaires, la cafétéria et la rénovation d'un WC pour personne à mobilité réduite au cimetière du Bois-de-Vaux.

Vignobles

L'année 2022 a été marquée par:

- la sortie de nouvelles références: Perfecto (Pinot noir), Nuance de gris (Pinot gris), L'explosive (pétillant naturel) et L'Inattendu (Sauvignon blanc) démontrant le savoir-faire des vignerons;
- l'utilisation de deux drones a permis d'effectuer les traitements en Lavaux;
- l'année 2022 fut une année viticole mémorable où la qualité et la quantité ont été au rendez-vous.

Les domaines de la Ville de Lausanne ont été à nouveau classés parmi les 150 meilleurs vignons suisses.

La 220^e mise aux enchères a retrouvé son public avec un dynamisme inégalé.

La Ville de Lausanne a rejoint la Baronnie du Dézaley.

Les domaines de la Ville de Lausanne ont retrouvé le chemin des salons viticoles et la réputation de ses crus est toujours meilleure.

Bureau espace public et paysage

La mission principale du Bureau espace public et paysage (BEPP) consiste à mettre en scène et assurer la cohérence des différentes politiques du service dans le cadre des planifications urbaines et de l'aménagement de l'espace public.

Concrètement, les prestations 2022 du BEPP ont concerné les domaines d'activités suivants:

Planification urbaine

- contributions à la révision du plan d'affectation communal (PACom) et son volet nature et paysage;
- suivi des grands projets lausannois, via le coordinateur grands-projets pour le projet Métamorphose: mise en œuvre du projet d'espaces publics du PPA1, mise en soumission des travaux du parc; développement des principes d'espace public pour le PA2 et participation à l'organisation du concours des espaces publics; suivi de l'élaboration du PA Bourdonnette et développement de l'avant-projet du nouvel établissement horticole, ainsi que du futur site logistique de Montblesson;
- pour les projets de transports publics – calage des principes d'arborisation du tram t1 et suivi et adaptations en cours de chantier; coordination des enjeux liés au futur métro m3 dans le cadre du développement des projets des stations; suivi de l'étude test de l'avenue d'Echallens coté est; suivi du projet de réaménagement du carrefour Montétan et des travaux de réaménagement de l'ouest de l'avenue d'Echallens;
- pour l'Unité Pôle-Gare – reprise du projet de la place de la Gare et des avenues qui s'y accrochent avec les nouveaux mandataires; réponses aux opposantes et opposants pour le quartier des Fleurettes; coordination pour les quartiers adjacents Rasude et Plateforme 10; contribution aux aménagements transitoires de la place de la Gare, restituée par les CFF en attendant la reprise du chantier;
- poursuite et développement des projets de recherches sur les techno-sols en lien avec les besoins de portance et de gestion des eaux, et exploration des potentiels de production de biochar avec la biomasse lausannoise en coordination avec les SIL;
- contribution à l'élaboration du règlement des arbres pour une entrée en vigueur en 2023.

Réalisation d'études et de projets dans les espaces publics

- Objectif canopée – la mise en œuvre du plan canopée s'est poursuivie avec le suivi des plantations prévues durant l'hiver 2021-2022 (1'453 arbres plantés) et l'étude des emplacements pour la campagne de plantation 2022-2023 (plus de 1'600 emplacements identifiés). Parmi les sites emblématiques plantés cette année, on relèvera la promenade de la Grève, le giratoire de la Maladière, les avenues du Grey et de Provence et les abords du Théâtre de Vidy. Avec le même objectif de rafraîchissement de la ville, la stratégie de végétalisation verticale est en cours d'élaboration: elle a d'ores et déjà conduit à planter durant l'année plus de 1'443 plantes grimpantes au pied de divers façades, murs, clôtures et autres supports, permettant ainsi de végétaliser à terme plus de 7'000m²;

- parcs – les études de la fontaine ludique de Montbenon ont été finalisées en prévision d'une réalisation en 2023. L'aménagement du parc de la Solitude a été inauguré à l'automne; les aménagements transitoires des jardins de Beaulieu ont été finalisés début juillet; les travaux du parc de la Brouette se sont achevés permettant son ouverture au public fin décembre et de prévoir une inauguration au printemps 2023; s'y ajoute le chantier du tout nouveau Parc-du-Loup entamé en 2022, dont la finalisation partielle est prévue en 2023, en attendant l'arrivée de la nouvelle Maison de quartier qui s'y installera en 2025;
- rues et places – les travaux de plantations au sein de la plateforme de Sévelin ont été achevés au printemps; de nombreux arbres de rues ont été plantés dans des fosses entièrement renouvelées, notamment aux avenues de Milan, de Rhodanie, de Pierre-Viret, de Praz-Séchaud, du Léman ou encore au chemin des Magnolias, à la rue de la Borde et à la rue du Bugnon;
- préaux scolaires – quatre projets de réaménagement ont été réalisés – collèges de Beaulieu, de Coteau-Flauri, de Pierrefleure et du Vieux-Moulin – permettant l'augmentation de la canopée, la perméabilisation du sol et la valorisation de la qualité ludique de ses préaux;
- places de jeux – on peut relever la création de nouvelles places dans le parc de la Brouette et sur la promenade de Derrière-Bourg; celle du Parc-du-Loup est en cours de construction et prévue d'être finalisée en 2023, tout comme le réaménagement de la place de jeux des Faverges; s'y ajoutent les quatre préaux scolaires cités plus haut; parmi les projets étudiés en 2022 en prévision d'une réalisation en 2023, il faut citer les places de jeux du parc du Denantou et de la place Milan;
- plantages et potagers urbains – les aménagements des plantages de la Solitude et du Grey ont été finalisés en mai-juin 2022 et remis aux associations constituées. Sur la toiture du parking de Bellefontaine, une quinzaine de bacs potagers ont été mis à la disposition des habitantes et habitants du quartier; sur ce même site une grande action participative de plantation d'arbustes à petits fruits et plantes aromatiques a été réalisée en novembre, réunissant une quarantaine de participantes et participants;
- fleurissement urbain – une stratégie de reconversion des massifs de plantes annuelles et bisannuelles en massifs de vivaces a été développée en vue d'une mise en œuvre à l'échelle de la ville dès 2023-2024; la rue de la Tour s'est vue sertie d'une trentaine de niches plantées de roses trémières, au titre de projet pilote et le giratoire de Montchoisi a été dégoudronné pour accueillir un mélange de plantes rudérales plantées dans un substrat minéral expérimental.

Manifestations diverses

- Lausanne Jardins 2024 – la manifestation intitulée «L'eau et nous» prendra place sur les rives du lac entre la Chamberonne et la Vuachère et questionnera les nombreuses plus-values que l'eau apporte à la ville; le préavis a été finalisé et adopté par le Conseil communal en juin 2022; en collaboration avec la commissaire le cahier des charges du concours international a été finalisé et le concours lancé en prévision de son jugement en mars 2023.

Entretien, production et maintenance

Production aménagement bois

En juillet 2022, dans le cadre du projet «Synergie», le garage mécanique, la logistique (chauffeuses et chauffeurs), les magasiniers, l'appareilleur et l'électricien ont été rattachés au SALV.

Les menuisiers du Service de la mobilité et de l'aménagement des espaces publics (MAP) ont été accueillis au Service des parcs et domaine (SPADOM) pour créer une filière bois.

Le garage du SPADOM, en sus de l'entretien et des réparations du parc de véhicules et machines du service, a effectué 63 expertises selon les directives du Service des automobiles et de la navigation tout au long de l'année.

L'équipe paysagère a réalisé divers travaux dans les parcs, les places de jeux, les cimetières (rénovation complète du jardin du souvenir) et les cheminements forestiers, ainsi que le montage, le remplissage et la mise en place des bacs potagers, des préparations de substrats divers, tout en privilégiant les composts produits en interne. La fin de l'année a été consacrée aux aménagements éphémères de la place de la Gare – patinoire, buvette, etc.

L'équipe bâtiments et jeux a réalisé les travaux de réfections et sécurisation des places de jeux, l'entretien courant des bâtiments et locaux du service. Elle a aussi réalisé des travaux sur l'ensemble du mobilier urbain dont le service a la charge.

L'établissement horticole a mis en place une plateforme de commande accessible pour chaque équipe du service, comprenant les produits phytosanitaires naturels utiles à l'ensemble du service.

Une culture de fleurs annuelles supplémentaires destinées à la création des massifs pour les quatre maillots du Tour de France a été effectuée.

Parcs et Cimetières

En 2022, toutes les plantations pour les tombes au bénéfice d'un abonnement d'entretien annuel ont pu être honorées. Le local du cimetière du Bois-de-Vaux 1 a été rénové pour permettre de réunir le personnel de Bois-de-Vaux 1 et 2, ainsi que de Montoie (25 personnes). Le jardin du souvenir du cimetière de Montoie a été rénové par les équipes du SPADOM.

Dans le cadre du Plan climat, la mise en place du Plan canopée s'est poursuivie avec la plantation de nouveaux arbres et de plantes grimpantes. Pour ce qui est de la prévention du littering, les parcs ont pu bénéficier de la participation de collaboratrices et collaborateurs auxiliaires sur les sites du Bourget, de Montbenon et de Mon-Repos durant la période estivale. Le Secteur ouest a travaillé à la réfection du jardin ProSpecie Rara (PSR) du Signal. Le Secteur est à travaillé à l'arborisation du quartier de Sévelin et à la reprise de l'entretien de Plateforme 10. L'ensemble des équipes des parcs a travaillé à la mise en place de structures écologiques comme la création de murgiers composés, de souches et de branches destinées à la faune.

Nature

La mission de la Division nature est de maintenir, développer et faire connaître la biodiversité en ville.

Au vu de la forte densification et des enjeux liés au climat et à la biodiversité, un groupe «Territoire et constructions» s'est formé dans le but de renforcer ces deux thématiques majeures lors des analyses de permis de construire. La préservation de la pleine terre, du paysage et de la biodiversité est finement évaluée lors de toutes les procédures de consultation et d'octroi des permis. Durant l'année, 448 affaires en matière d'aménagements paysagers et d'arborisation ont été traitées, dont 409 permis de construire et 39 demandes préalables ou demandes de renseignements. Des autorisations d'abattages ont été délivrées pour 541 arbres avec 829 exigences de compensation. Les processus internes ont été améliorés afin de mieux gérer le flux des demandes.

Le chantier du RPGA a démarré par la soumission au Canton pour examen préalable du MPGA et du premier PACom, celui des territoires forains. La Division nature a participé à l'élaboration de ces règlements pilotés par le Service de l'urbanisme.

La division assure les projets visant à renforcer l'infrastructure écologique en ville de Lausanne. La valorisation et la restauration des réseaux naturels sont un point fort de la politique nature en ville. Les actions en faveur des ouvrages végétalisés (toitures et façades), la réalisation de biotopes tant sur le domaine public que privé, la promotion des plantes indigènes battent leur plein: ce ne sont pas moins de 15 toitures végétalisées qui sont en cours de réalisation, quatre prairies ensemencées, six aménagements nature chez les privés, plusieurs

biotopes sur le domaine public dont des afforestations en lien avec l'Objectif canopée, trois murgiers et un étang.

Dans le cadre du projet de sciences participatives menées par la division, 874 observations par 93 observatrices et observateurs depuis le lancement du projet permettent le rassemblement de précieuses données pour le suivi de la faune et de la flore. Quatorze nouveaux jardins de poche ont vu le jour et ravissent les habitantes et habitants. La Division nature participe aux différents événements du service et de la Ville afin de sensibiliser et présenter son travail, comme la Fête de la Nature, le marché ProSpecie Rara, la Fête de la forêt, la fête de l'Association de Sauvegarde du Léman.

Arbres & forêts

Arbres

L'Unité arbres a vécu sa première année d'existence formelle et accompli ses missions d'expertise pointue en matière d'arbres urbains auprès de l'administration communale et des habitantes et habitants. Sollicitée pour des procédures d'abattage, de contrôle sécuritaire, d'évaluation sanitaire et de soin aux arbres, l'unité est également le point de référence pour le choix d'essences adaptées au climat futur dans le cadre de l'Objectif canopée, et l'accompagnement de ce programme ambitieux devant se déployer jusqu'en 2040. Les coordinations internes avec la Division entretien, production et maintenance (EPM), le Bureau espace public et paysage (BEPP) et la Division nature, et les services partenaires (MAP, SIL, EAU, CADA, etc.) sont cruciaux à la qualité et la quantité des plantations d'arbres en ville.

Les requêtes d'abattage privées sont restées stables en nombre à 217 affaires, pour 313 arbres (dont 288 abattages ont été autorisés). Lorsque le quota d'arbre était déficient au sens du PGA (un arbre exigé par tranche de 500 m² entamée), l'abattage était conditionné à une compensation, représentant pour 2022, 203 arbres à replanter. L'année 2022 a été marquée d'une sécheresse exceptionnelle de février à septembre, accompagnée de plusieurs pics de chaleurs et canicules qui ont mis sous fort stress le patrimoine arboré. Les effets de ce choc climatique se feront toutefois sentir durant les prochaines années, avec un possible dépérissement des essences telles que le hêtre et le tilleul.

Forêts

L'Unité forêts assure la gestion, l'entretien et l'exploitation des parcelles forestières en main communale (1'700 ha), et des infrastructures qui s'y trouvent (chemins, refuges, ouvrages divers). Les gardes forestiers et équipes de bûcherons ont accompli des chantiers très divers, allant de coupes forestières (Montagne du Château, Bois d'Archens, Vernand, etc.) à des réfections d'infrastructure d'accueil, en passant par des actions liées à la biodiversité (l'étang de Vernand, l'entretien de la zone centrale du parc naturel périurbain du Jorat, etc.), la sécurisation des cheminements et la protection contre les dangers naturels (le sentier de la Borde). La gestion des forêts urbaines constitue un défi à part entière, de par la taille réduite des massifs de leurs abords très fréquentés, et des attentes élevées de la population urbaine quant à la conservation des arbres. Des séances d'information publiques ont été régulièrement organisées.

Les forestières et forestiers ont également participé de manière active au développement des filières des bois lausannois et vaudois destinées à la construction de nouveaux bâtiments publics (l'école des Plaines-du-Loup par exemple).

L'unité a continué à travailler avec le Parc Naturel du Jorat (PNJ), notamment pour l'accueil de classes et pour la réalisation des travaux de terrain afin d'aider le PNJ à atteindre ses objectifs en matière de biodiversité, d'accueil et de promotion du bois.

L'unité est, en outre, régulièrement amenée à présenter ses tâches, les multiples compétences mobilisées et la matière bois dans toutes ses qualités lors de manifestations publiques, qui ont lieu au rythme des saisons en commençant par la Fête de la Forêt au printemps à Sauvabelin, et la manifestation «un arbre, un enfant» à l'automne. En novembre 2022, l'exposition «Bois et santé» au Forum de l'Hôtel de Ville (partenariat avec Lignum Vaud) a également été l'occasion de présenter au public les vertus du bois et de la forêt comme espace de loisirs, comme matériau de construction ou dans les textiles, et même virtuel.

Préavis

Le SPADOM a rédigé les préavis N° 2022/05 «Lausanne jardins 2024» et N° 2022/26 «Rénovation et réhabilitation des parcs et domaines-crédit-cadres annuel 2023»

Service d'organisation et d'informatique (SOI)

Principales missions du service

- garantir à la Municipalité, au personnel de la Ville de Lausanne et aux Lausannoises et Lausannois un système d'information sûr, transverse, ouvert, agile et efficace, tout en réduisant l'impact environnemental et l'obsolescence;
- mettre en place une stratégie digitale pour la Ville de Lausanne et sa population;
- encadrer et accélérer la numérisation responsable des services de la Ville avec une cyberadministration performante;
- fournir un portail numérique pour les citoyennes et citoyens leur donnant accès à des prestations numériques de qualité;
- gérer les données de la Ville dans le but de soutenir la prise de décision, tout en garantissant la qualité et la conformité légale avec la protection des données;
- permettre l'accès aux données non sensibles à la population et à l'économie.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Développement & Intégration	12.80	12.80	12.80	12.80
Direction SOI	11.65	11.65	11.10	10.10
Gouvernance, sécurité & données	8.30	7.30	13.30	13.30
Infrastructure & Exploitation	–	–	18.35	18.35
Infra., exploitation, support	20.50	18.60	–	–
Innovation & Transfo. digitale	2.80	2.80	–	–
Prest. clients & Env. numérique	12.70	11.70	13.40	12.50
Projets & Solutions	18.50	17.40	20.30	19.00
Total service	87.25	82.25	89.25	86.05

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	2.00

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Développement & Intégration	13	12.80	13	12.80
Direction SOI	14	11.65	13	10.10
Gouvernance, sécurité & données	8	7.30	14	13.30

Infrastructure & Exploitation	-	-	19	18.35
Infra., exploitation, support	19	18.60	-	-
Innovation & Transfo. digitale	4	2.80	-	-
Prest.clients & Env. numérique	12	11.70	13	12.50
Projets & Solutions	18	17.40	20	19.00
Total service	88	82.25	92	86.05

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
Développement & Intégration	-	2
Direction SOI	-	1
Prest.clients & Env. numérique	-	6
Infra., exploitation, support	6	-
Innovation & Transfo. digitale	1	-
Projets & Solutions	1	-
Service non précisé	1	-
Total service	9	9

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	4	8
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
Total service	4	8

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	2
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	4

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	3	0.26	0	0.00
Auxiliaires mensualisé·e·s	25	12.78	17	7.28
Auxiliaires payé·e·s au forfait	2	*	0	*
Total service	30	13.04	17	7.28

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Suite au préavis N° 2019/22 «Implémentation d'un nouveau système d'information financier au sein de la Ville (SIF)», le nouveau système d'information financier de la Ville a été mis en

production en décembre 2022. Le SOI a contribué de manière active à son élaboration. Parmi les principales améliorations de ce système figurent la numérisation des validations des commandes et des factures ainsi que de nouveaux outils d'analyse financière. Responsable de la gestion du programme, des projets annexes d'industrialisation des para-comptables et du référentiel débiteurs, le SOI a consacré 1'267 jours de travail en 2022 à ce projet majeur pour la Ville.

En répondant au postulat de M^{me} Muriel Chenux Mesnier et consorts «Pour une stratégie digitale ambitieuse, sûre et durable», la stratégie informatique de la Ville a été définie dans le rapport-préavis N° 2022/38 «Stratégie informatique 2023–2027 et plan d'action 2023 basés sur les risques – Octroi d'un crédit d'investissement du patrimoine administratif de CHF 5'000'000.-». Ce rapport-préavis présente la stratégie informatique qu'entend déployer la Municipalité de 2023 à 2027, en vue d'atteindre les objectifs de la Ville en matière de transformation numérique. Il aborde les sujets de l'exploitation, de l'obsolescence, des postes de travail et de la gouvernance, la transformation numérique devant faire l'objet d'un prochain préavis en 2023.

Principales activités 2022

Prestations clients et environnement numérique

Le Centre de services

Principal point d'entrée du SOI pour les questions informatiques, le rôle du Centre de services a été développé durant l'année 2022. Afin d'améliorer la qualité du service fourni, le support sur site a notamment été renforcé avec des points de contact réguliers sur le terrain, directement dans les services de l'administration communale. De nouveaux sites bénéficient désormais de la présence de techniciennes et techniciens certains jours de la semaine: le Service de la mobilité et de l'aménagement des espaces publics, le Service des parcs et domaines, la Direction de l'enfance, jeunesse et quartiers à la place Chauderon 9, les Services industriels et le Service de l'eau à la rue de Genève, le Service du contrôle des habitants et le Service d'architecture et du logement à Port-Franc 18 et enfin le site des Services industriels situé à Lavey.

Projets et solutions

Le Pôle projets et solutions (PES) délivre les solutions informatiques en suivant la méthodologie de gestion de projet de la Confédération, HERMES.

Nombre de projets métier	2022
Projets clôturés dans l'année	88
— dont projets de rénovation	11
— dont projets agiles	60
Projets en cours simultanément, en moyenne	43

Ressources affectées à la gestion de projet	2021	2022
Jours comptabilisés sur projets (personnel SOI)	1'350 = 6.1 etp	1'135 = 5.2 etp
Jours comptabilisés sur projets (personnel externe)	380 = 1.7 etp	616 = 2.8 etp

Automatisation des processus métier

La robotisation des processus automatisés (RPA) est une technologie logicielle qui imite les actions humaines interagissant avec les systèmes et logiciels numériques. Tout comme les êtres humains, les robots logiciels peuvent interpréter les informations figurant sur un écran, sélectionner les bons champs, naviguer dans les systèmes, identifier et extraire des données et effectuer un large éventail d'actions prédéfinies.

Il y a de très nombreux avantages à l'automatisation des travaux:

- les automatismes simplifient le travail et font économiser un temps précieux aux collaboratrices et collaborateurs;

- le personnel peut se focaliser sur des travaux à forte valeur ajoutée. Le gain de temps lui permet de s'occuper d'autres sujets, notamment de consacrer davantage de temps aux interactions avec la population;
- le RPA permet de rendre l'administration communale plus efficace.

Plusieurs projets de RPA ont été mis en place durant 2022 et son implémentation continuera au-delà.

Préavis Modernisation du système d'information de la Ville de Lausanne

Le système d'information (SI) de la Ville de Lausanne et les applications afférentes sont stratégiques et doivent être entretenus et modernisés pour faire face aux impératifs métiers, techniques et de sécurité. Le crédit d'investissement accordé en novembre 2021 par le préavis N° 2021/36 «Modernisation du système d'information (SI) de la Ville de Lausanne pour la période 2022-2026» a permis le financement de 11 projets de rénovation en 2022.

Développement et intégration

Développer, améliorer et standardiser

Le démarrage de l'utilisation des processus DevOps (industrialisation des processus de mise en ligne des applications) par l'équipe de développement permet de mettre à disposition des applications plus rapidement. De plus, durant l'année, l'équipe Intégration a travaillé sur la standardisation du processus d'intégration des applications internes ainsi que des solutions externes. Ces deux évolutions ont permis au SOI de gagner en efficacité.

Durant l'année, 80 applications internes ont été maintenues et une dizaine de nouvelles applications ont été développées durant l'année. En particulier, trois réalisations auront une interaction directe avec des milliers d'utilisateurs: Rabais-TL, Taxe de Séjour pour les hôteliers et un nouveau formulaire de contact pour les réclamations en relation avec les Services industriels.

Enfin, l'équipe intégration a également procédé à l'intégration d'une cinquantaine de solutions dans le système d'information de la Ville de Lausanne.

Culture et compétences numériques

Le format des journées digitales a été largement revu au niveau national et elles se sont déroulées fin septembre sur deux jours à la place de l'Europe via une installation éphémère. Trois sessions ont plus particulièrement intéressé le public:

- HerHack, un concours de développement informatique dédié aux femmes uniquement. Vingt-quatre projets lausannois ont été soumis à cette occasion;
- NextGen, une session découverte des métiers de l'informatique avec la participation de deux classes de l'école des Bergières (43 personnes);
- enfin, le GreenTech Battle, un concours organisé à l'échelle nationale afin de mettre en lumière les startups locales actives dans le numérique en proposant des solutions innovantes et durables. Une quarantaine de personnes étaient présentes pour cet événement à Lausanne.

Numérique Responsable

Dans le prolongement des objectifs fixés par le Plan climat, le SOI a entamé le processus de labélisation Numérique Responsable de niveau 2. Le numérique responsable est une démarche d'amélioration continue qui vise à réduire l'empreinte écologique, économique et sociale des technologies de l'information et de la communication (TIC).

L'audit réalisé fin 2022 doit permettre à la Ville de Lausanne d'obtenir le label au premier trimestre 2023 via une vingtaine d'engagements pour les trois prochaines années.

Dans le cadre de ce processus de labélisation, la Municipalité a également signé la charte du Numérique Responsable fin 2022.

Infrastructure et exploitation

Les efforts se sont portés sur la gestion de l'obsolescence des équipements critiques de réseau et sur l'accroissement de capacité des serveurs dans le but de fournir un socle d'infrastructures capables de répondre aux besoins futurs des services de la Ville.

Des tests des plans de secours ont été réalisés en 2022 afin d'assurer la continuité des services informatiques pour la Ville de Lausanne dans le contexte de la crise énergétique.

Pour améliorer sa qualité de services et se mettre en conformité avec les meilleures pratiques, des études ont été organisées et ont permis de définir les besoins futurs en matière de gestion des sauvegardes, de mise en place d'un site de DRP (Disaster Recovery Plan) ainsi que de rationalisation des data centres.

L'automatisation des processus et du pilotage des systèmes s'est poursuivi, ainsi que l'amélioration de la qualité de service:

- la rationalisation continue des différents logiciels utilisés;
- le suivi opérationnel avec les services;
- les mises à jour continues des infrastructures.

Gouvernance, sécurité et données

Gouvernance et Project Management office (PMO)

Le processus de gouvernance de projets a poursuivi son développement et a été adapté pour garantir une meilleure qualité. Le SOI a également élaboré une feuille de route annuelle des projets informatiques selon des critères de valeur ajoutée, légaux et selon les besoins métier. Elle permet de focaliser les efforts du SOI sur un nombre acceptable de projets à mener en cours d'année, en complète transparence envers tous les services concernés.

Gestion de la demande de projets

Le groupe Gestion de la demande a été consolidé et met en œuvre un processus complet de gestion de la demande de projets. Intervenant au tout début de la phase projet, il aide les services de l'administration communale à analyser correctement leurs besoins de numérisation.

Architecture et sécurité

Le programme de gouvernance de la sécurité de l'information SMSI (Système de management de la sécurité de l'information) est opérationnel et est focalisé particulièrement sur:

- la revue des risques – un registre des risques liés à la sécurité de l'information a été établi;
- la mise en place de contrôles et de surveillance des activités potentiellement malveillantes. Les outils mis en œuvre permettent de faire des investigations rapides et ciblées.

Plusieurs audits de type «test d'intrusion» ont été réalisés sur les applications exposées sur internet.

L'activité «architecture d'entreprise» a renforcé la gestion de projets grâce à la fourniture d'outils spécifiques (standards, formulaires, etc.). Une première approche de documentation des processus métier et des moyens informatiques correspondant a été réalisée. Cette démarche, très appréciée, sera poursuivie et généralisée.

Protection des données

Le plan de gouvernance de la protection des données SGPD (Système de Gestion de la Protection des Données) a été mis en place. L'inventaire des services pilotes a été annoncé à l'autorité cantonale.

Données

Le Groupe données a été mis en place et le recrutement du CDO (Chief Data Officer) a été effectué au dernier trimestre. Le cadre des traitements des données de la Ville, ainsi que la stratégie liée aux données, en cours de définition, seront finalisés en 2023.

Administration, RH, Finances et Atelier de numérisation

Financement des projets informatiques de la Ville de Lausanne

Une nouvelle gouvernance financière incluant les autorisations d'achats informatiques, les demandes complémentaires des services et le crédit-cadre annuel des projets informatiques a été mise en place. Elle permet de répondre aux besoins accrus des services de la Ville grâce à l'octroi de moyens financiers supplémentaires tenant compte de l'augmentation de périmètre des besoins informatiques de la Ville.

Sécurisation du patrimoine culturel muséal

En 2022, l'Atelier de numérisation a fêté ses vingt années d'existence et a poursuivi sa mission de sauvegarde patrimoniale et sa collaboration avec le Mudac (Musée cantonal de design et d'arts appliqués contemporains). L'atelier a aussi réalisé différents mandats pour les services de la Ville de Lausanne. Au total, près de 10'000 travaux de numérisation ont été réalisés durant l'année, parmi lesquels environ 8'000 gravés dans la base de données Museris.

Un audit organisé par la Fotostiftung Schweiz et la Fondation Memoriav a révélé la grande qualité, du point de vue des techniques utilisées ainsi que des méthodologies de travail, des prestations fournies par l'atelier, en particulier dans la numérisation de négatifs anciens sur plaques de verre.

Nombre d'œuvres numérisées	2020	2021	2022
Musée historique de Lausanne	62%	48%	50%
Collection de l'Art Brut	32%	37%	35%
Musée d'art contemporain	4%	2%	2%
Collection d'art de la Ville de Lausanne	1%	1%	2%
Musée romain de Lausanne-Vidy	1%	1%	1%
Clients externes (Iconopôle, Fondation Toms Pauli)	–	11%	–
Divers services de la Ville	–	–	10%
Total	5'800	7'403	7'712

Chiffres clés du SOI à fin 2022

Années	2019	2020	2021	2022	
Postes de travail		5'966	6'657	6'771	6'863
— PC		4'085	4'892	3'885	3'188
— PC portables et tablettes		1'881	1'765	2'886	3'032
Serveurs d'entreprises					
— Serveurs physiques		61	64	59	62
— Serveurs virtuels		743	826	851	868
— Création de nouveaux serveurs virtuels		113	83	149	85
Volume de données					
— Données bureautiques (approximativement)		166 TB	192 TB	218 TB	242 TB
— Nombre de fichiers bureautiques		145 millions	160 millions	184 millions	206 millions
Transformation numérique					
— Prestations informatiques et technologiques ajoutées au catalogue		4	2	2	2
Solutions métier					
— Solutions applicatives		461	468	477	504
— Solutions transverses		74	71	69	58
— Solutions d'infrastructure		64	74	82	126
— Solutions «Métier»		266	266	287	290
— Solutions «Grand public»		57	57	39	30
— Projets menés en parallèle (métier et infrastructure)		165	149	152	146
— Utilisateurs de la cyberadministration		66'000	75'000	88'328	101'220
Infrastructure réseau informatique					
— Prises réseau		27'243	27'363	28'489	27'800
— Bornes Wifi en service		1'023	1'052	1'145	1'108
— Adresses réseau IP délivrées		19'907	21'323	22'000	23'000
— Fibres optiques (km)		36'800	36'900	36'900	36'980

Années	2019	2020	2021	2022
Téléphonie				
— Nombre moyen d'appels par jour ouvrable (entrants-sortants-internes)	< 25'000	< 25'000	31'074	38'124
— Appareils de mobilité professionnelle	2'263	2'263	2'367	2'654
— Nombre de téléphones installés	4'639	4'320	4'393	3'980
— Nombre de lignes Skype	–	–	–	1'793
Activités du Centre de services				
— Nombre moyen d'incidents par mois	1'592	2'140	4'050	4'506
— Nombre moyen de demandes de service par mois	1'366	1'885	2'046	2'070

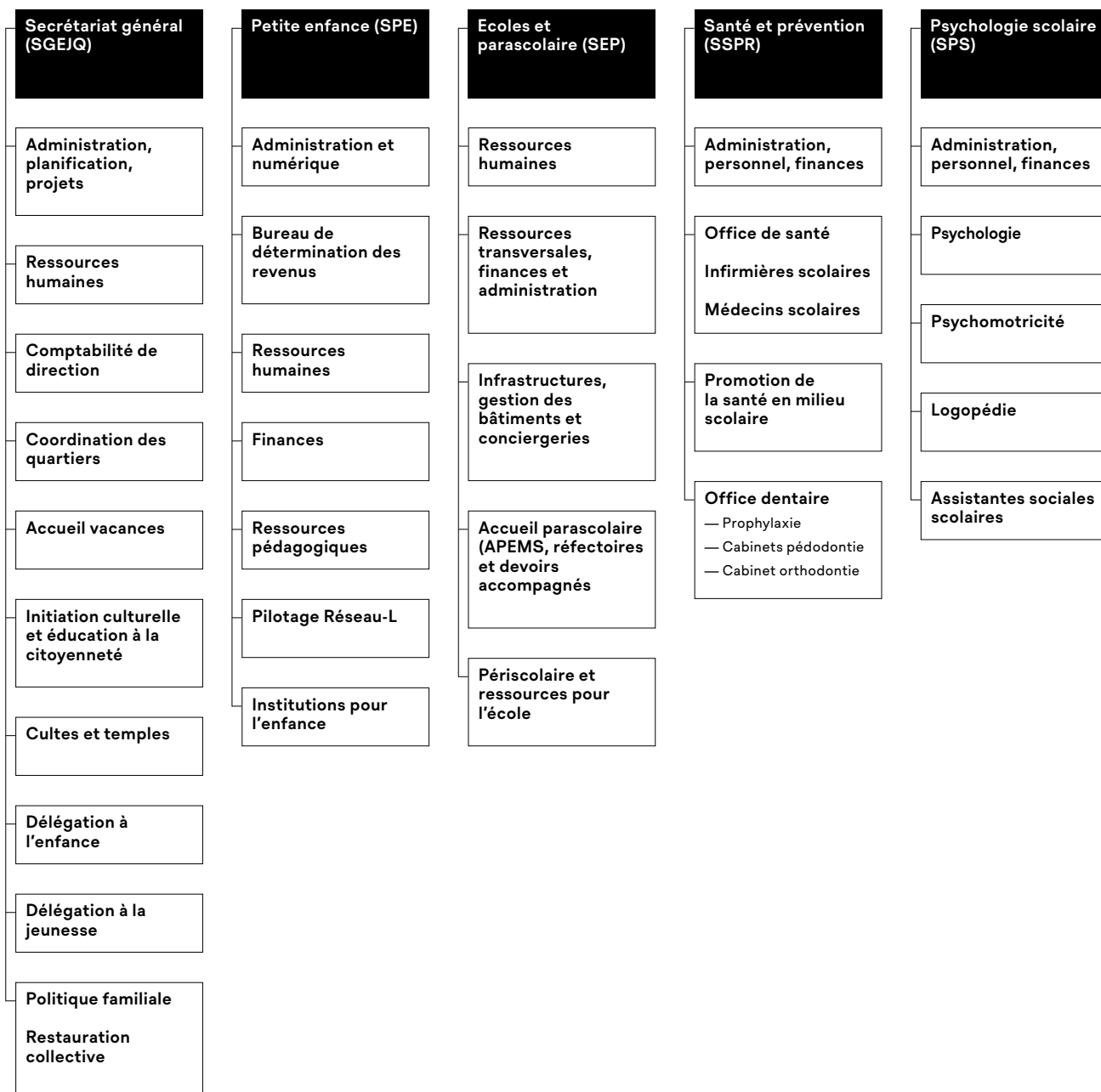


Direction de l'enfance, de la jeunesse et des quartiers



Direction de l'enfance, de la jeunesse et des quartiers (EJQ)

Directeur



L'année 2022 reste marquée par le développement des services au public, en particulier en matière d'accueil de jour et d'infrastructures scolaires, pour répondre à l'augmentation démographique et à l'évolution des besoins des enfants et des familles. Cela s'est concrétisé notamment avec la création de places pré- et parascolaires, les chantiers et ouvertures de bâtiments scolaires, ou la planification de la première maison de quartier municipale aux Plaines-du-Loup. 2022 se caractérise par la fin des mesures sanitaires COVID-19, permettant la reprise de toutes les prestations et la levée de certaines contraintes. Sur le plan du personnel, 2022 a vu d'une part le départ de la secrétaire générale EJQ et une vacance du poste de chef de service SPE – deux fonctions repourvues au 1^{er} janvier 2023 – et d'autre part des enjeux de manque de personnel qualifié dans le domaine social et sanitaire. Une thématique qui nous concernera sans doute encore en 2023, et nous rappelle l'importance de notre personnel pour assurer les missions publiques.

Secrétariat général enfance, jeunesse et quartiers (SGEJQ)

Principales missions du service

- appuyer le conseiller municipal;
- appuyer les services de la direction en matière de finances, communication;
- accueillir des enfants de 4–25 ans hors scolarité et durant le temps des loisirs;
- développer la citoyenneté et la participation des enfants, des jeunes et des habitantes et habitants lausannois;
- développer la politique des quartiers décidée par les autorités et ses outils;
- assurer les engagements en matière de gestion des temples et des églises sises sur le territoire.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Admin. Délég. Enfance & Jeunesse	6.70	6.55	6.45	4.95
Centre adolescents de Valmont	1.00	1.00	–	–
Comptabilité EIQ	7.90	8.00	7.90	8.10
Coordination des quartiers	6.70	6.90	6.90	6.80
Cultes et temples	9.32	7.88	9.96	8.87
Direction EIQ	21.65	20.08	48.13	24.73
Domaine vacances	26.98	25.97	27.88	27.57
Politique familiale	4.40	4.50	4.40	4.70
Total service	84.65	80.89	111.62	85.72

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	26.97

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Admin. Délég. Enfance & Jeunesse	9	6.55	7	4.95
Centre adolescents de Valmont	1	1.00	–	–
Comptabilité EIQ	10	8.00	9	8.10
Coordination des quartiers	10	6.90	10	6.80
Cultes et temples	27	7.88	29	8.87
Direction EIQ	28	20.08	33	24.73
Domaine vacances	33	25.97	34	27.57
Politique familiale	6	4.50	6	4.70
Total service	124	80.89	128	85.72

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
Admin. Délég. Enfance & Jeunesse	1	1
Direction EJQ	8	7
Domaine vacances	1	1
Total service	10	9

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	18	22
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	-
Total service	19	22

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	2
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	8
Départ à la retraite	2
Fin de contrat	4
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	1
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	18

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé-e-s à l'heure	159	7.78	116	7.13
Auxiliaires mensualisé-e-s	17	5.03	15	4.07
Auxiliaires payé-e-s au forfait	36	*	33	*
Auxiliaires payé-e-s à la journée	106	*	118	*
Total service	318	12.81	282	11.20

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

L'année 2022 fut riche en évènements, dont voici les principaux:

- le cœur de la ville a été animé lors des festivités du 750^e anniversaire de l'église de St-François. Destinées à un public intergénérationnel, plus de 50 manifestations ont été proposées;
- la mise en place d'une formation sur «l'accueil des personnes en situation de handicap» qui a rencontré un franc succès auprès des collaboratrices et collaborateurs;
- dans le cadre des Activités culturelles scolaires, des travaux d'élèves ont été exposés pour la première fois au Forum de l'Hôtel de Ville, en collaboration avec l'Arsenic et sous la direction de l'artiste-plasticienne Anne-Lise Tacheron;
- Le départ d'Estelle Papaux après 13 ans à la tête du SGEJQ a été l'occasion de repenser l'organisation de ce dernier.

Principales activités 2022

Ressources humaines

Personnel fixe, apprenties, apprentis et personnel auxiliaire

Le SGEJQ a repourvu 22 postes fixes. Au 31 décembre, le SGEJQ comptait 61% de femmes et 39% d'hommes. La proportion hommes/femmes occupant des postes de cadre était de 69% de femmes et 31% d'hommes.

Il y a neuf apprenties et apprentis au sein du SGEJQ dans les filières d'employée et employé de commerce, assistante et assistant socio-éducatif et cuisinière et cuisinier.

En 2022, le SGEJQ comptait 212 personnes avec le statut d'auxiliaire dans les domaines Administration (4%), Coordination des quartiers (11%), Accueil vacances (71%), Cultes et temples (10%) et Délégation à la jeunesse (4%).

Administration – planification – projet

Conférence des cheffes de service (CCS)

La CCS, composée du directeur EJQ, de son assistant, des cheffes de service et de la RRHD (début de séance uniquement), est le principal instrument de coordination de la direction. Tous les sujets d'importance générale y sont abordés, notamment ceux impliquant l'intervention de deux ou plusieurs services, ou des relations transversales avec d'autres directions. Elle s'est réunie au cours de 19 séances (2021:19).

Campagne de prévention sur les écrans

La campagne de prévention sur les écrans (- d'écran + de...) commencée en 2021 en partenariat avec Action Innocence s'est achevée en juillet 2022. Elle a atteint ses objectifs (questionner notre rapport aux écrans et ouvrir le débat). Elle a touché plus de 2'500 élèves, les parents et le grand public grâce à une communication étendue et des actions menées par le Conseil des Jeunes.

Fonds de soutien aux ludothèques lausannoises et fête du jeu «Lausanne joue»

Comme chaque année, les ludothèques ont renouvelé leurs jeux et offert à leurs bénévoles des formations spécifiques. La fréquentation de ludothèques est en progression constante. La manifestation «Lausanne joue» a eu lieu le week-end du 19-20 février et a réuni plus de 2'000 visiteurs.

Campagne de prévention puffs

Un comité de pilotage composé de professionnels en santé et en éducation, ainsi que le Conseil des Jeunes a été réuni. Le projet «parlons puff» débutera en février 2023 dans les écoles et au printemps pour les parents et le grand public.

Accessibilité universelle

La politique d'accessibilité continue de s'ancrer dans le fonctionnement de l'administration communale. La formation sur «l'accueil des personnes en situation de handicap» a compté quatre journées de formation cette année, avec près de 60 collaboratrices et collaborateurs formés. Les retours des participantes et participants sont très positifs.

La formation «communication accessible» est terminée avec le concours de plusieurs associations expertes. Les principaux axes de formation sont les troubles dys-, la déficience visuelle, ainsi que le langage facile à lire et à comprendre (FALC).

La politique d'accessibilité se coordonne avec les autres cantons et autres communes bénéficiant d'une telle politique. Ainsi, la Ville de Lausanne a rejoint le groupe Échange d'experts sur l'égalité des personnes handicapées (FGMB) piloté par le Bureau fédéral de l'égalité pour les personnes handicapées (BFEH). Ce groupe permet une coordination des pratiques à l'échelle suisse et facilite l'échange d'informations et de bonnes pratiques.

Formation professionnelle

Transition école-métier

Les mesures prises par la Municipalité pour soutenir les jeunes Lausannoises et Lausannois pour la formation professionnelle sont les suivantes: création de places d'apprentissage supplémentaires au sein de l'administration, création d'une Junior Team pour le métier de cuisinière et cuisinier CFC, mise en réseau des déléguées et délégués de l'approche du monde professionnel et des psychologues conseillères et conseillers en orientation, pérennisation des 35 places LIFT, la collaboration avec Lausanne Région pour la 3^e édition du déploiement du projet «Moi, Mon réseau, Mon futur» sur l'ensemble des établissements secondaires et pour la mise sur pied du stand communes entreprises formatrices au Salon des métiers et de la formation, qui sont poursuivis cette année. Un rapport sur la gouvernance en matière de formation professionnelle et de transition école-métier à la Ville par le groupe de travail est en cours d'étude et rédaction.

Fonds d'aide à la formation post-obligatoire

En 2022, le comité du fonds a accédé à six demandes pour un montant total de CHF 10'000.-. Ce fonds intervient en complément à la prise en charge d'une formation post-obligatoire (financement de l'écologie, achat de livres, etc.).

Comptabilité de direction

La mission principale est d'assurer les prestations traditionnelles d'une comptabilité de direction:

- budget d'exploitation, plan des investissements, crédits supplémentaires, subventions;
- traitements du personnel;
- factures fournisseurs et débiteurs;
- saisie des pièces comptables des établissements scolaires;
- relations avec les autorités des communes voisines et celles du Canton pour les répartitions des charges imputées à chaque échelon.

L'activité de la comptabilité nécessite une collaboration suivie tant avec les autres services de la direction qu'avec les instances cantonales (Département de l'enseignement et la formation professionnelle, Département de la santé et de l'action sociale, Département de l'économie, de l'innovation, de l'emploi et du patrimoine, Département de la culture, des infrastructures et des ressources humaines, Département des finances et de l'agriculture, Ordre judiciaire).

Au terme de la redistribution des tâches entre Canton et communes (EtaCom), la Ville de Lausanne s'est vu déléguer par convention un certain nombre de compétences, aux plans notamment de l'organisation scolaire ou des prestations de psychologie scolaire. La comptabilité en assure tout le calcul et le suivi du volet financier. En ce qui concerne les établissements scolaires lausannois rattachés au Service des écoles et du parascolaire, elle comptabilise leurs pièces comptables directement dans l'application de l'Etat.

Coordination des quartiers

Les principales missions du domaine sont:

- assurer et développer le vivre-ensemble au sein des quartiers, promouvoir l'intégration sociale et le développement de projets urbains concertés;
- développer la citoyenneté et la participation au sein des quartiers;
- définir et mettre en œuvre une politique publique des quartiers comprenant celles de l'animation socioculturelle et le développement des espaces citoyens;
- initier, mettre en œuvre et pérenniser des outils de politique des quartiers qui participent avec la population à l'amélioration durable de la qualité et

du cadre de vie du quartier, dont les centres socioculturels et maisons de quartier, la caravane des quartiers, les contrats de quartiers et le budget participatif;

— favoriser le lien entre la population des quartiers et l'administration communale.

Caravane des quartiers

L'année 2022 a été marquée par la mise en place de deux éditions de la Caravane des quartiers aux Faverges (17-18-19 juin) et à Maillefer (23-24-25 septembre). Ces deux éditions ont rassemblé un nombre important de participantes et participants (environ 500-600 personnes par week-end) de tout âge et d'origines diverses. Lors de chacune des éditions, plus d'une trentaine d'activités diverses et variées, conçues et réalisées avec divers partenaires associatifs actifs dans le quartier, ont pu être mis en place tels que des concerts, des pièces de théâtre, des projections de films, des initiations, des tables rondes ou des balades.

Cette année fut également marquée par la fin d'une évaluation commencée en 2021 par un mandataire externe (Interface). Dans le but d'améliorer l'intégration sociale de la Caravane, de nouvelles perspectives de synergie sont étudiées avec le Bureau lausannois pour les immigrés (BLI) pour travailler en collaboration avec son projet Traits d'union qui vise à favoriser et valoriser l'implication des associations du réseau du BLI au travers d'un processus participatif.

Animation socioculturelle

L'année 2022 a été marquée par la décision de la Municipalité de transférer la gestion du Centre socioculturel des Bossons de la Fondation pour l'Animation socioculturelle Lausannoise (FASL) à la Ville, afin de le gérer directement comme une entité de la future Maison de quartier des Plaines-du-Loup. Ainsi, un dispositif d'animation sera mis en place. Il permettra, en plus d'accompagner les ambitions de la population souhaitant s'engager dans une assemblée de quartier et en même temps, d'assurer une coordination efficace avec les différents services de la Ville.

Cette décision a soulevé diverses réactions, par exemple, au niveau du Conseil communal avec le dépôt de plusieurs résolutions, au niveau de la presse avec la publication de divers articles, ainsi que dans les lieux d'animation avec la parution de banderoles et une campagne sur les réseaux sociaux. Néanmoins, après des négociations, un transfert ordonné a été convenu.

Budget participatif

La 4^e édition du Budget participatif lausannois a été officiellement lancée le 27 janvier 2022. La phase de dépôt de projet était ouverte jusqu'au 31 mai et 28 projets ont été déposés. 21 ont été retenus à la suite de l'étude de faisabilité qui a suivi. La période de votation auprès du public s'est ouverte du 3 octobre au 30 novembre et a permis de récolter 20'005 bulletins, dont 18'355 ont pu être validés (15'277 de plus que l'année dernière). Les votes étaient possibles au travers de 24 urnes installées dans des maisons de quartier, des bibliothèques, par internet ou, pour la première fois, grâce à des ambassadrices et ambassadeurs qui sillonnaient les quartiers pour présenter les projets. Cette année, chaque personne habitant Lausanne a également reçu un bulletin nominatif de vote dans sa boîte aux lettres, afin que ce vote soit représentatif de la diversité des quartiers lausannois. Au final, 12 projets ont été plébiscités par les Lausannoises et Lausannois et seront réalisés dans les trois ans à venir.

Contrat de quartier d'Entre-Bois (2020–2023)

Le succès rencontré, grâce au tirage au sort de 20 habitantes et habitants du quartier à participer aux Rencontres citoyennes de 2021, a pu donner une nouvelle dynamique à la commission de quartier suite aux années COVID. La commission, composée de citoyennes et citoyens d'Entre-Bois, a porté de nombreux projets destinés à améliorer la vie du quartier. Ils ont été développés et mis en œuvre en collaboration avec les services publics concernés.

Accueil vacances

La mission principale du domaine est d'organiser, mettre en œuvre, développer et coordonner des prestations d'accueil collectif d'enfants pendant les 14 semaines de vacances scolaires. Les

parents d'élèves qui exercent une activité professionnelle trouvent dans les offres conjuguées du Service des écoles et du parascolaire et du Domaine accueil vacances des solutions d'accueil et d'activités disponibles toute l'année, toujours dans l'optique d'une meilleure conciliation entre vie familiale et vie professionnelle. Le domaine assure aussi les prestations de l'école à la montagne pour ses camps scolaires et de vacances.

Les organisations subventionnées, telles que la FASL et l'Espace des inventions (EDI), sont mandatées par le SGEJQ pour la mise en œuvre de prestations d'accueil complémentaires sous la forme de centres aérés, de camps et d'activités à la journée.

Agence communale «Accueil vacances 5–15 ans» à Chauderon 7A

Le bureau d'Accueil vacances a répondu directement à quelque 1'500 personnes. Outre l'information donnée au public sur les activités de vacances ou des demandes plus générales, le domaine assure l'exploitation des structures d'accueil du SGEJQ et les travaux administratifs qui y sont liés.

Groupes de travail et projets

Le domaine Accueil vacances conduit les séances de coordination des offres vacances de la FASL et de l'EDI. En 2022 encore, le groupe de travail a étroitement collaboré pour répondre aux besoins accrus des familles. Le domaine Accueil vacances a rejoint le Réseau-L, les centres aérés étant bénéficiaires des subsides de la Fondation pour l'accueil de jour de l'enfance (FAJE). Il a également pris part au projet Passerelle Loisirs conduit par la Direction générale de la cohésion sociale du Canton de Vaud visant à faciliter l'accès aux loisirs pour les jeunes ayant des besoins particuliers. Le domaine est aussi actif dans le cadre de la Plateforme Activités Vacances, organe de coordination à l'échelon cantonal.

Passeport vacances

Le Domaine accueil vacances est mandaté par l'Association du passeport vacances de la région lausannoise (APVRL) pour assurer l'infrastructure administrative du passeport vacances. L'édition 2022 est couronnée de succès. Les organisatrices et organisateurs ainsi que les 38 communes membres ont assuré les activités avec engagement et plaisir au profit de 1'916 jeunes. La Loterie Romande participe au financement de ces activités à hauteur de CHF 30'000.-.

Un nouveau site web a vu le jour et un projet de refonte du système d'inscription aux activités en ligne est en cours.

Centres aérés urbains (CAU)

Les 14 CAU, dont deux nouveaux en 2022, sont ouverts durant les relâches de février, les vacances de Pâques et d'automne. Cet accueil à la journée, de 8h à 18h, est destiné aux enfants de 6 à 11 ans révolus.

Les équipes des CAU, sous la conduite de la coordinatrice, offrent des programmes variés dans lesquels chaque enfant a une place d'actrice et d'acteur. A chaque jour, ses surprises dans les domaines créatif, ludique, sportif et de découverte, principalement en plein air.

1'097 enfants ont été accueillis, totalisant 3'641 journées/enfants. En 2022, la fréquentation des CAU a augmenté de 13%.

Centre aéré d'été

Le centre aéré de Béthusy offre un accueil à la semaine pour 60 à 70 enfants de 6 à 12 ans pendant les six premières semaines des vacances d'été. Ainsi, 403 enfants ont été accueillis, totalisant 1'940 journées/enfants. Chaque jour, des activités en plein air ainsi que des ateliers d'expression ont été organisés. Deux responsables et deux assistantes qualifiées, ainsi qu'une quinzaine de monitrices et moniteurs ont assuré l'encadrement des enfants chaque semaine.

Centres à la montagne de la Barboleusaz, des Chevalleyres et de Château-d'Oex

Les équipes accueillent chaque semaine de nouveaux groupes pour des camps scolaires et des camps de vacances. Les camps scolaires ont été interrompus en raison de la situation sanitaire jusqu'en février. Les équipes d'accueil se sont fortement mobilisées pour proposer aux groupes inscrits des activités à la journée à la montagne et dans la région lausannoise, qui ont été plébiscitées par le corps enseignant et les élèves.

Les camps ont repris en pleine capacité dès février, au grand soulagement des bénéficiaires et des équipes d'accueil.

Initiation culturelle et Education à la citoyenneté

La mission principale du domaine est de gérer les activités culturelles, de sensibilisation à l'environnement et de prévention, proposées à toutes les classes lausannoises de la scolarité obligatoire. L'ensemble des données retranscrites dans ce chapitre concerne l'année scolaire 2021-2022.

Activités culturelles et abonnement culturel

Le programme des activités culturelles compte 27 spectacles théâtraux ou musicaux, 4 concerts, 18 animations et 12 découvertes. De nouvelles collaborations ont été mises en place cette année, notamment avec le Festival des Urbaines, la Fondation Organopole et le 750^e anniversaire de St-François.

Dès la rentrée d'août, désormais sans contraintes sanitaires, 97% des classes de 1P à 6P et 65% des classes de 7P à 11S ont été inscrites par leur enseignante et enseignant à diverses activités, ce qui représente 632 classes sur un total de 770, soit une moyenne de 82%. Par ailleurs, 16 classes des institutions d'enseignement spécialisé participent aux diverses activités proposées.

Le programme de l'abonnement culturel propose quant à lui un large éventail de spectacles destinés aux 9S-12RAC. Cette année, 1'579 billets individuels et 440 billets combinés un parent-un enfant ont été réservés par les élèves et le corps enseignant. Cette demande est en augmentation par rapport à l'an dernier.

Sensibilisation à l'environnement

Les animations en classe et les visites de sites stratégiques constituent les activités de sensibilisation à l'environnement offertes par différents services de la Ville. Elles sont regroupées dans une brochure éditée chaque année. La coordination et l'organisation de ces activités sont assurées par le SGEJQ. 684 animations/visites ont été dispensées aux classes lausannoises.

Découverte de l'environnement construit

Proposées par l'association Ville en Tête, les différentes animations sont conçues pour chaque tranche d'âge et permettent aux élèves de se familiariser avec l'architecture, l'urbanisme et l'aménagement du territoire de manière ludique et interactive. 35 classes de 1P à 8P ont bénéficié de cette prestation.

Prévention des accidents par morsures

Ce cours est destiné à apprendre aux enfants comment il faut se comporter (ou ne pas se comporter) en présence d'un chien. 46 classes de 1 à 4P ont suivi ce cours de prévention.

Cultes et temples

La mission principale du domaine est d'assurer les engagements dus aux églises reconnues de droit public et aux communautés confessionnelles reconnues d'intérêt public et développer aux différents niveaux, les relations entre les autorités cantonales, communales et religieuses concernées par les obligations légales.

Évènements marquants

L'année 2022 marque la célébration du 750^e anniversaire de l'église St-François. Au sortir de la pandémie, la Ville de Lausanne, avec l'appui de l'association pour le 750^e anniversaire de l'église St-François, a programmé une année de festivités. Durant 12 mois, ce lieu a accueilli 323 visites pour découvrir les cloches et les orgues. La musique avait une place de choix dans le programme avec 59 concerts, tout comme la médiation culturelle pour les enfants. La danse,

l'humour ou le théâtre étaient aussi au rendez-vous avec 27 manifestations et trois expositions. Le temps de deux soirées, l'église a été transformée pour un repas à la bougie. Finalement, le moment phare a été le village médiéval sur la Place St-François le 8 octobre, lors de la journée officielle des festivités.

Environ 20'000 personnes ont franchi le seuil d'entrée, dont certaines et certains pour la première fois de leur vie.

Entretien du patrimoine

Le Conseil communal a adopté le préavis N° 2022/04 «Rénovation énergétique des installations d'éclairage de l'église St-François et adaptation à l'usage actuel». La Municipalité a donc sollicité un crédit d'investissement de CHF 400'000.- pour financer les travaux de rénovation et d'adaptation énergétique de l'éclairage interne du temple.

Dans le cadre du préavis N° 2021/10 «Rénovation intérieure partielle du temple de Sévelin et raccordement au réseau de chauffage à distance de la Ville de Lausanne», un crédit d'investissement de CHF 680'000.- a été sollicité pour améliorer l'isolation des locaux paroissiaux. Des travaux de rafraîchissement ont aussi été menés.

Parmi les travaux d'entretiens lourds financés par le budget de fonctionnement, il y a une restauration de la fresque de Louis Rivier endommagée par l'humidité au temple de St-Jean de Cour (CHF 20'900.-). Dans les autres temples, on peut citer: St-Marc, remplacement des battants et systèmes antichute des trois cloches du temple (CHF 9'285.60). A St-Matthieu, sécurisation des murs extérieurs et pose de barrières et clôtures galvanisées (CHF 14'047.-).

Le Domaine cultes et temples porte une attention particulière à changer les sources lumineuses des édifices et à prendre les mesures utiles pour améliorer la consommation électrique. Pour l'ensemble des lieux de cultes, des travaux de maintenance et d'entretiens sont menés toute l'année. Il faut aussi répondre aux urgences et imprévus, comme les fuites de gaz.

Les églises, lieux de formation pour les organistes

La richesse des orgues dans les églises protestantes de la Ville de Lausanne attire des musiciennes et musiciens. Par exemple, l'église de St-François compte quatre orgues dans ses murs dont profitent les étudiantes et étudiants du Conservatoire pour leur cours et leur répétition.

La guette et les guets de la cathédrale

La guette et les guets de la cathédrale veillent toujours sur notre ville de 22 heures à 2 heures depuis maintenant 617 ans. Il continue de susciter l'engouement aussi bien en Suisse qu'à l'étranger. Malgré la crise sanitaire, plusieurs centaines de personnes ont été reçues la nuit à la loge. La 9^e édition de la rencontre magique des enfants avec le guet a été organisée les 4-5 novembre 2022 en partenariat avec M^{me} Floriane Nikles, animatrice de «J'explore ma Ville».

Délégation à l'enfance

Les principales missions sont les suivantes:

- développer une politique de l'enfance de la Ville de Lausanne en faisant reconnaître les enfants comme des habitantes et habitants à part entière et aux besoins spécifiques;
- susciter des projets qui mettent les enfants dans une position d'actrice et d'acteur;
- établir des contacts avec le monde associatif et les professionnelles et professionnels de l'enfance.

Pousses Urbaines

L'édition avec pour thème «les préaux: leurs usages dans le cadre scolaire et dans le quartier» a permis d'explorer trois préaux dans trois quartiers. Une promenade a donné lieu à des capsules vidéo soulignant quelques observations et recommandations.

Parallèlement à cette édition, dans le cadre d'Interact (projet qui encourage et soutient les collaborations entre l'UNIL et la Ville), «Préaux en tous genres» a approfondi la question du genre dans ces

lieux. Les pistes d'action issues de quatre travaux de recherches ont été présentées et discutées par une assemblée concernée par la thématique (personnes sur le terrain et issues de divers services).

Groupe de référence

Cinq rencontres se sont tenues. A noter que le Groupe qui fête ses dix ans réunit plus d'une quinzaine de personnes rattachées à six directions. Le processus de labellisation UNICEF «Lausanne commune amie des enfants» a été reconduit: questionnaire détaillé, visite, présentation d'ateliers et plan d'action. Il se conclut par une 3^e obtention.

Conseils des enfants et démarches

Les Conseils se poursuivent dans les quartiers de Chailly, Prélaz, Bourdonnette, Fiches Nord et Désert. A Chailly, les enfants du Conseil, en partenariat avec l'école, ont finalisé un projet de fresque qui borde dorénavant la cour du Collège. En début d'année, une formation sur la participation enfantine a été mise en place pour les CAU, en collaboration avec le domaine accueil vacances. La Délégation s'est jointe au Contrat de Quartier pour permettre de récolter les avis et réflexions des enfants d'Entre-Bois et une action sur la participation a pris place lors du camp d'été de Bois-Clos.

Délégation à la jeunesse

Les principales missions de la délégation sont les suivantes:

- développer une politique de la jeunesse en favorisant l'intégration des jeunes dans la cité et leur participation;
- assurer une transversalité entre les services et les directions de la Ville sur les questions liées à la politique de la jeunesse;
- accompagner et soutenir les projets des 13-25 ans;
- établir des contacts avec le monde associatif et les professionnelles et professionnels de la jeunesse;
- coordonner l'activité des travailleuses et travailleurs sociaux hors murs, des animatrices et animateurs de la Permanence Jeunes Borde, de la coordinatrice des animations de la Place du Tunnel et du médiateur sportif;
- assurer le suivi et le bon fonctionnement du Conseil des Jeunes;
- gérer le fonds de soutien aux projets d'adolescentes et adolescents et de jeunes adultes.

Subventions casuelles

Des subventions ponctuelles ont été attribuées à 14 projets, événements et associations pour un montant total de CHF 79'545.-.

Locaux de musique

29 locaux sont mis à disposition de jeunes musiciennes et musiciens de musiques actuelles (rock, métal, reggae, funk, world-music, etc.), soit une soixantaine de groupes, sur cinq sites différents (Borde, Blécherette, Croix-d'Ouchy, Pierrefleur et Rouvraie).

Travailleuses et travailleurs sociaux hors murs (TSHM)

Malgré le début d'année particulier, les TSHM ont maintenu une présence dans les quartiers de la ville ainsi que les accompagnements avec des jeunes. Un besoin de soutien psychosocial plus important a été constaté et de nouvelles demandes de suivis individuels se sont manifestées.

Permanence Jeunes Borde (PJB)

En 2022, la fréquentation était toujours très importante pour ce lieu central du quartier de la Borde. Lors des périodes d'accueil libre, jusqu'à une cinquantaine d'enfants et de jeunes se retrouvent pour jouer, bricoler, cuisiner, discuter, etc. En plus des activités et animations régulières, plusieurs sorties ont eu lieu tout au long de l'année et un camp de ski aux Mosses a été organisé durant les relâches.

En raison de la rénovation du collège de la Barre, le terrain du Pré-des-Druides est fermé jusqu'en 2024. Pour tenter de pallier ce manque, l'équipe de la PJB a aménagé le toit plat au-dessus du bâtiment 49bis pour y effectuer des activités lors des beaux jours.

Outre des animations, un accompagnement social est aussi proposé aux jeunes.

Médiateur sportif

Le médiateur sportif a poursuivi son soutien aux activités sportives urbaines, ses conseils aux jeunes et aux associations par la coordination de divers projets et la mise à disposition de salles de gymnastique, dont le basket «libre», qui a vu une fréquentation record cette année.

Suite à l'impulsion du Service des sports et du médiateur sportif, un nouvel espace a vu le jour à Beaulieu. Soutenues par la Délégation à la jeunesse, sept associations se sont regroupées sous le nom de «Halle 13». Cet espace unique de 2'826 m² est dédié aux sports à roulettes et au développement de pratiques urbaines telles que le roller derby, le longboard, le skateboard, le roller inline ou encore le roller skate.

Conseil des Jeunes (CDJ)

La Délégation à la jeunesse a accompagné le CDJ dans ses différentes activités, lors des assemblées générales mensuelles à la salle du Conseil communal ou dans les différentes commissions. Depuis 12 ans, l'association offre aux jeunes Lausannoises et Lausannois un espace d'échanges, de créations et d'interpellations.

Les principales activités 2022 du CDJ ont été:

- la participation aux festivités officielles du 1^{er} août avec l'accueil du président de la Confédération M. Ignazio Cassis;
- la plateforme artistique Exobus qui prend place dans un ancien bus des transports publics, ce qui lui permet d'aller à la rencontre du public là où il se trouve. Une quinzaine de sorties ont eu lieu cette année;
- le Festiv'art que la commission «Culture» a mis sur pied. Ce festival a accueilli de jeunes artistes et artisans le temps d'un week-end pluvieux d'octobre devant la Villa Mon-Repos;
- l'organisation du Gala des 18 ans qui se tient chaque année pour fêter le passage à la majorité et qui a eu lieu le 9 novembre au Théâtre de Beaulieu. Plus de 700 invitées et invités étaient présents pour profiter de concerts (Nnavy et Lum) et d'humour (Charles Nouveau). Un gala de rattrapage pour les jeunes nés en 2002 et 2003 a eu lieu en janvier à l'Opéra avec le mentaliste Fabien Olicard.

Fonds de soutien aux projets d'adolescentes et adolescents et de jeunes adultes

Malgré la pandémie qui a retardé un certain nombre de projets, dix dossiers différents, organisés pour et par des jeunes Lausannoises et Lausannois, ont néanmoins pu être présentés à la Commission d'attribution. Ils ont reçu une aide de CHF 52'200.- pour du sport urbain, des marchés urbains et artisanaux, de l'improvisation, un événement K-pop, des festivals de musique et du cinéma.

Tunnel rêve de mer

A la suite d'une opposition, le projet initial de réaménagement provisoire de la Place du Tunnel, en collaboration avec le Service de la mobilité et de l'aménagement des espaces publics et différents services de la Ville, n'a pas pu voir le jour comme prévu. Afin d'offrir néanmoins une place accueillante durant l'été, la Délégation à la jeunesse a aménagé en deux mois un espace temporaire, avec la mise à disposition de chaises longues et de jeux à l'ombre des palmiers. Ce projet vise à fournir une première expérience professionnelle à des jeunes de 13 à 17 ans et à valoriser les compétences de la jeunesse du quartier, ainsi qu'un espace convivial au centre-ville!

Politique familiale

Le domaine de la Politique familiale est composé du Bureau lausannois pour les familles (BLF), du Bureau d'information aux parents (BIP) et de la restauration collective.

Evènements marquants

Plusieurs postes ont été repourvus cette année: une nouvelle déléguée à la politique familiale, une nouvelle assistante à la déléguée à la politique familiale, une nouvelle responsable du BIP et une nouvelle secrétaire du BIP ont ainsi rejoint l'équipe.

Bureau lausannois pour les familles

Appel à projets

Pour son appel à projets, le BLF offre CHF 10'000.- par année, afin de financer des prestations en faveur des familles lausannoises. Depuis 2022, la dépose des projets se fait sur la plateforme Lausanne participe.

Afin de rendre visible l'appel à projets et encourager la participation, des vidéos de témoignages des lauréates et lauréats des précédentes éditions ont été réalisées et publiées sur le compte Instagram de la Ville.

Pour cette 6^e édition, 21 projets ont été déposés et quatre d'entre eux ont été récompensés:

- I work U play: création d'un espace de coworking dédié aux mamans qui souhaitent s'insérer dans le monde professionnel, avec une prise en charge de leurs enfants dans une pièce attenante;
- petits prêts entre familles: création d'un site internet pour faciliter les prêts d'objets de puériculture;
- activités Kids e-motions: organisation d'ateliers hebdomadaires sur une année pour les enfants de 1P du quartier de la Pontaise, en mettant l'accent sur le mouvement, la connaissance de soi, la gestion des émotions et le vivre ensemble;
- les SuperMamans... pour tous!: traduction en huit langues des différents supports de communication de leur association.

Plateforme famille

Deux fois par année, le BLF réunit ses partenaires internes et externes à la Ville, afin de développer une réflexion sur des sujets d'actualité. Cette année, les thèmes des écrans et de la rédaction inclusive ont été abordés.

Grandir à Lausanne

Publié deux fois par an, ce bulletin d'information, distribué à tous les élèves lausannois, a abordé les thèmes suivants:

- bouger et jouer en plein air: 125 espaces pour petites, petits, grandes et grands: pour ce 30^e numéro, une édition spéciale avec une grande carte a été publiée, recensant tous les espaces de jeux en plein air;
- vive les vacances: présentation du Bureau lausannois d'accueil vacances et sa grande variété d'offres.

Journée internationale des familles

A l'occasion de la Journée internationale des familles qui a lieu le 15 mai, le BLF a décidé d'offrir aux associations et personnes qui ont participé à l'appel à projets 2021, la possibilité de présenter leurs activités et prestations à la population. Des ateliers gratuits ont été organisés durant toute une semaine et une journée festive a eu lieu à Vidy avec des stands d'information, des activités pour les familles et des démonstrations.

Journée internationale pour l'égalité des familles

Cette journée célébrée chaque 1^{er} mai est l'occasion de mettre en lumière les différentes formes familiales contemporaines, telles que les familles homoparentales, monoparentales et recomposées. Le BLF a participé à l'évènement organisé par l'Association Familles arc-en-ciel.

Intervention et formation

L'émergence de nouveaux modèles familiaux et l'évolution de la conception de la famille impliquent des changements importants pour la politique familiale. Afin de sensibiliser les étudiantes et étudiants à ces enjeux, le BLF est intervenu à la Haute école de travail social et de la santé (HETSL), ainsi qu'à la Faculté des sciences sociales de l'Université de Lausanne.

Graine solidaire

En 2020, le BLF a lancé Graine solidaire, un projet d'agriculture urbaine et d'éducation alimentaire qui vise à développer les liens sociaux entre les habitantes et habitants du quartier dense, mais isolé du Bois-de-Vaux. Cependant, la pandémie a interrompu le déroulement du projet. En 2022, à la suite d'une subvention du Canton de Vaud, le BLF a pu relancer ce projet.

Bureau d'information aux parents (BIP)

L'équipe du BIP, qui s'est renouvelée au courant du premier semestre de cette année avec l'engagement de la responsable, ainsi que le remplacement d'une secrétaire, a vu le volume des interactions avec les parents augmenter de 14% (14'779 échanges entre réception, appels et courriels). Au niveau de la réception, cette augmentation est particulièrement marquée, +39%, avec 2'610 passages.

En ce qui concerne la gestion de la Liste d'attente centralisée (LAC) du Réseau-L pour les 0-6 ans en accueil collectif et les 0-12 ans en accueil familial de jour, il y a également une augmentation (+9%): 3'519 inscriptions traitées en 2022, dont 2'998 concernent des familles lausannoises.

1'291 enfants lausannois nés en 2022 ont été inscrits sur la LAC. Ils représentent 80% des enfants de moins d'un an enregistrés au Service du contrôle des habitants au 31 décembre 2022.

A fin décembre, la LAC compte 281 enfants lausannois de 0 à 4 ans, dont le motif est la conciliation entre vie familiale et professionnelle, pour lesquels la date d'entrée souhaitée est dépassée. Ce chiffre reste stable par rapport à 2021 et ce, malgré l'augmentation des demandes par les familles.

En 2022, le BIP a organisé trois séances de la Coordination PAP (procédure d'attribution des places), dédiées en grande partie à l'élaboration d'une version 2023 de la PAP avec l'objectif, entre autres, d'améliorer l'information auprès des parents.

Restauration collective

Le domaine de la Politique familiale est chargé du pilotage et de la coordination entre les services concernés par l'offre de restauration collective pour les 7'000 repas du Réseau-L. Il s'occupe également de la gestion des contrats avec les prestataires de repas et est chargé de faire les liens avec la restauration collective portée par la Direction du logement, de l'environnement et de l'architecture (LEA).

Service de la petite enfance (SPE)

Principales missions du service

- proposer et développer la politique d'accueil de jour de l'enfance;
- garantir en tout temps la qualité des prestations fournies et en évaluer l'efficacité;
- conduire, diriger et contrôler opérationnellement le réseau d'accueil de jour de Lausanne (Réseau-L);

- gérer les 17 Centres de vie enfantine (CVE) municipaux;
- accompagner les institutions pour l'enfance du Réseau-L;
- assumer la gestion du régime d'autorisations et de surveillance de l'accueil en milieu familial (AMF);
- développer des places d'accueil en lien avec le Programme de législation (PL).

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
CVE Ancien-Stand	26.12	26.05	28.82	27.50
CVE Bellevaux	24.40	20.20	25.40	21.60
CVE Bergières	32.28	32.68	34.48	34.93
CVE Borde	17.10	16.50	18.85	17.15
CVE Bourdonnette	27.03	26.48	28.03	27.74
CVE Cité	21.75	21.60	22.75	21.80
CVE Colline	8.25	7.15	8.45	7.85
CVE des Diablerets	10.65	10.45	10.65	10.45
CVE Grancy	10.45	8.80	11.25	8.70
CVE Grangette	23.83	23.41	26.88	26.88
CVE Jardins de Prélaz	20.60	19.45	24.15	23.50
CVE Montelly	30.59	29.48	33.29	31.39
CVE Montoie	11.05	9.67	15.15	13.56
CVE Petit-Vennes	12.80	11.90	12.80	12.33
CVE Sallaz	6.75	6.25	7.25	6.90
CVE Valency	22.88	20.20	22.08	20.85
ER Grenette	3.62	3.02	3.82	3.12
Préscolaire - Chauderon	11.51	7.50	20.81	6.20
SPE Chauderon	16.02	14.70	23.17	14.52
Total service	337.67	315.48	378.08	336.97

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	40.41

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
CVE Ancien-Stand	35	26.05	37	27.50
CVE Bellevaux	28	20.20	29	21.60
CVE Bergières	47	32.68	50	34.93
CVE Borde	23	16.50	24	17.15
CVE Bourdonnette	35	26.48	38	27.74
CVE Cité	30	21.60	30	21.80
CVE Colline	10	7.15	11	7.85
CVE des Diablerets	15	10.45	15	10.45
CVE Grancy	11	8.80	11	8.70
CVE Grangette	32	23.41	39	26.88
CVE Jardins de Prélaz	28	19.45	35	23.50
CVE Montelly	39	29.48	43	31.39
CVE Montoie	14	9.67	19	13.56
CVE Petit-Vennes	17	11.90	20	12.33
CVE Sallaz	9	6.25	10	6.90
CVE Valency	29	20.20	30	20.85

ER Grenette	5	3.02	6	3.12
Préscolaire - Chauderon	10	7.50	8	6.20
SPE Chauderon	18	14.70	18	14.52
Total service	435	315.48	473	336.97

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
CVE Ancien-Stand	2	2**
CVE Bellevaux	4**	2**
CVE Bergières	4	4
CVE Borde	2	1
CVE Bourdonnette	1	1
CVE Cité	5**	5
CVE Colline	1	1
CVE des Diablerets	1	1
CVE Grancy	1	2
CVE Grangette	1	2
CVE Jardins de Prélaz	4**	4
CVE Montelly	1	3
CVE Montoie	-	1
CVE Petit-Vennes	1	2
CVE Sallaz	2	1
CVE Valency	1	1
ER Grenette	1	2**
SPE Chauderon	2	-
Total service	21	29

** dont un stagiaire Assistant socio-éducatif (ASE)

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	40	78
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	1
Total service	41	79

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	1
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	18
Départ à la retraite	11
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	1
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	4
Licenciement fin droit trait. 24 mois	5
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	40

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé-e-s à l'heure	293	40.14	283	32.00
Auxiliaires mensualisé-e-s	82	27.42	97	28.36
Auxiliaires payé-e-s au forfait	4	*	4	*
Total service	379	67.56	384	60.36

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

- développement des projets de nouvelles structures d'accueil pour 2023 et pour les années suivantes selon le programme de législature et le rapport-préavis N° 2022/24 «Objectif 100%. Pour un plan d'investissement et de développement de l'accueil de jour des enfants en vue d'atteindre la couverture complète des besoins»;
- vacance du poste de chef de service sur toute la période, intérim assuré successivement par l'adjointe au chef de service et la secrétaire générale jusqu'à son départ fin septembre, puis par le directeur avec le soutien du comité de direction jusqu'à fin décembre 2022;
- création de 82 places d'accueil sur la période;
- inauguration des nouveaux locaux pour le Service de la petite enfance (SPE) à l'avenue Agassiz 5;
- élaboration d'un projet de poolistes;
- augmentation des ept dans les CVE municipaux à la suite à la pérennisation d'auxiliaires destinés à pallier les absences planifiées liées aux formations et aux vacances du personnel éducatif.

Principales activités 2022

Administration et numérique

iCare

Il s'agit du système informatique de gestion de placement des enfants dans les institutions pour l'enfance.

Le Domaine administration et numérique (DAN) est garant de son bon fonctionnement et de son développement pour l'ensemble des institutions du Réseau-L. En 2022, plus de 50 tâches d'amélioration, de développement et de mise à jour ont été traitées conjointement avec le DAN. De nouvelles fonctions ont été apportées à l'outil, afin d'améliorer le traitement des tâches quotidiennes effectuées par le Bureau de détermination du revenu (BDR), le Bureau d'information aux parents (BIP), l'Accueil en Milieu Familial (AMIFA) et le Service des écoles et du parascolaire (SEP).

La collaboration avec le SEP a été renforcée. Désormais, plusieurs structures d'accueil pour enfants en milieu scolaire (APEMS) sont équipées de téléphones mobiles pour enregistrer les présences et des informations d'urgence sur les enfants accueillis. L'année 2022 a notamment été marquée par le projet Abacus qui remplacera dès janvier 2023 le logiciel GEFI, afin d'assurer le bon déroulement de la mise en œuvre de ce nouveau système d'information comptable et le transfert des données depuis iCare.

Bureau de détermination du revenu (BDR)

Le BDR a pour mission de calculer le revenu déterminant des ménages lors des révisions annuelles, ou sur demande des ménages dès qu'une modification de la situation financière intervient. Le revenu déterminant fixe le prix des prestations consommées par les enfants du ménage.

En 2022, le BDR a traité plus de 4'000 dossiers de révision et de mise à jour de revenu déterminant. Dans le but d'accélérer le temps de traitement de dossiers en constante augmentation, l'équipe a été renforcée par 1.7 ept de personnel auxiliaire. Hormis le travail effectué quotidiennement, le BDR s'est attelé en cours d'année à améliorer le processus de révision et les outils mis à disposition. A titre d'exemple, tous les formulaires sont désormais accessibles sur une page internet dédiée au BDR sur le site de la Ville de Lausanne.

Pilotage du Réseau-L

Taux de couverture en %

Pour rappel, il existe deux types de taux de couverture:

- taux de couverture I: nombre de places offertes (financées) rapporté au nombre d'enfants du même âge dans la population;
- taux de couverture II (parfois appelé taux de recours): nombre d'enfants accueillis rapporté au nombre d'enfants du même âge dans la population.

Taux de couverture I	2022	2021
Nursery	43.4	42.5
Garderie	55.0	48.8
Parascolaire I (1-2 P)	38.0	40.2
Taux Réseau-L petite enfance	44.8	43.7

Taux de couverture II	2022	2021
Nursery	56.2	55.3
Garderie	71.0	63.6
Parascolaire I (1-2 P)	51.2	57.4
Taux Réseau-L petite enfance	58.6	58.4

Statistiques du Réseau-L petite enfance

Taux d'occupation

L'objectif de fréquentation des institutions de la petite enfance du Réseau-L est de 90% du total des places offertes. Cette contrainte est exigible dès la troisième année de fonctionnement de la structure. Elle est calculée sur 11 mois de fréquentation (un mois de fermeture vacances).

Catégorie A – Centres de vie infantile municipaux

Mandant	Taux d'occupation sur 11 mois	Nombre de places offertes et financées		
		Pré-scolaire	Parascolaire et haltes-jeux	Total
CVE de Belleaux	74.8%	44	62.0	106.0
CVE de Grancy	88.9%	22	24.0	46.0
CVE de la Borde	81.5%	44	36.0	80.0
CVE de la Bourdonnette	93.1%	88	32.0	120.0
CVE de la Cité	94.6%	42	48.0	90.0
CVE de la Colline	86.1%	27	–	27.0
CVE de la Grangette*	90.2%	66	36.0	102.0
CVE de la Sallaz	93.9%	22	–	22.0
CVE de l'Ancien-Stand	91.2%	66	48.0	114.0
CVE de Montelly	72.9%	76	36.0	112.0
CVE de Montoie*	91.5%	34	24.0	58.0

CVE de Petit-Vennes	86.2%	44	-	44.0
CVE de Valency	92.4%	44	31.0	75.0
CVE des Bergières	80.8%	76	44.0	120.0
CVE des Diablerets	84.6%	34	-	34.0
CVE des Jardins de Prélaz*	94.0%	44	60.0	104.0
Moyenne/Total des places offertes	86.4%	773	481.0	1'254.0

* ouvertures de places en 2022

Catégorie B – Garderie et centres de vie enfantine de quartier privés conventionnés

Mandant	Taux d'occupation sur 11 mois	Nombre de places offertes et financées		
		Préscolaire	Parascolaire et haltes-jeux	Total
Centre de la Petite Enfance	93.5%	104	41.0	145.0
Chenille	87.2%	51	48.0	99.0
Clos-de-Bulle	94.8%	44	23.2	67.2
Collonges	89.2%	44	30.4	74.4
Crèche de Bérée	95.2%	44	-	44.0
CVE de Cour*	89.0%	44	32.0	76.0
CVE de la Madeleine*	90.9%	44	-	44.0
CVE d'Entre-Bois	84.0%	43	20.0	63.0
Grattapaille*	82.9%	71	48.0	119.0
Les Koalas	95.0%	17	5.0	22.0
Maillefer	93.0%	22	12.0	34.0
Malley-Prairie	90.3%	69	36.0	105.0
Piccolo Mondo	93.0%	44	21.6	65.6
Planète Bleue	93.3%	21	24.0	45.0
Servan	81.0%	74	41.6	115.6
Tournesols	90.6%	29	20.0	49.0
Zig Zag Zoug	93.8%	49	40.0	89.0
Moyenne/Total des places offertes	89.2%	814	442.8	1'256.8

* ouvertures de places en 2022

Catégorie C – Garderies et crèches d'entreprises privées conventionnées en partenariat

Mandant	Taux d'occupation sur 11 mois	Nombre de places offertes et financées		
		Préscolaire	Parascolaire et haltes-jeux	Total
Béthanie	94.0%	22	-	22.0
Bois-Gentil	94.9%	22	-	22.0
Crèche de Montchoisi	92.2%	22	-	22.0
Crèche du Centenaire	80.0%	34	-	34.0
Croq'cinelle	89.5%	44	-	44.0
Croquignole	84.3%	37	-	37.0
Espace Enfance Vinet	85.6%	44	-	44.0
Garderie de Sébeillon	88.3%	44	-	44.0
IPE de Marterey	92.6%	41	-	41.0
La Case	82.6%	98	-	98.0
Mandarine	29.5%	19	-	19.0
MiniWatts	85.6%	44	-	44.0
Polychinelle	74.4%	149	-	149.0
Primavera*	84.4%	39	-	39.0
Tivoli	91.5%	44	-	44.0
Moyenne/Total des places offertes	89.2%	703	0	703.0

* ouvertures de places en 2022

Catégorie D – Garderies et crèches privées conventionnées en partenariat avec l'Etat de Vaud

Mandant	Taux d'occupation sur 11 mois	Nombre de places offertes et financées		
	Pré-scolaire	Pré-scolaire	Parascolaire et haltes-jeux	Total
CVE Carambole	85.7%	49	–	49.0
CVE de Beaumont I	89.5%	71	–	71.0
CVE de Beaumont II	88.9%	60	53.0	113.0
CVE La Forêt	92.5%	38	–	38.0
CVE La Fourmi	85.3%	76	–	76.0
CVE Les Falaises	89.3%	39	–	39.0
Pouponnière Chailly	93.1%	88	38.0	126.0
Moyenne/Total des places offertes	89.2%	421	91.0	512.0

CVE municipaux

Pour les CVE, l'évènement marquant de cette année 2022 aura été, et l'est encore, la difficulté de pouvoir recruter du personnel éducatif formé, dans un milieu professionnel asséché en termes de ressources. Pour rappel, les directives de l'Office de l'accueil de jour des enfants (OAJE) exigent le remplacement immédiat de toute personne absente, puisque les taux d'encadrement doivent être respectés en tout temps. Dès lors, à chaque absence, il est nécessaire de pallier et trouver du personnel supplémentaire. Engagés jusqu'à 2021 en contrat d'auxiliaire à l'heure, des ept ont été accordés à chaque CVE, dont le plan des postes a été adapté en conséquence. La mise en œuvre du pool de remplacement est une très bonne solution pour la gestion des remplacements, mais il reste la difficulté de trouver le personnel.

L'année 2022 fait suite à deux années difficiles quant aux relations avec les familles en lien avec la pandémie de COVID, fermeture de groupe, absences prolongées du personnel, maladies diverses, mesures sanitaires complexes, etc. Il est fort de constater que malgré tout cela, la reconnaissance des familles est très présente grâce au travail des institutions. Elles se sont adaptées jour après jour et ont réagi avec tact, afin de garantir un accueil de qualité pour les enfants et leurs parents. Le service s'est attelé tout au long de l'année à garantir une cohérence et une coordination au sein du Réseau-L petite enfance.

Accueil familial

Pour accomplir l'obligation faite aux communes de garantir le respect des dispositions légales d'autorisation et de surveillance de l'accueil familial, trois coordinatrices (1.7 ept), engagées par la Commune travaillent en étroite collaboration avec la structure de coordination de l'Accueil en milieu familial (AMIFA), gérée par le Centre vaudois d'aide à la jeunesse (CVAJ). La mission des coordinatrices consiste à évaluer les conditions d'accueil en milieu familial et surveiller la qualité de la prise en charge des enfants. Durant l'année, l'AMIFA a reçu 19 dossiers de candidature; cinq candidates ont été agréées, deux ont renoncé à exercer après avoir reçu leur autorisation.

Au 31 décembre 2022, 69 accueillantes en milieu familial (AMF) autorisées accueillent 226 enfants. Durant l'année, huit AMF ont cessé leur activité dont deux départs à la retraite.

301 demandes de remplacements/dépannages ont été effectuées.

Visites – entretiens en 2022:

- 137 visites au domicile des AMF: 73 visites pour conventions de placement, 32 visites de contrôle, 15 visites de renouvellements d'autorisation et 17 visites d'enquêtes;
- 56 entretiens ont eu lieu à l'AMIFA: 39 pour mises à jour/conflits et 17 pour conventions de placement.

Finances

Dès 2022 et pour les années suivantes, la Fondation pour l'accueil de jour des enfants (FAJE) a augmenté de 1% sa participation aux charges salariales du personnel éducatif, pour l'arrêter à 33%.

La FAJE réactive le dispositif «aide à la pierre» (en vigueur entre les années 2009 et 2012) sous une forme simplifiée. Il s'agit d'un programme de subventionnement ciblé pour les années 2022 à 2026, ayant pour but de soutenir la construction et la rénovation de biens immobiliers en

vue de la création de structures d'accueil préscolaire et parascolaire. L'aide à la pierre s'inscrit en complément des aides au démarrage usuelles.

Enfin, la FAJE améliore sa participation en faveur de l'accueil en milieu familial par un subventionnement du salaire des accueillantes en milieu familial. En corollaire, un plan de développement sera proposé pour les années 2023–2026.

Un programme mis en place sur une durée limitée a permis d'offrir, par un financement de la Confédération, une réduction de 20% sur les factures du mois de novembre 2022 aux parents qui ont un enfant dans une institution du Réseau-L.

Les ouvertures/extensions ont permis de créer 82 places d'accueil en 2022: CVE Grattapaille (+ 15 places préscolaires supplémentaires avec un nouveau partenariat avec l'entreprise ECA-Vaud et + 8 places parascolaires), Garderie Primavera (+ 17 places préscolaires), Madeleine (+ 12 places préscolaires), CVE de Montoie (+ 12 places préscolaires), CVE Jardins de Prélaz (+ 12 places parascolaires) et CVE de Cour (+ 6 places parascolaires).

Halte-jeux

Concernant les halte-jeux, lieux à temps d'ouverture restreint, le Réseau-L s'agrandit avec l'ouverture de deux nouveaux lieux: les Petits Apprentis Sages, dix places au sein de la Maison de quartier de la Pontaise et OSEO Junior avec quatre places en partenariat avec le CVE de la Sallaz. Enfin, la halte-jeux Rataboum a été municipalisée à la rentrée 2022 et ses prestations maintenues au sein du CVE des Grangettes.

Ressources pédagogiques

- le programme Préservation de la santé au travail (PST) a continué à se développer pour les institutions de la petite enfance privées-subventionnées avec grand intérêt. Les sujets comme la gestion des remplaçants, les groupes uniques et l'inclusion des enfants à besoins particuliers ont été longuement échangés lors des séances mensuelles avec les référents santé de chaque institution adhérant au projet;
- les intervenantes de la cellule socio-éducative ont été mobilisées tout au long de l'année, que ce soit pour les familles qui se sont trouvées impactées à la suite de la crise sanitaire et ses conséquences, ou pour le personnel tenu de s'adapter au fil des jours et au manque important de professionnelles et professionnels disponibles pour des remplacements. Le suivi des situations de l'inclusion des enfants à besoins particuliers a également demandé un accompagnement intense des directions et des équipes éducatives;
- les projets de nouvelles structures d'accueil selon le programme de législation ont également bien mobilisé le domaine ressources pour accompagner la mise en œuvre, le suivi des chantiers et la programmation des nouveaux projets;
- le domaine ressource a établi deux nouvelles brochures à l'intention des parents:
 - «halte-jeux»;
 - «accueil parent-enfant».Ces deux documents seront essentiellement distribués au BIP, afin d'orienter les parents en recherche d'une solution d'accueil autre que l'accueil ordinaire à la journée;
- le ramassage des déchets encombrants au sein des CVE a été à nouveau mis en œuvre avec une association sociale et permet ainsi aux équipes éducatives de trier, vider et désencombrer les locaux.

En route pour l'École

Le SPE a lancé pour la troisième et dernière fois l'appel à projets «En route pour l'école» d'une valeur totale de CHF 50'000.- par année sur trois ans pour la sensibilisation au français des enfants allophones d'âge préscolaire. Ils ont pour objectif de faciliter l'entrée à l'école. Le fonds a été partagé entre quatre projets, dont trois qui ont déjà eu lieu en 2021–2022.

Service des écoles et du parascolaire (SEP)

Principales missions du service

- assurer l'organisation générale de l'école obligatoire à Lausanne et la planification scolaire, en étroite coordination avec les directions des établissements scolaires, en application de la convention Vaud – Lausanne;
 - assurer l'organisation générale et la planification de l'accueil parascolaire, mettre en œuvre l'école à la journée continue de l'écolier, pour les élèves de la 3P à la 11S (APEMS, accueil parascolaire 7–8P, réfectoires);
 - organiser et gérer les devoirs accompagnés pour la scolarité obligatoire;
 - assurer l'information aux parents au sujet de la scolarité à Lausanne et mettre en place un guichet unique destiné à les accueillir, les conseiller et les orienter, tant pour les domaines scolaire que parascolaire;
 - gérer les inscriptions à l'école, aux prestations parascolaires et aux devoirs accompagnés, les tâches administratives et des bases de données des enfants/élèves, la facturation des prestations aux parents et aux communes partenaires ainsi que les transferts entre communes, etc.;
 - mettre à disposition les infrastructures scolaires nécessaires pour la scolarité obligatoire et l'accueil parascolaire à Lausanne: assurer la planification générale, construire, optimiser, transformer, rénover, équiper et assainir le patrimoine scolaire et parascolaire;
 - assurer l'entretien, l'équipement et l'utilisation des bâtiments scolaires et parascolaires: conciergerie, travaux courants, logistique et gestion des stocks;
 - assurer le soutien administratif et organisationnel des établissements scolaires: engagement et gestion du personnel administratif et des bibliothécaires scolaires, gestion fiduciaire et gestion informatique;
 - assurer l'organisation, la chancellerie et le soutien logistique du Conseil d'établissement et des commissions d'établissements, soutenir les Conseils des élèves;
 - mettre en place une politique coordonnée et équitable des camps et sorties scolaires pour l'ensemble des classes lausannoises;
 - organiser les activités périscolaires: manifestations et fêtes scolaires, appui aux activités pédagogiques (prêt d'équipement pour les camps de ski, orchestres et corps de musique, etc.), gestion des fermes pédagogiques;
 - coordonner la politique relative aux préaux scolaires, en termes de statut et d'usages durant et hors périodes d'enseignement;
 - gérer l'attribution des bons pour les transports scolaires (abonnements tl);
 - organiser le Pédibus et participer à la coordination pour la sécurité sur le chemin de l'école;
 - contribuer aux projets de prévention et collaborer avec divers partenaires dans la gestion de prestations scolaires et socio-éducatives destinées à soutenir la scolarisation des élèves ayant des besoins particuliers: Centre de ressources pour élèves allophones (CREAL), Apart' (Maison des jeunes), soutien scolaire (Centre vaudois d'aide à la jeunesse);
 - promouvoir le travail interdisciplinaire et interinstitutionnel: coordination régionale des directions d'établissements lausannois (CRL), bureau régional pour l'éducation en milieu scolaire (APEMS), etc.
-

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration établis. scol.	32.49	31.50	32.29	32.30
Administration SEP	51.60	47.20	54.51	46.72
APEMS Beaulieu/Prélaz	33.14	33.99	42.47	39.63
APEMS Entrebois/Pierrefleur	31.46	31.13	35.03	33.99
APEMS Mon-Repos/Floréal	48.63	50.43	59.57	57.79
APEMS Sallaz/Côteau Fleuri	56.22	59.62	70.83	66.82
Conciergeries	104.94	104.21	107.44	102.67
Devoirs surveillés	22.29	16.17	7.26	12.07
Devoirs surveillés – Resp.	5.33	5.91	2.34	2.67
Réfectoires	10.46	7.46	22.44	16.24
Total service	396.55	387.62	434.18	410.90

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	37.63

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Administration établis. scol.	42	31.50	43	32.30
Administration SEP	61	47.20	61	46.72
APEMS Beaulieu/Prélaz	61	33.99	96	40.73
APEMS Entrebois/Pierrefleur	55	31.13	81	36.04
APEMS Mon-Repos/Floréal	89	50.43	119	58.93
APEMS Sallaz/Côteau Fleuri	101	59.62	128	68.05
Conciergeries	179	104.21	172	102.67
Devoirs surveillés	127	16.17	50	6.55
Devoirs surveillés – Resp.	34	5.91	16	2.67
Réfectoires	23	7.46	50	16.24
Total service	772	387.62	816	410.90

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
APEMS Beaulieu/Prélaz	1	2
APEMS Entrebois/Pierrefleur	1	2
APEMS Mon-Repos/Floréal	2	2
APEMS Sallaz/Côteau Fleuri	2	3
Conciergeries	8	5
Total service	14	14

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	116	158
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	3
Total service	116	161

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	2
Convention de départ	2
Décès	-
Démission	67
Départ à la retraite	26
Fin de contrat	4
Licenciement juste motif ordinaire	1
Licenciement suppression poste	1
Licenciement fin droit trait. 2 mois	5
Licenciement fin droit trait. 24 mois	6
Licenciement juste motif immédiat	2
Licenciement invalidité totale	-
Total service	116

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	601	42.72	728	41.88
Auxiliaires mensualisé·e·s	257	29.10	97	13.60
Auxiliaires payé·e·s au forfait	28	*	23	*
Total service	886	71.82	848	55.48

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

2022 a permis de consolider la nouvelle organisation du Service des écoles et du parascolaire, créé dans l'élan de la réorganisation de la direction, tout en s'inscrivant dans une logique de développement des prestations à l'intention des enfants lausannois et de leurs familles, conformément aux engagements de la Municipalité.

Ainsi, du côté des infrastructures, le service a consacré d'importants efforts à la planification et à l'élaboration de scénarios d'organisation scolaire à l'échéance 2030, afin d'accompagner l'évolution démographique et celle des besoins de l'école, avec la précieuse collaboration des directions des établissements scolaires. Parallèlement, les enjeux d'efficacité énergétique ont pris une importance accrue, tant en lien avec les risques de crise qu'avec le Plan climat. Plusieurs études ont permis d'aider à prioriser les chantiers en matière d'assainissement et de rénovation énergétique. La stratégie de modernisation des réseaux informatiques a pu être mise sous toit et soumise au Conseil communal (préavis N° 2022/08). Enfin, divers projets de réaménagement et démarches participatives ont eu lieu à titre exploratoire dans le cadre de l'élaboration de la politique des préaux scolaires, qui sera présentée sous peu par la Municipalité.

Le rassemblement des prestations de devoirs accompagnés et d'accueil parascolaire dans un seul et même domaine prend forme. L'harmonisation des conditions de travail, la consolidation de l'organisation, la clarification des processus, le renforcement du soutien RH ont demandé un engagement important de la part de l'ensemble des équipes, ainsi que des domaines transversaux. Sur le terrain, outre la création de nouvelles places et l'ouverture de nouvelles structures d'accueil pour enfants en milieu scolaire (APEMS) et pour les 7-8P, la clarification des prestations devoirs accompagnés (DAC) et APEMS, grâce à un concept d'accueil revisité, a été mise en œuvre pour la moitié des sites, avec la réorganisation des équipes, sous la houlette des responsables parascolaires. La qualité de l'accueil des enfants est ainsi en constante amélioration, ce qui permet d'améliorer la prise en charge des situations complexes, de plus en plus nombreuses. Cette année a également été marquée par la recherche de nouveaux locaux et des travaux d'amélioration des lieux existants. Enfin, les processus d'inscription et la planification de la rentrée ont été révisés afin d'améliorer l'organisation et la lisibilité pour les parents.

Principales activités 2022

Organisation des établissements scolaires et des classes à la rentrée 2022

En août 2022, 14'438 élèves ont fait leur rentrée dans les classes lausannoises (+ 228 par rapport à la rentrée de 2021), répartis dans 772 classes (+ 17).

Répartition des élèves 1-6P et classes spéciales (situation au 1^{er} octobre 2022)

Établissement	1P	2P	3P	4P	5P	6P	ACC5-6	MO3-6	OESP1-6	OESP3-6	Total
Beaulieu	149	153	143	158	157	136	19	-	-	-	915
Coteau-Fleuri	154	149	150	151	179	136	11	-	17	-	947
Entre-Bois	146	138	134	121	150	112	10	-	-	-	811
Floréal	214	192	188	207	200	174	-	-	-	-	1175
La Sallaz	201	215	212	181	191	142	-	-	-	-	1142
Mon-Repos	168	193	188	204	191	178	21	-	-	-	1143
Pierrefleur	149	133	104	132	122	110	-	-	-	-	750
Prélaz	167	133	159	166	127	114	11	9	-	20	906
Totaux	1'348	1'306	1'278	1'320	1'317	1'102	72	9	17	20	7'789

Répartition des élèves 7P-11S et classes spéciales (situation au 1^{er} octobre 2022)

Établissement	7P		9		10		11		RAC1	CERT	ACC	MO	OESS	Total
	7P	8P	9VG	9VP	10VG	10VP	11VG	11VP	RAC2	7-11	7-11	7-11		
Belvédère	175	168	111	68	91	68	129	68	109	-	44	21	-	1'052
Bergières	163	165	83	80	100	81	81	80	-	-	34	9	-	876
Béthusy	176	170	96	93	75	122	105	109	-	13	52	-	-	1011
CF Ramuz	145	159	100	62	92	66	93	72	42	-	20	24	-	875
I.-de-Montolieu	179	171	104	72	104	76	93	67	-	-	25	28	-	919
Elysée	160	165	71	91	63	95	86	101	33	-	41	-	16	922
Villamont	174	174	95	99	104	109	89	110	-	-	40	-	-	994
Total/voie	1'172	1'172	660	565	629	617	676	607	184	13	256	82	16	6'649
Totaux	1'172	1'172	1'225		1'246		1283		184	13	256	82	16	6'649

Classes régulières

Degré(s)	Élèves	Classes	Moyenne
1-2P	2'627	136	19.3
3P	1'116	59	18.9
2-3P	17	1	17
4P	1'155	61	18.9
1-4P	41	2	20.5
3-4P	296	17	17.4
5P	1'210	62	19.5
6P	1'016	55	18.5
5-6P	193	10	19.3
7P	1'172	60	19.5
8P	1'172	60	19.5
9VG	660	34	19.4
9VP	565	27	20.9
10VG	629	33	19.1
10VP	617	27	22.9
11VG	676	36	18.8
11VP	607	28	21.7
Total	13'769	708	

Classes spéciales

Degré(s)	Élèves	Classes	Moyenne
RAC1	151	7	21.6
RAC2	33	2	16.5
CERT	13	1	13
ACC5-6	72	7	10.3
ACC7-8	91	10	9.1
ACC S	165	15	11
MO3-6	9	1	9
MO7-8	48	10	4.8
MO9-11	34	3	11.3
OESP1-6	17	3	5.7
OESP3-6	20	3	6.7
OESP7-8	8	1	8
OESS	8	1	8
Total	669	64	

Légende

- ACC classe d'accueil primaire/secondaire
- CERT classe certificative (12^e année)
- MO classe à effectif réduit (MO: mesures ordinaires de pédagogie spécialisée)
- OESP classe d'enseignement spécialisé primaire
- OESS classe d'enseignement spécialisé secondaire
- RAC classe de raccordement (12^e année)
- VG voie générale
- VP voie prégymnasiale

Gestion des ressources humaines

Sur le plan RH, cette année a été marquée par la première phase de la refonte du domaine parascolaire avec le rapprochement des devoirs accompagnés et des APEMS, impliquant d'harmoniser les pratiques, les taux d'activités et les statuts du personnel du domaine parascolaire. Le recrutement des accompagnantes et accompagnants aux DAC ainsi que la recherche de personnel formé pour l'accueil parascolaire, restent des challenges de taille.

Le SEP a également poursuivi la régularisation des auxiliaires éducatifs et non éducatifs.

Infrastructures et bâtiments

Le Domaine infrastructures et bâtiments continue à se renforcer afin de répondre au mieux aux objectifs fixés par la Municipalité dans le cadre du préavis N° 2019/18 et du Plan climat.

Planification scolaire et parascolaire

Sur la base des projections démographiques produites par les experts mandatés en 2021 (qui annoncent 2'300 élèves supplémentaires à l'horizon 2030), le SEP a élaboré, en coordination avec les directions d'établissements scolaires, des scénarios de développement des infrastructures scolaires et parascolaires en fonction des injonctions organisationnelles spécifiées par le cadre légal. Les différentes alternatives proposées ont fait l'objet de rapports qui ont été soumis aux responsables du Département cantonal de la formation.

Ainsi, aux Plaines-du-Loup, PA 2–3: la stabilisation du programme scolaire est en cours d'élaboration, mais elle dépend des orientations du Département de l'enseignement et de la formation professionnelle (DEF) concernant la planification et l'organisation scolaire. Trois sites distincts sont actuellement à l'étude, en vue d'accueillir environ 70 classes et six salles de gymnastique. Un concours sur l'aménagement des espaces publics a permis d'identifier le positionnement d'une école au sein du parc. Des surfaces parascolaires sont intégrées dans les projets. Aux Prés-de-Vidy, le programme est également en voie de stabilisation, sous réserve des orientations cantonales en la matière. A ce stade, 18 classes, deux salles de gymnastique et deux structures parascolaires sont prévues sur le plan d'affectation (PA) des «Jardins de Vidy», auxquelles s'ajoutent 18 classes et une salle omnisports grand public (trois salles) ainsi qu'un APEMS sur le site de La Romaine, en bordure nord du tracé autoroutier.

Constructions et projets en lien avec les nouveaux quartiers

- Plaines-du-Loup, PA1: le chantier de l'école primaire (16 classes, une bibliothèque, un pôle santé et les psychologues, psychomotriciens et logopédistes en milieu scolaire (PPLS), ainsi que deux salles de gymnastique) qui a débuté en juillet 2021, voit la fin du gros œuvre avec la mise hors eau et hors air en fin d'année 2022 pour une mise en fonction prévue à l'automne 2023 au lieu de l'été. Ce décalage, imputable à la pandémie, impose la réalisation de classes provisoires afin d'accueillir les élèves du nouveau quartier. L'APEMS (108 places), situé à la pièce urbaine C, suit le même calendrier, alors que celui de la pièce urbaine E (60 places) sera ouvert à la rentrée d'août 2023;
- un nouvel APEMS de 48 places est en construction au bout du chemin de Pierrefleur pour la rentrée 2023.

Agrandissement des sites existants pour répondre à l'augmentation démographique

L'extension du Belvédère accueille depuis octobre 2022 les 11 salles spéciales du collège ainsi que sept nouvelles classes, un pôle santé et PPLS, un accueil parascolaire 7–8P et une salle de gymnastique.

Des optimisations ont également eu lieu dans plusieurs bâtiments en lien avec les travaux de rénovation et d'assainissement.

Plusieurs études sont en cours, pour accompagner l'augmentation des besoins scolaires et parascolaires dans les quartiers qui se densifient:

- le site de La Sallaz fait l'objet d'une étude de faisabilité pour l'implantation de cinq à six classes supplémentaires, complétées par une surface d'accueil parascolaire et de rythmique;
- une autre étude porte sur le site de Béthusy, en vue de trouver la meilleure implantation pour deux nouvelles salles de gymnastique, une surface d'accueil parascolaire et une bibliothèque;
- le site de Pierrefleur devra probablement faire face à une augmentation des effectifs: des classes complémentaires et une salle de gymnastique seront nécessaires d'ici à quelques années.

Parallèlement, les études portant sur l'agrandissement des sites de Croix-d'Ouchy et Elysée avancent également et plusieurs projets d'infrastructures scolaires et parascolaires font l'objet d'études et travaux préalables dans le cadre de nouveaux plans d'affectation (Bergières, Cour – Reposoir, couverture de l'A9, etc.).

Assainissement, rénovation et amélioration de l'efficacité énergétique dans les bâtiments existants

- collège de St-Roch: la deuxième phase de rénovation du collège (aile est du bâtiment historique) s'est terminée à l'automne 2022;
- collège du Vieux Moulin: la rénovation des six dernières classes sur les 12 que compte le collège s'est achevée pour la rentrée de l'été 2022;
- collège de Montoie: la première étape de rénovation a permis de mettre à disposition l'aile nord à l'automne 2022;
- collège de la Barre: l'école provisoire érigée sur le site de la Borde a été mise en fonction pour la rentrée de l'été 2022. Elle est composée de dix classes et de ses annexes. Dès lors, l'engagement des travaux de rénovation du bâtiment historique de la Barre a été possible dès l'automne 2022;
- collège de Montriond: une étude a été lancée pour obtenir un plan d'action et une vérification des options possibles pour l'amélioration de ce site historique;
- collège de Valency: l'ensemble de la façade sud en lien avec les classes a été entièrement assainie, y compris la protection solaire, améliorant ainsi le bilan thermique de ce bâtiment. Le processus sera poursuivi au nord et aux combles.

Autres travaux d'entretien et optimisation des infrastructures

En dehors de l'entretien courant des bâtiments scolaires et parascolaires, ainsi que de menus travaux et réparations menés régulièrement ou au cours des vacances scolaires, certaines interventions plus importantes ont eu lieu cette année:

- piscine de Grand-Vennes: la première étape de rénovation du système de traitement d'eau a été engagée;
- collège du Riolet: l'école a repris vie depuis l'été 2022, à la suite des travaux d'assainissement de ce petit collège de quatre classes, une salle de couture, une salle des maîtres et une salle de rythmique. Tous les vitrages ont été changés, améliorant ainsi le bilan thermique de ce bâtiment de 1966;
- aux Bergières, après l'amélioration de l'enveloppe thermique de la bibliothèque, l'ensemble de la surface a été entièrement réaménagée;
- et parallèlement, à l'occasion des rénovations de classes, les équipements et mobiliers sont adaptés, modernisés ou recyclés. Depuis 20 ans, plus de 2'000 plateaux de pupitres d'élèves ont été renouvelés.

Education numérique et rénovation des réseaux informatiques des établissements scolaires

Afin d'accompagner la transition de l'école vers l'éducation numérique et de répondre aux orientations cantonales, le SEP a élaboré une stratégie de modernisation des réseaux informatiques dans les bâtiments scolaires. En effet, selon les prescriptions cantonales, dans chaque classe, la pédagogie doit désormais pouvoir s'appuyer sur un environnement technologique constitué d'une borne wifi, d'un affichage numérique frontal et d'une AppleTV, afin de permettre d'accéder aux contenus cantonaux. Un crédit de CHF 10'850'000.- était nécessaire pour mettre en place cette

stratégie. Le Conseil communal a cependant évalué qu'il devait être réduit de CHF 1.5 million, estimant que les petites classes pouvaient fonctionner avec moins d'écrans, pour des raisons de durabilité et afin de limiter l'exposition des jeunes enfants aux écrans. Depuis 2010, le SEP a équipé 259 locaux de tableaux numériques interactifs, anticipant ainsi le virage numérique amorcé en 2020 par la Direction générale de l'enseignement obligatoire.

Politique des préaux scolaires

Cette année a permis de lancer plusieurs expériences pilotes et démarches exploratoires dans la perspective de la mise en place de la nouvelle politique des préaux scolaires de la Municipalité. Une démarche participative large a été conduite pour l'aménagement du préau de St-Roch. Parallèlement, les préaux scolaires de Coteau-Fleuri, Beaulieu, Vieux-Moulin et Pierrefleur ont été réaménagés avec des surfaces plus perméables et arborées, favorisant les îlots de fraîcheur, avec le soutien des fondations Radix et Federer. Le service a également été largement impliqué dans la démarche Pousses Urbaines de la Délégation à l'enfance, ainsi que dans le projet Interact «Préaux en tous genres» élaboré avec l'UNIL.

Conciergerie

A la suite de plusieurs départs à la retraite, les équipes de conciergerie vivent un important renouvellement. C'est l'occasion de relever la polyvalence et la richesse des métiers de l'entretien, centraux pour la vie des établissements scolaires, mais également du parascolaire.

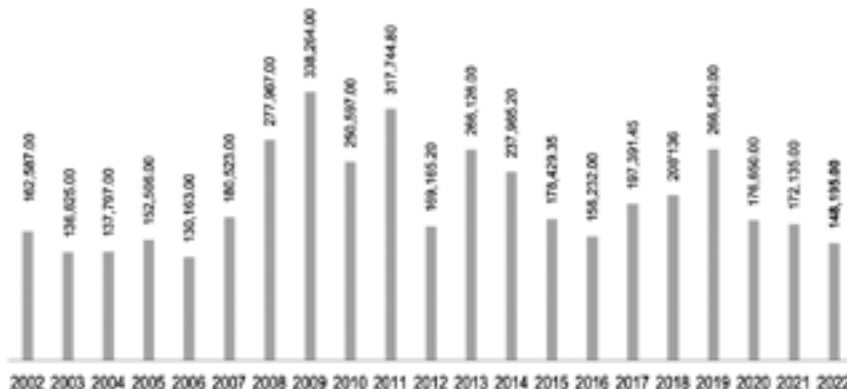
Prévention des incivilités et du vandalisme, cohabitation avec le voisinage

Le vandalisme reste problématique sur les sites scolaires, malgré des rondes et surveillances et une légère baisse des incivilités pendant la période du COVID. Des actions coordonnées ont été réalisées, afin de préserver certains sites pour l'usage des enfants (Madeleine et collège provisoire de la Barre).

En 2022, le service a participé à sept séances de la Plateforme incivilités, organisées par la délégation à l'Observatoire de la sécurité. Au vu des nombreuses problématiques rencontrées, cette plateforme est essentielle pour relayer les informations et coordonner les moyens d'intervention. Les coûts liés aux actes de vandalisme et incivilités constatés sur les sites scolaires s'élèvent à CHF 148'195.- en 2022. Les dépenses engendrées sur 21 ans dépassent les quatre millions.

Bâtiments scolaires

Evolution des frais liés aux actes de vandalisme (2002–2022 total CHF 4'262'202.-)



Accueil parascolaire

Si 2021 a marqué la fusion du parascolaire avec l'ancien service des écoles primaires et secondaires de manière administrative, le domaine «parascolaire» s'est consolidé au cours de cette année, afin de proposer des prestations à l'ensemble des élèves lausannois, à savoir des APEMS pour les 1P à 6P, des devoirs accompagnés (DAC) de la 3P à la 11S, un accueil à midi et l'après-midi pour les 7–8P et des repas de midi pour les 9–11S.

Celles-ci sont désormais organisées en quatre secteurs géographiques, ce qui a permis de créer de nouvelles synergies entre les différentes prestations, ainsi qu'avec les établissements scolaires. Peu à peu, les échanges et les collaborations entre l'ensemble des acteurs concernés permettent d'accroître la cohérence d'accueil et de soigner les transitions entre les différentes prestations. Les professionnelles et professionnels cherchent à rendre les groupes d'enfants acteurs de leur environnement en leur permettant de dialoguer, d'échanger et d'argumenter tout en tenant compte des points de vue de chacune et chacun.

Fusion des prestations DAC et APEMS

La première partie de la fusion des prestations DAC et APEMS s'est déroulée à la rentrée d'août 2022 pour les établissements scolaires de Prélaz, Pierrefleur, Mon-Repos et La Sallaz. Sur les différents sites, les équipes des devoirs accompagnés ont fusionné avec les équipes des APEMS et évoluent désormais ensemble sous la direction du/de la responsable APEMS. Cette réorganisation doit permettre de mieux prendre en compte les besoins des enfants et des parents, qui peuvent désormais choisir de manière plus claire entre la prestation d'accompagnement des devoirs uniquement et celle d'un accueil socio-éducatif dans une perspective de conciliation avec leur vie professionnelle et qui inclut un temps pour les devoirs.

Ainsi, les enfants (5–6P) inscrits uniquement aux DAC peuvent, une fois les leçons du lendemain terminées, rentrer à la maison ou encore se rendre à l'accueil parascolaire. Pour les plus petits (3–4P), la prestation des devoirs accompagnés se termine à 16h45, ce qui permet aux parents de les récupérer à cette heure précise ou de les inscrire à l'accueil parascolaire, pour qu'ils puissent s'adonner à d'autres activités jusqu'à 18h30 au plus tard. En conséquence, les prestations sont à la fois plus claires, plus homogènes et mieux articulées entre elles.

Accueil parascolaire 3–6P – APEMS

A la rentrée scolaire 2022, le nombre de places offertes en APEMS est passé de 2'568 à 2'772, permettant l'accueil de 3'294 enfants. L'offre a pu être augmentée de 204 places grâce à l'ouverture de plusieurs structures et antennes, dans la perspective d'accroître la qualité d'accueil et de permettre aux parents de pouvoir concilier vie professionnelle et vie familiale.

Accueil parascolaire 7–8P

Conformément aux exigences de la loi sur l'accueil de jour des enfants (LAJE), l'accueil parascolaire des élèves de 7–8P (10–12 ans) poursuit également son développement sous différentes formes organisationnelles. Centrés sur les réfectoires scolaires et dirigés par du personnel formé, ils offrent un accueil à midi et l'après-midi, sur inscription, avec une facturation des prestations aux parents au prorata du revenu. Deux nouvelles structures ont ouvert pour la rentrée 2022, à l'Elysée et au Belvédère. Désormais, six lieux d'accueil parascolaire (Villamont, Béthusy, Rouvraie, Coteau-Fleuri, Elysée et Belvédère) accueillent les enfants de cette tranche d'âge. Ces prestations rencontrent un important succès. Les capacités d'accueil ont déjà dû être augmentées et mettent les infrastructures sous pression. Les concepts pédagogiques pour ce type d'accueil se mettent progressivement en place.

Au 31 décembre 2022, 558 enfants sont inscrits en accueil parascolaire 7–8P, dont 101 enfants à Villamont, 167 à Béthusy, 77 à la Rouvraie, 36 à Coteau-Fleuri, 70 au Belvédère et 107 à l'Elysée.

Devoirs accompagnés (DAC)

Au 31 décembre 2022, 2'145 élèves étaient inscrits aux devoirs accompagnés au moins une fois par semaine, en dehors des prestations d'accueil parascolaire.

Établissements primaires	Nombre d'élèves
Entre-Bois	192
Floréal	177
Mon-Repos	177
Prélaz	201
La Sallaz	150
Beaulieu	164
Coteau-Fleuri	184
Pierrefleur	100
Totaux	1'345

Établissements primaires et secondaires	Nombre d'élèves
Belvédère	114
Bergières	111
Béthusy	131
Elysée	90
Villamont	159
CF Ramuz	127
Isabelle-de-Montolieu	68
Totaux	800

Ressources transversales

Secrétariat centralisé et guichet unique pour les parents

La Ville de Lausanne assure, conjointement avec les établissements scolaires, un rôle primordial d'information aux parents. Selon des modalités propres à la Ville, le SEP accueille, conseille et oriente les parents des élèves des 15 établissements scolaires lausannois lors de l'inscription à l'école, de demandes et contrats d'accueil parascolaire et pour toute autre démarche administrative. Par ailleurs, le secrétariat est également chargé des prestations suivantes, en partenariat avec les directions d'établissements et les autres entités concernées: contrôle de la scolarité obligatoire, gestion des élèves, coordination des enclassements et gestion des demandes de dérogation aux zones de recrutement.

Le secrétariat du service assure la facturation et le suivi des ecolages ainsi que le traitement des aides individuelles. Ces dernières sont octroyées en fonction de la situation familiale et consistent en une prise en charge partielle des frais de repas dans les réfectoires, de certains frais de transports, mais aussi ceux liés à l'inscription aux devoirs accompagnés, ainsi qu'une participation aux frais des camps et sorties.

La mise en place d'un guichet unique pour l'ensemble des prestations scolaires et parascolaires se poursuit, avec les impacts administratifs de la fusion des prestations des devoirs accompagnés avec les APEMS. Un accent a également été mis sur la refonte des documents de référence en français facile à lire et comprendre (FALC).

Afin de mieux planifier et organiser les prestations parascolaires, le processus d'inscription s'affine chaque année davantage et les parents sont désormais priés d'inscrire leurs enfants à mi-mai. Cependant, les parents pas habitués à devoir se déterminer au sujet des devoirs accompagnés (DAC) avant la rentrée scolaire ont été nombreux à inscrire leurs enfants en septembre uniquement. Ces inscriptions tardives ont provoqué une surcharge de travail pour le secrétariat et la ligne RH, puisqu'un grand nombre d'engagements a dû être mené à bien dans un délai extrêmement serré.

Au printemps, la soirée d'information destinée aux parents des futurs élèves 1P lausannois a pu à nouveau être organisée après deux années d'arrêt lié aux restrictions sanitaires.

Transports scolaires – octroi de bons Mobilis

L'octroi des bons Mobilis pour les abonnements des élèves et jeunes de la Ville, conformément à la politique municipale en la matière, continue à rencontrer un franc succès. Ainsi, 14'680 bons Mobilis (+ 537 par rapport à 2021) ont été établis pour l'année scolaire 2022–2023, répartis en trois groupes:

- 4'321 bons émis pour les élèves bénéficiant d'un abonnement Mobilis à titre gratuit (sous réserve de l'émolument administratif de CHF 20.-), ce qui représente un taux de recours de 88% pour les élèves de 5P et plus et habitant à plus d'un kilomètre de leur lieu de scolarisation;
- 3'043 bons émis pour les élèves bénéficiant d'un abonnement Mobilis à un tarif réduit de 50% (sous réserve de l'émolument administratif de CHF 20.-), ce qui représente un taux de recours de 63% pour les élèves de 7P et plus et habitant à moins d'un kilomètre de leur lieu de scolarisation;
- 7'316 bons émis à destination des jeunes Lausannoises et Lausannois de 11 à 20 ans non scolarisés dans l'enseignement obligatoire public, pour leur permettre de bénéficier d'un abonnement Mobilis avec une réduction de

50% (sous réserve de l'émolument administratif de CHF 40.-), avec un taux d'utilisation de 61%.

Au total, 10'172 élèves ou jeunes ont profité de cette offre communale, soit une légère baisse de 1.4% par rapport à 2021–2022. Le coût annuel de cette prestation communale est de l'ordre de trois millions de francs, montant stable par rapport aux années antérieures.

Une coordination avec les nouvelles prestations de transports octroyées dans le cadre du Plan climat, via le Service des assurances sociales, a été mise en place.

Relations avec les établissements scolaires – Conférence régionale des directions d'établissements lausannois (CRL)

Cette coordination réunit de manière bimensuelle les directions d'établissements scolaires avec la cheffe de service. Elle permet de coordonner les questions dont la portée est à la fois cantonale et communale, que ce soit en termes de gestion d'infrastructures, d'actions à destination des élèves ayant des besoins particuliers, de questions RH ou et de mettre en place des collaborations entre ceux-ci et les services de la Ville sur des thèmes particuliers (planification et programme de rénovation scolaire, mise en œuvre des devoirs accompagnés et des prestations parascolaires, gestion de crise, éducation numérique).

Accueil des élèves allophones

Le Centre de ressources pour élèves allophones (CREAL) permet de coordonner l'accueil de l'ensemble des élèves allophones de façon cohérente en prenant en compte l'âge et les besoins particuliers de chaque enfant primo-arrivant à Lausanne. Bien que dépendante des établissements scolaires lausannois, cette instance est gouvernée par un Conseil de direction qui réunit deux directions représentant la CRL, les doyennes et doyens spécialisés et les cheffes du Service de psychologie scolaire (SPS) et du SEP.

Face à la forte pression migratoire actuelle, le nombre d'enfants accueillis est passé de 241 au 31 décembre 2021 à 328 au 31 décembre 2022. Alors qu'il y a en moyenne 25 classes d'accueil à la Ville, on en compte 32 à la fin de l'année 2022. Par ailleurs, les situations se complexifient: comme le reste des écoles lausannoises, le CREAL accueille ces enfants aux besoins de plus en plus divers, allant de l'analphabétisme fonctionnel à des handicaps qui s'avèrent souvent sévères.

Domaine périscolaire

Site internet: portail Scolarité à Lausanne

Le portail Internet continue de rencontrer un vif succès, notamment au moment de la rentrée scolaire. En 2022, plus de 454'000 internautes ont visité la plateforme dédiée à la scolarité à Lausanne.

Fêtes scolaires

Après trois années d'attente (canicule et pandémie), les fêtes scolaires ont pu se tenir normalement en 2022 et ont débuté le 17 juin par la fête des élèves 6P à la piscine de Bellerive, puis le 22 juin les classes 1–2P ont défilé. Le 29 juin, les élèves de 3P–5P étaient à l'honneur. Les parcours des défilés ont été modifiés en raison des travaux de la gare. Les cortèges se sont élancés de l'Esplanade de Montbenon pour rejoindre le Parc de Milan, en passant par les avenues Marc-Dufour et de la Dent d'Oche.

Fermes pédagogiques

Le nombre de visites dans les fermes pédagogiques se maintient à raison de deux journées (ou 24 heures complètes) par classe. Jusqu'à fin juin 2022, deux fermes en activité ont accueilli les élèves. Depuis la rentrée scolaire d'août, en raison d'une réorganisation des activités d'un des exploitants, l'activité se poursuit de manière provisoire sur un seul domaine agricole: le Chalet-de-la-Ville au Mont-sur-Lausanne. Les classes y sont inscrites pour un séjour avec nuitée ou à la journée.

En raison des mesures liées au COVID, les séjours de 24 heures à la ferme n'ont pu reprendre qu'en mai 2022. Auparavant, les classes concernées étaient accueillies à la journée uniquement.

Prêt d'équipements et coordination des activités sportives

En raison du COVID, une partie des camps de ski 2022 a été annulée et remplacée par des journées à ski/à la neige. Les élèves ayant besoin de matériel sont équipés par la Ville de Lausanne au dépôt de Valency. Plus de 1'590 élèves, soit 77 classes, ont ainsi pu bénéficier de ce service de janvier à avril 2022.

Piscines

Douze cours de natation sont dispensés chaque année par des professionnelles et professionnels aux élèves de 3–6P, répartis dans cinq piscines lausannoises, publiques, scolaires ou privées. Cet enseignement permet aux élèves de 6P de passer le test CSA (contrôle de sécurité aquatique = être capable de se sauver soi-même). Malgré la suppression des cours durant le COVID, le niveau de réussite de ce test est resté sensiblement le même que précédemment.

Sécurité sur le chemin de l'école

La collaboration avec le Service de la mobilité et des aménagements des espaces publics (MAP), secteur des espaces publics et la brigade de la prévention routière de la police, a permis de renforcer et sécuriser les sites problématiques par diverses mesures d'aménagement, d'information et de prévention. Un suivi interservices des doléances de la population ou des directions des établissements permet de répondre à ces diverses préoccupations, en lien avec la sécurité sur le chemin de l'école.

Pédibus

En 2022, plus d'une dizaine de lignes Pédibus ont été actives à Lausanne. Le Pédibus constitue une aide précieuse pour l'organisation d'un accompagnement des enfants sur le chemin de l'école. A la rentrée scolaire 2022, de nombreuses séances d'information et diverses présentations dans les cours d'école ont été organisées à l'attention des parents.

Service de santé et prévention (SSPR)

Principales missions du service

Le SSPR compte deux offices: l'Office de santé et l'Office dentaire. Il témoigne de la volonté de coordination des programmes, projets et actions de promotion de la santé et prévention, destinés aux enfants, aux jeunes et à leurs familles. Ses missions sont les suivantes:

- soutenir l'enfant en regard de sa santé, dans le contexte scolaire, pour l'accompagner durant son parcours de formation;
- assurer la mise en œuvre des programmes cantonaux et communaux de prévention et de santé;
- développer et participer à l'élaboration des programmes/projets et à leur priorisation;
- assurer la coordination avec les autres acteurs cantonaux, communaux et institutionnels;
- décider des offres de prestations et de leur priorisation dans le domaine de la promotion de la santé en lien avec le développement de l'enfant ainsi que de la prévention dans le milieu de la santé scolaire;
- offrir ses services aux établissements scolaires et aux structures de garde des enfants (comprises et soutenues dans la loi sur l'accueil de jour des enfants).

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Assistant·e·s dentaires	6.30	6.30	6.30	5.40
Cabinet d'orthodontie	–	–	7.85	7.25
Direction et secrétariat	9.40	8.55	8.00	7.70
Infirmières scolaires	15.40	15.20	–	–
Médecins scolaires	0.78	0.16	0.78	0.18
Orthodontistes	7.25	6.75	–	–
Pédodontistes	6.40	6.20	6.40	5.20
Prophylaxistes dentaires	1.10	1.10	1.10	1.10
Sect. Santé Comm. + Projets PSPS	–	–	16.40	16.10
Total service	46.63	44.26	46.83	42.93

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	0.20

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Assistant·e·s dentaires	9	6.30	8	5.40
Cabinet d'orthodontie	–	–	9	7.25
Direction et secrétariat	11	8.55	11	7.70
Infirmières scolaires	24	15.20	–	–
Médecins scolaires	2	0.16	1	0.18
Orthodontistes	9	6.75	–	–
Pédodontistes	8	6.20	6	5.20
Prophylaxistes dentaires	2	1.10	2	1.10
Sect. Santé Comm. + Projets PSPS	–	–	25	16.10
Total service	65	44.26	62	42.93

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
	–	–
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	12	9
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	–	–
Total service	12	9

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	–
Convention de départ	1
Décès	–
Démission	3

Départ à la retraite	7
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	1
Licenciement invalidité totale	-
Total service	12

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé-e-s à l'heure	25	1.16	26	1.24
Auxiliaires mensualisé-e-s	1	0.35	-	-
Auxiliaires payé-e-s au forfait	-	*	1	*
Total service	26	1.51	27	1.24

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Les missions du SSPR, de l'Office de santé comme de l'Office dentaire, ont encore au premier trimestre été impactées par le contexte épidémique: sollicitation des infirmières en milieu scolaire, rattrapage de sessions de vaccination, frein à l'activité des cabinets dentaires compte tenu des mesures préventives contraignantes (aération et désinfection du cabinet entre deux soins, etc.), avec nécessaire réorganisation du rythme des rendez-vous.

Personnel

Personnel fixe

Diverses réorganisations au sein du service ont nécessité des rocades parmi le personnel fixe.

Une nouvelle description de poste pour répondre aux besoins de l'Office de santé à la suite du départ en retraite anticipée de l'infirmière-chef et l'absence maladie de longue durée de la cheffe de projets Promotion de la santé et prévention en milieu scolaire (PSPS), a permis d'engager au 1^{er} janvier 2022 deux infirmières responsables de secteurs et projets chargées respectivement des secteurs primaire et secondaire.

A la suite du départ en retraite anticipée de la cheffe de file métier de l'Office dentaire au 31 décembre 2021, cette fonction a, pour les cabinets dentaires, été confiée en mai 2022 à l'une des médecins-dentistes de l'Office dentaire. Pour les cabinets d'orthodontie, la fonction de chef de file métier est confiée à l'un des médecins-dentistes orthodontistes déjà en fonction. A la suite du départ en retraite de deux médecins-dentistes, de la démission de deux autres médecins-dentistes et d'un licenciement, l'équipe des médecins-dentistes est en cours de renouvellement. Trois médecins-dentistes ont été engagés. Une quatrième prendra ses fonctions en 2023.

L'Office de santé a dû composer avec les arrêts maladie de longue durée d'infirmières en milieu scolaire. L'absence de ces personnes impacte lourdement le fonctionnement du service. Parmi les conséquences, on relèvera que, depuis octobre 2022, sur les sites concernés, les prestations du mandat en santé scolaire ne peuvent pas être délivrées adéquatement auprès de la population cible. Si une sur-occupation de ces postes est en théorie possible depuis décembre 2022, il n'est en pratique pas possible d'assurer le remplacement de ces personnes toujours en arrêt maladie, avec le concours de l'équipe des sept infirmières remplaçantes auxiliaires. Ces professionnelles ont généralement d'autres activités professionnelles et mettent chaque mois à disposition du service le temps résiduel dont elles disposent. L'engagement, quasi en continu, de nouvelles infirmières auxiliaires, ne suffit pas à pallier cette situation.

En décembre 2022, le contrat de mandat d'une médecin scolaire a été dénoncé. Cette fonction a pu être reprise au sein de l'équipe des médecins scolaires du service et être ainsi assurée sans délai.

Personnel auxiliaire – stagiaires – apprentie et apprenti

En sus du personnel fixe, le SSPR fait appel à du personnel auxiliaire:

- environ sept infirmières et infirmiers remplaçants dits poolistes (nombre fluctuant au cours de l'année en raison des engagements et départs de ces professionnelles et professionnels très mobiles);
- 26 interprètes médiatrices et médiateurs culturels.

Deux médecins-dentistes et une assistante dentaire sont engagés comme auxiliaires sur des périodes déterminées de quelques semaines à quelques mois, pour pallier les absences et éviter ainsi de devoir fermer les cabinets dentaires.

Compte tenu de la situation que traverse le SSPR, le service a dû prendre la décision de suspendre, pour cette année scolaire 2022–2023, toute possibilité d'accueillir, suivre et former des étudiantes et étudiants stagiaires provenant soit de la Haute Ecole de Santé La Source, soit de la Haute Ecole Cantonale Vaudoise de la Santé. Ce sont donc dix places de stages qui, depuis septembre 2022, ne peuvent plus être maintenues.

Formation continue du personnel pour l'année 2022

À l'exception de celles en arrêt maladie longue durée, les infirmières en milieu scolaire et l'équipe administrative ont été à nouveau formées aux premiers secours et certifiées BLS-AED.

Au total, 24 infirmières ont bénéficié de 69.5 jours de formation continue, auxquels il convient d'ajouter, pour quatre d'entre elles, les jours de formation obligatoire du Diplôme d'études avancées (DAS) en santé communautaire de la Source, soit 32.5 jours.

L'équipe administrative, la cheffe de service et les deux infirmières responsables ont bénéficié de 38.25 jours de formation continue.

Les professionnelles et professionnels de l'Office dentaire ont bénéficié de 87.65 jours de formation continue. Une attention particulière est portée sur la formation continue obligatoire des médecins dentistes et médecin-dentistes orthodontistes, soit dix professionnelles et professionnels.

Principales activités 2022

Office de santé

La mission principale de l'Office de santé est de promouvoir la santé physique et psychique des enfants, particulièrement ceux scolarisés dans les établissements lausannois, et compte avec les compétences de médecins, médecins-pédiatres et infirmières en milieu scolaire, pour la plupart formés en santé communautaire et santé publique.

Les activités de santé scolaire développées dans le cadre de l'Office de santé font l'objet d'une subvention institutionnelle du Canton de Vaud.

Les prestations concernées sont définies dans le cadre d'une convention établie entre le Canton de Vaud – représenté par la Direction générale de la santé (DGS) – et le SSPR. Cette convention, renégociée tous les cinq ans depuis 2006, a été renouvelée en 2016 pour cinq ans, soit jusqu'au 31 décembre 2020, aux mêmes conditions que précédemment. Cette convention a été renouvelée en 2022 pour une année. Afin de prendre en compte le volet du projet «contrôles dentaires obligatoires en 1P», un avenant à cette convention garantit le financement par le Canton depuis septembre 2022, de l'équivalent d'un ept d'infirmière en milieu scolaire directement lié à ce projet.

Des travaux et réflexions concernant le devenir de la promotion de la santé et prévention en milieu scolaire ont débuté au Canton. Un audit est en cours auquel prend part la cheffe du SSPR, à la demande de la DGS.

Activités du service en appui externe, collaboration avec l'Unité de promotion de la santé et de prévention en milieu scolaire (PSPS) de l'Association vaudoise d'aide et de soins à domicile (AVASAD)

Depuis le départ de l'infirmière-cheffe et de la cheffe de projets, puis la vacance de ces deux postes, le SSPR n'était plus représenté dans ces séances, mais tenu informé. Les deux infirmières responsables de secteurs et projets se rendent à nouveau depuis le printemps 2022, dans ces séances à visée collaborative.

Direction générale de la santé, service du médecin cantonal

La cheffe de service prend part aux séances du comité de pilotage vaccination avec l'une des infirmières responsables de secteurs et projets et aux séances de travail placées sous l'égide du médecin cantonal adjoint. Dans le contexte épidémique COVID, le SSPR a fait partie, via la cheffe de service et son assistante, du groupe de pilotage de gestion de l'épidémie en milieu scolaire. Ce groupe a été dissous au printemps 2022.

De nouveaux groupes de travail ont été créés dans le contexte de l'arrivée de populations venues d'Ukraine: «santé mentale et Ukraine», groupe de travail «besoins sanitaires en milieu scolaire», etc., auxquels prend part la cheffe de service.

Formation aux premiers secours pour le corps enseignant et professionnelles et professionnels des établissements scolaires

En raison de la situation épidémique, cette formation a été suspendue. Elle reprend dès janvier 2023.

Programmes de santé

Dépistage visuel

Le dépistage visuel est maintenu en ville de Lausanne, à trois reprises au cours de la scolarité obligatoire, en 3P, 5P et 7P. 4'390 enfants ont fait l'objet d'une mesure de dépistage visuel au cours de l'année scolaire 2021–2022. Pour 343 enfants, un contrôle visuel médical a été recommandé.

Intégration scolaire

Pour l'année scolaire 2021–2022, 406 enfants scolarisés en ville de Lausanne ont été concernés par l'élaboration d'un document intitulé «besoins de santé particuliers». Les mesures définies dans ces documents visent à permettre un accueil de qualité des enfants connus pour un problème de santé.

Entretiens proposés aux enfants avec leurs parents en 2P

Pour l'année 2021–2022, les infirmières du secteur primaire ont réalisé 631 entretiens pour ces enfants accompagnés de leurs parents. Dans le cadre de ces entretiens, diverses thématiques sont abordées telles que la qualité de l'intégration de l'enfant dans le contexte scolaire, ses besoins fondamentaux (sommeil, alimentation, activités, etc.), l'usage des écrans, etc.

Entretiens de santé et visites médicales pour les enfants nouveaux arrivants

Le SSPR maintient la réalisation d'entretiens de santé systématiques effectués par l'infirmière en milieu scolaire pour les enfants nouveaux arrivants, surtout dès lors qu'ils arrivent depuis un autre pays que la Suisse. Cette prestation se révèle particulièrement pertinente pour les enfants arrivés en contexte de migration forcée, les mineurs non accompagnés, les enfants non enregistrés (clandestins) ou avec permis précaires. Dans le cadre des arrivées depuis l'Ukraine, alors que les adultes font l'objet d'une évaluation médicale systématique dès lors qu'ils sont enregistrés via l'EVAM, ce n'est pas le cas des enfants. Tous les enfants arrivés d'Ukraine et sans suivi médical avéré ont été vus en entretien par une infirmière en milieu scolaire. Pour les enfants sans suivi médical, ces entretiens de santé par l'infirmière sont, selon les besoins identifiés, complétés d'une visite médicale par le médecin scolaire, ou encore la famille est directement orientée dans le réseau sanitaire local.

Projets de promotion de la santé et prévention en milieu scolaire (PSPS)

Pour l'année 2022, 24 projets ont été déployés et ont donné lieu à des mesures de facturations: 13 projets au primaire et 11 au secondaire.

Du bon usage des écrans dans les établissements

Dans le sillage de la campagne de la Ville sur les écrans organisée à l'initiative du SGEJQ, les infirmières en milieu scolaire ont continué à relayer la démarche de façon active et participative dans les établissements du secondaire I et aussi du primaire.

Vaccinations – Doses administrées (année scolaire 2021–2022)

vaccin Revaxis	0 dose
vaccin Boostrix	340 doses
vaccin Boostrix-Polio	109 doses
vaccin Td-Pur	0 dose
vaccin Priorix	329 doses
vaccin Engerix B	920 doses
vaccin HPV	1'461 doses

Visites médicales

205 visites médicales ont été réalisées au cours de l'année scolaire 2021–2022.

Prestations individuelles des infirmières et infirmiers et médecins scolaires

Le repérage et l'orientation d'enfants en situation de souffrance psychique, de négligences voire de maltraitements, constituent un volet important et chronophage de l'activité des infirmières et infirmiers en milieu scolaire.

Les infirmières et infirmiers en milieu scolaire et médecins scolaires alertent sur le fait qu'ils ou elles constatent une augmentation continue des sollicitations pour des situations médico-psychosociales complexes.

Office dentaire

La mission de l'Office dentaire est de promouvoir la santé bucco-dentaire, prévenir les maladies bucco-dentaires et, si nécessaire, prodiguer des soins aux enfants scolarisés en ville de Lausanne.

Prestations proposées par l'Office dentaire

L'offre de prestations de l'Office dentaire se décline selon trois axes, prévention primaire, dépistage et soins:

- consultations individuelles et détartrage dentaire pour toutes les patientes et patients du cabinet d'orthodontie, effectué par l'hygiéniste au cabinet, soit environ 300 patientes et patients vus par l'hygiéniste à raison d'une fois tous les six à neuf mois;
- prophylaxie collective: éducation à la santé bucco-dentaire, dans les classes primaires (1-6P) des établissements scolaires, effectuée par deux collaboratrices spécialistes en santé bucco-dentaire;
- soins conservateurs, dispensés par les médecins-dentistes (pédodontistes) des sept cabinets dentaires de l'Office dentaire;
- soins orthodontiques, réalisés par les médecins-dentistes orthodontistes du cabinet dentaire du groupe orthodontique de Montbenon;
- dépistage dentaire scolaire annuel, fait par les médecins-dentistes (pédodontistes) de l'Office dentaire pour les élèves des établissements scolaires lausannois, les élèves d'institutions spécialisées et de quelques écoles privées, ainsi que les élèves de Belmont-sur-Lausanne en vertu d'une convention;

- contrôle dentaire obligatoire avec ou sans radiographie selon l'appréciation du professionnel, pour les enfants scolarisés en 1P, avec possible rattrapage en 2P pour les enfants n'en ayant pas bénéficié en 1P, fait au cabinet dentaire par les médecins-dentistes de l'Office dentaire, prestation financée par le Canton, donc non facturée aux usagères et usagers.

Afin d'augmenter l'impact de santé publique de cette prestation, la cheffe du service a demandé à pouvoir renforcer les prestations des infirmières et infirmiers en milieu scolaire pour s'assurer que les enfants identifiés comme devant bénéficier de soins dentaires, soient effectivement soignés. Le principe de ce renforcement des prestations via une augmentation du taux d'activité des infirmières et infirmiers en milieu scolaire a été validé par la DGS. Un poste supplémentaire d'infirmière en milieu scolaire est financé à cette fin par le Canton depuis septembre 2022.

Prophylaxie – éducation à la santé bucco-dentaire

Pour l'année scolaire 2021-2022, les deux prophylaxistes (1.1 ept) sont intervenues dans 417 classes réparties dans 47 bâtiments scolaires, soit auprès de 7'790 élèves. Ces données sont en augmentation, conformément à la progression du nombre d'élèves scolarisés en ville de Lausanne.

Elles sont également intervenues dans quatre écoles ou centres spécialisés (Jordils, Rovéréaz, Centre pédagogique pour élèves handicapés de la vue (CPHV), Centre thérapeutique de jour pour enfants (CTJE), soit 20 classes à effectifs réduits) et à Belmont-sur-Lausanne (12 classes) pour 216 enfants.

A noter que les prophylaxistes du service développent également, au titre de collaborations ponctuelles ou de projets pilotes, des collaborations et interventions spécifiques avec les infirmières scolaires, ou encore, au CVE Jardins de Prélaz, une collaboration avec l'équipe éducative dans le cadre de la «semaine de la dent» destinée aux parents avec leurs enfants. Les ressources limitées de l'Office dentaire ne permettent pas actuellement un développement plus large de ces démarches.

Demandes d'aides financières individuelles

Sur l'année 2022, 70 demandes de réductions d'honoraires ont été examinées. Le montant total des aides individuelles accordées correspond, en référence aux devis établis, à la somme globale de CHF 56'513.43, en augmentation.

Vers une gestion harmonisée et centralisée

Le départ en retraite de plusieurs médecins-dentistes, avec en conséquence un renouvellement des équipes a permis de concrétiser des avancées significatives menées par la médecin-dentiste cheffe de file, en matière de gestion administrative et modalités pour les commandes de matériel par les professionnelles et professionnels des cabinets dentaires, dans un souci d'optimisation et d'économicité.

Ce même constat est fait en ce qui concerne les pratiques professionnelles, actuellement revisitées par la cheffe de file métier avec l'ensemble de l'équipe, avec recours à des formations organisées à l'interne de l'Office dentaire et le développement de protocoles pour faciliter et soutenir l'harmonisation des pratiques.

Dépistage dentaire scolaire annuel

Les données ci-dessous confirment ce que craignaient les professionnelles et professionnels en contexte de pandémie avec annulation des rendez-vous et renoncements aux soins, soit une dégradation de l'état bucco-dentaire des enfants avec augmentation notamment de la catégorie IV, alors que depuis cinq ans, les résultats des dépistages montraient une amélioration continue de l'état bucco-dentaire des enfants.

L'introduction des contrôles dentaires obligatoires pour les enfants de 1P, faits en présence de l'adulte de référence pour l'enfant, laissent toutefois espérer la possibilité de renforcer la prise de conscience de l'importance de l'hygiène bucco-dentaire et des soins dentaires éventuellement nécessaires chez l'enfant. L'objectif de santé publique vise la disparition de cas en catégorie IV. Sur les 1'295 enfants scolarisés en 1P, 300 ont déjà pu bénéficier de ce contrôle dentaire gratuit fait à l'Office dentaire, depuis son introduction fin septembre 2021.

Contrôles dentaires obligatoires 1P

Sur les 1'300 enfants concernés, 846 ont été vus au cabinet dentaire pour ce contrôle dentaire, dont 41 ont bénéficié de radiographies dentaires complémentaires. 103 enfants n'ont pas bénéficié de ce contrôle mais ont fourni une attestation de suivi par leur médecin-dentiste. Au total, 351 enfants n'ont pas eu de contrôle dentaire obligatoire sans avoir attesté d'un suivi par un médecin-dentiste. 622 enfants sont inscrits à l'Office dentaire.

Catégorie 1	Catégorie 2	Catégorie 3	Catégorie 4
677	27	100	42

Catégorie I: Sans carie, ni obturation 80%
 Catégorie II: Sans carie, avec obturations 3.2%
 Catégorie III: Avec caries 11.8%
 Catégorie IV: Bouches négligées 4.96%

Elèves inscrits à l'Office dentaire 48%

Une attention particulière doit être portée à l'état de santé bucco-dentaire des enfants à leur entrée à l'école: la surreprésentation des enfants en catégorie IV, soit deux fois plus dans cette classe d'âge que toutes classes d'âge confondues en école obligatoire, invite à investiguer sur le profil de cette population et comment développer des mesures de prévention visant à éviter la survenue de tels dégâts bucco-dentaires à cet âge précoce.

Il est impératif de veiller à ce que ces enfants bénéficient des soins dentaires dont ils relèvent.

Visites de dépistage – tableau récapitulatif 2022

	Nombre de classes	Effectif	Abs.	Dépistages	Catégorie			
					I	II	III	IV
Classes primaires	417	6'411	323	6'088	3'539	1'154	1'166	229
Classes secondaires	349	6'635	478	6'157	3'653	1'529	915	60
Institutions spécialisées	38	347	43	304	196	44	51	13
Belmont-sur-Lausanne	16	266	14	252	174	19	56	3
Total	820	13'659	585	12'801	7'562	2'746	2'188	305

Catégorie I: Sans carie, ni obturation 59%
 Catégorie II: Sans carie, avec obturations 21%
 Catégorie III: Avec caries 17%
 Catégorie IV: Bouches négligées 2.38%

Elèves inscrits à l'Office dentaire 31%

Ces résultats attestent du fait qu'au cours des deux dernières années, l'état de santé bucco-dentaire des enfants s'est significativement dégradé. Le défi pour l'Office dentaire est donc d'œuvrer tant sur le plan de la prévention primaire que des soins pour retrouver, déjà, des données proches de celles constatées avant les deux années de l'épidémie de COVID.

Service de psychologie scolaire (SPS)

Principales missions du service

- les psychologues, psychomotriciennes, psychomotriciens et logopédistes en milieu scolaire (PPLS) offrent aux enfants lausannois et à leurs familles des consultations, des évaluations et des suivis thérapeutiques;
- les professionnelles et professionnels du service travaillent en étroite collaboration avec les partenaires de l'école, en particulier le corps enseignant et les directions des établissements scolaires lausannois, et offrent des prestations indirectes et de conseil;
- les assistantes sociales scolaires (ASS) conseillent les familles, les élèves et les partenaires pour favoriser l'intégration psychosociale, culturelle,

- financière, juridique et personnelle des enfants et de leurs familles, dans le but d'une scolarité harmonieuse des enfants lausannois;
- les spécialistes PPLS et les ASS sont au service du développement des enfants, des adolescentes et adolescents afin de les aider à restaurer leur processus évolutif et à s'épanouir à l'école comme dans leur famille;
 - l'équipe administrative gère l'accueil et le traitement des demandes d'interventions, ainsi que toutes les prestations de logopédie indépendante par délégation cantonale.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Assistants sociaux – SPS	5.80	5.80	5.80	4.90
Direction et secrétariat SPS	4.65	4.65	4.65	4.65
Logopédistes	16.05	16.05	16.15	16.05
Psychologues	16.45	16.35	16.35	16.35
Psychomotricien-ne-s	6.75	6.75	6.75	6.75
Total service	49.70	49.60	49.70	48.70

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	0.00

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Assistants sociaux – SPS	8	5.8	7	4.9
Direction et secrétariat SPS	7	4.65	7	4.65
Logopédistes	24	16.05	23	16.05
Psychologues	24	16.35	24	16.35
Psychomotricien-ne-s	10	6.75	10	6.75
Total service	73	49.60	71	48.70

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
	–	–
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	8	6
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	–	–
Total service	8	6

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	2
Départ à la retraite	5
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	8

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	73	0.64	76	0.64
Auxiliaires mensualisé·e·s	9	1.93	8	2.83
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*	-	*
Total service	82	2.57	84	3.47

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

La crise migratoire, due à la guerre en Ukraine et à une reprise post-pandémie de mouvements importants de migration de familles et de mineurs non accompagnés depuis d'autres continents, a contribué à maintenir un très grand nombre de sollicitations pour les différents professionnelles et professionnels du Service de psychologie scolaire. Le défi est donc de prioriser les situations et de fournir au plus grand nombre d'enfants lausannois des prestations de qualité en psychologie, psychomotricité, logopédie ou assistance sociale. Les bonnes collaborations avec les établissements scolaires lausannois et avec les autres partenaires du milieu scolaire contribuent à la possibilité d'offrir une prise en charge pluridisciplinaire et concertée aux familles et aux enfants qui en ont le plus besoin.

Une collaboration régulière s'est également instaurée entre des psychologues expérimentés du service et des équipes éducatives des APEMS, qui bénéficient de ce fait de supervision autour de certaines situations d'enfants difficiles ou d'appui en cas de situation de crise.

Principales activités 2022

Administration – Personnel – Finances

Secrétariat

Le début d'année a été marqué par l'emménagement dans les nouveaux locaux du service à la rue de l'Ale, avec notamment des bureaux de consultation de psychologie et de logopédie.

Deux départs à la retraite ont eu lieu parmi l'équipe du secrétariat et une nouvelle personne l'a rejointe. L'équipe de trois secrétaires a été complétée durant l'été par une apprentie, grâce à un nouveau partenariat entre le service et le Service du personnel (SPEL).

Le travail administratif complexe en lien avec les procédures cantonales, qui régissent notamment la gestion de la logopédie indépendante conventionnée et qui sont en constante évolution, a pris une grande place dans le travail administratif au quotidien.

Ressources humaines

Le service a connu cette année cinq départs à la retraite, un départ pour fin de droit au traitement ainsi que deux démissions. Tous les postes ont pu être repourvus. Il y a un rajeunissement de l'âge moyen du fait de l'arrivée de collaboratrices et collaborateurs moins expérimentés. Comme chaque année, le service contribue aussi à la formation professionnelle en encadrant six stagiaires universitaires pendant toute la durée d'une année académique. Il est d'autant plus important dans ce contexte de favoriser la formation continue et l'encadrement des jeunes et des stagiaires par des supervisions à l'interne.

Par ailleurs, une conférence de M^{me} Catherine Vasey a notamment permis de sensibiliser le personnel à la problématique de l'épuisement professionnel.

Finances

Le Canton de Vaud confie à la Ville de Lausanne l'exécution des prestations de psychologie, psychomotricité et logopédie pour la région scolaire de Lausanne. Une convention, datant de 2003, régit cela et assure le financement par le Canton de toutes ces prestations. A la suite du déménagement et afin d'assurer au mieux les prestations, l'achat de matériel et de mobilier a été nécessaire.

Des «heures optionnelles Covid» entièrement financées par le Canton ont été utilisées pour des projets spécifiques, visant une aide pour les jeunes et les familles qui ont été particulièrement impactés par la pandémie.

Le fonds d'aides individuelles pour les familles dans le besoin géré par les assistantes sociales scolaires, d'un montant de CHF 11'500.-, continue à être entièrement utilisé, de même qu'une partie du Fonds Marino.

Psychologie, psychomotricité et logopédie en milieu scolaire (PPLS)

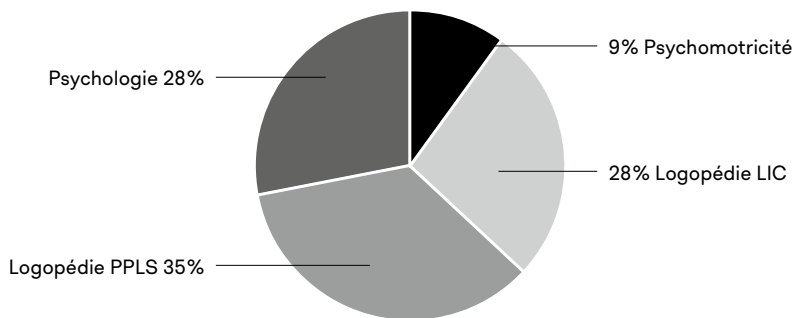
Les psychologues, les psychomotriciens et les logopédistes en milieu scolaire (PPLS) travaillent selon un mandat cantonal qui détermine leurs missions et leurs postes. Le Conseil d'Etat a déployé un «plan autisme», qui vise notamment à permettre aux professionnelles et professionnels du milieu scolaire une montée en compétence, pour faciliter l'encadrement pédagogique et thérapeutique des enfants jeunes souffrant d'autisme, de plus en plus nombreux dans les classes de 1P. Des formations spécifiques pour les PPLS ont été dispensées sur la fin de l'année.

Par ailleurs, les référents PPLS d'établissements poursuivent leur travail de proximité avec les directions scolaires et le corps enseignant, et ont notamment contribué à établir une procédure pour favoriser les échanges entre professionnelles et professionnels en cas d'inquiétude du corps enseignant pour un de leurs élèves (consultation collaborative) et des collaborations fluides. Il s'agit d'être le plus efficient possible, pour penser les différentes aides aux adolescentes et adolescents en souffrance et dans toutes les situations difficiles. Dans l'optique de favoriser une meilleure coordination pour les jeunes en difficulté, des liens avec les psychologues conseillers en orientation professionnelle présents dans les établissements secondaires ont été établis plus particulièrement. Le travail des PPLS avec les équipes pédagogiques en charge des classes d'accueil lausannoises et avec des jeunes migrants est aussi actuellement au premier plan.

En 2022, le nombre de nouvelles demandes de consultation dans les trois professions PPLS a été stable. Il est à rappeler que les demandes pour de la logopédie restent très nombreuses, puisqu'elles concernent aussi les prestations administrées dans des cabinets conventionnés avec l'Etat de Vaud (logopédie indépendante conventionnée – LIC) qui sont d'abord évaluées dans les services PPLS (évaluation préliminaire):

Logopédie LIC	497
Logopédie PPLS	621
Psychologie	499
Psychomotricité	167
Total	1'784

Total des demandes/profession



Assistants sociaux scolaires (ASS)

L'année 2022 a été, pour les huit assistantes sociales scolaires (ASS), une année de stabilisation malgré l'absence de deux collaboratrices remplacées par deux auxiliaires. Certaines procédures administratives ont été modernisées pour gagner en temps et en efficacité, notamment concernant l'usage du fonds d'aides individuelles.

En 2022, 1'063 élèves et leurs familles ont bénéficié d'un soutien direct, dont 258 ouvertures de dossiers. Deux tiers de ces nouvelles demandes ont concerné les jeunes enfants scolarisés entre la 1P et la 6P. Le nombre d'élèves concernés est stable depuis quelques années et représente en 2022 environ 7.4% de la population scolaire lausannoise.

Afin de soutenir au mieux les familles en situation de grande précarité, des collaborations transversales ont eu lieu avec le Service des écoles et du parascolaire (SEP) et le Service des assurances sociales (SAS). Des séances de coordination avec le réseau extérieur ont également été organisées: assistantes sociales du CHUV, de Caritas et des représentants de l'Office vaudois de l'assurance-maladie (OVAM). Les rencontres intercommunales avec les conseillères école-famille des différentes communes du canton ont également repris afin d'enrichir les pratiques professionnelles des unes et des autres. Une étude cantonale commanditée par la Direction générale de l'enfance et de la jeunesse (DGEJ) est actuellement en cours sur cette fonction implantée dans une vingtaine de communes vaudoises.

© Cadastre | Ville de Lausanne

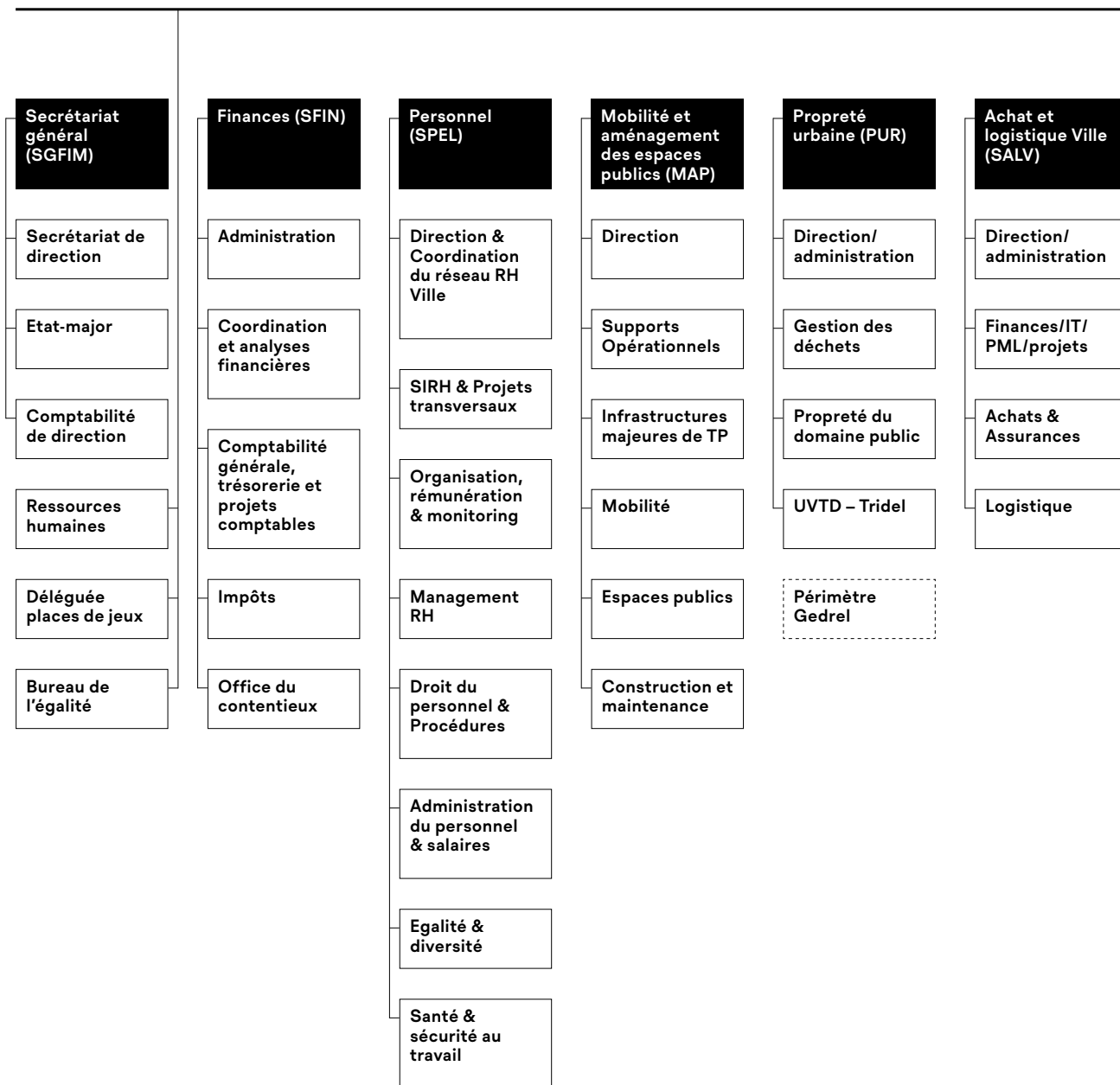


Direction des finances et de la mobilité



Direction des finances et de la mobilité (FIM)

Directrice



La création du Bureau de l'égalité s'inscrit dans la volonté de la Municipalité d'œuvrer en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes: elle permet de mieux refléter l'éventail des tâches et de toutes les mesures mises en place pour davantage d'égalité à Lausanne dans le cadre de ses diverses politiques publiques.

La création d'une zone de rencontre dans le quartier des Jordils, d'un ascenseur à Sévelin ou l'action «Cœur de ville à 15'», proposant des itinéraires qui permettent de rejoindre aisément le centre-ville à pied, contribuent à la promotion des mobilités actives. La piétonisation du secteur Pré-du-marché a permis de créer un nouveau cœur de quartier, de renouveler une place de jeux très sollicitée et d'améliorer la visibilité des femmes dans l'espace public en mettant à l'honneur Aloïse Corbaz. La Municipalité a poursuivi sa politique de modération et d'apaisement de la ville avec la réalisation de 18 nouvelles zones modérées, deux zones de rencontre et plus de 5 km d'aménagements cyclables.

Les travaux du Grand Pont, chantier majeur, réalisé dans les temps, ont donné l'occasion de repenser la mobilité et d'initier la requalification des espaces publics l'environnant et d'enfouir une capsule temporelle, renfermant des objets sélectionnés dans le cadre d'un vote public. L'approche de la fin de travaux du LEB a permis de remettre en exploitation l'ensemble du tracé.

L'acquisition d'un vélo électrique équipé d'une caméra et d'un système de traitement de l'image permettant de cartographier l'état de propreté de chaque rue afin d'adapter les prestations de nettoyage au plus près des besoins, l'installation de 48 écopoints de nouvelle génération et l'acquisition d'une nouvelle machine affectée au nettoyage des souillures traduisent le souci constant de la Municipalité d'améliorer la gestion de la propreté du domaine public et des déchets.

La Municipalité a poursuivi sa politique de développement durable ambitieuse au sein de l'administration en lançant des projets concrets d'économie circulaire, en élargissant l'achat de camions 100% électrique à d'autres domaines qu'à celui des camions-poubelles ou en créant le premier pool vélos de la Ville.

Secrétariat général finances et mobilité (SGFIM)

Principales missions du service

Direction et administration

- appui sur les enjeux stratégiques;
- préparation et suivi des affaires du Conseil communal et de la Municipalité au sein de la direction;
- contacts avec la presse, en appui des services de la direction;
- communication interne et externe de la direction;
- direction de projets stratégiques ou transversaux;
- coordination administrative transversale au sein de la direction;
- suivi des participations et des subventions (jusqu'au 31.08.2022);
- secrétariat de la directrice.

Places de jeux

- planification, conception et gestion des places de jeux;
- déléguée du Bureau de la prévention des accidents à la sécurité pour la Ville de Lausanne;
- conseil auprès des différents services de la Ville pour l'aménagement et la sécurité des places de jeux;

Comptabilité de direction

- établissement, pour la direction et en collaboration avec ses services, du budget de fonctionnement, du plan des investissements et du bouclage des comptes;
- responsabilité, entre autres, du contrôle budgétaire, du respect des règles administratives, de la passation des écritures, de l'enregistrement des factures et de la gestion administrative et comptable du personnel de la direction;
- gestion administrative et comptable de la subvention annuelle de CHF 80.- par habitante et habitant;
- tenue de la comptabilité des sociétés Gedrel S.A., Parking-Relais lausannois S.A. et Boisy TV S.A.

Bureau de l'égalité

- développement et mise en place de la politique de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les diverses politiques publiques menées par la Ville;

Ressources humaines

- gestion des ressources humaines: recrutement et accompagnement des collaboratrices et collaborateurs, conseil aux cadres, suivi des formations continues, gestion et suivi des situations de santé et gestion des conflits, accompagnement des services lors de réorganisation et gestion de la conduite du changement;
- responsabilité de la gestion des ressources humaines des services suivants: SGFIM, SFIN, SALV et SPEL.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Bureau de l'égalité	-	-	1.20	0.80
Comptabilité FIM	6.00	6.00	5.80	5.80
Direction FIM	4.90	4.10	4.40	3.30
Places de jeux	0.80	0.80	0.80	0.80
Ressources humaines	3.60	2.80	3.50	3.50
Total service	15.30	13.70	15.70	14.20

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	0.40

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Bureau de l'égalité	-	-	1	0.80
Comptabilité FIM	7	6.00	7	5.80
Direction FIM	6	4.10	4	3.30
Places de jeux	1	0.80	1	0.80
Ressources humaines	3	2.80	4	3.50
Total service	17	13.70	17	14.20

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
Comptabilité FIM	1	-
Total service	1	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	2	3
	1	-
Total service	3	3

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	1
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	1
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	2

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	–	–	–	–
Auxiliaires mensualisé·e·s	4	1.77	2	1.08
Auxiliaires payé·e·s au forfait	–	*	–	*
Total service	4	1.77	2	1.08

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Principales activités 2022

Etat-major

Le développement de la politique de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les diverses politiques publiques menées par la Ville et le suivi des participations et des subventions impliquant principalement le Secrétariat municipal, il a été procédé à deux réorganisations, soit:

- à la création du Bureau de l'égalité le 1^{er} octobre 2022, ce qui a conduit au transfert de 1.2 ept du Service du personnel au SGFIM;
- au transfert, le 1^{er} septembre 2022, du poste de collaborateur scientifique en charge des dossiers des participations et des subventions de la Ville de Lausanne au sein du SMUN.

Le Secrétariat général a veillé à la bonne coordination des dossiers transversaux au sein de la direction et apporté un appui stratégique général. Il a été répondu, avec l'appui des différents services de la direction, à plus de 170 courriers/courriels (175 en 2022, 225 en 2021, 200 en 2021, 150 en 2019).

Le Secrétariat général a poursuivi sa mission d'optimisation des activités logistiques et d'ateliers dans le cadre du projet «Synergies». Au 1^{er} janvier 2022, une partie des ateliers et magasins des AMV a été rattachée au Service achat et logistique Ville.

Le développement de la politique publique des places de jeux s'est poursuivi avec le réaménagement d'espaces de jeux, comme au parc de la Brouette, et la création de nouveaux espaces à la Promenade Cité Vieux-Bourg ainsi que dans quatre préaux scolaires. La place de jeux itinérante L'Akabane a été déployée à trois reprises en différents endroits du territoire lausannois. La déléguée aux places de jeux a également planché sur les projets à venir (Parc du Loup, TL-Borde, Place de Milan, Parc du Denantou, etc.). Divers travaux de sécurisation et de maintenance de jeux et de revêtements de chute ont été effectués. Une étude Interact consacrée à l'amélioration de l'inclusivité des espaces de sports urbains a été menée en collaboration avec des chercheuses de l'UNIL.

Bureau de l'égalité

La stratégie de visibilité des femmes dans l'espace public s'est poursuivie. Trois personnalités lausannoises ont été mises à l'honneur grâce à la pose de plaques commémoratives: Anne Cuneo au Café du Barbare, en mars, Enrique/Henriette Favez à Ouchy, en avril, et Renée Delafontaine à l'Avenue des Bergières, en septembre. Un groupe d'accompagnement a été constitué pour soutenir les travaux visant à nommer ou renommer trente ou places lausannoises au nom de femmes, d'ici la fin de la législature.

Le Bureau de l'égalité a également organisé une table-ronde intitulée «L'Histoire au prisme du genre», dans le cadre du Festival Histoire et Cité, et soutenu l'organisation de l'événement «Comment l'approche genre peut-elle être intégrée dans la conception urbaine?», organisée par l'Association LARES. Enfin, mandat a été donné, en collaboration avec le Service de la Culture, à l'association «Les Nouveaux commanditaires» pour constituer un groupe citoyen actif dans la commande d'une œuvre d'art sur le thème de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Subvention80

Le versement de la subvention80 pour l'année 2021 a démarré en mai 2022 pour atteindre un taux de versement de 94.44% en fin d'année. Le droit à la subvention80 pour la période 2020 s'est éteint au 31 décembre 2022, avec un taux de versement de 96.2% (97.4% pour 2018, 97.5% pour 2019).

Service des finances (SFIN)

Principales missions du service

Administration

— secrétariat de la Commission permanente des finances.

Coordination et analyses financières

- gestion des processus de réalisation du budget et du plan des investissements;
- préparation des préavis relatifs au budget et aux comptes;
- suivis budgétaire, de la trésorerie et des investissements à l'intention de la Municipalité;
- collaboration à la notation financière de la Ville;
- analyses techniques et financières diverses.

Comptabilité générale

- gestion du processus et bouclage des comptes;
- gestion du plan comptable, du logiciel informatique, supervision de la comptabilité de la Ville ainsi que de quelques fonds et fondations;
- gestion de la trésorerie et de la dette;
- gestion du suivi financier des cautionnements, des subventions et des participations;
- soutien à l'implémentation du système de contrôle interne.

Impôts

- tenue à jour des rôles spéciaux d'impôts des contribuables lausannoises et lausannoises et relations avec l'Administration cantonale des impôts et l'Office d'impôt des districts de Lausanne et Ouest lausannois;
- suivi des dossiers de répartitions intercommunales d'impôts et contrôle des domiciles secondaires;
- organisation et gestion du bureau d'information fiscale en collaboration avec l'Office d'impôt.

Contentieux

- recouvrement des créances de la Ville et de la Caisse de pensions du personnel communal, à l'exception des montants dus aux Services industriels et à l'Office d'impôt;
- gestion de la caisse communale.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Contentieux	16.10	14.60	16.60	15.60
Coordinat. & analyses financ.	3.95	3.95	3.75	3.75
Cpta Gén.trésorerie projets	14.00	13.00	17.70	17.00
Direction - SFIN	2.50	1.90	1.90	1.90
Impôts	3.00	3.00	3.00	3.00
Total service	39.55	36.45	42.95	41.25

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	3.40

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Contentieux	16	14.60	17	15.60
Coordinat. & analyses financ.	4	3.95	4	3.75
Cpta Gén.trésorerie projets	15	13.00	19	17.00
Direction - SFIN	2	1.90	2	1.90
Impôts	3	3.00	3	3.00
Total service	40	36.45	45	41.25

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
	-	-
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	6	9
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	2
Total service	6	11

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	2
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	3
Départ à la retraite	1
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	6

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	3	0.29	3	0.23
Auxiliaires mensualisé·e·s	9	1.85	8	4.44
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*	-	*
Total service	12	2.14	11	4.67

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Le service poursuit et coordonne la mise en œuvre du projet visant à remplacer le système comptable actuel GEFI par un ERP financier au sein de la Ville. L'année 2022 a été marquée par l'établissement, pour la première fois, du budget avec le nouvel outil, la finalisation des différents ateliers de conception ainsi que les tests métiers liés à la partie exploitation comptable qui démarrera au premier janvier 2023. Pour rappel, le préavis N° 2019/22 y relatif «Implémentation d'un nouveau système d'information financier au sein de la Ville (SIF)» a été validé en juin 2019 par le Conseil communal.

Principales activités 2022

Direction

Dette communale

En 2022, 79 opérations d'emprunts à court terme (moins d'une année) ont été conclues. Deux emprunts à long terme ont été effectués pour CHF 200 millions et CHF 200 millions ont été remboursés.

Information fiscale (BIF)

En raison de la crise sanitaire, le bureau d'information fiscale n'a pas été ouvert au public; les contribuables de condition modeste ont cependant eu la possibilité de déposer ou d'envoyer leurs documents pour bénéficier de leur aide. Ainsi, le Bureau d'information fiscale a rempli entre mi-février et mi-mars 2022 un total de 3'043 déclarations d'impôt en collaboration avec l'Office d'impôt des districts de Lausanne et Ouest lausannois. Ce service gratuit reste très apprécié tant des contribuables lausannois que du Canton qui a bénéficié de dossiers pré-taxés.

Impôt sur les chiens

Au 31 décembre 2022, 4'584 chiens étaient inscrits au rôle. L'émolument communal frappant l'inscription de tout nouveau chien a permis la facturation de 829 bordereaux, générant CHF 18'080.- de recettes.

Frontalières et frontaliers

Les éléments traités en 2022 correspondent aux salaires 2021:

	2020	2021
Nombre frontalières et frontaliers	7'360	7'689
Employeurs	1'202	1'242
Impôts (en CHF)	13'203'708	13'587'309

Résidences secondaires

En 2022, 368 procédures (questionnaires) ont été engagées. 139 nouvelles domiciliations fiscales ont été forcées pour la période fiscale 2021 et 104 dossiers sont encore en examen auprès de l'Administration cantonale des impôts. A titre d'exemple, les domiciliations fiscales forcées

ayant une décision de taxation pour la période fiscale 2020 (87% des dossiers ont été facturés jusqu'à fin 2022) ont généré une recette de CHF 414'079.10.

Le tableau ci-dessous renseigne sur les taxations établies et l'impôt communal facturé, sur la base des cas dont le rôle a été forcé:

Périodes fiscales forcées	Périodes fiscales taxées (en CHF)				
	2017	2018	2019	2020	2021
2017	637'657.-	569'943.-	467'762.-	422'645.-	313'526.-
2018		685'816.-	628'708.-	509'361.-	369'113.-
2019			693'559.-	512'210.-	347'873.-
2020				414'079.-	278'506.-
2021					308'649.-

* selon l'année, un certain nombre de dossiers sont encore à taxer par l'Office d'impôt

Office du contentieux

Le nombre d'affaires en cours de recouvrement s'élevait à 49'431 à la fin de l'année 2022, représentant un montant d'un peu plus de CHF 12.7 millions en réduction de près de CHF 3 millions par rapport à l'année précédente.

La cellule chargée du recouvrement des actes de défaut de biens a encaissé CHF 297'173.76 dans le cadre de la récupération des actes de défaut de biens anciens. Le montant total encaissé entre le printemps 2014 et la fin de l'année 2022 s'élève quant à lui à CHF 4'056'265.02.

Le total des opérations liées à des actes de défaut de biens s'élève à 72'897 affaires à fin 2022, pour un montant de CHF 37.1 millions.

Service du personnel (SPEL)

Principales tâches du service

Direction

- pilotage centralisé des processus de gestion des ressources humaines au sein de toute l'administration;
- coordination du réseau RH Ville, décentralisé dans les services communaux (env. 100 personnes);
- coordination et participation aux rencontres régulières entre la délégation municipale aux affaires du personnel (DMAP) et les partenaires sociaux;
- gestion du service et conduite du personnel;
- gestion du contentieux relatif au nouveau système de rémunération.

Système d'information des ressources humaines (SIRH) et Projets transversaux

- lancement et supervision des projets stratégiques et transversaux du service;
- conduite de projets en lien avec le SIRH et l'amélioration des processus;
- maintenance du SIRH et mise à jour des systèmes et applications utilisés afin de répondre aux contraintes réglementaires;
- développement de nouveaux outils dans le SIRH afin de faciliter la gestion des RH.

Organisation, rémunération & monitoring (ORM)

- pilotage du système de rémunération du personnel communal et des mécanismes salariaux;
- expertises et contrôles des notes à la Municipalité relatives à des mesures particulières ou exceptionnelles de rémunération individuelle;
- expertises et audits dans le domaine de la réorganisation des services de l'administration;

- développement et gestion du monitoring RH de la Ville;
- analyses statistiques et gouvernance des données RH.

Management RH

- gestion globale du développement RH (formation) et de l'apprentissage (+ de 200 apprenties et apprentis de la Ville);
- développement du marketing du personnel;
- pilotage des processus de recrutement.

Droit du personnel et procédures (DPP)

- répondant des services de la Ville pour les questions juridiques relevant du personnel;
- expertise et appui dans le déroulement de procédures relatives à la gestion du personnel;
- gestion des dossiers litigieux;
- responsable de la cohésion et de la mise à jour du cadre réglementaire.

Administration du personnel & salaires (APS)

- gestion administrative du personnel et des postes (de l'engagement jusqu'à la fin d'emploi);
- gestion des processus paie et contrôles des salaires, assurances sociales et imposition à la source;
- gestion déléguée des allocations familiales;
- appui aux services sur l'application du cadre réglementaire et sur les outils liés à la gestion des temps de travail.

Egalité & diversité

- développement et promotion de l'égalité entre femmes et hommes et de la diversité dans l'administration;
- conciliation vie privée – vie professionnelle;
- participation à la gestion des garderies communales offrant des places au personnel de la Ville;

Santé & sécurité au travail (DSST)

- collaboration avec Unisanté pour les prestations de médecine du travail (visite d'embauche, examen d'aptitude à la conduite professionnelle, examens périodiques et travail de nuit, suivi vaccinal en lien avec risques professionnels, protection maternité, ergonomie, campagnes de prévention, etc.);
- expertise et appui dans la gestion des absences de courte et longue durée;
- coordination et conseil en matière de sécurité au travail (veille légale et soutien);
- consultation sociale d'entreprise.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Admin. du personnel et salaire	16.50	14.70	13.60	13.70
Cellule contentieux syst. rém.	5.40	5.50	-	-
Direction SPEL	2.00	2.00	2.00	2.00
Droit du personnel & procédure	5.30	5.20	5.20	5.90
Egalité et diversité	2.40	2.40	1.20	1.60
Etat-major	3.70	3.80	5.80	5.60

Management RH	8.00	7.90	8.90	8.80
Organisation, rém & monitoring	7.70	6.10	7.70	8.20
Santé et sécurité au travail	10.15	10.05	10.15	9.95
Total service	61.15	57.65	54.55	55.75

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	-6.60

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Admin. du personnel et salaire	16	14.70	15	13.70
Cellule contentieux syst. rém.	6	5.50	-	-
Direction SPEL	2	2.00	2	2.00
Droit du personnel & procédure	6	5.20	7	5.90
Egalité et diversité	3	2.40	2	1.60
Etat-major	4	3.80	6	5.60
Management RH	9	7.90	10	8.80
Organisation, rém & monitoring	7	6.10	10	8.20
Santé et sécurité au travail	12	10.05	11	9.95
Total service	65	57.65	63	55.75

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
Centre de formation	28	28
Total service	28	28

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	13	12
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	-
Total service	14	12

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	2
Décès	-
Démission	5
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	5
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	1
Licenciement invalidité totale	-
Total service	13

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	7	0.63	8	0.53
Auxiliaires mensualisé·e·s	12	5.42	9	5.63
Auxiliaires payé·e·s au forfait	2	*	-	*
Total service	21	6.05	17	6.16

* information indéterminée car à la tâche

Administration du personnel de la ville**Tableau des effectifs/postes**

Effectif des fonctionnaires et des personnes engagées par contrat de droit privé au 31.12.2022

	nb pers. physiques*	total ept occupés*	total ept alloués**	écart en ept (B-C)	écart en % (C-D)
	A	B	C	D	E
Culture et développement urbain	308	242.78	257.38	14.60	5.7%
Secrétariat municipal	88	75.45	80.05	4.60	
Secrétariat général	30	26.10	28.30	2.20	
Service de la culture	59	42.10	44.20	2.10	
Service bibliothèques et archives de la Ville	76	52.03	52.93	0.90	
Service de l'urbanisme	47	39.60	44.40	4.80	
Contrôle des finances de la Ville de Lausanne	8	7.50	7.50	0.00	
Sécurité et économie	1302	1204.29	1264.22	59.93	4.7%
Secrétariat général	36	26.35	30.00	3.65	
Corps de police	696	648.19	689.90	41.71	
Service de protection et de sauvetage	241	223.75	224.92	1.17	
Service du contrôle des habitants	47	40.50	40.70	0.20	
Service de l'économie	61	54.00	55.90	1.90	
Service de l'eau	221	211.50	222.80	11.30	
Sports et cohésion sociale	655	549.23	659.11	109.88	16.7%
Secrétariat général	25	19.30	21.30	2.00	
Service des sports	92	81.63	88.21	6.58	
Service social de Lausanne	293	235.20	271.75	36.55	
Service du travail	165	146.90	204.55	57.65	
Service des assurances sociales	80	66.20	73.30	7.10	
Logement, environnement et architecture	626	531.74	563.09	31.35	5.6%
Secrétariat général	29	24.00	26.20	2.20	
Service du cadastre	35	32.20	33.00	0.80	
Service des gérances	140	79.09	80.19	1.10	
Service d'architecture et du logement	49	43.10	51.40	8.30	
Service des parcs et domaines	281	267.30	283.05	15.75	
Service d'organisation et informatique	92	86.05	89.25	3.20	
Enfance, jeunesse et quartiers	1550	925.22	1'020.39	95.17	9.3%
Secrétariat général	128	85.73	111.63	25.90	
Service des écoles et du parascolaire	816	410.89	434.17	23.28	
Service de psychologie scolaire	71	48.70	49.70	1.00	
Service de la petite enfance	473	336.97	378.07	41.09	
Service de santé et prévention	62	42.93	46.83	3.89	
Finances et mobilité	716	677.82	705.47	27.65	3.9%
Secrétariat général	17	14.20	15.70	1.50	
Service des finances	45	41.25	42.95	1.70	
Service du personnel	63	55.75	54.55	-1.20	

	nb pers. physiques*	total ept occupés*	total ept alloués**	écart en ept (B-C)	écart en % (C-D)
	A	B	C	D	E
Service de la mobilité et de l'aménagement des espaces publics	133	123.90	140.55	16.65	
Service de la propreté urbaine	346	335.60	340.60	5.00	
Service achat et logistique Ville	112	107.13	111.13	4.00	
Direction des services industriels	543	509.56	572.35	62.79	11.0%
Secrétariat général	37	33.60	39.40	5.80	
Services partagés	65	53.76	57.53	3.76	
Service commercial	92	82.75	93.45	10.70	
Service patrimoine	104	98.55	121.48	22.93	
Service production et solutions énergétiques	53	51.90	56.80	4.90	
Service réseaux	192	189.00	203.70	14.70	
Total Ville au 31.12.2022	5'700	4'640.64	5'042.01	401.37	8.0%
Total ville au 31.12.2021	5'577	4'571.24	4'898.18	326.94	6.7%
Variation	123	69.40	143.83	74.43	
Répartitions Femmes/Hommes	Femmes	Hommes	Total	Plein temps	Temps partiel
Effectifs au 31.12.2022	2'755	2'945	5'700	2'979	2'721
Effectifs au 31.12.2021	2'667	2'910	5'577	2'993	2'585
Variation	88	35	123	-14	136
En % au 31.12.2022	48.3%	51.7%		52.3%	47.7%
En % au 31.12.2021	47.8%	52.2%		53.7%	46.4%

* inclus le personnel en congé non payé

** ces chiffres sont basés sur les données enregistrées dans PeopleSoft par les services selon leur plan des postes en 2022

Tableau des effectifs/postes selon le sexe

Effectif des fonctionnaires et des personnes engagées par contrat de droit privé au 31.12.2022

	nb pers. physiques*		% pers. physiques*		total ept occupés*		% ept occupés*	
	F	H	% F	% H	F	H	% F	% H
Culture et développement urbain	186	122	60.4%	39.6%	137.48	105.30	56.6%	43.4%
Secrétariat municipal	45	43	51.1%	48.9%	36.20	39.25	48.0%	52.0%
Secrétariat général	18	12	60.0%	40.0%	14.60	11.50	55.9%	44.1%
Service de la culture	37	22	62.7%	37.3%	25.15	16.95	59.7%	40.3%
Service bibliothèques et archives de la Ville	54	22	71.1%	28.9%	36.13	15.90	69.4%	30.6%
Service de l'urbanisme	30	17	63.8%	36.2%	23.80	15.80	60.1%	39.9%
Contrôle des finances de la Ville de Lausanne	2	6	25.0%	75.0%	1.60	5.90	21.3%	78.7%
Sécurité et économie	384	918	29.5%	70.5%	314.17	890.11	26.1%	73.9%
Secrétariat général	18	18	50.0%	50.0%	12.95	13.40	49.1%	50.9%
Corps de police	218	478	31.3%	68.7%	180.50	467.68	27.8%	72.2%
Service de protection et de sauvetage	41	200	17.0%	83.0%	30.40	193.35	13.6%	86.4%
Service du contrôle des habitants	35	12	74.5%	25.5%	29.50	11.00	72.8%	27.2%
Service de l'économie	26	35	42.6%	57.4%	23.40	30.60	43.3%	56.7%
Service de l'eau	46	175	20.8%	79.2%	37.42	174.08	17.7%	82.3%
Sports et cohésion sociale	432	223	66.0%	34.0%	341.48	207.75	62.2%	37.8%
Secrétariat général	17	8	68.0%	32.0%	11.80	7.50	61.1%	38.9%
Service des sports	22	70	23.9%	76.1%	14.98	66.65	18.4%	81.6%
Service social de Lausanne	235	58	80.2%	19.8%	183.90	51.30	78.2%	21.8%
Service du travail	102	63	61.8%	38.2%	87.30	59.60	59.4%	40.6%
Service des assurances sociales	56	24	70.0%	30.0%	43.50	22.70	65.7%	34.3%
Logement, environnement et architecture	219	407	35.0%	65.0%	147.50	384.24	27.7%	72.3%
Secrétariat général	18	11	62.1%	37.9%	14.10	9.90	58.8%	41.3%
Service du cadastre	5	30	14.3%	85.7%	3.80	28.40	11.8%	88.2%
Service des gérances	100	40	71.4%	28.6%	49.15	29.94	62.1%	37.9%
Service d'architecture et du logement	25	24	51.0%	49.0%	20.40	22.70	47.3%	52.7%
Service des parcs et domaines	49	232	17.4%	82.6%	41.05	226.25	15.4%	84.6%
Service d'organisation et informatique	22	70	23.9%	76.1%	19.00	67.05	22.1%	77.9%

	nb pers. physiques*		% pers. physiques*		total ept occupés*		% ept occupés*	
	F	H	% F	% H	F	H	% F	% H
Enfance, jeunesse et quartiers	1'229	321	79.3%	20.7%	713.08	212.15	77.1%	22.9%
Secrétariat général	79	49	61.7%	38.3%	54.00	31.73	63.0%	37.0%
Service des écoles et du parascolaire	615	201	75.4%	24.6%	285.80	125.10	69.6%	30.4%
Service de psychologie scolaire	61	10	85.9%	14.1%	41.30	7.40	84.8%	15.2%
Service de la petite enfance	418	55	88.4%	11.6%	293.15	43.82	87.0%	13.0%
Service de santé et prévention	56	6	90.3%	9.7%	38.83	4.10	90.4%	9.6%
Finances et mobilité	183	533	25.6%	74.4%	154.83	523.00	22.8%	77.2%
Secrétariat général	15	2	88.2%	11.8%	12.20	2.00	85.9%	14.1%
Service des finances	31	14	68.9%	31.1%	27.55	13.70	66.8%	33.2%
Service du personnel	50	13	79.4%	20.6%	43.25	12.50	77.6%	22.4%
Service de la mobilité et de l'aménagement des espaces publics	35	98	26.3%	73.7%	29.60	94.30	23.9%	76.1%
Service de la propreté urbaine	32	314	9.2%	90.8%	26.40	309.20	7.9%	92.1%
Service achat et logistique Ville	20	92	17.9%	82.1%	15.83	91.30	14.8%	85.2%
Direction des services industriels	122	421	22.5%	77.5%	97.01	412.55	19.0%	81.0%
Secrétariat général	10	27	27.0%	73.0%	8.20	25.40	24.4%	75.6%
Services partagés	35	30	53.8%	46.2%	24.06	29.70	44.8%	55.2%
Service commercial	34	58	37.0%	63.0%	27.85	54.90	33.7%	66.3%
Service patrimoine	22	82	21.2%	78.8%	18.85	79.70	19.1%	80.9%
Service production et solutions énergétiques	4	49	7.5%	92.5%	3.20	48.70	6.2%	93.8%
Service réseaux	17	175	8.9%	91.1%	14.85	174.15	7.9%	92.1%
Total Ville au 31.12.2022	2'755	2'945	48.3%	51.7%	1'905.54	2'735.10	41.1%	58.9%

* inclus le personnel en congé non payé

** ces chiffres sont basés sur les données enregistrées dans PeopleSoft par les services selon leur plan des postes en 2022

Variation de l'effectif des fonctionnaires et des personnes engagées par contrat de droit privé selon le sexe

	31.12.21			31.12.22			Variation	
	nb F	nb H	Eff. total	nb F	nb H	Eff. total	nb F	nb H
Culture et développement urbain	179	117	296	186	122	308	3.9%	4.3%
Sécurité et économie	362	922	1'284	384	918	1'302	6.1%	-0.4%
Sports et cohésion sociale	433	230	663	432	223	655	-0.2%	-3.0%
Logement, environnement et architecture	218	418	636	219	407	626	0.5%	-2.6%
Enfance, jeunesse et quartiers	1'172	297	1'469	1'229	321	1'550	4.9%	8.1%
Finances et mobilité	178	520	698	183	533	716	2.8%	2.5%
Direction des services industriels	125	406	531	122	421	543	-2.4%	3.7%
Total Ville au 31.12.2022	2'667	2'910	5'577	2'755	2'945	5'700	3.3%	1.2%

Variation de l'effectif pour l'ensemble du personnel par type de contrat selon le sexe

	2021			2022			Variation	
	nb F	nb H	Eff. total	nb F	nb H	Eff. total	nb F	nb H
Employé.e-s fixes*	2'667	2'910	5'577	2'755	2'945	5'700	3.3%	1.2%
Auxiliaires**	1'636	1'091	2'727	1'643	1'038	2'681	0.4%	-4.9%
Apprenti.e-s, stagiaires apprenti.e-s et aspirant.e-s*	89	156	245	84	160	244	-5.6%	2.6%

* Au 31.12

** Nombre d'auxiliaires ayant reçu une paie du 01.01.2021 au 31.12.2021 et du 01.01.2022 au 31.12.2022

Evènements marquants

En 2022, le SPEL a poursuivi, avec l'aide des services, le processus d'amélioration de la gestion du personnel auxiliaire (aspects légaux, rémunération, gestion administrative). Il a également procédé aux opérations nécessaires à l'indexation du traitement du personnel de l'administration communale. Le traitement du personnel a été augmenté au total de 2.97% par rapport à son niveau au 1^{er} janvier 2022. Cette augmentation se fonde sur une première indexation intermédiaire de 2.87% au 1^{er} septembre 2022 et une seconde indexation de 0.1% au 1^{er} janvier 2023.

Direction

Coordination du Réseau RH Ville

La structuration du Réseau RH en 2019 a permis la professionnalisation de plus de 90% des postes RH (personnel formé et dédié à la fonction RH). Une vingtaine de nouveaux RH ont pu être formés aux processus et outils de la Ville lors de deux sessions de formation de six jours chacune.

Le SPEL a organisé une conférence d'une demi-journée, le 6 mai 2022, avec tous les membres du Réseau RH, qui a permis d'aborder les objectifs du plan de législature pour la politique du personnel et d'échanger de manière plus informelle en vue de consolider la Communauté RH de la Ville.

Gestion du contentieux relatif à l'introduction du nouveau système de rémunération

Au 31 décembre 2022, tous les dossiers pris en compte par la Commission de recours individuel (CRI) avaient été traités, quatre dossiers devaient faire l'objet d'un examen complémentaire et dix dossiers étaient dans l'attente d'une décision de la CRI.

Décisions de classification/avenants confirmés par la CRI	1108
– dont recours rejetés	1092
– dont recours déclarés irrecevables	16
Décisions de classification/avenants modifiés	112
– dont recours admis par la CRI	28
– dont conventions conclues dans le cadre de recours	84
Dossiers en cours de traitement	14
– dossiers traités par la CCSR	4
– dossiers en attente d'une décision de la CRI	10
Total	1234
<hr/>	
Nb de dossiers archivés par la CRI	1238
Nb de dossiers pendants auprès du Tribunal cantonal	2

Le personnel engagé spécifiquement pour traiter les recours lié au nouveau système de rémunération a terminé son mandat au 31.12.2022, les dossiers encore en suspens en 2023 sont traités par une collaboratrice du domaine Droit et Procédure (DPP) ayant travaillé précédemment au sein de la cellule de contentieux du système de rémunération.

Système d'information des ressources humaines (SIRH) et projets stratégiques et transversaux

SIRH

L'unité SIRH a participé à de nombreuses évolutions en vue d'améliorer le système applicatif de gestion RH, comme la finalisation de l'interface entre le Centre d'Education Permanente et le système de paiement et de gestion PeopleSoft, le paiement des membres du Conseil Communal par le système de gestion PeopleSoft, l'adaptation des barèmes de rémunération des auxiliaires ou encore les nombreuses adaptations liées à la mise en service du nouveau logiciel finances Abacus.

Elle a également eu l'occasion d'accompagner les unités transverses du Service du Personnel dans la mise en œuvre de l'indexation des traitements du personnel, ce qui a nécessité un grand travail de préparation, d'information et de documentation.

Le projet phare de l'unité reste néanmoins le travail de cartographie des processus du Service du Personnel, démarche menée en collaboration avec le réseau RH, et qui doit permettre à terme la rédaction d'un nouveau rapport-préavis pour le choix d'un nouvel outil de gestion et de paiement du personnel, PeopleSoft arrivant en fin de vie d'ici l'année 2030 au plus tard.

Projets stratégiques et transversaux

L'activité s'est concentrée sur la poursuite des projets d'amélioration. Relevons à ce propos la fin du travail de dématérialisation des dossiers du personnel ainsi que la mise à disposition des

dossiers numériques en consultation pour l'ensemble du réseau RH, simplifiant et rationalisant ainsi la consultation des dossiers.

Organisation, remuneration & monitoring

Organisation et rémunération (OR)

L'unité a procédé aux deux indexations des traitements du personnel. Il s'agit là d'un travail significatif dans l'histoire récente de la rémunération à la Ville puisque la dernière indexation date de 2011, alors que la disposition de l'article 33, alinéa 2 RPAC, prévoyant la possibilité de procéder à une indexation intermédiaire n'avait jamais été mise en œuvre depuis son entrée en vigueur.

L'unité a aussi adapté les barèmes du personnel auxiliaire, élaboré une nomenclature des types de contrats auxiliaires, ainsi que participé à deux enquêtes de rémunération. Ces enquêtes doivent permettre de nourrir les réflexions sur le positionnement des salaires proposés par la Ville au regard de la situation sur le marché, en particulier dans les domaines qui connaissent une pénurie de main-d'œuvre spécialisée.

L'unité a traité près de 400 demandes déposées par les services en matière de positionnements des postes et de rémunération. En particulier, elle a accompagné 22 réorganisations au sein des services, procédé à plus de 230 positionnements de postes et révisé plus de 220 notes à la Municipalité. Elle a également analysé et validé plus de 1'200 fixations de salaire initial (FSI).

Monitoring et gouvernance des données (MGD)

Cette nouvelle unité transversale prend progressivement ses marques, jouant un rôle central dans la préparation, l'analyse et l'interprétation des données dans le but de promouvoir une culture de la science des données au sein de la gestion des ressources humaines.

L'unité MGD s'est notamment chargée de l'analyse de l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, d'organiser sa vérification par un organe indépendant, ainsi que de communiquer les résultats, conformément aux nouvelles dispositions de la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes.

Elle a procédé à la migration du Cockpit RH vers le logiciel de business intelligence «Tableau». Ce faisant, elle a notamment créé un lien avec le progiciel de gestion intégré permettant une actualisation mensuelle des informations, ainsi que développé de nouveaux indicateurs liés à l'égalité entre femmes et hommes.

L'unité a aussi été impliquée dans de nombreux projets pour lesquels la qualité des données et la justesse des analyses sont importantes, telles les vérifications liées aux traitements de fin d'année et l'indexation des salaires, l'élaboration des tableaux statistiques du rapport de gestion ou la livraison des données d'enquête à l'Office fédéral de la statistique.

Management RH

Recrutement et marketing du personnel

L'unité a assuré la publication de 606 offres d'emploi en format digital (portail emploi Ville de Lausanne et plateforme Jobup.ch), soit 32 annonces groupées et 19 annonces longues. L'utilisation de l'outil de gestion de candidature de Jobup a permis de traiter efficacement plus de 37'000 dossiers de candidature, allégeant d'autant le suivi administratif du réseau RH.

La mise en place de *slots* LinkedIn pour la publication des postes stratégiques de la Ville sur ce canal a permis la publication de 144 offres d'emploi et a recueilli à lui seul près de 150'000 vues; le million de vues, tous canaux confondus a été largement dépassé fin 2022 (www.lausanne.ch, www.jobup.ch, www.Linkedin.com).

La mise en place de ce nouveau canal de publication a également renforcé la visibilité de la Ville de Lausanne en tant qu'employeur. En effet, les abonnés et abonnés à la page LinkedIn Ville de Lausanne ont augmenté de 30% depuis l'achat des *slots*. Le «profil Entreprise *Premium*»

a été renouvelé cette année sur le *job board* www.jobup.ch au 1^{er} octobre. Ce profil dynamique augmente la visibilité de la Ville auprès des candidates et candidats potentiels. Le nombre de vues se monte à près de 57'990 (décembre 2021 – novembre 2022) soit une augmentation de 29% par rapport à la même période l'an passé.

Fin 2022, une politique de recrutement a été validée par la Municipalité et sera déployée en 2023 tant à l'interne qu'à l'externe.

Développement du personnel

Le Centre d'éducation permanente pour la formation continue du personnel (CEP) a enregistré 423 inscriptions aux cours catalogues pour un total de 797 journées individuelles de formation et 765 inscriptions aux programmes spéciaux, représentant 597 jours de formation (cours réservés uniquement au personnel de la Ville). On relève la participation de 211 personnes aux formations dites «sur mesure» (FSM), dans le cadre de 15 mandats. Le Centre d'éducation permanente pour la formation continue du personnel (CEP) a également proposé 10 Webinaires (séminaires à distance de courte durée) en 2022, 115 personnes ont participé à 7 d'entre eux.

La Municipalité a adopté une politique de Formation permettant de poser les fondements en faveur du développement des compétences du personnel communal de manière globale et équitable.

Apprentissage

Afin de renforcer son soutien aux jeunes Lausannoises et Lausannois dans leur transition vers le monde professionnel, la Municipalité a pris la décision d'instituer un quota du nombre de places d'apprentissage offertes dans chaque Direction et Service de manière à garantir plus de 200 places d'apprentissage par année.

Six apprenties et apprentis sortants, sur 62 promus, ont été engagés avec un contrat d'auxiliaire à l'issue de leur formation pour faciliter leur transition dans le monde professionnel. A la rentrée scolaire 2022, la Ville comptait 217 apprenties et apprentis, formés dans une trentaine de professions permettant d'obtenir un certificat fédéral de capacité (CFC) ou une attestation fédérale de formation professionnelle (AFP).

Le centre de formation des apprenties et apprentis du SPEL (CFO) compte désormais 23 apprenties et apprentis employés de commerce et 5 médiamaticiennes et médiamaticiens. Parmi les 3 apprenties et apprentis du CFO qui ont terminé avec succès leur formation, un a été engagé en qualité d'auxiliaire au SPEL après l'obtention de son CFC pour faciliter sa transition dans le monde professionnel.

Droit du personnel et procédure

Au 31 décembre 2022, le domaine a traité 129 fins de rapports de travail litigieux, dont 110 qui ont abouti à un licenciement/résiliation de contrat ou à une convention de départ, 25 dossiers clôturés sans suite et 19 en cours. Il a également traité 30 procédures de mises en demeure, dont 23 dossiers finalisés, 1 dossier clôturé sans suite et 6 dossiers en cours. La commission paritaire a été saisie à 3 reprises. Les juristes ont également traité 9 cas de transfert. Il a été procédé à la révision, précision ou abrogation de 35 instructions administratives. Les juristes ont par ailleurs répondu à plus de 2'200 sollicitations juridiques (questions relatives notamment au droit du travail, droit de la fonction publique, droit administratif, protection des données, interprétation du règlement pour le personnel de l'administration communale et de ses dispositions d'application). Il a également rédigé 3 avis de droit étayés.

Le domaine a traité 14 recours et contestations contre les décisions de licenciement auprès de la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal et du Tribunal des Prud'hommes, dont 7 clôturés et 7 toujours en cours.

La crise sanitaire a continué à occuper les juristes durant le premier trimestre 2022, soit jusqu'à la levée de toutes les mesures au 1^{er} avril 2022, afin de traiter les aspects juridiques importants liés à la crise et de mettre régulièrement à jour la Foire aux questions (FAQ), accessible à tout le personnel communal.

Administration du personnel & salaires

Administration RH

La part de l'activité consacrée à la gestion administrative du personnel et des postes a continué à croître. En comparaison avec 2021, l'écart est supérieur à 20%. Cette hausse s'explique vraisemblablement et principalement par les motifs suivants: les actions liées aux changements de rémunération du personnel auxiliaire à compter du mois de mars 2022, l'augmentation de la dotation des postes dans les secteurs de la petite enfance et du parascolaire ainsi que le nombre de fins d'emploi, avec une progression des départs à la retraite anticipée.

Type de contrat	Fixe		Auxiliaire	
	2021	2022	2021	2022
Engagements	648	798	1266	1316
Fins d'emploi	550	713	266	421
Changement de taux	492	702	336	401
Changement rémunération (hors 1 ^{er} janvier)	529	773	118	161
Transferts	355	505	287	431

Salaires & Assurances

Les contrôles et versements des salaires du personnel ont été réalisés dans le respect de la planification prévue.

Dans le cadre de l'activité liée à la gestion déléguée des allocations familiales, des allocations pour un montant de CHF 12'587'588.40 ont été versées à 1'739 bénéficiaires.

En raison de l'arrivée à échéance au 31 décembre 2022 des polices d'assurance-accidents et d'assurance-accidents complémentaire du personnel, un appel d'offres a été organisé durant l'année auquel huit compagnies ont répondu.

L'équipe a contribué à l'implémentation du nouveau logiciel comptable *Abacus*. En collaboration avec les comptabilités de direction ainsi qu'avec le Service Organisation et Informatique (SOI), la ventilation comptable des salaires a été revue et paramétrée selon le nouveau plan comptable et la comptabilité analytique, en vue du versement des salaires dès janvier 2023.

Gestion des temps

Les réflexions sur l'aménagement du temps de travail (ATT) au sein de plusieurs services de la Direction EJQ s'est poursuivie durant l'année 2022. Une étude quant à l'implémentation d'une application mobile *TimeTool* a été lancée en automne 2022.

Quant au logiciel de planification pour le Service Protection et sauvetage (SPSL), implémenté en début d'année, il est dorénavant interfacé avec le SIRH de la Ville.

Egalité et diversité au sein de l'administration

Le projet-pilote de sensibilisation et de lutte contre le harcèlement au travail a pris fin en été 2022 et a été évalué positivement par les deux services pilotes, qui ont activement participé à la conception et à la mise en œuvre de la démarche. Après la centaine de cadres qui ont été sensibilisés à leur rôle en 2021, les 600 membres du personnel des deux services pilotes ont assisté à la représentation de théâtre interactif sur la thématique du harcèlement sexuel et psychologique au travail. La Municipalité a décidé de déployer cette campagne dans l'ensemble des services de l'administration entre 2023 et 2026.

La nouvelle réglementation sur le travail à distance a fait l'objet d'un travail collaboratif impliquant l'ensemble des cheffes et chefs de service et des responsables RH de direction (RRHD). La réglementation, qui entrera en vigueur le 1^{er} février 2023, est accompagnée de divers outils et ressources permettant une mise en œuvre harmonieuse et cohérente au sein de l'administration.

Enfin, la «Journée Osez tous les métiers» (JOM), organisée pour la vingtième année à la Ville, a été entièrement revisitée. Pour la première fois, un programme d'activités communes à l'ensemble de la Ville a été proposé et le principe croisé a été remis au cœur de la journée (les filles découvrent un métier essentiellement exercé par les hommes et les garçons un métier exercé majoritairement par les femmes). 340 enfants de 10 à 13 ans ont ainsi participé aux 27 ateliers

créés sur mesure par les services. Les enfants ont aussi eu la possibilité de participer à un spectacle interactif qui leur a permis de questionner les stéréotypes de genre et se rappeler qu'il est important de croire en ses choix et ses compétences.

Santé et sécurité au travail (DSST)

L'année 2022 a été marquée par les événements suivants:

- la révision du dispositif de médecine du travail avec la précision d'un nouveau périmètre de prestations;
- la révision du dispositif *BEST* avec la reprise des formations par l'équipe DSST et le lancement d'une campagne de sensibilisation au burn-out;
- le lancement du projet de Réaffectation (REA);
- la reprise par l'équipe de la Sécurité de toutes les formations mesures d'urgences RAMA – partie premiers secours et de toutes les analyses maternité.

La gestion des absences (prévention des absences et suivi des absences longue durée)

En 2022, 596 situations individuelles ont été annoncées, soit en moyenne 50 situations par mois. Au 31 décembre 2022, 295 situations individuelles font encore l'objet d'un suivi par les conseillers DSST et les gestionnaires de dossiers.

Collaboration avec l'OAI: En 2022, 53 situations individuelles ont fait l'objet d'un dépôt d'une demande auprès de l'OAI; de nombreuses mesures professionnelles, favorisant le maintien et le retour en emploi, financées par cet assureur ont été mises en place.

Assurances-accidents LAA: 1'341 déclarations d'accident ont été vérifiées et transmises aux assureurs AXA et SUVA cette année.

Le DSST a mis également en place et collabore à des projets spécifiques de prévention et de promotion de la santé, notamment au travers de la révision du dispositif *BEST* orienté sur la prévention et la gestion des absences de courte durée du personnel de la Ville de Lausanne.

Un nouveau format de formation *BEST* de deux heures a été conçu et trois séances d'information ont été effectuées auprès des cheffes et chefs de service et du réseau RH.

Une campagne de sensibilisation à la prévention du burn-out a été mise en place avec la collaboration de la Clinique de Travail et Madame Catherine Vasey, psychologue et spécialiste du burn-out. 40 cheffes et chefs de service et membres du réseau RH ont assisté à cette conférence.

Un deuxième projet a pu être développé dans le cadre de la prévention et le suivi des absences. Il s'agit du projet Réaffectation (REA) qui vise à développer une prestation pour les collaboratrices et collaborateurs qui se trouvent dans l'incapacité de retourner dans leur poste de travail d'origine.

Le pilotage des prestations de médecine du travail

Au cours de cette année, la gouvernance du dispositif a été améliorée ce qui a permis de définir de nouvelles modalités de collaboration entre la Ville de Lausanne et Unisanté. Les prestations en médecine du travail obligatoires ci-après ont été délivrées:

- aptitude médicale obligatoire avant engagement (visite médicale ou sur dossier);
- aptitude médicale périodique obligatoire;
- examen médical préventif en cours d'emploi;
- évaluation de l'aptitude en cours d'emploi;
- vaccination et suivi vaccinal pour risques professionnels;
- examen d'aptitude à la conduite professionnelle.

La campagne de vaccination contre la grippe saisonnière 2022 a été réalisée dans les locaux de la Ville de Lausanne par notre partenaire Unisanté. 364 personnes ont été vaccinées.

Ergonomie

Depuis l'été 2022, cette prestation a été confiée à notre nouveau partenaire externe l'IFA, Institut de médecine du travail, qui collabore avec le DSST et les services concernés. Pour 2022, 58 annonces ont fait l'objet d'une visite de poste.

Sécurité au travail

L'unité soutient les services en matière de mise en place des mesures de prévention santé et sécurité au travail, avec un fort focus sur la prévention incendie – évacuation, ceci tout en assurant une veille légale pour les informer des changements importants sur la base des portfolios des dangers.

Il convient de relever les activités majeures suivantes:

- la reprise de toutes les formations mesures d'urgences RAMA – partie premiers secours;
- la reprise de toutes les analyses maternité. Les pré-analyses maternité et la transmission des informations au personnel selon l'ordonnance sur la protection de la maternité sont en cours et se poursuivront l'année prochaine;
- la remise à niveau de la sécurité alimentaire au sein des entités distribuant des repas (APEMS, CVE, restauration) complète le périmètre d'intervention;
- l'évaluation des examens médicaux de l'engagement au départ d'une personne, comprenant les recommandations de vaccination, en collaboration avec le domaine DPP.

Parmi les activités 2022 impactant fortement les services, il convient de relever la mise à jour de l'ordonnance sur la construction avec l'obligation d'un plan hygiène et sécurité écrit, l'audit de la Suva sur les chauffages à pellets, les nouvelles exigences sur l'usage et le stockage des batteries lithium-ion et l'arrivée de drones.

D'une manière générale, l'ingénieur sécurité et son équipe collaborent activement avec les répondantes et répondants sécurité (RS) des services pour tous les aspects liés à la santé – sécurité, de la conception aux audits de postes en passant par la formation et la maintenance.

Consultation sociale d'entreprise et Fonds de secours

Durant l'année écoulée, la Consultation sociale a suivi 217 personnes, dont 60 premières sollicitations. 157 dossiers se trouvaient soit toujours en cours, soit ont été rouverts en raison de nouvelles difficultés.

Le nombre d'employées et employés faisant appel à la Consultation sociale, dans le cadre d'une demande de soutien, poursuit donc son ascension avec des problématiques le plus souvent multifactorielles et parfois complexes, amplifiées à la suite de la pandémie, avec des situations peinant pour certaines à évoluer favorablement, voire se stabiliser dans le contexte social actuel.

La collaboration avec l'UnAFin se poursuit: trois employées et employés remplissaient les critères permettant de les orienter vers la mise en place d'un plan de désendettement alors que les 158 autres personnes présentant une situation d'endettement voir de surendettement ne remplissaient pas les conditions permettant de les diriger vers des démarches telles qu'assainissement ou faillite personnelle.

Le Fonds de secours a permis de soulager 15 employées et employés en prenant en charge leurs frais de soins donnant lieu à des paiements pour un montant de CHF 37'150.10. Sur ces 15 personnes, 5 demandes d'aide remontaient à 2021, avec des paiements différés en raison de traitements médicaux qui se sont poursuivis sur 2022.

Toutes les nouvelles demandes soumises au Comité du Fonds de secours, soit 11, ont été acceptées, représentant un total de dons de CHF 33'303.35. Sur les 11 bénéficiaires, 3 dossiers ont pu être entièrement réglés, pour une personne aucun paiement n'est encore intervenu, une partie des factures étant attendue pour les sept autres, une fois leurs traitements terminés.

Dans le cadre du Fonds de secours, l'expertise apportée par le dentiste-conseil à qui sont soumis les devis des collaboratrices et collaborateurs, a pu être complétée à la suite de la mise en place d'une nouvelle collaboration avec un orthodontiste-conseil.

Le Fonds d'action social (FAS) a été sollicité à une reprise et a permis d'éviter l'expulsion à une mère de famille divorcée. L'aide attribuée s'est élevée à CHF 3'630.-.

Service de la mobilité et de l'aménagement des espaces publics (MAP)

Principales missions du service

Direction

- pilotage du service;
- gestion des ressources humaines: recrutement et accompagnement des collaboratrices et collaborateurs, conseil aux cadres, suivi des formations continues, gestion et suivi des situations de santé;
- gestion du système qualité;
- pilotage des investissements et des recettes liées aux projets;
- gestion du budget annuel de fonctionnement;
- gestion de la communication;
- supports opérationnels;
- gestion du secrétariat et rédaction des courriers ainsi que des documents en relation avec les autorités politiques;
- gestion de la publicité visible depuis le domaine public (hormis celle liée aux commerces) et de la signalétique urbaine;
- gestion et maintenance des technologies de l'information métiers du service: conception et gestion du système d'information sur le territoire en répondant aux objectifs du service en matière d'indicateurs;
- soutien et conseil en matière de sécurité et de protection de la santé au travail.

Mobilité

- planification de la mobilité urbaine;
- production de la brochure Observatoire de la mobilité lausannoise;
- définition et mise en application de la politique du stationnement sur le domaine public; gestion du trafic par le biais de la programmation de la signalisation lumineuse;
- coordination des chantiers communaux et interventions sur le domaine public visant à appliquer une stratégie garantissant l'accessibilité en ville, à minimiser les impacts pour les usagères et usagers et les riveraines et riverains et maîtriser l'enveloppe financière globale interservices;
- gestion et maintenance de l'ensemble des infrastructures de la régulation lumineuse, des caméras de télécirculation, des horodateurs, des bornes escamotables et des compteurs de trafic permanents, suivi et développement de ces équipements ainsi que de leurs centrales de surveillance;
- accompagnement de projets majeurs menés par des partenaires (Canton de Vaud, CFF, etc.) sur le territoire communal;
- promotion de la mobilité active (marche et vélo).

Espaces publics

- conception des aménagements urbains en répondant aux objectifs de qualité de l'espace public, de mobilité, d'accessibilité et de rôle social de l'espace rue;
- analyse des projets de construction privés soumis par le Bureau des permis de construire; vérification de la conformité des aménagements autorisés dans les espaces frappés par les limites des constructions.

Construction et Maintenance

- gestion et maintien du patrimoine des aménagements urbains (espaces publics) et portuaires;

- direction générale ou locale des travaux de génie civil;
- développement, entretien et conformité de tous les ouvrages d'art sis sur le domaine public;
- réalisation de nombreuses interventions d'entretien constructif spécifiques du domaine public (pavage, entourage d'arbres, maintenance d'ouvrages, réfections localisées et travaux de sécurisation).

Projets d'infrastructures majeures de transport public

- représentation et défense des intérêts de la Ville de Lausanne dans le cadre du développement des projets d'infrastructures majeurs de transports publics pilotés par les partenaires externes (Canton; Transports publics lausannois; CFF);
- vérification de l'adéquation desdits projets avec les enjeux supérieurs de la politique communale lausannoise;
- coordination des partenaires afin de faciliter le déroulement des projets (de la conception à la mise en service);
- direction/accompagnement des chantiers en vue d'assurer l'accessibilité globale de la ville et le fonctionnement local des quartiers impactés.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration (MAP)	7.60	6.10	7.80	5.90
Cellule RH (MAP)	3.60	2.70	3.20	3.10
Conception	14.20	11.20	16.20	13.70
Coordination projets majeurs	3.00	3.00	4.00	2.00
Direction (MAP)	8.10	6.00	8.05	7.00
Entretien du patrimoine	4.80	4.80	5.80	5.60
Exploitation (MAP)	7.00	7.00	7.00	7.00
Finances et Communications	5.10	4.20	6.60	6.50
Génie civil (MAP)	11.00	9.80	10.80	9.80
Informatique – MAP	4.50	3.90	4.40	4.30
Inspection chantiers et mob. urb	6.00	6.00	6.00	6.00
Mobilité (MAP)	10.90	7.70	14.20	11.00
Office signalétique urb. (MAP)	2.00	2.00	1.00	1.00
Police des constructions (MAP)	1.00	1.00	1.00	1.00
Réalisation	5.90	4.80	6.90	6.40
Unité garage (MAP)	17.00	17.00	–	–
Unité services généraux (MAP)	8.90	8.90	–	–
Unité signalisation (MAP)	28.60	27.60	18.60	17.60
Unité transports (MAP)	26.00	26.00	–	–
Unité travaux (MAP)	22.80	19.80	19.00	16.00
Total service	198.00	179.50	140.55	123.90

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	-57.45

Personnel fixe (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Administration (MAP)	7	6.10	7	5.90
Cellule RH (MAP)	4	2.70	4	3.10
Conception	13	11.20	16	13.70
Coordination projets majeurs	3	3.00	2	2.00
Direction (MAP)	6	6.00	7	7.00
Entretien du patrimoine	5	4.80	6	5.60
Exploitation (MAP)	7	7.00	7	7.00
Finances et Communications	6	5.10	9	7.40
Génie civil (MAP)	10	9.80	10	9.80
Informatique – MAP	3	3.00	4	3.40
Inspection chantiers et mob. urb	6	6.00	6	6.00
Mobilité (MAP)	8	7.70	12	11.00
Office signalétique urb. (MAP)	2	2.00	1	1.00
Police des constructions (MAP)	1	1.00	1	1.00
Réalisation	5	4.80	7	6.40
Unité garage (MAP)	17	17.00	-	-
Unité services généraux (MAP)	11	8.90	-	-
Unité signalisation (MAP)	28	27.60	18	17.60
Unité transports (MAP)	27	26.00	-	-
Unité travaux (MAP)	20	19.80	16	16.00
Total service	189	179.50	133	123.90

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
Administration (MAP)	1	1
Informatique – MAP	2	1
Génie civil (MAP)	2	1
Unité Garage (MAP)	1	-
Unité signalisation (MAP)	1	-
Unité transports (MAP)	1	-
Total service	8	3

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	15	20
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	2
Total service	15	22

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	7
Départ à la retraite	2
Fin de contrat	1
Licenciement juste motif ordinaire	2
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	1
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	15

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	6	0.26	–	–
Auxiliaires mensualisé·e·s	11	5.01	9	3.47
Auxiliaires payé·e·s au forfait	–	*	–	*
Total service	17	5.27	9	3.47

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Afin de confirmer l'évolution qui a vu les espaces publics devenir l'un des objets privilégiés des actions du service dans leur interaction avec la mobilité, le Service des routes et de la mobilité a été rebaptisé Service de la mobilité et de l'aménagement des espaces publics au début de l'année 2022. L'adoption du Préavis N° 2022/07 «Rues Vivantes II» par le Conseil Communal en 2022 permettra de poursuivre l'édification d'espaces publics apaisés et plus conviviaux et de conforter cette orientation. Les résultats du sondage mobilité, publiés en juin 2022, ont par ailleurs montré que la population lausannoise est multimodale, prédisposée au changement, qui comprend notamment la réduction de la place de la voiture et l'apaisement du trafic. Les projets menés en 2022, tels que la création d'une zone de rencontre dans le quartier des Jordils, l'action «Cœur de ville à 15'», proposant une nouvelle série d'itinéraires pour rejoindre facilement le centre-ville à pied, la création d'un nouveau cœur de quartier au Pré-du-marché, avec la piétonisation du secteur et le renouvellement d'une place de jeux très sollicitée, la création d'un ascenseur reliant le quartier de Sévelin à la rue de Sébeillon et la réalisation de plus de 5 km d'aménagements cyclables sont emblématiques de cette volonté de promouvoir les mobilités actives, notamment la mobilité piétonne. L'année 2022 a permis de poursuivre la mise en place d'aménagements permettant de modérer le trafic et d'améliorer la qualité de vie dans les quartiers, avec la création de 18 zones 30 et deux zones de rencontre, les campagnes de sécurisation du chemin de l'école et de pose de bancs-relais pour les seniors, soit une centaine de bancs publics et de chaises,

Enfin les travaux du Grand Pont, un chantier majeur et exemplaire d'une durée de onze mois, qui a permis de rénover cet ouvrage historique lausannois, ont été l'occasion de repenser la mobilité sur cet axe majeur du centre-ville et d'initier la requalification des espaces publics l'environnant et d'organiser un vote du public afin de sélectionner les objets de la capsule temporelle enfouie dans son tablier.

Principales activités 2022

Direction

Conformément au Programme de législature 2016–2021, le service a déployé la politique de mobilité et des espaces publics en favorisant notamment la mobilité active et les transports publics. Ainsi l'année 2022 a notamment été marquée par les évènements suivants:

- l'aménagement de 18 zones 30 ainsi que de deux zones de rencontre permettant la modération du trafic et l'amélioration de la qualité de vie dans les quartiers;
- la réalisation de 5.1 km d'aménagements cyclables;
- la création d'un ascenseur reliant le quartier de Sévelin à la rue de Sébeillon, permettant de désenclaver le quartier de Sévelin en pleine mutation et de favoriser la mobilité active, notamment la marche;
- la pose des premières plaques de rue dans le but d'atteindre l'objectif de 30 rues et espaces publics lausannois avec des noms féminins d'ici 2026;
- la coordination des projets d'infrastructures majeurs, tels que le réaménagement des espaces publics consécutifs à la fin de la mise en souterrain et la remise en exploitation du LEB.

Communication

En 2022, l'unité communication a répondu à de nombreuses sollicitations et organisé plusieurs événements: 3 inaugurations (dont la piétonisation de la centralité de quartier de Pré-du-Marché), 5 conférences de presse et la Semaine de la mobilité. La participation citoyenne a également été au cœur de certains projets avec l'organisation de 3 ateliers participatifs et de 5 balades itinérantes.

De nombreux projets ont bénéficié d'une communication spécifique. Parmi eux, le projet d'itinéraire piéton «Cœur de ville à 15'» ou encore la campagne d'affichage «Mon itinéraire? P+R!» sur les parkings relais de la ville. De plus, dans le cadre des travaux du Grand-Pont, une exposition pour le public a pris place sur l'ouvrage et un apéritif a été organisé afin de célébrer la fin des travaux. Un vote du public a également permis de sélectionner les objets dissimulés dans la capsule temporelle. Enfin, pour accompagner le chantier du tramway, des apéritifs de saison ont été organisés, la gazette du tramway a vu le jour sans oublier les avis de travaux et les permanences hebdomadaires.

Supports opérationnels

Finances

Le Service pilote 23 crédits d'investissements et 7 comptes d'attente, représentant un montant à disposition de CHF 97 millions. Trois demandes de crédits d'investissements et une demande de compte d'attente ont été émises durant l'année 2022. Par ailleurs, à la suite du projet «Synergie», la cellule Finances a intégré un poste d'aide-comptable qui centralise les procédures financières du Service et permet ainsi aux équipes métier de se concentrer sur leurs projets et réalisations. Le responsable financier et la contrôleur de gestion ont également participé activement au projet «Abacus» en tant que key-users.

Administration

L'unité a traité 272 décisions municipales et répondu à 1'084 courriers/courriels reçus de la part de la population, dont 60% concernent les espaces publics et 36% la mobilité. De par l'optimisation du processus et l'engagement des collaboratrices et collaborateurs concernés, la réponse aux plaintes et requêtes est assurée dans un délai de 30 jours maximum, à quelques rares exceptions, par exemple en cas d'analyse détaillée.

L'année 2022 a également permis d'intégrer l'Office de la Signalétique Urbaine (OSU) au sein de l'Unité administrative, suite au départ à la retraite de son chef d'office, facilitant ainsi la synergie entre les missions administratives, rédactionnelles et graphiques. L'OSU a notamment mené à bien les missions suivantes:

- les travaux de graphisme en lien avec les dossiers de presse et affiches dans le cadre du projet de rénovation du Grand-Pont (en collaboration avec les tl);
- la coordination technique des plaques de rue suite à la dénomination de la place Aloïse Corbaz;
- l'élaboration de plaques commémoratives: Anne Cuneo, Henriette Enrique Favez, 100 ans de Radio Suisse romande; la mise à jour de la signalétique des bâtiments administratifs, notamment de Port-Franc 18.

Groupe informatique

Le groupe informatique a été fortement sollicité consécutivement aux réorganisations liées au projet «Synergie», notamment afin d'organiser les aspects IT et ceux liés à notre SIT et d'assurer une exploitation en continu, et mené à bien les principaux projets suivants:

- optimisation de l'infrastructure serveur en centralisant les équipements et données du service dans les data centres du SOI, ainsi que l'ensemble des applications web métiers basées sur la technologie «docker»;
- transformation des géodonnées de base du service disponibles sur notre guichet cartographique;
- mise en production d'une base de données de signalisation verticale géoréférencée. Par ailleurs le portail des prestations à l'intention des

services de l'administration a permis de traiter plus de 9'000 demandes. Enfin un poste de dessinateur en géomatique à 40% a été créé afin de traiter les demandes, en forte hausse, relatives aux géodonnées.

Santé et sécurité au travail

Durant l'année écoulée, la remise à niveau du guide d'évacuation du Vallon 27 a été réalisée et un test d'évacuation en condition réelle a été effectué afin d'identifier les quelques points d'améliorations.

L'accent a aussi été mis sur l'ergonomie aux postes de travail afin de prévenir toute douleur en position de travail.

Inspection des chantiers et gestion des dégâts au mobilier urbain

L'unité, précédemment dénommée Surveillance du domaine public, a été intégrée à la division suite au projet «Synergie». En 2022, 2'170 permis d'utilisation du domaine public ont été délivrés, soit 4% de plus qu'en 2021. Les recettes restent stables, à hauteur de CHF 1'200'000.-. Le nombre d'entreprises occupant temporairement le domaine public sans autorisation a augmenté de 13% en 2022 (154 cas contre 136 en 2021). La charge de travail induite par ce type d'infraction a conduit à facturer des émoluments à hauteur de CHF 55'000.-.

Enfin, 334 cas d'accidents ayant entraîné des dégâts au domaine public et 139 cas de vandalisme, ont été traités, soit une hausse de 15% par rapport à 2021.

Projets d'infrastructures majeures de transports publics

Mise en souterrain du LEB

Suite à la fin de travaux qui ont permis la restitution de l'exploitation du LEB sur l'ensemble du tracé, les interventions utiles au réaménagement des espaces publics sont pratiquement terminées. Cela est particulièrement remarquable dans le secteur du parc de la Brouette et à l'extrémité ouest de l'avenue d'Echallens.

La remise en état du secteur Union-Prilly a fait l'objet d'une attention particulière afin de garantir la continuité de l'aménagement avec celle du futur nouveau gabarit soumis à l'enquête par la Ville de Lausanne.

En principe, les travaux du LEB sur le domaine public lausannois seront terminés au cours du 1^{er} trimestre 2023.

Tramway t1

Après un démarrage progressif des travaux fin 2021, le chantier s'est étendu sur la quasi-totalité du tracé, entre la limite communale Prilly-Lausanne et le carrefour de la Vigie, sous le pont Chauderon. Dans un premier temps, l'essentiel du chantier réalisé sur le sol lausannois a consisté à mettre en fonction les futures conduites principales d'eau et de gaz sous la chaussée sud. Cette opération qui devait impérativement être terminée pour permettre la mise en service de la conduite de gaz avant la période hivernale s'est déroulée dans le délai imparti.

La mobilisation coordonnée des services de la Ville (selon les conventions avec les tl), a largement contribué au succès de cette opération, dans des conditions acceptables pour les acteurs locaux impactés, et a permis de maintenir en tout temps, tant l'accessibilité que l'ensemble des services délivrés, malgré l'étendue et l'importance des opérations.

Parallèlement au déroulement des travaux, le Service a collaboré à la procédure d'approbation des plans (PAP) complémentaires nécessaires à la régularisation de la suppression de la rampe Vigie-Gonin.

Métros m2/m3

Une consultation du dossier de la PAP «Flon – Blécherette» a été mise en place. Une «feuille de route» permettant de décrire les engagements respectifs pour la future construction de chacune des émergences (stations) du projet a été élaborée avec le Canton et les tl.

Mobilité

Planification de la mobilité urbaine

L'unité Planification de la mobilité urbaine a travaillé sur des projets d'envergure tels que Métamorphose et la révision du Plan général d'affectation (PGA). Elle a également accompagné les réflexions sur les requalifications en lien avec le développement des Bus à haut niveau de service (BHNS) et sur celles des grandes places du centre-ville, notamment autour des futures stations du m3.

La cellule a continué de participer activement aux réflexions liées à l'évolution des transports publics dans le cadre du projet du tram ou du réseau des transports publics à 2030. Ceci a permis de définir et de mettre en œuvre, conjointement avec les tl, le réseau bus 2023 à la suite de la réfection du Grand-Pont.

Stationnement

La réalisation de l'extension de la centralité de quartier Montchoisi a permis d'améliorer la disponibilité des places pour les habitantes et habitants en possession de macarons, avec la conversion de quelque 153 places horodateurs et places mixtes payantes + macaron.

L'intégralité des horodateurs est désormais compatible avec la digitalisation des titres et des autorisations de stationner sur le territoire Lausannois; ces appareils fonctionnent sur la base de l'immatriculation et ne délivrent plus de ticket papier.

Coordination des chantiers

Au vu des enjeux du Plan climat, qui se décline en de nombreux projets dans les différents services, la structure de coordination a été renforcée afin de garantir la synchronisation des interventions sur le domaine public. Par ailleurs un crédit-cadre bi-annuel 2023-2024, intégrant l'ensemble des projets coordonnés des différents services constructeurs sur le domaine public, a été approuvé par le Conseil communal.

Gestion du trafic

L'année 2022 a été marquée par le chantier du Grand-Pont qui a nécessité des interventions sur de nombreux carrefours avant la fermeture et après l'ouverture de l'ouvrage, comme St-François, Bel-Air, Chauderon Sud ou Gare-Juste-Olivier. Par ailleurs, le renouvellement des carrefours de Borde-Fauquez et de Beaulieu-Maupas a été effectué en intégrant de nouveaux aménagements cyclables. Enfin, le carrefour Fraisse-Grancy, qui ne permettait plus le suivi prioritaire des bus vu son ancienneté, a été rénové grâce à la mise en place d'une armoire recyclée récupérée sur la rue de Genève dans le cadre du chantier du tram.

Mobilité active

Nouvellement intégrée au sein de la division mobilité en 2022, la cellule mobilité active a poursuivi son travail au service du développement des modes actifs de mobilité notamment avec:

- la réalisation de 5,1 km de nouveaux aménagements cyclables, situés sur des axes majeurs du réseau, avec notamment la création de bandes cyclables sur les avenues de Montchoisi, de Rumine et d'Echallens, la place Saint-François ou à Plateforme 10; la création d'un contresens cyclable Rue du Maupas et des améliorations vélos (sas, tourner à droite au feu rouge, tourner à gauche indirect) Carrefour Fraisse/Grancy et Carrefour Beaulieu/Maupas; la création de sept nouvelles stations PubliBike;
- la campagne de stationnement pour cycles avec 1'282 places créées;
- la campagne d'assainissement des itinéraires piétonniers en réallouant une partie de la chaussée et des places de stationnement en faveur de la mobilité active, par la création, la sécurisation ou encore la dérégulation des passages piétons existants (50 interventions);
- la pose d'une centaine de bancs publics et de chaises dans différents quartiers afin notamment d'offrir des relais pour les seniors;
- le déploiement de 750 mètres de bandes podotactiles pour les mal-/non-voyants;

- la création d'une signalétique piétonne autour de 4 itinéraires pour rejoindre en 15 minutes le cœur de ville;
- la poursuite des campagnes en faveur de la sécurisation du chemin de l'école.

Espaces publics

L'année 2022 a été marquée par la poursuite de la requalification des espaces publics et de modulation de la Ville à l'aune des objectifs présentés dans le programme de législature 2021–2026 en matière d'espaces publics et de ceux du Plan climat à l'horizon 2030.

De ce point de vue la validation par le Conseil communal du Préavis N° 2022/07 «Rues Vivantes II» a constitué une étape clé, en entérinant la ligne de conduite et en accordant les moyens nécessaires à l'édification d'espaces publics apaisés et plus conviviaux (crédit d'investissement de CHF 12 millions).

Poursuite du développement des zones modérées

Dans la continuité du travail entrepris courant 2021, la division a finalisé la pérennisation légale et en termes d'aménagement des zones modérées créées pendant le COVID, dans le but d'encourager la mobilité active et d'atteindre les objectifs fixés par le Plan climat lausannois, notamment de:

- la zone piétonne de la Cité;
- la zone de rencontre Midi-Beauséjour;
- la zone 30 Benjamin-Constant.

En outre la division a consacré une part significative de ses ressources à l'étude et au déploiement de nouvelles zones modérées, dont 18 zones 30 et notamment la mise à l'enquête d'une nouvelle zone 30 dans le quartier du Pavement, un projet comprenant le renforcement de l'arborescence et des surfaces perméables.

Projets de requalification des espaces publics

La division a poursuivi son entreprise de requalification des espaces publics, basée sur une démarche de concertation de la population. À ce titre nous retenons les événements suivants:

- la mise à l'enquête du réaménagement de l'avenue d'Echallens sur sa partie Ouest et du carrefour de Montétan qui a mené au dépôt du préavis N° 2022/28 (ratification prévue début 2023);
- le développement d'un concept d'aménagement pour l'avenue d'Echallens sur la partie Est par le biais d'une étude-test, qui a mobilisé les riverains et riveraines;
- la mise en place et la tenue du Concours d'idées et d'une démarche participative Europe – Centrale, dont les résultats permettront d'imaginer le futur aménagement de ces espaces publics en lien avec l'arrivée du m3.

Accompagnement des grands projets

La division Espaces publics a également eu pour mission de concevoir et de mettre en place les mesures accompagnant des projets majeurs, parmi lesquelles il convient de citer:

- les travaux de réfection du Grand-Pont. Ceux-ci ont donné l'occasion de repenser non seulement le fonctionnement des espaces publics sis sur l'axe Chauderon – Bel-Air – Grand-Pont – Saint-François mais aussi de l'ensemble des rues adjacentes, pendant et après le chantier afin de favoriser le recours à la mobilité active, de les apaiser, de les rendre plus conviviaux et d'accompagner au mieux le retour du trafic sur le Grand-Pont tout en préservant lesdits acquis;
- le déploiement du réseau de bus dans le cadre de la stratégie du réseau tli 2030, dans le quartier des Faverges, qui a nécessité la mise en place d'adaptations de l'espace public (élargissement du gabarit routier, réfection des arrêts de bus et réorganisation du stationnement pour garantir la circulation des bus) afin de permettre le passage de trolleybus articulés sur

batterie, une mesure cohérente avec la politique de décarbonation de la flotte bus, et d'augmenter la fréquence et la rapidité et d'encourager le recours aux transports collectifs.

Construction et maintenance

L'année 2022 a été marquée par l'emblématique chantier du Grand-Pont. Toutefois, d'autres infrastructures routières et ouvrages ont bénéficié de l'expertise ainsi que des compétences métiers des équipes, qui ont de plus été grandement impliquées dans de nombreux projets menés par les autres divisions, notamment dans le cadre de l'aménagement des zones modérées et la création des itinéraires cyclables.

Section Infrastructures urbaines.

La section Infrastructures urbaines a mené à bien divers projets, en collaboration avec la section Génie Civil:

- travaux d'aménagements visant à rendre l'espace public plus convivial sur les avenues Jordils et Sévelin dans le cadre de la création de zones de rencontre;
- réalisation d'aménagements cyclables (avenue d'Echallens, Plaines-du-Loup, Montchoisi, Sébeillon);
- mise en conformité LHand et aménagements nécessaires pour les nouveaux bus t1 des infrastructures dans le quartier des Faverges et à la Blécherette;
- réalisation des travaux nécessaires à la modération de 18 zones en ville:
- pilotage des travaux des campagnes «Stationnement vélo», «Sécurisation des itinéraires piétons» et «Amélioration de la visibilité et de la sécurité» avec notamment la pose de plus de 88 arceaux vélos;
- démarrage des travaux d'aménagement de la rue Mercerie (fin des travaux planifiée pour 2023).

La campagne annuelle de maintenance du patrimoine routier a permis de réfectionner trois axes principaux (Montchoisi, Léman et Maupas) ainsi que le giratoire à Vers-Chez-Les-Blanc pour un total de 9'708 m². L'entier des surfaces réfectionnées représente 11'701 m² dont 10'893 m² sur chaussée, 703 m² trottoirs et 105 m² sur arrêts de bus. Plus de 87% des revêtements mis en place sur chaussée sont phonoabsorbants, soit 10'208 m².

La section a également participé aux études nécessaires à différents projets en menant les appels d'offres liés à des chantiers prévus pour 2023 tels que le prolongement de la ligne t1 n° 1 à l'EPFL ou encore l'aménagement d'une zone modérée sur la route du Pavement.

Enfin, la section a mené des études qui enrichissent le savoir-faire et optimisent les connaissances sur des aspects métiers du service quant au revêtement phonoabsorbant.

Entretien du patrimoine

La section a piloté les travaux d'assainissement du Grand-Pont et a également œuvré à l'assainissement de plusieurs autres infrastructures du même type, tels que le pont de l'Abbaye, ou encore les passerelles de la place de la Navigation. En outre, des études ont été menées sur la sécurisation du pont Bessières. Enfin concernant les ouvrages liés au patrimoine lausannois, 270 inspections annuelles ont été effectuées.

Unité travaux (UTx)

L'unité a activement participé aux travaux courants d'entretien et de sécurisation du domaine public en effectuant plus de 650 interventions ainsi qu'un important effort d'entretien des zones piétonnes pavées du centre-ville, en coordination étroite avec les autres services afin d'assurer la qualité visuelle du centre historique.

Unité signalisation et marquages (USM)

Atelier de Peinture

Les équipes de peintres en signalisation ont notamment participé à la mise en place des mesures d'accompagnement liées à la réouverture du Grand-Pont, à l'aménagement cyclable transitoire de l'avenue d'Echallens et l'aménagement cyclable des Plaines-du-Loup. Ils ont également été fortement impliqués dans les campagnes de sécurisation piétonne et podotactile 2022.

Atelier Serrurerie

L'atelier serrurerie a mis ses compétences techniques (montage en atelier et pose de signalisation) au service des projets suivants notamment:

- montage en atelier, adaptation et pose de la signalisation complète pour les automobilistes cyclistes et piétons dans le cadre des travaux du Grand-Pont;
- mise en zone de rencontre des trois allées qui composent le quartier de Sévelin;
- mise en place de la signalisation de 20 nouvelles zones modérées simples (30 km/h);
- adaptations pour bus articulé dans le quartier des Faverges;
- modification de l'ensemble de la signalisation piétonne lumineuse dans la zone du Leb de Chauderon;
- adaptation et pose de la nouvelle signalisation dans le quartier de Montchoisi;
- ouverture des macarons et uniformisation des parkings longue durée et P+R au Vélodrome.

Au total 230 interventions ont été effectuées pour l'entretien des infrastructures métalliques de la ville (portes, serrures barrières, WC, mâts de drapeau, poubelles et mobiliers urbains). Enfin, 25 interventions ont été menées dans le cadre de manifestations (montage et démontage des scènes, le drapeau Suisse et les Voiles de la Louve).

Atelier Signalétique

L'atelier a été impliqué dans de nombreux projets, dont la création de la signalétique des rues affectées en zone 30, piétonne ou de rencontre ainsi que les panneaux qui découlaient des travaux et exposition du Grand-Pont.

L'atelier a ainsi confectionné près de 2'980 plaques, panneaux, balises et flèches, dont 983 signaux spécifiques à la signalisation routière. Il a en outre réalisé l'impression d'environ 2'500 autocollants et autres visuels. Il a procédé également au marquage et rhabillage de 26 véhicules. Les nombreux chantiers en ville ont aussi nécessité la confection de 111 panneaux et flèches de diverses grandeurs, de même que 67 affiches d'information à l'intention du public. Enfin, 107 panneaux d'affichage libre et à but idéal ainsi que cinq pompes à vélo ont également bénéficié des compétences de l'atelier dans le cadre de leur réfection.

Service de la propreté urbaine (PUR)

Principales missions du service

Direction/Secrétariat

- gestion du secrétariat pour l'ensemble du service;
- gestion de la communication interne et externe;
- soutien, conseil et suivi en matière de gestion financière (budget, comptes, investissements, etc.);
- soutien et conseil en matière de sécurité et de protection de la santé au travail;
- management de la qualité et de l'amélioration continue et des aspects environnementaux;
- soutien et conseil en matière juridique.

Ressources humaines

- gestion des ressources humaines: recrutement et accompagnement du personnel, conseil aux cadres, suivi des formations continues, gestion et suivi des situations de santé et gestion des conflits.

Délégué à la propreté du domaine public

- identification et localisation des points noirs liés à la propreté, définition des plans d'actions et des mesures correctives;
- relation avec les associations de quartier, les commerçants et la population;
- communication et sensibilisation, information et coordination entre les différents services.

Centre intercommunal de gestion des déchets (CID)

- collecte, gestion et recyclage des déchets.

Propreté du domaine public (PDP)

- entretien, nettoyage et déneigement du réseau piétonnier;
- entretien et nettoyage des WC publics;
- ramassage des déchets, ramassage des feuilles mortes et vidage des poubelles;
- enlèvement des tags et graffitis présents sur la voirie publique, sur les ouvrages qui lui sont rattachés ainsi que sur les immeubles privés placés sous convention avec la Ville;
- information, sensibilisation et surveillance de la propreté de la voie publique, cas échéant prise de sanctions.

Usine de valorisation thermique des déchets (UVTD) – TRIDEL

- valorisation thermique et traitement des déchets.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration PUR	14.70	13.70	13.90	13.80
CID – PUR	121.50	122.50	121.50	121.50
Entretien Sect. Techn. – PUR	36.00	35.00	39.20	37.20
Entretien Sect. HyperCentre – PUR	21.00	21.00	20.00	20.00
Entretien Secteur Est – PUR	21.00	21.00	21.00	21.00
Entretien Secteur Nord – PUR	16.00	16.00	15.00	15.00
Entretien Secteur Ouest – PUR	24.30	23.30	23.30	23.30
Entretien Secteur Sud – PUR	24.00	24.00	25.00	25.00
GPEP – PUR	4.60	4.60	4.70	2.80
GPGD – PUR	4.00	4.00	4.00	4.00
Propreté Domaine Public – PUR	3.10	3.10	5.00	4.00
UVTD – TRIDEL – PUR	47.00	46.00	48.00	48.00
Total service	337.20	334.20	340.60	335.60

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	3.40

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Administration PUR	17	13.70	17	13.80
CID – PUR	124	122.50	123	121.50
Entretien Sect. Techn. – PUR	39	35.00	41	37.20
Entretien Sect. HyperCentre – PUR	21	21.00	20	20.00
Entretien Secteur Est – PUR	21	21.00	21	21.00
Entretien Secteur Nord – PUR	16	16.00	15	15.00
Entretien Secteur Ouest – PUR	24	23.30	24	23.30
Entretien Secteur Sud – PUR	24	24.00	25	25.00
GPEP – PUR	5	4.60	3	2.80
GPGD – PUR	4	4.00	4	4.00
Propreté Domaine Public – PUR	4	3.10	5	4.00
UVTD – TRIDEL – PUR	46	46.00	48	48.00
Total service	345	334.20	346	335.60

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
Administration PUR	2	2
Total service	2	2

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	19	22
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	2	–
Total service	21	22

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	–
Convention de départ	1
Décès	–
Démission	8
Départ à la retraite	6
Fin de contrat	–
Licenciement juste motif ordinaire	–
Licenciement suppression poste	–
Licenciement fin droit trait. 2 mois	1
Licenciement fin droit trait. 24 mois	3
Licenciement juste motif immédiat	–
Licenciement invalidité totale	–
Total service	19

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	58	5.95	59	6.60
Auxiliaires mensualisé·e·s	35	14.63	42	14.76
Auxiliaires payé·e·s au forfait	–	*	–	*
Total service	93	20.58	101	21.36

* information indéterminée car à la tâche

Principales activités 2022

Direction/secrétariat

Une campagne de communication (affichage SGA, vidéo dans les transports publics et e-panels dans le M2, réseaux sociaux et street marketing) a été organisée en septembre et octobre afin de sensibiliser la population aux nuisances induites par la présence de plastique et autres déchets non conformes dans les conteneurs de biodéchets et à l'encourager à améliorer le tri des restes organiques.

Le partenariat public/privé entre la Ville et les propriétaires d'immeubles concernant l'enlèvement des tags sur les surfaces privées s'intensifie au fil des ans. Ainsi, le personnel communal est aujourd'hui autorisé à intervenir sur quelque 200 bâtiments privés (160 en 2020).

Par ailleurs, la population lausannoise peut aujourd'hui utiliser 40 écopoints de nouvelle génération en surface et 8 enterrés, répartis dans les quartiers lausannois; les 16 écopoints restants seront installés dans le cadre de chantiers en cours ou à venir (réseaux et génie civil). Enfin, une première installation de tri centralisé sur les places a été placée sur la Jetée d'Osches, à la place de la Navigation.

La seconde étape de rénovation des WC publics a débuté avec la mise à disposition de trois édicules rénovés (Chauderon, place du Nord et Bessières).

Administration et secrétariat

Le service a répondu à 214 courriers portant sur diverses plaintes et requêtes relatives aux thématiques ci-dessous, un courrier pouvant traiter plusieurs points:

29	Collecte des déchets
19	Déchèteries et postes fixes
24	Dépôts sauvages
20	Équipement en conteneurs
2	Affichage sauvage
34	Corbeilles de rue et cendriers
10	Crottes de chiens
2	Entretien du domaine privé
18	Littering
3	Mictions (urines et vomissures)
38	Nettoyage du domaine public
12	Nuisances sonores
7	Service hivernal (déneigement des trottoirs, zones piétonnes, etc.)
23	WC publics
3	Tags
27	Divers

Communication

La 3^e édition du Lausanne Plogging s'est déroulée en juin, en étroite collaboration avec SPADOM et l'association Made in Brasil, lauréate du Budget participatif 2021. Cette course aux déchets à travers Lausanne a permis, une fois encore, de sensibiliser à la question des déchets sauvages (littering). La campagne de communication 2022 (septembre–octobre) a porté sur la thématique des déchets indésirables dans les conteneurs de biodéchets, dont le plastique, à travers de multiples supports: affichage de rue, écrans numériques dans les stations à forte affluence du M2 et dans les bus, réseaux sociaux, journal communal et site web. En outre, une action de proximité avec la population (street marketing) a également été organisée sur la place de l'Europe afin d'informer et sensibiliser aux conséquences d'un mauvais tri sur les opérations de biométhanisation (production de gaz, d'électricité et de compost).

Finances

Les attentes et besoins en matière de propreté urbaine se sont grandement diversifiés au cours de ces dernières années. Dans ce contexte, des indicateurs d'activités et de performances sont régulièrement mis à jour afin de suivre l'évolution des prestations et des attentes en vue d'appréhender au mieux les changements en matière de gestion de la propreté du domaine public et des déchets.

Face aux enjeux liés à la gestion des déchets et à leurs coûts de valorisation, une analyse de la structure des coûts est réalisée annuellement depuis 2021. Elle a permis une mise à jour modélisée et documentée des différents tarifs pratiqués par le CID à l'intention des clients de la déchèterie industrielle. La mise à niveau annuelle des tarifs est basée sur les coûts de collecte et de gestion de chaque matière ou type de déchets.

L'implémentation du nouvel ERP Abacus a permis d'analyser les besoins du service et de ses divisions opérationnelles en matière de gestion financière et d'analyse des coûts par activité (gestion analytique par activité et par type de déchets valorisés).

Sécurité et santé au travail

Les activités du personnel de la division du CID présentent des risques potentiels importants en termes de sécurité et de santé sur le lieu de travail. La formation de secouriste d'entreprise s'est poursuivie à l'intention des conducteurs de camion dans le cadre de la formation liée à l'Ordonnance réglant l'admission des chauffeurs professionnels (OACP); elle a également été suivie par le personnel travaillant dans les déchèteries fixes et mobiles, ce qui lui permet d'apporter les premiers secours à une personne blessée de manière efficiente en cas d'accident ou de malaise dans une déchèterie fixe ou mobile.

Délégué à la propreté du domaine public

Le traitement des demandes de nettoyage volontaire et leur coordination, notamment avec SPADOM, s'est poursuivi. Environ une quinzaine d'actions, d'ampleurs diverses, ont eu lieu sur le territoire lausannois avec la mise à disposition de matériel de ramassage et/ou d'infrastructures de tri, en fonction des sollicitations. Un appui a également été apporté dans la phase de planification du projet «contrat de quartier» piloté par EJQ. Toujours en lien avec la salubrité publique, deux médiations et quatre actions de sensibilisation ont été menées à satisfaction.

La collaboration initiée il y a maintenant quatre ans avec l'Établissement vaudois d'accueil des migrants (EVAM) pour des prestations d'utilité publique (travaux de nettoyage) au centre-ville s'est poursuivie avec succès. Dès 2022, le panel de prestations comprend une nouvelle mission, à savoir l'optimisation du tri de certains déchets recyclables dans la déchèterie de Malley.

Une caméra de vidéosurveillance a été installée à la déchèterie du vélodrome en juillet. Elle a permis de constater quelque 200 infractions au règlement d'application de la loi sur la gestion des déchets (RGD) et d'identifier et de dénoncer 20 personnes à la Commission de police.

Juridique

Les activités d'appui juridique, notamment en cas de réclamations et recours à l'encontre des taxes déchets en CCRI, et la rédaction de déterminations à l'attention de la Commission de police dans le cadre d'amendes d'ordre infligées en vertu de l'article 17bis du RGP (règlement général de police) se sont poursuivies en collaboration avec l'Unité juridique de la Ville.

Enfin, en matière contractuelle, il a été procédé notamment à la conclusion de:

- une convention avec la Commune d'Épalinges relative à l'utilisation de la déchèterie du Giziaux par les habitants forains de Lausanne;
- deux contrats avec les prestataires de collecte des déchets humides rapidement fermentescibles (DHRF) et des biodéchets, afin de formaliser les relations avec la Commune de Lausanne.

Projets

Trente-trois écopoints de surface supplémentaires ont été rénovés conformément au nouveau modèle de mobilier urbain, portant ainsi à quarante unités le nombre de nouvelles installations de collecte mises à disposition des ménages lausannois.

Cinq nouveaux écopoints enterrés, de type lift à conteneurs, ont été mis en service (y compris dans le nouveau quartier des Plaines-du-loup), portant ainsi à sept unités le nombre d'installations disponibles sur le territoire communal. Un écopoint supplémentaire est en cours de réalisation à la rue de la Mercerie, en coordination avec les travaux de MAP pour le réaménagement du haut de la rue. Les écopoints de quartier, qu'ils soient en surface ou enterrés, permettent le tri de l'aluminium/fer blanc, des huiles usagées et des textiles.

Après une phase test en 2021, quatre lifts à conteneurs enterrés ont été installés sur la place de la Navigation, plus précisément sur la Jetée d'Osches. Cette nouvelle installation permet le tri

sélectif de quatre fractions de déchets, à savoir: le verre, l’alu/fer blanc, le PET et les incinérables. Les travaux ont duré de janvier à mai et ont nécessité la mise en place d’un cuvelage étanche afin de permettre la mise en place des fosses à conteneurs en dessous du niveau du lac. Cette nouvelle installation vise à promouvoir le tri sélectif sur cette place très fréquentée à la belle saison. Elle a depuis lors rempli son rôle à satisfaction et a été fortement plébiscitée.

La 2^e phase de rénovation des toilettes publiques a commencé en avril avec la rénovation des trois premiers WC publics sur les treize édicules prévus. Les toilettes de Bessières ont été équipées de trois cabines autonettoyantes, dont une adaptée aux personnes à mobilité réduite (PMR). Celles de la place Chauderon (passage sous voies), comme celles de la place du Nord, ont été rénovées dans leur configuration d’origine avec des WC conventionnels (manuels).

Propreté du domaine public

Secteurs de voirie

Afin d’accentuer et d’optimiser la collaboration avec d’autres services communaux, il a été procédé à un nouveau développement de la plateforme d’annonces des dégradations «Sentinelle» afin d’intégrer le personnel ASP de police en vue de compléter le recensement des tags et graffitis grâce à leur présence accrue sur la voirie publique.

Evènements et opérations spéciales

En 2022, la Ville a décidé d’initier une analyse de l’état de propreté des rues et places lausannoises à l’aide d’un vélo électrique équipé d’une technologie capable de détecter la nature et la quantité de déchets au sol. Ce vélo a permis de parcourir l’ensemble des quartiers durant quatre mois et de répertorier tous les déchets laissés au sol. L’analyse, en 2023, des données récoltées permettra de cartographier l’état de propreté de chaque rue et, cas échéant, d’adapter les prestations de nettoyage au plus près des besoins réels.

Tags et graffitis

De plus en plus de propriétaires choisissent de rejoindre le partenariat proposé par la Ville dans sa lutte contre la présence de tags et de graffitis. En 2022, près de 200 bâtiments privés (160 en 2021) font l’objet d’une convention payante et plus de 2’000 tags ont été nettoyés sur l’ensemble du territoire (privé et public).

Enlèvement des tags sur le domaine public (2018–2022)

Nombre de tags enlevés	2018	2019	2020	2021	2022
Public	572	545	889	971	1593
Privé	45	8	89	555	486
Nombre total de prestations	617	553	978	1’526	2’079

Lutte contre les souillures et les chewing-gums

Une nouvelle machine avec une installation embarquée d’eau chaude à très haute pression est venue compléter le parc des engins affectés au nettoyage des souillures, qui permet notamment de lutter contre la propagation des chewing-gums au sol. En 2022, ce sont près de 140’000 m² sis principalement dans l’hyper-centre qui ont pu être complètement nettoyés (22’000 m² en 2021).

Gestion et optimisation des tournées de vidange corbeilles

Les 905 corbeilles «requin» sont désormais équipées d’un dispositif électronique de traçage (puce NFC). Elles sont scannées lors de chaque vidange et les résultats ont permis d’optimiser les tournées et de rééquilibrer la charge de travail entre les différents équipages.

Groupe propreté des espaces publics (GPEP)

Le GPEP a effectué 2’039 heures de missions de contrôles dans le cadre de la lutte contre le littering et la surveillance des corbeilles de rue. Durant les mois de mai et juin, il a participé

aux campagnes de sensibilisation – Net'léman et le Lausanne Plogging - organisées par la Ville de Lausanne.

Des opérations communes ont été menées avec le Groupe propreté et gestion des déchets (GPGD) durant le premier semestre pour assurer la surveillance des emplacements des déchèteries mobiles dans le centre et l'hyper-centre afin d'identifier les non-conformités et de dénoncer, cas échéant, les contrevenants-es auprès de la Commission de police.

La loi sur les amendes d'ordres communales concernant le littering (art.17bis du règlement général de police) a permis de sanctionner 891 infractions, à savoir 773 pour abandon de déchets de manière non conforme (dont 612 mégots), 5 pour mélange de déchets, 97 pour avoir craché par terre, 7 pour déjections canines et 9 pour mictions. Enfin, le GPEP a dénoncé 15 infractions pour nourrissage de pigeons et salissures du domaine public à la préfecture pour contravention à la loi sur la faune.

Centre intercommunal de gestion des déchets

Collecte en porte à porte (en tonnes)

Tonnes collectées par type de déchet	2021	2022	Écart 2022/2021	Écart 2022/2021 (%)
Ordures ménagères	23'190	21'350	-1'840	-7.93
Papier-carton	10'464	9'750	-714	-6.82
Biodéchets	7'767	7'160	-607	-7.80
Verre	6'120	6'000	-120	-1.96
Total	47'541	44'260	-3'281	-6.90

En 2022, les tournées hebdomadaires ont permis de récolter 6'000 tonnes de verre et 7'160 tonnes de biodéchets. Parallèlement, 17 camions circulant à travers les quartiers lausannois deux fois par semaine ont ramassé 9'750 tonnes de papier-carton et 21'350 tonnes d'ordures ménagères. Tous déchets confondus, les tonnages enregistrent une baisse de 6,90% par rapport à 2021, malgré une augmentation de la population; la quantité de déchets dépendant en principe de la conjoncture économique, ainsi que de la volonté de mieux gérer ses déchets.

La majorité des déchets incinérables ou recyclables ont été conditionnés dans des conteneurs à roulettes, plus facile à vidanger et ont connu là aussi une baisse, avec 87'700 conteneurs vidés mensuellement en 2022, contre 98'900 en 2021.

Autres collectes de déchets et moments marquants de production de déchets

Après les années COVID, les lavures (biodéchets recyclables provenant des restaurants et cantines) ont retrouvé les tonnages précédents, soit 1'212 tonnes collectées quotidiennement dans 577 conteneurs. Les déchets sont transformés en biogaz et en compostonnes. Les conteneurs sont lavés sur place, évitant ainsi des transports inutiles. Parallèlement, 43 tonnes d'huile sont collectées dans ces mêmes entreprises pour être recyclées. Le volume des déchets médicaux est de 150 tonnes en 2022 contre 240 tonnes en 2021, suite à la décision d'une clinique cliente de travailler avec un transporteur privé. Ces déchets continuent d'être incinérés à TRIDEL.

2022 a également marqué le retour des manifestations: plus de 200 événements ont ainsi généré quelques tonnes de déchets pour atteindre les niveaux enregistrés avant les deux années marquées par la pandémie. L'étape du Tour de France à Lausanne a drainé environ 100'000 personnes en ville sur la journée, nécessitant la mise en place d'une importante logistique pour la gestion des déchets.

Déchèteries fixes, mobiles et écopoints

Les cinq déchèteries fixes réparties sur le territoire communal, dont celle de Malley qui est ouverte 6 jours sur 7, ont enregistré 197'800 passages, soit une diminution de 6.6% par rapport à 2021; les 29 déchèteries mobiles ont également connu une baisse du niveau de fréquentation de 8.5% qui s'explique par la réduction du télétravail. La collecte des briques à boisson a été instaurée dans toutes ces infrastructures. La pose de 48 écopoints de nouvelle génération, en surface ou enterrés, permet de mieux intégrer ce mobilier urbain dans l'espace public et facilite la collecte de proximité de l'aluminium, du fer blanc, des textiles et de l'huile.

Conteneurs

L'uniformisation de la couleur des conteneurs a permis d'améliorer leur intégration dans l'espace public. L'offre incitative (rabais de 50%, livraison des nouveaux et reprise gratuites des vieux conteneurs) a permis de quadrupler les ventes et de changer de nombreux conteneurs inadaptes, trop petits ou cassés, avec la vente de près de 3'000 conteneurs gris, ce qui représente environ 8,5% du total de conteneurs présents sur le territoire communal. Les vieux conteneurs sont directement repris par une entreprise qui en fabrique de nouveaux avec la matière recyclée.

Gestion des déchets et recyclage sur le site de Malley

La station de compactage a vu passer 32'700 tonnes d'ordures ménagères et de biodéchets, soit une diminution de 1% par rapport à 2021, en lien avec la réduction des déchets collectés. L'usage du rail pour acheminer les déchets vers l'usine d'incinération ou dans les centres de méthanisation évite de nombreux transports par la route.

La revente de certains déchets comme matière première est essentielle, car elle permet de réduire le coût des services offerts à la population en termes de collectes en porte-à-porte et de gestion des déchèteries fixes et mobiles. En 2022, les marchés ont suivi les aléas de la politique mondiale et de ses effets sur l'économie.

Le recyclage du polystyrène expansé (sagex), des cannettes aluminium et de certains appareils électriques est rendu possible par la collaboration mise en œuvre depuis plusieurs années avec la Fondation de Vernand. Des équipes de personnes en situation de handicap travaillent sur le site de Malley, effectuant un tri minutieux de ces matériaux pour en optimiser leur valorisation. Un autre groupe est en charge de l'enlèvement gratuit des déchets encombrants directement chez les personnes âgées ou à mobilité réduite. Ces collaborations présentent une haute valeur ajoutée au niveau écologique et humain, que ce soit pour le CID, en termes de gestion optimisée des déchets, ou pour les membres de la Fondation de Vernand avec leur intégration dans le monde du travail.

Groupe de la propreté et gestion des déchets (GPGD)

Le GPGD a travaillé en étroite collaboration avec l'Office des permis de construire (OPC); il a analysé 356 dossiers et procédé à 181 visites in situ afin de s'assurer de la conformité de l'équipement pour la collecte des déchets dans les immeubles, ce qui facilite le ramassage. Le GPGD a aussi pour mission de sanctionner les personnes prises en flagrant délit de littering (mégots, déjections canines et autres déchets au sol) et a ainsi délivré en 2022, 140 amendes d'ordre. Simultanément, 3'258 sacs non-conformes ont été examinés, donnant lieu à 175 dénonciations auprès de la Commission de police. Sur ce point, le taux de non-conformité de 3% instauré par le concept régional de taxe au sac doit absolument être respecté par la Ville, comme par les autres communes partenaires. Ce contrôle annuel a nécessité l'intervention du GPGD sur toutes les collectes d'ordures ménagères.

UVTD (TRIDEL S.A.) – Mandat d'exploitation de l'usine

Après une année 2021 marquée par une quantité record de déchets pris en charge, l'année 2022 marque un retour à la normale, avec le traitement d'environ 171'000 tonnes de déchets. Cette baisse s'explique par un tassement de la production de déchets et par l'arrêt complet de l'usine pendant quatre semaines.

Les quantités acheminées par train en 2022 depuis les différentes gares réparties dans les périmètres de gestion sont stables, avec environ 85'000 tonnes dont une partie a été livrée dans d'autres usines lorsque l'usine TRIDEL était en révision; ce sont finalement environ 79'500 tonnes qui ont été livrées en bennes à TRIDEL en 2022.

TRIDEL a valorisé pour la dernière fois les plaquettes de bois provenant des forêts lausannoises dans ses fours. La collaboration avec différents services de la Ville de Lausanne (SPADOM, SIL et SALV) a permis de livrer environ 1'300 tonnes de plaquettes, contre 2'450 tonnes en 2021. TRIDEL ne disposant plus de capacité suffisante pour traiter ces matières, elles seront désormais valorisées dans des chaufferies à bois industrielles de la région.

Pour la première fois depuis sa mise en exploitation, en 2006, l'usine a été complètement arrêtée pendant quatre semaines, entre mai et juin 2022, afin de procéder au remplacement d'une partie des tubes échangeurs de chaleur de l'aérocondenseur, qui avaient déjà subi des fuites par le passé et avaient été réparés à plusieurs reprises. Ce remplacement était devenu une priorité afin d'assurer la bonne marche de l'usine sur le long terme. Pendant cet arrêt, une bonne partie des déchets de la région lausannoise ont été transférés par train en Suisse alémanique et le solde sur Genève ou sur le Valais. Un stock de quelque 3'500 tonnes de déchets mis en balles a été constitué durant cette période sur le site de VALORSA, à Penthaz, et sur celui de CAND-LANDI à la Poissine. Une partie a déjà été utilisée à la fin de l'année 2022; le solde sera valorisé durant les premiers mois de 2023 pour assurer un fonctionnement à pleine charge des lignes et permettre une production d'énergie thermique maximale.

Le remplacement des catalyseurs, qui permettent la réduction des oxydes d'azote et la destruction des dioxines, et assurent ainsi le bon fonctionnement du système de nettoyage des fumées de l'usine, constitue l'autre intervention majeure de l'année. Les travaux n'ayant pu être réalisés que sur une ligne d'incinération en raison des difficultés d'approvisionnement, il a fallu reporter les travaux sur la seconde ligne en 2023. Il a enfin été procédé au remplacement des automates de régulation de la ligne d'incinération 1. Les contrôles effectués par l'ASIT (Association Suisse d'inspection technique) se sont concentrés sur la chaudière de la ligne 2.

D'une manière générale, l'exploitation des deux lignes d'incinération s'est très bien déroulée. Compte tenu de l'arrêt complet de quatre semaines, les heures de fonctionnement sont en légère baisse pour la ligne 1 (7'919 heures en 2022 contre 8'232 en 2021), ainsi que pour la ligne 2 (7'962 heures en 2022 contre 8'184 heures en 2021). En raison de cet arrêt, la quantité d'énergie thermique vendue aux Services industriels est en baisse: 272 GWh d'énergie thermique en 2022 contre 311 GWh en 2021. Ces quantités représentent l'équivalent de la consommation de chaleur d'environ 25'000 ménages. Les installations de production d'énergie ont très bien fonctionné durant toute l'année. Le nombre d'heures de fonctionnement de la production d'énergie thermique est néanmoins en baisse (8'027 heures en 2022, contre 8'508 en 2021) et la disponibilité reste très élevée.

La turbine a très bien fonctionné durant toute l'année et n'a subi aucun arrêt non planifié, ce qui est assez rare et digne d'être relevé. La quantité d'énergie électrique vendue aux Services industriels est cependant en baisse par rapport à 2021, avec environ 69 GWh vendus contre 76 GWh en 2021. La baisse s'explique par celle du volume de déchets valorisés ainsi que par l'arrêt complet de quatre semaines. Les heures de fonctionnement sont en baisse (7'983 heures en 2022 contre 8'376 en 2021). Le rendement énergétique moyen se stabilise à environ 60% (61% en 2021) et reste l'un des plus élevés de Suisse.

Gedrel S.A.

La direction du service assure la gestion administrative de la société Gedrel S.A., périmètre de gestion des déchets qui compte douze communes actionnaires, dont la Ville de Lausanne. Les travaux de secrétariat ont représenté 329 heures (282.5 en 2021), intégralement facturées à la société. La gestion comptable a été assurée par la comptabilité de direction, laquelle facture directement ses prestations à Gedrel S.A. La ligne info-déchets a recensé 6'479 appels contre 7'727 en 2021.

Deux représentants du service participent aux séances de la cellule financière afin de consolider les tonnages collectés par chaque commune et de gérer la rétrocession des montants encaissés, générés par la vente des sacs taxés. Les communes du périmètre ont toutes adhéré au concept harmonisé de la taxe au sac.

Les actions de sensibilisation organisées dans les classes des écoles hors Lausanne étant gérées par la Coopérative COSEDEC depuis 2017, la brochure de sensibilisation s'adresse uniquement aux élèves de la Ville. Lors de la pandémie, peu de classes ont bénéficié de ces animations; avec la reprise des activités, le nombre de classes a nettement augmenté en 2022: 158 contre 83 en 2021.

Après deux années particulières, les visites de l'usine d'incinération ont retrouvé le cours normal avec 67 classes lausannoises qui ont pu bénéficier du nouveau parcours pédagogique

mis en place en 2021. La maquette améliorée et les panneaux didactiques sont appréciés car ils apportent une clarté supplémentaire aux explications transmises par les guides.

Gedrel S.A. dispose également d'un stand d'information qui permet de sensibiliser aux thématiques de la gestion des déchets. Celui-ci est mis à disposition des communes du périmètre qui le souhaitent pour leurs manifestations. En 2022, il a été utilisé par la Commune de Lutry.

Service achat et logistique Ville (SALV)

Principales missions du service

Direction/Administration

- direction du service et gestion du personnel des cinq sites (Malley, Vallon, Vigie, BousSENS et Chablais);
- développement d'une politique d'achat responsable, durable et économique pour la Ville;
- présidence de la Commission d'achat Ville (CAV);
- coordination des projets;
- gestion du plan mobilité Lausanne (PML);
- administration et développement de la plateforme informatique de commande LausaShop;
- gestion des projets informatiques du service et de la CAV;
- facturation des marchandises commandées aux services communaux.

Plan de mobilité Lausanne (PML)

- responsable de la bonne application du règlement PML dans les services;
- renseignements, informations relatives aux bonnes pratiques en matière de mobilité douce (déplacements pendulaires et professionnels);
- négociation et suivi de la bonne exécution des contrats commerciaux avec les CFF, Mobilis, TL, Mobility, Europcar, concessionnaire e-bike;
- conseil aux services en matière d'acquisitions de vélos électriques, subventions pour transports publics;
- validation des demandes d'autorisation de location de places de parc communales.

Achat et approvisionnement

- achats de matériel pour les réseaux électricité, eau, gaz, chauffage à distance et multimédia;
- achats de matériels divers pour tous les services de la Ville (matériel CAV);
- gestion de l'approvisionnement des services au travers de la plateforme LausaShop;
- coordination de l'achat des véhicules à l'usage des services.

Assurances choses et patrimoine

- gestion et suivi des contrats pour l'ensemble des services de la Ville;
- traitement des annonces de sinistres/ouverture de dossiers;
- soutien technique et juridique/instruction des dossiers;
- contacts et pourparlers avec les assureurs;
- constat / établissement de rapport;
- calculs de dommages et demandes de prétentions pour le compte des services;
- négociation et entretien avec les partenaires internes ou externes;
- défense des intérêts de la ville et vérification de la justification de l'indemnité des assureurs.

Magasin et stock

- réception et stockage des marchandises sur les sites de Malley, du Vallon et de Boussens; magasin UTX;
- gestion de stocks de maintenance pour les réseaux anciens;
- préparation des marchandises en fonction des commandes des services et des chantiers;
- formation des conductrices et conducteurs d'élévateurs pour toute l'administration.

Transport et prestations

- livraison, sur chantier, du matériel de réseau, du matériel de manifestations;
- livraison, auprès de tous les services de la Ville, des marchandises commandées sur la plateforme centralisée;
- gestion du garde-meubles communal;
- prestations diverses de déménagement, transport et manutention pour l'ensemble de la Ville.

Garage, atelier mécanique et carrosserie

- entretien du parc des véhicules et engins des Services industriels, du Service de l'eau, du Service de la propreté urbaine et du Service de mobilité et aménagement de la publique;
- réparation des bennes à ordure et des machines agricoles. Travail de carrosserie;
- gestion d'un pool de véhicules de remplacement à disposition des services;
- participation partielle au processus d'achat des véhicules légers de toute la Ville;
- entretien des bâtiments, locaux et installations techniques (sites de Malley et Boussens).

Services généraux

- location de matériel de manifestations;
- location de refuges au public pour l'organisation d'évènements privés;
- conciergerie;
- pavoisement et couture.

Service hivernal

- déneigement et salage des routes et chemins lausannois.

Autres prestations de services

- électricité;
- peinture;
- sanitaire.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Achats & approvisionnement	7.90	7.90	7.90	7.90
Assurances choses & patrimoine	1.00	1.00	1.00	1.00
Direction (SALV)	7.00	5.70	11.50	10.10
Entretien véhicules & bâtiment	8.63	8.63	-	-
Magasin	6.00	5.50	-	-
Transport et gestion de données	10.00	10.00	-	-

Garage Chablais	-	-	5.00	5.00
Garage Vigie	-	-	4.00	4.00
Prestations/T.légers	-	-	13.00	13.00
Sevices Généraux	-	-	8.43	7.83
Stock et Magasins	-	-	14.30	12.30
Unité garage Vallon	-	-	17.00	17.00
Unités transports lourds	-	-	29.00	29.00
Total service	40.53	38.73	111.13	107.13

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	70.61

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Achats & approvisionnement	8	7.90	8	7.90
Assurances choses & patrimoine	1	1.00	1	1.00
Direction (SALV)	7	5.70	11	10.10
Entretien véhicules & bâtiment	10	8.63	-	-
Magasin	6	5.50	-	-
Transport et gestion de données	10	10.00	-	-
Garage Chablais	-	-	5	5.00
Garage Vigie	-	-	4	4.00
Prestations/T.légers	-	-	13	13.00
Sevices Généraux	-	-	10	7.83
Stock et Magasins	-	-	13	12.30
Unité garage Vallon	-	-	17	17.00
Unités transports lourds	-	-	30	29.00
Total service	42	38.73	112	107.13

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
Entretien véhicules & bâtiment	2	-
Magasin	8	-
Garage Vigie	-	1
Stock et Magasins	-	9
Unité garage Vallon	-	1
Unités transports lourds	-	1
Total service	10	12

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	1
Total service	3	3

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	1
Départ à la retraite	1

Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	2

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	-	-	-	-
Auxiliaires mensualisé·e·s	3	1.50	7	3.72
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*	-	*
Total service	3	1.50	7	3.72

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

2022 a encore été marquée par de nombreuses crises: Covid, guerre en Ukraine, pénuries de matières premières et de matériaux, hausse vertigineuse de certains prix dont ceux de l'énergie. Ces crises à répétition ont accentué la prise de conscience des forces métiers et le SALV a, dans ce contexte particulier, trouvé l'énergie de revêtir un nouveau visage, fort de nouvelles collaboratrices et nouveaux collaborateurs ainsi que de nouvelles missions et prestations.

Au 1^{er} janvier 2022, 60 membres du personnel ont été rattachés au SALV, suite au transfert des ateliers et équipes transports, du garage, des services généraux comprenant la conciergerie, les refuges et manifestations, de la conciergerie et du pavoisement, de l'électricité, du sanitaire, du magasin et du magasin UTX de MAP.

Au 1^{er} juillet 2022, les ateliers et équipes garage, la peinture, l'électricité, le sanitaire et magasin & transport de SAPDOM ont été rattachés. Ce sont donc 13 collaboratrices et collaborateurs qui ont rejoint le SALV.

Tous ces évènements ont rendu plus évidente la nécessité pour la Ville de Lausanne de:

- modifier sa méthode de travail en l'axant sur la mutualisation et l'élargissement des prestations pour d'autres services de l'administration communale;
- proposer ainsi des compétences d'achat, d'approvisionnement, d'assurance, de stockage, de transport, de maintenance mécanique, de conciergerie, de mobilité pour les collaboratrices et les collaborateurs, de gestion des refuges et des manifestations à l'ensemble des services de l'administration;
- pouvoir compter sur une chaîne achat & logistique compétente et engagée.

Les faits remarquables de l'année 2022, à ajouter aux prestations habituelles réalisées pour les trente-neuf autres services de la Ville, sont les suivants:

- lancements des GT ateliers et deux-roues;
- projets concrets d'économie circulaire comme le mobilier de bureau;
- la confirmation d'un fonctionnement efficient avec un courtier en assurances et la compétence interne de la gestion des sinistres;
- la reprise des manifestations après les années Covid avec notamment une forte implication lors du Tour de France;
- l'achat du 1^{er} camion 100% électrique du SALV pour l'équipe déménagements (1^{er} également pour la Ville, hors les BOM de PUR);
- l'implication importante du SALV dans le Plan climat, leader de 16 mesures;
- la création d'un premier pool vélos;
- le lancement de la newsletter du SALV «Le Relais» dont quatre numéros sont déjà parus.

Principales activités 2022

Direction/administration/RH

Outre la coordination des projets précités, la Direction s'est fortement impliquée dans divers domaines. Elle a pris une part importante dans les groupes de travail Abacus et a appuyé la mise en place de cours de conduite de vélo en ville au niveau du PML.

Pour remplir une partie de la mission Plan Climat, la Direction a œuvré fortement, notamment au niveau de la transition énergétique des véhicules, de la mise en place de bornes et de la mise en route des objectifs précis de réduction de la flotte.

Deux postes ont été créés, un poste d'adjoint au Chef de service et un poste de conseillère RH, afin d'accomplir les missions quotidiennes qui ont pris de l'ampleur en même temps que la dimension du service.

Plan de mobilité Lausanne (PML)

La prise de conscience environnementale actuelle et l'adoption du Plan climat lausannois incitent de plus en plus le personnel à opter pour des modes de déplacements actifs.

Cette année, le PML a ainsi vu augmenter:

- l'adhésion au Kit-vélo (+ 56%);
- l'acquisition de vélos électriques pour les services de la Ville (20 contre 10 en moyenne les années précédentes).

Un accès à l'offre Publibike, vélo en libre-service, est proposé au personnel de l'administration communale depuis le 1^{er} avril 2022 pour les déplacements professionnels.

En outre, nous observons toujours une nette diminution des déplacements professionnels en véhicules Mobility et Europcar grâce au succès du pool des véhicules de service Ville en place depuis mars 2021.

Achat et approvisionnement

La situation épidémiologique, couplée à une inflation et à des pénuries historiques liées en partie au conflit en Ukraine, ont fait de 2022 une année particulièrement compliquée, surtout dû au fait que tous ces risques se confrontaient à d'importants projets à la Ville de Lausanne.

En effet, l'augmentation des délais, la hausse des prix (en lien avec l'augmentation des coûts de matières premières, des salaires, de l'énergie, etc.) ont nécessité la mise en place d'une gestion spéciale des approvisionnements et des stocks pour assurer le bon fonctionnement opérationnel des services de la Ville, tout en continuant à travailler sur l'amélioration du bilan écologique de la ville. Ces efforts se sont tout particulièrement fait ressentir dans l'acquisition de véhicules propres en appliquant strictement et systématiquement la politique d'achats de véhicules propres de la Ville et ce pour répondre au mieux au Plan climat lausannois; effort également non négligeable dans la pondération de plus en plus importante et rigoureuse des critères de développement durable dans les appels d'offres menés.

Principales réalisations en 2022:

- acquisition de 15 véhicules légers, dont 14 100% électriques, pour un montant de CHF 767'589.- TTC;
- veille technologique active sur l'évolution de l'offre de véhicules propres en tous genres;
- 3 marchés en procédure ouverte, 13 marchés menés en procédure sur invitation, 71 en procédure en gré à gré;
- accompagnements de projets stratégiques de la Ville, notamment sur les axes forts;
- 24 accompagnements d'appels d'offres spécifiques (Ambulance CIRUS25, 2 BOM, camion poids lourds, transporteur multi-bennes, motos, scooter 3 roues, dumper, compteur de gaz, machines à cafés à grain, timbreuse, contrats de prestation pour du personnel en prêt, du nettoyage de linge, de locaux, protection de site, etc.);

- économie circulaire et durabilité mise en place par l'écoulement dans les différents services de la Ville d'importantes quantités de mobilier d'occasion (administratif ou de bureau) d'excellente qualité;
- suivi continu du portefeuille des articles de pandémie;
- communication du Plan climat et mise en place des premières mesures au niveau des achats et approvisionnements;
- travail sur l'élaboration d'un tableau de bord et de nouveaux indicateurs de performance;
- description des processus clefs de l'unité achats & approvisionnements;
- veille active sur les directives en matière de marché public plus spécifiquement sur les changements de l'AIMP qui seront mis en application en 2023;
- accompagnement et coordination pour l'acquisition du projet Smart Metering;
- formation sur la nouvelle loi sur les marchés publics (LMP-VD) avec une application dès le 01.01.2023.

Assurances choses et patrimoine

L'année 2022 a été marquée par:

- la finalisation d'un outil d'analyse des risques assurables;
- la modification de l'assurance RC Dirigeants afin de mieux répondre aux besoins de la Ville.

Charges sinistres pour les branches responsabilité civile:

- préjudices causés à des tiers (risque RC générale de la commune): CHF 239'303.- sur 23* cas (42 cas, CHF 42'869.- en 2021);
- distribution d'eau: 30* cas; préjudices causés à des tiers annoncés CHF 177'019.- (21 cas, CHF 120'472.- en 2021);
- nombre de sinistres enregistrés sur les véhicules à moteur: 255* cas, charge de préjudice à des tiers occasionné avec les véhicules: CHF 125'295.- (CHF 124'228.- en 2021 sur 183 cas);
- dommages aux véhicules et engins communaux à charge de la Ville, après déduction des prestations d'assurances ou de tiers responsable (risque casco): CHF 148'450.-* (CHF 67'071 en 2021).

Autres branches:

129 sinistres enregistrés en 2022 pour un préjudice total de CHF 602'349.-, contre 113 enregistrés en 2021 pour un préjudice total de CHF 247'331.-, qui se déclinent comme suit et ne concernent aucun événement majeur:

- dommages à la propriété: 97* cas; solde à charge Ville après déduction des remboursements de tiers responsable: CHF 101'529.-;
- incendie et éléments naturels: 4* cas; (dommages devisés à CHF 57'000.- en l'état sur les cas en suspens);
- dégâts d'eau bâtiment: 13* cas (CHF 62'912.-);
- matériel IT & technique: 5* cas (CHF 4'908.-);
- musées: 1* cas (CHF 6'000.-);
- chantiers: 9 cas (devisés à env. CHF 370'000.-).

* Etat au 1.12.2022

Logistique

Au 1^{er} janvier 2022, le SALV a repris une grande partie des ateliers et magasins de la Ville (AMV) avec ses collaboratrices et collaborateurs et leurs activités soit le magasin, le garage, les transports lourds, les manifestations, la gestion des refuges, le pavoisement, ainsi que les services généraux avec entre autre l'entretien des bâtiments du Vallon 27 et la conciergerie.

Au 1^{er} juillet 2022 le SALV a également repris les collaboratrices et collaborateurs et les activités du magasin, du garage, du sanitaire, de l'électricité et de la peinture (13 personnes) du Service des parcs et domaines (SPADOM).

Les magasins de Chablais 46 ont livré tout le matériel nécessaire au démarrage de l'arborisation selon le Plan canopée.

Cette nouvelle dimension du service a nécessité la mise en place d'une nouvelle organisation avec:

- un adjoint logistique;
- un adjoint magasin & stocks;
- un chef d'unité prestations aux services & transports légers;
- un chef d'équipe déménagement/garde-meubles (engagement en CDI d'un ancien apprenti).

La division logistique accompagne également les divers projets concernant l'économie circulaire, les stocks, etc. Elle s'attelle à l'optimisation des stocks sur les sites de Malley, du Vallon et de Boussens et met en place des mesures énergétiques pour l'ensemble de ses sites.

Garages

Le garage du SALV à la Vigie 8 gère les trois pools véhicules. Ceux-ci sont régulièrement loués et le taux d'occupation est excellent. Le garage du SALV au Vallon 27 a réalisé quelques 2'250 ordres de travail cette année.

Magasins

Les services techniques des SIL et eau ont commencé les travaux préparatoires en vue de l'arrivée des nouveaux trams (axes forts). Le SALV a dû stocker plus de matériel «réseaux» que d'habitude.

Transports lourds

L'unité transports a répondu à environ 4'500 demandes de prestations émanant de l'ensemble des services communaux, chiffre stable par rapport à 2021. Les SI sont comptabilisés seulement depuis mai 2022.

L'unité a également assuré le pilotage général du service hivernal. L'hiver 2021–2022 a été particulièrement rude et les précipitations nombreuses comme en atteste le cumul de neige à En Marin, de 120 centimètres. 63 interventions (moyenne par an 55 sur les quatre dernières années) ont été nécessaires pour garantir la praticabilité du réseau routier et 650 tonnes de sel ont été épandues durant le service hivernal.

Le parc de véhicules a été renouvelé avec l'acquisition d'une remorque basculante pour le transport en grande quantité de matériaux divers en vrac et d'une remorque dédiée au transport des manifestations avec barres d'attaches de sécurité.

Services généraux

La levée des restrictions sanitaires a engendré une hausse significative des locations des refuges de Sauvabelin pour atteindre un taux maximal d'occupation, ce qui n'était jamais arrivé auparavant, avec 280 locations du petit refuge et 231 locations du grand refuge, soit une augmentation de 45% par rapport à 2021 pour des recettes de l'ordre de CHF 110'000.-.

Le nombre de manifestations bénéficiant d'un soutien logistique (transports, montage des scènes, etc.) ou le prêt/location de matériel (tables, chaises, etc.) a progressé de 17% par rapport à 2021. Ce sont ainsi 302 manifestations qui ont été soutenues, organisées à 44% par des usagers hors personnel de la Ville de Lausanne.

Le remplacement de la centrale d'alarme feu/technique permet au site du Vallon de disposer dorénavant d'un équipement moderne et évolutif en termes de sécurité.

Un local ATEX a été conçu pour permettre le stockage des peintures de signalisation.

Des infiltrations d'eau dans le dépôt de sel ont nécessité une réfection de la toiture.

© Siren | Ville de Lausanne

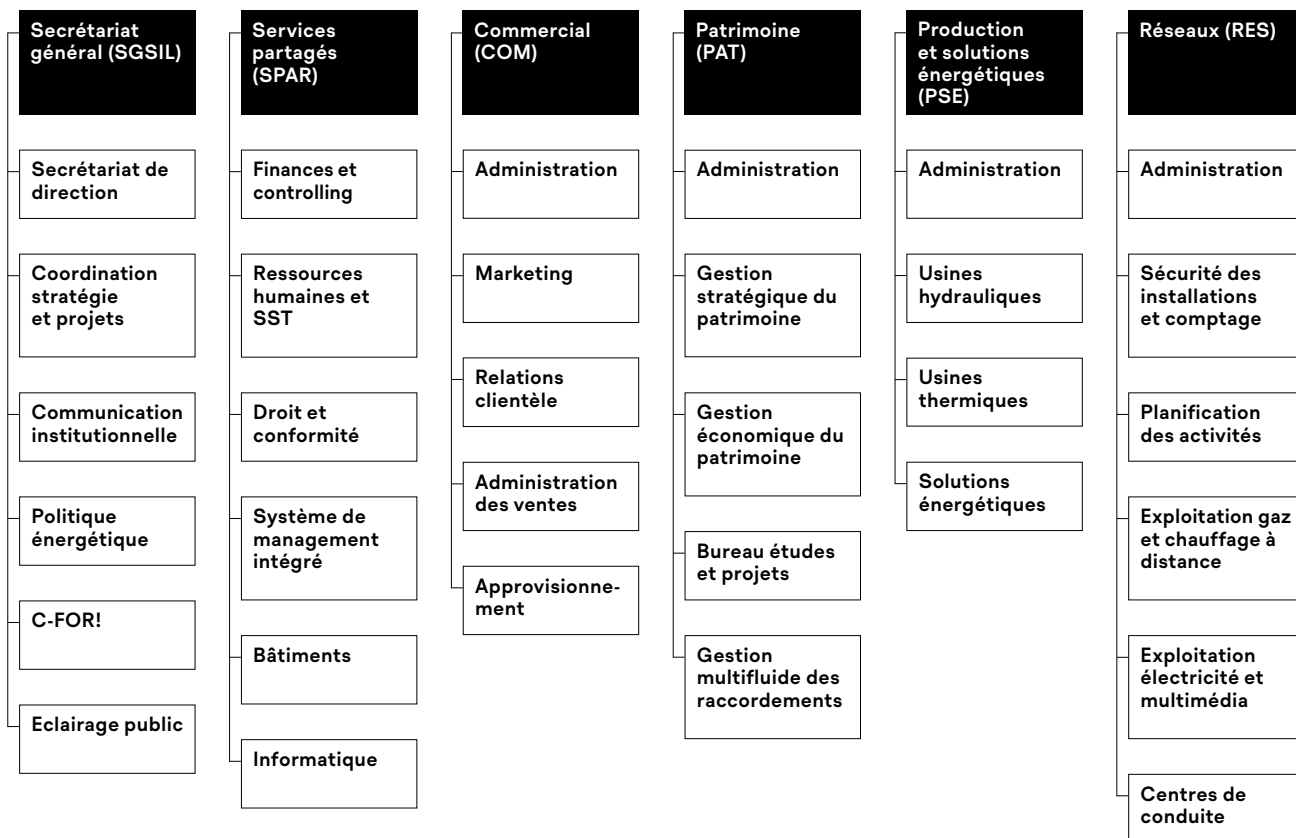


Direction des services industriels



Direction des services industriels (SIL)

Directeur



Risque de pénuries d'électricité et de gaz

La guerre en Ukraine, l'arrêt de la livraison de gaz russe à l'Europe et l'indisponibilité d'une partie importante du parc nucléaire français pour des raisons de maintenance a conduit le marché du gaz et le marché de l'électricité à un emballement sans précédent face à un risque de pénurie. Le Conseil fédéral a pris immédiatement des mesures d'information sur le plan OSTRAL (Organisation für Stromversorgung in ausserordentlichen Lagen), établi de longue date par la branche en cas de pénurie d'électricité, et demandé à la branche gazière d'établir son propre plan sur le même modèle. Déclenché sur ordre du Conseil fédéral, le plan OSTRAL prévoit une gradation de mesures:

- appel aux mesures d'économie volontaires;
- interdiction d'utiliser certains appareils et installations;
- contingentement obligatoire des sites consommant plus de 100 MWh/an selon un taux progressif à fixer par le Conseil fédéral, qui pourrait probablement aller jusqu'à une réduction de 40%;
- délestage cyclique par zones comme ultime mesure, avec deux niveaux:
4 h de coupure et jusqu'à 8 h d'alimentation par zone (trois zones par gestionnaire de réseau), puis, si nécessaire, 4 h de coupure et jusqu'à 4 h d'alimentation par zone (deux zones).

Le délestage cyclique aurait des effets très graves et bouleverserait aussi bien la vie privée que professionnelle, avec des répercussions pour la Ville sur les services essentiels qui fonctionneraient de manière réduite ou également cyclique et des perturbations pour les services d'urgences.

Le plan pour le gaz prévoit des mesures d'économies volontaires, des interdictions et des limitations, la commutation au mazout des installations bicombustibles (comme le réseau de chauffage à distance des SIL) et le contingentement comme ultime mesure, qui présente un risque de perte de pression dans le réseau et donc un risque accru d'explosion du fait, dans ce cas, de la présence d'oxygène dans la conduite.

La Ville sous le pilotage et la coordination des SIL s'est donc préparée à faire face à une pénurie de gaz (effets sociaux limités) mais surtout d'électricité (effets sociaux potentiellement très graves). La Municipalité a été très active, elle a en particulier:

- pris des mesures d'économies volontaires (abaissement des températures dans les locaux de l'administration, fermeture des stores durant la nuit, extinction de l'illumination des monuments, hormis la Cathédrale et l'église Saint-François, extinction de l'éclairage public dans certains parcs, réduction du périmètre, de la durée et des horaires de l'éclairage de Noël, optimisation des installations existantes des bâtiments et des sites industriels de la Ville);
- validé les mesures de réduction de la consommation possibles et leurs conséquences sur les activités pour les 66 sites de l'administration concernés par un contingentement;
- encouragé le recours à équiwatt et pris connaissance des économies durables à mettre en œuvre en 2023 et les années à venir par tous les services, qui se traduiront par une série de crédits supplémentaires compensés par les économies futures qui seront déposés en 2023;
- approuvé un plan de continuité en cas de délestage cyclique établi pour les activités critiques de l'administration (capacité à délivrer les services informatiques internes, fonctionnement de la Municipalité et

du Conseil communal, garde des enfants du personnel impliqué dans les services d'urgence et les services essentiels, production d'eau potable, acheminement et épuration des eaux usées, exploitation des réseaux d'électricité, de gaz, de chauffage à distance et multimédia, et des centrales de production d'énergie, ou encore la gestion du Centre funéraire de Montoie parmi les plus importants);

- validé une organisation en cas de crise pour les situations de contingentement et de délestage.

La préparation des SIL en tant que gestionnaire de réseau devant mettre en œuvre les plans fédéraux en cas de pénurie et communiquer les mesures à leurs clientes et clients, la préparation au délestage cyclique pour leurs propres activités critiques et la coordination de la préparation des services de la Ville, ont impliqué un investissement très important au cours du deuxième semestre 2022. Pour ce faire, les SIL ont validé une organisation interne en cas de crise, pour leur rôle de gestionnaire de réseau d'électricité et de gaz.

Le risque de pénurie s'estompe pour l'hiver 2022-2023, mais sera probablement à nouveau présent l'hiver prochain, au moins. Le bénéfice de cette crise est une impulsion qui a mis au premier plan les potentielles d'économies d'énergie très importantes au sein de l'ensemble des services de l'administration, réalisables immédiatement par optimisation des installations et en 2023 et les années à venir par des remplacements de matériel et d'installations.

Secrétariat général services industriels (SGSIL)

Principales missions du service

Administration

- assurer le secrétariat du directeur et la coordination administrative transversale au niveau des SIL;
- soutenir les services dans leurs rapports avec la direction, la Municipalité et le Conseil communal.

Coordination stratégie et projets (et bureau de gestion de projets)

- coordonner l'élaboration et le suivi de la stratégie globale des SIL;
- coordonner le processus projets et mettre à disposition des cheffes et chefs de projet;
- coordonner la veille stratégique, le suivi des indicateurs et des objectifs de direction.

Communication institutionnelle

- assurer la communication externe et interne;
- assurer la cohérence de la charte graphique des SIL et la coordination avec les actions marketing.

Politique énergétique

- développer le programme d'efficacité énergétique équiwatt;
- assurer la gestion du Fonds pour l'efficacité énergétique (FEE);
- coordonner les démarches Cité de l'énergie et assurer le suivi de la Convention des maires;
- coordonner le système d'échange de quotas d'émissions CO₂;
- contrôler les aspects énergétiques en matière de construction selon la loi vaudoise sur l'énergie;
- assurer des prestations énergétiques pour les bâtiments (CECB, audits, études);

- exploiter des bornes de recharge pour véhicules électriques et développer les produits d'électromobilité.

Ateliers et formation (C-FOR!)

- formation des apprenties et apprentis dans plusieurs filières techniques;
- organisation de stages interservices et interentreprises;
- gestion de l'atelier des SIL.

Eclairage public

- développer l'éclairage public lausannois selon les principes du Plan lumière;
- assurer l'illumination des monuments et ouvrages d'art;
- assurer les éclairages festifs de Noël et le spectacle de l'Hôtel de Ville;
- développer des prestations commerciales en matière d'éclairage public et d'illumination.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
C-FOR	10.50	9.50	11.50	10.50
Communication institutionnelle	2.70	2.70	3.40	2.70
Coord. stratégie & projets	4.00	1.00	4.00	3.80
Direction SG	2.80	2.80	2.80	2.80
Eclairage public	–	–	6.60	5.40
Politique énergétique	9.10	6.40	11.10	8.40
Total service	29.10	22.40	39.40	33.60

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	10.30

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
C-FOR	10	9.50	11	10.50
Communication institutionnelle	3	2.70	3	2.70
Coord. stratégie & projets	1	1.00	4	3.80
Direction SG	3	2.80	3	2.80
Eclairage public	–	–	6	5.40
Politique énergétique	7	6.40	10	8.40
Total service	24	22.40	37	33.60

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
C-FOR	52	51
Total service	52	51

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	4	11
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	3	3
Total service	7	14

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	4
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	4

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	9	0.50	7	0.33
Auxiliaires mensualisé·e·s	5	1.26	3	0.55
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*	-	*
Total service	14	1.76	10	0.88

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants**Réaudit Cité de l'énergie**

La Ville a renouvelé son label Cité de l'énergie Gold, obtenant un score très élevé lui permettant d'atteindre la première place des villes suisses et la seule ville à dépasser 90% des critères demandés.

Bornes de recharge en contracting pour immeubles résidentiels

La conception de ce produit sous forme de contracting favorisera le déploiement de la mobilité électrique à Lausanne en déchargeant les propriétaires de l'investissement dans l'infrastructure, de l'exploitation et de la gestion de la facturation. Il contribuera à permettre l'atteinte de l'objectif municipal de réduction à zéro d'ici 2030 des émissions carbonees issues du secteur de la mobilité. Un partenariat avec INERA S.A. a permis d'accélérer l'arrivée des SIL sur ce marché et de profiter de l'expérience de cette société dans ce domaine. Une fois la conception du produit terminée, le déploiement de ce dernier a été confié à la division Solutions énergétiques du Service production et solutions énergétiques (PSE).

Equiwatt: adoption du préavis N° 2022/01

Ce préavis renforce les ressources du programme pour 2022 et définit le budget et les objectifs pour la période 2023 à 2026. L'évolution majeure consiste à développer un plan de soutien en faveur de la rénovation énergétique des bâtiments (isolation thermique et production de chaleur).

Intégration du bureau technique de l'éclairage public

L'activité de l'éclairage public, jusque-là intégrée au Service production, a été rationalisée selon les processus multfluides des SIL: au 1^{er} septembre, les monteurs ont rejoint le Service réseaux et le bureau technique, du fait de la grande visibilité de cette activité qui en fait souvent un objet de débat politique, rattaché au Secrétariat général.

Principales activités 2022

Développement du bureau de gestion de projets

Le recrutement d'une collaboratrice et de deux collaborateurs en 2022 a permis de mettre à disposition des cheffes et chefs de projet pour les projets transversaux aux SIL, tel que les projets des bornes de recharge en lien avec des objectifs du Plan climat de la Ville de Lausanne.

Un système de gestion et de suivi du portefeuille de projets, nommé Diamant, a été mis en œuvre. Cet outil de planification permet un partage d'informations sur les projets en cours et facilite le suivi et l'allocation des ressources.

SIL: une marque forte

La communication institutionnelle et le marketing ont resserré leurs liens et développent ensemble plusieurs projets ambitieux, pour faire des SIL une marque forte:

- présence accrue sur les réseaux sociaux depuis le mois d'août;
- nouvelle hiérarchie des marques qui sera déclinée en 2023;
- stratégie commune de communication institutionnelle et produits.

Ce travail permettra de réviser entièrement le plan de communication institutionnelle en 2023 en coordination avec les campagnes de promotion des produits et des prestations.

Équiwatt 2022–2026

En 2022, équiwatt a permis l'économie de 622 MWh/an d'électricité et de 2'685 MWh/an de chaleur, soit une réduction supplémentaire des émissions de 628 t CO₂-eq/an (résultats provisoires au 20 décembre 2022).

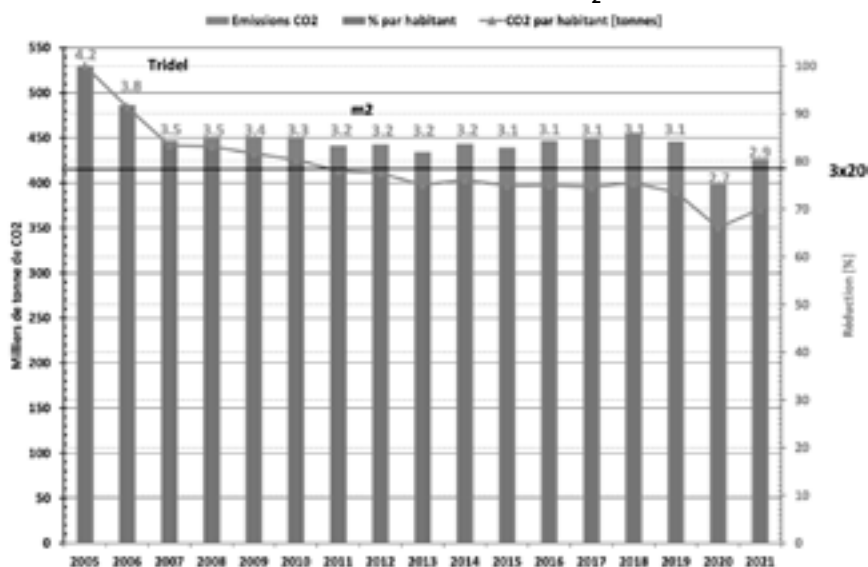
Équiwatt a par ailleurs été très actif en matière de sensibilisation aux économies d'énergie, en organisant des campagnes de communication sur les thèmes de la consommation digitale, de l'empreinte énergétique des activités sportives, ainsi que sur les moyens de réduire la consommation des logements. Cette dernière campagne a été renforcée dans le contexte de risque de pénurie énergétique. équiwatt a participé à plusieurs événements (Festival de la Terre, soirées d'accueil des nouvelles et nouveaux habitantes et habitants et des nouvelles et nouveaux retraitées et retraités, marché de Lausanne) et a mis en place plusieurs collaborations (NoOPS, Enmouvement, CarbonViz).

La collaboration en appui aux services de la Ville a également été renforcée dans le cadre des mesures d'économies d'énergie durables à mettre en œuvre et se poursuivra de manière systématique en 2023. Dans ce cadre, équiwatt est le garant des crédits supplémentaires compensés par les économies d'énergie futures qui seront transmis en cours d'année à la Commission des finances.

Convention des maires

Le résultat 2021 est de 427'000 tonnes, ce qui correspond à 2.9 tonnes par habitant, soit une diminution de 30% des émissions relatives aux personnes par rapport à 2005. L'effet de la réduction de l'activité économique liée aux mesures de lutte contre la pandémie de COVID 19 sur les émissions de CO₂, qui a marqué l'année 2020, a disparu en 2021, qui présente toutefois une baisse significative par rapport à 2019.

Evolution 2005–2020 des émissions de CO₂ sur le territoire communal lausannois



Système d'échange de quotas d'émission de CO₂ (SEQUE)

En 2022, Le remboursement de la taxe CO₂ prélevée sur les consommations fossiles du chauffage à distance au titre du SEQUE s'est monté à CHF 3'669'177.- (CHF 3'689'216.- en 2021). La somme de CHF 163'608.- a été versée à Epura S.A. comme contribution du four à boues de la station d'épuration des eaux de Lausanne et CHF 1'732'669.- au fonds CO₂ après déduction du coût d'achat de 25'000 droits d'émission.

Fonds pour l'efficacité énergétique (FEE)

Les nouveaux projets dont le financement a été octroyé par le Fonds pour l'efficacité énergétique en 2022 sont les suivants:

- financement d'une installation solaire photovoltaïque de 9.6 kWc à Chauderon 23 (CHF 36'600.-), qui sera réalisée sur le toit de l'agence SOL Voyages, dont le bâtiment appartient aux SIL;
- prolongation de deux ans du projet Carvelo2go XL (CHF 17'500.-), qui consiste à mettre à disposition de la population et des entreprises lausannoises des petits véhicules utilitaires électriques;
- renouvellement du financement des subventions pour les batteries de vélos électriques (CHF 117'000.-);
- renouvellement du financement des subventions pour les panneaux solaires thermiques (CHF 103'000.-);
- contribution au financement de l'édition 2023-2024 du Certificat d'études avancées «Energies renouvelables: techniques et applications» (CHF 20'000.-);
- prix des meilleurs posters EPFL pour les trois prochaines années (CHF 18'000.-): récompense de CHF 200.- à chaque étudiante et étudiant dont le poster est primé, pour les catégories climat, énergie et mobilité du cours «Enjeux mondiaux»;
- développement de l'extension web «CarbonViz» de sensibilisation à l'impact environnemental du numérique (CHF 45'000.-).

Thermique du bâtiment

En 2022, sur mandat de l'Office des permis de construire du Service d'urbanisme, la Section efficacité énergétique a réalisé le contrôle du respect de la législation vaudoise en matière d'énergie de 415 dossiers de construction (651 en 2021), dont 361 (377 en 2021) soumis à un permis de construire. La baisse du nombre de dossiers provient d'une révision des processus liés au permis de construire. L'activité similaire pour le compte d'une commune de l'Est lausannois s'est poursuivie avec le contrôle de deux dossiers de mises à l'enquête (5 en 2021). En outre, 1 CECB®, 2 actualisations de CECB® et 6 CECB®Plus ont été réalisés.

C-FOR!

La division a vécu un changement de responsable, avec une transition parfaitement réussie, qui allie continuité du développement du centre et nouvelle approche de conduite.

L'intégration des apprentis électriciens de réseau a été un axe important du travail du centre, en étroite collaboration avec le Service réseaux. Un formateur coach de terrain à 100% a pu être engagé pour mettre en œuvre un encadrement au format «junior team» (chantier autonome piloté et réalisé par les apprentis) ce qui est une première dans ce métier.

Des ordinateurs portables fournis par la Ville, disposant de l'accès à tous les logiciels techniques nécessaires à leur formation, ont été fournis à chaque apprentie et apprenti. Ces acquisitions permettent au C-FOR d'avancer dans la digitalisation de ses formations.

Des journées portes ouvertes ont été réalisées en collaboration avec le Service du personnel et la Direction de l'enfance, de la jeunesse et des quartiers (EJQ), avec des journées réservées aux filles afin favoriser leur intégration dans les métiers techniques. Cela a débouché sur l'engagement d'une apprentie automatique en 2022.

Diverses mesures de réduction des impacts environnementaux de l'activité du centre ont été réalisées durant l'année en collaboration avec la division SMI, notamment des actions de diminution de la consommation d'électricité. Un accent a aussi été mis sur les mesures de prévention en matière de sécurité et santé au travail durant toute l'année, ce qui a permis au C-FOR de maintenir les accidents professionnels à un faible niveau (deux accidents, sans absence en 2022, contre cinq accidents et 1.3 jour d'absence en 2021). Ces efforts préventifs vont se poursuivre pour l'année 2023.

Eclairage public

Dans le cadre de l'entretien et l'exploitation des luminaires, 429 dépannages ponctuels de luminaires ont été assurés, 28 ensembles d'éclairages remplacés suite à des accidents et 22 avaries sur le réseau souterrain réparées rapidement. Dans le cadre des projets, 394 luminaires vétustes ont été déposés et 516 nouveaux luminaires LED ont été installés.

Le retour aux lampes à vapeur de sodium se poursuit dans les quartiers résidentiels dans le but de donner une ambiance nocturne plus douce avec un abaissement de la puissance d'environ 30%. Cette solution permet de participer au bien-être des habitantes et habitants et également d'améliorer les conditions pour la faune et la flore, tout en garantissant la sécurité des usagers et usagères.

Dans le cadre de la convention d'objectif pour grand consommateur au sens de la loi vaudoise sur l'énergie passée avec la Direction cantonale de l'environnement, la consommation d'électricité de l'éclairage public doit diminuer de 25% en 10 ans, entre 2019 et 2028, objectif augmenté à 33% par la direction des SIL. Au 31 décembre 2022, le pourcentage d'économie électrique totale réalisée depuis 2019 représente 19.6%. L'économie d'énergie cumulée depuis le 1^{er} janvier 2019 représente 2'966 MWh.

Enfin, le cahier des charges en vue de l'évolution du Plan lumière a été établi. Il permettra d'aboutir à la présentation d'un rapport-préavis au Conseil communal fin 2023.

Services partagés (SPAR)

Principales missions du service

Finances et controlling

- gérer les comptabilités et produire des états financiers;
- concevoir et réaliser des modèles d'affaires et des analyses financières;
- suivre les marges;
- soutenir les participations.

Ressources humaines

- soutenir les services pour toutes les questions de ressources humaines;
- soutenir les cadres et accompagner le personnel tout au long de leur parcours aux SIL;

- gérer la formation;
- prévenir les accidents;
- coordonner les domaines de la sécurité et de la protection de la santé.

Droit et conformité

- défendre les intérêts des SIL lors des procédures de consultation et des litiges;
- accompagner les projets ou la direction pour les aspects juridiques et réglementaires.

Système de Management intégré

- assurer l'amélioration continue de manière transversale et à tous les niveaux de l'organisation;
- surveiller les indicateurs, planifier les audits et contribuer à la résolution des problèmes liés à la qualité;
- participer aux actions permettant de diminuer l'impact de l'entreprise sur l'environnement.

Bâtiments

- fournir la maîtrise d'ouvrage et l'intendance des bâtiments;
- assurer le service de conciergerie.

Informatique

- mettre en place, exploiter et faire évoluer le système d'information;
- gérer les projets informatiques;
- soutenir les utilisateurs.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Bâtiments	11.63	10.69	11.63	10.06
Direction SP	1.00	1.00	1.00	1.00
Droit & conformité	7.50	6.70	7.50	5.80
Finances & controlling	12.70	12.70	13.00	13.00
Informatique	9.50	8.50	9.50	9.50
Ressources humaines	10.90	10.90	10.90	10.80
Système de management intégré	4.00	3.00	4.00	3.60
Total service	57.23	53.49	57.53	53.76

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	0.31

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Bâtiments	21	10.69	19	10.06
Direction SP	1	1.00	1	1.00
Droit & conformité	8	6.70	7	5.80
Finances & controlling	13	12.70	13	13.00
Informatique	9	8.50	10	9.50

Ressources humaines	11	10.90	11	10.80
Système de management intégré	3	3.00	4	3.60
Total service	66	53.49	65	53.76

Apprenties et apprentis

	31 décembre 2021	31 décembre 2022
Unité administrative	nb	nb
	-	-
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	6	5
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
Total service	6	5

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	1
Décès	1
Démission	1
Départ à la retraite	2
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	6

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	1	0.08	1	0.09
Auxiliaires mensualisé·e·s	16	5.89	21	6.68
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*	-	*
Total service	17	5.97	22	6.77

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Sortie du capital de neo technologies S.A.

Le Conseil communal a approuvé en novembre 2022 la sortie du capital de neo technologies S.A. Avec cette opération, une importante page de l'histoire des SIL se tourne. Les SIL ont entretenu pendant 18 ans une étroite relation d'actionnaire-client avec neo technologies S.A. La société s'est développée jusqu'à devenir le leader romand du progiciel SAP et attiser de nombreuses convoitises. Profitant d'une dynamique de marché particulièrement favorable, les SIL se sont défaits de cette participation mais restent un client stratégique de neo technologies S.A.

Réhabilitation des escaliers du pont Chauderon

Après plusieurs années de fermeture, les escaliers du pont Chauderon ont été rouverts au public. Avant cela, d'importants travaux de réhabilitation ont eu lieu. Ce passage très apprécié des lausannois a subi une cure de jouvence. On peut aussi désormais y admirer de belles fresques réalisées par deux artistes locales et illuminées de nuit par des luminaires LED d'une tonalité rassurante.

Principales activités 2022

Droit et conformité

La sécurité d'approvisionnement a été le thème principal concernant la régulation en matière d'électricité mais aussi du gaz avec notamment la consultation sur les ordonnances en matière de pénurie. A signaler aussi l'adoption de la révision de l'ordonnance sur l'approvisionnement en électricité avec des nouvelles règles pour la gestion des différences de couverture ainsi que la possibilité, sous conditions, de revenir à l'approvisionnement de base, moyennant la participation à un regroupement pour la consommation propre. D'autres modifications d'ordonnances en consultation anticipent la future loi fédérale relative à un approvisionnement en électricité sûr, reposant sur des énergies renouvelables, qui est actuellement débattue au Parlement; il s'agit notamment de la révision de l'ordonnance sur les garanties d'origine et le marquage de l'électricité. Enfin, la Commission fédérale de l'électricité (ELCom) a rendu une décision le 20 septembre 2022 sur la vérification du calcul et du suivi des différences de couverture de l'énergie des SIL (N° de référence: 211-00385).

Ressources humaines

Plusieurs réorganisations en lien avec l'orientation stratégique des SIL ont été mises en œuvre. Le Service production, devenu Service production et solutions énergétiques, a revu ses missions plus orientées vers les prestations en matière de contracting thermique et de bornes de recharge.

Une formation managériale a été dispensée aux cadres intermédiaires suite à celle qui a été suivie par les cadres supérieures et supérieurs. Le secteur formation a développé un concept de politique de formation qui a été approuvé par la direction des SIL. Des ateliers santé au travail ont été organisés pour le personnel sur la thématique de l'alimentation et de l'activité physique.

Système de management intégré

Les certifications ISO 9001 pour le système de management de la qualité, ISO 14001 pour le système de management environnemental, ISO45001 pour le système de management santé et sécurité au travail et Quality School Certificate (QSC) pour le centre de formation des apprentis ont été confirmées suite à l'audit de surveillance.

La division SMI a continué la démarche d'amélioration des processus et de support aux différentes équipes. Elle a participé à plusieurs projets qui permettent aux SIL d'augmenter leur efficacité et la qualité de leurs services.

Elle a organisé 20 audits internes et deux revues de direction. Dans sa gestion de l'amélioration continue, les revues de direction, les audits internes et l'audit de surveillance ont enregistré 91 nouvelles actions d'amélioration.

Bâtiments

Parmi les importants travaux réalisés, outre la réhabilitation des escaliers du pont Chauderon, on peut citer aussi la fin des travaux de réhabilitation de la façade de Chauderon 25.

L'augmentation du nombre d'employés impose de trouver de nouvelles surfaces et différentes études sont en cours.

Finances et controlling

L'année 2022 a permis à la division Finances et Controlling de pérenniser et accroître ses prestations, notamment en termes de support. La division a également été contrainte de revoir sa structure analytique avec la réorganisation du Service production et le développement de nouveaux produits étoffant ainsi la palette de prestations fournies par les SIL.

IT

L'activité a été très soutenue et de très nombreux projets informatiques ont été menés. Les plus significatifs sont:

- la migration SAP S4;
- le nouveau système d'information géographique;
- la plateforme pour la gestion du comptage intelligent;
- l'intégration des factures à QR code.

Un autre fait marquant est l'approbation par le Conseil Communal du préavis N° 2022/25 «Evolution informatique des Services industriels» permettant aux SIL de financer leur programme de transformation numérique.

Service commercial (COM)

Principales missions du service

Administration et projets

- budget, suivi du tableau de bord, gestion du service;
- projets particuliers, manifestations;
- contracting, gestion de la clientèle partenaire (B2P);
- support administratif à disposition des différentes divisions et de la cheffe ou du chef de service.

Marketing

- définition de la stratégie marketing et réalisation du plan marketing;
- étude des différents publics, besoins, usages, désirs et aspirations;
- développement des offres de produits, de services et d'expériences pour un marché;
- analyse des parts de marché, ventes, marges bénéficiaires d'un produit ou d'une gamme et ajustements suite aux résultats des ventes;
- définition de la stratégie de communication et réaliser des actions de communication.

Relations clientèle

- accueil et conseil de la clientèle au téléphone et aux guichets;
- support technique au téléphone pour les produits multimédia;
- renseignements sur les factures des SIL et gestion des facilités de paiement;
- acquisition et suivi des clientes et clients énergies et multimédia, gestion des contrats.

Administration des ventes

- relevé des compteurs (électricité, gaz, chauffage à distance et eau);
- facturation et encaissements des énergies, du multimédia et de l'eau;
- suivi du paramétrage informatique des données de type commercial pour l'activité de facturation (SAP);
- responsabilité fonctionnelle du CRM et de la structure tarifaire dans le système;
- planification et roadmap des projets IT du Service commercial;
- gestion des demandes écrites de la clientèle;
- traitement des demandes Subvention80.

Approvisionnements

- gestion de la couverture des portefeuilles de vente de l'électricité, du gaz et du chauffage à distance, prévisions de production et d'achat, prévisions de vente;

- calcul des prix de revient et des prix/tarifs de vente de l'électricité, du gaz et du chauffage à distance;
- gestion des relations commerciales avec les fournisseurs d'énergie et les partenaires, ainsi que pour la l'autoconsommation;
- gestion du commerce des garanties d'origine, des certificats biogaz et des certificats de compensation CO₂;
- certification des productions et produits d'électricité et établissement du marquage annuel de l'électricité;
- gestion des différents modes et systèmes de rétribution pour le courant d'origine photovoltaïque produit sur la zone de desserte des SIL.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration des ventes	45.90	43.30	44.00	40.50
Approvisionnement	6.50	6.30	7.30	7.30
Direction COM	9.00	9.00	8.00	6.00
Marketing	9.75	7.75	9.75	8.55
Relations clientèle	26.20	22.20	24.40	20.40
Total service	97.35	88.55	93.45	82.75

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	-3.90

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Administration des ventes	49	42.80	47	40.00
Approvisionnement	7	6.30	8	7.30
Direction COM	9	9.00	6	6.00
Marketing	8	7.75	9	8.55
Relations clientèle	24	22.70	22	20.90
Total service	97	88.55	92	82.75

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
Relation clientèle	*1	*1
Total service	1	1

* Stagiaires MPC

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	8	8
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	4	2
Total service	12	10

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	4
Départ à la retraite	4
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	8

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	6	1.63	6	1.15
Auxiliaires mensualisé·e·s	47	26.21	43	24.26
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*	-	*
Total service	53	27.84	49	25.41

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants**Marché de l'électricité**

L'année 2022 a été marquée par la guerre en Ukraine, qui a engendré l'accélération de la hausse des prix observée depuis fin 2021 sur tous les marchés énergétiques. Ainsi, les prix sur le marché de l'électricité ont atteint des niveaux record à la fin de l'été 2022; le prix spot a été multiplié par sept par rapport à sa valeur au début de l'année. Cette hausse a également été observée sur les marchés à terme, suite à l'incertitude sur la sécurité d'approvisionnement en gaz et en électricité pour l'hiver 2022/2023 et à l'indisponibilité de plusieurs centrales nucléaires françaises. La seconde partie de l'année a amené une légère baisse des prix et une stabilisation, à des niveaux toutefois très élevés. L'évolution future des marchés dépendra en grande partie de l'hiver ainsi que du cadre géopolitique et économique.

L'approvisionnement a su rester agile face à cette volatilité pour assurer la sécurité d'approvisionnement des années à venir, en observant le marché pour effectuer des achats raisonnables et en adéquation avec la stratégie de gestion mise en place.

Marché du gaz

La première moitié de l'année a été caractérisée par une très forte envolée des prix sur les marchés internationaux, avec une volatilité record sur fond des tensions géopolitiques susmentionnées et de sanctions économiques de la part de l'Union européenne à l'encontre de la Russie. C'est ainsi que le prix du CAL23 a atteint un niveau très élevé dépassant € 300/MWh fin août 2022. Le prix du spot a quant à lui subi des fluctuations extrêmes, son prix se voyant divisé par quinze entre les mois de septembre et novembre, et multiplié par sept entre novembre et décembre. La stratégie des SIL d'achats structurés à long terme leur a permis de limiter la hausse des tarifs en 2022.

Principales activités 2022**Evolution des tarifs**

Les tarifs d'électricité 2022, entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2022, ont été publiés le 31 août 2021. Ils ont été calculés en tenant compte des directives de la Commission fédérale de

l'électricité (ElCom). Le tarif simple nativa® a diminué de 1.20 ct/kWh hors taxes, soit une réduction de 6%. Cette diminution tient compte d'une première tranche de 8.5 millions de francs d'une rétrocession extraordinaire, suite à la décision du Tribunal fédéral du 16 juillet 2020 sur la procédure de l'ElCom concernant les tarifs 2009 et 2010. Parallèlement, les taxes lausannoises pour le développement durable et l'efficacité énergétique ont été augmentées pour financer les premières mesures du Plan climat adopté en 2020 par la Municipalité. Ceci sans conséquence majeure sur la facture d'électricité finale des ménages lausannois au Profil Simple nativa® qui augmente de seulement 0.6%, soit 0.18 ct/kWh, pour se fixer à 28.88 ct/kWh. Pour un ménage lausannois consommant 2'500 kWh/an, cela correspond à une hausse annuelle de CHF 4.40.

Les tarifs du gaz ont dû être augmentés à deux reprises en 2022, suite aux importantes hausses de prix observées sur les marchés; une première hausse de 9.6% en moyenne est entrée en vigueur le 1^{er} mars 2022 et une seconde hausse de 40.5% en moyenne le 1^{er} octobre 2022.

En conséquence de la forte hausse des coûts du gaz naturel (qui compose environ 40% du mix énergétique) et des premières planifications en vue de la décarbonisation de la production et de l'extension des réseaux, le tarif du chauffage à distance est passé au 1^{er} octobre à 13.09 ct/kWh hors TVA, soit une augmentation de 19%.

Approvisionnement en électricité

En 2022, la production de l'aménagement hydroélectrique de Lavey a été inférieure d'environ 10% à la moyenne pluriannuelle, notamment en raison d'une situation hydrologique compliquée sur la première partie de l'année, puis de la retenue de l'eau dans les barrages situés en amont sur la fin de l'année, dans l'espoir d'obtenir des prix plus avantageux pour le turbinage au début 2023.

Complétée par la part non autoconsommée de la production en constante augmentation des centrales photovoltaïques de SI-REN S.A., la production propre a permis de couvrir environ la moitié des besoins annuels en énergie électrique et en garanties d'origine des SIL.

L'usine de valorisation thermique et électrique des déchets de TRIDEL S.A. a fourni une production supérieure d'environ 6% à la moyenne des années précédentes.

La centrale hydroélectrique à haute chute de FOMAB S.A. a été en arrêt complet d'exploitation pour maintenance durant les trois derniers mois de l'année, entraînant une baisse notable de sa production annuelle.

Certifications de l'électricité

Lors de l'audit de contrôle annuel, le respect des directives de certification naturemade de la production électrique des ouvrages de la Ville, de SI-REN S.A. et de quelques partenaires a été vérifié avec succès. Il en a été de même avec les ventes des produits nativa® plus et nativa® basic, tous deux aussi certifiés respectivement naturemade star et naturemade.

Installations photovoltaïques

Le nombre d'installations photovoltaïques raccordées au réseau de distribution des SIL augmente au rythme soutenu et régulier d'environ 25 nouvelles installations par mois en moyenne. Il atteint 2'020 unités à fin 2022, tous types de rétribution confondus.

Les SIL continuent d'encourager ces installations, en proposant une solution en contracting avec SI-REN S.A., qui permet aux propriétaires, sans investissement, de faire bénéficier à leurs locataires de l'autoconsommation par un contrat avec les SIL. Les SIL soutiennent le développement du solaire également par un tarif de reprise qui se situe parmi les plus élevés de Suisse romande pour les centrales d'une puissance allant jusqu'à 30 kW.

Approvisionnement gaz

En raison des tensions sur les marchés internationaux, l'approvisionnement en gaz a été mouvementé en 2022, avec des prix d'achat qui ont fortement augmenté dans un contexte de volatilité extrêmement importante. Les opérations d'achat sont devenues plus longues à réaliser et ont été multipliées afin de faire baisser le risque lié à la volatilité. L'approvisionnement en biogaz européen pour les prochaines années s'est également complexifié, avec une demande au niveau européen qui s'est beaucoup renforcée et des volumes qui sont de plus en plus difficiles à trouver.

Approvisionnement chaleur

L'approvisionnement en chaleur a été relativement stable en 2022. L'unique production locale de biogaz, située sur le site de la STEP de Vidy et exploitée par la société EPURA S.A., a produit à plein rendement. Pour la première année, ce biogaz a été utilisé par le chauffage à distance (CAD) en complément du gaz naturel, ce qui améliore la part de chaleur renouvelable ou issue de récupération qui est distribuée par le chauffage à distance des SIL. Par ailleurs, un important contrat a été signé avec un prestataire externe pour une production de chaleur à partir de bois local, qui fournira le réseau de chauffage à distance des SIL à l'horizon 2025.

Raccordements au chauffage à distance

La puissance à raccorder signée s'est élevée à environ 10 MW, en forte augmentation par rapport à 2021 et par rapport aux objectifs fixés. Le fort développement du chauffage à distance prévu dans les années à venir et une approche anticipée des propriétaires avec l'annonce des zones de développement du réseau contribueront à faire augmenter toujours plus ces raccordements.

Multimédia

Les produits BliBlaBlo sont continuellement adaptés afin de répondre aux attentes et nouvelles tendances du marché. Quatre campagnes de promotion et de fidélisation ont été menées durant cette année, et la migration de la clientèle de l'infrastructure HFC vers l'infrastructure FTTH touche à sa fin.

Afin de regagner les clientes et clients partis vers des acteurs «low cost» du marché, les SIL ont développé, en partenariat avec Netplus, une marque et des produits à bas prix, nommée «sweez». Un lancement discret a eu lieu au dernier trimestre et une campagne supra-régionale sera menée début 2023. Enfin, les SIL ont remporté l'appel d'offre pour assurer la logistique de cette offre 100% digitale et assurant désormais cette prestation pour les partenaires de Netplus.

Marchés

Une stratégie solaire a été développée, afin de répondre aux objectifs du Plan climat, en étroite collaboration avec SI-REN S.A.. Une démarche commerciale unifiée et proactive sera mise en place dès l'année prochaine pour accélérer le développement solaire.

Le lancement des SIL sur les plateformes Facebook, Twitter et LinkedIn renforce le dispositif de communication des SIL et le lien de proximité avec la clientèle.

Un nouveau dispositif de mesure de la satisfaction a été défini. Une nouvelle enquête de satisfaction a été développée. Une vision consolidée de cette première mesure sera disponible au premier trimestre 2023. Un travail sur la gestion unifiée des réclamations a été mené, les actions d'amélioration seront mises en place début 2023.

Services énergétiques

Les premières mises en service du contracting électrique et thermique de l'écoquartier des Plaines-du-Loup ont été effectuées, en collaboration avec le service PSE et SI-REN S.A.. Le déploiement se poursuit sur les autres pièces urbaines. La promotion des prestations SIL en matière de contracting de bornes de recharge pour véhicules électriques en parking d'ouvrage est en préparation pour un déploiement en 2023.

LaZur Energie S.A., co-entreprise entre les SIL et ewz, a réalisé la mise en service des équipements nécessaires à l'exploitation des piscines du Centre Sportif de Malley. Cette dernière étape permet à ce projet de contracting d'atteindre sa pleine efficacité énergétique. D'autres projets de contracting thermique sont en phase de réalisation, en collaboration avec SI-REN S.A. pour la production photovoltaïque. L'intérêt du marché est marqué pour ces solutions et LaZur Energie S.A. développe ses activités commerciales pour y répondre, de manière complémentaire avec les prestations de services énergétiques des SIL.

Relations clientèle

Près de 18'000 personnes se sont rendues aux deux espaces d'accueil de la clientèle, place de l'Europe et place Chauderon, alors que 55'000 appels téléphoniques ont été traités. Le support technique multimédia a répondu à près de 22'000 demandes. Des améliorations continues ont

été mises en place afin de réduire le délai de réponse aux questions écrites reçues et devraient porter leurs fruits dès le début de l'année 2023.

Facturation

L'activité de relève, de facturation et d'encaissement s'est déroulée normalement en 2022. Pour permettre aux SIL de s'adapter à un environnement commercial en constante évolution, les systèmes et processus continuent leur démarche de modernisation. Le bulletin de versement a été remplacé par la facture avec code QR; la facturation s'adapte aux possibilités offertes par le comptage intelligent qui débute son déploiement sur le réseau électrique des SIL.

Promotion, sponsoring et manifestations

L'année 2022 marque un retour à la normale des activités de sponsoring avec la reprise d'un riche programme de manifestations sportives et culturelles à Lausanne. Comme événement ponctuel, on notera tout particulièrement le passage du Tour de France ainsi que le traditionnel «lancer de peluches» du Lausanne Hockey Club en faveur d'associations caritatives. A cette occasion, les SIL ont organisé une récolte de peluches dans leurs espaces clientèle et animé un stand sur lequel les enfants pouvaient se faire maquiller aux couleurs du club.

Service patrimoine (PAT)

Principales missions du service

Gestion stratégique

- définir les stratégies pour les infrastructures des SIL;
- gérer le cycle de vie des infrastructures et planifier les besoins techniques et financiers;
- définir les standards de construction et les stratégies d'exploitation;
- assurer la veille technologique.

Gestion économique

- établir la tarification des infrastructures en fonction des contraintes légales et réglementaires ainsi que des exigences des parties intéressées;
- établir et suivre les budgets liés aux infrastructures;
- administrer la relation contractuelle avec les utilisateurs des infrastructures;
- garantir l'intégrité des données de consommation d'énergie et transmission aux acteurs du marché.

Bureau d'études et projets

- étudier, dimensionner et piloter la construction des infrastructures électriques (HT, MT, BT), télécoms, thermiques (chauffage à distance et gaz), y compris travaux génie civil;
- gérer, conduire et piloter les grands projets de la Ville liés aux infrastructures des SIL;
- assurer la saisie, la mise à jour et la disponibilité des informations du système d'information géographique.

Gestion multifluide des raccordements

- traiter et suivre les demandes de raccordement;
- gérer la relation contractuelle du raccordement;
- coordonner la réalisation et la mise en service des raccordements.

Grands projets

- piloter les projets hydroélectriques de Lavey, le retour de concession et la nouvelle concession;
- représenter les SIL dans des groupes de travail inter-directions ou des sociétés en participation (MBR, FMHL).

Administration du service

- administrer l'ensemble des flux administratifs du service de manière centralisée;
- gérer les flux administratifs pour les sociétés LFO S.A. et Boisy S.A. et le secrétariat de leur conseil d'administration.

Effectif du personnel**Plan des postes**

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Direction PAT	6.50	6.50	7.50	6.40
Etudes & projets	63.95	51.15	63.95	49.45
Gestion économique	8.83	7.80	8.83	8.60
Gestion multifluides racc. GMR	4.00	2.00	15.50	14.50
Gestion stratégique	26.50	24.30	25.70	19.60
Total service	109.78	91.75	121.48	98.55

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	11.71

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Direction PAT	7	6.50	7	6.40
Etudes & projets	54	51.15	52	49.45
Gestion économique	9	7.80	10	8.60
Gestion multifluides racc. GMR	2	2.00	15	14.50
Gestion stratégique	25	24.30	20	19.60
Total service	97	91.75	104	98.55

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
	–	–
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	15	13
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	4
Total service	16	17

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	1
Convention de départ	-
Décès	1
Démission	6
Départ à la retraite	4
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	1
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	1
Total service	15

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	2	0.15	2	0.16
Auxiliaires mensualisé·e·s	6	3.40	6	3.08
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*	-	*
Total service	8	3.55	8	3.24

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants**Axes-forts**

Tout au long de l'année, les travaux des trois lots des axes forts sur la commune de Renens se sont poursuivis avec les modifications des réseaux d'eau et du gaz et la mise en service des réseaux des lots 1 et 2. Sur la commune de Lausanne les travaux sur les lots 6 à 9 ont bien avancé avec plusieurs mises en service de réseaux.

Raccordement électrique des Plaines-du-Loup

Cinq sous-stations moyenne/basse tension (MT/BT) ont été construites et aménagées pour la mise en place de quatre regroupements pour la consommation propre (RCP), incluant l'infrastructure électrique pour les alimentations des bâtiments dans le cadre de micro-réseaux, et d'une communauté d'autoconsommateurs (CA).

Principales activités 2022**Gestion stratégique du patrimoine (GSP)**

La division est responsable de la gestion des actifs des infrastructures électriques, thermiques et télécoms. Dans ce cadre, elle planifie leur développement et leur renouvellement, optimise les coûts, gère les risques et contrôle la bonne tenue et la disponibilité des données et des outils nécessaires à leur gestion. Elle est également responsable de la planification et de la mise en œuvre des outils technologiques nécessaires dans le domaine smart et numérisation qui permettent d'accompagner les évolutions nécessaires des infrastructures dans un contexte de transition énergétique et d'objectifs ambitieux de politique climatique.

L'année a été marquée par l'élaboration des plans de gestion par domaine, qui a servi de base pour la préparation pour le déploiement de l'activité pour la législature en cours.

La division a activement participé au projet de déploiement des compteurs intelligents, notamment en contribuant à l'architecture et à la mise en place d'un système de mesure multifluide de bout en bout.

La division a également continué à soutenir le projet de mise en œuvre du nouveau système d'information géographique pour la cartographie des réseaux (LIDS-ELE), en remplacement du système SISOL, frappé d'obsolescence.

La division, en collaboration avec d'autres parties prenantes, travaille sur la décarbonisation du domaine thermique avec notamment le développement du chauffage à distance, le redimensionnement du réseau de gaz et la construction de nouvelles productions de chaleur renouvelables (valorisation de l'eau du lac, des eaux usées de la STEP et de la géothermie en particulier), propriété des SIL ou en partenariat.

Gestion économique du patrimoine (GEP)

La division a pour mission de gérer économiquement et administrativement les infrastructures. Ses objectifs permanents sont les suivants:

- établir le «costing» et le «pricing» des infrastructures en fonction des contraintes légales et réglementaires;
- établir et suivre les budgets (charges d'investissement et d'exploitation, revenus) liés aux infrastructures et aux projets;
- garantir l'intégrité des données de consommation d'énergie et assurer leur transmission selon les exigences réglementaires.

Les mandats internes de maintenance mis en place en 2020 ont fait l'objet de suivis quantitatifs et qualitatifs. Sur cette base, une planification des activités 2022 a pu être réalisée.

Les travaux relatifs à l'alignement des stratégies tarifaires d'utilisation des réseaux avec les évolutions des infrastructures se sont poursuivis afin de faire des propositions concrètes à la direction en 2023 (notamment dans les domaines de l'électricité et de la chaleur).

Suite à l'ouverture «sauvage» du marché du gaz décidée par la Commission de la concurrence (COMCO), sans attendre une régulation législative par la loi sur l'approvisionnement en gaz (LApGaz) pour remplacer l'accord de branche qui réglait les procédures et les seuils d'accès au marché jusqu'à cette décision, des solutions urgentes ont été mises en place afin de garantir l'accès complet au réseau de gaz à des fournisseurs tiers. Une harmonisation des systèmes d'acquisition et de traitement des données de mesure est en cours afin de disposer d'outils efficaces.

Bureau études et projets (BEP)

Le bureau d'études et de projets, qui regroupe les bureaux techniques du gaz, de l'électricité, du multimédia et du chauffage à distance, ainsi que les unités du Génie civil et du Relevé des infrastructures, a pour mission de garantir la bonne exécution des projets d'investissement d'infrastructures, d'en saisir les données et de réaliser la documentation.

En 2022, la section Relevé des infrastructures (RDI) a évolué d'une organisation par fluide à une organisation par activité multifluide, d'une part pour l'acquisition des données réseaux et d'autre part pour leur gestion et diffusion.

En 2022, plusieurs projets d'extension et de renouvellement du réseau électrique ont été réalisés avec une pose d'environ 47'300 mètres de tubes, ainsi que de nouveaux postes de transformation. Les principaux chantiers ont été les suivants:

- poste MT de Pierre-de-Plan; les travaux de remplacement sont en cours, tout le matériel a été livré, fin des travaux prévue en 2023;
- poste HT/MT de Pierre-de-Plan: réalisation d'un blindage de protection contre le rayonnement non ionisant suite aux recommandations de l'Inspection fédérale des installations à courant fort (ESTI) et de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV);
- extension du poste de Praz-Séchaud: projet du bâtiment terminé, mise à l'enquête en cours, retour prévu au 1^{er} semestre en vue de débiter les travaux à l'été 2023;
- poste MT de Lutry: renouvellement de la MT en cours, fin des travaux et mise en service prévue en janvier 2023.

Le réseau de chauffage à distance des SIL a été étendu de 1'097 mètres dans le cadre des nouveaux raccordements et de l'extension du réseau. Environ 881 mètres de conduites vétustes ont été renouvelés.

Les chantiers d'importance réalisés ont été les suivants:

- chemin de Renens 40 à Prilly: raccordement de 121 mètres sur le réseau pré-isolé 130° C;
- Biopôle SBB – BIO S.A. à Lausanne: raccordement de 80 mètres sur le réseau pré-isolé 90° C;
- chemin de Bellerive 32-36 à Lausanne: extension de 255 mètres sur le réseau pré-isolé 90° C;
- chemin des Croisettes à Epalinges: extension de 200 mètres sur le réseau pré-isolé 90° C;
- avenue du Grey 117 à Lausanne: assainissement de 335 mètres sur le réseau pré-isolé 130° C;
- avenue de Pierrefleur 38 à 48 à Lausanne: assainissement de 200 mètres sur le réseau caniveau 130° C.

	2019	2020	2021	2022
Longueur des conduites de CAD des SIL [km]	113.5	113.94	114.77	115.86
Longueur des conduites de CAD OUEST [km]	13.99	14.60	15.85	16.58

En 2022, les chantiers d'importance réalisés sur le réseau de gaz ont été les suivants:

- adaptation et déplacement des conduites hautes et basses pression dans le cadre du chantier du tram sur Renens (mise en service des réseaux des lots 1 et 2) et route de Genève à Lausanne (mise en service des réseaux des lots 6 et 7);
- sécurisation du réseau Pully Nord-Sud par la création d'une liaison haute pression toujours en cours;
- renouvellement d'environ 3'000 mètres de conduites du réseau haute-pression;
- renouvellement d'environ 3'450 mètres de conduites du réseau basse-pression;
- le réseau de distribution du gaz naturel a été diminué d'environ 750 mètres.

	2019	2020	2021	2022
Longueur des conduites de gaz [km]	757.1	760.1	760.9	760.2

Concernant le réseau télécom, 522 unités d'habitation ont été raccordées à Lausanne en 2022. Concernant le démantèlement du réseau hybride fibre optique-coaxial (HFC), la migration de la prestation internet sur le réseau de fibre optique a permis de supprimer plus de 600 amplificateurs en 2022.

Gestion multifuide des raccordements (GMR)

Cette nouvelle division est entrée en fonction en mars 2022 pour gérer l'ensemble des demandes de raccordement en énergies (électricité, gaz, chauffage à distance, installations de production d'énergie comme les centrales solaires photovoltaïques, les regroupements pour la consommation propre et les Communauté d'autoconsommation), ainsi que pour les raccordements de télécommunication à la fibre optique. Elle coordonne ses activités pour les raccordements en eau potable et d'assainissement avec le Service de l'eau sous un seul numéro de contact (021 315 87 87) pour tous les usagers des communes desservies.

Durant l'année 2022, les premiers modules de l'application informatique interservices pour la gestion unifiée des raccordements ont été mis en service, alors que les processus et interfaces avec les autres intervenants sont en voie d'achèvement. La documentation contractuelle a également été revue, tout comme les outils de communication et de demande de raccordement sur le site internet de la Ville.

Durant cette année, une trentaine de raccordements au réseau de gaz naturel ont été contractualisés pour une puissance à raccorder de l'ordre de 3.6 MW, alors qu'il y eu 200 suppressions de raccordements. Une vingtaine de raccordements au chauffage à distance ont été traité, représentant une puissance de près de 10 MW. Plus de 200 raccordements définitifs à

l'électricité ont été raccordés en 2022, qui s'ajoutent à quelque 100 raccordements provisoires de chantiers. La division gère également la validation des documents techniques pour les raccordements des installations de production d'énergie, telles que les centrales solaires photovoltaïques, ainsi que les raccordements de consommations particuliers comme les pompes à chaleur ou les bornes de recharges pour véhicules électriques. Le nombre de dossiers validés a plus que doublé depuis 2020, pour s'établir à plus de 700 dossiers durant l'année en revue.

Boisy TV S.A.

La procédure de liquidation de la société se poursuit. La radiation du registre du commerce a été demandée en fin d'année. L'actif disponible sera distribué aux actionnaires après vérification par l'Administration fédérale des contributions des derniers effets fiscaux et paiement du solde attendu par la société.

Service production et solutions énergétiques (PSE)

Principales missions du service

Usines hydrauliques et thermiques

- exploiter les installations dans le respect des normes de sécurité;
- exécuter les plans de maintenance définis par le Service patrimoine;
- intervenir en cas d'urgence, dans les délais impartis, pour assurer la qualité, la continuité et la disponibilité des infrastructures;
- construire les infrastructures en respectant les exigences de qualité, de délais et de coûts.

Solutions énergétiques

- traiter et réaliser les demandes techniques de la clientèle selon les contrats conclus;
- exploiter les projets et infrastructures sous gestion;
- établir des statistiques sur la base d'indicateurs.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Centre de conduite	19.95	19.95	-	-
Direction PSE	5.20	4.00	4.20	3.20
Eclairage public	16.40	15.20	-	-
Installations pour tiers	13.00	11.00	-	-
Solutions énergétiques	-	-	13.00	12.80
Usines hydrauliques	20.70	20.60	18.60	17.90
Usines thermiques	21.00	20.00	21.00	18.00
Total service	96.25	90.75	56.80	51.90

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	-39.45

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Centre de conduite	20	19.95	-	-
Direction PSE	5	4.00	4	3.20
Eclairage public	16	15.20	-	-
Installations pour tiers	11	11.00	-	-
Solutions énergétiques	-	-	13	12.80
Usines hydrauliques	21	20.60	18	17.90
Usines thermiques	20	20.00	18	18.00
Total service	93	90.75	53	51.90

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
	-	-
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	8	5
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	-
Total service	9	5

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	1
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	1
Départ à la retraite	5
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	8

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé-e-s à l'heure	1	0.08	-	-
Auxiliaires mensualisé-e-s	2	0.83	1	0.08
Auxiliaires payé-e-s au forfait	-	*	-	*
Total service	3	0.91	1	0.08

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Réorganisation et nouveau nom du service

Suite au départ de l'ancien chef de service, en juillet 2022, le service a été réorganisé et renommé. En effet, il se concentre désormais sur les activités de productions pures (thermiques ou électriques, avec notamment un rapprochement avec SI-REN S,A,) et les solutions énergétiques, anciennement nommées «prestations pour tiers», qui regroupent le contracting thermique et, depuis peu, les bornes de recharges pour voiture électrique pour la clientèle privée. M. Eric Constantin, ancien chef de Division des usines thermiques, a pris la fonction de chef de service dès le 1^{er} septembre 2022.

La Division du centre de conduite a rejoint le Service réseaux, beaucoup plus en lien avec son activité principale, alors que l'éclairage public a rejoint en partie le Service réseaux pour les collaborateurs de terrain, et le Secrétariat général pour le bureau technique.

Mesures spécifique aux usines thermique liées à la pénurie

Dans le cadre des mesures spécifiques prises pour faire face à la pénurie de gaz et l'obligation pour les installation bicomcombustible de commuter sur le mazout en cas d'aggravation de la crise, les réserves de mazout pour le chauffage à distance ont été augmentées de près de 1'300'000 litres afin de faire passer le taux de remplissage des citernes de 37% à 50%, tous sites confondus.

D'autre part, sur le site de l'usine de Pierre-de-Plan, des modifications de câblages ont été effectuées afin de pouvoir utiliser pour la production thermique, en cas de délestage électrique, le groupe électrogène de secours lié à l'ancienne turbine à gaz. L'acquisition de plusieurs groupes électrogènes mobiles permet désormais de maintenir entièrement l'activité du chauffage à distance en cas de coupure de courant. Dans ce cas toutefois, seuls les bâtiments disposant de courant seraient alimentés en chaleur.

Principales activités 2022

Usines thermiques

Suite à la mise en service de la deuxième chaudière de CADSTEP en 2021, le site est doté de $2 \times 24 \text{ MW}_{\text{th}}$, pour $40 \text{ MW}_{\text{th}}$ de puissance utile maximale correspondant à la capacité de la conduite de transport dans cette zone. Les derniers tests de puissance ont pu être entrepris afin de valider cette puissance de production en sortie de station.

Des mesures et adaptations ont été effectuées sur les différents sites, afin de quantifier au mieux les économies réalisables en cas d'escalade des plans d'actions dans le cadre de la pénurie éventuelle d'électricité ou de gaz.

L'année 2022 a connu une température moyenne annuelle de 12.2 degrés, en augmentation de 20.8% par rapport à 2021 (10.1 degrés). Concernant les degrés jours de chauffage, qui caractérisent les besoins de chauffage durant l'année, la valeur de 2022 a diminué à 2'781 degrés jours, soit 604 degrés jours de moins qu'en 2021. Ces 2'781 degrés jours sont inférieurs de 17.7% par rapport à la moyenne multi annuelle depuis 1971.

Les ventes de chaleur du chauffage à distance, corrigées en fonction des températures moyennes, ont baissé de 0.4% par rapport à 2021.

Usines hydrauliques

En 2022, l'aménagement hydroélectrique de Lavey a produit 361 GWh alors que la production moyenne des dix dernières années s'élève à 400 GWh.

L'apport d'eau en 2022 se caractérise par les faibles débits durant le 1^{er} semestre suite à un hiver doux, à une faible fonte consécutive au peu d'enneigement hivernal ainsi que d'un faible niveau de pluies. À noter que l'été extrêmement sec et chaud a induit un bas niveau de déverses, par sous-capacité de l'aménagement, malgré l'apport d'eau de la fonte des glaciers. Quant au mois de novembre extrêmement doux, il s'est singularisé par les faibles apports d'eau par turbinage des ouvrages à accumulation sis en amont de Lavey.

La révision de l'alternateur ainsi que de la turbine du groupe de production N° 2 a été faite de novembre 2021 à début juin 2022; elle fait suite à celle du groupe N° 3 et sera suivie par le groupe

N° 1 qui clôturera cette campagne de révision en 2023. Parallèlement, le remplacement des bornes du transformateur haute tension du groupe N° 2 a été réalisé comme sur les deux autres.

Les équipements de la station de pompage, dont le contrôle-commande utile au refroidissement des installations de production, ont été renouvelés de janvier à mai 2022.

Solutions énergétiques

Aux Plaines-du-Loup, les travaux de réalisation des installations de production de chaleur, sous forme de contracting thermique, se sont poursuivis sur le premier plan d'affectation (PA1).

Plusieurs chaufferies sont terminées et les premiers habitants de la pièce urbaine E ont emménagé.

Les activités de télégestion (contrôle à distance de 300 installations de production de chaleur) ont permis la mise en œuvre des mesures d'optimisation énergétiques et d'économie d'énergie décidées par la Municipalité dans le cadre de la première étape du plan d'actions lié à la pénurie énergétique.

Dans le contexte de la mobilité électrique croissante, la nouvelle prestation pour équiper les parkings des bâtiments multi-résidentiels de bornes de recharges pour véhicules électriques développée par le Secrétariat général, a été reprise par la division pour son déploiement. Des projets pilotes sont en cours de réalisation et une équipe dédiée a été créée.

Service réseaux (RES)

Principales missions du service

Direction du service

- établir et suivre la mission du service en lien avec la mission et la stratégie des SIL;
- assurer la gestion administrative et superviser les activités du service;
- s'assurer de la bonne application de la gestion qualité, environnement, et santé et sécurité au travail.

Planification des activités

- établir le calendrier des chantiers et planifier les ressources;
- suivre et coordonner les ressources des chantiers selon le calendrier;
- gérer la disponibilité du matériel pour les chantiers;
- garantir la conformité des installations électriques basse tension internes aux SIL (OIBT).

Sécurité des installations et comptage

- traiter les demandes techniques de la clientèle;
- déployer les compteurs intelligents;
- assurer la pose et annoncer la mise en service du comptage;
- assurer l'infrastructure de télérelève et de télégestion;
- gérer le contrôle périodique de la qualité des raccordements et des infrastructures intérieures (OIBT, gaz.).

Exploitation gaz et chauffage à distance

- construire les infrastructures en respectant les exigences de qualité, de sécurité, de délais et de coûts;
- exécuter les plans de maintenance;
- intervenir en cas d'urgence pour assurer la disponibilité des infrastructures.

Exploitation électricité et multimédias

- construire les infrastructures en respectant les exigences de qualité, de sécurité, de délais et de coûts;

- exécuter les plans de maintenance;
- intervenir en cas d'urgence pour assurer la disponibilité des infrastructures.

Centre de conduite

- surveiller en continu le fonctionnement des infrastructures pour détecter les potentiels d'amélioration;
- collecter et diriger les appels pour les transmettre aux différents piquets;
- coordonner les interventions avec les équipes de construction et maintenance;
- gérer l'engagement ou le délestage des productions en fonction des contraintes des infrastructures et des mouvements d'énergie.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Centre de conduite	–	–	21.95	20.95
Direction RES	4.00	3.80	5.20	5.20
Exploitation éle/multi	78.35	72.25	84.15	81.45
Exploitation GAZ/CAD	31.00	28.00	33.00	32.00
Planification activités	9.00	9.00	10.00	9.00
Sécurité des inst. et comptage	55.60	37.30	49.40	40.40
Total service	177.95	150.35	203.70	189.00

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	25.75

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nb	ept	nb	ept
Centre de conduite	–	–	21	20.95
Direction RES	5	3.80	6	5.20
Exploitation éle/multi	74	72.25	83	81.45
Exploitation GAZ/CAD	28	28.00	32	32.00
Planification activités	9	9.00	9	9.00
Sécurité des inst. et comptage	38	37.30	41	40.40
Total service	154	150.35	192	189.00

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2021	31 décembre 2022
	nb	nb
	–	–
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2022	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	13	26
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	4	2
Total service	17	28

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	1
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	6
Départ à la retraite	6
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	13

Auxiliaires

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	2	0.30	2	0.09
Auxiliaires mensualisé·e·s	22	12.75	21	9.97
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*	-	*
Total service	24	13.05	23	10.06

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants**Intégration d'une division et d'une unité**

La Division centre de conduite et l'Unité réalisation éclairage public ont intégré le Service réseaux le 1^{er} septembre 2022. Les deux étaient auparavant au Service production.

Manifestations majeures

Le service a mis à disposition, entre autres, toute l'infrastructure pour la fourniture en électricité et multimédia pour le Tour de Romandie et le Tour de France.

Axes forts

Les chantiers sur les infrastructures des SIL en lien avec Axes forts ont débuté.

Préparation à la gestion de crise en cas de pénurie en approvisionnement en énergie

Préparation intensive du fonctionnement du service en prévision d'un éventuel délestage électrique ou d'une perte de pression dans le réseau de gaz.

Principales activités 2022**Division planification des activités (PLA)**

La division a pour objectif d'assurer une planification des ressources de terrain en fonction des mandats de construction et de maintenance des infrastructures réseaux des SIL. Elle garantit la coordination transversale entre les bureaux techniques et la réalisation sur le terrain. Grâce à son expertise, elle optimise l'utilisation des ressources du service. La projection pour la planification des projets de construction et les mandats de fonctionnement pour chacun des fluides ont permis de disposer d'une vision globale du volume des activités et d'une prévision des besoins des différentes ressources pour les deux années à venir. Cela a aussi permis, en ces temps de difficultés d'approvisionnement, d'anticiper les commandes de sorte à s'assurer de

la disponibilité du matériel nécessaire. Le suivi de l'approvisionnement du matériel a fait l'objet d'une attention toute particulière.

La division s'occupe également de garantir la conformité des installations électriques basse tension des SIL en assurant la validation ou l'exécution des avis d'installation dans les domaines de l'ordonnance sur les installations électriques à basse tension (OIBT), en s'assurant de la veille législative, de l'application et du suivi des procédures dans le respect des lois, des normes légales et des règles. Le rôle d'expert est également assuré dans le domaine des installations à basse tension OIBT pour l'ensemble des SIL.

Se basant sur des retours réguliers du terrain et sur les diverses évolutions techniques, la division informe régulièrement les collaboratrices et collaborateurs de terrain des SIL des améliorations du matériel, des méthodes de travail et de sécurité et fait des propositions dans ce sens en mettant également en place de nouvelles procédures métiers.

Le centre d'appel des branchements gaz assure la planification, la plausibilité de l'intervention, la coordination et la distribution du travail sur les installations intérieures gaz selon les demandes internes et externes pour leur réalisation.

Sécurité des installations et comptage

Dans le cadre du traitement des documents techniques selon l'ordonnance sur les installations électriques à basse tension (OIBT), 9'667 rapports de sécurité ont été traités et validés dont 2'983 découlant des avis d'installation qui ont été déposés par des électriciens. Près de 7'508 demandes de contrôle périodique ont été envoyées aux propriétaires. Concernant les contrôles sporadiques, les contrôleurs OIBT ont réalisé 636 contrôles.

La pose ou le remplacement de 2'529 compteurs conventionnels a été réalisé afin de répondre aux demandes de la clientèle, et 938 compteurs remplacés pour répondre aux obligations légales fixées par l'Institut fédéral de métrologie (état de situation au 30 novembre 2022).

En ce qui concerne le déploiement des compteurs intelligents, une batterie de tests dans divers quartiers de Lausanne a été effectuée, ce qui a permis d'améliorer les processus. Des recrutements ont eu lieu et se poursuivront jusqu'en début 2023 pour compléter l'équipe. Un investissement important a été consacré à la formation du personnel. Enfin, le déploiement a débuté en septembre et a permis d'installer plus de 4'000 compteurs intelligents. Pour soutenir les équipes internes, un appel d'offre de mise à disposition de personnel externe a été réalisé pour couvrir les besoins sur les six premières zones de déploiement (env. 12'000 compteurs).

L'équipe s'occupant de la gestion des contrôles des branchements gaz a envoyé durant cette année plus de 4'300 courriers afin d'informer la clientèle qu'un contrôle de leur conduite les raccordant au gaz est nécessaire. Lors de ces contrôles, 4'074 branchements se sont révélés sans défaut, donc sécurisés. Les processus de travail liés à cette activité sont en cours d'amélioration et devraient être entièrement optimisés courant 2023.

Dans le cadre de l'activité de contrôle de conformité et de comptage pour le gaz, ont eu lieu plus de 690 contrôles et remplacements de compteurs gaz, 54 mises en service de nouvelles installations ainsi que la vérification de 106 chaudières après remplacement.

Le nouvel outil de dématérialisation des ordres de travail mis en production 2021 fonctionne à satisfaction et a permis de créer 7'357 ordres de travail électriques, tout fluide confondu, dont 3'980 pour le déploiement des compteurs intelligents. Des évolutions sont en cours pour améliorer encore le fonctionnement d'après les retours terrain.

Exploitation électricité et multimédia (EEM)

La division construit, maintient et dépanne les réseaux de distribution d'électricité et les réseaux coaxiaux et de fibre optique du multimédia, en grande partie sur mandat de LFO S.A. pour ces derniers.

La Section réalisation assure les missions suivantes:

- construction, rénovation et maintenance du réseau souterrain moyenne tension (MT) et basse tension (BT), ainsi que des postes de transformation MT/BT;
- entretien des lignes aériennes MT/BT, ainsi que des prises souterraines et coffrets d'introduction; pose des protections sur les lignes aériennes lors de travaux externes à proximité de ces dernières; construction des nouveaux branchements souterrains;

- alimentation en électricité des différentes manifestations qui se déroulent durant l'année; gestion des demandes en énergie électrique provisoires pour les chantiers et facturation de ces prestations. Les alimentations se font depuis les postes de transformation MT/BT et les armoires de distribution BT, plus rarement depuis une ligne aérienne;
- fourniture de l'outillage adéquat pour les monteurs du service et de l'éclairage public; gestion du stock et commande du matériel, de l'outillage et des câbles; tirage des câbles MT/BT. Gestion de la déchetterie SIL à Malley.

Les collaboratrices et collaborateurs de la section effectuent également du service de picquet 2 (MT) ou 3 (BT) tout au long de l'année pour assurer une fourniture en électricité et un service de qualité.

L'équipe Entretien a travaillé en particulier à la maintenance des équipements suivants:

- postes HT: révision des disjoncteurs MT aux postes de Flumeaux et de Sébeillon, ainsi que le contrôle de divers relais de protection et la mesure des terres aux postes HT de Galicien et Boisy;
- lignes HT: inspection annuelle des quatre lignes 125 kV et émondage d'arbres, ainsi que le contrôle de divers relais de protection;
- transformateurs HT: des prélèvements d'huile sur les différents transformateurs pour diagnostic sont réalisés chaque année afin de garantir une disponibilité optimale de ces équipements; cette année, c'est le poste HT de Romanel qui a été révisé;
- postes MT/BT: contrôle et entretien de 133 postes MT/BT;
- armoires BT: contrôle et entretien de 198 armoires.

L'équipe Grandes stations a œuvré au poste HT de Pierre-de-Plan pour le remplacement des cellules 11 kV, y compris le contrôle commande et les équipements de télécommande centralisée. Elle a également assuré la rénovation du contrôle commande des équipements MT, la modernisation des équipements de télécommande centralisée et le renouvellement des services auxiliaires du poste HT de Lutry.

La Section multimédia assure la maintenance des réseaux télécoms coaxial, de fibre optique et des centraux, les dépannages et les mises en service chez la clientèle, notamment pour le compte de LFO S.A. sur la commune de Lausanne. Elle pose des génératrices en cas d'arrêt de courant programmé et propose des accès à internet pour des manifestations. Les faits marquants principaux ont été les suivants:

- poursuite du projet de démantèlement du réseau HFC et migration des clientes et clients vers le réseau de fibre optique de LFO S.A.;
- 2'820 interventions chez la clientèle et sur les réseaux;
- 1'400 prises optiques construites;
- début de la construction des prises OTO en vue du déploiement des compteurs smart.

Exploitation gaz et chauffage à distance

La mission de la division est d'assurer la réalisation, la maintenance, le dépannage et l'exploitation des réseaux de chauffage à distance des SIL et de CADOUEST S.A. et du réseau de gaz.

Le réseau de gaz est présent sur plus de 40 communes, il se déploie de Lutry à Gland, ce qui représente plus de 750 km de conduites et plus de 16'600 raccordements. Une partie du réseau a été contrôlée à l'aide d'un véhicule spécialisé dans la détection des fuites. La détection a été menée en grande partie durant la nuit afin de minimiser l'impact sur le trafic routier et garantir la sécurité du personnel. Les parties inaccessibles avec le véhicule ont été contrôlées à pied. Cette action a permis de faire réparer plus de 140 fuites. Les fuites faibles sont, elles, maintenues sous surveillance et contrôlées à intervalles réguliers.

Des travaux d'entretien et de rénovation du réseau ont nécessité des remplacements de conduites et de vannes. Une charge importante de travail a été due aux modifications des réseaux de transports et de distribution en vue des axes forts de transports publics et au tracé du tram en particulier.

Un nombre d'avaries bien plus important que par le passé a été causé sur le réseau de gaz par des entreprises tierces, 18 fois en 2022, alors que par le passé entre six et huit avaries étaient enregistrées. Elles occasionnent à chaque fois des interventions d'urgence.

Le réseau de chauffage à distance s'étend sur 113 km et dispose de quelques 1'000 chambres techniques. Les spécialistes sont intervenus tout au long de l'année afin de réaliser principalement les différentes rénovations planifiées sur les installations et les raccordements courts. Les différentes inspections ont permis de déceler et réparer des fuites d'eau surchauffée. Le service de piquet a dû intervenir à 47 reprises dont 34 à la demande de clientes et clients. Près de 600 compteurs de chaleur ont été remplacés dans le cadre des remplacements périodiques. Le mandat pour l'exploitation du réseau de CADOUEST S.A. s'est poursuivi à la satisfaction des deux parties.

Centre de conduite

En 2022 le total de l'énergie distribuée par les SIL s'est monté à 1'320 GWh soit une hausse de 0.6% par rapport à 2021. La charge maximum du réseau a atteint la valeur de 230 MW le mercredi 16 février entre 12h00 et 13h00 par une température extérieure de 3.1° C. Avec une valeur de 12.3° C, la température annuelle moyenne a été supérieure de 1.4° C à la moyenne multi annuelle 19812010 de l'institut suisse de météorologie.

Le tableau ci-dessous donne la répartition de cette distribution entre le réseau SIL et les réseaux avals qui sont ceux du SIE, Pully, Paudex, Belmont-sur-Lausanne, Romanel-sur-Lausanne, Lutry et Saint-Maurice:

Energie distribuée dans le réseau SIL (y compris pertes réseau)	854 GWh	64.7%
Energie distribuée vers les réseaux avals	466 GWh	35.3%
Energie totale distribuée au réseau SIL et réseaux avals	1320 GWh	100%

Le tableau ci-dessous donne la répartition entre l'énergie soutirée au réseau amont du SIL et celle produite par des installations de production raccordées au réseau SIL. Les principales installations de productions sont Lavey et Tridel:

Energie soutirée au réseau amont	862 GWh	65.3%
Energie produite dans le réseau SIL	458 GWh	34.7%
Total	1320 GWh	100%

Le réseau MT 6 kV a été entièrement passé à 11 kV, excepté le réseau valaisan desservant les communes de Saint-Maurice et de Collonges.

Le risque de pénurie d'énergie électrique a nécessité une révision approfondie des plans de délestage OSTRAL, une préparation intensive et des échanges soutenus avec la direction d'OSTRAL et les services cantonaux.

SI-REN S.A.

Historique de la société

- SI-REN S.A. a été créée le 10 décembre 2009 et enregistrée au registre du commerce du Canton de Vaud le 16 décembre 2009. Son capital-actions est de CHF 30'000'000.-;
- le capital de la société a été sollicité par le rapport-préavis N° 2009/27, adopté par le Conseil communal le 27 octobre 2009;
- le Conseil communal a apporté plusieurs amendements aux conclusions, dont les nouvelles conclusions 1bis et 1ter qui prévoient respectivement «d'obtenir de la Municipalité qu'elle informe le Conseil communal des activités de

- cette société, même a posteriori, comme si elles étaient le fait des Services industriels», et «de soumettre cette société au contrôle de la Commission de gestion au même titre que l'Administration de la Ville de Lausanne»;
- la Municipalité, pour respecter la demande d'information du Conseil communal, a décidé de rendre compte des activités de SI-REN S.A. via le rapport de gestion des SIL. Elle transmet également le rapport de gestion de la société SI-REN S.A. aux commissaires de gestion et des finances des sous-commissions des SIL.

But de la société (article 2 des statuts)

La société a pour but l'étude, la construction et l'exploitation d'installations de production ainsi que la fourniture d'énergie dans le domaine des énergies renouvelables en Suisse et à l'étranger. Elle pourra également conduire des projets de recherche fondamentale et appliquée dans tous les domaines des énergies renouvelables, conceptualiser et commercialiser des produits et services dans ce domaine, ainsi que procéder à la réalisation de projets de recherche sous toute autre forme. Elle peut effectuer, elle-même ou par l'intermédiaire de tiers, toutes opérations en rapport direct ou indirect avec son but, y compris dans le domaine de la propriété intellectuelle, en Suisse et à l'étranger. La société peut acquérir, détenir et aliéner des immeubles. La société peut exercer toutes les activités commerciales, financières – notamment à travers des prises de participation en Suisse et à l'étranger – ou autres en rapport avec son but.

Effectif du personnel

La société compte 7.3 EPT au 31 décembre 2022.

Principales activités 2022

Plan solaire photovoltaïque

En 2022, les centrales photovoltaïques de SI-REN S.A. ont produit plus de 13 GWh, soit l'équivalent de la consommation de 5'200 ménages consommant 2'500 kWh par an, avec 74 installations en service, totalisant une puissance installée de 13.196 MW.

Le déploiement photovoltaïque s'est poursuivi en 2022: sept nouvelles centrales solaires ont été réalisées et mises en service pour une puissance cumulée de 473.8 kW. 12 centrales de l'éco-quartier des Plaines-du-Loup, d'une puissance cumulée de 1'156 kW seront mises en service dans le courant du premier trimestre de 2023. Ces centrales pourtant majoritairement finalisées en 2022 déjà, n'ont pas pu être couplées au réseau électrique dans l'année écoulée, dans la majorité des cas en raison de retards dans la disponibilité des tableaux électriques des bâtiments.

Au 31 décembre 2022, neuf centrales solaires étaient en cours de chantier, totalisant une puissance de 650 kW. Leurs mises en service sont programmées au printemps 2023.

La production des centrales photovoltaïques de SI-REN S.A. peut être consultée en direct depuis le site internet www.si-ren.ch.

Projet EolJorat Sud

Lancé en 2007, le projet EolJorat Sud compte huit éoliennes prévues entièrement sur le territoire communal et sur des terrains propriété de la Ville. Le parc EolJorat Sud devrait produire plus de 60 GWh/an.

Le plan partiel d'affectation (PPA) EolJorat secteur Sud, adopté par le Conseil communal le 22 septembre 2015, a obtenu l'approbation préalable du Département cantonal du territoire et de l'environnement le 8 juin 2016. Le projet a fait l'objet de recours auprès de la Cour de droit administratif et public (CDAP) qui a rendu un arrêt le 1^{er} octobre 2019 déboutant les les recourantes et recourants.

Ces dernières et ces derniers ont alors porté l'affaire devant le Tribunal fédéral dont l'arrêt, rejetant définitivement le recours, a été rendu le 1^{er} mars 2022.

Suivant l'entrée en force du plan partiel d'affectation, le Conseil d'administration de SI-REN S.A. a décidé de déposer, en décembre 2022, le dossier de la demande de permis de construire pour l'examen préalable auprès des autorités cantonales. La dépose formelle de la demande de permis de construire sera réalisée courant 2023, pour une mise en service espérée en 2026.

Alpine Geothermal Power Production (AGEPP S.A.)

La société AGEPP S.A., qui vise à exploiter l'énergie thermique renouvelable fournie par la géothermie à Lavey, bien que forte de la réussite d'un forage de presque 3 km, doit toutefois faire face à l'absence de la ressource attendue. En effet, alors qu'une température supérieure à 110° C est bien présente, le débit d'eau thermale projeté de 40 litres par seconde n'est pas atteint.

Des solutions pour pallier cette situation sont en cours d'évaluation et le Conseil d'administration se décidera en 2023 sur la valorisation possible du forage.

SI-REN S.A. possède 21.72% de la société AGEPP S.A., créée en 2017. Les autres actionnaires sont Holdigaz S.A. (21.72%), Romande Energie Holding S.A. (15.74%), EOS Holding S.A. (19.11%), CESLA S.A. (15.20%), la Commune de Saint-Maurice (4.34%) et la Commune de Lavey-Morcles (2.17%).

Palézieux Bio-énergies S.A.

SI-REN S.A. détient 39% du capital de l'installation de biogaz agricole. Conformément aux exigences du biogaz agricole, la famille paysanne Ramseyer en détient 51%, la commune d'Oron 10%.

En 2022 l'installation de bio méthanisation agricole, avec ses deux moteurs, a produit 1.2 GWh d'électricité nette (1.5 GWh en 2021) et valorisé 0.55 GWh de chaleur (0.67 GWh en 2021) qui ont permis de chauffer l'exploitation agricole et en partie le collège de Palézieux-Village. Des intrants moins énergétiques mais locaux ont majoritairement alimenté le digesteur en 2022.

L'installation bénéficie de la rétribution à prix coûtant pour la vente de l'électricité jusqu'en 2035.

Montéole SAS (parc éolien Monts Bergerons I)

SI-REN S.A. possède depuis 2012 une participation de 51% dans la société Montéole SAS, aux côtés d'EOS Holding S.A. Montéole SAS possède le parc Monts Bergerons I situé dans le département de la Somme (région Picardie), en service depuis 2008 et doté de cinq éoliennes Sanvion de 2 MW.

Afin de profiter de tarifs de reprise élevés sur le marché, le parc a été sorti du système français de rétribution à prix coûtant obtenu jusqu'en 2023, de manière anticipée, en septembre 2022. L'énergie électrique produite est désormais reprise par l'agrégateur Agregio SAS (filiale d'EDF S.A.) par un contrat qui s'étend jusqu'en 2024.

La production annuelle 2022 s'est élevée à 18.3 GWh (18.1 GWh en 2021), une production annuelle inférieure à la moyenne mesurée depuis 2009 (19.7 GWh/an). Comme observé en 2021, des conditions de vent moins favorables en 2022 sont la raison principale de cette baisse de production.

LFO S.A.

Historique de la société

- LFO S.A. a été créée le 28 janvier 2013 et enregistrée au registre du commerce du Canton de Vaud le 8 février 2013. Son capital-actions est de CHF 10'000'000.-;
- le capital de la société a été sollicité par le rapport-préavis N° 2012/27 adopté par le Conseil communal le 13 novembre 2012;

- la Commission de gestion (25^e observation 2013) a demandé que les activités de cette société soient présentées au Conseil communal et fassent l'objet d'un chapitre particulier du rapport de gestion.

But de la société (article 2 des statuts)

La société a pour but l'acquisition, la construction, l'exploitation et la commercialisation de réseaux pour le transport d'information; elle assure en outre leur évolution. La société peut:

- exercer toute activité financière, commerciale ou industrielle, mobilière ou immobilière, en rapport direct ou indirect avec son but;
 - participer à toutes entreprises ayant un rapport direct ou indirect avec son but.
-

Effectif du personnel

La société n'a pas de personnel. Elle mandate les équipes des SIL pour la construction et l'entretien des réseaux. Sa direction opérationnelle est assurée sur mandat par un collaborateur spécialisé du Service patrimoine.

Principales activités 2020

Extension de la fibre optique

1'075 unités d'habitation ont été raccordées à Lausanne en 2022, représentant plus de 70 nouveaux raccordements FTTH.

Démantèlement du réseau HFC

La migration de la prestation internet HFC sur le réseau de fibre optique permet de poursuivre le démantèlement du réseau HFC avec plus de 894 amplificateurs supprimés en 2022.

Migration des données du réseau FTTH sur un nouveau SIG

L'ensemble des données du réseau FTTH à Lausanne a été migrée, de son ancien outil d'inventaire, sur le nouveau SIG au mois de novembre 2022.

Smart Metering

LFO S.A. fournit la connectivité, au travers de sa fibre optique, permettant aux SIL, dans leur rôle de gestionnaire du réseau électrique, de remonter les données des premiers compteurs intelligents installés en 2022.



Registre des représentations 2022

Avant-propos

La cinquième édition du registre des représentations recense 127 entités et 227 mandats de représentation répartis entre 71 personnes.

Par la détention de participations financières ou l'octroi de subventions, la Ville a la possibilité d'être représentée au sein des Hautes Directions de personnes morales. Dans ce cadre, le présent registre expose les entités dans lesquelles la Ville est formellement représentée au 31.12.2022, en y détaillant les représentantes et représentants ainsi que les objectifs stratégiques que celle-ci entend poursuivre.

Par ailleurs, la Municipalité établit formellement et communique les objectifs stratégiques qu'elle poursuit et entend atteindre par la détention de participations ou l'octroi de subventions d'une part en les intégrant de manière systématique au présent registre et d'autre part en les communiquant personnellement aux représentantes et représentants de la Ville au moyen de lettres de mission.

Les entités sont réparties selon la typologie du tableau ci-dessous:

Nombre de personnes morales						
direction de tutelle	S.A.	Fondation de droit privé	Association	Coopérative	Fondation et entreprise de droit public	Total général
1 CD	4	23	2	-	2	31
2 SE	3	4	-	-	-	7
3 SCS	2	7	10	-	1	20
4 LEA	10	6	1	13	-	30
5 EJQ	-	6	-	-	1	7
6 FIM	8	1	-	-	-	9
7 SIL	20	-	3	-	-	23
Total général	47	47	16	13	4	127

Registre des représentations 2022

Registre des représentations de la Ville de Lausanne et des objectifs stratégiques liés aux participations – Etat au 31 décembre 2022

Sociétés Anonymes (S.A.)	360
1. Culture et développement urbain	360
Beaulieu S.A.	360
S.I. Conservatoire de Lausanne S.A.	360
SI EJMA Lausanne S.A.	360
Vaud-Fribourg TV S.A.	361
2. Sécurité et économie	361
Biopôle S.A.	361
Epura S.A.	361
Tunnel du Grand Saint-Bernard S.A.	361
3. Sports et cohésion sociale	362
Centre sportif de Malley S.A.	362
Maison du Sport International S.A.	362
4. Logement, environnement et architecture	362
Bâtir A S.A.	362
La Maison Ouvrière B S.A.	363
La Maison Ouvrière C S.A.	363
La Vidynette A S.A.	363
Le Geai S.A.	364
Logis familial S.A.	364
Bâtir B S.A.	364
Bâtir C S.A.	364
S.I. Tour d'Entrebois A S.A.	365
SILL S.A. Société immobilière lausannoise pour le logement	365
6. Finances et mobilité	366
Compagnie du chemin de fer Lausanne-Echallens-Bercher – sans lettre de mission	366
CRIDEC, Centre de ramassage et d'identification des déchets spéciaux S.A.	366
GEDREL S.A.	366
ISDS Oulens S.A.	366
Parkings-Relais lausannois S.A.	367
Transports publics de la Région Lausannoise S.A.	367
TRIDEL S.A. (via GEDREL S.A.)	367
Groupe CGN S.A.	368
7. Services industriels	368
AGEPP S.A. (via SI-REN S.A., EOS Holding S.A. et Romande Energie Holding S.A.) – sans lettre de mission	368
Cadouest S.A.	368
EOS Holding S.A.	368
EOS NER S.A. – sans lettre de mission	369
Forces motrices de l'Aboyeu S.A.	369
Forces Motrices Hongrin-Léman S.A. (FMHL)	369
Gaznat S.A.	369
LaZur Energie S.A.	369
LFO S.A.	370
MBR S.A.	370
Neo technologies S.A. (vendue en décembre 2022)	370
netplus.ch S.A.	370
Petrosvibri S.A. (Via Gaznat S.A.) – sans lettre de mission	371
RhônEole S.A.	371
Romande Energie S.A. – sans lettre de mission	371

Securelec-Vaud S.A.	371
SI-REN S.A.	372
Spontis S.A.	372
Swisspower S.A.	372
Geool S.A.	372
Fondations de droit privé	373
1. Culture et développement urbain	373
Cinémathèque suisse	373
Ecole de Jazz et de Musique Actuelle de Lausanne	373
EML fondation Ecole de musique de Lausanne	373
Fondation Arsenic	373
Fondation Bégart Ballet Lausanne	374
Fondation Capitole	374
Fondation de la Haute Ecole de Musique Vaud Valais Fribourg et du Conservatoire de Lausanne	374
Fondation de l'Hermitage Donation Famille Bugnion	374
Fondation du Petit Théâtre de Lausanne	375
Fondation du Théâtre Boulimie	375
Fondation du Théâtre Kléber-Méleau	375
Fondation Ensemble Vocal de Lausanne	375
Fondation Festival de la Cité	376
Fondation Jean Monnet pour l'Europe	376
Fondation pour l'art dramatique (Théâtre de Vidy)	376
Fondation pour l'art musical, lyrique et chorégraphique (Opéra de Lausanne)	376
Fondation pour les musiques actuelles (Les Docks)	377
Fondation romande pour la chanson et les musiques actuelles	377
Fondation romande pour le cinéma (Cinéforum)	377
Fondation Sinfonietta de Lausanne	377
Orchestre de chambre de Lausanne (OCL)	378
Fondation lausannoise pour le rayonnement de la BD	378
Centre de traduction littéraire de l'Université de Lausanne	378
2. Sécurité et économie	379
Fondation pour le commerce lausannois	379
Fondation urgences santé	379
Fondation pour l'innovation technologique	379
Fonds de prévoyance du Corps de la police municipale de Lausanne	379
3. Sports et cohésion sociale	380
Académie Internationale des Sciences et Techniques du Sport (AISTS)	380
Centre mondial du cyclisme	380
Fondation Centre Sport – Etudes	380
Fondation lausannoise d'aide par le travail (F.L.A.T.)	380
Fondation Olympique pour la Culture et le Patrimoine	381
Fondation Soins Lausanne	381
Fonds Edouard et Hortense Pache	381
4. Logement, environnement et architecture	381
Fondation Val Paisible	381
FMEL (Fondation Maisons pour Etudiants – Lausanne)	382
Fondation Daniel et Liliane Courvoisier	382
Fondation Lausannoise pour la Construction de Logements (FLCL)	382
Fondation Pro Habitat	383
FSLE (Fondation Solidarité Logement pour les Etudiants)	383
5. Enfance, jeunesse et quartiers	383
Fondation Bellet	383
Fondation de l'espace des inventions	384
Fondation La Pouponnière et l'Abri	384
Fondation Malley-Prairie	384

Fondation pour un Centre œcuménique et de quartier du Bois-Gentil	384
Fondation Organopole	385
6. Finances et mobilité	385
Fondation pour un Centre d'Education permanente	385
Associations	385
1. Culture et développement urbain	385
Union mondiale des villes olympiques	385
Lausanne tourisme	385
3. Sports et cohésion sociale	386
Association pour la promotion de la course à pied en ville de Lausanne	386
Association Athletissima	386
Association 3×3 FIBA WorldTour	386
Association de la Journée lausannoise du vélo	387
Association « Tour de Romandie – épreuve de Lausanne »	387
Association des « Volontaires sportifs Lausannois »	387
Association du Lausanne Marathon	387
Association du Triathlon de Lausanne	388
Association Lausanne Inspiration 2020	388
Comité d'organisation pour les Jeux Olympiques de la Jeunesse 2020 (COJOJ)/ Lausanne 2020 – sans lettre de mission	388
4. logement, environnement et architecture	388
Association Jorat Parc naturel	388
5. Services industriels	389
Communauté d'intérêt pour la formation des électriciens de réseau (CIFER)	389
Distributeurs multi-fluides romands (MULTIDIS)	389
Société des Gaziers de la Suisse romande	389
Coopératives	389
4. Logement, environnement et architecture	389
Société coopérative d'habitation des employés du rail	389
Boipac – Société coopérative	390
Coopérative Cité Derrière	390
Coopérative Tunnel-Riponne	390
L'Habitation Féminine Société Coopérative	391
Logacop société coopérative	391
Logement idéal	391
S.C. Avenue Vinet 31	391
S.C.I. Clair Logis Lausanne B	392
Société coopérative des sites et espaces verts de la région lausannoise (SOCOSEV)	392
Société coopérative d'habitation Lausanne (SCHL)	392
Société Coopérative d'Habitation Unia	393
SODEFOR société coopérative	393
Fondation et entreprises de droit public	393
1. Culture et développement urbain	393
Fondation pour l'enseignement de la musique	393
Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne (CPCL)	394
3. Sports et cohésion sociale	394
Caisse cantonale vaudoise de compensation AVS/AI/APG	394
5. Enfance, jeunesse et quartiers	394
Fondation pour l'accueil de jour des enfants (FAJE) – sans lettre de mission	394

Registre des représentations de la Ville de Lausanne et des objectifs stratégiques liés aux participations – Etat au 31 décembre 2022

Sociétés Anonymes (S.A.)

1. Culture et développement urbain

Beaulieu S.A.

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président	Syndic	Junod, Grégoire
Administrateur	Chef du Service des finances	Bourquin, Emmanuel
Secrétaire (hors CA)	Conseiller stratégique	Bernard, Fabrice

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer la bonne marche et le développement du site de Beaulieu conformément au préavis N° 2018/60	Gérer et exploiter le complexe immobilier du Palais de Beaulieu et accompagner la Municipalité dans le développement du périmètre des halles nord et du front Jomini

S.I. Conservatoire de Lausanne S.A.

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Syndic	Junod, Grégoire
Administrateur	Conseiller municipal EIQ	Payot, David

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer la bonne gestion immobilière d'un immeuble dont la mission est d'accueillir une école de musique au sens de la LEM	<ul style="list-style-type: none"> — Offrir des locaux adaptés à l'enseignement de la musique et des conditions locatives au prix coûtant, tenant compte des besoins de financement, d'entretien et d'amortissement du bâtiment — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne, unique entité finançant le loyer de l'école de musique — Disposer d'un suivi de l'état du bâtiment et des rénovations en cours et futures

SI EJMA Lausanne S.A.

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Adjointe administrative – Ecoles de musique	Breitenstein Knobel, Maya
Vice-Président	Adjoint au chef du service ARLO	Salyador, Ahmet

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer la bonne gestion immobilière d'un immeuble dont la mission est d'accueillir une école de musique au sens de la LEM	<ul style="list-style-type: none"> — Offrir des locaux adaptés à l'enseignement de la musique et des conditions locatives au prix coûtant, tenant compte des besoins de financement, d'entretien et d'amortissement du bâtiment — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne, unique entité finançant le loyer de l'école de musique — Disposer d'un suivi de l'état du bâtiment et des rénovations en cours et futures

Vaud-Fribourg TV S.A.**Représentant·e·s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller stratégique	Bernard, Fabrice
Administrateur·trice		Vacant

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Fournir une information locale de qualité	<ul style="list-style-type: none"> — Offrir un média télévisuel de service public régional, produisant et diffusant des contenus destinés à couvrir l'actualité locale pour en informer la population lausannoise — Assurer un modèle médiatique indépendant des critères politiques ou d'audience, plaçant le critère commercial en second plan

2. Sécurité et économie**Biopôle S.A.****Représentant·e·s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer l'activité économique sur les terrains du plan d'affectation cantonal n° 309 «Vennes»	Favoriser l'implantation d'activités à forte valeur ajoutée, principalement dans le domaine biologique et médical, accessoirement dans d'autres technologies, ainsi que de quartiers généraux, y compris à vocation internationale et de tourisme d'affaires

Epura S.A.**Représentant·e·s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine
Vice-président	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier
Administrateur	Chef du Service des finances	Bourquin, Emmanuel
Administrateur	Chef du Service de l'eau	Apothéloz, Sébastien

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Garantir à la population lausannoise et aux communes de l'entente CISTEP un traitement performant des eaux usées, limitant au maximum l'impact des activités humaines sur le Léman, y compris du point de vue des micropolluants, dans le respect des normes en vigueur et à un coût raisonnable	<ul style="list-style-type: none"> — Maintenir l'intégralité du capital de la société en mains lausannoises — S'assurer que les installations d'incinération permettent l'élimination des boues de la STEP et du périmètre de récolte dans le respect des normes, notamment de qualité de l'air — Offrir une infrastructure performante, durable, répondant aux besoins de l'exploitation et s'intégrant au mieux dans un site sensible — Maîtriser les coûts de construction et d'exploitation et assurer une bonne gestion administrative et financière de la société — S'assurer que l'exploitation des installations soit faite de manière efficiente, dans le respect des normes environnementales et en veillant à la santé et à la sécurité des travailleur·euse·s. Veiller à la bonne collaboration avec le Service de l'eau qui assure l'exploitation opérationnelle et les contacts avec les communes de l'entente CISTEP

Tunnel du Grand Saint-Bernard S.A.**Représentant·e·s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Ancien conseiller municipal	Français, Olivier

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer la mobilité transalpine	— Veiller à l'accessibilité, à la bonne gestion et à la sécurité d'une infrastructure routière stratégique — Mettre en œuvre la coopération régionale

3. Sports et cohésion sociale

Centre sportif de Malley S.A.

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Représentante externe	Marquis, Samira
Administratrice	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Administrateur	Représentant externe	Schaer, Claude
Administratrice	Conseillère juridique SMUN	Garcia, Linda
Administrateur	Adjoint au Chef du Service des sports	Robert, Yves

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Aspects financiers	S'assurer du respect des budgets d'investissement et d'exploitation
Développement du CSM	S'assurer du bon développement du CSM
Coordination	S'assurer d'une bonne coordination des activités du CSM avec celles du Service des sports de la Ville de Lausanne

Maison du Sport International S.A.

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Administrateur	Chef du Service des sports	Iseli, Patrice

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développement de la société	S'assurer du bon développement de la MSI au sein du réseau olympique
Aspects financiers	Veiller au respect des états locatifs
Coordination	Coordonner les activités des différents acteurs (locataires, copropriétaires, gérance, personnel, etc.) au sein de la MSI

4. Logement, environnement et architecture

Bâtir A S.A.

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Responsable domaine logements d'utilité publique et établissements publics – ARLO	Faucherre, Andrea
Administratrice	Responsable OCL – ARLO	Yenni Guignard, Sophie
Administrateur	Responsable coordination et assistance locataires – ARLO	Demarta, Gino

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré (LLM)	Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré (LLM) existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société

La Maison Ouvrière B S.A.**Représentant·e·s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Responsable coordination et assistance locataire – ARLO	Demarta, Gino

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur·trice·s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

La Maison Ouvrière C S.A.**Représentant·e·s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Responsable coordination et assistance locataire – ARLO	Demarta, Gino

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur·trice·s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

La Vidynette A S.A.**Représentant·e·s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Responsable OCL – ARLO	Yenni Guignard, Sophie

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré (LLM) existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur·trice·s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Le Geai S.A.**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Responsable OCL – ARLO	Yenni Guignard, Sophie

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré (LLM) existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Logis familial S.A.**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Responsable OCL – ARLO	Yenni Guignard, Sophie

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré (LLM) existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Bâtir B S.A.**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Responsable coordination et assistance locataire – ARLO	Demarta, Gino

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré (LLM) existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Bâtir C S.A.**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Responsable coordination et assistance locataire – ARLO	Demarta, Gino

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

S.I. Tour d'Entrebois A S.A.

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Responsable OCL – ARLO	Yenni Guignard, Sophie

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté. Projet de rénovation d'une tour d'habitation à Entrebois

SILL S.A. Société immobilière lausannoise pour le logement

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Conseillère municipale LEA	Litzistorf, Natacha
Administrateur	Economiste au sein du Service des finances	Feniello, Jean-Pierre
Administratrice	Membre du Conseil communal – membre politique	Faucherre, Andrea
Administratrice	Membre du Conseil communal – membre politique	Eggl, Andrea
Vice-président	Membre du Conseil communal – membre politique	Ferrari, Yves
Administrateur	Membre du Conseil communal – membre politique	Noverraz, Pierre
Administratrice	Membre du Conseil communal – membre politique	Perrin, Sarra
Administrateur	Représentant externe – membre politique	Felli, Romain

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Logements seniors et étudiants	Développer de façon innovante des projets correspondant à ces deux cibles
Plaines-du-Loup	Inciter à une programmation logements adéquate et innovante et en suivre la mise en œuvre
Logements à loyer modéré (LLM)	Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré (LLM) existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté
Approbation des comptes	Examiner les comptes, les approuver

6. Finances et mobilité

Compagnie du chemin de fer Lausanne-Echallens-Bercher – sans lettre de mission

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Représentante externe	Rastogi Mayor, Swati

Pas d'objectifs stratégiques. En effet, suite à l'adoption des nouveaux statuts de la société le 3 février 2021, la Ville de Lausanne n'est plus directement représentée au Conseil d'administration, mais indirectement et conjointement avec les communes de l'agglomération de Lausanne et Lausanne-Ouest par un seul représentant (art. 13 nouveaux statuts).

CRIDEC, Centre de ramassage et d'identification des déchets spéciaux S.A.

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef de service PUR	Beaudinot, Stéphane

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer l'élimination des déchets spéciaux et dangereux	Assurer l'élimination des déchets spéciaux et dangereux de la Ville en application des lois fédérales et cantonales et du plan cantonal de gestion des déchets

GEDREL S.A.

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Conseillère municipale FIM	Germond, Florence
Administrateur	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer l'exécution des obligations communales	Assurer l'exécution par Gedrel des tâches communales prescrites par la législation vaudoise sur la gestion des déchets et déléguées par la Ville
Soutien aux communes du périmètre	Encourager les communes au recyclage. Fournir documentation et information en matière de gestion des déchets. Veille technique

ISDS Oulens S.A.

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef de service PUR	Beaudinot, Stéphane

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Déchets spéciaux stabilisés	Assurer le stockage des déchets stabilisés dans l'installation
Conduire la société à cette cessation d'activité	— Terminer le remplissage des sillons dans le respect des normes environnementales — Préparer la société à sa cessation d'activité (remise en état du terrain, vente du matériel, etc.)

Parkings-Relais lausannois S.A.**Représentant·e·s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Conseillère municipale FIM	Germond, Florence
Vice-président	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine
Administratrice	Collaboratrice RM	Dethier, Daphné
Administrateur	Economiste au Service des finances	Feniello, Jean-Pierre

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développement et maintien	Développer et maintenir une infrastructure de stationnement répondant aux objectifs de mobilité, environnementaux et financiers de la Ville et de l'agglomération
Accessibilité et transit	Améliorer l'accessibilité de la Ville et le transit des passager·ère·s
Favoriser le report modal	Favoriser le report modal du véhicule individuel motorisé sur les transports publics

Transports publics de la Région Lausannoise S.A.**Représentant·e·s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur et membre du comité de direction	Syndic	Junod, Grégoire
Administrateur	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine
Administratrice	Conseillère municipal SCS	Moeschler, Emilie
Administratrice et membre du comité de direction	Conseillère municipale LEA	Litzistorf, Natacha
Administrateur	Conseiller municipal EJQ	Payot, David
Administratrice et membre du comité de direction	Conseillère municipale FIM	Germond, Florence
Administrateur	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développement et maintien	Développer et maintenir un réseau de transports publics répondant aux objectifs de mobilité, environnementaux et financiers de la Ville et de l'agglomération
Accessibilité et transit	Améliorer l'accessibilité de la Ville et le transit des passager·ère·s
Favoriser le report modal	Favoriser le report modal du véhicule individuel motorisé sur les transports publics

TRIDEL S.A. (via GEDREL S.A.)**Représentant·e·s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef de service – PUR	Beaudinot, Stéphane

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer la valorisation des déchets lausannois	Assurer la valorisation thermique des déchets
Assurer l'élimination des déchets résiduels	Elimination des déchets résiduels en application des normes OLED
Améliorer le transport des déchets	Favoriser et développer le transport par le rail

Groupe CGN S.A.

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur-trice		Vacant

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer la mobilité lacustre et le développement d'une offre pendulaire de qualité	Renforcer l'offre pendulaire
Assurer le développement d'une offre touristique de qualité	Développer une offre touristique en lien avec le marché et les actions de Lausanne Tourisme
Veiller à la bonne intégration des activités de la CGN en lien avec l'aménagement des rives du lac dans les zones d'Ouchy et Bellerive	

7. Services industriels**AGEPP S.A.**

(via SI-REN S.A., EOS Holding S.A. et Romande Energie Holding S.A.) – sans lettre de mission

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef de service patrimoine	Rinaldi, Massimo

Pas d'objectifs stratégiques: Les SIL ne communiquent pas d'objectifs stratégiques aux représentant-es des participations indirectes

Cadouest S.A.

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier
Administrateur	Chef du Service patrimoine	Rinaldi, Massimo

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer le réseau de chauffage à distance dans l'ouest lausannois	Développer le réseau de chauffage à distance dans l'ouest lausannois, en tenant compte de la chaleur disponible fournie par les SIL, et contribuer ainsi à la réduction efficace des émissions de CO ₂ dans l'agglomération lausannoise
Améliorer le rendement financier	A terme, dégager un dividende de cette activité

EOS Holding S.A.

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier
Administrateur	Secrétaire général SIL	Waelti, Nicolas

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Défendre les intérêts de la Ville	— Poursuivre le développement des nouvelles énergies renouvelables en Europe — Favoriser de manière convergente et commune, les intérêts des actionnaires auprès d'Alpiq — Assurer des revenus à la Ville par le biais du dividende

EOS NER S.A. – sans lettre de mission**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier
Administrateur	Secrétaire général SIL	Waelti, Nicolas

Pas d'objectifs stratégiques: Les SIL ne communiquent pas d'objectifs stratégiques aux représentant-es des participations indirectes

Forces motrices de l'Aboyeu S.A.**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer la production électrique et la bonne gestion	— Produire de l'électricité de source hydraulique — Valoriser les compétences du personnel de Lavey et les équipements de suivi d'exploitation des SIL

Forces Motrices Hongrin-Léman S.A. (FMHL)**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef du Service patrimoine	Rinaldi, Massimo

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Fournir de l'énergie de réglage et assurer la rentabilité	Mettre à disposition de l'énergie de réglage pour la stabilité du réseau suisse, en dégagant une marge entre le coût du pompage et de production et le prix de vente de l'électricité

Gaznat S.A.**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier
Administrateur	Chef du Service commercial	Cottier, Blaise

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Assurer et optimiser l'approvisionnement en gaz	— Assurer au meilleur coût l'approvisionnement en gaz des SIL — Construire et exploiter les réseaux nécessaires au transport du gaz naturel en Suisse romande
Assurer les rendements financiers	— Assurer des revenus à la Ville par le biais d'un dividende — Inciter la société à être un acteur de la transition énergétique

LaZur Energie S.A.**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Chef du service commercial	Cottier, Blaise
Administrateur	Chef de division SIL	Blondel, Cédric

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Conclure un contracting pour le Centre sportif de Malley	Réaliser sous forme de contracting les infrastructures techniques du Centre sportif de Malley
Développer une politique énergétique exemplaire	Investir dans de nouveaux projets énergétiquement exemplaires de manière coordonnée et en fonction des activités dans ce domaine menées directement par les SIL
Assurer un retour sur investissement	A terme, assurer un retour sur investissement par le versement d'un dividende

LFO S.A.**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier
Administrateur	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine
Administrateur	Chef des Services partagés	Pichon, Florent
Administratrice	Cheffe de division SIL	Bettens, Lorraine

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Créer un réseau de fibre optique et exploiter un réseau hybride coaxial et fibre optique dans la perspective de le décommissionner	<ul style="list-style-type: none"> — Construire, exploiter et commercialiser un réseau de fibre optique — Exploiter un réseau hybride coaxial et fibre optique dans la perspective de le décommissionner — A terme, dégager un dividende de cette activité

MBR S.A.**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef du Service production et solutions énergétiques	Constantin, Eric

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Produire de l'électricité de source hydraulique	<ul style="list-style-type: none"> — Produire de l'électricité à un prix aussi bas que possible tout en assurant la sécurité de l'aménagement. — Valoriser les compétences du personnel de Lavey et les équipements de suivi d'exploitation des SIL

Neo technologies S.A. (vendue en décembre 2022)**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Chef du Service commercial	Cottier, Blaise
Administrateur	Chef des Services partagés	Pichon, Florent

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Répondre aux besoins des SIL en termes de services SAP	Proposer une palette de services SAP nécessaire au bon fonctionnement des SIL
Assurer un retour sur investissement	Dégager un dividende des activités de la société

netplus.ch S.A.**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président	Chef du Service commercial	Cottier, Blaise

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer l'offre et réduire les coûts	<ul style="list-style-type: none"> — Proposer une palette complète de service multimédia selon les attentes du marché et au meilleurs prix — Trouver et exploiter toutes les synergies de coûts entre les partenaires actionnaires

Petrovibri S.A. (Via Gaznat S.A.) – sans lettre de mission**Représentant·e·s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier
Administrateur	Chef du Service commercial	Cottier, Blaise

Pas d'objectifs stratégiques: Les SIL ne communiquent pas d'objectifs stratégiques aux représentant·e·s des participations indirectes

RhônEole S.A.**Représentant·e·s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef du Service production et solutions énergétiques	Constantin, Eric
Administrateur	Directeur de la société SI-REN	Righetti, Xavier

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer l'énergie éolienne	<ul style="list-style-type: none"> — Développer l'énergie éolienne au coude de la Vallée du Rhône — Maintenir des relations étroites dans le domaine de l'énergie avec les communes valaisannes en amont de Lavey — Développer les compétences et connaissances éoliennes internes pour la Ville

Romande Energie S.A. – sans lettre de mission**Représentant·e·s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier

Pas d'objectifs stratégiques: Les SIL ne communiquent pas d'objectifs stratégiques aux représentant·e·s des participations indirectes

Securelec-Vaud S.A.**Représentant·e·s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef du Service réseaux	Regamey, François
Administrateur	Chef de division – SIL	Chaveiro, João-Paulo

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Maintenir le savoir-faire dans le cadre des obligations légales d'un gestionnaire de réseau (OIBT, NIBT)	Disposer d'un partenaire expert en matière de sécurité et de conseil dans le domaine des installations électriques intérieures, permettant de maintenir le savoir-faire nécessaire aux activités des SIL dans le cadre des obligations légales d'un gestionnaire de réseau (OIBT, NIBT)
Développer l'offre pour assurer la pérennité	Faire évoluer les prestations pour assurer à la société une assise qui garantisse sa pérennité et la qualité de ses collaborateurs

SI-REN S.A.**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier
Vice-président	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine
Administrateur	Chef du Service production et solutions énergétiques	Constantin, Eric
Administrateur	Chef du Service patrimoine	Rinaldi, Massimo
Administrateur	Chef du Service commercial	Cottier, Blaise
Administrateur	Secrétaire général SIL	Waelti, Nicolas

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer un parc de productions renouvelables locales	Développer un parc de productions renouvelables locales en complémentarité avec les projets menés directement par les SIL

Spontis S.A.**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président	Secrétaire général SIL	Waelti, Nicolas

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer une plateforme d'achat et de logistique pour les entreprises actives dans le domaine de l'énergie	<ul style="list-style-type: none"> — Standardiser le matériel électrique des actionnaires et définir les meilleures pratiques pour diminuer les coûts — Réaliser des appels d'offres de marché public en foisonnant les besoins des actionnaires pour diminuer les coûts du matériel standardisé par effet de volume — Disposer d'une plateforme de commande efficace pour la planification des chantiers — Développer les activités de la société pour mutualiser les charges fixes

Swisspower S.A.**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef du service commercial	Cottier, Blaise

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Défendre les intérêts de la Ville	Défendre les intérêts de la Ville en matière de stratégie énergétique multifluide et durable (lobbying)

Geool S.A.**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Secrétaire général SIL	Waelti, Nicolas

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer une plateforme d'achat et de logistique pour les entreprises actives dans le domaine de l'énergie	<ul style="list-style-type: none"> — Réaliser une à deux centrales de production de chaleur à partir de géothermie hydrothermale pour alimenter des chauffages à distances et contribuer à l'atteinte des objectifs de réduction des émissions directes de gaz à effet de serre des bâtiments — Mutualiser les coûts, les risques et les opportunités avec les partenaires institutionnels et les communes territoriales de l'ouest lausannois — Valoriser les compétences des collaborateurs spécialisés des SIL — A terme, assurer un retour sur investissement par le versement d'un dividende

Fondations de droit privé

1. Culture et développement urbain

Cinémathèque suisse

Représentant.e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires, notamment celles liées à la diffusion du patrimoine cinématographique — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Ecole de Jazz et de Musique Actuelle de Lausanne

Représentant.e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil et membre du comité de direction	Adjointe administrative – Ecoles de musique	Breitenstein Knobel, Maya

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Permettre aux Lausannois.e-s d'avoir accès et de recevoir une formation musicale non professionnelle de qualité — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

EML fondation Ecole de musique de Lausanne

Représentant.e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Cheffe du Service des écoles primaires et secondaires	De Kerchove, Barbara
Membre du conseil	Adjointe administrative – Ecoles de musique	Breitenstein Knobel, Maya

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Permettre, en priorité, aux Lausannois.e-s d'avoir accès et de recevoir une formation musicale non professionnelle de qualité — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation Arsenic

Représentant.e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation Béjart Ballet Lausanne

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président	Syndic	Junod, Grégoire
Membre du conseil	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine
Membre du conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation Capitoile

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Syndic	Junod, Grégoire
Membre du conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne gestion de la fondation	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller à la bonne coordination entre la Ville de Lausanne, la Cinémathèque suisse et la fondation — Veiller à la réussite de la recherche de fonds tiers permettant de concrétiser le financement des travaux du bâtiment Capitoile — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de la fondation

Fondation de la Haute Ecole de Musique Vaud Valais Fribourg et du Conservatoire de Lausanne

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Adjointe administrative – Ecoles de musique	Breitenstein Knobel, Maya

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Permettre, en priorité, aux Lausannois-e-s d'avoir accès et de recevoir une formation musicale non professionnelle de qualité — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation de l'Hermitage Donation Famille Bugnion

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Syndic	Junod, Grégoire
Membre du conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation du Petit Théâtre de Lausanne

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation du Théâtre Boulimie

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation du Théâtre Kléber-Méleau

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil et vice-président du comité de direction	Syndic	Junod, Grégoire
Membre du conseil et membre du comité de direction	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation Ensemble Vocal de Lausanne

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation Festival de la Cité

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Adjoint au chef du Service de la culture	Riou, Yann

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation Jean Monnet pour l'Europe

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil et membre du conseil exécutif	Secrétaire municipale adjointe	Darbellay, Patrizia

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Promouvoir la mémoire de Jean Monnet et les valeurs européennes	Promouvoir la mémoire de Jean Monnet et les valeurs européennes

Fondation pour l'art dramatique (Théâtre de Vidy)

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président et vice-président du comité de direction	Syndic	Junod, Grégoire
Membre du conseil	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Membre du conseil et membre du comité de direction	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation pour l'art musical, lyrique et chorégraphique (Opéra de Lausanne)

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président et vice-président du comité de direction	Syndic	Junod, Grégoire
Membre du conseil	Conseillère municipale LEA	Litzistorf, Natacha
Membre du conseil et membre du comité de direction	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation pour les musiques actuelles (Les Docks)

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Adjoint au chef du Service de la culture	Riou, Yann

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de l'institution	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Fondation romande pour la chanson et les musiques actuelles

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Adjoint au chef du Service de la culture	Riou, Yann

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de la fondation	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts des écoles de musique sises sur le territoire de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne affectation des subventions, pour garantir le rôle de la fondation conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de la fondation

Fondation romande pour le cinéma (Cinéforum)

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de la fondation	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de la fondation

Fondation Sinfonietta de Lausanne

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de la fondation	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de la fondation

Orchestre de chambre de Lausanne (OCL)

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président et membre du comité de direction	Syndic	Junod, Grégoire
Membre du conseil	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier
Membre du conseil	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de la fondation	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de l'institution conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de la fondation

Fondation lausannoise pour le rayonnement de la BD

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Conseil	Cheffe de Service bibliothèques et archives	Roch, Nadia

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller à la bonne organisation du festival de la bande dessinée BDFIL à Lausanne — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de la fondation conformément aux buts assignés — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne et à la bonne santé structurelle et financière de l'institution

Centre de traduction littéraire de l'Université de Lausanne

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du Conseil	Cheffe de service bibliothèques et archives	Roch, Nadia

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Promouvoir la traduction littéraire auprès du grand public dans le cadre de la collaboration Ville-université — Veiller à la bonne utilisation des subventions, pour garantir les activités de la fondation conformément aux buts assignés

2. Sécurité et économie

Fondation pour le commerce lausannois

Représentant.e.s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président ad interim	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine
Membre du conseil	Syndic	Junod, Grégoire
Membre du conseil	Conseiller municipal SIL	Company, Xavier

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	Assurer la promotion et le développement du commerce et de l'économie lausannois, en vue de soutenir le commerce urbain et l'attractivité de Lausanne

Fondation urgences santé

Représentant.e.s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Chef du Service de protection et de sauvetage	Scherz, Sylvain

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Etre engagé aux côtés des différents acteurs publics ou parapublics de la santé vaudoise (DGS; CHUV; SVM; FHV, ...) dans la gestion de la FUS — Contribuer au suivi du bon fonctionnement de la FUS, avec pour la Ville un point de vigilance particulier sur le volet du 144 en tant que centrale de mobilisation de nos ambulances, du SMUR et du DPMA

Fondation pour l'innovation technologique

Représentant.e.s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Responsable projets SIL	Pellerin, Marc

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Apporter un soutien au développement de projets à contenu technologique innovant	Soutien à des projets émanant d'une Haute école suisse, mais également d'autres projets, lesquels ont de grandes chances d'aboutir à la création ou au développement d'entreprises

Fonds de prévoyance du Corps de la police municipale de Lausanne

Représentant.e.s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine
Vice-président	Commandant du Corps de police	Botteron, Olivier
Membre du conseil	Responsable financier – POL	Golay, Antoine

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	Contribuer au resserrement des liens des membres du Corps de police et de leurs familles

3. Sports et cohésion sociale

Académie Internationale des Sciences et Techniques du Sport (AISTS)

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Coordination	Promouvoir la formation des futurs responsables/managers dans le domaine du sport

Centre mondial du cyclisme

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Chef du Service des sports	Iseli, Patrice

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Coordination	<ul style="list-style-type: none"> — S'assurer de l'accessibilité du centre pour les sportifs lausannois — S'assurer du bon développement du centre en cohérence avec les acteurs, les manifestations et les projets lausannois

Fondation Centre Sport – Etudes

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-présidente	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Membre du conseil	Chef du Service des sports	Iseli, Patrice

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Coordination	Accueillir des jeunes gens de 15 à 20 ans (filles et garçons) qui se dirigent vers une carrière sportive de haut niveau. Ces jeunes sportives et sportifs poursuivent une formation scolaire ou professionnelle tout en bénéficiant des entraînements sportifs dispensés au sein de leur club, d'un suivi pédagogique, d'un suivi scolaire et de cours de formation. Ils ont la possibilité d'être admis comme internes ou comme externes
Aspects financiers	S'assurer du respect du budget de fonctionnement du CSEL

Fondation lausannoise d'aide par le travail (F.L.A.T.)

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Membre du conseil	Chef de l'ORP	Steffan, Thomas

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne utilisation des fonds pour garantir les buts de la Fondation	Etudier les demandes de soutien financier en vue de la reconversion professionnelle
Aspects financiers	Participer aux décisions dans le cadre du budget alloué

Fondation Olympique pour la Culture et le Patrimoine

Représentant·e·s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer le rayonnement du Musée Olympique	Soutenir les manifestations et expositions du Musée Olympique et favoriser les contacts avec la Ville

Fondation Soins Lausanne

Représentant·e·s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-présidente	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Soutenir les prestations de maintien à domicile	— Etre engagé aux côtés de l'Etat et des autres associations régionales dans la gestion de l'AVASAD (Association vaudoise des soins à domicile) — S'assurer de la bonne intégration des CMS sur le territoire de la Ville de Lausanne

Fonds Edouard et Hortense Pache

Représentant·e·s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Membre du conseil	Adjoint à la cheffe de service – SSL	Savary, Jérôme
Membre du conseil	Adjointe administrative – SFIN	Huber, Elisabeth

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Coordination	Gérer la fondation conformément aux statuts
Aspects financiers	S'assurer de l'équilibre financier du fonds

4. Logement, environnement et architecture

Fondation Val Paisible

Représentant·e·s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Responsable domaine logements d'utilité publique et établissements publics – ARLO	Faucherre, Andrea

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	Planification de la rénovation de leurs immeubles et suivi des locataires entrants

FMEL (Fondation Maisons pour Etudiants – Lausanne)**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Responsable domaine logements d'utilité publique et établissements publics – ARLO	Faucherre, Andrea

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Nouveaux projets	Développer et accompagner des projets innovants pour le public-cible visé
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Fondation Daniel et Liliane Courvoisier**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Responsable domaine logements d'utilité publique et établissements publics – ARLO	Faucherre, Andrea

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Fondation Lausannoise pour la Construction de Logements (FLCL)**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Représentant externe – membre politique	Morandi, Renato
Membre du Conseil	Cheffe de l'unité action sociale logement – ARLO	Ferret, Rachel
Vice-présidente	Responsable domaine logements d'utilité publique et établissements publics – ARLO	Faucherre, Andrea
Membre du conseil	Membre du Conseil communal – membre politique	Hubler, Alain
Membre du conseil	Membre du Conseil communal – membre politique	Philippoz, Roland
Membre du conseil	Membre du Conseil communal – membre politique	Nicoud, Catherine
Membre du conseil	Membre du Conseil communal – membre politique	Béguin, Jean-Marc
Membre du conseil	Membre du Conseil communal – membre politique	Perrin, Charles-Denis
Membre du conseil	Membre du Conseil communal – membre politique	Christe, Valentin

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Comité de direction	Participer au Comité de direction afin de pouvoir influencer les projets dans le sens de la politique du logement et de l'habitat souhaitée par la Ville de Lausanne
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Plaines-du-Loup	Assurer une programmation logements adéquate et innovante et en vérifier sa mise en œuvre
Logements à loyer modéré	Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré (LLM) existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Fondation Pro Habitat

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Responsable domaine logements d'utilité publique et établissements publics – ARLO	Faucherre, Andrea
Membre du conseil	Responsable OCL – ARLO	Yenni Guignard, Sophie

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Plaines-du-Loup	Assurer une programmation logements adéquate et innovante et en vérifier sa mise en œuvre
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

FSLE (Fondation Solidarité Logement pour les Etudiants)

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Responsable domaine logements d'utilité publique et établissements publics – ARLO	Faucherre, Andrea

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Pas de caution	Initier un projet pilote sur quelques appartements pour permettre l'accès au logement étudiant sans passer par une garantie
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

5. Enfance, jeunesse et quartiers

Fondation Bellet

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil		Vacant

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne gouvernance de l'institution dans le respect de la charte du Réseau d'accueil de jour de Lausanne	Soutenir, accompagner et conseiller les institutions dans leur projet et missions d'accueil de jour de l'enfance

Fondation de l'espace des inventions

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Conseiller municipal EJQ	Payot, David
Membre du conseil	Secrétaire générale EJQ	Papaux, Estelle (jusqu'au 30.09.2022)

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	Proposer des expositions d'éveil scientifique comprenant des séances d'accompagnement pour les jeunes Lausannoises et Lausannois
	Concevoir, réaliser et présenter un programme d'éveil culturel pour les enfants de 4 à 10 ans
	Organiser et animer les centres aérés de la Vallée de la Jeunesse et de Sauvablin durant les vacances d'été et d'automne
	Organiser des ateliers sciences dans le cadre des centres aérés urbains lausannois

Fondation La Pouponnière et l'Abri

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil		Vacant

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne gouvernance de l'institution dans le respect de la charte du Réseau d'accueil de jour de Lausanne	Soutenir, accompagner et conseiller les institutions dans leur projet et missions d'accueil de jour de l'enfance

Fondation Malley-Prairie

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Adjointe à la cheffe du secteur préscolaire	Denisart, Valérie

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne gouvernance de l'institution dans le respect de la charte du Réseau d'accueil de jour de Lausanne	Soutenir, accompagner et conseiller les institutions dans leur projet et missions d'accueil de jour de l'enfance

Fondation pour un Centre œcuménique et de quartier du Bois-Gentil

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Conseiller municipal EJQ	Payot, David
Membre du conseil	Adjointe à la secrétaire générale EJQ	Kurz, Elsa

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Construction d'un centre œcuménique et de quartier	Participer à la construction sur un terrain de la Ville de Lausanne, assurer l'exploitation et la mise à disposition

Fondation Organopole

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Adjointe à la secrétaire générale EJQ	Kurz, Elsa

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville propriétaire de l'édifice et des orgues — Valoriser les orgues de l'église Saint-François en proposant notamment des événements musicaux tous publics

6. Finances et mobilité

Fondation pour un Centre d'Education permanente

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Cheffe du Service du personnel	Stanimirovic, Vesna

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Compétences professionnelles du personnel de la Ville de Lausanne (fonctionnaires et employés permanents)	Assurer le développement et le maintien des compétences professionnelles des fonctionnaires de la Commune
Gestion RH dans la fonction publique	Soutenir la recherche en gestion et développement des ressources humaines dans la fonction publique

Associations

1. Culture et développement urbain

Union mondiale des villes olympiques

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Syndic	Junod, Grégoire
Membre du comité	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Développer les échanges entre villes autour de l'héritage olympique et du sport comme outil de politique publique	<ul style="list-style-type: none"> — Promouvoir le rôle du sport dans le développement durable des villes — Faciliter et maintenir un dialogue entre les villes ayant ou étant sur le point d'héberger les Jeux Olympiques — Assurer la bonne marche de l'association dont Lausanne assure la présidence — Animer le réseau Smart Cities & Sports

Lausanne tourisme

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président	Syndic	Junod, Grégoire

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Promouvoir le tourisme à Lausanne — Porter une réflexion sur le périmètre des activités de tourisme post-crise, fixer des objectifs et valider un plan global pour le secteur — Actualiser les modalités de collaboration entre la Ville et Lausanne Tourisme — Mobiliser l'ensemble des acteurs concernés par le tourisme autour du plan défini pour le secteur

3. Sports et cohésion sociale

Association pour la promotion de la course à pied en ville de Lausanne

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Vice-président	Chef du Service des sports	Iseli, Patrice
Membre du comité	Resp. des manifestations sportives	Schaub, Patrice

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Promouvoir la course à pied à Lausanne	Organiser, annuellement, diverses courses pédestres populaires dont notamment celles connues sous le nom: 20 km de Lausanne, Course Capitale Olympique et Christmas Run
Aspects financiers	S'assurer du respect des budgets de fonctionnement de ces manifestations sportives

Association Athletissima

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du comité	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la ville de Lausanne en faveur de l'Association	Organiser entre autre, annuellement, un meeting international d'athlétisme de la Diamond League, connu sous le nom Athletissima dans une infrastructure communale, le Stade de la Pontaise
Aspects financiers	S'assurer du respect du budget de fonctionnement de cette manifestation

Association 3 × 3 FIBA WorldTour

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du comité	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Membre du comité	Chef du Service des sports	Iseli, Patrice
Membre du comité	Resp. des manifestations sportives	Schaub, Patrice

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la ville de Lausanne en faveur de l'Association	Soutenir, annuellement, une manifestation internationale de basket 3×3, connu sous le nom: Lausanne 3×3 FIBA World Tour
Aspects financiers	S'assurer du respect du budget de fonctionnement de cette manifestation

Association de la Journée lausannoise du vélo**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Chef du Service des sports	Iseli, Patrice
Vice-président	Resp. des manifestations sportives	Schaub, Patrice

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Coordination	Organiser, annuellement, une manifestation cyclotouriste, connue sous le nom Journée lausannoise du vélo
Aspects financiers	S'assurer du respect du budget de fonctionnement de cette manifestation sportive

Association «Tour de Romandie – épreuve de Lausanne»**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Membre du comité	Chef du Service des sports	Iseli, Patrice

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Promouvoir le cyclisme	Organiser à Lausanne une étape ou le prologue du Tour de Romandie
Aspects financiers	S'assurer du respect du budget de fonctionnement de cette étape lausannoise

Association des «Volontaires sportifs Lausannois»**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Membre du comité	Chef du Service des sports	Iseli, Patrice

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Coordination	Encourager, soutenir et développer le volontariat sportif avec pour objectif la constitution et l'animation d'un réseau de volontaires pour le soutien des activités des associations et clubs sportifs lausannois
Aspects financiers	S'assurer du respect du budget de fonctionnement de cette association

Association du Lausanne Marathon**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Membre du comité	Resp. des manifestations sportives	Schaub, Patrice

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Coordination	Organiser, annuellement, les différentes épreuves du Lausanne Marathon
Aspects financiers	S'assurer du respect du budget de fonctionnement de cette manifestation sportive

Association du Triathlon de Lausanne

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Vice-président	Commandant du Corps de police	Botteron, Olivier
Membre du comité	Chef du Service de protection et de sauvetage	Scherz, Sylvain
Membre du comité	Chef du Service des sports	Iseli, Patrice
Membre du comité	Resp. des manifestations sportives	Schaub, Patrice
Membre du comité	Administratrice d'événements	Kellerhals, Aline

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Coordination	Organiser, annuellement, une épreuve internationale et/ou une épreuve populaire, connues sous le nom Triathlon de Lausanne
Aspects financiers	S'assurer du respect du budget de fonctionnement de cette manifestation

Association Lausanne Inspiration 2020

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du comité	Secrétaire générale SCS	Joly, Christelle
Membre du comité	Chef du Service de la culture	Kinzer, Michael
Membre du comité	Chef du Service des sports	Iseli, Patrice

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Coordination et contrôle financier	Organiser des manifestations publiques et gratuites au sein de la Ville alliant sports, culture et intégration
Aspects financiers et organisationnels	S'assurer du respect du budget de fonctionnement de ces manifestations et de financements suffisants par rapport aux charges. Superviser l'organisation des manifestations

Comité d'organisation pour les Jeux Olympiques de la Jeunesse 2020 (COJOJ)/ Lausanne 2020 – sans lettre de mission

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du comité	Syndic	Junod, Grégoire
Membre du comité	Conseillère municipale SCS	Moeschler, Emilie
Membre du comité	Conseillère municipale LEA	Litzistorf, Natacha

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Coordination	Délivrer les Jeux Olympiques de la jeunesse conformément au Game Fondation Plan
Aspects financiers	S'assurer du respect du budget alloué

4. Logement, environnement et architecture

Association Jorat Parc naturel

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Présidente	Conseillère municipale LEA	Litzistorf, Natacha
Membre du comité	Chef de service SPADOM	Balestra, Etienne

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — S'assurer de la gestion, de la promotion et du développement du Parc naturel du Jorat, dans le cadre d'un développement durable du massif joratois — S'assurer du respect du budget du Parc naturel du Jorat

5. Services industriels

Communauté d'intérêt pour la formation des électriciens de réseau (CIFER)

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du comité	Chef du Service réseaux	Regamey, François

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	Valoriser le métier d'électriciens de réseau par la formation duale, la formation supérieure et la formation continue

Distributeurs multi-fluides romands (MULTIDIS)

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Président	Chef du Service réseaux	Regamey, François

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Défendre les intérêts de la Ville	Défendre les intérêts de la Ville au sein de la branche électrique romande et à travers elle au sein de l'Association suisse des électriciens (AES)
Assurer la veille technologique	Etre informé des évolutions réglementaires et technique dans le domaine de l'électricité avec une analyse du point de vue des acteurs multifluides

Société des Gaziers de la Suisse romande

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du comité	Chef du Service patrimoine	Rinaldi, Massimo

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Défendre les intérêts de la Ville et assurer la veille législative et réglementaire	<ul style="list-style-type: none"> — Défendre les intérêts de la Ville au sein de la branche gazière romande et à travers elle au sein de l'Association suisse de l'industrie gazière (ASIG) — Etre informé des évolutions réglementaires et technique dans le domaine du gaz — Inciter la société à être un acteur de la transition énergétique

Coopératives

4. Logement, environnement et architecture

Société coopérative d'habitation des employés du rail

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Responsable domaine logements d'utilité publique et établissements publics – ARLO	Faucherre, Andrea

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés — Développer et accompagner des projets innovants pour le public-cible visé — Assurer une programmation de logements adéquate et innovante et en vérifier sa mise en œuvre — S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeurs-trices et de l'approbation des comptes par l'Assemblée générale — S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société et s'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Boipac – Société coopérative

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Garde forestier au SPADOM	Bourgeois, Frédéric

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Contrôle des coûts d'entretien du parc à grumes	Contrôler l'évolution des coûts d'entretien liés à l'usure du parc à grumes. A moyen terme, décider de la fermeture du parc
Développement de nouveaux projets pour la coopérative après la fermeture du parc à grumes	Etudier des projets en vue de continuer à soutenir la filière bois vaudoise

Coopérative Cité Derrière

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice ad interim	Responsable domaine logements d'utilité publique et établissements publics – ARLO	Faucherre, Andrea

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré (LLM)	Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré (LLM) existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Coopérative Tunnel-Riponne

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Responsable coordination et assistance locataire – ARLO	Demarta, Gino

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

L'Habitation Féminine Société Coopérative

Représentant·e·s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Responsable coordination et assistance locataire – ARLO	Demarta, Gino

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur·trice·s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Logacop société coopérative

Représentant·e·s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Responsable coordination et assistance locataire – ARLO	Demarta, Gino

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Logements à loyer modéré (LLM)	Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré (LLM) existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur·trice·s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Logement idéal

Représentant·e·s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Responsable domaine logements d'utilité publique et établissements publics – ARLO	Faucherre, Andrea

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Plaines-du-Loup	Assurer une programmation logements adéquate et innovante et en vérifier sa mise en œuvre
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur·trice·s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

S.C. Avenue Vinet 31

Représentant·e·s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Responsable coordination et assistance locataire – ARLO	Demarta, Gino

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

S.C.I. Clair Logis Lausanne B**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Responsable OCL – ARLO	Yenni Guignard, Sophie

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté; Projet de rénovation d'une tour d'habitation à Entrebois

Société coopérative des sites et espaces verts de la région lausannoise (SOCOSEV)**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Conseillère municipale LEA	Litzistorf, Natacha
Administrateur	Chef de service SPADOM	Balestra, Etienne

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Concourir à la protection et au développement des sites et espaces verts d'intérêt local ou général régional compris dans le rayon de la société	<ul style="list-style-type: none"> — Acquérir des immeubles menacés — Faire inscrire en faveur de la Commune de Lausanne ou en faveur de la commune de situation, des immeubles, des servitudes de restrictions de droit à bâtir ou d'interdiction de bâtir — Par le moyen de subventions, permettre d'indemniser des propriétaires touchés par les mesures de protection de sites et espaces verts — Soutenir des sociétés ou organismes dont le but correspond à celui de la société — Participer au financement de projets d'aménagements d'espaces verts divers, comme les platanes de la place Chauderon (1995) ou Lausanne Jardins 97, 2000, 2009, 2014.

Société coopérative d'habitation Lausanne (SCHL)**Représentant-e-s de la Ville**

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Responsable domaine logements d'utilité publique et établissements publics – ARLO	Faucherre, Andrea

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
Plaines-du-Loup	Inciter à une programmation logements adéquate et innovante et s'informer de la mise en œuvre
Logements à loyer modéré (LLM)	Inciter au maintien et la valorisation du parc de logements à loyer modéré (LLM) existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur-trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG

But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

Société Coopérative d'Habitation Unia

Représentant.e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administratrice	Responsable domaine logements d'utilité publique et établissements publics – ARLO	Faucherre, Andrea

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Logements d'utilité publique (LUP)	Veiller à la bonne marche de la gestion des logements subventionnés qui leur sont confiés
LLM	Inciter au maintien et la valorisation du parc LLM existant
Comptes	S'assurer de la bonne tenue des comptes, du contrôle des auditeur.trice-s et de l'approbation des comptes par l'AG
But de la société	S'assurer que les projets envisagés respectent le but de la société
Entretien régulier des immeubles	S'assurer que les immeubles font l'objet d'un suivi régulier sur le plan de l'entretien courant et de l'état de vétusté

SODEFOR société coopérative

Représentant.e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Chef de l'unité Forêts SPADOM	Détraz, Matthieu

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Contrôle des coûts d'entretien des moyens d'exploitation	Contrôler l'évolution des coûts d'entretien liés à l'usure du camion
Etude de nouveaux projets et de nouvelles technologies permettant de valoriser le bois énergie	
Optimisation de moyen	Coopérative propriétaire d'une déchiqueteuse mobile, utilisée pour la production de plaquettes en bois pour la chaufferie de la Tuilière. La Ville n'a pas suffisamment de besoins pour être propriétaire toute seule d'une telle machine

Fondation et entreprises de droit public

1. Culture et développement urbain

Fondation pour l'enseignement de la musique

Représentant.e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Membre du conseil	Adjointe au service de la culture	Breitenstein Knobel, Maya

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Veiller à la bonne affectation des subventions de la Ville de Lausanne en faveur de la fondation	<ul style="list-style-type: none"> — Veiller aux intérêts de la Ville de Lausanne — Veiller aux intérêts des écoles de musique sises sur le territoire de Lausanne — Veiller aux intérêts de la population lausannoise — Veiller à la bonne affectation des subventions, pour garantir le rôle de la fondation conformément à ses buts statutaires — Veiller à la bonne santé structurelle et financière de la fondation

Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne (CPCL)

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-présidente	Conseillère municipale FIM	Germond, Florence
Administrateur	Conseiller municipal SE	Hildbrand, Pierre-Antoine
Administrateur	Syndic	Junod, Grégoire
Administrateur	Représentant externe	Hirsig, Gérard

Objectifs stratégiques

Titre	Description
	<ul style="list-style-type: none"> — Assurer que les objectifs de prévoyance et ceux de rendement soient remplis — Veiller à la bonne gestion du patrimoine — Veiller à atteindre le niveau de couverture requis et le niveau de rendement nécessaire — Veiller à la prise en compte des critères ESG (environnement, social et gouvernance) dans la gestion du patrimoine

3. Sports et cohésion sociale**Caisse cantonale vaudoise de compensation AVS/AI/APG**

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Administrateur	Ancien Municipal	Tosato, Oscar

Objectifs stratégiques

Titre	Description
Opérationnel	Veiller au respect des prescriptions concernant les versements aux bénéficiaires des prestations AVS/AI et à la bonne coordination avec la caisse AVS/AI de Lausanne

5. Enfance, jeunesse et quartiers**Fondation pour l'accueil de jour des enfants (FAJE) – sans lettre de mission**

Représentant-e-s de la Ville

Fonction dans l'entité	Fonction au sein de la Ville	Nom, Prénom
Vice-président	Conseiller municipal EJQ	Payot, David

Pas d'objectifs stratégiques. Les membres du Conseil de Fondation sont formellement nommés par le Conseil d'Etat. Dans ce type de cas, la Municipalité n'assigne d'objectifs stratégiques que lorsqu'elle détient une participation financière dans l'entité, ce qui n'est pas le cas de la FAJE.



Glossaire

APEMS	Accueil pour enfants en milieu scolaire
ARLO	Service d'architecture et du logement
BAVL	Service bibliothèques et archives de la Ville
BEST	Bien-être et santé au travail
CADA	Service du cadastre
CC	Conseil communal
CD	Direction de la culture et du développement urbain
CDAP	Cour de droit administratif et public
CECB	Certificat énergétique cantonal des bâtiments
CFL	Contrôle des finances de la Ville de Lausanne
CH	Service du contrôle des habitants
CHUV	Centre hospitalier universitaire vaudois
COFIN	Commission permanente des finances
COGES	Commission permanente de gestion
COM	Service commercial
CP	Corps de police
CPCL	Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne
CREAL	Centre de ressources pour élèves allophones
CSR	Centre social régional
CULT	Service de la culture
CVE	Centre de vie enfantine
DSST	Santé et sécurité au travail
(EM-)DIAM	(Etat-Major) Directives d'intervention en cas d'accident majeur
EAU	Service de l'eau
ECA	Etablissement d'assurance contre l'incendie et les éléments naturels du Canton de Vaud
ECAL	Ecole cantonale d'art de Lausanne
ECO	Service de l'économie
EESP	Ecole d'études sociales et pédagogiques
EGADIV	Egalité & diversité au sein de l'administration
EJMA	Ecole de jazz et de musique actuelle
EJQ	Direction de l'enfance, de la jeunesse et des quartiers
EML	Ecole de Musique Lausanne
EPFL	Ecole polytechnique fédérale de Lausanne
EVAM	Etablissement vaudois d'accueil des migrants
FIM	Direction des finances et de la mobilité
GER	Service des gérances
HEMU	Haute école de musique de Lausanne
LEA	Direction du logement, de l'environnement et de l'architecture
MAP	Mobilité et aménagement des espaces publics
MCBA	Musée cantonal des Beaux-Arts
OFSP	Office fédéral de santé publique
OMS	Organisation mondiale de la santé
PALM	Projet d'agglomération Lausanne – Morges
PAT	Service patrimoines
PPA	Plan partiel d'affectation

PSE	Service production et solutions énergétiques
PUR	Service de la propreté urbaine
RES	Service réseaux
Réseau-L	Réseau d'accueil de jour de l'enfance de Lausanne
RM	Service des routes et de la mobilité
SALV	Service achat et logistique Ville
SAS	Service des assurances sociales
SCS	Direction des sports et de la cohésion sociale
SE	Direction de la sécurité et de l'économie
SEP	Service des écoles et du parascolaire
SFIN	Service des finances
SGCD	Secrétariat général culture et développement urbain
SGEJQ	Secrétariat général enfance, jeunesse et quartiers
SGFIM	Secrétariat général finances et mobilité
SGLEA	Secrétariat général logement, environnement et architecture
SGSCS	Secrétariat général sports et cohésion sociale
SGSE	Secrétariat général sécurité et économie
SGSIL	Secrétariat général services industriels
SIL	Direction des services industriels
SILL S.A.	Société immobilière lausannoise de logement
SMUN	Secrétariat municipal
SOI	Service d'organisation et d'informatique
SPADOM	Service des parcs et domaines
SPAR	Services partagés
SPE	Service de la petite enfance
SPEL	Service du personnel
SPORTS	Service des sports
SPS	Service de psychologie scolaire
SPSL	Service de protection et sauvetage
SSL	Service social Lausanne
SSPR	Service de santé et prévention
ST	Service du travail
STEP	Station d'épuration
SUVA	Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents
TRIDEL	Usine de valorisation thermique et électrique des déchets
UNIL	Université de Lausanne
URB	Service de l'urbanisme

Hôtel de Ville
place de la Palud 2
Case postale 6904
1002 Lausanne

T +41 21 315 22 15
secretariatmunicipal@lausanne.ch

www.lausanne.ch